Alexandros Dagkas - Stavros Kamaroudis

Éducation et socialisme
Le compte rendu de la scission de l'Association pour l'enseignement, Athènes 1927

Εκπαίδευση και σοσιαλισμός
Τα πρακτικά της διάσπασης του Εκπαιδευτικού Ομίλου, 1927

épicentre

© 2019 Editions épicentre • Thessalonique 2019

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes des lois 100/1975 et 2121/1993, que les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective, et que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement des ayant droit ou ayant cause est illicite (article 51 de la loi 2121/1993). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait une contrefaçon sanctionnée par les lois du code de la propriété intellectuelle.

Editions **épicentre**
Athènes : 21 rue Asklipiou - Boîte postale 10680
tél. : 210 3811077 • Fax : 210 3811086
Thessalonique : 9 rue Kamvounion - Boîte postale 54621
tél. : 2310 256146 • Fax : 2310 256148
www.epikentro.gr e-mail: epikentro@epikentro.gr

ISBN: 978-960-458-882-4

Table des matières

Préface **7**
Introduction **9**

1. Les conditions économiques, sociales, politiques et culturelles à l'échelle mondiale 13
   1.1. Continuités et ruptures 13
   1.2. Culture, éducation. Les changements du XXe siècle 25
   Les évolutions en Grèce dans le domaine de l'éducation 29
   1.3. Le socialisme international et grec : une rétrospective du chemin parcouru jusqu'en 1917 32
   Culture et éducation socialiste 43
   1.4. Le mouvement ouvrier après la révolution russe de 1917 47
   Le communisme grec et la question nationale 56
   1.5. Communisme et éducation 63
   L'éducation soviétique 66
   L'internationalisation du mouvement de l'éducation communiste 99
   Le sport ouvrier 103
   1.6. Intellectuels grecs, radicaux et communistes 104
   Les intellectuels et « intellectuels », cadres du parti communiste grec 104
   L'éducation en Grèce et les démoticistes 109

2. L'Association pour l'enseignement 113
   2.1. La situation jusqu'en 1926 113
   2.2. L'assemblée générale de l'Association pour l'enseignement en février-mars 1927. Alex. Delmouzos et Dim. Glinos 126
   2.3. La scission, mai 1927 141
   La non participation de Manolis Triantaphyllidis 145

Épilogue **149**

Annexe I **151**
Les débats au cours des neuf séances de l'assemblée générale de l'Association pour l'enseignement, du 16 février jusqu'au 24 mars 1927

Les textes de Dimitrios Glinos concernant la scission
en mai 1927

Annexe II **201**
Compte rendu de l'assemblée générale de l'Association pour l'enseignement, du 16 février jusqu'au 24 mars 1927, et textes de Dimitrios Glinos relatifs à la scission en mai 1927 (textes originaux en grec)*

1. Bilan des recettes et des dépenses du 1er janvier au 31 décembre de l'année 1926
2. Budget de l'année 1927
3. Rapport de la commission de contrôle, note d'Ioannis Doanidis
   3.1. Carte de visite d'Ioannis Doanidis
   3.2. Rapport de la commission de contrôle
4. Liste des membres présents à la première séance de l'assemblée générale, le 16 février 1927
5. Compte rendu de la séance du 16 février 1927
6. Compte rendu de la séance du 23 février 1927
7. Compte rendu de la séance du 24 février 1927
8. Premier texte du premier discours de Dimitrios Glinos
9. Résumé du premier discours d'Alexandros Delmouzos à la séance du 28 février 1927
10. Liste des membres présents à la séance du 4 mars 1927
11. Extrait du compte rendu des séances du 4 et du 10 mars 1927

[12-16. Séance du 15 mars 1927]

12. Discours de Dimitrios Damaskinos
13. Deuxième discours d'Alexandros Delmouzos
14. Résumé du discours d'Epameinondas Papamichaïl
15. Résumé du discours d'Aristeidis Rouchotas
16. Compte rendu de la séance du 15 mars 1927
17. Note de Dimitrios Glinos en réponse au deuxième discours d'Alexandros Delmouzos
18. Extrait du compte rendu de la séance du 21 mars 1927, avec des textes des discours de Dimitrios Glinos (troisième discours), d'Alexandros Svolos et de Theodoros Vliziotis

[19-24. Séance du 24 mars 1927]

19. Proposition d'Alexandros Delmouzos
20. Déclaration explicative d'Alexandros Delmouzos sur sa proposition
21. La proposition de Dimitrios Glinos

22. Proposition d'Alexandros Svolos
23. Déclaration de Theodoros Vliziotis
24. Élection du conseil d'administration
24.1. Liste des membres qui votèrent
24.2. Liste du décompte des votes
24.3. Liste du classement des candidats sur la base des croix de préférence
24.4. Procès-verbal de l'élection du conseil d'administration de l'Association pour l'enseignement, le 24 mars 1927, notes du tri des votes
25. Réponse de Dimitrios Glinos à la lettre des 43 membres qui se retirèrent de l'Association pour l'enseignement
26. Proposition de Dimitrios Glinos
27. Proposition de Dimitrios Glinos (brouillon, texte, notes)

* Source : Collection de documents d'Alexandros Dagkas, Dossier de documents « Assemblée générale 1927. Le compte rendu de l'assemblée générale, 16 février - 24 mars 1927 ».

Annexe III **285**
Noms des 153 personnes, membres de l'Association pour l'enseignement, qui participèrent aux travaux de l'assemblée générale de février-mars 1927 et à la scission en mai 1927 (par ordre alphabétique en grec)

Annexe IV **305**
Publication, dans la presse, des noms des membres de l'Association pour l'enseignement qui partirent en mai 1927 (en grec)

Bibliographie **307**
Index général **317**
Index des mots grecs (par ordre alphabétique en grec) **327**

Préface

Le matériau du compte rendu de l'assemblée générale de l'Association pour l'enseignement, qui eut lieu à Athènes en 1927, est conservé dans la collection des documents d'Alexandros Dagkas. Grâce au contenu du dossier, qu'il se présente aujourd'hui à la communauté scientifique, sont définitivement clarifiés les événements de la scission de l'association dans toute leur étendue.

Sur un sujet particulièrement important esquissant l'évolution de l'éducation en Grèce, pour lequel des dissertations remarquables et des études approfondies furent élaborées, le présent ouvrage comble un vide, qui, jusqu'à ce jour-ci, fit l'objet de recherches fondées sur le recueil de fragments provenant d'autres sources et sur la formulation d'hypothèses[1]. À la lumière des éléments de notre matériau d'archives, des hypothèses antérieures furent complétées, alors que d'autres ne furent pas vérifiées.

La scission de l'Association pour l'enseignement en 1927 constitue une étude de cas sur le problème plus large de l'évolution du socialisme jusqu'alors et sur la projection des concepts socialistes à la culture et à l'éducation. L'occasion nous fut ainsi donnée d'aborder des paramètres relatifs à cette question importante.

Des discussions et échanges de vues se déroulèrent avec des collègues sur divers thèmes qui sont liés au contenu du livre. Des remerciements sont dus à Giorgos Boubous, Dimitris Charalampous, Giorgos Kechagioglou, Giorgos Kokkinos, Periklis Pavlidis, Lampros Varelas et également à d'autres qui nous échappent à ce moment. Nous remercions aussi la collègue Frédérique Minault pour la lecture du texte.

---

[1] Cf., par exemple,
Anna Fragoudaki, *Réforme pédagogique et intellectuels libéraux*, thèse de doctorat sous la direction de Viviane Isambert-Jamati, Université René Descartes - Paris V, Faculté des sciences de l'éducation, 1975.
Nikolaos Terzis, *Die reformpädagogische Bewegung Griechenlands zwischen Traditionalismus und Modernisierung (1902-1920): Der erzieherische Demotikismus*, Peter D. Lang, Frankfurt a.M. etc. 1980.
Spyridon P. Rasis, *Demetres Glenos and Educational Democticism in Greece*, Thesis / University of Illinois, Urbana (Illinois) 1980.
Δημήτρης Φ. Χαραλάμπους, *Ο εκπαιδευτικός όμιλος. Η ίδρυση, η δράση του για την εκπαιδευτική μεταρρύθμιση και η διάσπασή του*, Αφοί Κυριακίδη, Θεσσαλονίκη 1987.
Χαράλαμπος Μελετιάδης, *Δημήτρης Γληνός: παιδαγωγική θεωρία και πράξη*, διδακτορική διατριβή - επιβλέπων Χρήστος Φράγκος, Αριστοτέλειο Πανεπιστήμιο Θεσσαλονίκης, 1989.
Γιώργος Κόκκινος - Βασίλης Μπογιατζής, *Αναζητώντας «ιερό καταφύγιο». Ο Αλέξανδρος Δελμούζος και η σύγχρονή του ελληνική διανόηση*, Ταξιδευτής, Αθήνα 2017.

Introduction

La pédagogie est une activité politique.

Toute relation ayant un rapport avec le pouvoir est forcément une relation pédagogique[2]. Ce point de vue exige une conceptualisation plus large de la pédagogie en tant qu'activité politique quintessentielle qui est centrale pour comprendre et transformer la société.

Le matériau concernant l'éducation, qui apparaît dans le présent travail, ne contribuerait pas à clarifier les choses si nous nous limitions à l'étude des éléments individuels sans les lier avec une vue plus générale. Lorsque les « grands récits », tels que les rapports de production, la division du travail, la lutte des classes, le pouvoir et l'État politique autoritaire[3], ne sont pas pris en compte, les « petits récits » se révèlent comme étant des éléments non liés entre eux, voire ambigus.

La présente recherche dépiste les mouvements sociaux de classe du XXe siècle, notamment le mouvement bourgeois-démocratique et le mouvement ouvrier. En outre, sont repérés les mouvements interclasses comme le mouvement des intellectuels, le féminisme et le mouvement de la jeunesse. Leurs composantes étaient multiples au niveau des formes d'organisation et d'expression. Une forme d'organisation était, dans notre cas, l'Association pour l'enseignement, qui développa une activité dans le domaine de la langue et de l'éducation en général ; parmi ses formes d'expression, se trouvaient la diffusion des idées du démoticisme et toutes sortes d'action au sein du milieu des intellectuels[4]. À partir du moment où le groupe interclasse des démoticistes acquît le sentiment d'un rôle, la prise d'initiatives quant à l'évolution de l'Association pour l'enseignement dépendait du niveau de son développement. Les démoticistes promettaient le changement social par une réformation de

---

[2] Cf. Peter Mayo, "Gramsci, Hegemony and Educational Politics", *Antonio Gramsci: A Pedagogy to Change the World*, Nicola Pizzolato - John Holst (eds.), Springer, Berlin etc. 2017, pp. 35-47.

[3] Cf. Friedrich Engels, "Von der Autorität", *Karl Marx - Friedrich Engels Werke* (*MEW*), Dietz Verlag, Band 18, Berlin 1973, pp. 305-308.

[4] Pour les facteurs socioculturels déterminants du démoticisme éducatif, cf. Terzis, *Die reformpädagogische ...*, *op. cit.*; Despina Karakatsani - Vassiliki Théodorou, « Processus d'introduction des principes de l'éducation nouvelle en Grèce au début du XXe siècle: enjeux idéologiques et enjeux de savoir », *Paedagogica Historica. International Journal of the History of Education*, Vol. 45, N° 4-5, 2009, pp. 515-533 ; Νίκος Π. Τερζής, «Εισαγωγή στη θεματική του Συνεδρίου», συνέδριο *Εκατό χρόνια από τη γλωσσοεκπαιδευτική μεταρρύθμιση του 1917*, Αριστοτέλειο Πανεπιστήμιο Θεσσαλονίκης, Θεσσαλονίκη 12-13 Μαΐου 2017 (actes sous publication).

l'ancien régime conservateur traditionaliste anachronique et l'établissement d'un nouveau régime moderniste. Plus avancée, l'aile radicale extrême voulait assurer un renversement révolutionnaire et établir un nouveau régime qui représenterait les intérêts des classes sociales populaires.

La méthodologie de gestion des documents utilisés dans notre recherche n'avait pas pour but le seul enregistrement des éléments fournis par le dépouillement des textes. La question qui demeurait était comment nous pouvions approcher méthodologiquement ce nouveau matériau d'archives ; au cours de l'effort pour aborder le contenu des documents, intervenait le facteur, dans quelle mesure l'historien connaissait la structure du mouvement des intellectuels et percevait la culture des membres du mouvement. Cette question conduit directement à l'idéologie de l'historien et à la lutte des idées. Les conceptions de l'historien sont évidentes selon la problématique qu'il adopte pour parfaire sa recherche scientifique. Nous pouvons souligner, sur ce point, l'évidence selon laquelle, en nous référant aux identités idéologiques des historiens nous ne remettons pas en cause l' « objectivité » de leurs recherches. Les historiens adoptent des hypothèses de travail et s'acheminent vers leur vérification ou leur non-vérification sous l'influence d'une problématique qui n'est pas neutre, puisqu'en même temps, sous l'identité de l'homme de sciences, l'historien dispose, comme objet politique, d'une idéologie. Toutefois, il est indispensable d'affirmer la conception selon laquelle, dans un travail scientifique, où les preuves sont approchées par le biais d'une vue philosophique et idéologique déterminée, les choses sont mises en état selon les constatations qui accompagnent l'analyse des éléments des sources. La condition nécessaire est que le travail de recherche s'achève sans que les jugements scientifiques soient altérés pour s'adapter à des conceptions politiques et idéologiques préalablement établies et pour les vérifier. Le respect des conceptions générales sur la recherche historique, la stricte utilisation des méthodes et des instruments pour l'analyse et la synthèse du matériau, assurent l' « objectivité » des constatations. C'est d'ailleurs, indépendamment des idéologies, le but recherché de toutes les vues, l' « objectivité » de la recherche.

Certains thèmes à débattre, dans le présent travail, sont liés aux identités culturelles des intellectuels, d'un côté des membres du mouvement radical, composé des diverses tendances trouvées parmi les libéraux de gauche, les socialistes, les communistes et les autres radicaux, et de l'autre côté des membres du mouvement ethnocentriste, composé des libéraux conservateurs et réformistes, des bourgeois-démocrates et des autres partisans des tendances idéologiques modérées. La forme d'organisation des intellectuels, leurs préférences stratégiques et tactiques, l'adoption de diverses idéologies, le choix de la théorie du réformisme ou du changement social, conduisent à repérer deux niveaux de lecture des sources historiques ; le premier niveau

examine la position des intellectuels face aux questions sociales, culturelles et idéologiques qui surgirent, tandis que le second est relatif à l'évaluation de l'essor social et culturel, apporté par le mouvement des intellectuels dans le pays. La corrélation du facteur national et de celui social, les continuités apparues et les ruptures survenues au sein de chaque faction culturelle qui se formula, dans la vie des Grecs, pendant les décennies de 1910 et 1920, la contribution sociale édifiante de chaque tendance idéologique dans la vie intellectuelle du pays, sont autant de questions auxquelles le matériau de ce livre est susceptible d'offrir des réponses.

1. Les conditions économiques, sociales, politiques et culturelles à l'échelle mondiale.

1.1. Continuités et ruptures.

L'économie mondiale sous le développement capitaliste des grandes puissances et leurs relations politiques, pendant les dernières décennies du XIXe siècle, subirent des changements. À une échelle universelle, il y existait, jusqu'en 1870, un libre échange des marchandises, mais, par la suite, une tendance apparut, qui, par l'établissement de cartels, favorisait la monopolisation du marché. Le capitalisme du libre échange et la croissance des exportations de marchandises et de capitaux permirent aux grandes puissances d'étendre leurs empires. Pendant les années 1880 et jusqu'en 1914, le commerce mondial continuait à croître plus rapidement en comparaison de la production industrielle, alors qu'était remarquée une tendance à la migration de personnes des régions développées vers d'autres territoires du monde. L'émigration massive des populations de l'Europe s'accompagnait de l'exportation de capitaux et de l'acquisition de colonies sur les autres continents, aboutissant au renouvellement du développement capitaliste. La concentration et la centralisation du capital, prédite par Karl Marx depuis les années 1860, s'accéléra sous l'effet des changements dans les techniques de production ; l'industrie fut dominée par des trusts, qui se lièrent entre eux par de nombreux contrats. Des trusts furent concentrés en cartels. Le système bancaire fut contrôlé par les grandes banques. L'ancien capitalisme de concurrence libérale céda sa place au capitalisme d'oligopole, faisant jouer au libre marché un rôle secondaire. En passant d'une politique de libre échange à une politique protectionniste et colonialiste, le libéralisme modelait les modifications structurelles de l'économie capitaliste à l'échelle mondiale. Cette évolution n'était pas aussi avancée dans tous les pays européens, mais elle allait dans la même voie. Les objectifs politiques des grandes puissances européennes s'en trouvèrent déplacés. Déterminés en partie par la pression directe de certains groupes de force du grand capitalisme, ceux de l'industrie lourde en particulier, et en partie aussi par les impératifs de l'expansion à laquelle était contrainte l'économie politique capitaliste reposant sur l'exportation de capitaux, assurée par la politique, et sur la domination du marché des pays soumis et des colonies, les efforts d'équipement et de militarisation des grandes puissances se muèrent en une course aux armements. Parallèlement à cette avancée de l'économie, un changement dans la stratification des sociétés des États industriels était observé. La proportion des petits patrons indépendants, des artisans et des paysans dans la population active diminua. En même temps, la proportion des salariés augmenta ; à

l'intérieur de la couche des salariés, le nombre de personnes qui travaillaient dans l'administration économique et le nombre des agents techniques augmentèrent plus vite que le nombre des ouvriers. L'extension de l'administration d'État, consécutive aux mesures de politique sociale et de politique d'équipement, amplifia le nombre des serviteurs de l'État et des organismes de droit public. En ce qui concerne l'évolution des salaires et leur rapport avec le coût de la vie, cette période révéla une coupure. Jusqu'à la fin du XIXe siècle, le coût de la vie resta stable. La hausse des salaires avait constitué une réelle amélioration du niveau de vie. Lorsque les grandes puissances se tournèrent complètement vers une politique impérialiste et commencèrent la course aux armements, le coût de la vie s'éleva et la valeur de l'argent chuta. Au début du XXe siècle, l'augmentation des salaires réalisée pour maintenir le niveau de vie ne correspondit plus à une amélioration réelle que lorsqu'elle ne fit que compenser davantage la diminution du pouvoir d'achat de l'argent. C'est précisément ce que ne purent pas obtenir certains groupes d'ouvriers jusqu'au début de la Première Guerre mondiale en 1914. Ce fut le cas des professions ouvrières bien organisées en syndicats et mieux payées. Dans les groupes professionnels où les syndicats étaient mal organisés, la situation n'était pas meilleure. D'autres groupes d'ouvriers arrivèrent à améliorer leur situation grâce à une organisation syndicale intacte. Dans ces branches de l'industrie, la concentration capitaliste n'était pas aussi avancée. Mais la productivité du travail, et avec elle le niveau des profits, augmenta plus vite que le niveau des salaires. La pression syndicale, qui s'exerçait lors des discussions avec le patronat sur des accords réglant le taux des salaires, conduisait à une réduction de la durée de la journée de travail (mais la journée de travail de huit heures, un objectif qui fut défini par le premier congrès de l'Internationale socialiste, en 1889, ne fut pas réalisée dans les pays du capitalisme malgré les efforts et les protestations du monde ouvrier).

En ce qui concerne la situation sociale et politique à l'intérieur de chaque État capitaliste, les marxistes, considérant comme protagonistes du processus historique non les individus mais les classes sociales, envisageaient les phénomènes de bonapartisme comme une forme de gouvernement autoritaire s'appuyant sur l'adhésion populaire pour faire ratifier la légitimité du chef et exerçant une politique despotique du pouvoir, tout comme ceux du césarisme, le pouvoir étant concentré entre les mains d'un chef militaire populiste s'appuyant directement sur le peuple. Le bonapartisme dans ses rapports avec les mouvements sociaux apparaissait dans des conditions de transformations démocratiques, par la déclaration d'actes contre-révolutionnaires intégrés à un cadre social et politique où le rapport des forces de classes n'était pas formé. Dans l'exemple de la France, à l'aube du capitalisme, la classe bourgeoise, après la Seconde République (de février 1848 à décembre 1851), désirait soulever le peuple contre la féodalité, mais se trouvait face à la classe ouvrière.

La solution du bonapartisme n'était pas la solution idéale pour une classe qui demeurait révolutionnaire (soixante ans après, l'influence de la Révolution française était encore forte) ; le bonapartisme n'était pas le régime qui correspondait à ce que la classe bourgeoise recherchait[5]. Au cœur d'une crise économique et sociale généralisée, au cours de laquelle fut recherchée une réforme de la vie politique, diverses couches de la société s'appuyèrent sur une figure porteuse de la tradition historique récente, incarnation de la grandeur de Napoléon. Le pouvoir prit appui sur les masses paysannes arriérées, couches sociales qui, à cause de la fragmentation de leur travail productif, ne constituaient pas un groupe cohérent et qui, ayant besoin d'être représentées, oscillaient entre des classes antagonistes[6]. Au cours des décennies suivantes, des traits de bonapartisme furent répertoriés dans de nombreux cas dans les démocraties bourgeoises[7]. Dans la même lignée, en France, le bonapartisme du général Georges Boulanger, synthèse entre le nationalisme et le socialisme, s'effondra en 1889. Les phénomènes de bonapartisme et de césarisme pourraient être interprétés dans la vie politique comme des États d'exception[8]. En effet, le bonapartisme était lié à une autonomie politique de l'État qui pouvait résulter d'une impasse de la lutte de classes concernant la classe bourgeoise et les institutions bourgeoises. Le césarisme correspondait à un compromis entre le progrès et la réaction, telle l'expression d'une situation dans laquelle les forces bourgeoises en conflit s'équilibraient l'une l'autre de manière catastrophique, bien que la poursuite du conflit mène à leur destruction mutuelle ; une troisième force intervenait alors de l'extérieur, subjuguant les deux forces bourgeoises en conflit.

La montée de l'expansion coloniale des métropoles du capitalisme, dans le dernier tiers du XIXe siècle, coïncida avec l'impérialisme. La politique des grandes puissances du monde, fondée sur l'utilisation de la force dans les formes économique et militaire, en vue de leur expansion par l'acquisition de territoires et l'établissement de colonies, ainsi que la mise en place d'un contrôle politique ou économique sur les autres pays, guida les théoriciens marxistes à considérer ce phénomène comme une nouvelle étape du

---

[5] Cf. Friedrich Engels, "Die wirklichen Ursachen der verhältnismäßigen Inaktivität der französischen Proletarier im vergangenen Dezember", *MEW*, *op. cit*., Band 8, 1978, pp. 221-231.

[6] Cf. Karl Marx, "Der achtzehnte Brumaire des Louis Bonaparte", *MEW*, *op. cit*., Band 8, 1978, pp. 131, 198-203.

[7] Friedrich Engels, en constatant la généralisation du phénomène, écrit, le 12 avril 1890, qu'à cette époque, chaque dirigeant devenait bonapartiste, qu'il l'ait voulu ou non, cf. lettre d'Engels à Friedrich Adolph Sorge, *MEW*, *op. cit*., Band 37, 1974, p. 381.

[8] La notion de césarisme fut envisagée par Marx avec sarcasmes, cf. Marx, "Vorwort [zur Zweiten Ausgabe (1869) „Der achtzehnte Brumaire des Louis Bonaparte"]", *MEW*, *op. cit*., Band 8, 1978, p. 560.

développement du système capitaliste ayant des caractéristiques spécifiques. Certains penseurs marxistes parvinrent à se rendre compte que le capitalisme entrait dans une nouvelle ère. Ils entreprirent de répondre à une série de remarques, liées à la question, en quoi l'impérialisme différait-t-il des étapes précédentes du capitalisme et comment les lois du mouvement du capitalisme se modifiaient-elles sous l'effet de l'impérialisme, dans leur tentative d'offrir une explication de l'origine économique de l'impérialisme. Les théoriciens de l'Internationale socialiste focalisèrent sur ces questions. Le théoricien en économie du parti socialiste allemand, Rudolf Hilferding, un marxiste distingué, examina les derniers développements du mode de production capitaliste et s'engagea à découvrir les raisons de la longévité inattendue du capitalisme et de sa capacité à compenser temporairement ses contradictions. En 1910, il expliqua comment le processus de concentration et de centralisation du capital, décrit par Marx, s'était accéléré au cours du dernier quart du XIXe siècle, donnant lieu à la domination de l'économie par des cartels plutôt que par les petites entreprises, typiques de l'ère du capitalisme de libre concurrence. C'était le capitalisme monopoliste, une nouvelle étape dans le développement du capitalisme. Les banques étaient parvenues à dominer, sous l'effet des changements dans la production capitaliste. Pour surmonter les effets des fluctuations de la demande et pour financer leurs nouveaux investissements, les entreprises se tournaient vers les banques et vers l'octroi de crédit. Les banques avaient, elles-mêmes, intérêt à la formation de cartels afin d'éviter les fluctuations de la production et de la demande qui mettaient en péril leurs crédits[9]. L'autre personnalité du parti socialiste allemand ayant un profil scientifique de spécialiste dans le domaine de l'économie – parmi le peu de théoriciens détenteurs d'une thèse de doctorat –, Rosa Luxemburg, introduisit, en 1913, sa théorie de l'impérialisme, l'envisageant comme résultat des données économiques, et tenta de trouver la raison du phénomène dans l'économie capitaliste. Elle expliqua la raison pour laquelle les États capitalistes sortaient de leurs frontières, produisant des marchés étrangers, créant une force de travail et puisant les matières premières, tous accessibles à leurs hommes d'affaires, et profitaient des autres nations en les subordonnant parfois militairement pour aboutir à une accumulation du capital excessive et illimitée. Cela avait tendance à dépasser tous les niveaux déjà atteints dans l'accumulation des richesses des États capitalistes, à toujours ouvrir de nouvelles sources de richesse, et à décomposer et dissoudre les modes de

[9] Cf. Rudolf Hilferding, "Das Finanzkapital. Eine Studie über die jüngste Entwicklung des Kapitalismus", *Marx-Studien, Blätter zur Theorie und Politik des wissenschaftlichen Sozialismus*, herausgegeben von Dr. Max Adler und Dr. Rudolf Hilferding, Band III, Wiener Volksbuchhandlung, Wien 1910 [réédition de 1923].

production précapitalistes vers la création d'un marché mondial. Un autre aspect de la théorie de Luxemburg était que la violence de l'impérialisme n'était pas l'acte des capitaux mais de l'État capitaliste, qui forçait son enrichissement au détriment des autres nations. Selon Luxemburg, la conquête des colonies était une stratégie du capital pour assurer ses conditions de reproduction; l'État se battait sous les ordres du capital. Aucune nation ne se préoccupait en général de la croissance à une échelle mondiale, chacune n'étant concernée que par la croissance de son économie nationale ; par conséquent, elle favorisait la croissance de l'économie mondiale selon ses calculs nationaux. L'impérialisme était le fait de l'État capitaliste qui défendait ses sources de richesse et son capital national, tout en entravant le progrès des États concurrents. Sous cet angle, les relations interétatiques se référaient à la question du pouvoir ; les puissances s'engageaient dans une compétition stratégique qui n'était pas toujours liée au thème de l'avantage commercial et, en temps de paix, elle favorisait des alliances, des positions géostratégiques, se préoccupant de créer une puissante armée et de favoriser d'autres facteurs qui renvoyaient à la question d'une guerre entre eux[10]. En 1915, N. I. Boukharine écrivit un ouvrage sur l'économie mondiale et l'impérialisme, consacré à l'analyse des caractéristiques du capitalisme du début du XXe siècle. Il reconnut que son travail avait été influencé par celui de Hilferding[11]. En 1916, un certain nombre d'idées de Boukharine furent utilisées par V. I. Lénine dans son ouvrage *L'Impérialisme, dernière étape du capitalisme*. Il reconnaissait, lui aussi, l'influence de Hilferding pour aborder le phénomène du capitalisme monopoliste. La compréhension léniniste de l'impérialisme décrivait les processus de développement économique inhérents au capitalisme, dans lesquels prévalaient le capital financier et les trusts internationaux et dans lesquels la terre était divisée entre les grands pays capitalistes. Selon Lénine, les principales caractéristiques de l'impérialisme étaient premièrement la concentration de la production et du capital et la transformation de la concurrence en monopole jouant un rôle décisif dans la vie économique, deuxièmement la fusion du capital bancaire avec le capital industriel en capital financier, créant une oligarchie financière, troisièmement la prévalence de l'exportation de capitaux par rapport à l'exportation de biens, quatrièmement la création d'unions monopolistes internationales de capitalistes (cartels), avec la division économique du monde entre elles, et cinquièmement la division des

---

[10] Cf. Rosa Luxemburg, *Die Akkumulation des Kapitals. Ein Beitrag zur ökonomischen Erklärung des Imperialismus*. Vorwärts, Berlin 1913.

[11] Lénine écrivit la préface du travail de Boukharine, parue dans la deuxième édition en 1922, cf. Николай И. Бухарин, *Мировое хозяйство и империализм (экономический очерк)* [*Économie mondiale et impérialisme (Essai économique)*], Коммунистический Университет Зиновьева, Москва 1922[2].

régions du monde entre les grandes puissances capitalistes et leur antagonisme en vue d'une redistribution territoriale. Ainsi les monopoles financiers influençaient-ils la politique des grands États, les exhortant à l'expansion économique, politique et militaire dans leurs propres intérêts[12]. Du point de vue culturel, l'impérialisme, oblitérant les frontières nationales et territoriales, affectait également, à côté de l'économie et de la politique, les traditions des peuples, leurs mœurs et coutumes, leur vie intellectuelle et spirituelle. La perte de l'identité et des valeurs traditionnelles des populations subordonnées, la mise en œuvre de normes de comportement, d'éducation et de mentalité par les colonialistes, furent les principaux effets de l'impérialisme. Cette évolution conduisait également à l'adoption des langues dominantes et de la religion chrétienne[13]. Du point de vue de la politique pour soumettre les indigènes, des méthodes inimaginables étaient utilisées, avec de terribles atrocités contre les rebelles et les indisciplinés[14].

Après la révolution des bolcheviks en 1917 en Russie, l'antibolchevisme et la terreur blanche contre les communistes et lesdits compagnons de route se généralisèrent dans chaque État. Les obstacles posés par la législation en vigueur de chaque pays protégeant les droits des citoyens étaient neutralisés par le fonctionnement d'un appareil d'État qui utilisait les méthodes de la terreur blanche comme les disparitions des militants du mouvement ouvrier. Des protestations décrivaient la terreur blanche menée en Finlande, où, depuis 1918, les forces blanches, avec l'aide militaire de l'Allemagne, s'adonnaient à des exécutions en masse de partisans de la gauche. Quant à l'Allemagne, le premier congrès de l'Internationale communiste adopta une résolution sur la terreur blanche, en mars 1919, soulignant que la bourgeoisie et la social-démocratie allemandes, par la répression sanglante de l'insurrection ouvrière communiste, en tuant et en exterminant les ouvriers spartakistes, et par l'assassinat bestial de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg, atteignirent le degré extrême de la rage réactionnaire. En ce qui concerne la Hongrie, l'Internationale communiste reprochait, en 1922, aux troupes paramilitaires contre-révolutionnaires, après la chute de la République des conseils de

---

[12] Cf. N. Lénine, *L'Impérialisme, dernière étape du Capitalisme*, Librairie de L'Humanité, Paris 1925[2].

[13] Cf. *Empire, Education, and Indigenous Childhoods. Nineteenth-Century Missionary Infant Schools in Three British Colonies*, Helen May - Baljit Kaur - Larry Prochner (eds.), Routledge, London etc. 2014, pp. 21-70.

[14] Cf. Clive Ponting, *Progress and Barbarism. The World in the Twentieth Century*, Chatto & Winddus, London 2011; Christina Twomay, "Atrocity Narratives and Inter-Imperial Rivalry. Britain, Germany and the treatment of 'Native Races', 1904-1939", *Evil, Barbarism and Empire: Britain and Abroad, c.1830-2000*, Bertrand Taithe - Tom Crook - Rebecca Gill (eds.), Palgrave Macmillan, London etc. 2011, pp. 201-227.

Hongrie en 1919, de continuer sans conteste à persécuter les communistes, les socialistes et les Juifs. En République polonaise, les lois de l'autocratie tsariste restaient en vigueur, les prisons regorgeaient de prisonniers politiques, les tribunaux infligeaient chaque semaine aux militants des peines de travaux forcés, et une loi scélérate intensifiait encore ce régime de terreur blanche. En Italie, le fascisme faisait d'innombrables victimes et les classes bourgeoises, nationalistes et réactionnaires, n'étaient pas les seules à défendre leurs intérêts par l'assassinat, la torture et l'emprisonnement de l'élite ouvrière. L'Espagne était ensanglantée par les assassinats et les déportations en masse, ordonnés par les inquisiteurs. Les représentants diplomatiques de l'Entente encourageaient la réaction dans les États vassaux des puissances impérialistes. La haute finance française ne négligeait pas de faire de ces États une base d'opérations contre la Russie ouvrière. Dans les Balkans, la terreur blanche continuait de sévir en Yougoslavie et en Roumanie, où l'assassinat et la torture des prisonniers étaient une pratique quotidienne. À Belgrade, suivant une loi scélérate, des peines de mort et des peines de travaux forcés étaient infligées à des hommes dont le seul crime était de s'être proclamés communistes. En Grèce, le gouvernement d'Athènes était prêt à rivaliser avec ceux de Belgrade et de Bucarest dans la répression du mouvement ouvrier[15]. En ce qui concerne le Royaume de Bulgarie, après la suppression de l'insurrection communiste en septembre 1923 par les forces du gouvernement d'Alexandre Tsankov, le parti communiste bulgare fut brutalement persécuté ; les tortures, les exécutions et les disparitions de milliers de personnes étaient le résultat d'une politique de répression extrêmement cruelle. L'écrivain Henri Barbusse, accompagné du secrétaire de l'Internationale des travailleurs de l'enseignement Léon Vernochet, fit, en 1924, un voyage dans les Balkans, où une enquête fut accomplie sur les tortures et exécutions exercées contre les communistes par les gouvernements de Bulgarie, de Yougoslavie et de Roumanie. Les résultats parurent dans un livre publié en 1926[16]. À cette époque, les communistes, comme le membre du parti communiste français Barbusse, étaient au courant de la situation politique générale dans le Sud-Est européen, de l'apparition des phénomènes de bonapartisme et des rapports des mouvements sociaux et des dirigeants, chefs de chaque État, ainsi que du fait qu'il existait, manifestement ou non, des mouvements sociaux qui s'y impliquaient et, par leur action, influençaient ou déterminaient l'évolution des rapports entre les classes. Dans ce contexte, le mouvement ouvrier se trouvait en plein milieu de l'exacerbation des rivalités sociales, provoqué par le développement du

[15] Cf. *Le Bulletin communiste* (Vienne), 3, N° 20, 11 mai 1922.

[16] Cf. Henri Barbusse, *Les Bourreaux. Dans les Balkans - La Terreur Blanche - Un formidable procès,* Ernest Flammarion, Paris 1926.

capitalisme. Les désirs des classes bourgeoises émergeantes des pays balkaniques, qui cherchaient à former leur territoire national, créaient des complications supplémentaires ; des agissements politiques similaires les mettaient en conflit avec d'autres. Diverses situations étaient liées à l'imposition, dans chacun des pays de la région, d'une domination plus ou moins individuelle dont les desseins, la pratique et les résultats constituaient un bonapartisme régressif. Dans le royaume éphémère des Serbes, des Croates et des Slovènes, le monarque Alexandre Karageorgévitch, n'assurant pas un pouvoir incontesté, insuffisant pour apaiser les conflits sociaux, politiques et nationaux et s'appuyant sur un dispositif militaire et policier d'oppression, mit le mouvement politique de la classe ouvrière en position d'illégalité depuis 1921 par une loi scélérate, au sein d'une situation économique provoquant l'anéantissement des paysans et le chômage des travailleurs. En Albanie, Ahmed Zogou, à la tête du groupe des grands propriétaires fonciers depuis 1920, maintenait l'anachronisme du pays et l'ignorance du peuple, en imposant un régime policier et une répression impitoyable contre les insoumis ; il perdit provisoirement le contrôle de la situation en 1924, après une révolution des bourgeois-démocrates, mais il s'accapara rapidement le pouvoir. Le mouvement ouvrier, qui se trouvait alors à un stade précoce, restait passif et spectateur. En Roumanie, suite à la victoire de l'Entente sur les Puissances centrales en 1918 et la guerre contre le gouvernement communiste de Hongrie en 1919, ainsi que l'envoi de troupes pour soutenir l'intervention contre le pouvoir bolchevique pendant la guerre civile en Russie, le roi Ferdinand Hohenzollern-Sigmaringen était souverain d'un État élargi. Le bloc de la classe bourgeoise et des propriétaires fonciers qui détenait le pouvoir traversait une crise après la Première Guerre mondiale. La stabilisation relative du capitalisme après 1922, la réforme agraire, l'adoption d'une Constitution en 1923, l'oppression du mouvement paysan et la pénalisation de l'action du mouvement ouvrier en 1924 renforcèrent le régime bourgeois. En Bulgarie, le roi Ferdinand Saxe-Cobourg, concentrant en sa personne un pouvoir absolu encadré par les cercles réactionnaires de la scène politique, contribua au déclenchement de la Deuxième Guerre balkanique en 1913 et à l'entrée dans la Première Guerre mondiale en 1915 aux côtés des Puissances centrales, qui conduisirent à une réduction des frontières catastrophique pour le pays. Le régime fut maintenu après 1918 sous Boris III. Le roi, grâce au dispositif militaire qui le soutenait, fit face à l'agitation sociale par une persécution cruelle des mouvements paysan et ouvrier et par l'imposition d'une dictature en 1923. En Turquie, après 1923, le « bonapartisme agraire » de Moustafa Kémal avait un contenu progressiste. Dans la tentative de la classe bourgeoise turque de renverser l'édifice semi-féodal et d'accéder elle-même au pouvoir, des réformes s'imposèrent de façon dynamique, malgré la forte opposition des féodaux, du clergé et des compradores. Cependant, le renforcement de la

position de la classe bourgeoise et des liens avec le capital étranger ne résolvait pas la question ouvrière.

En ce qui concerne la Grèce, le monarque George Glücksburg, couronné en 1863, était originaire du Danemark, d'un État réactionnaire. Dans son pays natal, des poursuites étaient intentées contre le mouvement ouvrier. Pendant les années 1870, fut adoptée une loi d'exception contre les travailleurs danois et avaient lieu des emprisonnements massifs de grévistes. La police empêchait la constitution de syndicats de classe et poussait les militants ouvriers à émigrer. Ce ne fut qu'en 1880 que les associations ouvrières politiques et syndicales danoises, apparues avec le progrès de l'industrialisation dans le pays, purent se réunir au sein d'un parti, qui, en 1889, comptait vingt mille membres. Les sociaux-démocrates des autres pays aidèrent le mouvement local par l'organisation du VIIIe congrès de l'Internationale socialiste à Copenhague, tenu en 1910 avec des délégués représentant 23 pays, dont parmi eux la Grèce. À partir de la préhistoire de leur monarque danois, les Grecs pouvaient par la suite comprendre pourquoi la royauté jouait un rôle si conservateur dans la vie sociale et politique. Le pays restait arriéré, dans une situation où le point de départ économique et social était le retard du développement du capitalisme. Dans le système politique grec, l'aliénation politique de la population, à laquelle contribuaient le manque de tradition quant à la création des partis politiques et à leur fonctionnement avec des réseaux de clientèle politique, était accompagnée de la manipulation idéologique et de la propagation du nationalisme réactionnaire. Le fils de George Glücksburg, Constantin, domina la scène politique du pays de 1913 jusqu'à ce qu'il en soit expulsé en 1917, exerçant un pouvoir bonapartiste contre les mouvements sociaux, notamment le libéralisme et le socialisme, qui se trouvaient à un stade primaire d'organisation et d'idéologie. Les conditions exceptionnelles, provoquées par les guerres qui se succédèrent de 1912 à 1922, dissuadèrent le chef des Libéraux, Eleftherios Venizélos, de jouer un rôle semblable. Les militaires cependant prirent le rôle de César et de Bonaparte. Nikolaos Plastiras acquit un profil ayant les caractéristiques d'un césarisme progressiste. Lors de l'installation de la dictature militaire du général Theodoros Pangalos, en juin 1925, sous l'influence des conditions qui suivirent la défaite désastreuse de l'armée grecque en Asie mineure en 1922, toutes les classes sociales et tous les mouvements sociaux – y compris le mouvement ouvrier – se trouvèrent entraînés et lui déclarèrent leur soutien. À la fin de 1925, le mouvement ouvrier, ayant compris la supercherie du bonapartisme, modifia sa position et dénonça le régime comme fasciste. Sous une forme des plus régressives du phénomène, le césarisme du général Georgios Condylis, manifesté en 1926 dans son intervention sur la formation du décor politique, s'appuya sur le conflit sanglant qui opposait les deux parties adverses de la classe bourgeoise, les libéraux et les conservateurs.

L'antagonisme des deux camps extériorisait au niveau politique les oppositions internes de la bourgeoisie qui avaient un fondement objectif, à savoir la tentative de récupérer les réfugiés d'Asie mineure mais aussi de s'impliquer dans l'affrontement social de la nombreuse masse des couches de la petite bourgeoisie. La rivalité dans leur relation étant parvenue à un point de lutte d'extermination mutuelle, ils acceptèrent de façon consensuelle en 1925 la dictature comme une solution. Le général Pangalos institua un régime sans qu'il représente un mouvement dans les masses. La classe ouvrière grecque et les couches populaires proches ne disposaient pas d'un niveau suffisant de conscience et d'organisation pour remettre en cause la domination bourgeoise.

Dans le champ social et politique, le socialisme grec vis-à-vis des partis bourgeois faisait face à une particularité grecque. Il n'existait pas d'opposants aux communistes dans le domaine des idées socialistes. La social-démocratie en Grèce était presque inexistante. Dans le domaine des améliorations sociales, telles que la législation sociale et les prestations, les adversaires n'étaient pas, comme en Europe, les sociaux-démocrates mais le réformisme bourgeois, personnifié par les libéraux et les conservateurs royalistes. L'oppression contre les travailleurs communistes était exercée par l'appareil d'État. Le nombre de personnes persécutées n'était pas élevé si on le comparait au volume du mouvement ouvrier. L'État était encore inorganisé et ne faisait face au mouvement que sporadiquement. Malgré les vives réactions, il existait l'intention d'imposer par une loi scélérate la pénalisation de l'intention de subversion avant que son résultat – la révolution – ne crée le droit et ceux qui soutenaient la mesure acceptaient bien la synchronisation de la marche du pays avec celle de certains pays d'Europe où la pénalisation de l'idéologie communiste était déjà en vigueur. Dans ce domaine, le premier ministre Venizélos était personnellement responsable du tournant conservateur des libéraux. Au parlement, en 1920, la discussion, le 3 septembre, sur les élections évolua en une incartade entre Venizélos et le député du parti socialiste ouvrier (communiste) Albert Couriel à propos du droit démocratique de faire circuler toutes les idées et tous les journaux sur le front d'Asie mineure. Venizélos évita de répondre, mais eut recours, après remarque de Couriel sur la participation de la Grèce en 1919 à la campagne contre l'Ukraine soviétique, à des arguments antisocialistes et menaça que, dès la fin des guerres et quand le régime s'occuperait des affaires intérieures, serait mise en discussion la question de savoir si soutenir la théorie concernant la dictature du petit nombre sur le grand était ou non une action punissable. Il déclara – le plus sérieux – que lui-même avait conclu à la pénalisation de la proclamation publique du bolchevisme. Il fut ainsi révélé que, depuis lors, l'ancien révolutionnaire bourgeois-démocrate était parvenu à une phase conservatrice, précédant d'ailleurs en détermination d'autres gouvernants en Europe.

Le profil des groupes libéraux et conservateurs, au fil du temps, ne restait pas toujours inaltéré ; certaines de leurs positions changeaient. Une corporation d'artisans pouvait débuter comme guilde (non de classe) et se transformer en syndicat de classe. Une association politique libérale pouvait être initialement contre le statu quo économique (à savoir, par extension, également contre le statu quo social) et après pour. Au sein des associations, l'identité nationaliste avait un caractère dual. Elle comprenait des convoitises nationales ayant un contenu progressiste historique, visant à des objectifs nationaux ; elle était non antagoniste à l'internationalisme, dont elle ne s'écartait pas. En général, tout élément qui pouvait être caractérisé comme tentative d'émancipation économique, sociale, politique et culturelle par le biais de l'intégration nationale ne se tournait pas contre le progrès social. Le chauvinisme, l'opposé du sentiment internationaliste, cultivait les préjugés, la manifestation exagérée ou perverse des sentiments nationaux, l'intérêt privé au détriment du progrès social. Les manifestations d'action des groupes nationaux qui fermaient les yeux sur la libération sociale, ainsi que les buts de certaines associations de réfugiés qui étaient objectivement animées par l'esprit de revanche – bien que reflétant une charge affective et un refus que les faits accomplis, comme le Traité de Lausanne, soient acceptables – avaient également une qualité régressive.

Le parcours des démoticistes éclairés, comme par exemple celui de Petmezas, de Triantaphyllopoulos et de Delmouzos[17], qui était parallèle au chemin des bourgeois-démocrates et socialisants modérés en Europe, connaissait des convergences et divergences, le cas échéant, en ce qui concerne la tâche de la défense des valeurs de la Révolution française. Le professeur de droit Thracyvoulos Petmezas, libéral, bourgeois-démocrate, socialisant, soutenait la démocratie constitutionnelle libérale et détestait toute forme de violence. Il considérait que, pour les individus qui étaient arrêtés pour des actes de violence, leurs droits devaient être respectés à tout niveau de la procédure et que leur culpabilité devait être prouvée au-delà de tout doute. Pour les actes criminels provenant de l'idéologie des personnes, jugés devant la justice, et si finalement les inculpés étaient condamnés, la loi et les tribunaux devaient reconnaître des circonstances atténuantes en raison de la nature « politique » des transactions. Dès le début, depuis 1920, Petmezas se plaça fermement contre l'intention de Venizélos d'établir une loi scélérate, la qualifiant d'inconstitutionnelle parce qu'elle se tournait contre la liberté de la

[17] Cf. Γιώργος Κόκκινος, «Το λυκόφως των ειδώλων, αναγκαίος όρος της ιστορικής αυτοσυνειδησίας; Επαναφορά στην παλιά συζήτηση για τις ιδεολογικές συντεταγμένες της σκέψης του Αλέξανδρου Δελμούζου (1880-1956)», συνέδριο *Εκατό χρόνια από τη γλωσσοεκπαιδευτική μεταρρύθμιση του 1917*, ΑΠΘ, Θεσσαλονίκη 12-13 Μαΐου 2017 (actes sous publication).

pensée. Le professeur de droit Konstantinos Triantaphyllopoulos soutenait la même position. Delmouzos, de son côté, ne s'opposait pas fortement à la violation de la liberté de pensée. Ce ne fut qu'en 1925-1926, sous la dictature de Pangalos, qu'il résista face à la violation des libertés civiles, lorsque il se révéla comme le symbole du ralliement bourgeois-démocratique. Ses discours publics à des événements organisés par la Société d'étudiants (l'organisation de la jeunesse bourgeois-démocratique avait, dans les premiers mois de 1926, 73 membres) en janvier et février 1926, au théâtre Dionysia, entraînèrent une réponse spontanée des citoyens athéniens, avec un auditoire comprenant des centaines de personnes dans le théâtre et de nombreuses personnes dehors dans la rue. Étaient présents les professeurs Thracyvoulos Petmezas, Konstantinos Triantaphyllopoulos, Theofanis Kakridis, Konstantinos Polygenis, Panagis Lorentzatos, Konstantinos Amantos, Nikos Veis, Georgios Maridakis, Stylianos Seferiadis, Socratis Kougeas et les hommes de la politique Andreas Michalakopoulos et Georgios Papandreou. L'ancien ministre de l'Éducation du gouvernement de Papanastasiou en 1924, Ioannis Lyberopoulos, prit publiquement position en faveur de la Société d'étudiants. Opposé aux bourgeois-démocrates, le camp des conservateurs comprenait des ailes modérée et extrême. On pouvait noter, dans de nombreux cas, une attitude des conservateurs, exprimée en faveur des socialistes et des communistes contre les libéraux, au motif que l'ennemi de l'ennemi était un allié. Dans un cas extrême de conservateur, celui de l'avocat Efstratios Kouloumvakis (Delmouzos le mentionna, au cours de ses interventions à l'assemblée générale de l'Association pour l'enseignement en 1927), ses exagérations verbales échappaient à toute limite. Kouloumvakis était un lâche qui jouait le rôle d'un homme courageux. Son comportement, en novembre et décembre 1925, contre les démoticistes et les autres bourgeois-démocrates était caractéristique de sa mentalité. Dans un article, paru dans le journal *Fititiki* (*Journal des étudiants*), le 3 décembre 1925, il défia, dans un langage acerbe, le patriarche des démoticistes, Giannis Psycharis (« le vieux, ignoble connu et déséquilibré »), qui fut honoré, le 20 novembre 1925, lors d'un événement dans le « centre communiste » Société des sciences sociales et politiques. La société en question avait son siège dans la rue Stadiou, au palais Karapanou, et était dirigée par Ev. Papanastasiou. Le rassemblement eut lieu devant les membres de la Société d'étudiants ; les orateurs étaient l'ancien ministre de l'Éducation du gouvernement de Venizélos en 1911-1915, Ioannis Tsirimokos, ainsi que Konstantinos Dimaras, Georgios Theotokas, Linos Politis, Ioannis Ikonomidis. Manolis Triantaphyllidis y était aussi présent. Kouloumvakis, dans son article,

exhorta les étudiants nationalistes à attaquer avec des matraques les socialistes et les démoticistes[18].

Au cours de cette démarche dans laquelle les marxistes considéraient les événements sous l'angle d'une société constituée en classes, en se référant aux formations primaires des phénomènes qui avaient lieu dans les métropoles du capitalisme et se reproduisaient dans des pays de la périphérie en liaison avec la lutte des classes, les intellectuels de la classe bourgeoise, considérant la société comme n'ayant pas de rapport avec des classes en son sein, déchiffraient les événements comme provenant du pouvoir et des dirigeants opposés aux masses ou au corps électoral, et délimitaient leur action en utilisant des catégories telles que les relations entre dirigeants, l'État et la nation, et les relations entre l'organisation militaire et l'autorité politique. Le peuple grec, de son côté, trouvait une réponse à ses besoins qui ne correspondait pas aux manœuvres politiques exigées pour le servir. Les consciences étaient manipulées ; les traditions conservatrices ou la passivité empêchaient le développement d'un mouvement revendicatif. Il était pourtant tout aussi manifeste que la pensée de certaines personnes, évoluant à un niveau empirique, dans leur tentative de déterminer le champ dans lequel le phénomène se mouvait, était susceptible d'être limitée à l'examen des similitudes extérieures du phénomène avec d'autres comparables. Ce fait semblait être un stade primaire de la pensée scientifique, incompatible avec la science ; la comparaison fondée sur des analogies pourrait rendre absolus quelques éléments superficiels. Ainsi, les analogies conduisaient-elles à des systèmes, à des constructions théoriques qui étaient sans fondement. La situation qui correspondait aux mouvements sociaux, telle que Karl Marx l'avait décrite en 1848, était différente en ce qui concerne la Grèce et le régime social en vigueur.

1.2. Culture, éducation. Les changements du XXe siècle.

La promesse de la révolution bourgeoise de 1789 relative à l'éducation résidait dans la création d'écoles publiques gratuites et obligatoires pour tous et le remplacement de l'enseignement religieux par l'éducation civique. Dans le système éducatif en France, de grands changements survinrent dès la fin du XIXe siècle, la sécularisation de l'école étant la plus importante. Les dirigeants radicaux, personnes éclairées, retirèrent l'enseignement du catéchisme religieux, s'opposèrent aux conservateurs et imposèrent la séparation de l'Église et de l'État ainsi que l'introduction d'une école laïque, fonctionnant loin de la valeur traditionnelle de la servilité. Quant à la classe ouvrière, qui

[18] Cf. Renée Richer, *L'itinéraire de Georges Théotokas*, Belles Lettres, Paris 1979.

vivait au sein d'une évolution industrielle, avec de nouvelles conditions dans l'emploi et dans la vie des subalternes, on espérait qu'elle serait satisfaite. En même temps, en Allemagne, au cours de l'industrialisation, on organisait la question de l'éducation en prenant en compte l'inclination des jeunes et non leur origine sociale ; au début du XXe siècle, l'enseignement était accessible au peuple – néanmoins, l'accès à l'université exigeait des dépenses importantes –.

Le prestige du système universitaire allemand dans le domaine des sciences de l'homme et de la société, avec les grands noms, de professeurs qui produisaient des théories et des idées, attira plusieurs intellectuels grecs pour continuer leurs études. Les trois dirigeants de l'Association pour l'enseignement, Triantaphyllidis, Delmouzos et Glinos, dont nous analyserons les activités par la suite, acquirent une telle qualité. Triantaphyllidis, diplômé de la faculté de philosophie d'Athènes, partit en 1905 en Allemagne, où il fit des études dans les universités de Munich et de Marbourg. À Munich, il assista aux cours de linguistique et d'études byzantines de Karl Krumbacher. Krumbacher, professeur de langue et de littérature grecques médiévales et modernes, byzantiniste, était fondateur des études byzantines en tant que discipline académique, avec un travail important sur l'histoire de la littérature byzantine ; il était, depuis 1897, titulaire de la première chaire d'études byzantines. Triantaphyllidis poursuivit ses études en philologie ancienne, philosophie et pédagogie et écrivit une thèse de doctorat sous la direction de Krumbacher, qui fut publiée à Marbourg en 1909. À l'université de Marbourg, il assista aux cours et prit connaissance du travail d'Albert Thumb. Thumb avait écrit des ouvrages sur la linguistique et la nouvelle philologie grecque, engagé également dans la psychologie expérimentale dans le domaine de la linguistique. À Marbourg, à la même époque, enseignait Paul Natorp, un néo-kantien qui était professeur à la chaire de philosophie et d'éducation. Natorp et le professeur de philosophie Hermann Cohen avaient fondé l'école du néo-kantisme de Marbourg en poursuivant leurs études de Kant. Parmi les personnes qui furent influencées par le courant du néo-kantisme de Marbourg se trouvait l'ancien rédacteur en chef (jusqu'en 1905) du journal *Vorwärts*, organe du parti social-démocrate allemand, Kurt Eisner, ainsi que les «kantiens rouges», professeurs du lycée, Karl Vorländer et Franz Staudinger, partisans de la social-démocratie essayant de faire une synthèse du kantisme et du marxisme et défendant politiquement les réformes sociales exigées. D'un point de vue idéologique, Natorp appartenait au centre-gauche. Ses idées sur la culture et la politique embrassaient la pédagogie sociale, qui était liée au socialisme éthique ; il croyait que, dans le domaine de la science, toutes les disciplines, soit théoriques comme l'éducation et la langue soit positives, devaient offrir aux jeunes une instruction utile à la vie pratique et il accordait une attention accrue à la création d'une école gratuite offrant des chances égales d'éducation pour tous. Ces courants idéologiques du milieu de

Marbourg ne touchèrent pas Triantaphyllidis, dont les propres intérêts soutenaient une éducation sans rapport avec la théorie de l'évolution de la société. Le deuxième des chefs du démoticisme, Delmouzos, un autre diplômé de la faculté de philosophie d'Athènes, alla en 1906 poursuivre ses études à l'université d'Iéna, le foyer de l'idéalisme depuis le temps de Hegel (foyer du socialisme, en même temps, comme nous le verrons ensuite). Il suivit les cours de pédagogie enseignés par un disciple d'Herbart, le professeur Wilhelm Rein, théoricien de l'éducation appartenant à l'école herbartienne dont la méthode était également appliquée à cette époque-là en Grèce. Rein, en dehors de sa qualité d'érudit, avait des engagements politiques, ayant travaillé pour établir des programmes scolaires qui constituaient un modèle avancé. Pendant la nouvelle période de ses études, Delmouzos collabora en 1921 avec le professeur de pédagogie à l'université de Munich, Georg Kerschensteiner, qui était le fondateur de l'école du travail. Politiquement, le célèbre éducateur allemand se rangeait en faveur du nationalisme et s'opposa à la révolution de novembre 1918 à Munich. Le troisième chef du démoticisme, Glinos, lui aussi diplômé de la faculté de philosophie d'Athènes, entreprit, en 1905, des études en philosophie, en éducation et en psychologie expérimentale à l'université d'Iéna. En 1908, il était l'un des disciples du professeur de philosophie Rudolf Eucken. Ce fut l'année où Eucken reçut le prix Nobel de littérature pour sa vision et représentation du monde et pour la recherche de la vérité. Plus tard, après le déclenchement de la Guerre européenne en 1914, Eucken soutint le nationalisme allemand, en justifiant la position du Reich dans l'affrontement avec les Français et leurs alliés, et se présenta comme ennemi du socialisme. Après l'expérience d'Iéna, Glinos décida en 1909 de déménager à Leipzig. L'université de Leipzig disposait, à l'époque, d'intellectuels rompant avec les théories sur les sciences humaines. Dans le cas du professeur d'histoire Karl Lamprecht, les choix méthodologiques dans l'étude de l'histoire étaient surprenants. Lamprecht soulignait la supériorité de l'environnement et du développement économique contre les croyances que les personnalités faisaient l'histoire et posait l'histoire économique et culturelle au premier rang face à l'histoire politique. Glinos, au cours de son séjour à Leipzig, avait l'occasion de suivre, jusqu'en 1911, les idées et méthodes en psychologie expérimentale du vieux professeur Wilhelm Wundt. Le philosophe et psychologue, érudit reconnu, Wundt, un libéral durant sa longue vie, soutint ultérieurement, en 1914, les nationalistes allemands dans la guerre et adopta des idées conservatrices sur la supériorité de la culture allemande. En 1911, Eduard Spranger commença à enseigner à Leipzig, comme professeur de philosophie et d'éducation. Glinos connaissait les points de vue du professeur sur l'idée de l'humanité.

Un autre cas, caractéristique de l'attirance exercée par le système universitaire allemand sur les intellectuels grecs, était celui de Dimosthenis

Chardalias, un pédagogue, partisan modéré du démoticisme, originaire de la ville ottomane de Salonique. Chardalias alla en 1896 à Athènes pour faire des études en philologie à l'université, il obtint son diplôme en 1901 et il enseigna ensuite comme instituteur en Macédoine ottomane, dans la ville de Gevgeli. En 1906, à l'âge avancé de 31 ans, il obtint une bourse de l'État hellénique et alla en Allemagne, initialement aux universités de Berlin, de Göttingen et d'Iéna et, finalement, en novembre 1908, à l'université de Leipzig[19], où il continua ses études en philosophie et en pédagogie, jusqu'en août 1911[20]. Les cours et les professeurs, dont il fut le disciple, étaient, jusqu'en 1909, l'histoire générale de la philosophie, enseignée par le professeur Richard Heinze, la pédagogie générale par Johannes Volkelt, la tragédie grecque (interprétation de la Médée d'Euripide) par Erich Bethe[21]. En 1910, les cours concernaient l'histoire de la philosophie moderne après Kant, enseignée par Wundt, la pédagogie générale (principes expérimentaux et systématiques) par Ernst Meumann, les principales œuvres de Pestalozzi (séminaire) par le même professeur, Meumann, les problèmes pédagogiques actuels par Paul Barth, l'éthique par Gottlob Lipps, l'esthétique par Volkelt. En 1911, les cours étaient la psychologie des peuples (Völkerpsychologie) enseignée par Wilhelm Wundt, l'histoire de l'éducation scolaire pendant la période de la Réforme protestante jusqu'à l'époque actuelle (séminaire pédagogique pratique) par Emil Jungmann, et autres[22]. Le profil de ces savants allemands, professeurs d'université, avec lesquels l'intellectuel salonicien Chardalias entretint un contact étroit pendant sa vie académique à Leipzig, était d'un niveau supérieur. En plus de Wundt, dont nous fîmes l'éloge auparavant dans le cas de Glinos, le psychologue Ernst Meumann, ancien assistant de Wundt, s'occupait de recherches sur la psychologie pédagogique et la pédagogie expérimentale, aboutissant à la constatation que les expériences devaient revêtir le caractère d'un enseignement et que les cours devaient être vérifiables par des expériences didactiques et psychologiques. Sa pédagogie expérimentale se fondait sur la pensée philosophique et ne s'opposait pas à la pédagogie ordinaire, en la maîtrisant seulement. Le philologue classique Richard Heinze, ancien diplômé de l'université de Leipzig, disciple du savant en philologie classique, professeur Otto Ribbeck, avait visité la Grèce ; il succéda en 1906 au professeur Friedrich Marx à la chaire de philologie, s'occupant de la philosophie hellénistique et des auteurs romains dans leur adaptation de la

---

[19] Cf. Karl-Marx-Universität Archiv, Universitätsarchiv Leipzig (UAL), Studentenkartei, 1908, Demosthenes N. Chardalias.
[20] *Ibid*., Matrikel 1908/1909, lfd. Nr. 95; ibid., Matrikel 1910/1911, lfd. Nr. 311.
[21] *Ibid*., Rep. I/XVI/VII/C, Nr. 70, Bd. 1, lfd. Nr. 772.
[22] *Ibid*., Nr. 72, Bd. 2, lfd. Nr. 339.

littérature grecque. Le professeur de philosophie et de pédagogie Johannes Volkelt s'occupait de l'épistémologie et de la métaphysique critique et était l'auteur d'œuvres sur les questions d'esthétique. Le philologue classique, professeur Erich Bethe, étudia également l'histoire et l'archéologie ; il enseigna et entreprit des recherches sur la culture et la poésie en Grèce ancienne. Le philosophe et pédagogue Paul Barth, ancien étudiant de philologie de l'université de Leipzig où il élabora également sa dissertation, réalisa des travaux théoriques sur la philosophie de l'histoire et écrivit un aperçu de l'histoire de la pédagogie, dans lequel il aborda les questions de l'éducation morale. Le professeur de philosophie Gottlob Lipps, qui obtint anciennement son doctorat à l'université de Leipzig, s'occupait de recherches sur l'éducation. Le philologue classique et pédagogue, professeur Emil Jungmann, ancien étudiant de philologie classique de l'université de Leipzig où il obtint aussi son doctorat, travaillait théoriquement sur l'enseignement et l'histoire de l'éducation.

Les évolutions en Grèce dans le domaine de l'éducation.

.

Dans le Sud-Est européen, une région où le développement du capitalisme était en retard, l'établissement des structures sociales bourgeoises avait ses propres caractéristiques particulières, qui ne ressemblaient en rien aux courants idéologiques correspondants en Occident et aux luttes de la classe bourgeoise. La question nationale dans la région, par rapport à celle sociale, mettait l'accent sur un phénomène, selon lequel les mouvements sociaux subirent l'influence des traditions nationales des luttes de libération. En Grèce, au début du XXe siècle, l'idéologie de l'irrédentisme, qui concernait les régions ayant des populations grecques sous domination ottomane n'ayant pas été « libérées », ne put adopter des demandes sociales ; l'État hellénique et l'Église, institutions hostiles aux idées sociales modernistes, dominèrent comme chefs de file. En raison du maintien de la question nationale dans l'actualité, le retard dans l'émergence des changements bourgeois, dans le pays, dans les domaines de l'économie, de la vie sociale et de la politique, eut un impact sur la culture et l'éducation, marquant une stagnation dans l'éducation. Une intervention sociale d'orientation bourgeois-démocratique apparut en 1908, provoquée par les idées de l'aile modérée de la social-démocratie allemande, française et anglaise par le biais des intellectuels grecs éduqués dans ces pays, endoctrinés pendant leur contact avec les couches sociales avancées dans le milieu universitaire. Les membres de la Société sociologique, dont le siège se trouvait à Athènes, parmi lesquels Alexandros Papanastasiou, Thracyvoulos Petmezas, Konstantinos Triantaphyllopoulos, Alexandros Delmouzos, exercèrent une influence sur le mouvement libéral et collaborèrent avec Venizélos en vue de réformes de contenu social-

démocratique. Dans le champ des institutions, le venizélisme, dans les années 1910, posa, dans le changement bourgeois, des principes constitutifs libéraux, en introduisant une législation moderne, dans l'intention de contrôler l'évolution des rapports de production. Avec la création de l'Association pour l'enseignement, en 1910, par l'élite de la classe bourgeoise, le démoticisme éducatif acquit le véhicule pour contribuer à la protection de la culture et de l'éducation contre le conservatisme réactionnaire chauviniste. Les trois dirigeants de l'association, Manolis Triantaphyllidis, Alexandros Delmouzos et Dimitrios Glinos, posèrent pour objectif la revalorisation des données pédagogiques et sociales, le rehaussement du niveau d'instruction des couches populaires et la réforme sociale bourgeoise. Pendant la Guerre européenne, les intellectuels éclairés, Sociologues et membres de l'Association pour l'enseignement, soutinrent la politique venizéliste. En 1916, à Thessalonique, le groupe des forces libérales au pouvoir disposait d'un arsenal idéologique et d'un potentiel humain correspondant. Dans la variété des idéologies, qui délimitait l'identité de la capitale macédonienne, la production autochtone dans le domaine du libéralisme était alors limitée. Une influence extérieure s'exerça lorsque, pendant le retranchement des venizélistes dans la ville, les intellectuels porteurs des idéologies arrivaient de l'Ancienne Grèce et, en quête d'une idéologie supérieure, se rangeaient autour du gouvernement venizéliste, poussés par leur désir sincère d'offrir leur concours. Dans le cas d'un repas, le 29 septembre 1916, en l'honneur du gouvernement, étaient présents les journalistes Ioannis Petsopoulos (*Rizospastis* [*Radical*]), Nikos Kastrinos (*Journal de la bourse de Petersburg*), également le capitaine Nikolaos Plastiras, le lieutenant Evripidis Bakirtzis, le lieutenant Stephanos Sarafis[23]. Petsopoulos, un jeune de 25 ans originaire d'Istanbul, était à Thessalonique depuis 1915. Fils d'un enseignant qui était partisan du démoticisme et fut persécuté, en raison de ce choix, par le Patriarcat de Constantinople, Ioannis Petsopoulos, connaisseur de la langue allemande, était un venizéliste d'inclination idéologique radicale. Il s'investit dans la presse, publiant, en juin 1916 (un mois avant l'éclatement du mouvement de la Défense nationale), le journal *Rizospastis*. Nikos Kastrinos, né en 1890 à Eresos dans l'île de Lesbos, était le fils d'un commerçant qui fit venir sa famille en 1900 à Odessa. En 1909, Nikos Kastrinos se rendit à Istanbul, où il travailla comme correspondant pour des journaux russes. Dès le début de sa nouvelle vie, il s'associa au socialisme par le biais de Nikos Giannios, fondateur en 1909 d'une organisation socialiste qui attira des résidents grecs, parmi lesquels Charalampos Theodoridis, Athina Gaïtanou, Iordanis Iordanidis. Kastrinos s'attacha au démoticisme et publia, dans la revue

[23] Cf. *Το Φως* (Thessalonique), 30-9-1916.

Noumas, un article sur la première conférence pédagogique des enseignants ottomans à Istanbul en 1912 et un article sur Odessa en 1913. En 1916, il s'installa à Thessalonique, où il travailla comme journaliste[24]. En ce qui concerne le cas de Manolis Triantaphyllidis, originaire de Kozani du côté de son père et de Veria de celui de sa mère, il s'occupait, en mai 1916, de la question de la langue. Lors de discussions avec les responsables locaux, il leur expliquait que l'assimilation des populations macédoniennes parlant d'autres langues hormis le grec ne pourrait se réaliser qu'en introduisant, dans les écoles élémentaires, la langue démotique, celle des chansons, des contes[25]. Quant au pédagogue Dimosthenis Chardalias, dont nous discutâmes le long séjour en Allemagne, il rentra en septembre 1911 dans sa ville natale, Salonique, où, à l'époque grecque, il devint, en 1913, le premier directeur de l'École normale pour instituteurs hommes. En tant que partisan modéré du démoticisme, il participait de loin aux activités de l'Association pour l'enseignement[26]. D'autres personnes, des intellectuels, venaient dans la région de l'État de Salonique. En octobre 1916, vint dans la ville l'avocat et écrivain Napoleon Lapathiotis, accompagné de son père, ancien officier militaire supérieur, Leonidas Lapathiotis (ancien député, ministre de la Défense en 1909)[27]. L'écrivain Stratis Myrivilis, volontaire dans les guerres des Balkans et la Guerre européenne, publia en 1917 une partie de son œuvre contre la guerre intitulée « La vie dans la tombe » dans le journal local *Nea Hellada* [*Nouvelle Grèce*]. Le 21 mai 1917, Delmouzos vint à Thessalonique[28]. Bien connu déjà, après le procès de Nauplie en 1914, pour son action en tant que bourgeois-démocrate progressif et partisan du démoticisme, il reçut, en collaboration avec Triantaphyllidis, la tâche d'organiser l'enseignement. En mai 1917, vint dans la ville le médecin et écrivain Georgios Papadopoulos (Markos Avgeris) et commença à travailler comme employé du ministère de l'Éducation[29]. Dimitrios Glinos, muté également dans la ville, avait les responsabilités de président du conseil de l'éducation. Quand il apprit, en mai 1917, que le directeur de l'École normale pour instituteurs hommes de Thessalonique, Dimosthenis Chardalias, avait inspiré ses étudiants pour qu'ils soient recrutés comme volontaires dans l'armée de la Défense nationale, il fit référence à sa personne comme exemple idéal d'un enseignant qui travaillait avec enthousiasme pour l'éducation des jeunes, à l'instant suprême du combat

---

[24], Cf. Stratis Kastrinos (1908-2003), frère de Nikos Kastrinos, renseignements, 1981.
[25] Cf. *Το Φως*, 24-5-1916.
[26] Cf. Nikolaos Digkas-Chardalias (né en 1925), interview enregistrée, 11 juillet 2018.
[27] Cf. *Το Φως*, 3-10-1916.
[28] *Ibid.*, 22-5-1917.
[29] *Ibid.*, 25-5-1917.

national pour l'avenir de la race grecque[30]. Tous ces bourgeois-démocrates se trouvaient en contact avec le mouvement ouvrier local. Dans un cas, la Bourse du travail de Thessalonique (syndicat du deuxième degré), le 26 octobre 1917 (après le retour victorieux de Venizélos à Athènes, en juin 1917), offrit un dîner en l'honneur du chef de section du ministère de l'Économie nationale, Alexandros Svolos, auquel assistèrent des cadres des syndicats et suivirent le discours de l'invité[31]. À Athènes, sous le gouvernement de Venizélos, de 1917 jusqu'en 1920, date de la chute des Libéraux, le ministre de l'Éducation Dimitrios Digkas collabora avec le secrétaire général du ministère Glinos et les deux autres dirigeants du démoticisme, Delmouzos et Triantaphyllidis. Dimosthenis Chardalias fut désigné comme conseiller de l'éducation du ministère de l'Éducation, sans laisser son poste à l'École normale pour instituteurs hommes, et garda cette position jusqu'en 1920 ; ensuite, il s'occupa exclusivement de son École à Thessalonique[32].

Des perceptions sociales plus larges de l'horizon offert précédemment furent inculquées, au fil du temps, dans la tête de chacune de ces personnes. Certains, sous l'influence du choc de conscience provoqué par la Première Guerre mondiale, également dans les circonstances présentées par les nouvelles données, notamment par la révolution de 1917 en Russie, abandonnèrent l'idéalisme et l'empirisme en faveur du matérialisme historique et dialectique en choisissant socialement et politiquement le mouvement radical. En 1922, les Sociologues s'avancèrent dans la formation d'un mouvement politique visant à abolir la royauté. Alexandros Papanastasiou, en continuant d'exposer des positions politiques similaires à celles de la social-démocratie modérée réformiste, fut le chef du mouvement de démocratisation du régime politique en Grèce, qui parvint à changer le régime de la royauté en république. Les cadres de l'Association pour l'enseignement, Delmouzos et Glinos, travaillaient depuis 1923 dans le système de l'éducation publique, transférant à l'école grecque l'esprit libéral, jusqu'en 1926, date où ils furent licenciés par la dictature.

1.3. Le socialisme international et grec : une rétrospective du chemin parcouru jusqu'en 1917.

Les événements, survenus, comme nous le verrons, en 1927 à Athènes au sein du cercle des démoticistes furent, outre les autres causes, le résultat des expériences de certains éducateurs sur le déroulement du système social et par

[30] *Ibid.*, 4-5-1917, 7-5-1917.
[31] *Ibid.*, 27-10-1917.
[32] Cf. Digkas-Chardalias, *op. cit*.

conséquent de l'éducation dans les pays du capitalisme, et également sur la marche du mouvement ouvrier et des partis socialistes. Au cours du cycle d'études, en 1904 et après, les pédagogues grecs en Allemagne entrèrent en contact avec le socialisme.

L'industrialisation dans les pays européens pendant les dernières décennies du XIXe siècle créa les conditions pour fonder des partis ouvriers et des syndicats de classe, qui adoptèrent la notion de l'internationalisme social et politique à cause du fait de la similitude des problèmes supranationaux auxquels ils faisaient face. Le parti social-démocrate allemand, qui constituait le cas identique de la social-démocratie européenne, avait, après 1900, une influence croissante sur la vie politique du pays ; aux élections législatives en 1903, il attint les 32%, en 1907 les 29%, en 1912 les 35%[33]. Dans la ville d'Iéna, l'un des centres académiques renommés en Allemagne dans lequel les Grecs continuaient leurs études, un électeur sur deux ou un sur trois votait en faveur de la social-démocratie.

En ce qui concerne le cas des Grecs demeurant ou séjournant dans la ville d'Iéna, une caractéristique de cette communauté minuscule était l'apparition de la pensée socialiste, principalement au sein des cercles des étudiants, des diplômés qui faisaient des études postuniversitaires et d'autres personnes. L'instigation la plus forte fut l'effort développé par un grec originaire de la ville de Trébizonde en Empire ottoman, appelé Georgios Skliros. Skliros se trouvait auparavant en Russie impériale, faisant des études en médecine à l'université de Moscou et mêlé à des activités dans le mouvement marxiste, jusqu'en 1905, date où il s'enfuit en Allemagne pour éviter les persécutions du régime tsariste contre les participants aux événements révolutionnaires. Il s'installa dans la ville d'Iéna, où il continua ses études à la faculté de médecine de l'université locale, jusqu'en 1909 où il obtint son diplôme. Parallèlement à ses études, et malgré ses problèmes de santé (il souffrait de tuberculose), il se tourna à nouveau vers l'activité sociale. Il écrivit en 1907 son œuvre en langue grecque *Notre question sociale*, où il exprima ses points de vue marxistes sur la société grecque, et se consacra à l'effort de communiquer la théorie marxiste aux étudiants et aux autres personnes de la communauté grecque à Iéna. Au cours de la même année 1907, il se lia à Delmouzos et à Triantaphyllidis par une amitié sincère, pendant leur séjour dans la ville, et puis développa en 1908 un contact plus étroit avec Glinos. Skliros rencontra, à Vienne, un diacre provenant de la métropole de Trébizonde, appelé Charilaos Philippidis (nom religieux Chrysanthe), qui, ayant fait des études à l'école théologique de Chalki, alla, en 1907, à Lausanne pour poursuivre ses études à l'université.

[33] Cf. *Chronik der deutschen Sozialdemokratie*, Franz Osterroth - Dieter Schuster (Hg.), Band 1, Dietz Verlag, Berlin 1975.

Chrysanthe suivit les cours en études sociales de l'économiste et sociologue Vilfredo Pareto. Vilfredo Pareto, maître de conférences en économie depuis 1893, personne ayant une réputation de libéral (en 1898, lors de l'explosion sociale en Italie, la révolte et la loi martiale, suite aux émeutes et au massacre à Milan en mai de cette année, où les troupes tirèrent sur les manifestants, il hébergea certains militants fuyant la terreur blanche et les arrestations après la dissolution des organisations des socialistes), occupait depuis 1907 la chaire des sciences politiques et sociales. Ce contact indirect avec les évolutions sociales fut fructueux pour Chrysanthe et l'aida à trouver un lieu commun de discussion avec Skliros et à lier à lui avec un dialogue sincère. Skliros rencontra également le poète et écrivain Konstantinos Chatzopoulos, résidant à Leipzig, qui, en 1907, fit la traduction en grec du *Manifeste communiste* écrit depuis un demi-siècle par Karl Marx et Friedrich Engels.

Dans les discussions idéologiques qui se déroulaient à Iéna, Delmouzos reconnaissait la séquence logique des arguments de la pensée marxiste et de la théorie sociale correspondante ; mais il réagissait psychologiquement aux éléments qui se heurtaient à sa culture et à ses convictions sur la nation. Triantaphyllidis ne s'intéressait ni aux développements sociaux, ni à la politique, et préférait se concentrer sur l'étude des objets scientifiques qui le préoccupaient. L'origine sociale des deux hommes, leur culture et leur éducation bourgeoise, les tenait éloignés des idées socialistes. Glinos, au contraire, montrait un intérêt exceptionnel. L'approche théorique de la question du prolétariat lui rappelait sa mauvaise situation économique des années à Smyrne avant de se marier à la fille d'un riche médecin. Il était enclin à s'immiscer activement dans les affaires publiques, ce qui l'amenait à participer aux mouvements sociaux. Dans son contact avec les étudiants grecs, il essaya, en collaboration avec Skliros, de créer un cercle de pensée.

À l'époque où Delmouzos et Triantaphyllidis se trouvèrent pour la deuxième fois en Allemagne pour faire des études (Delmouzos en 1921-1923 et Triantaphyllidis en 1920-1923), les sociaux-démocrates ont repris leur vigueur. Les deux pédagogues grecs avaient eu l'expérience de la situation d'avant-guerre lors de leur première période d'études dans le même pays et ils étaient en mesure de faire des comparaisons sur l'avancée du socialisme. Dans les années suivantes, eux-mêmes et les autres personnes intéressées avaient la possibilité de tirer des informations, par le biais de la presse et des autres sources, sur la situation européenne et le progrès du socialisme et du communisme. En Allemagne, centre du socialisme et du communisme en Europe occidentale, les préférences des citoyens en faveur des factions sociales qui contestaient le statut quo social ont revenues dans une certaine mesure. Le nombre des membres du parti social-démocrate allemand, au début du XXe siècle, atteignait les 400.000 membres, tandis que, avant la guerre, en

1914, il était d'un million mais, après la guerre, en 1919, il tomba à 250.000. Le parti attira progressivement les travailleurs et, en 1925, il compta 1.200.000 membres. Pour comparaison, il existait en Suède 50.000 au début du XXe siècle, avec le même nombre en 1925, en Italie en 1920 150.000, en Norvège 130.000 en 1925, en Australie 500.000 en 1925. Au cours du développement de la social-démocratie, des particularités étaient visibles, à cette époque. Dans certains pays, les ouvriers ne s'organisaient pas ; ils votaient seulement en faveur du socialisme. La proportion des membres du parti social-démocrate par rapport aux votes obtenus aux élections législatives était en 1920, en Allemagne 10%. En France, 1 seul électeur sur 10 était membre du parti, en Italie 1 sur 20, tandis qu'en Suède 1 sur 4, en Finlande 1 sur 5. Le nombre des membres en pourcentage de l'ensemble du corps électoral fut, en 1925, en Allemagne 2%, en France 1% ; en Italie, en 1920, 1%. La présence électorale en 1912 en Allemagne s'élevait à 35%, en Italie en 1913 à 18%. Après 1918, une concurrence par les fractions communistes fut remarquée. La force électorale des sociaux-démocrates et des communistes par pays connaissait des fluctuations. En 1924, en Suède, les sociaux-démocrates recueillaient 41% et les communistes aucun, en Finlande les sociaux-démocrates 29% et les communistes 10%, en Allemagne les sociaux-démocrates 26% et les communistes 9%, en Autriche les sociaux-démocrates 40% et les communistes aucun en Italie les sociaux-démocrates 6% et les communistes 4%, en Angleterre les sociaux-démocrates 33% et les communistes 0,3%, en France les sociaux-démocrates et d'autres 30% et les communistes 8%. En 1925, en Belgique les sociaux-démocrates obtenaient 40% et les communistes 2%, aux Pays-Bas en 1925 les sociaux-démocrates 23% et les communistes 1%, en Suisse les sociaux-démocrates 26% et les communistes 2%. En 1926 et 1927, au Danemark, les sociaux-démocrates obtenaient 37% et les communistes 0,4%, en Norvège les sociaux-démocrates 36% et les communistes 4%, en Irlande les sociaux-démocrates 10% et les communistes aucun. En Grèce, la présence des sociaux-démocrates était insignifiante ; après la dictature de Pangalos, en 1926, les communistes obtinrent 4,4%.

Malgré les chiffres florissants exposés devant eux, les intellectuels grecs qui complétaient leurs études en Europe occidentale pouvaient faire une rétrospective du chemin parcouru, voir comment le socialisme européen en était arrivé à la situation actuelle, et envisager le chemin à faire ; ils savaient que l'itinéraire des sociaux-démocrates jusqu'à la période après la Première Guerre mondiale avait été tourmentée, présentant un cheminement des idées marxistes et une adoption de l'idéologie progressiste par les organisations sociales et partis politiques qui se révélèrent extrêmement instables.

La référence au parti social-démocrate allemand, constituait le cas exceptionnel d'un parti qui, sur la base de la pensée marxiste, avait travaillé, depuis le XIXe siècle, pour que les ouvriers entrent dans les syndicats, les

coopératives de consommation, les associations culturelles ou sportives et autres outils d'organisation, pour les encourager à revendiquer la prise de mesures, de la part de l'État allemand, en matière de politique sociale et pour soutenir l'éducation populaire comme un pôle visant à la revalorisation de la vie spirituelle et matérielle des subalternes. En effet, l'État allemand fut obligé de faire des concessions, d'instituer des assurances contre le chômage, l'invalidité ou l'âge de retraite, les accidents et la maladie, et inciter les conventions sur les salaires entre les entreprises et les syndicats. Les sociaux-démocrates allemands, attachés aux principes de la démocratie politique et de l'économie socialiste qui exigeait un passage des moyens de production à la propriété sociale, favorisaient l'activité légale et la grève comme moyens dans la lutte des classes, sans commettre d'actes de violence, et utilisaient les campagnes électorales, les élections législatives et le parlement comme moyens de propagande. Chaque ville avait un journal social-démocrate, il existait partout des coopératives de consommation, des associations sportives, des comités culturels ouvriers. L'action quotidienne du parti social-démocrate allemand, et l'agitation intellectuelle laissaient leurs empreintes dans les imprimés centraux d'information et de théorie du parti. Le journal *Vorwärts*, organe du parti, bien connu depuis 1877 comme tribune du socialisme (Friedrich Engels avait publié, dans ce journal, en une série d'articles, son œuvre *Anti-Dühring*), disposait en 1907 d'une personnalité, Rudolf Hilferding, comme rédacteur en chef. Dans le journal, était développé le différend, dans le parti allemand, entre l'aile révisionniste du marxisme représentée par Eduard Bernstein[34] et les partisans du marxisme exprimé par Karl Kautsky, le penseur reconnu pour l'interprétation de l'œuvre de Marx[35] ; après le déclenchement de la guerre, une ligne en faveur de la paix fut suivie pendant une courte période, contre la politique de la majorité du parti. Un autre outil théorique, la revue *Die Neue Zeit*, organe central de la littérature marxiste dirigé par Karl Kautsky, avait une diffusion relativement satisfaisante ; à l'époque du séjour des pédagogues grecs en Allemagne, les intellectuels abonnés qui le lisaient étaient au nombre satisfaisant de sept mille. Les thèmes présentés correspondaient aux questions de politique, d'économie et de vie sociale, ainsi qu'aux problèmes des femmes, des syndicats ou des conditions de travail. Le troisième imprimé théorique fut la revue *Sozialistische Monatshefte*, qui était indépendante, non contrôlée par le parti, et, en tant que proche des

[34] Cf. *Eduard Bernsteins Briefwechsel mit Karl Kautsky (1912-1932)*, Eva Bettina Görtz (Hg.) [International Instituut voor Sociale Geschiedenis, Amsterdam], Campus Verlag, Frankfurt etc. 2011, passim.

[35] Cf. Jukka Gronow, *On the Formation of Marxism. Karl Kautsky's Theory of Capitalism, the Marxism of the Second International and Karl Marx's Critique of Political Economy*, Brill, Leiden 2016, passim.

révisionnistes du marxisme, offrait un espace ouvert aux débats idéologiques et théoriques au sein du mouvement socialiste. Dans le domaine de l'activité internationale, les Allemands constituaient la force motrice. À l'époque où Glinos étudiait en Allemagne, il eut la chance, en 1907, d'être informé des travaux du VIIe congrès de l'Internationale socialiste à Stuttgart, avec la participation de délégués représentant 25 partis socialistes. Les nouvelles selon lesquelles cent mille citoyens dans les rues de la ville inaugurèrent les sessions d'un congrès, qui avait pour thème principal la lutte pour empêcher le déclenchement de la guerre, firent le tour du monde[36]. Une activité politique couverte se produisait, en même temps, dans le voisinage de l'Allemagne, en Suisse, où, malgré la position sociale dominante des couches sociales moyennes et petite-bourgeoises et les couches paysannes qui exerçaient une influence sur l'idéologie du mouvement ouvrier local, il existait une tradition de liberté de parole. Bâle fut choisie comme lieu de convocation du IXe congrès de l'Internationale socialiste en novembre 1912 ; les villes suisses participèrent préalablement aux manifestations de paix, organisées dans toute l'Europe avec trois cent mille participants, au cours de la guerre dans les Balkans[37]. La liberté relative en Suisse était la raison pour laquelle les réfugiés politiques affluaient dans le pays. Des émigrés de Russie à Genève, connaisseurs du marxisme, élaborèrent le travail intellectuel en vue de promouvoir la social-démocratie dans leur patrie. Le pédagogue grec Konstantinos Sotiriou, personne qui, comme nous le verrons, participait au groupe de Glinos pendant les événements de la scission de l'Association pour l'enseignement en 1927, fit des études à Zurich et à Lausanne pendant les années de 1916 à 1920, où il acquit la connaissance des théories sociales avancées, étant en contact avec le milieu révolutionnaire des étrangers. Les sociaux-démocrates russes émigrés en Suisse, ayant la direction du mouvement ouvrier russe entre leurs mains, étendaient leur influence sur les ouvriers de l'industrie et de la jeune génération d'intellectuels dans leur pays. Par pure coïncidence, dans les mêmes endroits, à l'université de Zurich et dans les points de rencontre des intellectuels, que Sotiriou fréquentait, un réfugié politique d'envergure internationale, auteur de la théorie d'un parti conspirateur formé de révolutionnaires professionnels approuvée par l'aile maximaliste du parti social-démocrate russe, appelé V. I. Lénine, se trouvait dans la ville depuis février 1916, parcourant en quête d'une occasion pour faire la révolution.

---

[36] Cf. Internationaler Sozialisten-Kongress zu Stuttgart, 18. bis 24. August 1907, International Instituut voor Sociale Geschiedenis, Amsterdam.
[37] Cf. *Basler Vorwärts* (Basel), 26-11-1912.

À côté de l'Allemagne, un autre grand pays européen, pôle de séjour des intellectuels grecs, la France, disposait d'un mouvement socialiste dispersé, qui ne parvint que tardivement à se constituer en une organisation unitaire, à l'intérieur de l'Internationale socialiste. Le regroupement des tendances adverses fut amené, en raison des controverses au sein de la classe bourgeoise, à un choix politique de la part des socialistes, afin de protéger le régime bourgeois-démocratique en alliance avec les républicains, d'ajourner la lutte des classes. À la fin du XIXe siècle, période de crise économique, le défi de l'affaire Dreyfus, expression du conflit politique opposant les démocrates au bloc de l'armée, du haut-clergé et de l'aristocratie, provoqua une entente des socialistes avec les républicains, choix qui sauva le régime bourgeois-démocratique et rendit possible, entre autres, une éducation progressiste par l'introduction de l'école laïque.

Le parti allemand fut, parmi les partis de l'Internationale socialiste, un modèle d'organisation et de combativité, présentant un essor impressionnant ; à la veille de la guerre en 1914, le parti comptait un million de membres, et les syndicats sociaux-démocrates deux et demi millions de membres. Toutefois, la social-démocratie allemande était un géant reposant sur des pieds d'argile. L'apparence, la puissance du parti et des syndicats, dissimulait la réalité. Leur parfaite organisation avait créé une couche de bureaucrates ouvriers, qui siégeaient dans la structure d'administration du parti et des syndicats, des coopératives, de la presse, du parlement. Les ouvriers, qui étaient initialement ardents défenseurs de l'affaire du socialisme, confondaient finalement la fin et les moyens, s'inquiétant quand les travailleurs procédaient à des activités qui auraient pu déborder le cadre légal du régime social et compromettre la légalité du parti et des syndicats. Ils toléraient le fait que le parti parle encore du changement de régime social, mettant en avant la thèse selon laquelle le parti serait l'héritier, et non l'auteur, de la disparition du capitalisme ; ils soutenaient la théorie de Bernstein sur l'incompatibilité du réformisme et de la révolution, contre la thèse d'August Bebel – partagée par une majorité fragile dans le parti –, qui se référait à leur unité dialectique réalisée dans la lutte quotidienne. La bureaucratie parvenait à obtenir des concessions pour les ouvriers et à éviter les conflits sociaux et politiques, au sein de l'équilibre entre les états impérialistes, jusqu'au tournant où la révolution russe en 1905 posa la question de la subversion violente de l'ordre établi.

La comparaison de la situation en Europe occidentale et de celle en Grèce indiquait la position désavantageuse d'un pays se situant loin des centres de l'industrialisation et de l'avancée de la pensée sociale. Les évolutions en Allemagne et dans le reste de l'Europe occidentale n'influencèrent que peu les aspects des intellectuels grecs ; les Sociologues et les démoticistes de l'Association pour l'enseignement, comme nous l'avons dit, avaient suivi un

itinéraire qui était parallèle, dans la lutte contre les structures retardées de leur pays depuis le début du XXe siècle, sans préférer l'orientation marxiste de l'Internationale socialiste. Nous avons déjà fait l'éloge des partisans du mouvement bourgeois-démocratique et social-démocratique modéré conservateur, de Papanastasiou et de Petmezas, de Konstantinos Triantaphyllopoulos et de Delmouzos. À leurs côtés, se trouvèrent, jusque dans les années 1920 que nous étudions, les autres précurseurs des idées novatrices, comme l'avocat et homme politique Georgios Papandreou, membre de l'Association pour l'enseignement de 1910 à 1925, le juriste et fonctionnaire supérieur Spyros Koronis, membre de l'Association pour l'enseignement de 1910 à 1925, le juriste Alexandros Svolos, l'avocat et économiste Alexandros Mylonas (le dernier, diplômé de l'université d'Athènes, ayant fait des études postuniversitaires à Berlin en 1905 et après, membre de l'Association pour l'enseignement de 1910 à 1926, fonda en 1926 un parti agraire). La raison pour laquelle les intellectuels grecs ne firent pas un pas en avant pour adopter le défi marxiste était l'immaturité de la question sociale dans le pays, qui passait par le développement de la situation nationale et révélait les particularités en vigueur dans la région des Balkans. La première particularité était le décalage dans le développement des mouvements locaux de libération nationale, à laquelle correspondait le déphasage dans l'évolution du mouvement ouvrier par pays. Les caractéristiques du mouvement de libération nationale grecque par rapport au mouvement de libération nationale bulgare, serbe et roumain tenaient au fait que, dans les limites de l'Empire ottoman, le sentiment de libération nationale et démocratique parmi les Grecs trouva très tôt, en 1821, une issue et parvint à créer l'État néohellénique. Parmi les mouvements idéologiques balkaniques, le mouvement grec s'appuya sur la supériorité des Grecs en matière d'économie et d'administration ottomane, ainsi qu'en celle de l'accumulation du capital dans les colonies florissantes de l'hellénisme émigrant. Le phénomène des Lumières néohelléniques, pendant le XVIIIe siècle et au début du XIXe siècle, lié au développement du commerce et de la navigation grecs et à l'ouverture de la lutte pour l'indépendance contre la domination ottomane, fut interrompu, vers 1840, dans une nouvelle phase d'évolution de l'esprit et des idées, comme conséquence des priorités données par l'État néohellénique à la création d'un tissu national cohérent. Au contraire, dans d'autres pays du Sud-Est européen, le mouvement de libération nationale se manifesta plus tard et coïncida avec le mouvement social. Les idées de l'évolution sociale, dans les conditions d'apparition de nouveaux rapports de production et d'accroissement démographique des couches sociales urbaines, furent créées au sein et à côté des mouvements nationaux et se prolongèrent dans le socialisme. En Bulgarie, le mouvement national, qui assura la libération du pays en 1878, coïncida avec le mouvement marxiste. En Roumanie, l'indépendance de la domination ottomane, en 1877, coïncida avec

le développement des nouvelles idées. En Serbie, le mouvement de libération nationale coïncida, plus tôt que l'apparition de la classe ouvrière, avec le socialisme utopique. Dans les régions balkaniques de l'Autriche-Hongrie où les mouvements nationaux avaient la vision de la libération nationale jusqu'en 1918, le mouvement ouvrier se développa simultanément à ces derniers. En Croatie et en Slovénie, pays connaissant un essor industriel, eurent lieu les premières agitations ouvrières au cours des années 1870. En Bosnie-Herzégovine, le processus de création du mouvement marxiste s'accéléra avec la montée du mouvement national, après l'annexion de la région par l'Autriche-Hongrie, en 1908. Une seconde particularité dans les Balkans était repérée dans les différences de niveaux dans l'organisation et la production de l'idéologie du mouvement ouvrier. En Bulgarie, en Serbie, en Roumanie et ailleurs, les mouvements ouvriers locaux créèrent des syndicats et des partis politiques, et développèrent des luttes telles que les grèves et les activités parlementaires. Dans ces pays, il existait la production locale d'une idéologie relative aux idées sociales à partir du XIXe siècle ; au contraire, l'apparition d'un parti social-démocrate en Grèce ne vint que tardivement, en 1918, en comparaison des autres partis sociaux-démocrates balkaniques, qui, au sein des conditions économiques et politiques similaires à celles grecques, avaient déjà une longue vie et étaient membres de l'Internationale socialiste. Les spécificités qui couvaient sous le phénomène en Grèce avaient pour point de départ économique et social celui du retard du développement du capitalisme, de la lente augmentation arithmétique de la classe ouvrière, de la fluidité dans la constitution de classe de la société avec une osmose entre les classes et les couches sociales, et d'une faible cohésion de classe. Dans le système politique, une tradition parlementaire manquait ; la période, pendant laquelle fut imposé le principe selon lequel le roi George ne pouvait ni nommer un premier ministre ni maintenir au pouvoir un gouvernement n'ayant pas la majorité au parlement, ne datait que de 1875. Ce défaut était complété par les réseaux dans le système du clientélisme politique qui affaiblissaient les oppositions économiques et sociales par des moyens tels que les nominations ou la satisfaction des demandes personnelles. La mainmise idéologique, par la culture du nationalisme, prolongea l'aliénation politique de la population. La supériorité, au niveau de l'idéologie, des mouvements balkaniques voisins par rapport à celui grec se trouvait dans la diffusion aisée de nouvelles idées. La Bulgarie, la Roumanie et la Serbie avaient la possibilité accrue de communiquer avec la Russie, pays où les premières élaborations des idées sociales eurent lieu dans les années 1870. L'idéologie marxiste fut transplantée en Bulgarie en 1885 ; en 1891, fut créé le parti social-démocrate bulgare. En Serbie, les socialistes utopistes fonctionnèrent comme maillon de liaison entre le mouvement démocrate-révolutionnaire et le mouvement ouvrier, jusqu'en 1903 où fut créé le parti social-démocrate serbe. En Roumanie, les

révolutionnaires démocrates venant de Russie contribuèrent à la diffusion des idées socialistes ; dans les unions ouvrières et dans les cercles socialistes, fondés au début des années 1870, le marxisme domina en 1883 et, en 1893, fut fondé le parti social-démocrate roumain. Dans les régions balkaniques de l'Autriche-Hongrie, le mouvement ouvrier se développa sous l'influence de l'agitation en Europe ; en 1894, fut créé un parti social-démocrate croate et en 1896 une organisation slovène fut considérée comme une section de la social-démocratie autrichienne. À Vojvodine, les travailleurs s'organisèrent dans les années 1870 en relation avec le mouvement ouvrier hongrois et, en 1890, fut créé un parti. En Bosnie-Herzégovine, où une couche ouvrière était constituée d'étrangers spécialisés et bien rémunérés, allemands et hongrois, fut fondé en 1909 un parti social-démocrate, qui, adoptant l'idéologie de l'austromarxisme, professait l'autonomie nationale-culturelle des peuples slaves dans l'Empire austro-hongrois. Dans l'Empire ottoman, la structure particulière semi-féodale de la société ne laissa pas de marge à la classe ouvrière peu nombreuse pour s'émanciper. Dans les régions de la Macédoine et de la Thrace, agissait un mouvement autonomiste dont l'aile gauche était influencée par les sociaux-démocrates bulgares. En 1893, fut créé le premier groupe social-démocrate « macédonien », qui adhéra en 1896 au parti bulgare, ayant pour programme la lutte pour la libération nationale et sociale dans le cadre d'une fédération des États balkaniques. Après la révolution des Jeunes Turcs, en 1908, fut créé au sein de la population slavophone un mouvement de classe limité, sous la conduite des sociaux-démocrates bulgares. Dans la ville de Salonique, les indigènes juifs s'insérèrent massivement dans la Fédération socialiste ouvrière, organisation marxiste affiliée à l'Internationale socialiste[38]. À l'opposé de ces évolutions, en Grèce, la formation théorique imparfaite et l'expérience politique insuffisante des agitateurs, la carence de la liaison avec les mouvements de masse, la liaison élémentaire avec le mouvement socialiste international et l'absence dans les réunions balkaniques des sociaux-démocrates constituaient les signes distinctifs du mouvement social-démocrate. Après 1910, des groupes sociaux-démocrates apparurent, sans action, ni contact avec les ouvriers. Avec l'incorporation de la Macédoine multinationale à l'État hellénique, en 1912, les Juifs de la Fédération socialiste ouvrière de Salonique s'efforcèrent de créer une jonction entre les organisations ouvrières grecques.

---

[38] Cf. Sükrü Ilicak, "Jewish Socialism in Ottoman Salonica", *Journal of Southeast European and Black Sea Studies*, vol. 3, N° 3, September 2002, pp. 115-146; Mark Mazower, *Salonica. City of Ghosts*, Harper Collins, London 2004, pp. 285-290.

La situation dramatique, à laquelle fut confronté, en août 1914, le socialisme international, à savoir l'abandon de la solidarité internationale des ouvriers et la participation à la Guerre européenne, ne toucha pas les socialistes et autres progressistes grecs peu nombreux ; le climat politique aigu de division entre les libéraux et les royalistes, miroir de la collision des intérêts impérialistes dans le monde capitaliste, conduisit le pays à un conflit qui se développa loin des problèmes économiques et sociaux du peuple, obligeant les cercles novateurs grecs à se conformer aux conditions de guerre et à adopter une position d'attente. Jusqu'alors, les intellectuels grecs étaient philosophiquement d'accord avec les principes de l'Internationale socialiste, qui se référaient au but du triomphe du socialisme. L'échange d'expériences entre les partis sociaux-démocrates, ainsi que la coordination de leur action par l'organisation social-démocrate internationale (en 1914, les membres des partis sociaux-démocrates étaient au nombre de quatre millions, avec plus de dix millions d'ouvriers membres des syndicats et de huit millions de travailleurs membres des coopératives), étaient affectés par les divergences de positions au niveau de la tactique politique d'un parti social-démocrate à l'autre, mais, au niveau philosophique et théorique en ce qui concerne l'intention – dans un futur très lointain – de remplacer la société divisée en classes sociales par une société sans classes sociales, la solidarité idéologique créait une cohésion au sein du mouvement ouvrier qui surmontait les tensions. Protégés par la distance séparant la Grèce des lieux des batailles, les intellectuels ne pouvaient pas saisir les effets de la faillite de l'Internationale socialiste et de l'arrêt de son fonctionnement, quand les groupes dirigeants socialistes et leurs partis et syndicats décidèrent de participer, en août 1914, à la guerre, chacun aux côtés de son bloc national impérialiste. Les analyses sur les raisons de la trahison du socialisme (la peur des partis sociaux-démocrates de perdre le statu légal en cas de résistance contre la guerre, et l'inquiétude d'être isolés des masses endoctrinées à la défense de la patrie et au chauvinisme), la lutte des petites minorités de gauche contre les majorités, s'efforçant d'insister sur les intentions originales socialistes de subversion du système capitaliste, la mort héroïque du socialiste modéré français, opposé à la guerre, Jean Jaurès, se perdaient dans l'afflux des nouvelles quotidiennes sur les évolutions des hostilités. En 1915 et en 1916, les conférences des socialistes de gauche en Suisse, à Zimmerwald et à Kienthal, sur une trêve et sur des négociations de paix s'effacèrent derrière les événements de l'occupation de Salonique par les troupes françaises et anglaises et de la confrontation de Venizélos avec le roi germanophile Konstantinos. Seuls les Juifs de la Fédération socialiste ouvrière de Salonique essayèrent d'établir un contact (à Kienthal, y assista un délégué du parti social-démocrate serbe, tandis que les délégués bulgares et roumains ne purent pas y aller). De même, en 1917, à la conférence socialiste à Stockholm, seule l'organisation

salonicienne juive tenta d'envoyer des délégués, sans réussir à obtenir de passeports (y furent présents les délégués du parti social-démocrate roumain Alecu Constantinescu et Ion Costache Frimu, le délégué de l'aile réformatrice du parti social-démocrate bulgare Nikola Charlakov – agitateur, en 1908, dans la Salonique ottomane, dans les cercles des ouvriers bulgares –, ainsi que les délégués de l'aile révolutionnaire du même parti Vasil Kolarov – en 1912, officier de l'armée bulgare, combattant contre les Turcs, au long du front de Salonique, pendant la Première Guerre balkanique – et Georgi Kirkov)[39].

Culture et éducation socialiste.

Les penseurs socialistes avaient conscience des difficultés liées à l'éducation dans un régime capitaliste. Les démoticistes grecs de tendance socialiste, même conservateurs et partisans d'un réformisme modéré comme Al. Papanastasiou, avaient l'opportunité d'avoir accès aux livres publiés et pouvaient étudier les analyses concernant l'éducation comme dimension prioritaire de la question sociale. Plusieurs auteurs d'études sur l'éducation offraient des informations et évoquaient les changements que le socialisme apporterait. En ce qui concerne le cas de May Wood Simons, écrivaine, institutrice et socialiste, traductrice d'œuvres de Wilhelm Liebknecht et de Karl Kautsky en anglais, il s'agissait d'une personne qui écrivit en 1901 un texte sur l'éducation et le socialisme[40], dont le but était de décrire les caractéristiques du système éducatif des États-Unis, pénétré par une tendance innovatrice. D'après Simons, considérer la société et l'éducation individuelle c'était adapter l'individu à son environnement, mais aussi le former afin de comprendre l'environnement et par conséquent être capable de le modifier. Sous cet angle, le XIXe siècle, qui fut un âge commercial, marqué par de grandes inventions, une augmentation du commerce, une énorme production de biens et une complexité des relations diplomatiques, produisit des méthodes d'enseignement et des sujets d'étude dont l'examen devait convaincre que les écoles américaines étaient faites pour servir les intérêts des couches industrielles et commerciales de la classe bourgeoise dominante. L'école technique servait en pratique à former de bons ingénieurs et mécaniciens ; les écoles techniques renommées formaient des ouvriers qualifiés, qui, en se soumettant au marché du travail, voyaient leur valeur diminuer. La raison de l'introduction de la formation manuelle dans les écoles reposait sur l'idée que

[39] Cf. Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis, Amsterdam, Archives de la Deuxième Internationale, plusieurs documents.

[40] Cf. May Wood Simons, "Education and Socialism", *International Socialist Review* (Chicago), vol. 1, N° 10, April 1, 1901. La revue *International Socialist Review* était publiée par les éditions d'ouvrages marxistes Charles H. Kerr & Co.

les employeurs insistaient pour que les garçons commencent au niveau le plus bas de toute industrie, pour acquérir l'expérience industrielle qui augmenterait leurs salaires le plus tôt possible, plutôt que continuer à l'école pour apprendre des choses qui ne leur seraient pas utiles. Telles étaient les difficultés auxquelles la nouvelle éducation se trouvait confrontée dès le début. Simons souligna que le système scolaire ne dépassait pas les exigences des conditions économiques. Un grand nombre d'enfants étaient promus dans une certaine classe. Le même travail et la même façon de faire ce travail étaient nécessaires pour chacun. L'enseignant qui avait quarante ou cinquante enfants dans une classe avait peu d'occasions d'étudier les inclinations de chacun d'entre eux. Tout le système devenait mécanique, l'initiative de l'enfant était anéantie ; le système scolaire fonctionnait exclusivement sur cette base. En outre, les bâtiments scolaires étaient insuffisants en nombre et, dans de nombreux quartiers, on trouvait de deux à trois cents enfants qui attendaient d'être admis au jardin d'enfants, alors que de nombreux autres y assistaient allaient à temps partiel. Le nombre d'enseignants par rapport au nombre d'élèves était insuffisant. Quarante-cinq jusqu'à soixante élèves étaient inscrits dans les écoles de quartier pour un enseignant. Les enseignants, toujours surmenés, étaient incapables d'enseigner quoi que ce soit de la science. Ils n'étaient jamais formés eux-mêmes, pour observer ou manipuler des choses réelles et ne pouvaient pas apprendre à l'enfant à voir.

Mais on passait par une période de changement, d'une ère de mercantilisme et de compétition à un âge de coopération, et transperçaient, parmi les personnes, les germes d'une nouvelle croissance de l'éducation. Un effort avait était fait pour remplacer l'instruction mécanique par la parole, par la perception et l'observation des choses par les sens.

On signalait que l'éducation intellectuelle et physique devrait aller de pair. À partir de l'âge de huit ans, l'instruction devait s'unir à un travail régulier à la maison et dans le jardin. À partir de la treizième année, les enfants devaient avoir accès aux arts et aux métiers supérieurs afin d'être ainsi préparés à promouvoir les richesses et le bien-être de la société d'une manière efficace, tout en ayant une satisfaction pour eux-mêmes. L'activité du travail dans l'instruction était non seulement une pédagogique nécessaire, mais aussi un moyen de production sociale des biens.

La nouvelle éducation et le socialisme s'étaient développés à partir des mêmes conditions sociales. Ils avaient pour objet le même point commun, la liberté ; liberté pour chacun de développer ses propres méthodes de pensée et sa propre initiative, et exprimer sous forme matérielle son être intérieur. Pour fournir à un homme et à une femme des éléments intérieurs, il fallait leur fournir un contact constant par leurs sens avec le monde extérieur, car ce qui était produit n'était que ce qui était entré par les sens, modifié par les caractéristiques et tendances individuelles de chacun. C'était pour cette raison

que la nouvelle éducation mettait l'accent sur l'importance du travail avec des outils et des matériaux avec lesquels l'élève pouvait créer et élaborer son design sous une forme matérielle. Selon les idées innovatrices de Simons, l'éducation dans des conditions socialistes produirait des hommes et des femmes, et non des machines. Comme Marx l'avait exprimé depuis trente ans, le socialisme était une association, dans laquelle le libre développement de chacun était la condition du libre développement de tous ; c'était un ordre économique de la société, qui, avec le plus grand développement possible du pouvoir productif social, sécuriserait le développement harmonieux possible des êtres humains. D'un autre côté, l'école était actuellement sous le contrôle de la classe dirigeante qui l'utilisait à son avantage. Quand le capitalisme exigeait des compétences techniques, ses écoles produisaient des hommes formés selon cette ligne, et, quand il exigeait d'autres qualités, ses écoles produisaient des hommes de cette qualité ; quand il trouvait que l'ignorance servait mieux son but, il réduisait la classe ouvrière à cette condition. Mais, comme le soulignait John Dewey, l'éducation devait être un processus de vivre et non une préparation à la vie future. L'école actuelle était une vie artificielle destinée à préparer à un travail futur, sans aucun rapport avec la maison ou la société. La vie de l'étudiant américain moyen était anormale ; le renvoie à la société était à la fois scolastique et arrogante. À cette époque-là, la prétendue éducation prenait fin avec la salle de classe plutôt que toute la vie soit elle-même une éducation. Ainsi, même l'esprit de solidarité sociale et d'intérêt mutuel était détruit par le système en vigueur. Et ce, parce que le cas d'un garçon qui aidait un autre dans sa tâche était une question pour laquelle on devait le punir. Il était nécessaire de souligner que le socialisme exigeait et rendait possible tant le développement physique que mental. Le travail productif se devait de s'unir à l'éducation. L'élève qui étudiait le mécanisme d'une machine serait en mesure d'apprendre par l'utilisation de chacune de ses parties. Finalement, l'objet de l'éducation était d'adapter l'individu à son environnement et de l'adapter à son évolution et à sa modification. Ces changements devaient être tels qu'ils conduiraient au progrès de l'humanité[41].

Les idées de Simons trouvaient, en Europe, une élaboration plus profonde dans le cadre du marxisme. Karl Kautsky, le théoricien marxiste qui portait l'héritage de Friedrich Engels après son décès en 1895 (comme Engels avait élaboré les vues de Karl Marx après sa mort en 1883), prépara, en 1891, en collaboration avec August Bebel et Eduard Bernstein, le programme du parti social-démocrate allemand, où fut adoptée la politique des « écoles publiques nationales ». L'année suivante, en 1892, il publia un petit livre, dans lequel il

[41] *Ibid*.

décrivait, sous une forme plus détaillée, le nouveau programme[42]. Il commenta le fait que la connaissance spécialisée était devenue nécessaire dans la société capitaliste et que cette tâche fut assignée aux ouvriers spécialisés dans diverses branches, telles que les enseignants, les écrivains, les artistes, les hommes de la science. D'après Kautsky, au moment où la classe dominante avait besoin d'ouvriers éduqués de cette manière, l'éducation devenait une marchandise, qui obéissait aux lois du marché comme toutes les autres marchandises. Si l'éducation pouvait fournir de tels avantages à certaines personnes, elle pourrait offrir les mêmes avantages à un plus grand nombre de personnes. En effet, un système d'éducation publique permettrait d'assurer une situation dans laquelle les avantages déjà cités du fait de l'éducation pourraient s'étendre partout autant que possible. Mais le résultat de l'éducation publique ne pouvait pas engendrer ce bénéfice universel, parce que, dans la mesure où l'éducation était une marchandise, la loi de l'offre et de la demande s'y appliquerait. Une offre accrue entraînerait une baisse du prix de la marchandise. On pouvait constater, sur le marché des travailleurs éduqués, le genre de surabondance qui existait sur le marché des travailleurs manuels ; ainsi ces travailleurs instruits restaient-ils sans emploi ou étaient-ils forcés d'accepter les mêmes conditions d'embauche défavorables que les travailleurs non instruits. Bientôt, ces prolétaires ne se distingueraient des autres ouvriers que par leurs désirs. Ils s'imaginaient appartenir à la bourgeoisie, tout comme le laquais s'identifiait à la classe de son maître[43].

À côté de l'expertise de Kautsky, d'autres théoriciens se sont efforcés d'aborder la question du socialisme dans un environnement multiculturel et multilingue, comme c'était le cas de l'empire austro-hongrois, se tournant vers la construction d'une culture et d'une éducation unificatrice. Dans un pays multinational, ayant une industrialisation dont les progrès étaient importants, se posait la question des nationalités. Le mouvement ouvrier, qui croissait rapidement, choisit la voie de la transformation du marxisme en une idéologie simplifiée visant à sauvegarder l'unité des ailes nationales du mouvement, en même temps restant inactif face à la politique. Les perspectives théoriques dites « austromarxistes » étaient conçues en tant qu'instruments scientifiques sociaux pour les questions qui faisaient face au développement du socialisme. La culture et l'éducation promues par l'austromarxisme étaient motivées par les doctrines d'Otto Bauer. Bauer croyait que la culture était la seule liaison entre les diverses nationalités germanophones et, en 1907, dans un ouvrage sur la question des nationalités, il soutenait que l'empire ne pouvait pas devenir un État-nation,

---

[42] Cf. Karl Kautsky, *Das Erfurter Programm in seinem grundsätzlichen Teil*, J. H. W. Dietz, Stuttgart 1899[3].

[43] Cf. Robin Small, *Marx and Education*, Routledge 2005, passim.

mais seulement une communauté d'éducation (Bildungsgemeinschaft), s'efforçant de garder le prolétariat vivant, de l'éclairer et de l'éduquer[44]. Ces idées trouvèrent une acceptation positive de la part des socialistes de Salonique après 1909.

1.4. Le mouvement ouvrier après la révolution russe de 1917.

Après 1920, Triantaphyllidis, en Allemagne, eut l'expérience des événements concernant le putsch de Kapp, les élections législatives en 1920, l'occupation de la Ruhr, l'hyperinflation de la république de Weimar. L'expérience de Delmouzos après 1921 fut similaire. Après 1923, date où les deux pédagogues se rendirent en Grèce, il était possible de suivre les évolutions en Allemagne par le biais des journaux et d'autres moyens de communication. Dans les régions allemandes, où Triantaphyllidis et Delmouzos s'étaient auparavant trouvés, un électeur allemand sur deux soutenait, à cette époque, la social-démocratie. Une phase de réduction de l'influence des partis ouvriers avait précédé, après la Guerre européenne, et la tentative d'attirer les partisans perdus était en cours. Au sein de la social-démocratie, la restauration de l'Internationale socialiste et l'évaluation de la révolution de 1917 en Russie étaient, à la fin de la Guerre européenne, les sujets les plus importants ; en 1920, on réclama la recréation de l'organisation internationale et on favorisa initialement le traité de paix de Versailles que les gouvernements des États vainqueurs imposèrent aux puissances de l'Europe centrale. D'autre part, dans chaque pays, des partis communistes émergèrent de l'aile révolutionnaire de chaque parti social-démocrate et adhérèrent à l'Internationale communiste. En 1921, l'organisation internationale communiste incarnait une puissance considérable, entretenant des sections-partis de masse dans les pays industrialisés ou non développés, qui recevaient, de la part des ouvriers, un fort soutien. En Allemagne, un demi-million d'électeurs votèrent en faveur du parti communiste aux élections législatives de 1920. L'influence du parti communiste allemand s'amplifia pendant la période de l'inflation dans l'économie du pays. Une résistance des communistes allemands, en commun avec le parti communiste français, contre l'occupation de la Ruhr par les armées français et belge, en 1923, se déploya. La consolidation du capitalisme en 1924 et sa stabilisation relative dans le monde, suivies des concessions octroyées aux masses laborieuses quant aux salaires et à la politique sociale de

---

[44] Cf. Otto Bauer, *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*, Verlag der Wiener Volksbuchhandlung Ignaz Brand, Wien 1907; *Austro-Marxism: The Ideology of Unity*. Vol. 1 (*Austro-Marxist Theory and Strategy*), Mark E. Blum - William Smaldone eds., Haymarket, London etc. 2017.

chaque État, fut le facteur de la perte d'influence du parti communiste allemand et des autres partis communistes européens parmi les travailleurs. La crise ne reparût pas, telle qu'on le prévoyait dans les analyses de l'état-major communiste. La période suivante du parti communiste allemand constitua un intervalle organisationnel ayant pour but sa bolchevisation et l'adoption du « centralisme démocratique » léniniste (dialogue démocratique dans le parti, matérialisation unique des décisions en politique). Au début de la période du nouvel essor des économies en Europe, malgré les mesures d'austérité intensifiées, la majorité des travailleurs soutenait la social-démocratie. L'exception fut les Balkans, dans lesquels les régimes démocratiques étaient renversés par des dictatures et l'aile militante de la classe ouvrière donnait la majorité au mouvement ouvrier révolutionnaire ; la Grèce offrait un tel exemple. Une réussite de la social-démocratie fut celle de la victoire électorale du parti travailliste anglais, organisation aux tendances réformistes, qui accéda au pouvoir gouvernemental en 1924.

Des évolutions dans le secteur du travail, qui ne pouvaient pas échapper à l'attention d'un observateur tel que les pédagogues grecs séjournant en Allemagne, étaient celles liées au syndicalisme des travailleurs et des fonctionnaires et les gains réalisés. Depuis 1920, la confédération générale syndicale allemande était en tête des syndicats allemands et passait des accords de coopération avec les organisations professionnelles des fonctionnaires. D'un point de vue politique, les syndicats d'orientation socialiste, n'étant pas neutres, avaient une activité dans le champ des revendications économiques à côté des autres organisations du mouvement ouvrier socialiste. Sur le plan économique, l'action syndicale était considérée comme un pas vers le socialisme, s'efforçant de promouvoir l'économie sociale, à savoir l'économie contrôlée par la société. Aucune revendication sur une socialisation des moyens de production, qui restaient une propriété privée, n'était faite. Le nombre de membres augmenta en proportions accrues dans le secteur des travailleurs de l'État. La législation sur les associations fut favorable à l'insertion, dans, les syndicats, des jeunes et des femmes. Outre la lutte en vue de rehausser les salaires, la question du temps de travail trouva jusqu'en 1926 une issue favorable pour les ouvriers, par l'adoption de la semaine de 48 heures.

La prospérité relative en Allemagne et dans les autres pays avancés revêtait, en même temps, un aspect différent. Une concentration et centralisation du capital se déroulait, accompagnée d'un accroissement du pouvoir économique, et – à cause de lui – politique, des trusts, tandis que des fusions d'entreprises-géants constituaient des trusts internationaux.

Dans l'Est européen, une autre société se construisait, sous la politique de l'État des bolcheviks. Les intellectuels en Grèce, tels que Delmouzos et Glinos, éduqués conformément aux valeurs et à l'éthique des Lumières, ne se

trouvaient pas en mesure de juger les évolutions révolutionnaires de 1917 sous un angle différent à celui de leur propre idéologie. Glinos, personne ayant intérêt à adopter les opinions sociales-démocrates modérées, n'était pas en mesure de connaître des détails sur les développements russes, ni de voir les faits réels, qui se présentaient déformés dans les articles et les textes asservis aux fins politiques occidentales. La réalité était qu'en Russie, deux ans avant les événements révolutionnaires de 1919 en Allemagne, les phénomènes de dualité de pouvoir et de bonapartisme, marquant la vie politique du pays pendant la période transitoire des premiers mois de 1917, puisaient leurs sources dans les conditions alors en vigueur[45]. Selon les vues de V. I. Lénine, la puissance du mouvement ouvrier ne laissait pas de marge à ses adversaires pour qu'ils puissent contrôler la suite des événements. La véritable autorité, répartie entre deux classes, créait la situation politique singulière de la dualité de pouvoir. Le gouvernement bourgeois était un pouvoir sans puissance et les soviets une puissance sans pouvoir ; le gouvernement existait tant que les soviets des ouvriers et des soldats le permettaient[46]. Cette période intermédiaire donna aux bolcheviks l'expérience pour gagner à leur cause la plupart des ouvriers en vue de remporter la victoire de la révolution en octobre 1917. Le nouveau gouvernement soviétique procéda à des mesures contre les puissances du bloc bourgeois, sans rencontrer de résistance, et, avec le soutien des paysans, finit par s'imposer, jusqu'en 1920, sur les forces opposantes dans la guerre civile et contre l'intervention extérieure. Les révoltes socialistes en Europe occidentale, en 1918 et ultérieurement, offrirent un soulagement militaire aux bolcheviks et conduisirent à la stabilisation du pouvoir socialiste. Les événements montraient que les conséquences de la guerre de 1914-1918 ne se limitaient pas à la Russie et que les actions révolutionnaires des masses laborieuses affluaient sur le continent européen ; mais le manque d'organisation – des cercles très restreints d'avant-garde – et le non murissement du facteur subjectif avaient pour résultat l'arrêt de la révolution européenne attendue. Partout le pouvoir politique et l'appareil de l'État restèrent entre les mains de la classe bourgeoise. Le mouvement de grève aida à améliorer la situation de la classe ouvrière mais pas à conduire la société à sa refonte sur une base socialiste. À la fin des années de la révolution, la masse ouvrière, ayant organisé des actions selon ses propres buts dans les pays européens, ne parvint pas à une transition du pouvoir politique, qui continua à

---

[45] Cf. David Mandel, *The Petrograd Workers in the Russian Revolution, February 1917-June 1918*, Brill, Leiden 2005, pp. 102-132.

[46] Cf. V. Lénine, « Les champions de la fraude et les erreurs des Bolcheviks », *Œuvres*, t. 26, Éditions Sociales, Paris 1958, pp. 36-44 ; *id.*, « Notes d'un publiciste », *op. cit.*, pp. 45-52 ; *id.*, « La révolution en Russie et les tâches des ouvriers de tous les pays », *op. cit.*, t. 23, pp. 378-389.

soutenir les rapports de production précédents en vigueur et à défendre les intérêts de la bourgeoisie. Les groupes de gauche participèrent à la création de l'Internationale communiste et constituèrent, dans chaque pays, un parti-section de celle-ci en considérant la défaite initiale dans leurs pays comme un revers momentané dans le processus révolutionnaire et que la révolution se trouvait à la veille d'un nouvel départ. La seule condition pour la conquête du pouvoir était l'existence, dans chaque pays, d'un parti ouvrier centralisé et discipliné. Il en résulta pour le parti soviétique la puissance d'utiliser les partis communistes européens comme instruments tactiques de la politique étrangère de l'État soviétique, sans tenir compte des besoins des ouvriers dans les pays capitalistes. Le non approfondissement sur l'état de l'économie capitaliste durant cette période, l'insuffisance d'élaboration théorique du mode de production capitaliste et le tracé de la stratégie politique furent remplacés par des exigences de fonction des partis léninistes dans l'attente de la prochaine conjoncture révolutionnaire. Les organisations professionnelles ouvrières adhérèrent également à l'Internationale syndicale rouge, la main syndicale du mouvement communiste. Le front contre les sociaux-démocrates en ressortit fortifié ; le terme « social-fascisme » attribué à la social-démocratie, créé en 1924 par Zinoviev et propagé par l'Internationale communiste, exprimait la thèse des communistes selon laquelle les socialistes constituaient l' « aile gauche du fascisme » et qu'on devait les combattre avec acharnement[47]. La « bolchevisation » imposée aux partis-sections de l'Internationale communiste fut le produit des problèmes stratégiques et tactiques de la révolution, en raison de la politique économique objectivement nécessaire, et non un but découlant de la théorie bolchevique. L'instruction et la culture continuèrent de se développer, mais le raisonnement critique avait disparu. L'antagonisme entre les tâches immédiates et la volonté des bolcheviks à appliquer le socialisme d'après la pensée marxiste conduisit à des controverses. Les contradictions de l'évolution du mouvement communiste conduisirent à la consolidation des partis sociaux-démocrates et à leur nouvelle association en une organisation internationale. La représentation de l'État soviétique comme un mythe dans la conscience des membres des partis communistes aida les sociaux-démocrates de l'aile réformiste à faire oublier leur défaillance face à la guerre de 1914 et à faire apparaître les réussites sociales et politiques de la période révolutionnaire comme résultat de leur politique, malgré la scission du mouvement ouvrier provoquée par les communistes[48].

---

[47] Cf. Karl Kautsky, *Die Internationale und Sowjet-Russland*, Dietz Verlag, Berlin 1925.

[48] Cf. Erwin Marquit, "The Need for a Balanced Reappraisal of the USSR. A Review Essay", *NST (Nature, Society, and Thought)*, 16, N° 4, 2003, pp. 473-506 (opposition aux vues

En Occident, des conflits éclataient, après 1923, entre les dirigeants des partis communistes, qui reflétaient les différends entre les leaders bolcheviques depuis le début de la maladie de Lénine. En France, la direction du parti communiste se montrait réticente à respecter les directives de Moscou (le cas du secrétaire général Ludovic-Oscar Frossard, qui quitta le parti en 1923, fut identique – comme nous allons en discuter par la suite – à celui du dirigeant du parti grec, Gianis Kordatos). La « bolchevisation » exigée par l'Internationale communiste impliquait l'adoption de la stratégie et de la tactique politique de l'Internationale communiste et la réorganisation de la structure du parti sur le modèle des bolcheviks, caractérisé par l'idéologie monolithique, le « centralisme démocratique » et l'organisation locale sous la forme de « cellules ». Boris Souvarine, membre du secrétariat de l'Internationale communiste depuis 1921, étant en accord avec les points de vue de L. D. Trotsky, exprima, en mars 1924, son opposition à la « bolchevisation » des partis communistes et dénonça le « centralisme bureaucratique » en leur sein. La traduction en français et publication par Souvarine du texte de Trotsky *Cours nouveau* fut le prétexte de son éviction de l'Internationale communiste et du parti communiste français. En Allemagne, contrairement à la France, il existait une effervescence sociale manifeste. La tradition social-démocrate fut transformée en un esprit révolutionnaire. L'époque où Delmouzos et Triantaphyllidis se trouvaient sur place, des émeutes provoquées par les ouvriers avaient eu lieu dans diverses villes. Le résultat de la coopération de la gauche révolutionnaire avec l'aile radicale des sociaux-démocrates fut l'adhésion de la majorité de leurs membres après 1920 au parti communiste (en janvier 1923, les membres étaient au nombre de deux cent cinquante mille). En février 1921, des protestations existaient au sein du parti communiste contre la stratégie offensive de l'Internationale communiste. En mars 1921, des manifestations armées de communistes et de sociaux-démocrates eurent lieu. En 1923, une vague de grève se développant dans les villes ouvrières, le parti communiste gagnait une forte influence parmi les travailleurs. Pour leur éducation, quarante journaux quotidiens et dix revues étaient publiés et vingt imprimeries et plusieurs librairies ouvrières fonctionnaient. L'Internationale communiste estimait que l'Allemagne s'approchait de la révolution, alors que Trotsky croyait qu'il fallait établir la date exacte du soulèvement. En octobre 1923, une rébellion mal organisée du parti allemand fut facilement réprimée par les forces gouvernementales.

---

exprimées dans Roger Keenan - Thomas Kenny, *Socialism Betrayed. Behind the Collapse of the Soviet Union*, International Publishers, New York 2004, passim).

En dehors de la stabilisation politique, l'autre problème en Russie soviétique, tout aussi sérieux, présenté dans le mouvement communiste, fut le changement de direction après la mort de Lénine et la controverse entre les cadres dirigeants, prétendants au pouvoir au sein du parti, liée à leurs différents points de vue sur l'orientation de l'État soviétique. En Grèce, comme en Europe occidentale, les nouvelles pertinentes, comme nous l'avons dit, n'étaient pas facilement connues. Après 1922, Glinos, ainsi que Delmouzos, ne pouvaient pas comprendre les éléments, en outre non évidents, qui se référaient à la lutte pour la détention du pouvoir après la maladie de Lénine. De plus, Glinos n'avait aucun intérêt urgent à cette littérature pertinente, ses intérêts sociaux et politiques ne s'étant pas encore cristallisés. Certains événements étaient connus en Europe par les œuvres de Trotsky qui furent traduites en diverses langues. Le travail *Cours nouveau*, publié en russe en décembre 1923, fut publié, dès 1924, en traduction française[49] et allemande. Le livre *Littérature et révolution*,–publié pour la première fois en 1923, fut traduit en 1925 en anglais[50] et en allemand. L'essai intitulé *Les leçons d'octobre*, publié par Trotsky en octobre 1924 pendant le débat appelé « discussion littéraire », fut traduit en allemand et publié à Berlin en 1925 ; la même année, la brochure fut traduite en anglais par Susan Lawrence[51].

Le développement de l'opposition en Russie n'était pas complètement connu ni par les bolcheviks, membres du parti, car il présentait des revirements continus. Pendant la lutte intérieure, au sein des hauts échelons du parti bolchevique avant la mort de Lénine (survenu en janvier 1924), Trotsky et les autres cadres supérieurs du parti s'efforçaient de s'emparer du leadership. En 1923, parut l'ouvrage de Trotsky intitulé *Littérature et révolution*, qui constituait une critique littéraire du point de vue marxiste, révélant des idées d'esthétique et envisageant les questions littéraires et artistiques. En discutant des divers courants littéraires qui apparurent en Russie entre les révolutions de 1905 et 1917, Trotsky analysait les forces dans la société, à la fois progressistes et réactionnaires, qui contribuèrent à façonner la conscience des écrivains à l'époque. Le livre contenait des sujets comme la peinture, l'architecture et le théâtre, et sur l'art en général. Trotsky décrivait également

---

[49] Cf. Léon Trotski, *Cours nouveau*, Librairie du Travail, 1924, traduit par Boris Souvarine (Souvarine n'était pas le nom réel de cette personne, mais un pseudonyme qui venait du roman *Germinal* – le Souvarine d'Émile Zola était un immigré russe, ouvrier des mines, anarchiste –).

[50] Cf. Leon Trotsky, *Literature and Revolution*, International Publishers, New York 1925.

[51] *Id.*, *The Lessons of October 1917*, Labour Publishing Co., London 1925. Lawrence, membre de la Société fabienne, amie de Sidney Webb (député travailliste du parlement britannique aux élections de 1922) et de son épouse Beatrice Webb (députée travailliste aux élections de 1923), visita la Russie soviétique en 1924, voyageant pendant six mois dans les villes et la campagne du pays. Elle fut élue députée du parti travailliste en 1926.

le rôle de l'éducation, ainsi que celui de la culture dans son ensemble, dans la formation d'un nouveau type de personnalité. Sur l'art et la civilisation, il soulignait que la classe bourgeoise avait eu du temps et des ressources pour former sa propre culture avant les révolutions bourgeoises en Europe au XIXe siècle, alors que les classes sociales inférieures, par leur position dans la société au cours des siècles, n'avaient pas les moyens de créer leur propre civilisation. Par conséquent, contrairement aux révolutions antérieures dans l'histoire, le prolétariat prenait le pouvoir de ne pas s'établir éternellement comme classe dirigeante et donc de créer sa propre culture distincte, mais de créer une société dans laquelle l'existence de classes était matériellement impossible. Par conséquent, la tâche du prolétariat au pouvoir à l'égard de l'art après avoir examiné les besoins les plus urgents de la vie quotidienne (la Russie était un pays arriéré déchiré par la guerre) était d'assimiler toutes les réalisations culturelles du passé pour fonder une culture véritablement sans classe, une culture humaine. La conviction de Trotsky sur les grandeurs de l'être humain était que ces dernières seraient atteintes lorsque l'oppression d'une classe sur l'autre serait éteinte. Après avoir montré ses connaissances, Trotsky passa à l'offensive. En octobre 1923, la production agricole et industrielle en Russie soviétique s'écoulant dans une grave crise, avec des grèves éclatant partout, il souligna que ce problème, lié au manque de démocratie à l'intérieur du parti bolchevique, jetait les bases d'une impasse économique. L'opposition à l'intérieur du parti (appelée Opposition de gauche), commencée dès ce moment, s'exprima par une déclaration qui mentionnait l'établissement, dans le parti, d'un régime dictatorial fractionniste, ayant la caractéristique de la suppression de toute dissidence sous le prétexte de préserver l'unité du parti ; les partisans de Trotsky soulignaient que les usurpateurs du pouvoir (le triumvirat de Staline, Zinoviev et Kamenev), comme la crise le prouvait, adoptaient des décisions mal définies sur l'économie. La majorité de la direction du parti condamna ce mouvement[52]. En décembre 1923, Trotsky publia une série d'articles dans le journal du parti *Pravda*; sous le titre « Cours nouveau », dans lesquels il expliquait à ses adversaires que les processus démocratiques intérieurs du parti, reliant les leaders aux simples membres, étaient la condition nécessaire pour préserver son caractère prolétarien. Le rédacteur en chef du journal, Boukharine, face à l'insistance de Trotsky sur la diffusion du matériau, décida, après avoir consulté Staline, de le publier. Ces articles, ainsi que de nouveaux

[52] Cf. Александр В. Резник, *Троцкий и товарищи. Левая оппозиция и политическая культура РКП(б)* [*Trotsky et les camarades. L'Opposition de gauche et la culture politique dans le Parti communiste de Russie (bolchevik)*], Изд-во Европейского университета в Санкт-Петербурге, Санкт-Петербург 2017.

commentaires, furent incorporés dans la brochure du même titre, *Cours nouveau*, au début de 1924, juste avant la mort de Lénine[53], se présentant comme une déclaration de l'Opposition de gauche qui constatait l'atténuation du contrôle ouvrier sur le processus politique et critiquait vivement l'apparition d'une dégénérescence bureaucratique au sein du parti. Le contenu du livre était un aperçu de la révolution et du bureaucratisme, abordant aussi les questions de l'économie planifiée, de la paysannerie et de la politique alimentaire et agraire. La critique était, par extension, un appel aux communistes pour soutenir sa personne vis-à-vis des dirigeants de parti établis. Des discussions eurent lieu lors des conférences du parti. En janvier 1924, la majorité de la direction du parti condamna les points de vue du groupe de l'opposition, l'accusant de violer l'unité du parti. Trotsky essaya de contester les accusations de la majorité de la direction du parti contre l'opposition. Les événements, qui s'ensuivirent pendant la période d'octobre jusqu'en décembre 1924, référant au débat entre Trotsky et ses adversaires, connus sous le nom de « discussion littéraire », accentuèrent la situation belliqueuse. Trotsky publia un essai, intitulé *Les leçons d'octobre*, dans lequel il décrivit l'histoire des désaccords au sein du parti bolchevique dans la période avant octobre 1917. Il mena la lutte contre les dirigeants bolcheviques et contre la bureaucratie qui étouffait la démocratie ouvrière dans le parti et dans l'État née de la révolution de 1917. Par le terme « bureaucratie », il entendait la bolchevisation internationale. L'analyse de Trotsky dans son texte *Les leçons d'octobre* venait à l'encontre des efforts des dirigeants bolcheviks pour dépeindre Octobre comme un événement fondamental dans lequel le parti bolchevique et son leader clairvoyant Lénine jouèrent le rôle principal pour que la révolution en Russie soit victorieuse[54]. Trotsky répondait que les masses ouvrières et paysannes avaient tenu le premier rôle dans la révolution. En riposte, l'article (sans signature, attribué à Boukharine), dans le journal *Pravda* du 2 novembre 1924, intitulé « Comment ne pas écrire l'histoire d'octobre (sur la publication du livre du camarade Trotsky) », présenta une argumentation contre Trotsky, soutenant la thèse qu'au cours de la phase de la bolchevisation des partis communistes étrangers, son œuvre *Les leçons d'octobre* devenait un facteur de débolchevisation, du fait de la distorsion des événements et de la manière de les analyser.

---

[53] Cf. Léon Trotsky, « Cours nouveau », dans *De la révolution*, Collection « Arguments » N° 15, Les éditions du minuit, Paris 1963, pp. 31-99.

[54] Cf. Frederick C. Corney, "Introduction. Anatomy of a Polemic", *Trotsky's Challenge: The "Literary Discussion" of 1924 and the Fight for the Bolshevik Revolution*, Frederick C. Corney (ed.), Haymarket Books, Chicago 2017, pp. 1-84.

Ces évolutions en Russie se déroulaient à l'époque où des changements dramatiques survenaient en Grèce, dans le parti communiste, suite au déclenchement de la propagande sur la question macédonienne et au commencement des poursuites, comme nous le verrons ensuite.

En 1925, le parti bolchevique résuma les résultats de la « discussion littéraire ». Les écrits de Trotsky furent reconnus comme une perversion de l'histoire du bolchevisme et de la révolution de 1917, dans le but de substituer le léninisme au trotskisme. Le parti adopta la théorie de la construction du socialisme dans un seul pays, inventée par Staline en 1924. La résolution sur les tâches de l'Internationale communiste et du parti bolchevique, prise par la direction du parti, fut critiquée par Trotsky comme une idée qui ne prenait pas en compte l'impossibilité de construire une société socialiste dans un pays arriéré comme la Russie. La théorie de Staline finalement divisa le triumvirat au pouvoir, avec l'apparition de la Nouvelle opposition de Zinoviev et Kamenev. En 1926, les partisans de Trotsky, de Zinoviev et de Kamenev s'allièrent, créant l'Opposition unie, et déclarèrent à nouveau que la bureaucratisation de l'appareil du parti était la principale raison de la crise qui rongeait le parti. La coalition des opposants fut également vaincue ; la majorité des bolcheviks soutint le groupe dirigeant et les trois chefs de l'opposition se retirèrent de la direction du parti.

Les évolutions en Russie indiquèrent, finalement, que le succès de la révolution de 1917 fut une victoire des théories et traditions du mouvement ouvrier européen et une réussite de ses objectifs, mais, lorsqu'il fut constaté que le communisme ne se limitait qu'à un seul pays et qu'on ne pouvait pas l'étendre aux pays industrialisés de l'Ouest européen, des contradictions dérivèrent inévitablement entre la réalité et les intentions initiales. Un des résultats fut la tentative de légitimer le pouvoir soviétique par un récit de sa fondation, qui, en étant une partie constituante du tissu social et en effaçant les histoires alternatives, avait pour noyau la sacralisation de la révolution d'octobre 1917. L'institutionnalisation de la révolution fut promue, entre autres, par le biais de célébrations ritualisées, dans un effort pour transmettre l'essence de 1917 comme une histoire bolchevique à travers les célébrations d'anniversaire de plus en plus élaborées en 1918, en 1919 et en 1920, le vingtième anniversaire en 1925 de la révolution de 1905 et le dixième anniversaire en 1927 de la révolution de 1917[55]. En dehors des frontières du pays, le contrecoup fut restreint ; quant à la Grèce, le parti communiste, peu de temps après la participation d'un corps expéditionnaire grec à l'intervention militaire contre-révolutionnaire en Russie méridionale en 1919, participait de

[55] *Id.*, *Telling October. Memory and the Making of the Bolshevik Revolution*, Cornell University Press, New York 2004, 97-199.

loin à la joie des commémorations, essayant d'implanter sur place une mythologie qui était totalement étrangère aux mœurs et coutumes, traditions et autres éléments culturels grecs.

Le communisme grec et la question nationale.

La création d'un parti ouvrier socialiste intervint tardivement en Grèce, en 1918, après la faillite de l'Internationale socialiste en 1914. Il était paradoxal qu'à la période après les événements de 1917 en Russie, la tendance révolutionnaire au sein du mouvement social-démocrate en Allemagne ait transgressé ses liens avec l'Internationale socialiste en procédant à la création du parti communiste, tandis qu'en Grèce les sociaux-démocrates fondèrent un parti de type ancien et l'intégrèrent à l'Internationale socialiste, en cherchant une issue qui n'existait pas encore, car l'Internationale communiste fut créée plus tard. Les influences qui conduisirent à l'unification des organisations sociales-démocrates en Grèce relevaient de l'héritage idéologique de l'Internationale socialiste, mais à une période au cours de laquelle la social-démocratie s'était compromise avec le système dominant. C'était un itinéraire exténuant ; en comparaison des autres pays balkaniques où les partis sociaux-démocrates, au sein des conditions économiques et politiques identiques à celles de la Grèce, avaient déjà une longue vie et étaient membres de l'Internationale socialiste, les socialistes grecs faisaient face à des désavantages. La lente augmentation arithmétique de la classe ouvrière, la fluidité dans la constitution de classe de la société, l'osmose entre les classes et les couches sociales, la cohérence limitée de la classe ouvrière, furent certaines des raisons du retard. La cause, à laquelle était due, au niveau de l'idéologie, la supériorité des mouvements balkaniques voisins par rapport à celui grec, était la facilité de diffuser les nouvelles idées. En revanche, les caractéristiques du mouvement social-démocrate grec étaient la connaissance théorique insuffisante et l'expérience politique imparfaite de ses dirigeants, la liaison incomplète avec les mouvements de masse, la liaison élémentaire avec le mouvement international et l'absence dans les rencontres balkaniques. Un tournant s'ensuivit, quand les jeunes sociologues grecs s'intéressant à l'analyse des problèmes sociaux, ayant étudié en Allemagne où ils avaient été influencés par l'idéologie socialiste, entrèrent en action. Après 1910, des groupes sociaux-démocrates variés apparurent, sans action, ni contact avec le mouvement ouvrier. L'organisation israélite de Salonique, Fédération socialiste ouvrière, après l'incorporation de la Macédoine du Sud à l'État grec en 1912, prit des initiatives, au cours du conflit européen en 1914, en faveur du maintien de la paix en Grèce ; elle participa à la mobilisation des forces de l'Internationale socialiste qui avaient réagi contre la guerre et fit un effort pour l'unification des organisations de la classe ouvrière du pays. Quant à

l'idéologie du nouveau parti grec, elle constituait un cadre spécifique ; la contribution de l'Internationale socialiste, incarnée par son insistance à construire des organisations de la classe ouvrière, fut liée en Grèce à l'amplification de l'esprit révolutionnaire, qui suivit la révolution russe de 1917, et conduisit à la création d'un parti social-démocrate ouvrier. En 1919, peu de temps après le congrès fondateur, le parti décida de se retirer de l'Internationale socialiste et de préparer son ralliement à l'Internationale communiste. Le déplacement du parti ouvrier d'un camp à l'autre fut le couronnement des interrogations idéologiques imposées par la réalité du pouvoir soviétique en Russie. Dans le cadre d'un processus qui se caractérisait par la continuité et la rupture, le parti grec constitua une institution qui était un phénomène nouveau, produit de l'influence extérieure sur la société grecque. Le parti fut privé des avantages de l'expérience d'organisation et de la maturité idéologique, offertes par l'Internationale socialiste à ses membres ; il les échangea contre un éloignement du cadre d'organisation international et idéologique, auquel il s'était provisoirement intégré, et contre une adaptation aisée au processus de sa transformation en parti communiste. Les années suivantes, l'existence d'ailes conservatrice et radicale apporta l'opposition des courants idéologiques ; l'écart entre les points de vue social-démocrates et communistes prit une forme polémique et aboutit, en 1923 et 1924, à la radiation des dirigeants de la période social-démocrate. Dans le champ politique, le parti communiste, vis-à-vis des partis bourgeois, fit face à une particularité grecque. Il n'existait pas d'opposants aux communistes dans le domaine des idées socialistes, la social-démocratie étant presque inexistante ; dans le domaine des questions sociales, comme la législation ouvrière ou les prestations, les adversaires n'étaient pas, comme en Europe, les sociaux-démocrates mais le réformisme bourgeois des libéraux et des conservateurs.

La propagande fut une activité de haute importance du parti communiste. La diffusion des revues et des journaux était une tâche quotidienne. Des cadres enseignaient la théorie sous forme de cours dans les cercles léninistes. Un des devoirs était le travail d'éducation dans les organisations de la jeunesse du parti, afin de créer des communistes idéologiquement aptes à la lutte sociale, ainsi que la création de groupes éducatifs des ouvriers dans les syndicats.

Le problème capital, pendant les années 1920 que nous étudions, fut la ligne des organisations communistes internationales sur la question nationale, après 1924. La personne impliquée initialement dans cette affaire fut Gianis Kordatos, secrétaire général du parti, partisan du démoticisme qui croyait que l'abolition de la langue pure (katharévousa) était un prérequis essentiel pour la

formation de la société socialiste[56]. Kordatos, originaire de la région du mont Pilion en Thessalie, alla en 1907, à l'âge de 16 ans, à Smyrne pour continuer ses études au Lycée gréco-allemand de Kyriakos Giannikis, où il eut la chance d'être élève du professeur du lycée Dimitrios Glinos, déjà partisan du démoticisme. Il fit ses études universitaires à la faculté de droit à Athènes et il eut ses premiers contacts sociaux et politiques dans la Société d'étudiants. Il devint membre de l'Association pour l'enseignement, participant au début à ses activités et conservant ultérieurement un contact avec ses travaux ; il lisait les imprimés de l'Association pour l'enseignement et, de temps en temps, faisait une intervention écrite sur les questions posées. Il devint marxiste pendant l'époque prématurée du socialisme en Grèce et il fut recruté au parti socialiste ouvrier en 1919 ; en 1921, à l'âge de 30 ans, il fut élu secrétaire. En 1924, suite aux troubles causés par la question macédonienne, il se retira du parti, tout en restant proche comme compagnon de route. En vrai érudit, ayant lu des œuvres de Marx et d'Engels sur le communisme, de Lafargue sur le déterminisme économique et de Kautsky sur le concept matérialiste de l'Histoire, Kordatos était obligé, en tant que secrétaire du parti grec jusqu'en 1924, mais aussi en raison de son propre intérêt personnel, d'étudier les textes écrits par les dirigeants du mouvement communiste russe et international.[57] Sur les étagères de sa bibliothèque, se trouvait une riche collection de leurs traductions en langue française, éditions du journal *L'Humanité* (Librairie de « l'Humanité ») des années 1923-1925, notamment des œuvres de Lénine[58], de Trotsky[59], de Zinoviev[60] et d'autres penseurs communistes[61], sous des titres

---

[56] Cf. Ζωή Σπανάκου, *Η έννοια της ιστορικής νομοτέλειας στο μεσοπολεμικό έργο του Γιάννη Κορδάτου*, διδακτορική διατριβή - επιβλέπων Αύγουστος Μπαγιώνας, Αθήνα, Πάντειο Πανεπιστήμιο, 1991.

[57] Cf. Alexandros Kordatos, fils de Giannis Kordatos, renseignements, 1995.

[58] Cf. N. Lénine, *L'État et la révolution* ; *id.*, *La Révolution prolétarienne* ; *id.*, *La Maladie infantile du Communisme* ; *id.*, *L'Impérialisme, dernière étape du Capitalisme* ; *id.*, *Sur la Route de l'Insurrection* ; *id.*, *Lettre aux Ouvriers Américains* ; *id.*, *Les Problèmes du pouvoir des Soviets* ; *id.*, *Les Bolchéviks et les Paysans* ; *id.*, *Le rôle de la Jeunesse Communiste*.

[59] Cf. L. Trotsky, *Terrorisme et Communisme* ; *id.*, *Nouvelle Étape* ; *id.*, *Entre l'Impérialisme et la Révolution* ; *id.*, *1905* ; *id.*, *Le Terrorisme ; id., La Commune de Paris et la Russie des Soviets* ; *id.*, *Le Communisme en France et l'Internationale* ; *id.*, *La crise du Parti communiste français* ; *id.*, *Le Salut du Parti communiste français* ; *id.*, *La Nouvelle politique économique des Soviets et la Révolution mondiale*.

[60] Cf. G. Zinoviev, *L'Internationale Communiste au Travail* ; *id.*, *La Tactique du front unique* ; *id.*, *N. Lénine* ; *id.*, *Les Problèmes de la Révolution Allemande*.

[61] Cf., E. Varga, *La Dictature du Prolétariat* ; E. Brand - H. Valetsky, *Le Communisme et Pologne* ; P. Frœlich, *La Terreur blanche en Allemagne* ; A. Glebov, *Les Syndicats russes et la Révolution* ; Kollontaï, *La Famille et l'État Communiste* ; *id.*, *L'Ouvrière et la Paysanne dans la République Soviétique* ; Kertjenzev, *Les Alliés et la Russie* ; Z. Leder, *L'Offensive du Capital et l'unité du front prolétarien* ; Rosa Luxemburg, *Le Programme Communiste* ; Karl Radek, *La*

parfois différenciés. En ce qui concerne la question macédonienne, Kordatos fut la victime de son opposition à la ligne de l'organisation communiste internationale sur l'alliance du parti avec les séparatistes slavomacédoniens. Sa position différente face aux décisions des organismes dirigeants internationaux découlait d'une perception réaliste de la situation sociale et politique dans les Balkans. C'était à la connaissance de Kordatos le fait qu'après la Première Guerre mondiale et la défaite des insurrections en Europe, les Balkans, un territoire dans lequel la situation était encore tendue, constituaient le dernier endroit où, suivant les appréciations de l'Internationale communiste, la transformation de la crise de l'après-guerre en soulèvement révolutionnaire était possible. Une révolution dans certains des pays balkaniques aurait une grande importance pour le processus révolutionnaire dans toute l'Europe. La Bulgarie était le pays considéré comme le noyau de la révolution ; là, le mouvement agraire et le mouvement national révolutionnaire auraient pu constituer les alliés de la classe ouvrière. Le parti communiste bulgare, après l'échec de l'insurrection de 1923, devait organiser, suivant une décision relative de Moscou, un nouveau soulèvement armé. La formation d'un front révolutionnaire uni des communistes et du mouvement révolutionnaire national du pays était considérée comme nécessaire pour l'issue victorieuse d'une nouvelle tentative. Les questions nationales dans les Balkans préoccupant le centre communiste de Moscou dès 1920, laissaient penser que, les guerres n'ayant pas apporté la libération nationale et l'union des peuples des Balkans, la solution se trouvait dans la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat, qui auraient libéré les peuples locaux de toute domination, en leur donnant le droit d'autodétermination dans une république soviétique balkanique. L'existence d'un mouvement slavomacédonien de libération était reconnue. La réalité historique sur la question nationale suggérait deux issues. La première, qui avait déjà été engagée par les bolcheviks, fut la résolution de la question nationale à un moment qui fut déterminé après la révolution et la prise du pouvoir, par la position générale selon laquelle les problèmes bourgeois-démocratiques irrésolus prendraient fin au sein de la révolution socialiste. Les Yougoslaves soutenaient aussi cette position. Dans le second cas, les Bulgares intégrèrent la question nationale dans un projet politique et s'allièrent au mouvement des autonomistes slavomacédoniens avant la révolution et l'occupation du pouvoir, sous la logique que la solution de la question nationale était un devoir bourgeois-démocratique – dans le cadre du régime bourgeois – pour que soit réalisée la révolution socialiste. En 1923, figurait l'opinion du centre à Moscou suivant

---

Tactique communiste et l'Offensive du capital ; C. Zetkin, *Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne* ; B. Souvarine, *Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste*.

laquelle la lutte des nationalités de la Macédoine était juste et digne de soutien, mais qu'elle n'obtiendrait gain de cause que quand elle cesserait de servir les objectifs de la classe bourgeoise, s'orientant vers la création d'un État soviétique balkanique unifié ; le devoir était de détacher les nationalistes de l'influence de la classe bourgeoise et de les gagner au profit de la révolution socialiste. La situation politique intérieure en Bulgarie, les problèmes nationaux auxquels la Yougoslavie était confrontée, les questions des minorités qui préoccupaient les pays balkaniques, étaient des paramètres qui favorisaient la thèse communiste. La conviction qu'en Bulgarie, la révolution serait possible par la création d'un front unifié des communistes et du mouvement slavomacédonien exigeait une tactique visant à orienter de l'organisation vers le radicalisme social et la mise à l'écart de la direction conservatrice ; l'objectif était de créer un courant d'opposition procommuniste intérieure, par l'intermédiaire duquel serait atteint l'isolement de l'aile nationaliste. Progressivement, la question de tactique, qui concernait les collaborations du parti communiste bulgare, fut transformée par l'Internationale communiste en question stratégique pour tous les partis communistes balkaniques. Pendant la même période, en Grèce, le parti socialiste ouvrier (communiste) fut intégré dans le projet de la révolution balkanique sans appréciation politique et sociale, qui résulterait d'une discussion et action réciproques entre le mouvement grec et l'organisme dirigeant international, et sans préparation idéologique et organisationnelle. En outre, c'était un choix ambigu, étant donné les réserves qui se développaient dans le dépistage des tendances à consolider le capitalisme. Le dirigeant du parti grec Kordatos exprima des opinions différenciées en ce qui concerne les questions-clé de la tactique communiste dans les Balkans, notamment sur la situation économique et politique en Grèce, sur les devoirs du parti et sur la question nationale. Sur la question politique, la thèse qu'il soutint était qu'en Grèce la crise ne se présentait pas comme révolutionnaire et que la question de la prise du pouvoir ne se posait pas au prolétariat. Il avait défini comme devoirs immédiats pour le parti la propagande et l'agitation parmi les masses ouvrières de façon à créer une relation avec celles-ci et à remplir les conditions subjectives nécessaires en vue d'une revendication efficace du pouvoir. La thèse de Kordatos différait des analyses de l'Internationale communiste, qui, bien qu'ayant accepté que le facteur subjectif, à savoir le degré d'organisation de la classe ouvrière et des partis communistes était dominant, estimait que le problème du pouvoir se trouvait à l'ordre du jour. L'autre opposition de Kordatos concernant la question nationale était d'un poids exceptionnel. Le parti grec aurait dû se battre pour la libération politique et culturelle des minorités nationales ; le droit à l'autodétermination aurait dû aussi assurer aux minorités nationales compactes la possibilité même de se séparer de la Grèce. Kordatos pouvait comprendre le sens réel de la politique sur la question

nationale, à savoir l'apport d'un soutien au parti communiste bulgare. Ses arguments étaient le changement de la composition ethnologique de la Macédoine grecque après l'arrivée des réfugiés d'Asie mineure et le danger imminent des poursuites contre les communistes. Les objections de Kordatos signalaient également le manque d'organisations révolutionnaires nationales en Grèce. Cette constatation renversait la conception du centre communiste international sur l'exigence d'un front révolutionnaire unifié, avec la participation des mouvements de libération nationale, ayant pour mot d'ordre la « Macédoine unifiée et indépendante ». Malgré l'urgence de l'application de la thèse sur la question macédonienne, désignée comme d'importance stratégique, Kordatos montra une inertie préméditée, en ne répondant que faiblement aux commandements de l'organisme supérieur. En outre, la place de la question macédonienne ne trouva pas d'approbation dans la base du parti grec ; les organisations du parti n'acceptaient même pas une discussion des résolutions internationales sur la question nationale. L'Internationale communiste, qui considérait que le moment propice pour l'insurrection préparée en Bulgarie était le printemps suivant de 1925, avec la création d'une base de sections armées du parti communiste bulgare en Macédoine grecque, cherchait un levier d'appui afin de régler les problèmes internes du parti grec et contourner sa résistance à promouvoir le mot d'ordre pour une « Macédoine unifiée et indépendante ». La tendance interne du parti représentée par Pantelis Pouliopoulos fut utilisée dans ce but.

Le danger des poursuites, de la part de l'État, contre le parti communiste grec, signalé par Kordatos, se révéla réel[62]. En effet, dix mois après la proclamation officielle de la position du parti en faveur de l'indépendance de la Macédoine et de la Thrace, la dictature de Pangalos arrêta en août 1925 et traduisit en justice 25 dirigeants communistes pour haute trahison, y compris le nouveau secrétaire du comité central du parti, Pantelis Pouliopoulos[63]. La voie révolutionnaire suivie par ce cadre dirigeant était déjà provocante. Originaire de la ville de Thèbes, en Béotie en Grèce centrale, Pouliopoulos alla en 1919, à l'âge de 19 ans, à Athènes pour faire des études à la faculté de droit. La même année, il fut recruté au parti socialiste ouvrier (communiste). Il était, depuis 1923, un des dirigeants du mouvement des anciens combattants en Grèce. En 1924, à l'âge de 24 ans, il alla à Moscou et accepta d'accomplir les tâches de la bolchevisation du parti grec et de la réalisation de la politique du centre communiste international sur la Macédoine et Thrace indépendantes. En tant que secrétaire général du parti grec, il prit la responsabilité de radier les

[62] Cf. Archives de la Cour d'appel de Thessalonique, 1925, plusieurs documents.
[63] Cf. Kostas Sklavos, renseignements, 1989. Sklavos était membre de la direction du parti communiste après 1924.

membres fondateurs du parti accusés de déviation opportuniste. Pendant les poursuites de l'état en 1925, comme l'un des accusés dans le procès soi-disant « séparatiste », il soutint la finalité révolutionnaire. Le procès fut interrompu et continua en février 1926. Christos Ladas fut le principal avocat de la défense. Ladas était un avocat de 35 ans ayant fait ses études à la faculté de droit de l'université d'Athènes, partisan du venizélisme (après la chute de la dictature, il fut élu député du parti libéral aux élections législatives de novembre 1926). La défense développée par Ladas s'appuya sur la position qu'il ne s'agissait pas d'un acte politique mais d'un choix idéologique des accusés. L'avocat s'efforça de mobiliser l'opinion publique contre la violation de la libre circulation des idées, afin de renforcer sa ligne de défense devant le tribunal. À l'étranger, il profita de sa qualité de président de la section grecque de la Ligue pour la défense des droits de l'homme et du citoyen (connue comme Ligue des droits de l'homme), organisation siégeant à Paris, active dans les diverses questions depuis l'époque de la réhabilitation de Dreyfus. La Ligue des droits de l'homme, recrutant des membres, sous la IIIe République, surtout parmi les radicaux et les socialistes, s'opposait aux milieux conservateurs, catholiques, nationalistes et antisémites. Ladas exhorta l'organisation parisienne à organiser une campagne pour la liberté de pensée des communistes. À cette époque, le président de l'organisation était Ferdinand Buisson, radical socialiste convaincu attaché à la laïcité. Il était un professeur de pédagogie à la Sorbonne qui avait supervisé le travail de conception des lois sur la laïcité et fut, en 1905, à la tête de la commission qui avait rédigé la loi de séparation des Églises et de l'État. Politiquement, c'était un radical socialiste. Étant à la tête de la Ligue des droits de l'homme depuis 1914, Buisson avait offert son concours à plusieurs affaires similaires à celle des communistes grecs. Il agit en exhortant Alphonse Aulard, vice-président de la Ligue des droits de l'homme, à entrer en contact direct avec Pangalos. Aulard, professeur élu à la chaire d'histoire de la Révolution française à la Sorbonne, personne respectueuse de 76 ans, radical socialiste, était aussi président de la Mission laïque française, organisation présentant une activité remarquable en Grèce. Une longue lettre, adressée à Pangalos, fut écrite par Aulard, dans laquelle le vieux savant développait un argument en faveur des droits humains fondamentaux et du droit à la liberté d'expression, aboutissant à un plaidoyer en faveur de Pouliopoulos et des autres communistes. Pangalos, qui avait fait des études à Paris, en 1913-1914, à l'École supérieure de guerre (le plus haut établissement français d'enseignement militaire destiné à former des officiers d'état-major), était sensible aux Français et à la langue française et réaffirmait toujours son attachement aux valeurs de la Révolution française. Il comptait également sur ses bonnes relations avec les radicaux socialistes. Le parti radical voyait son apogée, pesant d'un poids considérable sur la vie politique française ; son action demeurait prépondérante dans le domaine de l'éducation

grâce à Édouard Herriot, ancien premier ministre en 1924 et en 1925. Herriot était, lui aussi, un fervent défenseur de la laïcité. Les qualités des hommes français impliqués dans l'affaire du communisme grec, personnages qui prônaient une politique de gauche et envisageaient de rétablir la laïcité de l'État et d'étendre les lois scolaires, présentaient un intérêt pour les socialistes grecs indépendants, pour ceux qui n'appartenaient pas à un parti, comme c'était le cas des hommes qui entouraient Glinos. Après la chute de la dictature en août 1926 et la libération des détenus, Pouliopoulos changea d'avis et abandonna le poste de secrétaire du parti. Dans son plaidoyer, cette fois-ci, en faveur de la position de Kordatos face à la question macédonienne, il soutint que la théorie de son prédécesseur était un moyen d'éviter un conflit avec l'Internationale communiste, tout en étant en désaccord avec sa ligne.

L'avancée de la situation intérieure du parti communiste grec pendant sa bolchevisation ne se normalisa pas; Le parti se trouva en position de défense contre le reste des formations sociales et politiques du pays. En 1926, Kordatos accusa l'Internationale communiste d'avoir prétendu vouloir imposer ses opinions de façon identique à celle d'un maître à son esclave et s'opposa à la ligne du parti grec sur la question nationale. La direction du parti défendit ses positions en attaquant l'ancien secrétaire comme responsable d'une déviation social-démocrate[64]. En 1927, face aux accusations sur le mot d'ordre de la « Macédoine, Thrace et Dobroudja unifiées et indépendantes », à savoir en faveur du démantèlement du territoire grec, l'argumentation du parti s'appuya sur la position selon laquelle le soutien des mouvements nationaux n'était pas une action séparatiste mais un sujet de principe théorique et d'ordre moral pour les communistes. Il était précisé que la politique socialiste s'était toujours manifestée en faveur de l'autodétermination des peuples, que le mot d'ordre était non pas « autonomie » mais « unifiées et indépendantes », que le mouvement ouvrier n'avait pas de politique autonomiste mais visait au changement du régime social[65].

1.5. Communisme et éducation.

Après la guerre, la création de nouveaux types de vie socialiste exigeait des interventions réclamant une originalité dans le domaine de la vie et de l'activité de la jeunesse. Des mouvements d'enfants, distincts des mouvements des jeunesses, étaient promus par l'organisation internationale socialiste, ayant

---

[64] Cf. Αρχείο Κομμουνιστικού Κόμματος Ελλάδας [Archives du Parti communiste de Grèce], collection de Leonidas Strigos - Bucarest, plusieurs documents.

[65] Cf. *Πρακτικά Συνεδριάσεων της Βουλής* [*Procès verbal de séance du Parlement*], Période A, Séance A, 1926-1927, vol. 1, Imprimerie Nationale, Athènes 1927, p. 309.

pour but de restructurer l'éducation. Le cas de Kurt Löwenstein, pédagogue socialiste en Allemagne, constitua un exemple idéal. En tant que responsable du mouvement des Faucons rouges (Roten Falken), Löwenstein inspira, après 1918, les méthodes pédagogiques de l'autodiscipline et de l'autogouvernement qui formeraient les cadres pour l'instauration de la société socialiste future. L'éducation socialiste en Europe occidentale connut un essor en Allemagne, pays où la social-démocratie retrouvait son ancienne puissance et tradition. En 1924, fut fondée l'Internationale de l'éducation socialiste. Le but de l'organisation était de promouvoir une éducation obligatoire et gratuite, assurant des chances égales pour tous, et d'inciter les travailleurs de l'éducation à la conception socialiste de l'éducation. Des efforts furent entrepris sur la collaboration avec l'Internationale de la jeunesse socialiste, en vue de créer une structure qui permettrait aux adolescents de 14 jusqu'à 16 ans de passer des organisations d'enfants à celles de jeunes et de participer à des échanges de jeunes dans le cadre d'une mobilité entre divers endroits, en demeurant dans des campements conçus d'après un modèle socialiste. Parallèlement aux nouveaux systèmes de l'éducation socialiste, l'avancée de l'éducation communiste constitua un changement d'un essor sans précédent. À propos de l'éducation soviétique, le changement du régime social en Russie après 1917 apporta une nouvelle considération en matière d'éducation. Le marxisme, abordant l'éducation, était centré sur l'activité et la collaboration, non sur la transmission passive des connaissances, le conformisme et l'imitation des aînés et mettait l'accent sur l'apprenant plutôt que sur l'enseignant. Un jeune pédagogue appelé A. S. Makarenko constata que le but de l'éducation était non la transmission des connaissances mais la formation du facteur subjectif qui contribuerait à la construction de la société socialiste[66]. Les priorités restaient les mêmes ; le sujet de l'éducation était le peuple, et, dans le domaine de l'enseignement primaire, les enfants, une catégorie qui avait des besoins urgents. Les conditions pitoyables des enfants en Russie après la révolution de 1917 et la question de leur éducation fut au centre de l'activité des communistes. Dans un livre de la journaliste américaine Louise Bryant, en 1918, était décrite la situation effroyable qui provoquait la mort des petites gens[67]. Bryant, résidant à Greenwich Village au sud-ouest de Manhattan, à New York, parmi les bohémiens, voyagea à Pétrograd, capitale de la Russie, avec son époux, le journaliste John Reed, en 1917, où elle resta

---

[66] Cf. Periklis Pavlidis, "Socialism, Labour and Education: from Marx to Makarenko", *International Journal of Educational Policies*, Vol. 11, N° 1, 2017, pp. 3-16.

[67] Cf. Louise Bryant, *Six Red Months in Russia. An Observers Account of Russia Before and During the Proletarian Dictatorship*, George H. Doran Company, New York 1918, chapitre 26, "Russian Children".

jusqu'en février 1918. Dans son livre, elle présenta la situation tragique des enfants, qu'elle décrivit comme une hypocrisie de la classe bourgeoise face à ce problème. D'après sa perception, les États-Unis faisaient preuve de compassion à l'égard des enfants des petits pays en guerre, en leur venant en aide, mais avaient oublié la Russie, un pays qui n'affichait pas lui-même ses souffrances comme les autres nations. La famine menaçait la Russie. Sans réserves de céréales, il y avait peu ou pas de graines pour la prochaine plantation et un manque de chevaux et de matériel agricole était constaté. Quant aux enfants, depuis le début de la guerre, en 1914, les conditions auxquelles ils étaient confrontés dans ce pays de cent quatre-vingt millions d'habitants étaient insupportables. Le transport, jamais très efficace, subit des bouleversements dès le début de la mobilisation et ne fut jamais réorganisé ; les parents, à l'automne 1917, alors qu'ils enfuyaient, sur les routes boueuses, devant l'avancée des Allemands, n'avaient pas le temps de s'arrêter pour enterrer leurs enfants morts. Sans chapeau, sans manteau, affamés, souvent enfoncés, pieds nus, jusqu'aux genoux dans la neige fondante, les réfugiés continuaient de marcher pendant des jours ; les mères tombaient, épuisées, et mouraient avec leurs bébés vivants dans leurs bras. Bryant écrivit dans son livre que, malgré tout, une camaraderie existait entre les enfants dans ces marches ; les plus grands portaient souvent les plus jeunes et, en marchant, chantaient des chansons folkloriques, mêlées aux nouveaux airs révolutionnaires. Les enfants dans les villes ne se nourrissaient pas correctement depuis 1914, parce que le lait et les autres biens de première nécessité n'étaient plus apportés des districts ruraux. Au début, les enfants de la campagne n'étaient pas très touchés, mais, au fur et à mesure que la guerre se poursuivait et que la désorganisation se propageait, la mortalité s'élevait. Les enfants avaient de vieux visages tristes, de grands yeux affamés, des figures pâles, portant des souliers usés et des vêtements en loques et déchirés qui accentuaient leur misère apparente. Dans les institutions charitables, surpeuplées, insalubres, n'ayant presque aucune surveillance médicale, seul quinze pour cent d'entre eux survivait. À Pétrograd, pendant l'hiver 1917-1918, la Croix-Rouge américaine tenta de fournir du lait en conserve aux bébés, mais des retards de transport eurent lieu. Les spéculateurs avaient réussi à faire passer en contrebande de petits envois et des bidons, qui pouvaient être achetés à un prix exorbitant. Dans les maisons pour les réfugiés, la confusion et la terreur s'emparaient des gens. Même dans les maisons charitables plus organisées où les médecins de la Croix-Rouge étaient en charge, les enfants malades devaient être laissés dans les hôpitaux militaires, surtout si les enfants avaient des maladies contagieuses comme la scarlatine. Ils étaient placés à la hâte dans des salles séparées, des étiquettes étant attachées à leurs vêtements et avec un avis collé sur la porte donnant de brèves informations sur la maladie de chaque enfant. Les enfants qui étaient envoyés en avant des parents afin

que, même si les parents périssaient, eux au moins puissent être sauvés, faisaient preuve d'un courage remarquable, se tenant debout sans pleurnicher. Il y avait un vain espoir que le parent et l'enfant se retrouveraient un jour. La vie n'était pourtant pas sérieuse dans ces petites communautés. Les enfants trouvaient le temps de faire des blagues sur les médecins, de taquiner les infirmières et d'imiter les leaders révolutionnaires. Ils formaient des comités et émettaient des proclamations de défiance, prétendant refuser les ordres des supérieurs. Bryant insistait dans son livre sur le fait que la nouvelle situation après la révolution avait également influencé les écoles de Pétrograd ; les petits garçons écrivaient laborieusement de longs documents et les collaient sur les murs, « comme Lénine et Trotsky »[68].

L'éducation soviétique.

Pour revaloriser l'éducation, le pouvoir bolchevique donnait des directives qui soulignaient son importance primordiale pour la construction de la nouvelle société soviétique. Le chef, Vladimir I. Lénine, donnait, lui-même, des instructions d'un caractère politique général. La nouvelle culture fut considérée par Lénine comme une reprise éclairée des éléments les plus valables dans le passé culturel de l'humanité. Il entendait par culture l'ensemble des principes fondamentaux de la conduite humaine, ayant des racines qui se perdaient dans la pensée et dans la mentalité ; il y voyait les bases organiques des actions humaines et leur mécanisme social, psychologique et intellectuel. La qualité sociale de l'économie et de la gestion de l'appareil d'État dépendait de la culture. Quant à l'éducation, Lénine croyait que, dans la société socialiste, pareillement à celle bourgeoise, on ne pouvait y avoir une vraie égalité et démocratie ; la seule égalité se trouvait dans le système éducatif. La conquête de la véritable démocratie ne pourrait être réussie, dans les domaines de l'économie, des conditions sociales et de la politique, que par la voie de l'éducation[69]. En août 1918, période où on s'attendait à des révolutions partout en Europe, Lénine, s'adressant au parti, signala que le mouvement ouvrier traversait un moment critique dans lequel la révolution socialiste mondiale était en train de se faire. L'éducation était l'une des composantes de la lutte menée par les bolcheviks. La bourgeoisie mentait lorsqu'elle déclarait que les écoles pouvaient se tenir au-dessus de la politique et servir la société dans son ensemble. En réalité, les écoles étaient un instrument de la domination de classe de la bourgeoisie. Elles étaient imprégnées de l'esprit de caste bourgeois. Leur but était de fournir aux

---

[68] *Ibid*.
[69] Cf. *Le Courrier UNESCO*, XXIIIe année, juillet 1970, pp. 4-21.

capitalistes des laquais obéissants et des ouvriers capables. La guerre montra que la technologie fut utilisée pour exterminer des millions de travailleurs et de paysans et créer des profits pour les capitalistes. Le travail des communistes dans le domaine de l'éducation faisait partie de la lutte pour renverser la bourgeoisie. L'éducation dissociée de la vie et de la politique était une hypocrisie ; le sabotage des représentants éduqués de l'ancienne culture bourgeoise montrait que ces gens considéraient l'apprentissage comme leur monopole, l'ayant transformé en un instrument de leur domination sur les gens ordinaires et l'utilisant pour contrecarrer la construction socialiste. Ils comprenaient que le système socialiste assurait l'autorité des ouvriers et des paysans pauvres contre les riches paysans propriétaires (koulaks), les propriétaires fonciers et les capitalistes en les éduquant. Les ouvriers réalisèrent que le savoir était une arme dans leur lutte pour l'émancipation, que leurs échecs étaient dus au manque d'éducation et qu'à ce niveau, c'était une priorité de donner à tous accès à l'éducation. Ils apprenaient de leur propre expérience, de leurs erreurs, et ils constataient dans quelle mesure l'éducation était indispensable à la conclusion victorieuse de leur lutte. Malgré l'effondrement de nombreuses institutions et les actes de sabotage commis par les intellectuels, l'expérience de la lutte apprenait aux gens à prendre leur destin en main[70]. En outre, Lénine donnait des orientations de qualité politique sur la manière spécifique d'accomplir le travail éducatif. Tel fut le cas de son intervention en février 1921. Le manque d'efficacité pour trouver des personnes compétentes ayant des connaissances et une expérience pédagogique pratique fut rappelé avec insistance. Les dirigeants communistes souffraient de l'incapacité à placer les pédagogues spécialistes à des postes de direction appropriés et à les rallier à l'étude de l'expérience pratique du développement de l'État soviétique. Les rapports des enseignants spécialistes ayant une expérience pratique décrivaient ce qui fut réalisé dans les différents domaines comme la formation professionnelle, quels étaient les défauts et comment ces derniers pouvaient être supprimés. Les responsables n'entendaient pas les enseignants experts sur l'application de leur expérience; se limitant à des arguments généraux et à des slogans abstraits. .Le commissariat du peuple [ministère] à l'éducation devait corriger ce défaut, appliquer, après vérification, l'expérience pratique locale à l'échelle nationale et promouvoir les enseignants talentueux à des postes responsables en leur donnant une sphère d'activité plus large. La pierre de touche du travail communiste dans les institutions éducatives devait être les efforts pour enrôler les enseignants spécialistes et la capacité à utiliser leurs connaissances et à

[70] Cf. Lénine, « Discours prononcé au premier congrès de Russie sur l'instruction publique le 28 août 1928 », *Œuvres*, *op. cit*., t. 28, pp. 81-85.

assurer leur coopération avec le leadership communiste. Le commissariat du peuple à l'éducation était rempli de gens qui prétendaient fournir le leadership communiste alors qu'il y avait un tel vide dans la sphère pratique et un manque total de spécialistes. Les dirigeants devaient prouver leur prétention à la direction en recrutant des enseignants expérimentés, en montrant de la capacité à les aider dans leur travail et en faisant ressortir leur expérience. Le slogan invariable devait être, moins de «leadership et plus de travail pratique, moins d'arguments généraux et plus de faits vérifiés. Il était inutile de regarder des cadres qui parlaient de leadership mais étaient incapables de recruter les spécialistes pour un travail pratique, et de les amener également à obtenir des résultats pratiques et à utiliser l'expérience pratique acquise par les autres enseignants. Le vrai leader corrigerait les programmes élaborés par les professeurs expérimentés, réaliserait des améliorations pratiques dans le contenu de leur travail et compilerait un manuel. Lénine ajouta que la connaissance des faits était très pauvre ; les dirigeants ne savaient pas comment les recueillir et étaient incapables de juger le nombre de questions devant être soulevée et le nombre de réponses qu'on pouvait espérer obtenir. Ils ne savaient pas comment recueillir les preuves d'expérience pratique et les résumer, comment utiliser les services des enseignants compétents, des ingénieurs et des agronomes compétents pour l'enseignement technique, comment utiliser les usines, les fermes d'État, les entreprises et les réseaux électriques pour l'éducation polytechnique. Mais le message final de Lénine était que, malgré les défauts, la République soviétique progressait dans l'éducation publique. Un instrument pour éduquer les masses, et pour leur apprendre à vivre et à gérer leur économie, était constitué par les moyens d'information, le journal, le livre, les publications périodiques. Le pouvoir soviétique devait apporter au peuple, tous les jours, du matériel littéraire sérieux et précieux et la meilleure fiction moderne et classique, ainsi que des manuels sur des sujets d'éducation générale, d'agriculture et d'industrie. En général, en vue du progrès de l'éducation, on devait avoir moins de grandes pompes politiques, moins d'arguments et de slogans abstraits de cadres inexpérimentés qui ne comprenaient pas leurs tâches, mais une application plus efficace de l'expérience pratique[71].

Un des sérieux obstacles, qui exigeait son élimination, était l'immixtion, traditionnellement, de l'Église russe dans le domaine de l'éducation et de l'école. En ce qui concerne, en général, le cheminement de l'Église orthodoxe russe, à savoir la question de la mission spirituelle d'une Église orthodoxe et, d'un autre point de vue – du côté de la subordination au pouvoir politique –, la

[71] *Id.*, « À propos du travail du commissariat du peuple à l'instruction publique », *op. cit.*, t. 32, pp. 126-136.

question de la pratique dans la réalité quotidienne, la réalisation de la promesse faite aux fidèles orthodoxes pour le salut des âmes (c'est-à-dire la raison d'être de l'Église, de son existence-même) se trouvait en opposition avec les préoccupations de l'Église dans la vie politique courante et son alignement avec les affaires de l'État (à savoir l'alignement avec la raison d'État et l'approche réaliste des intérêts étatiques et sur leur mise en place – de façon silencieuse et cynique – au-dessus de la morale). Après la révolution de 1917, l'Église russe perdit, pour la première fois de son histoire, l'appui de l'État. Tikhon, patriarche de Moscou et de l'Église orthodoxe de Russie, élu le 5 novembre 1917, se déclara ouvertement, pendant la guerre civile, du côté des forces antibolcheviques. Boukharine, dans un article sur l'Église et l'école en République soviétique, publié en 1919 dans la revue socialiste de New York *The Class Struggle* (il gardait un contact avec les socialistes de New York depuis janvier 1917, ayant participé à un meeting de socialistes et radicaux, ensemble avec Trotsky, Alexandra M. Kollontaï, l'activiste politique japonais Sen Katayama, l'ingénieur et théoricien marxiste néerlandais Sebald J. Rutgers, le juriste marxiste américain Louis B. Boudin et vingt autres personnes), écrivit que la religion était une question d'ordre privé. Les bolcheviks devaient garantir la liberté de croyance, mais en même temps ils devaient s'immiscer dans la lutte contre l'Église par conviction. L'État communiste ne devait soutenir aucune organisation ecclésiastique. En accord avec le programme des bolcheviks sur ce point, déjà réalisé en Russie, les prêtres de toutes les sectes étaient privés de toute aide de l'État. C'était l'œuvre éducative de la révolution de libérer le peuple de l'esclavage économique, mais aussi de l'esclavage spirituel. En outre, selon Boukharine, une autre question importante en rapport avec l'illumination spirituelle des masses était celle de l'école. Sous la domination de la bourgeoisie, l'école servait la cause de l'éducation des masses dans le sens d'une obéissance à la classe dominante, plutôt que d'une véritable instruction. Les manuels scolaires d'histoire étaient imprégnés de mensonges qui racontaient les exploits glorieux des tsars. Les prêtres jouaient un rôle important dans les écoles. L'instruction fonctionnait en vue de préparer l'enfant de manière à faire de lui un sujet obéissant, non un citoyen, un esclave capable de défendre le pouvoir du capital. Les écoles étaient divisées en classes, les unes pour ceux de sang noir, les autres pour ceux de sang bleu. Les lycées et les universités étaient pour ceux de sang bleu, où on enseignait aux enfants de la bourgeoisie toutes les sciences afin qu'ils puissent gouverner et dominer ceux de sang noir. Pour ceux de sang noir, il y avait les écoles inférieures, dans lesquelles les prêtres détenaient une influence incontestée. La tâche des écoles inférieures, qui transmettaient très peu de connaissances, était de préparer les gens afin de les subordonner à ceux de sang bleu sans protester. L'entrée dans les collèges et dans les établissements d'enseignement supérieur tels que les universités, les

écoles d'ingénieurs et les autres institutions similaires, était hors de portée des gens ordinaires. Un monopole de l'éducation s'était créé, une éducation décente n'étant possible que pour les riches ou pour ceux soutenus par les riches. Les intellectuels exploitaient la situation dans leur propre intérêt et s'opposaient aux ouvriers, sentant le danger contre leur position privilégiée qui disparaîtrait si les couches inférieures étaient instruites et avaient l'occasion d'acquérir des connaissances. Le nouveau régime soviétique avait conscience du fait qu'il était nécessaire de rendre l'éducation universelle et obligatoire. Dans la nouvelle organisation de la vie, il fallait que les jeunes s'habituent au travail utile ; les élèves des écoles devaient s'habituer à divers types de travail productif. Les institutions supérieures devaient être ouvertes à tous, les prêtres devaient être expulsés des écoles et les responsables de l'autorité ouvrière locale devaient exercer le contrôle des écoles, fournissant aux enfants et aux filles les connaissances dont ils avaient besoin. Boukharine décrivit dans son article la réaction produite, dans certains villages et écoles provinciales, par les riches paysans (koulaks), avec l'aide de certains enseignants, qui menaient une campagne dans le but de montrer que les bolcheviks voulaient détruire tout apprentissage et abolir toute éducation. Bien au contraire, l'objet des bolcheviks était de libérer l'apprentissage du contrôle du capital, de rendre la science accessible aux masses ouvrières et de détruire le droit exclusif des riches à l'éducation. La culture pour les riches et l'avilissement spirituel pour les pauvres était la méthode du capitalisme, tandis que la culture pour tous et la libération spirituelle du joug du capital était le mot d'ordre du parti communiste, parti de la classe ouvrière[72].

Les remarques de Boukharine, faites dans l'article ci-dessus, révélaient l'opposition en matière d'éducation, son résultat étant encore incertain. L'éducation marxiste, adoptée par les bolcheviks, considérait l'école comme révolutionnaire, étant donné que l'éducation devait servir de propagande à la lutte de la classe ouvrière, L'éducation était essentielle pour développer des individus libres et créer des êtres humains multilatéraux, de sorte qu'elle devienne une partie essentielle de leur vie, contrairement à la société capitaliste où elle était seulement organisée pour le travail et la production de biens. Les concepts marxistes des bolcheviks critiquaient l'utilisation de l'éducation comme méthode de reproduction de la société capitaliste. Le marxisme classique, observant l'éducation comme un élément au service du capital, cherchait des voies alternatives qui prépareraient les élèves et les citoyens à des modes d'organisation sociale progressistes et socialistes. Le thème de l'école, constituant une question prépondérante en vue d'éclairer

[72] Cf. Nikolai Boukharin, "Church and School in the Soviet Republic", *The Class Struggle*, 3, Nº 2, Socialist Publication Society, Brooklyn, N.Y., May 1919.

spirituellement les masses, se trouvait parmi les sujets abordés dans le livre *L'ABC du communisme*[73]. Écrit par Nikolaï I. Boukharine et Evgueni A. Preobrajenski en 1919, pendant la guerre civile russe, pour attirer les citoyens de Russie au communisme, le livre était un exposé du bolchevisme et une déclaration d'espoir utopique, caractérisé, en raison de la période où il avait été écrit, un état d'esprit du communisme de guerre et un optimisme militant. La situation dans le pays sous la domination de la classe bourgeoise, telle que présentée dans le livre, indiquait le retard social dramatique et les changements déjà effectués. Sous le régime tsariste, la grande majorité de la population active avait été maintenue dans un état d'ignorance et d'analphabétisme. Un pourcentage énorme d'analphabètes fut transmis à l'État soviétique, qui fut obligé d'adopter des mesures pour s'affranchir de cet héritage. Les services de l'État responsables de l'instruction publique créèrent des écoles pour les adultes incapables de lire et d'écrire et prirent des mesures supplémentaires pour mettre fin à l'analphabétisme. Hormis l'utilisation de l'appareil scolaire, le parti communiste devait mettre en œuvre des réformes pour que les masses profitent des opportunités offertes à l'instruction des illettrés. Sur ce point, les conseils (soviet) de la culture populaire, élus parmi les ouvriers et paysans s'intéressant à l'éducation, jouaient leur rôle. Un autre moyen fut la mobilisation de ceux qui savaient lire et écrire pour instruire les analphabètes. Une mobilisation commença dans diverses régions de la République soviétique ; le parti faisait un effort pour que ce mouvement soit partout mené selon un plan défini. Dans la lutte contre l'analphabétisme, le pouvoir soviétique consacrait des moyens matériels pour soutenir les efforts individuels des citoyens. De nombreuses bibliothèques furent inaugurées pour satisfaire les demandes de la population active ; des maisons populaires, des associations et des universités populaires furent créées. La nationalisation des réserves de papier et des imprimeries permit à l'État prolétarien de mettre à la disposition de la population des livres, des brochures, des journaux, des affiches. En raison du manque de livres et de l'impossibilité de publier des éditions et réimpressions, il fut nécessaire de restreindre davantage la propriété privée des livres et des grandes bibliothèques et de les rassembler dans les bibliothèques publiques et dans les écoles, de sorte que celles-ci deviennent des biens sociaux. Afin d'assurer à un plus grand nombre de personnes la possibilité d'aller au théâtre, tous les théâtres furent nationalisés et, de manière indirecte, s'acheva la socialisation de l'art dramatique, musical et vocal. La

[73] Cf. N. Bucharin und E. Preobraschensly, *Das ABC des Kommunismus. Populäre Erläuterung des Programms der Kommunistischen Partei Rußlands (Bolschewiki)*, Verlag des Kommunistischen Internationale, Hamburg 1921; N. Boukharine, *ABC du communisme*, Librairie de l'Humanité, Paris 1925.

République soviétique proclama les œuvres d'art comme propriété sociale et supprima tout obstacle à leur utilisation sociale ; peu à peu, les œuvres d'art, qui furent créées par l'exploitation des masses laborieuses, furent restituées à leurs vrais propriétaires, les travailleurs. Le cinéma, qui, avant la révolution, servait à démoraliser les masses et à enrichir les propriétaires, devint un instrument d'instruction des masses et de leur éducation dans l'esprit du socialisme. Des cours, gratuits et accessibles à tous, pouvaient désormais, grâce à la réduction du temps de travail, devenir une possession générale des travailleurs. L'organisation des excursions, qui permettaient aux travailleurs de se familiariser avec leur pays, revêtait une grande importance en matière d'instruction. L'autorité ouvrière de chaque communauté s'efforçait de s'emparer du contrôle des écoles populaires et de fournir aux gens les connaissances dont ils avaient besoin pour mener une vie fructueuse. Après la révolution de 1917, dans les villages, les riches paysans (koulaks) menaient une campagne dans le but de montrer que les bolcheviks voulaient détruire l'apprentissage. C'était un mensonge misérable, l'objet des bolcheviks étant de libérer l'apprentissage du contrôle du capital. Par référence au système éducatif soviétique, l'école était ensuite présentée dans le livre comme un facteur qui servait la cause de l'éducation des masses dans le sens de l'obéissance au pouvoir, plutôt que celui de porteur d'une véritable instruction. Les manuels d'enseignement, par exemple les manuels d'histoire, étaient faits pour servir le tsar et les nobles Les prêtres avaient joué un rôle important pour préparer les enfants à devenir des sujets obéissants et non pas des citoyens ayant une conscience sociale. Les écoles étaient divisées en deux catégories, l'une pour les couches laborieuses et l'autre pour les couches supérieures. Les lycées et les universités étaient destinés aux enfants de la bourgeoisie, dans lesquels on les enseignait les sciences afin qu'ils puissent gouverner les couches inférieures. Pour les pauvres, il existait des écoles inférieures, dans lesquelles les prêtres détenaient une influence incontestée. Ces écoles transmettaient peu de connaissances, préparant les gens à obéir et à être assujettis aux nobles sans protester. L'entrée dans les collèges et dans les universités, dans les écoles polytechniques et dans les établissements d'enseignement similaires était impossible pour les enfants du peuple, face au monopole de l'éducation. Obtenir une éducation n'était possible que pour les riches. En outre, les intellectuels exploitaient cette situation pour protéger leurs privilèges, qui disparaîtraient si les pauvres avaient l'occasion d'acquérir la connaissance. Dans ces conditions, il était indispensable de rendre l'éducation universelle et obligatoire ; les écoles devaient être laïques, avec l'expulsion de l'église et des prêtres et avec l'arrêt de l'enseignement religieux obligatoire ; dans la nouvelle organisation de la vie, sur de nouvelles bases, il fallait que les jeunes s'habituent au travail utile, aux divers types de travail productif. Boukharine et Preobrajenski accentuaient, dans leur livre, le fait que l'école,

dans la société bourgeoise et sous le régime bourgeois, avait des tâches spécifiques à remplir ; le système scolaire incitait la nouvelle génération de travailleurs à une dévotion et à un respect à l'égard du régime capitaliste, créant des contrôleurs cultivés de la population ouvrière et assistant la production capitaliste dans l'application des sciences et de la technologie en augmentant les profits des détenteurs de capitaux. L'influence nécessaire était exercée par la caste des enseignants des écoles primaires publiques, qui recevaient un cours de formation par lequel ils se préparaient à leur rôle. Les personnes qui acquéraient la perspective bourgeoise avaient l'autorisation d'entrer dans les écoles en tant qu'enseignants. Sur ce point, on savait que, partout, les ministères de l'éducation veillaient toujours, et purgeaient la profession des enseignants des éléments dangereux enclins à des idéologies subversives et que les écoles élémentaires publiques allemandes servaient avant la révolution de 1918 de suppléments à l'armée de l'empereur Guillaume II. Dans les écoles élémentaires du régime capitaliste, l'enseignement était élaboré selon un programme défini, adapté à l'insertion des élèves dans le système capitaliste. Les manuels scolaires étaient rédigés dans un esprit approprié. La littérature bourgeoise avait le même but, car écrite par des personnes qui considéraient l'ordre social comme naturel et acceptaient le régime social comme le meilleur de tous possibles. Les érudits d'idéologie bourgeoise s'inspiraient de l'estime de la richesse et de l'ordre. Le travail des éducateurs était complété par celui de l'Église par le biais de l'instruction religieuse, s'avérant être la loi des classes possédantes. Parallèlement, l'éducation était assurée en empêchant l'accès des masses laborieuses à l'enseignement secondaire et à l'enseignement supérieur. L'instruction dans les écoles secondaires était coûteuse et dépassait les ressources financières des travailleurs. L'instruction dans l'enseignement moyen et supérieur, d'une durée de dix ans, était inaccessible aux travailleurs et aux paysans, qui, pour nourrir leur famille, étaient obligés d'envoyer très tôt leurs enfants travailler à l'usine ou dans les champs ou les faire travailler à la maison. Dans la pratique, les écoles moyennes et supérieures étaient le vivier où les jeunes des classes dirigeantes étaient formés pour succéder à leurs pères dans leurs carrières et pour occuper les postes officiels et techniques de l'État capitaliste. L'instruction avait un caractère de classe. Dans les domaines des mathématiques, de la technique industrielle et des sciences naturelles, cet effet était moins frappant; mais, dans le cas des sciences sociales, où la vision des élèves sur le monde se formait, le caractère de classe de l'enseignement était apparent ; l'économie politique, la sociologie, l'histoire, la jurisprudence, étaient enseignées dans une perspective bourgeoise. En résumé, les écoles supérieures et moyennes inculquaient aux enfants des capitalistes les données nécessaires pour le maintien de la société bourgeoise et du système d'exploitation capitaliste et, si l'un des enfants des ouvriers,

exceptionnellement doué, trouvait sa voie dans les écoles supérieures, l'appareil scolaire le coupait de ses propres parents et lui inoculait l'idéologie bourgeoise. En ce qui concerne l'éducation bourgeoise et la tâche de l'application des sciences et de la technologie au profit du capitalisme, la science devenait la propriété des classes possédantes et se transformait en profession d'un cercle restreint d'individus. L'enseignement et la recherche scientifiques étaient séparés du processus de travail. Pour que la société bourgeoise puisse se servir des données de la science et en tenir compte dans la production, elle créait des institutions, qui servaient à l'application des découvertes scientifiques à la technique de fabrication, et des écoles techniques qui facilitaient le maintien de la production au niveau rendu possible par l'avancement de la science. Les écoles polytechniques de la société capitaliste servaient à fournir des experts techniques et des gestionnaires. Pour fournir le personnel qui surveillerait la circulation des marchandises, des écoles commerciales étaient fondées. Face à cette structure éducative, les bolcheviks étaient confrontés à des tâches constructives qui, dans les premières phases de leur activité, étaient également destructrices. Dans le système éducatif qui leur fut légué par la société capitaliste, ils se hâtaient de détruire les éléments considérés par l'école comme un instrument de la domination capitaliste. Les étapes supérieures de la vie scolaire, dans la société capitaliste, étaient la propriété des classes spoliatrices. Ces écoles classiques supérieures ou écoles supérieures modernes ou instituts devaient être détruits. Le personnel enseignant des écoles servait les buts de la bourgeoisie. Les bolcheviks devaient expulser de l'école prolétarienne les enseignants des anciennes écoles qui ne deviendraient pas des instruments pour diffuser les idées communistes aux masses. Dans les écoles de l'ancien régime, certains professeurs étaient endoctrinés par l'esprit bourgeois ; les méthodes d'instruction pratiquées servaient les intérêts de classe de la bourgeoisie. Dans les nouvelles écoles, on devait faire table rase de tous ces éléments[74].

Sur la question de la conscience sociale de la classe ouvrière, Boukharine et Preobrajenski croyaient que, dans les pays capitalistes, le prolétariat et le semi-prolétariat constituaient la majorité de la population, mais, en Russie, les travailleurs urbains, bien que minoritaires, étaient, dans les affaires politiques, les leaders de la lutte au nom de la classe ouvrière. Le prolétariat urbain, après s'être emparé du pouvoir, l'utilisait afin d'élever les couches arriérées de la population active au niveau requis de la conscience communiste. La bourgeoisie avait utilisé l'école pour subordonner les travailleurs ; le prolétariat l'utiliserait pour les émanciper et pour repousser l'asservissement

[74] Cf. Bucharin und Preobraschensly, *Das ABC...*, *op. cit*.

spirituel de leur conscience. Grâce aux écoles, la bourgeoisie avait pu imposer aux enfants prolétariens une mentalité bourgeoise. Les nouvelles écoles communistes imposeraient aux enfants bourgeois et petit-bourgeois une mentalité prolétarienne. Dans les domaines de l'esprit et de la psychologie, l'école communiste effectuerait le même renversement révolutionnaire de la société bourgeoise et la même expropriation, que le pouvoir soviétique avait opérée dans la sphère économique par la nationalisation des moyens de production. Les esprits des hommes devaient être préparés aux nouvelles relations sociales. Si les masses avaient du mal à construire une société communiste, c'était à cause du fait qu'elles n'étaient pas encore libérées des préjugés bourgeois dans de nombreux domaines de la vie mentale. La tâche de la nouvelle école était d'adapter la mentalité des adultes aux nouvelles conditions sociales et de former la jeune génération à une idéologie enracinée dans les valeurs de la nouvelle société communiste[75].

Quant à la préparation à la vie scolaire, les deux auteurs, Boukharine et Preobrajenski, soulignaient que, dans la société bourgeoise, l'enfant était considéré comme la propriété de ses parents ; du point de vue socialiste, l'être humain n'appartenait pas à lui-même, mais à la société, car l'individu pouvait vivre grâce à l'existence de la société, et avait un droit à l'éducation qui appartenait à la société. La prétention des parents à élever leurs enfants et à imposer leurs propres limites à leur psychologie était rejetée ; la société refusait de confier l'éducation aux parents, qui n'étaient pas des éducateurs compétents. L'avenir appartenait à l'éducation sociale, qui permettrait à la société socialiste de former la jeune génération avec succès. En outre l'éducation sociale avait d'énormes avantages économiques, car les mères seraient libérées de la routine des tâches ménagères, et du contrôle des devoirs à faire à la maison par les enfants ; elles exerceraient un travail productif et elles profiteraient de leur propre progrès culturel. Le pouvoir soviétique s'efforçait de créer des institutions pour améliorer l'éducation sociale. À ladite classe d'institutions appartenaient les jardins d'enfants, auxquels les ouvriers, les clercs et les autres travailleurs pouvaient envoyer leurs enfants, les confiant à des experts qui les prépareraient à la vie scolaire. À cette catégorie, appartenaient les crèches, institutions accueillant les enfants de moins de quatre ans, où les petits étaient pris en charge pendant que leurs parents étaient au travail, et les colonies d'enfants, où les enfants vivaient en permanence, ou pendant une grande période, loin de leurs parents. Quant aux lieux où les enfants étaient préparés à la vie scolaire, les institutions soviétiques assuraient un développement rapide. En intensifiant la propagande parmi les parents, elles devaient surmonter les préjugés bourgeois et petit-bourgeois concernant

[75] *Ibid*.

la nécessité et la supériorité de l'éducation à domicile. La propagande théorique devait être renforcée par l'exemple des institutions éducatives les mieux dirigées, car, souvent, l'état insatisfaisant des crèches et des jardins d'enfants dissuadait les parents d'y confier leurs enfants. La tâche des sections communistes féminines était d'inciter les parents à s'efforcer d'améliorer l'éducation sociale, en envoyant leurs enfants dans les institutions sociales et en exerçant un contrôle sur elles par le biais des organisations de parents[76].

Un chapitre du livre de Boukharine et Preobrajenski fut dédié à la fonction de l'école unifiée du travail. L'école soviétique serait unifiée, un choix qui signifiait que la discrimination des sexes dans l'école devait être abolie ; les garçons et les filles seraient éduqués ensemble, en une éducation commune. L'unification signifiait l'abolition de la classification des écoles en tant qu'écoles élémentaires, collèges et lycées, ayant dorénavant un rapport l'un avec l'autre et fonctionnant selon des programmes dépendants l'un de l'autre. Ce programme impliquait l'abolition du système de division des écoles élémentaires, moyennes et secondaires aux deux catégories de l'école générale et de l'école spécialisée ou technique, ni aux deux catégories de l'école commune et de l'école pour des classes spéciales de la population. L'école unifiée fournissait un système unique et graduel, par lequel tous les élèves du système socialiste devaient passer. Les garçons et les filles commençaient par la maternelle et travaillaient ensemble à tous les niveaux jusqu'au sommet, dans le cadre de l'enseignement général obligatoire ainsi que dans celui de l'enseignement technique obligatoire pour chaque élève. L'école unifiée était l'idéal de tout éducateur avancé dans une société socialiste, c'est-à-dire dans une société qui s'efforçait d'abolir les classes sociales. Le socialisme était le seul qui pouvait réaliser l'idéal de l'école unifiée, bien que certains pédagogues bourgeois aient nourri des aspirations à son égard. L'école socialiste devait également être une école du travail, notion qui signifiait que l'instruction et l'éducation devaient être unies au travail, fondées sur le travail. L'enfant apprenait facilement et volontiers chaque sujet, non par les livres ou les paroles de l'enseignant mais par l'expérience personnelle de ce qu'il faisait de ses propres mains. On pouvait plus facilement comprendre l'environnement naturel lorsqu'on travaillait sur la nature dans la tentative de la modifier. L'unification de l'instruction et du travail avait déjà commencé dans les écoles bourgeoises progressistes ; il était cependant impossible de l'appliquer à fond dans le système bourgeois, où les éléments parasitaires étaient délibérément cultivés et où le travail physique était séparé du travail mental. Le travail était nécessaire pour le développement physique sain des enfants et de leurs capacités. Le temps qu'ils passaient à l'école dans le travail

[76] *Ibid.*

pratique, loin de retarder leurs progrès dans toutes sortes de connaissances théoriques, contribuait à leur avancement dans le domaine théorique. L'école du travail était aussi indispensable dans la mesure où chaque citoyen d'une communauté socialiste devait être au courant des éléments de base de tous les métiers. Dans la société communiste, l'homme de science devait aussi être qualifié de travailleur manuel. L'élève qui venait de quitter l'école ouvrière unifiée pouvait ou non devenir professeur; mais, en tout cas, il devait produire des valeurs. Les premières activités d'un enfant prenaient la forme d'un jeu ; le jeu devait passer progressivement au travail par une transition imperceptible, de sorte que l'enfant apprenne dès le début à considérer le travail non comme une nécessité désagréable, comme une punition, mais comme une expression naturelle, spontanée, de ses capacités. Le travail devrait être un besoin, comme le désir de nourriture et de boisson, qui devait être inculqué par l'école communiste. À l'échelle de la production, à laquelle les élèves s'incorporeraient dans l'avenir, l'atout de l'école du travail était qu'il n'y aurait pas d'armée de chômeurs. Dans la société communiste, avec ses progrès techniques, il y aurait inévitablement des transferts de la force de travail d'une branche à l'autre. Une découverte dans l'industrie pouvait réduire le besoin en ouvriers et augmenter le nombre de travailleurs requis pour un autre secteur. Une redistribution des emplois pourrait être réalisée si chaque ouvrier de la société communiste maîtrisait plusieurs métiers. La société bourgeoise faisait face à ces difficultés par l'utilisation de l'armée de réserve industrielle, ce qui signifiait qu'il y avait toujours un résidu de chômeurs. Dans la société communiste, la réserve de travailleurs requise pour toute branche de production, dans laquelle se manifesterait une insuffisance de la force de travail, serait constituée des travailleurs des autres branches de la production, compétents pour occuper les places vacantes. L'école ouvrière unifiée pourrait assurer la formation des travailleurs qui seraient en mesure d'accomplir les diverses fonctions de la société communiste. L'enseignement spécialisé constitua l'étape suivante, qui préoccupa les deux auteurs, Boukharine et Preobrajenski. Jusqu'à l'âge de dix-sept ans, les jeunes devaient fréquenter l'école du travail unifiée, y acquérant les connaissances théoriques et pratiques indispensables à chaque citoyen de la société communiste, mais l'instruction ne devait pas s'arrêter à ce niveau, des connaissances spécialisées étant requises en sus des connaissances générales. La totalité des sciences était vaste, aucun individu ne pouvait les saisir dans leur intégralité et une formation spécialisée était exigée. Le but de l'unification de l'éducation à l'école unifiée du travail était de différer la formation spécialisée jusqu'à ce que la dernière étape soit atteinte. Pendant les dernières étapes du travail dans l'école unifiée du travail, dans le cas des élèves âgés de quatorze à dix-sept ans, l'inclination vers un emploi deviendrait manifeste. Il était possible de fournir un débouché au désir naturel de connaître certaines sciences ; mais cela

ne devait pas se faire au détriment du programme général d'éducation de l'école du travail. La vraie formation du spécialiste devait commencer après l'âge de dix-sept ans. La limite d'âge était sélectionnée pour la raison selon laquelle les jeunes de l'école du travail, jusqu'à dix-sept ans, étaient des élèves plutôt que des ouvriers. Le but fondamental des processus de travail à l'école n'était pas de créer des valeurs et de contribuer au budget de l'État, mais de transmettre l'instruction. Après l'âge de dix-sept ans, l'élève devenait un travailleur. Il devait accomplir sa part dans le travail et jouer son rôle dans la production de biens pour la communauté humaine. Il ne pouvait recevoir d'enseignement spécialisé que dans la mesure où il aurait d'abord rempli son devoir fondamental envers la société. Pour cette raison, l'enseignement spécialisé pour les jeunes après l'âge de dix-sept ans ne pouvait être dispensé que par les heures de travail. Dans les cas des personnes d'un talent inhabituel, il était souhaitable de prévoir des exceptions sous la forme d'une réduction du travail pendant un certain nombre d'années, afin de permettre des études spécialisées. Boukharine et Preobrajenski abordèrent ensuite la question de l'enseignement supérieur. Il y aurait des écoles de formation supérieure spécialisée de différents types, telles que les écoles polytechniques, où l'enseignement serait fourni, tandis que des recherches expérimentales seraient en cours ; dans ces écoles de niveau universitaire, toute distinction entre les professeurs et les étudiants se disparaitrait. Les universités sous leur ancienne forme, avec leur ancien personnel professoral, avaient cessé d'être des institutions utiles. Elles portaient au-delà le même genre d'instruction dispensée dans l'éducation bourgeoise de l'ancien type. Les universités pouvaient être réformées en changeant la composition du corps professoral par l'ajout de personnes qui, bien que n'atteignant pas le niveau des érudits de la société bourgeoise, seraient compétentes pour effectuer la révolution nécessaire dans l'enseignement des sciences sociales et exclure la culture bourgeoise. En outre, la composition des étudiants serait modifiée, car la plupart d'entre eux seraient des ouvriers, et, de cette manière, la science technique passerait en la possession de la classe ouvrière. La présence des ouvriers dans les universités impliquerait leur maintien aux frais de l'État pendant la durée des études[77].

Les éléments, que les auteurs présentaient, indiquaient que les réformes éducatives du pouvoir soviétique avaient eu plus de succès que les réformes et innovations effectuées dans les autres pays. La raison, outre le fait que l'État soviétique consacrait à l'éducation populaire une part beaucoup plus grande de ses revenus en comparaison des États bourgeois, résidait dans le fait que la voie de la réalisation de l'idée de l'école du travail unifiée avait déjà été

[77] *Ibid.*

préparée par les éducateurs éclairés de la société bourgeoise. Les éducateurs éclairés russes purent, sous le régime soviétique, réaliser dans la pratique ce qu'ils considéraient déjà, d'un point de vue pédagogique, comme socialement nécessaire. Parmi les travailleurs de l'éducation, un certain nombre d'individus qui étaient toujours opposés à la révolution prolétarienne en général, favorisaient toutefois la révolution opérée par le prolétariat en matière d'éducation. Cependant, ces conditions favorables ne suffisaient nullement à surmonter les difficultés de l'État prolétarien à fournir en nombre suffisant de travailleurs de l'éducation communistes. En effet, le nombre des communistes parmi les enseignants, et parmi les spécialistes en général, constituait une minorité insignifiante. La plupart des enseignants s'opposaient au communisme. La majorité d'entre eux, cependant, étaient des personnes respectueuses de leur devoir, prêtes à servir le gouvernement. En ce qui concerne cette question, les bolcheviks devaient mobiliser les meilleurs éléments de la profession enseignante et créer, à partir de la jeune génération, une nouvelle école d'éducateurs, composée de personnes qui, dès le début, seraient formées dans l'esprit du communisme et du programme de l'éducation communiste[78].

Une attention particulière fut finalement donnée par les auteurs, Boukharine et Preobrajenski, à la question de la formation des cadres des conseils (soviet) et du parti communiste. L'idée initiale était que, parmi les sciences connues dans la culture bourgeoise, il n'y en avait pas une qui pourrait donner des informations sur la manière d'accomplir la révolution prolétarienne, et, parmi les écoles que la bourgeoisie avait fondées et que la société communiste avait commencé à reconstruire, il n'y en avait aucune pour enseigner comment l'État prolétarien devait être édifié. La période de transition entre le capitalisme et le communisme donna naissance à un type particulier d'école, destiné à être utile à la révolution et à aider à la construction de l'appareil soviétique. Tels étaient les objectifs des écoles du parti communiste et des écoles soviétiques, afin de donner des cours d'instruction brefs et occasionnels, en se transformant en institutions permanentes pour la formation des personnes qui travaillaient dans l'appareil du parti et dans les conseils (soviet). En ce qui concerne la transformation des écoles soviétiques, c'était un fait inévitable ; l'édification d'un État soviétique était une entreprise entièrement nouvelle, sans aucun précédent historique, et le travail des institutions soviétiques se développait et s'améliorait en posant l'exigence que chaque membre des conseils puisse profiter de l''expérience de ses prédécesseurs. L'auto-éducation dans le travail administratif, telle qu'elle pouvait être réalisée par la participation des travailleurs aux conseils, semblait

[78] *Ibid*.

insuffisante. Cette expérience devait être élaborée et mise à la disposition des travailleurs qui participaient à l'édification du système soviétique, afin que les personnes de l'administration des conseils puissent être préservées des fautes de leurs prédécesseurs; et que les nouveaux arrivants puissent apprendre des erreurs commises par d'autres. Il y avait déjà, au sein de la République soviétique, une école centrale du travail soviétique à côté du soviet suprême, qui était une institution permanente, et de telles écoles du travail soviétique allaient être établies dans les capitales des provinces du pays. En considérant les écoles du parti communiste, les auteurs, Boukharine et Preobrajenski, constataient qu'elles avaient subi un changement radical de caractère pendant la période de transition vers le communisme. Au début, elles étaient l'appareil d'un parti soutenu par le prolétariat, et, à ce stade, elles avaient un caractère purement politique ; après, elles devinrent des lieux où l'instruction était donnée pour la transformation communiste de la société. En même temps, des académies militaires furent créées, nécessaires dans les conditions de la guerre civile. Grâce aux écoles du parti, les cadres se formèrent une idée de la transformation de la société, sans pouvoir saisir la nature du processus révolutionnaire dans son ensemble. Les écoles du parti étaient capables de fournir aux communistes une explication scientifique de la nature et du but de la révolution et leur enseigner comment atteindre les objectifs de la révolution. La connaissance de la théorie socialiste de la part des bolcheviks était liée, en outre, à la question de la propagande des idées communistes par l'État, qui devait accélérer le processus de transformation de l'éducation soviétique. Le travail méthodique de la propagation du communisme, poursuivie au sein de la société russe et dans l'armée, serait, à la longue durée, un moyen d'éradiquer la propagande bourgeoise de l'ancien régime ; c'était un instrument du pouvoir soviétique pour la création de la nouvelle idéologie, des nouveaux modes de pensée et de la nouvelle vision du monde, qui révélerait aux innovateurs, travaillant souvent sans être pleinement conscients de ce qu'ils faisaient, la signification de leur activité[79].

Les évolutions en Russie démontrèrent que le pouvoir bolchevique était parvenu à dominer les adversaires dans la guerre civile et à rester debout. Face aux intellectuels, le gouvernement soviétique continua à apprécier et à soutenir les professionnels du régime tsariste, qui travaillaient loyalement sous le régime communiste, mais il était prêt, en même temps, à supprimer toute tentative d'utiliser les possibilités offertes pour une lutte ouverte ou secrète contre le pouvoir ouvrier et paysan et pour restaurer l'ancien régime. En 1922, dans le cadre de la révolution culturelle, Lénine, le 16 juillet, écrivit une lettre, adressée au comité central du parti, proposant d'arrêter et d'expulser les

[79] *Ibid.*

représentants de la science et des lettres qui étaient des éléments contre-révolutionnaires actifs. Un nombre d'hommes de science, de professeurs d'université, d'étudiants et d'autres membres des couches sociales des intellectuels furent arrêtés par une commission d'expulsion, qui fonctionna sous la présidence du responsable de la police politique Guépéou, Félix E. Dzerjinski. En septembre 1922, environ 200 hommes furent expulsés, en bateau (appelé « bateau des philosophes ») ou par train, dans les pays occidentaux. Le cas du philosophe marxiste Nikolaï Berdiaev était caractéristique ; Berdiaev, menant une activité intense contre l'Église (en 1913, il écrivit un article acerbe contre l'Église orthodoxe de Russie) et ayant été exilé par le pouvoir tsariste, s'opposa, en tant que professeur de philosophie à l'université de Moscou, aux bolcheviks et, s'insérant dans le groupe des intellectuels qui n'approuvaient pas idéologiquement les choix du pouvoir communiste, fut expulsé de Russie à bord du « bateau des philosophes »[80]. En ce qui concerne l'Église russe, en 1922 les déclarations du patriarche Tikhon soulignaient qu'il n'était plus ennemi du pouvoir soviétique. Après la mort de Tikhon, en 1925, un nouveau patriarche ne fut pas élu ; les tâches d'une personne habilitée à exercer la fonction de patriarche (locum tenens) furent réalisées par le métropolite Serge, qui déclara la loyauté absolue de l'Église au pouvoir soviétique et le soutien aux intérêts de l'État soviétique.

À la fin des années 1910 et au début de la décennie de 1920, plusieurs éléments sur la situation éducative en Russie, présentés dans divers écrits, étaient similaires aux informations données par Boukharine et Preobrajenski dans leur étude commune de 1919. Dans le cas du journaliste anglais Arthur Ransome, l'hypocrisie des bourgeois face à la situation des enfants russes après la révolution de 1917 était le noyau de son livre, publié en 1919, sous le titre *La Russie en 1919*[81], où il exposa des chiffres illustrant le travail éducatif réalisé depuis la révolution de 1917. Ransome, personne au profil ambigu, agent des services secrets anglais, qui avait fait plusieurs voyages en Russie avant la révolution, était membre du cercle le plus proche des dirigeants bolcheviques, parmi eux Karl Radek. Ce contact lui avait permis d'interviewer Lénine, Trotsky, Tchitcherine et d'autres dirigeants. Il entretenait une liaison avec la secrétaire de Trotsky, Evgenia P. Selepina (il l'épousa en 1924) ; pendant ses voyages entre la Russie et l'Occident, il portait des diamants afin de les liquider au profit du parti communiste. Dans le chapitre de son livre dédié à l'éducation, Ransome présenta le cas des écoles, en soulignant qu'elles étaient unifiées sur une nouvelle base sur laquelle le travail jouait un rôle

[80] Cf. Lesley Chamberlain, *Lenin's Private War. The Voyage of the Philosophy Steamer and the Exile of the Intelligentsia*, Picador - Macmillan, London 2008[2], passim.
[81] Cf. Arthur Ransome, *Russia in 1919*, B. W. Huebch, New York 1919.

primordial. Les écoles étaient divisées en deux classes: une pour les enfants de sept à douze ans et une pour les jeunes de treize à dix-sept ans. Les responsables du gouvernement ne disposaient pas de moyens suffisants de transport pour les besoins de l'armée, et encore moins pour apporter des biens pour le fonctionnement des écoles. Pendant l'hiver les bâtiments n'avaient pas de chauffage, de sorte que les élèves étaient assis à l'école en blouse et y restaient très peu de temps à cause du grand froid. Une somme importante était affectée à l'alimentation des enfants dans les écoles et on leur donnait un bon dîner tous les jours ; les élèves y venaient, chantaient deux fois la Marseillaise, dînaient et rentraient à la maison. Ceux qui en avaient le plus besoin recevaient des chaussures (des bottes en feutre) et des vêtements. Dans ces conditions, en faisant venir les enfants pour leurs repas, on les gardait en vie, et simultanément on leur créait l'habitude de venir à l'école, de sorte que, quand le temps chaud viendrait, on pourrait mieux faire. En effet, les leçons se déroulaient bien dès que le temps se réchauffait ; on obligeait les enfants à suivre tous leurs cours. Il y avait également de nombreuses classes d'ouvriers, conçues pour donner à chacun une connaissance scientifique générale de son métier et l'empêcher d'être simplement une machine exécutant un seul processus incompris. Un chaudronnier pouvait suivre un cours de génie mécanique, un électricien un cours d'électricité ; les experts agricoles étaient employés pour donner des conférences similaires aux paysans. Les ouvriers se pressaient aux cours. Certains cours étaient suivis par des centaines d'hommes malgré le froid effroyable des salles. Les mains des professeurs, obligés de toucher le métal glacé de leurs instruments pendant les démonstrations, étaient gelées. Quant aux études universitaires, alors qu'il n'y avait que six universités, on en comptait seize en 1919. De nouvelles écoles polytechniques étaient prêtes à fonctionner. Le nombre d'étudiants inscrits dans les universités augmenta énormément, mais les difficultés d'approvisionnement alimentaire empêchaient de nombreux jeunes de quitter les lieux de résidence. Toute éducation était gratuite. En août 1919, un décret fut adopté supprimant les examens préliminaires pour les personnes qui souhaitaient devenir étudiants. On considéra que de nombreux jeunes, qui pouvaient assister aux conférences pour leur propre profit, en furent empêchés par la guerre ou par les conditions d'avant la révolution d'acquérir les connaissances soumises à un examen. Les dirigeants responsables de l'éducation universitaire croyaient aussi que personne n'écouterait volontiers des conférences qui ne lui étaient d'aucune utilité. Ils espéraient attirer autant d'ouvriers que possible dans les universités. Depuis l'adoption dudit décret, le nombre d'étudiants à l'université de Moscou, par exemple, avait plus que doublé. Parmi les nouveaux étudiants, un grand nombre préféraient les facultés de science, d'histoire et de philosophie plutôt que celles de médecine et de droit. À côté, une croissance énorme du nombre de bibliothèques fut remarquée. Après octobre 1917, il y en avait le

double, en plus de nombreux centres de distribution de livres. Une augmentation similaire du nombre de bibliothèques eut lieu dans les districts ruraux, dans les villages, disposant de centaines de salles de lecture. Les établissements d'enseignement, à l'exclusion des écoles, furent quadruplés. Pour la distribution des imprimés, des départements spéciaux furent fondés. Chaque bureau de poste était un centre de distribution auquel était envoyé un certain nombre de publications, périodiques et autres. Les conseils (soviet) locaux demandaient par l'intermédiaire des bureaux de poste les quantités requises, afin que l'offre puisse être régulée par la demande. Les kiosques de journaux envoyaient des rapports sur les ventes, pour éliminer le gaspillage de la surproduction, une question sérieuse dans un pays confronté à la demande importante d'imprimés et à l'extrême rareté du papier. Pour illustrer le caractère de la littérature en demande, Ransome décrivait dans son livre que personne ne lisait de romances sentimentales. Comme allait de soi dans une période de bouleversements politiques, les discours de Lénine et de Trotsky se vendaient par milliers. Les pamphlets et les livres sur Marx, sur la révolution et la guerre, sur les différents aspects de la reconstruction économique, disparaissaient aussitôt exposés sur les étals. Une grande partie de la poésie était lue, et on en écrivait beaucoup. Il existait des controverses enflammées, dans les magazines et les brochures, sur le nouvel art prolétarien qui devrait sortir de la révolution. Parallèlement, le service compétent du gouvernement réimprima et offrit à de vils prix les œuvres des grands écrivains russes Tchekhov, Tchernychevski, Tolstoï et Dostoïevski, les livres marxistes de Plekhanov et certains livres à caractère scientifique[82].

Le bond en avant de l'éducation soviétique, dans la période de la paix après la cessation des combats de la guerre civile en 1920, était connu en Grèce grâce aux reportages des journaux et revues communistes diffusés en Europe. Delmouzos, Glinos et les autres de l'Association pour l'enseignement étaient au courant de cette évolution. Parmi les sources, étaient disponibles les écrits d'Anna Louise Strong. Strong, journaliste américaine, militante socialiste adhérée au syndicat international Industrial Workers of the World, voyagea de 1921 en 1923 en Russie soviétique, où elle collabora avec le cadre révolutionnaire, agent de l'Internationale communiste, Gruzenberg (Mikhaïl M. Borodin). Par ses reportages, elle offrit son soutien à la Russie soviétique. Dans son livre *Pour la première fois dans l'histoire*[83], dans le chapitre sur l'éducation en Russie soviétique, elle décrivit les difficultés dans le domaine éducatif. Le récit de Strong sur l'éducation en Russie au temps du tsar

---

[82] *Ibid*.

[83] Cf. Anna Louise Strong, *The First Time in History. Two Years of Russia's New Life*, *Introduction by Leon Trotsky*, Boni and Liveright, New York 1925.

traversait la période d'effondrement, dans laquelle les écoles du village, minuscules, primitives, avec une pièce contenant un nombre restreint d'enfants, étaient contrôlées par l'Église. Dans les villes, existaient des lycées coûteux et des écoles pour les fils des classes supérieures. Au cours des dernières années avant la guerre, les grandes villes avaient introduit des écoles gratuites pour les fils des petits fonctionnaires qui ne pouvaient pas payer les frais du lycée. Les enfants des travailleurs n'avaient que peu de chance d'être éduqués. Pendant la Guerre européenne, de nombreuses écoles de la ville furent reprises comme hôpitaux et pour d'autres utilisations militaires. La même utilisation continua pendant la guerre civile et les grandes épidémies. Les nouvelles autorités essayèrent d'obtenir les bâtiments scolaires, mais, face aux exigences de la guerre et de la maladie, elles avaient peu de possibilité d'y parvenir. Les expériences suite aux utilisations nécessitées par la guerre étaient déplorables. Les autorités scolaires obtenaient des bâtiments qui fonctionnaient auparavant comme hôpitaux sans avoir ni savon ni désinfectant, car le blocus de l'Entente empêchait ces biens d'être accessibles. Des personnes bénévoles nettoyaient les lieux aussi bien qu'elles le pouvaient avec de l'eau, mais les bâtiments furent finalement fermés. En 1920, le conseil (soviet) de santé trouva des solutions et fournit partout du savon et des désinfectants. Le zèle pour l'éducation redoublait. Dans les villages, on travaillait en trois cycles d'enseignement. Un groupe d'enfants venait le matin, un autre l'après-midi et un groupe d'adultes le soir. La plupart des écoles n'avaient guère d'autre matériel à lire que des affiches contre Denikine et Wrangel, des illustrations représentant l'agriculture effectuée par les tracteurs et les feuilles relatives à des informations sur les maladies du bétail. La famine en 1921 causa des difficultés supplémentaires dans les écoles. En 1922, des bâtiments scolaires furent fermés, les maîtres des écoles s'étant enfuis en quête de nourriture. Dans tous les districts de la famine, la situation était la même. Dans certains villages, les enseignants restaient à leurs postes ; il s'agissait de jeunes femmes, qui se sacrifiaient et y restaient plus longtemps que les hommes. Elles organisaient des cuisines, mais elles n'avaient plus de temps d'enseigner ; l'éducation était étranglée par la famine. Un demi-million d'enfants dans les orphelinats furent inscrits au budget des autorités scolaires. Les enfants mis à la rue furent rassemblés, d'abord dans des bâtiments pour être désinfectés et mis en quarantaine et puis organisés dans des foyers d'enfants réguliers. C'était la théorie ; en pratique, il n'y avait ni savon ni de possibilité de changer de vêtements infestés de poux, et les enfants affamés mouraient à des proportions énormes. Dans certains foyers d'enfants qui furent régulièrement organisés, les enfants suivaient des cours et avaient un peu de pain à manger. Ils venaient de tribus différentes, parlant soixante langues et dialectes différents, et devaient tout d'abord apprendre à se comprendre. Certaines langues devaient d'abord être introduites dans l'écriture. Dans la première

classe, ils apprenaient à parler russe, dans la deuxième ils apprenaient à s'exprimer et s'instruisaient en matière d'histoire et de littérature russes, tandis que dans la troisième ils apprenaient à lire, chacun ayant un livre différent, faute de manuels scolaires. Pour l'écriture, on n'avait que peu de crayons à l'école. Les foyers d'enfants étaient, depuis le début, le fief de la nouvelle éducation, alimentée par les meilleurs enseignants, puisque les élèves étaient en permanence sur place. On avait faim, on était sans crayons et livres, mais il s'agissait de petites communautés autonomes. Les enfants élisaient leur conseil d'école pour l'autonomie de la gestion ; l'autogestion dans l'activité commune commençait dès le début, même quand il n'y avait rien d'autre qu'une maigre ration de pain à gérer. Ils partageaient également les travaux quotidiens de l'école, le lavage des sols, la préparation des lits, l'aide à la cuisine, la répartition équitable du travail étant considérée comme la pierre angulaire de l'éducation d'une future communauté socialiste. Quand l'État poursuivit la nouvelle politique économique, les responsables, au lieu de fournir de la nourriture à tout le monde y compris aux enseignants, essayèrent de faire face aux problèmes financiers du pays ; il n'y avait pas d'argent pour l'éducation et les écoles commencèrent à fermer. D'autres difficultés apparurent également, liées à l'imposition du système de la nouvelle éducation à des enseignants qui n'en avaient aucune idée et qui réagissaient de manière imprécise. Les enseignants appliquaient l'idée du travail des enfants, mais les résultats étaient cocasses ; les écoles se muaient parfois en endroits où les enfants sciaient le bois, lavaient les sols et recevaient un peu de nourriture[84].

Strong décrivit, dans son livre, le bilan de l'effort gigantesque concernant l'éducation socialiste en Russie. Des centaines de millions d'exemplaires de manuels scolaires furent publiés par la maison d'édition du gouvernement, à Moscou, sur l'enseignement offert à douze millions d'enfants dans les écoles du pays. C'était la plus grande maison d'édition au monde ; elle imprimait des livres de toutes sortes, mais les manuels scolaires représentaient de loin sa plus grande production. L'éducation avait besoin de ce nombre énorme de livres parce que les vieux livres étaient usés, mais aussi en raison de la mise en place du nouveau système éducatif. Même les manuels de mathématiques furent réécrits pour se conformer au nouveau mode d'enseignement. Leur idée fut davantage inspirée des écrits de John Dewey en matière d'éducation. Chaque nouveau livre du pédagogue progressiste américain était traduit en russe pour être consulté ; les Russes faisaient ensuite leurs propres ajouts. À l'école du travail, toutes leurs études étaient fondées sur le jeu de l'enfant et sa relation avec le travail productif. On commençait par sa vie ambiante, en décrivant le mode de vie des habitants du village, leur production, l'utilisation de leurs

[84] *Ibid*.

outils pour la production des biens, s'ils les consommaient tous ou s'ils en échangeaient une partie, avec quoi est-ce qu'ils les échangeaient, qu'est-ce que les chevaux et leur utilité pour l'homme, qu'est-ce que les cochons et qu'est-ce qui les rendait gros ; c'était une étude de la nature, une étude sociologique. En ce qui concerne les mathématiques, l'enseignement reposait sur de vrais problèmes dans des situations réelles. Les mathématiques anciennes étaient pleines de problèmes et de situations que les enfants ne rencontraient jamais ; on ne pouvait pas utiliser de manuel scolaire, dans lequel un seigneur avait dix mille roubles et en mettait cinq mille à l'intérêt, en demandant aux enfants de déterminer son profit. Des problèmes simples étaient posées, pour savoir combien de vaches il y avait dans le village en ajoutant le nombre existant dans chaque ménage, ou de simples problèmes de partage de la nourriture pour savoir combien le village pouvait exporter, ou pour estimer si leur village avait trois cents familles et le suivant en avait mille, combien de soldats rouges chacun devait donner à l'armée, ou combien de délégués chacun avait droit dans le conseil (soviet) de la périphérie administrative. La physique, la chimie et les autres sciences étaient enseignées très tôt et très simplement, en examinant des questions sur la nature de la terre dans laquelle la graine était plantée, les différents types de terre, l'effet de l'eau et l'origine de la pluie. À côté des connaissances, l'effort principal était d'enseigner à l'enfant l'action collective et de l'adapter à construire un État socialiste. Les écoles étaient le futur front de bataille pour le communisme et la communauté scolaire devait être gouvernée par une entité, dans laquelle les enseignants, les enfants et les concierges avaient tous une voix égale et décidaient de ce qui devait être fait avec les fonds de l'école, de ce qui devait être planté dans le jardin de l'école, de ce qui devait être enseigné. Le programme constituait un rêve d'éducation avancée, tel que le monde ne l'avait jamais vu, adressé aux enfants des paysans arriérés qui n'avaient jamais appris à lire et à écrire, un plan magnifique proposé à un peuple complètement arriéré – une situation typiquement russe –. La gestion du programme fut réalisée, en 1921, par une équipe hétéroclite de cent mille enseignants sur un total de cent cinquante mille, qui avaient suivi des séminaires spéciaux pour se préparer à la nouvelle école. Ils devaient suivre ces cours ou perdre leur emploi au profit de nouveaux enseignants, diplômés des soixante nouveaux instituts pédagogiques qui fonctionnaient dans le pays. Les séminaires pour les anciens enseignants duraient de trois à six semaines, avec des discussions, des épreuves écrites et des essais, organisés dans trois ou quatre endroits dans chaque province. Des professeurs venaient de Moscou et de Pétrograd pour les instruire ; tous les enseignants devaient y assister au moins une fois par an. Les enseignants étaient sur la liste privilégiée pour les nombreuses chances éducatives que le pays leur offrait ; des milliers d'enseignants recevaient des voyages gratuits pour les expositions et les visites dans des sites importants. L'enseignement

n'était pas une profession bien rémunérée, mais elle était au-dessus de la portée de la faim ; avec la première bonne récolte en Russie, les enseignants s'éloignèrent du jour où Anatoli V. Lounatcharski se plaignit au congrès des soviets que les enseignantes étaient poussées jusqu'à la prostitution pour gagner leur vie. La seule question sur laquelle les autorités éducatives insistaient, était que ni la religion ni l'éthique capitaliste ne devaient être enseignées dans les écoles ; l'enseignant devait savoir enseigner la nature sans Dieu. Les anciens stéréotypes furent de même rejetés. Le conte des frères Grimm *La Gardeuse d'oies* fut étrangement modifiée. C'était l'histoire d'une fille, travailleuse dans l'industrie, qui épousa le prince. L'enseignant décrivait le mariage comme un choix malhonnête de la fille ; elle fut tentée et abandonna un travail honnête, pour être soutenue dans le palais par de l'argent volé au peuple, ses premiers amis. Mais les enfants refusèrent une fin si honteuse ; selon leur récit, la fille dut refuser le prince et épouser un mineur de charbon qui, par sa capacité et son expérience dans l'industrie, réussit à devenir un directeur rouge des mines du district[85].

Face aux obstacles, décrits par Strong, les commissariats [ministères], les comités de travailleurs, les syndicats, toutes les formes de vie organisée, étaient appelées à apporter leur concours, pour que l'éducation ne s'effondre pas. Les usines dirigeaient des écoles pour les jeunes apprentis et des cours pour adultes pour leurs ouvriers. La gestion directe des écoles par les industries n'était que temporaire. Les « chemins de fer de propagande » et les « navires de propagande » sur la Volga apportaient au peuple les messages du nouveau gouvernement. Pendant la « semaine du bébé », les jeunes demandaient des dons pour la protection de l'enfance; tandis que des affiches gaies de bébés en marche réclamaient le lait maternel, l'air frais et l'absence de mouches. En été, les étudiants d'université, organisés en grands groupes, allaient de ville en ville pour faire des visites éducatives qui ne leur coûtaient rien, les chemins de fer fournissant le transport gratuit ; dans les villes, les étudiants échangeaient leurs chambres et leurs rations avec les étudiants des autres universités. À cette époque où l'éducation publique suffoquait faute d'argent, l'armée fonctionnait comme une grande école de soldats ; les syndicats organisèrent des milliers de centres d'enseignement et menaçaient d'expulsion des syndicats et du travail ceux qui négligeaient cette chance d'apprendre à lire. L'armée, extirpant des villages les paysans analphabètes, disposait déjà de soldats tous lettrés[86].

Le système universitaire, d'après les informations de Strong, fut transformé par la révolution. L'éducation universitaire en Russie était

---

[85] *Ibid*.
[86] *Ibid*.

désormais une affaire de classe ; les délégués syndicaux, les membres du parti communiste, les enfants des ouvriers et des paysans avaient la préférence. Les personnes privées souhaitant une éducation supérieure pouvaient également y entrer, mais le nombre était limité et le coût élevé. La raison de cette discrimination était que l'État payait les factures et considérait les universités comme des organes de l'État, pour former le plus rapidement possible les dirigeants nécessaires à une nouvelle Russie. L'éducation était un don de l'État, non pas pour satisfaire un simple souhait des personnes intéressées, mais adressé à ceux que les diverses organisations souhaitaient spécialement former. Les universités étaient considérées comme un outil pour construire et développer la Russie. Les universités étaient remplies non pas de jeunes qui voulaient acquérir une culture, mais d'étudiants qui suivaient des cours spéciaux pour les besoins correspondants de l'État. Par conséquent, les différentes facultés subirent de grands changements. Les facultés théologiques, autrefois importantes, n'existaient plus. La science de la littérature exigeait auparavant des recherches interminables dans les archives de l'Église dans les langues slaves originales ; désormais, il n'y en avait plus le moindre intérêt. Les études en droit furent entièrement refaites ; la propriété privée comme base du système social fut remplacée par les droits de la communauté, les pouvoirs féodaux et les titres de propriété étant rejetés, et les fonctionnaires de l'État ne devaient plus être avocats. Les nouvelles lois avaient besoin de quelques nouveaux avocats, mais dans une moindre mesure qu'auparavant. Les sciences de l'histoire et de l'économie, constituant le champ du conflit entre la vieille dictature tsariste et la nouvelle dictature marxiste, subirent un changement qui provoqua des bouleversements. Avant la révolution, très peu de professeurs en Russie osaient donner une interprétation économique de l'histoire ; après, s'ils voulaient garder leur emploi, ils devaient vite apprendre le marxisme. Le chaos était complet dans ces facultés. Même les mathématiques présentaient un changement. L'ancienne discipline scholastique n'intéressait plus les jeunes ; les mathématiques appliquées au service des problèmes techniques de la Russie correspondaient à la demande des étudiants choisis par l'État. L'éducation devint pratique et vivante, servant le travail immédiat. Elle perdait en saveur académique mais gagnait en application aux problèmes modernes. La plus forte augmentation dans l'enseignement supérieur intervint dans les institutions techniques. Dans les domaines de l'agriculture, des mines, de l'électricité, se développaient de nouvelles branches, qui attiraient les jeunes d'âge universitaire et aussi les travailleurs adultes, qualifiés dans les métiers, diplômés des facultés des travailleurs. En ce qui concerne cette dernière section éducative, les facultés des travailleurs formèrent une organisation totalement nouvelle dans l'enseignement russe. Ils furent un expédient temporaire ; c'était une voie pour les travailleurs particulièrement doués pour obtenir ensuite une éducation dans

l'enseignement supérieur. Les syndicats versaient les frais pour des études intensives de trois ans dans les cours techniques préparatoires ; quant à l'obtention du diplôme de la faculté des travailleurs, les ouvriers pouvaient entrer dans les plus hautes écoles d'ingénieurs. Des soldats qui, pendant la guerre, apprirent à panser les blessures, ou furent en service dans un hôpital pendant les épidémies, et acquirent le désir de devenir médecin, pouvaient passer l'examen préliminaire, prouvant qu'ils savaient lire et écrire et avaient l'intelligence générale ; sur recommandation de leurs organisations syndicales, ils passaient trois ans dans une faculté des travailleurs se préparant pour des études à l'université. Les anciens professeurs se plaignaient que ces étudiants altéraient les normes académiques ; les nouveaux professeurs rétorquaient qu'ils apportaient de l'énergie et qu'ils servaient les buts de la révolution[87].

D'après le récit de Strong, pendant les années 1922 et 1923, alors que le budget de l'éducation était modeste, les organisations bénévoles vinrent en aide aux écoles. L'activité du Dr. Julius Hecker, et les cours par correspondance Hecker, en furent un exemple. Le révérend Julius Hecker, un méthodiste de New York, docteur en philosophie de l'Université de Columbia, fut poussé par l'idée d'éduquer la Russie par des cours par correspondance sur le plan américain. Il espérait d'abord les faire entrer par le biais de l'Union chrétienne de jeunes gens (YMCA) et passa deux ans en organisant des cours. Mais les États-Unis échouèrent à reconnaître la Russie et l'Union chrétienne de jeunes gens (YMCA) ne put pas y entrer ; alors Julius Hecker, pendant la famine qui débuta au printemps 1921, vint à Moscou avec cinq mille dollars et obtint un contrat pour gérer des écoles par correspondance. En 1923, on comptait ses élèves par dizaines de milliers. Ce n'était pas une concession à but lucratif. Il reçut gratuitement du gouvernement un grand bâtiment et beaucoup d'aide. La plus grande partie de son travail était sous contrat avec des organisations gouvernementales ou syndicales. Le commissariat [ministère] de l'éducation souhaitait des cours pour les enseignants, ou les syndicats désiraient des cours pour les contremaîtres ; Hecker offrait les cours à un prix égal ou inférieur du coût et recevait des subventions des organisations pour couvrir ses pertes[88].

Strong continua, par ses écrits, à offrir des éléments sur l'éducation soviétique. Dans un autre livre, elle décrivit la colonie des enfants « John Reed » sur la Volga[89], qui – selon son opinion – était indicative de la structure éducative de la Russie.

---

[87] *Ibid*.
[88] *Ibid*.
[89] Cf. Anna Louise Strong, *Children of Revolution. Story of the John Reed Children's Colony on the Volga, which is as well a story of the whole great structure of Russia*, Pigott printing concern, Seattle 1925.

Plusieurs aspects de l'éducation en Russie se trouvaient également dans les écrits du journaliste marxiste américain William Henry Chamberlin. Chamberlin, provenant de Greenwich Village dans le sud de Manhattan, à New York, et partageant l'enthousiasme des Bohémiens pour le bolchevisme, traversait la Russie depuis 1922 et exprimait sa sympathie pour l'affaire soviétique. Dans un livre qui contenait des éléments sur les changements radicaux, opérés, jusqu'en 1927, par la révolution en matière d'éducation[90], l'école russe se présentait comme un nouveau type qui différait de son prédécesseur prérévolutionnaire non seulement par les buts et les idéaux généraux, mais aussi par le caractère du corps étudiant et dans les détails de la méthode pédagogique. Des informations intéressantes, dans ce texte, furent offertes. La scolarité de l'enfant russe moyen commençait à l'âge de huit ans. Il existait quelques jardins d'enfants, conçus pour les enfants âgés de trois à sept ans, qui accueillaient moins d'un pour cent des enfants qui pouvaient y être admis. Dans la majorité des cas, la scolarité des enfants durait quatre ans, ce qui était la durée normale de la scolarité à l'école élémentaire. Il y avait aussi les écoles dites « de sept ans » et « de neuf ans », qui combinaient les fonctions des écoles élémentaires et secondaires. Au sommet de la pyramide éducative, se trouvaient les universités et les écoles techniques supérieures, qui accueillaient quatre-vingt-dix mille étudiants dans la Russie soviétique, territoire qui possédait les deux tiers de la population de l'Union soviétique. Toutefois, une lacune persistait dans cette chaîne éducative ; l'école de sept ans donnait une préparation insuffisante à l'université, et même les neuf années étaient reconnues comme un enseignement préliminaire trop court. Des progrès éducatifs originaux se développèrent dans les écoles inférieures et moyennes, plutôt que dans les universités. Les anciennes méthodes d'enseignement, avec chaque sujet enseigné séparément, furent abandonnées. Le système dit complexe, utilisé pour les classes des plus jeunes enfants, prenait un seul thème comme centre d'attention et façonnait toutes les branches de l'enseignement qui l'entouraient, donnant aux élèves une représentation concrète des choses qu'ils étudiaient. La méthode complexe s'avéra impraticable pour les élèves des classes qui correspondaient au lycée, une attention plus spécialisée sur les sujets individuels étant reconnue comme essentielle. Pour les étudiants de ces classes supérieures, la méthode du laboratoire fut utilisée. Dans ce système, les élèves recevaient des tâches dans chaque matière, un travail qui nécessitait une semaine à un mois pour son achèvement, et étaient ensuite laissés libres d'effectuer ces tâches à leur guise. Ils travaillaient seuls dans les salles d'école ; parfois, l'enseignant était dans la

[90] Cf. William Henry Chamberlin, *Soviet Russia. A Living Record and a History*, Little, Brown, and Company, Boston 1930, chapitre "The Revolution in Education and Culture".

pièce et fonctionnait à titre consultatif, apportant son aide lorsqu'on le lui demandait. Si les élèves préféraient parler ou jouer et non travailler, l'enseignant ne réagissait pas. Chaque enfant était libre de choisir les sujets sur lesquels il travaillerait chaque jour. L'absence de restriction externe était une caractéristique marquée de l'école soviétique. Les élèves disposaient d'une marge de liberté et le maintien de la discipline était entre les mains des conseils élus par eux-mêmes. La méthode était bonne pour les élèves plus âgés, ayant appris à travailler sans contrôle, mais certains élèves plus jeunes abusaient de leur liberté et perdaient beaucoup de temps. Les excursions et les intérêts extérieurs, les moyens expérimentaux de résoudre les problèmes, étaient conçus pour attirer l'intérêt tant des instructeurs que des élèves. Les nouvelles méthodes tendaient à faire ressortir l'initiative des enfants. On n'attachait pas d'importance à la discipline scolaire formelle de la lecture, de l'écriture et de l'orthographe, mais au développement de la personnalité de l'élève, une méthode dont les parents démodés se plaignaient, affirmant que leurs enfants n'écrivaient pas correctement. Les informations ci-dessus décrivaient le modèle d'éducation soviétique, dont la réalisation se trouvait loin d'être achevée. Le système scolaire souffrait fortement du manque de ressources matérielles adéquates. Les autorités compétentes n'étaient pas indifférentes dans leur attitude envers les besoins éducatifs ; les crédits pour l'éducation en Union soviétique étaient déjà le double de la somme que le régime tsariste dépensait à cet effet, ne cessant d'augmenter chaque année, mais les besoins étaient énormes, illimités. L'éducation populaire avait au minimum pour tâches d'éliminer l'analphabétisme et d'introduire l'éducation primaire universelle obligatoire. Un tiers des enfants en âge d'être scolarisés dans le pays étaient tenus à l'écart de l'école et ne recevaient aucune éducation, faute d'un logement adéquat, tandis que ceux restants étaient scolarisés dans des écoles surpeuplées, certaines travaillant en deux ou trois équipes. Le manque de fonds entravait la réalisation des idées pédagogiques. Chaque école avait sur ses portes l'inscription « École du travail », mais on réalisait très peu de travail, dans le sens de la formation manuelle, faute d'argent pour des ateliers correctement équipés. Afin de fonctionner avec un maximum de succès, la méthode du laboratoire nécessitait un grand nombre de manuels, livres de référence, cartes et autres accessoires scolaires que les écoles, pas assez riches, ne pouvaient acheter. Les enseignants étaient peu payés, les salaires étant 70% du chiffre d'avant-guerre dans les villes et 60% dans les campagnes. Pire encore était la situation de l'enseignant dans l'éducation secondaire, avec des salaires représentant moins d'un tiers du salaire d'avant-guerre. Le retard dans le paiement des salaires était une plainte commune dans les districts ruraux arriérés. Cependant, malgré la pauvreté et les problèmes associés à l'introduction d'un programme d'innovation radicale, l'espoir dominait ; les enfants étaient soumis à un processus d'entraînement

différent de ce que leurs pères avaient connu. En ce qui concerne les universités et les écoles techniques supérieures, les méthodes d'enseignement ne changèrent pas aussi radicalement que dans les écoles. Le grec et le latin furent abolis, n'étant étudiés que par une poignée de spécialistes ethnologues. L'histoire, l'économie et les sciences sociales étaient enseignées d'un point de vue strictement marxiste. Le trait impressionnant des universités soviétiques était la transformation du caractère du corps étudiant. L'objectif de la politique communiste dans les universités était de les remplir rapidement par les travailleurs et les enfants des travailleurs. Une aide dans ce processus de prolétarisation des écoles supérieures fut l'institution des facultés des travailleurs. Chamberlin réitéra, dans son livre, les informations parues auparavant en Occident sur les lycées ouvriers spécialisés. Les étudiants étaient acceptés sur une base exclusivement de classe, trois années de travail effectif dans une usine ou dans une ferme étant une exigence principale. En 1927, il existait deux types de facultés des travailleurs, les écoles de jour, qui exigeaient la fréquentation à plein temps de leurs élèves, et les cours du soir, pour lesquels les travailleurs pouvaient opter pendant qu'ils étaient encore employés. Les étudiants de la journée obtenaient de leurs syndicats une petite somme d'argent comme moyen de subsistance pendant leur période de formation de quatre ans. Avec les 20.000 étudiants de la journée et les 10.000 étudiants du soir, les facultés des travailleurs représentaient un tiers des étudiants de première année dans les universités. Comparativement, peu d'enfants de travailleurs terminaient les études secondaires ordinaires; mais, chaque fois qu'ils y parvenaient, ils étaient choisis de préférence lors de l'admission dans les universités, sous condition d'avoir réussi les examens d'entrée. Les étudiants pauvres des universités, surtout s'ils pouvaient démontrer leur origine prolétarienne, avaient droit à des allocations en numéraire ; avec des repas bon marché dans les salles à manger des universités et des dortoirs fournis gratuitement, ils pouvaient continuer leurs études sans l'aide de leurs familles. La concentration, ensuite, dans les universités, des étudiants issus de la classe ouvrière, ayant peu d'arrière-fond de culture et d'études, était une expérience discutable. En ce qui concerne l'intérêt, de la part de la population, de faire des études dans les établissements d'enseignement supérieur, il existait une forte envie d'y entrer, mais les universités ne pouvaient même pas accueillir la moitié des candidats à l'admission. Dans les établissements supérieurs de Moscou, sur les vingt mille candidats, seuls six mille pouvaient être acceptés, compte tenu du nombre limité des dortoirs, des salles de classe et des laboratoires. Des efforts étaient faits pour orienter une partie des candidats non retenus dans des instituts techniques, où ils seraient formés pour les postes intermédiaires dans la structure industrielle et commerciale du pays. Outre les établissements d'enseignement de base, les écoles primaires et secondaires, les facultés des

travailleurs, les universités et les instituts techniques, la Russie disposait de plusieurs types d'écoles spécialisées. Il y avait des écoles directement rattachées aux usines, où les jeunes travailleurs âgés de quatorze à dix-huit ans, qui n'avaient pas le droit de travailler à plein temps, recevaient une formation générale, en mettant l'accent sur les métiers qu'ils désiraient apprendre. Il y avait aussi les lycées ruraux à vocation professionnelle, appelés « écoles de la jeunesse paysanne », où on apprenait aux garçons paysans à combiner les études et les travaux agricoles. En ce qui concerne le problème de l'éducation de la population adulte, le gouvernement soviétique, visant à introduire l'alphabétisation générale, réalisa des progrès certains dans ce domaine. L'Armée rouge administrait l'éducation avec l'entraînement militaire ; les soldats n'étaient pas autorisés à rentrer chez eux sans savoir lire et écrire. Les syndicats instituèrent des cours, offerts à leurs membres. Des associations se consacrant à l'effort contre l'analphabétisme, et travaillant avec le commissariat [ministère] à l'éducation, offraient une œuvre générale. À 'l'aide de ces organisations, sept millions d'adultes apprirent à lire et à écrire depuis 1917. Le nombre d'élèves dans les écoles primaires ayant augmenté, le pourcentage d'analphabétisme diminua. La proportion d'alphabétisation variait pour les personnes d'âges et de classes sociales différents. Il y avait vingt millions d'analphabètes âgés de huit à cinquante ans dans la seule Russie européenne. L'alphabétisation générale était irréalisable, dans la mesure où un tiers des enfants n'avaient pas les moyens de suivre une scolarité. Chamberlin reproduisit, dans son texte, la propagande selon laquelle, dans la lutte contre l'analphabétisme, la veuve du leader décédé V. I. Lénine, Nadejda K. Kroupskaïa, une ancienne enseignante, lança le mot d'ordre « La Carthage de l'analphabétisme doit être détruite ». Les jeunes communistes, sous son inspiration, déclenchèrent un mouvement culturel dirigé contre l'analphabétisme. Leurs groupes entraient dans les villes et villages, rencontraient les analphabètes et instituaient des cours pour eux ; chacun enseignait à une personne à lire et à écrire. Le programme du commissariat à l'éducation préconisait l'élimination de l'analphabétisme en 1934. On espérait introduire aussi, à cette date, l'enseignement élémentaire général obligatoire, condition préalable à l'alphabétisation universelle – prévision optimiste, les ressources financières n'étant pas disponibles –. La tâche consistant à alphabétiser les peuples asiatiques du pays et les femmes des paysans était stupéfiante. Il semblait certain qu'au cours des prochaines années, l'analphabétisme serait réduit à de petites proportions voire éliminé et le pays passerait des normes éducatives asiatiques à celles européennes.

Un cas exceptionnel fut constitué par le contact des bolcheviks avec le pédagogue américain John Dewey[91]. Dewey appartenait à la catégorie des « idiots utiles ». Toute personne sympathisant le bolchevisme était un « idiot utile »[92]. Le terme (d'après Karl Radek, collaborateur de Lénine, c'était une expression attribuée à son chef) décrivait les intellectuels, gens honnêtes, alliés de la Russie soviétique, qui, las de la cruauté du système capitaliste et dégoûtés des massacres de la guerre, se solidarisaient au bolchevisme indépendamment de leurs préférences idéologiques et étaient utilisés par la propagande communiste sans qu'ils en soient conscients. En ce qui concerne Dewey, les bolcheviks croyaient que sa pensée était appropriée à la réforme qu'ils voulaient faire au domaine de l'éducation et utilisaient ses œuvres. En 1918, trois ans seulement après la publication de l'œuvre de Dewey *Schools of Tomorrow*, la traduction russe parut. Compte tenu des événements, à l'époque, en Russie et des difficultés inhérentes, c'était un signe que la pensée de Dewey était jugée cruciale pour l'avenir du système éducatif soviétique. D'autres livres de Dewey furent rapidement traduits en russe ; en 1919 – un an seulement après la publication russe de *Schools of Tomorrow* –, une traduction russe de *How We Think* fut publiée, et puis, en 1920, le travail *The School and Society*. D'autres traductions suivirent ; en 1921, les bolcheviks publièrent une brochure de soixante-deux pages, extrait de *Democracy and Education*, qui, selon leur opinion, représentait une œuvre importante de Dewey. Les institutions d'éducation soviétiques utilisaient les livres de Dewey comme guide pour les programmes éducatifs.

En 1927, Dewey participa à une visite guidée de la Russie soviétique et écrivit ensuite un livre dans lequel il exposa ses constatations[93]. Le bilan de ses impressions, se référant aux institutions communistes dans le domaine de l'éducation, était positif. Dewey déclara que, pour un regain d'intérêt dans la production artistique, littéraire, musicale et plastique, caractéristique des écoles progressistes partout dans le monde, la Russie était un pays-modèle dans lequel le but esthétique dominait toutes les choses éducatives, touchant non seulement les écoles, mais aussi l'éducation des adultes. La voie vers laquelle le travail de relèvement culturel du pays s'orientait, avec la formation d'une culture populaire imprégnée de qualité esthétique et avec la conservation des trésors historiques et artistiques de la Russie, était due au commissaire de l'éducation, Anatoli V. Lounatcharski (Lounatcharski, le premier commissaire

---

[91] Cf. David C. Engerman, "John Dewey and the Soviet Union. Pragmatism Meets Revolution", *Modern Intellectual History*, 3, N° 1, April 2006, pp. 33-63.

[92] Cf. Paul Kengor. *Dupes. How America's Adversaries Have Manipulated Progressives for a Century*, Intercollegiate Studies Institute Books, Wilmington (Delaware) 2010.

[93] Cf. John Dewey, *Impressions of Soviet Russia and the revolutionary world*, New Republic Inc., New York 1929.

de l'éducation depuis octobre 1917[94], continuait d'assumer cette responsabilité, loin des controverses à l'intérieur de l'équipe des dirigeants du parti bolchevique). Du point de vue communiste, le problème était non seulement de remplacer le capitalisme par les institutions économiques collectivistes, mais aussi d'implanter une mentalité collective à la place de la psychologie individualiste héritée de la bourgeoisie, une psychologie qui était encore ancrée dans les milieux des paysans, des intellectuels et des couches sociales qui vivotaient dans le secteur tertiaire de l'économie. L'idéologie populaire devait être déterminée par les institutions communistes, mais, dans l'attente de la réussite des efforts des bolcheviks pour engendrer une nouvelle société, elle dépendait de leur capacité à créer une nouvelle mentalité, une nouvelle attitude psychologique. La question était essentiellement un problème d'éducation. Le choix de confier au système étatique éducatif, dans la phase prématurée de la révolution, afin d'influencer la vie des hommes, était d'une importance qui pouvait être facilement décelée. Une confirmation de la position centrale, au cours de l'état de transition des organisations de l'enseignement, était leur tâche sociale qui exigeait une intervention plus large que le fonctionnement du système scolaire. Les changements et les mesures politiques et économiques étaient principalement éducatifs et opéraient non seulement au niveau de la préparation des conditions extérieures pour la création de la future société de l'égalité, mais aussi pour la création d'une atmosphère, d'un environnement favorable à une mentalité collectiviste. Les bolcheviks, face à la masse du peuple, voulaient que les hommes apprennent la signification du communisme non seulement comme approche théorique marxiste, bien que de nombreux efforts aient été faits dans les écoles, mais aussi comme facteur qui libérerait leur vie, en leur offrant un sentiment de sécurité et en leur donnant accès au plaisir de toute forme de culture. L'éducation la plus efficace se trouvait liée aux actes qui amélioreraient le niveau de la vie populaire, tout en associant les gains à une mentalité collective. Au sein des efforts visant à créer une nouvelle mentalité et une nouvelle morale d'un type social coopératif, l'objectif qui serait atteint, cette nouvelle attitude d'esprit, dans la mesure où elle serait nouvelle et révolutionnaire, créerait sa propre société de l'avenir selon ses propres désirs et objectifs. Cette société future s'opposerait à la caractéristique du régime du monde occidental du capital privé et du profit individuel[95].

---

[94] Cf. Sheila Fitzpatrick, *The Commissariat of Enlightenment: Soviet Organization of Education and the Arts under Lunacharsky, October 1917-1921*, Cambridge University Press, Cambridge 2002, passim.

[95] Cf. Dewey, *Impressions...*, *op. cit*.

Dewey réfléchissait, sur la question de la transformation de l'éducation soviétique, que, dans l'état transitoire de la Russie, où l'importance se trouvait dans le changement mental et moral des hommes, l'élément caractéristique était que, contrairement au cliché qui exigeait une transformation opérant comme moyen de changement économique et politique, on observait l'inverse. La fonction des institutions de l'enseignement était de créer des habitudes afin que les personnes agissent collectivement et en coopération, opposées aux habitudes dans les pays capitalistes où on agissait d'une manière individualiste. La même considération définissait l'importance et le but des organisations d'éducation plus étroites, les écoles, qui représentaient l'effort direct pour obtenir l'effet que les autres institutions développaient d'une manière diffuse. Les écoles étaient le « bras idéologique de la révolution » ; Lénine avait souligné la position centrale des écoles dans la production d'une idéologie communiste comme condition du bon fonctionnement des institutions communistes, affirmant que l'école en dehors de la politique était une hypocrisie et que la société bourgeoise se livrait à la dissimulation du fait qu'elle l'utilisait comme un moyen de domination en déclarant qu'elle était politiquement neutre. En outre, Lénine avait déclaré, quant à la fonction politique de l'école, que, si l'objet de la lutte précédente était de renverser la bourgeoisie, le but de la nouvelle génération, plus complexe, était de construire la société communiste[96].

L'idée d'une école où les études des élèves et les méthodes étaient liées à la vie sociale, au lieu d'être isolées, communes dans la théorie de l'éducation, était au centre des tentatives de réforme de l'enseignement en Russie soviétique ; la poursuite des activités scolaires dans les activités sociales hors de l'école était un fait qui se présentait pour la première fois dans l'histoire comme système d'éducation officiellement organisé sur la base de ce principe. En Occident, ce système éducatif était appliqué dans quelques écoles qui étaient des entreprises privées, tandis qu'en Russie il avait le poids et l'autorité de l'ensemble du régime derrière lui. Les responsables de l'éducation purent en peu de temps développer un modèle de travail de ce type d'éducation, n'ayant que peu de précédent sur lequel on pouvait s'appuyer, parce que le régime avait donné au côté économique et industriel de la vie sociale la place centrale qu'il occupait dans cette phase. L'avantage de l'éducation en Russie, par rapport au reste du monde, résidait dans ce fait même. Dewey mit en évidence que, dans les pays occidentaux, l'obstacle pratique, auquel faisaient face les réformateurs de l'éducation, pour introduire dans les écoles ce lien avec la vie sociale était l'antagonisme personnel et le désir du profit privé dans la vie économique. Ce fait rendait nécessaire la protection des activités

[96] *Ibid.*

scolaires contre les contacts et les liens sociaux, au lieu d'être organisées pour les créer. Les idéaux des réformateurs de l'éducation ne pouvaient être réalisés que dans une société fondée sur le principe de la coopération[97].

La position centrale du travail dans l'économie et dans la société exigeait l'implication des écoles dans la vie sociale. Dewey reproduisit la pensée de Lounatcharski, qui avait déclaré que les deux principaux problèmes de l'éducation sociale étaient, d'une part, le développement de l'économie publique en se référant à la reconstruction socialiste en général et l'efficacité du travail en particulier, et, d'autre part, le développement de la population dans l'esprit du communisme. Les buts de l'éducation étaient énoncés premièrement par l'union de la culture générale avec l'efficacité du travail et le pouvoir de participer à la vie publique; deuxièmement par la couverture des besoins réels de l'économie nationale par la préparation des travailleurs dans les différentes branches et catégories de qualifications, et troisièmement par le lien avec les besoins des différentes localités et des différents types de travailleurs. Ces opinions devaient être comprises à la lumière des pratiques mises en œuvre. Ainsi était interprété le fait que les objectifs de l'union de la culture générale avec une efficacité de travail précédaient la préparation des travailleurs. Le système n'était pas professionnel, il ne visait pas à la formation technique des travailleurs spécialisés. Au contraire, la formation était partout subordonnée aux exigences de la culture générale ; la découverte des capacités qui permettraient à un individu de poursuivre, d'une manière coopérative, un travail socialement utile était conçue dans le sens de tout ce qui rendait la vie humaine plus complète. La préparation des professions particulières était réalisée à l'étape des écoles polytechniques, où chaque élève pouvait choisir une technique et, au lieu de recevoir une formation limitée, être spécialisé dans les questions qui étaient fondamentales pour les diverses technologies industrielles. Pour adopter la conception de l'éducation industrielle s'identifiant à la culture générale appropriée à une société centrée sur la collaboration, des causes existaient, dont l'une était l'état de la théorie éducative développée dans d'autres pays, au cours des premières années après la révolution de 1917. La doctrine était que la participation au travail productif était le stimulus pour la participation active des élèves à leur propre éducation, car le travail productif était en accord avec le processus naturel ou psychologique de l'apprentissage et fournissait également la voie pour relier l'école à la vie sociale. Ainsi, à partir d'une première période, l'idée de l' « école du travail » fut centrale. Une caractéristique principale de cette théorie était que, alors que le travail productif était par excellence éducatif, il devait être pris dans un sens social – comme un moyen de créer un nouvel ordre

[97] *Ibid*.

social et non simplement comme un complément dans le régime économique existant –. Ce facteur expliquait que, pour la période antérieure à l'essor de l'éducation soviétique jusqu'en 1923, l'influence américaine, ainsi que celle de Tolstoï, étaient dans l'ensemble prédominantes. Ensuite, une réaction existait, d'un point de vue marxiste. Cependant, la réaction, ne prit pas la forme du rejet de la notion de travail productif comme centrale dans les écoles. Elle donna seulement l'idée d'une forme socialisante en interprétant l'idée du travail sur la base de la nouvelle position de l'ouvrier induite par la révolution prolétarienne. Le changement fut graduel, et, même au cours de la période jusqu'en 1927, la mutation n'était pas complète, mais l'accent était mis sur l'idée générale de la connexion de l'école avec l'industrie. Sur ce point, la politique officielle concernait l'asservissement par l'école des besoins locaux, sans aucune uniformité, avec une centralisation limitée à la question du but ultime (le socialisme), alors que la diversification était encouragée. Chaque province avait sa propre école expérimentale, qui complétait le travail des stations expérimentales centrales ou fédérales, en étudiant les ressources locales, les matériaux et les problèmes en vue d'adapter le travail scolaire à leur disposition. Le principe de la méthode officiellement prévue était que, dans tous les sujets, le travail des élèves devait commencer par l'observation de leur propre environnement, naturel et social. Dans le nouveau système, il était nécessaire pour les enseignants eux-mêmes de devenir des étudiants, car ils devaient concevoir l'objet traditionnel d'un nouveau point de vue. Ils étaient contraints à la fois d'étudier leur environnement local et de se familiariser avec les plans économiques du gouvernement central. Une grande importance était accordée dans le système éducatif aux sciences naturelles. Le matériel connexe ne devait pas être traité comme un élément isolé, mais dans la façon dont il pénétrait dans la vie humaine au moyen de l'utilisation des ressources naturelles dans l'industrie à des fins sociales. Cette méthode obligeait les enseignants à être conscients du programme de l'État et des projets dans l'avenir pour le développement économique du pays. Dewey estimait que, par ce plan central, l'éducateur soviétique participait au développement social du pays, dans lequel l'industrie était une fonction publique plutôt qu'une entreprise privée[98].

En ce qui concerne le système d'administration des écoles soviétiques et la discipline, Dewey constata que l'idée de la liberté et du contrôle étudiant avait tendance, au cours des premières années après la révolution de 1917, à se manifester avec violence. Mais l'idée de l'auto-organisation, qui était fondamentale dans le système officiel, fut élaborée sous une forme positive, de sorte que, dans l'ensemble, les excès de la période initiale disparurent. Les

[98] *Ibid.*

organisations des élèves qui furent invoquées pour obtenir l'autodiscipline n'étaient pas créées par leur désir de gouverner l'école, mais se développèrent hors de l'application du travail nécessaire à l'école elle-même. Compte tenu de la croyance, qui prévalait en Occident, selon laquelle il y avait une absence totale de liberté et un mépris total des méthodes démocratiques en Russie après 1917, ceux qui partageaient cette idée trouveraient l'enfant dans des écoles beaucoup plus démocratiquement organisées, par comparaison avec les élèves dans les pays occidentaux, et noteraient qu'il recevait par le système d'administration scolaire une formation systématique utile, plus tard, pour sa participation active à l'autogestion des communautés locales et des industries. Les constatations générales de Dewey étaient que le système éducatif russe décrit existait non quantitativement mais seulement qualitativement. Sa réalisation, considérée statistiquement, était encore très restreinte, à cause des complications externes comme la guerre, la famine, les enseignants formés à des idéaux différents, et des difficultés internes à initier un système éducatif sur une nouvelle base sociale. Compte tenu des obstacles, un progrès sérieux fut accompli. Bien qu'étendu dans un cadre limité, le plan n'était pas sur le papier ; il était le centre du soin continu des responsables de l'éducation, un organisme mu par lui-même[99].

À côté des personnes mentionnées ci-dessus, d'autres éducateurs contribuèrent au redressement de la pédagogie russe. Dans le cas de l'école allemande, fondée à Moscou et offrant, depuis 1924, des services éducatifs en langue allemande, l'intention était, au début, une combinaison du contrôle socialiste et de la praxis pédagogique[100].

L'internationalisation du mouvement de l'éducation communiste.

En dehors du territoire de l'autorité soviétique, les éducateurs épris d'idéologie communiste s'adonnaient à leur propre lutte d'orientation révolutionnaire. Dans le cas de la France, le mouvement fut représenté, entre autres, par deux revues pédagogiques, ayant pour titres *Clarté* et *L'école émancipée*. La première soutenait le mouvement internationaliste et pacifiste initiée par Henri Barbusse[101]. La deuxième était l'organe de la fédération des syndicats de l'enseignement, s'adressant, en 1921, à 5.000 abonnés et occupant une place

---

[99] *Ibid*.

[100] Cf. Natalja Mussienko - Aleksandr Ju Vatlin, *Schule der Träume: die Karl-Liebknecht-Schule in Moskau (1924-1938)*, 2005, pp. 43-49.

[101] Cf. Alain Cuénot, « *Clarté* (1919-1928) : du refus de la guerre à la révolution », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, N° 123, 2014, pp. 115-136. Pour Barbusse, cf. Jean-Pierre Morel, *Le Roman insupportable. L'Internationale littéraire et la France (1920-1932)*, Gallimard, Paris 1985.

considérable dans la presse pédagogique. Dans la revue *L'école émancipée*, les pages intitulées « Vie scolaire », « Vie pédagogique » et « Vie littéraire et scientifique » apportaient une aide aux enseignants communistes pour accomplir leur tâche journalière dans l'école. La page « Vie corporative » luttait contre l'arbitraire et le favoritisme, défendant l'école laïque et ses maîtres, et s'efforçant d'obtenir une augmentation des salaires. La « Vie sociale », restait dans la ligne internationaliste. La revue, une tribune de perfectionnement mutuel dans laquelle la libre discussion était garantie aux enseignants de diverses tendances syndicalistes[102], était dirigée, après 1922, par la Fédération unitaire de l'enseignement, syndicat du deuxième degré appartenant à la Confédération générale du travail unitaire (syndicat du troisième degré lié dans le parti communiste français, qui soutenait la voie de la bolchevisation des organisations communistes). Des pédagogues novateurs collaboraient avec la revue.

En août 1922, fut créée, par un congrès fondateur à Paris, une organisation internationale politique et syndicaliste des éducateurs – dans leur majorité des instituteurs –, l'Internationale des travailleurs de l'enseignement, qui se mit en relation avec le syndicat des travailleurs de l'enseignement et de la culture socialiste de la Russie soviétique. L'organisation, à laquelle adhérèrent aussi des syndicats de l'Internationale syndicale rouge (Profintern)[103], réunissait les éducateurs qui acceptaient la lutte de classes, l'antimilitarisme radical et l'école rationnelle, et comprenait les organisations Fédération des syndicats de l'Enseignement en France, Freie Lehrergewerkschaft en Allemagne, Associacion générale de Maestros en Espagne, Union des instituteurs communistes hollandais, Sindacato Magistrale Italiano, Syndicat des instituteurs du Luxembourg. Dans chaque groupement national, on discutait des questions liées à l'action internationale pour l'amélioration de la situation du personnel enseignant, pour la rénovation de l'enseignement du cours d'histoire – conçu comme un instrument de domination par la classe capitaliste – et pour la lutte contre l'éducation de la haine donnée dans les écoles. Les syndicats développaient une action pour régénérer l'éducation néfaste des enfants, dirigée par la classe au pouvoir dans un sens opposé aux intérêts et à l'idéal du prolétariat mondial, qui serait à l'avenir la source d'où sortiraient les générations d'hommes libres. En 1924, un congrès international de

[102] Cf. *L'Humanité* (Paris), 14-9-1921, « L'École émancipée ».
[103] Cf. Reiner Tosstorff, *Profintern. Die Rote Gewerkschaftsinternationale 1921-1937*, Ferdinand Schöningh, Paderborn 2004.

l'organisation se déroula à Bruxelles sous la direction du secrétaire, membre du parti communiste français, Léon Vernochet[104].

Le cas spécial, en France, d'un jeune enseignant appelé Célestin Freinet correspondait à l'effort progressiste de changer l'école traditionnelle. Freinet, enseignant dans une école primaire depuis 1920, membre du parti communiste français, soutint, en 1920, le mouvement pédagogique de l'Éducation nouvelle et son programme de la participation des enfants à leur propre formation. Après 1920, ses écrits en science de l'éducation parurent dans les revues sur l'éducation *Clarté* et *L'école émancipée*. En 1925, Freinet participa à une délégation de la Fédération unitaire de l'enseignement, qui se rendit en Russie sur invitation du syndicat soviétique des travailleurs de l'enseignement ; à Moscou, il rencontra la veuve de V. I. Lénine, Nadejda K. Kroupskaïa. Son impression, formée sur place, concernant le travail et la vie à l'école russe fut positive[105]. Son opinion était que la nouvelle école russe, l' « école du travail », qui mettait le travail et le matérialisme à la base de sa pédagogie, constituait un pas en avant ; l'esprit fondamental de la nouvelle pédagogie était le triomphe du travail[106]. À son avis, l'école du travail russe avait une ancêtre, l'école du travail allemande. La différence résidait dans le fait que la pédagogie allemande reconnaissait les avantages du travail pour le développement harmonieux de l'enfant, mais elle introduisait le travail manuel à l'école non pas pour apprendre à l'élève l'amour et le respect du travail, mais comme une simple méthode pour l'acquisition capitaliste du savoir. En France, également, conformément au même état d'esprit, le travail manuel, étant un bon adjuvant de l'éducation qui favorisait l'activité de l'enfant et permettait de concrétiser certaines branches du savoir, restait une méthode, laissant la base et le but de l'école intangibles. L'école restait une fabrique d'esprits, un organisme créé à côté de la vie par lequel l'enfant devait passer pour devenir un homme. L'école russe changea de base et de sens et fut libérée des adultes, devenant l'école de l'enfant pour l'enfant. L'enfant vivait dans son milieu, ne vivait pas dans une vie fictive qui était la vie scolaire ; il vivait sa vie de jeune homme, pratiquant les diverses activités qui lui étaient naturelles. Il jouait et travaillait naturellement, le travail intelligent et libre étant naturel à l'homme. Il travaillait manuellement et intellectuellement, sans que ces deux activités

---

[104] Cf. *L'Humanité*, 29-6-1922, « L'Internationale de l'Enseignement » ; Laurent Frajerman, « Le rôle de l'Internationale des Travailleurs de l'Enseignement dans l'émergence de l'identité communiste enseignante en France (1919-1932) », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, N° 85, 2001, pp. 111-126.

[105] Cf. Célestin Freinet, « Mes impressions de pédagogue en Russie soviétique », *L'école émancipée*, N° 13, 20-12-1925 ; N° 17, 17-1-1926.

[106] Cf. *L'école émancipée*, N° 30, 25-4-1926, pp. 414-415 ; N° 31, 2-5-1926, pp. 429-430 ; N° 37, 13-6-1926, pp. 514-515

soient séparées. Le mode de ce travail n'était pas différent du travail des adultes. On travaillait pour produire quelque chose ; c'était le travail qui acquérait une intelligence. Au milieu des parcs et des bois, les enfants vivaient heureux, guidés par des éducateurs qui s'appliquaient à leur apprendre et à les satisfaire. L'école russe était l'école du nouveau milieu révolutionnaire, l'expression d'une société renouvelée et la préparation rationnelle à cette société. D'ailleurs une école publique n'aurait pas pu vivre dans d'autres conditions. Chaque société avait son école adéquate. L'école française était l'école capitaliste, ayant ses caractéristiques, ses méthodes, ses buts. Il apparaissait naturel que les Français aient leur école et la Russie soviétique ait une école de la vie et du travail. L'erreur était de croire que l'instauration en France d'une autre école était possible. L'école, malgré ses efforts, ne rebâtirait pas la société nouvelle. Il ne suffisait pas de réformer l'école ; il fallait la transformer. Une révolution à l'école n'était pas possible, au milieu d'une société contre-révolutionnaire. Il serait vain d'attendre de l'école une modification lente et pacifique des esprits.

Freinet décrivit les méthodes et les techniques, originales ou transposées, qui rendaient effectives la vie et la pénétration du travail à l'école russe. Dans les jardins d'enfants, le travail et non le jeu était à la base de l'éducation. À ce jeune âge, le travail et le jeu étaient intimement mêlés. Les jeux imaginés par Maria Montessori étaient un travail pour les enfants parce qu'ils exigeaient une activité multiple, manuelle et intellectuelle, et qu'ils éduquaient en amusant. Mais ces jeux avaient un caractère fictif ; le but – utile – n'apparaissait pas. Les pédagogues russes voulaient, dès cet âge, donner comme fin à l'activité préscolaire, dans les jardins d'enfants, un travail utile. On laissait les enfants s'exprimer librement par le dessin, par le modelage et les travaux manuels en général, par la musique et le théâtre, les préparant de bonne heure à la vie et au travail collectif. Il existait aussi, dans les jardins d'enfants, le coin de la nature, où les enfants examinaient et soignaient les animaux et les plantes. En dehors de l'école, les enfants se mêlaient de très bonne heure à la vie publique. Ils participaient aux fêtes et aux manifestations, profitant d'une formation non pas abstraite, mais actuelle et humaine. À l'école primaire, la pédagogie russe ne se souciait pas de donner des connaissances à un enfant de sept ans. Les Russes évoluaient lentement ; ils savaient que, si l'enfant devait quitter l'école à treize ou quatorze ans, le jeune travailleur trouverait des clubs avec des livres et des journaux, des réunions vivantes où son esprit s'aiguiserait, des musées où il pourrait juger librement la saine beauté. Et si, un jour, il ressentait le besoin de s'instruire plus profondément, il pourrait encore, après son travail, s'en aller étudier dans ces merveilleuses institutions, les facultés des

travailleurs[107]. Par cette écriture poétique, Freinet transféra sur le papier ses impressions d'une société idéale future qui, à ce moment, n'existait guère.

Le sport ouvrier.

Un poids particulier, dans le but d'offrir une assistance supplémentaire à l'œuvre de l'éducation et de la propagande communiste, fut accordé en Russie, après 1917, à la culture de l'esprit sportif. La particularité du sport, en tant que phénomène social, s'inscrivant dans la culture, la satisfaction offerte par le sport comme activité sociale, ainsi que le contenu dont dispose la relation du sport avec les questions sociales plus larges, furent repérés et estimés. À une échelle internationale, dans les conditions d'évolution du mouvement ouvrier après la Guerre européenne, les communistes participaient à l'Internationale rouge sportive créée en 1921[108]. Des questions liées aux priorités du mouvement furent débattues ; en 1924, fut posé le thème de l'utilisation du sport ouvrier international comme arme idéologique. La position communiste selon laquelle le sport était pour la classe bourgeoise un moyen d'étendre son influence politique, de préparer la jeunesse à l'armée, d'exalter le chauvinisme tout en constituant une source de profit, fut accentuée. Les communistes devaient créer des clubs sportifs ouvriers et, se groupant autour de l'Internationale rouge sportive, transformer les fédérations sportives en organisations révolutionnaires[109]. En Grèce, la formation de fractions communistes, à savoir le fonctionnement de noyaux de parti dans les organisations sportives, ayant pour finalité la promotion des buts politiques[110], était une mesure exigée pour que les membres du parti communiste grec puissent entreprendre une action quotidienne dans la masse des écoliers et des jeunes sur la base révolutionnaire. Les dirigeants de l'Internationale communiste des jeunes suggéraient les mesures d'organisation devant être prises. La tâche était de créer un appareil pour le travail sportif, de développer une propagande dans les organisations sportives et de créer un réseau de fractions dans les organisations sportives bourgeoises, pour diriger le travail des communistes parmi les jeunes sportifs. D'autre part, la tâche politique était de rallier les organisations sportives aux revendications du mouvement sportif révolutionnaire, et d'enrôler les clubs sportifs dans les luttes économiques de

---

[107] Cf. Freinet, « Mes impressions…, *op. cit*.

[108] Cf. *Correspondance internationale des jeunesses*, 3, N° 7, 1-5-1922.

[109] Cf. *La correspondance internationale*, « Sur l'Internationale Communiste des Jeunesses », 4, N° 64, 10 septembre 1924, p. 684.

[110] Cf. Αρχείο Κομμουνιστικού Κόμματος Ελλάδας Résolutions de l'Internationale Communiste des Jeunesses sur les fractions communistes dans les organisations et organes extérieurs au parti, 1925, 2 pp.

la classe ouvrière et dans la lutte contre la menace de guerre. Des mesures devaient être déterminées pour renverser la corrélation négative des forces. L'activité de la bourgeoisie en matière sportive était constituait de tentatives d'influencer la jeunesse en fondant des organisations sportives recevant une aide matérielle considérable. Le monopole sportif exercé par la bourgeoisie conduisait le mouvement sportif bourgeois à s'accroître, en s'efforçant d'attirer les écoliers par le biais du sport, d'effacer le caractère de classe du mouvement sportif ouvrier et d'inciter les travailleurs à la collaboration de classes. En revanche, le résultat de la planification du centre communiste de Moscou, partout en Europe et en Grèce, ne confirma pas la justesse de la ligne politique ; très tôt, la faiblesse du sport communiste face à la force du sport bourgeois et du sport social-démocrate devint évidente. En pratique, la question du sport demeurait théorique, car les instructions de Moscou relatives à l'activité que les jeunes communistes devaient développer parmi les écoliers et les jeunes ne furent pas prises en sérieuse considération par les partis communistes. C'était une conséquence de la ligne politique qui véhiculait l'estimation d'après laquelle il était encore possible, malgré les échecs, de renverser le pouvoir bourgeois ; le poids se déplaçait vers la pratique, vers la préparation de la révolution. Quand fut établie la considération de la stabilisation du capitalisme, d'autres modes de propagande parmi les jeunes et d'opposition idéologique furent mis en place en vue de créer une infrastructure propice à une lutte à long terme.

1.6. Intellectuels grecs, radicaux et communistes.

Les intellectuels et « intellectuels », cadres du parti communiste grec.

Les intellectuels socialistes qui participèrent en tant que membres au parti grec dans sa période initiale après sa fondation en 1918, restèrent, un peu de temps encore, dans ce même parti évolué en socialiste ouvrier (communiste). La seule exception fut celle de Giannios, qui abandonna le nouveau parti dès son congrès fondateur. Nikolaos (Nikos) Giannios, ancien élève de la Grande École de la nation grecque à Istanbul, qui fit des études en littérature française à Paris et, après 1903, à l'âge de 18 ans, travailla comme secrétaire du démoticiste Giannis Psycharis, resta, après 1908 et pendant les années suivantes, un social-démocrate au profil modéré ; en tant que fondateur d'un parti social-démocrate en Grèce, membre de l'organisation socialiste internationale d'après-guerre mais inexistant dans la vie politique du pays, il eut une activité purement intellectuelle, dans le milieu ouvrier grec caractérisé par son orientation révolutionnaire, publiant des livres au contenu socialiste et de tels articles dans les revues et journaux. Il écrivit en 1926 une étude sur le

socialisme et le démoticisme, dans laquelle il soutint la thèse que le démoticisme était une condition à remplir exigée pour la formation du mouvement bourgeois moderniste, qui en outre donnait des principes de programmation à la classe bourgeoise éclairée[111]. Son épouse, l'institutrice Athina Gaïtanou-Gianniou, originaire également, comme nous l'avons dit, d'Istanbul, était une écrivaine et journaliste ayant une activité continue dans le domaine du socialisme et des droits de la femme[112].

D'autres intellectuels socialistes restèrent dans le parti grec jusqu'à sa transformation en parti en processus de bolchevisation. L'instituteur juif Avraam Benaroya, d'origine bulgare, les avocats Gianis Kordatos et Pantelis Pouliopoulos, dont nous avons déjà discuté, se trouvaient parmi eux. Ils acquirent la connaissance du marxisme à un niveau avancé en faisant un effort personnel. Ils avaient un motif idéologique et politique personnel, qui n'était pas le cas de Glinos, individu ayant une activité intellectuelle, connaissant le marxisme mais sans aboutir à un choix définitif d'une idéologie.

Certains cadres du parti allèrent à Moscou pour faire des études universitaires. Après 1921, l'Université communiste des travailleurs d'Orient (KUTV), une institution éducative de l'Internationale communiste fonctionnant à Moscou, recevait des étudiants qui représentaient des dizaines de nationalités. Les personnes qui y étaient formés se divisaient en deux groupes. Le premier groupe se composait d'étudiants locaux destinés aux nomenclatures nationales des régions de la République soviétique. Le second était constitué d'étudiants étrangers, dont la tâche était la lutte pour établir le communisme dans leurs pays en renforçant l'organisation de la section locale de l'Internationale communiste, l'agitation dans les masses, l'organisation de soulèvements et l'éclatement de la révolution finale. La période de formation complète était de 3 ans, avec un programme d'études qui était de nature éducative générale ; les principales branches en étaient l'économie et l'administration, le secteur juridique, le mouvement syndical, l'éducation politique et le travail de parti. Les étudiants suivaient également une formation militaire dans les camps d'été. En plus de l'enseignement, des recherches étaient aussi menées dans des domaines variées, tels que les questions économiques et sociales en Russie et à l'étranger et les problèmes nationaux et coloniaux dans divers pays. Le premier recteur fut Grigori I. Broydo, diplômé en Droit de l'université de Saint-Pétersbourg, ancien membre de l'organisation juive Bund à Vilna, en Lituanie, en 1901, et membre du parti social-démocrate russe depuis 1903 ; il appartenait d'abord à l'aile des mencheviks, puis devint

---

[111] Cf. N. Γιαννιού, *Δημοτικισμός και σοσιαλισμός*, Τυπογραφείον «Κοινωνίας», Αθήνα 1927.
[112] Cf. Myrto Gianniou, fille de Nikos Giannios et d'Athina Gaïtanou-Gianniou, renseignements, 1992.

bolchevik en 1918. Il fut remplacé en 1926 par Boris Z. Shumyatski. Parmi les professeurs, Vladimir I. Lebedev, en 1917 diplômé de l'université de Moscou en histoire, enseignant à l'université communiste (KUTV) depuis 1924, était un historien des mouvements populaires du XVIIIe siècle. Le professeur Mirsaid Sultan-Galiev, ancien instituteur du primaire, membre du conseil du commissariat [ministère] aux nationalités de la République soviétique en 1920, enseignait à l'université (KUTV) jusqu'en 1923. Le professeur Ilya P. Traynine, ancien immigrant à Genève et étudiant libre à l'université de Paris au cours des années de 1911 jusqu'en 1917, était, depuis 1920, membre du commissariat aux nationalités et, dans les années 1923-1925, président du commissariat à l'éducation de la République soviétique. À l'université communiste, près de dix cadres du parti communiste grec, envoyés en Russie à l'époque que nous examinons, firent des études. Parmi eux, Andronikos Chaïtas, grec originaire de Géorgie en Russie tsariste, prit part, à l'âge de 23 ans, à la révolution de 1917. En tant que membre du parti bolchevique, il suivit des cours à l'université (KUTV) en 1921. En 1922, il alla à Athènes, où il suivit des cours, pour une courte période, à la faculté de droit de l'université, ayant en même temps une activité dans le parti communiste grec en collaboration avec l'ambassade soviétique. En mars 1927, il fut élu secrétaire du parti. Kostas Eftychiadis, grec né en Russie méridionale, participa, à l'âge de 19 ans, à la révolution de 1917, et ensuite à la guerre civile. En 1922, il suivit des cours à l'université communiste (KUTV) et, en 1925, alla en Grèce, où il eut une activité dans le parti grec en contact, en tant que russophone, avec la légation soviétique à Athènes. L'instituteur Dimitrios Sakarelos, diplômé de l'école pour les instituteurs de la ville de Lamia en Phthiotide en Grèce centrale, fut recruté par le parti socialiste ouvrier (communiste) à l'âge de 20 ans et, en 1921, à l'âge de 21 ans, alla en Russie soviétique, où, en 1922, il fit des études à l'Université communiste (KUTV). En 1924, il rentra en Grèce et assuma des responsabilités dans l'appareil de direction du parti grec. L'ouvrier Nikolaos (Nikos) Zachariadis, originaire de la Thrace de l'Est, voyagea en 1919, à l'âge de 16 ans, en Russie soviétique et, en 1921 il fut recruté par la jeunesse communiste et ensuite en 1922 par le parti soviétique. En 1923, il fit des études à l'université communiste (KUTV) ; en 1924, il alla en Grèce, où il fut responsable pour des postes successifs dans la direction du parti grec. L'ouvrier du tabac Konstantinos Theos, originaire de la région du mont Pilion en Thessalie, fut recruté en 1919, à l'âge de 23 ans, par le parti socialiste ouvrier (communiste). Il fit des études à l'université communiste (KUTV) pendant la période de 1924 à 1926. Rentré en Grèce, il fut élu député du parti communiste au parlement grec. L'avocat Dionysis Piliotis, diplômé de la faculté de droit de l'université d'Athènes, fut recruté dès la période de ses études, à l'âge de 20 ans en 1921, par la jeunesse communiste ; en 1922, il partit pour la Russie, entra en 1924 à l'université communiste (KUTV) et en

1926 rentra en Grèce pour travailler comme cadre de l'appareil du parti grec. L'ouvrier Giannis Michaïlidis, originaire d'Istanbul, alla en Russie soviétique en 1918, à l'âge de 19 ans. En 1924, il fut admis au parti soviétique et ensuite fit des études à l'université communiste (KUTV).

Les autres cadres communistes, à l'intérieur du pays, faisaient un effort personnel pour améliorer leur profil éducatif. La lecture des livres et des journaux, la participation à des cours éducatifs du parti, en étaient les moyens. Dans un recueil, certains cas d'une importance particulière pouvaient y être discernés. Georgios Georgiadis, originaire de Messénie dans le Péloponnèse, étudia le droit et exerça la fonction de procureur. Il adhéra aux idées socialistes et, à l'âge de 26 ans, rejoignit le parti socialiste-ouvrier grec en 1918. Il démissionna ensuite de son poste de procureur, se consacrant au travail dans le parti[113], et, à cause de sa formation marxiste importante, se distingua comme l'un des théoriciens du parti. Les positions modérées de Georgiadis contredisaient celles de l'aile gauche du parti, désireuse d'entrer dans la voie de sa bolshevisation. En février 1922, à la première conférence panhellénique du parti, Georgiadis, avec Gianis Kordatos et Avraam Benaroya, soutint la révision de la ligne du parti. Les dirigeants modérés, alliés à Nikos Dimitratos, Aristotelis Sideris et Albert Couriel, réussirent à l'adoption d'une position du parti ralentissant la révolution, selon laquelle le parti était encore dans une période d'organisation et de propagande et avait besoin d'une longue existence légale. La position de l'abandon temporaire de l'orientation révolutionnaire déclencha l'opposition des cadres du parti partisans de la révolution immédiate ; une révision fut réalisée lors de la conférence du parti en novembre 1922. En 1924, Georgiadis, Nikos Dimitratos, Benaroya et autres furent écartés comme opportunistes[114]. À la période de la scission de l'Association pour l'enseignement, Georgiadis était député au parlement grec, inscrit sur les listes du parti des Libéraux aux élections législatives en novembre 1926. L'instituteur Nikos Ploumpidis, diplômé de l'école pour les instituteurs de la ville de Pyrgos en Élide dans le Péloponnèse, enseignait depuis 1924 dans la ville d'Elasson en Thessalie ; en 1926, à l'âge de 24 ans, il adhéra au parti communiste. Chrysa Chatzivasiliou, diplômée d'une école de sœurs en Asie mineure et parlant couramment le français, réfugiée à Athènes en 1923 à l'âge de 19 ans, adhéra au parti communiste et prit en 1924 un poste confidentiel comme dactylographe à l'ambassade soviétique. Orfeas Ikonomidis, réfugié d'Asie mineure, recruté à la jeunesse communiste depuis 1923 à l'âge de 16 ans, était, depuis 1926, étudiant à la faculté de droit de l'université d'Athènes et travaillait en même temps comme journaliste dans le

[113] Cf. Ageliki Georgiadou-Katsoulakou, fille de Georgios Georgiadis, renseignements, 1992.
[114] Cf. Avraam Benaroya, interview, *Το Βήμα* (Athènes), 7 novembre 1978.

journal du parti *Rizospastis*. Georgios Kolozof, originaire de la ville thracienne ottomane de Dédéagach près du fleuve Hevros, étudiant en 1918 à la faculté de droit de l'université d'Athènes, fut recruté en 1919, à l'âge de 19 ans, à la jeunesse du parti socialiste ouvrier (communiste) et ensuite au parti. Il fut l'un des accusés, en 1925, au procès des autonomistes. Serafeim Maximos, originaire de la Thrace de l'Est, ancien élève de la Grande École de la nation grecque à Istanbul, alla en 1922 en Grèce et fut recruté au parti socialiste ouvrier (communiste). Il fut, en 1924, l'un des délégués du parti communiste grec au congrès de l'Internationale communiste, à Moscou. En 1926, il fut élu député du parti communiste au parlement grec. L'ouvrier Petros Polychronidis (Rousos), cousin de Serafeim Maximos, qui alla à Odessa en Ukraine et fit des études à l'école commerciale grecque de la ville, se déplaça, en 1923 à l'âge de 15 ans, au Pirée, fut recruté à la jeunesse du parti socialiste ouvrier (communiste) et ensuite au parti, où il travailla comme révolutionnaire professionnel à divers postes[115]. Dimitrios (Takis) Fitsios, originaire de la ville de Lamia en Phthiotide en Grèce centrale, fit des études en droit à l'université d'Athènes, et, en 1922, à l'âge de 20 ans, fut recruté à la jeunesse du parti socialiste ouvrier (communiste). En 1925, il était l'un des accusés au procès pour la question macédonienne. Eleftherios Stavridis, provenant de la Thrace de l'Est, fit des études à Istanbul à la Grande École de la nation grecque. À l'âge de 26 ans, en 1919, il rejoignit le parti socialiste ouvrier (communiste) et, en 1922, commença à travailler comme rédacteur du journal du parti *Rizospastis*. En 1924, à la phase de l'adoption de la ligne de la bolchevisation du parti, avec l'expulsion de la génération fondatrice du parti socialiste ouvrier comme opportunistes, et le changement de titre du parti socialiste ouvrier (communiste) en parti communiste - section de l'Internationale communiste, il se présenta comme l'un des dirigeants. En septembre 1925, il fut élu secrétaire temporaire du parti communiste, en remplacement du secrétaire emprisonné Pantelis Pouliopoulos. Après la chute du régime dictatorial de Pangalos, en septembre 1926, Stavridis fut remplacé au poste de secrétaire du parti par Pastias Giatsopoulos et, aux élections législatives de novembre 1926, fut élu député du parti. L'avocat Nikos Dimitratos, originaire de l'île ionienne de Céphalonie, avait étudié le droit à l'université d'Athènes. En 1918, à l'âge de 24 ans, il fut élu secrétaire du parti socialiste ouvrier, remplacé par Gianis Kordatos en 1922. En 1924, ayant adopté les positions de la social-démocratie, en abandonnant l'orientation révolutionnaire du parti et la ligne bolcheviste, il fut évincé du parti. L'instituteur Tasos Chaïnoglou, originaire de la Thrace de l'Est, fut recruté, en 1919 à l'âge de 19, au parti socialiste ouvrier (communiste). Aux élections législatives de 1926, il fut élu député du parti

[115] Cf. Petros Rousos, renseignements, 1980.

communiste. Le journaliste Georgios (Giorgis) Nikolis, provenant de l'île Eubée en Grèce centrale, commença des études en droit à l'université d'Athènes, sans les terminer à cause de la guerre ; devenu journaliste, fut recruté en 1922, à l'âge de 23 ans, au parti socialiste ouvrier (communiste) et fut désigné rédacteur du journal *Rizospastis*. En 1924, il en devint le rédacteur en chef, remplaçant Petros Pikros. L'instituteur Giannis Talaganis (pseudonyme Zevgos), originaire de la région d'Arcadie dans le Péloponnèse, était diplômé de l'école pour instituteurs d'Athènes. En 1919, à l'âge de 22 ans, il fut recruté au parti socialiste ouvrier (communiste). En 1921, il occupait un poste d'instituteur en Macédoine. Il écrivait des reportages dans le journal du parti *Rizospastis*. Pastias Giatsopoulos, originaire de la Roumélie orientale, fit des études à l'École commerciale grecque de Chalki à Istanbul. En 1919, à l'âge de 22 ans, il déménagea à Athènes où il travailla comme comptable et employé de banque ; il fut recruté en même temps au parti socialiste ouvrier (communiste). Après la dictature de Pangalos, il remplaça, en septembre 1926, Eleftherios Stavridis au poste de secrétaire général du parti communiste après le refus de Pantelis Pouliopoulos de se charger à nouveau de sa fonction antérieure. Il garda le poste jusqu'au congrès du parti en mars 1927 date à laquelle il fut écarté.

L'éducation en Grèce et les démoticistes.

Le terrain, sur lequel les diverses ailes du démoticisme luttaient contre le conservatisme réactionnaire, et ensuite entre elles, fut, en premier lieu, l'éducation ; le but était d'imposer la langue du peuple comme instrument d'un enseignement éclairé à l'école primaire et l'école secondaire, et l'utiliser ensuite comme levier du changement social – selon la version du changement social à laquelle l'idéologie de chacun correspondait –. On avait certainement conscience du fait que l'enseignement était le domaine qui, par excellence, reflétait les retards de la société grecque, ayant encore un long chemin à parcourir. L'analphabétisme chez les paysans, les ouvriers et les autres couches inférieures, en 1926, était généralement répandu. Les illettrés étaient de 15 jusqu'à 100% ; le minimum des hommes illettrés dans les villes était de 25%, le minimum des femmes illettrées dans les villages 65%. Les ouvrières illettrées d'un âge au dessus de 55 ans atteignaient 100%. Le pays connaissait des problèmes aigus, souffrant du manque de bâtiments scolaires et de matériel comme les livres, le papier et les crayons. En ce qui concerne l'importance du personnel, la situation n'était pas satisfaisante. Dans les villages, la question de l'enseignement était négligée; les instituteurs étaient illettrés, les enfants ne connaissaient pas la langue « katharévousa [idiome épuré] ». Delmouzos savait

que les élèves allaient à l'école nus et affamés[116]. Les élèves fréquentaient l'école dans de vieux bâtiments malsains et restaient dans des salles qui en admettaient la moitié des individus au plus. Leur nombre était si considérable qu'il fut nécessaire de limiter les heures d'enseignement. Des changements étaient nécessaires ; l'alternance des cours fut indispensable, une classe fonctionnant le matin et une deuxième l'après-midi dans les mêmes salles d'écoles, mais il n'y avait pas d'instituteurs. La proportion était un enseignant pour cent élèves, la moyenne des heures par semaine étant autour de 8 seulement. En 1923, en Macédoine et en Thrace, parmi les écoles publiques grecques, très peu fonctionnaient ; les écoles restantes étaient utilisées pour abriter les réfugiés venus d'Asie mineure après l'échange des populations. Ensuite, certaines mesures furent prises pour organiser l'enseignement ; de nouveaux collèges publics, écoles et autres fondations furent créés. Dans les villages, habités par les réfugiés et les indigènes, de nouvelles écoles modernes se construisaient ; les anciennes furent réparées. En septembre 1926, les éléments statistiques de l'État présentaient la situation de l'éducation à une échelle nationale comme suit. Dans l'enseignement primaire, les écoles d'État étaient au nombre de 7.690. Les élèves des écoles grecques étaient de 586.316, dont 342.375 garçons et 243.941 filles (les élèves des écoles d'institutions diverses non grecques étaient 7.871 et ceux des écoles privées 17.711). Le personnel enseignant comprenait, au total, 11.948 personnes, par sexe 7.386 hommes et 4.562 femmes. Le personnel de service était constitué de 830 personnes, dont 194 hommes et 636 femmes. Dans l'enseignement secondaire, à la même date, en septembre 1926, il y avait 701 collèges publics, dans lesquels étaient inscrits 94.140 élèves (en plus, 4.880 dans les écoles privées), dont 71.641 garçons et 22.499 filles. Le personnel enseignant était constitué de 3.064 personnes au total, dont 2,794 hommes et 270 femmes, et le personnel de service de 819 personnes, dont 356 hommes et 463 femmes. Le personnel enseignant par qualité disposait d'un certificat d'études universitaire à un nombre égal à 1.981 individus (hommes 1.922, femmes 59) ; le reste disposait d'un certificat spécial d'études supérieures ou d'un certificat de gymnase, d'un certificat Technique et autres titres inférieurs. Dans le secteur éducatif tertiaire, l'université d'Athènes comptait environ 6.000 étudiants (dont 5.500 hommes), répartis, approximativement, à la faculté de médecine 2.000, à la faculté dentaire 300, à la faculté physicomathématique 800, à la faculté de droit 2.000, à la faculté de philosophie 600, à la faculté de théologie 200. Quant à l'origine sociale des élèves, en septembre 1926, les couches sociales inférieures – les enfants d'employés et d'ouvriers – avaient un accès limité à l'éducation. La

[116] Cf. Αλέξανδρος Δελμούζος, *Οι ξένοι κι' εμείς* [*Les étrangers et nous*], Δ. Δημητράκου, Θεσσαλονίκη 1930, pp. 11-12.

proportion des élèves dont les pères étaient des ouvriers industriels était faible. Dans l'enseignement supérieur, en ce qui concerne la profession du père pour l'ensemble du pays, les parents ayant des professions libérales et industrielles, ceux ayant des professions commerciales et le reste, à savoir les agriculteurs, les fonctionnaires publics, ainsi que les ouvriers et les retraités qui avaient la possibilité de faire face aux frais des études, se trouvaient en proportions correspondantes par rapport au total des étudiants de l'université autour de 30%, 13% et 7%.

Les partisans du démoticisme, apparus de façon dynamique sur la scène sociale, politique et culturelle de la Grèce, se divisaient en différentes catégories en fonction de leurs préférences idéologiques. Selon l'éventail de la tendance conservatrice jusqu'à celle subversive du statu quo social, les conservateurs, nationalistes, ethnocentristes, étaient les membres de l'élite grande-bourgeoise, descendants de familles renommées telles que la famille Benakis, la famille Dragoumis et autres, ayant à leur tête le linguiste Manolis Triantaphyllidis – lui aussi issu d'une famille de riches propriétaires fonciers – , personnalité reconnue pour son profil scientifique ; peu innovants et universalistes, ils considéraient les actions des autres par le filtre de leur propre culture et les jugeaient en accord avec leurs règles de culture. Suivaient les bourgeois-démocrates ethnocentristes, ayant à leur tête Delmouzos. Suivaient, ensuite, les bourgeois-démocrates influencés par l'idéologie socialiste modérée, comme Petmezas, ainsi que les libéraux de gauche, socialisants, non marxistes, influencés par les théories du socialisme modéré, ayant à leur tête le « jeune Glinos » (« jeune » du point de vue idéologique – jusqu'en 1925 où il commença à se radicaliser et à s'orienter vers le mouvement ouvrier marxiste –). Venaient ensuite les radicaux, démocrates influencés par la théorie marxiste, l'idéologie socialiste marxiste et la politique socialiste modérée ; c'était le cas du profil radical du « Glinos ultérieur », tel qu'apparaissant au cours de la période de la dictature de Pangalos en 1925-1926. Puis, se distinguaient les marxistes, constitués en deux ailes, la première composée de partisans de la théorie marxiste et de l'idéologie socialiste du changement du régime social, et la deuxième, plus à l'extrême, celle des militants du léninisme, partisans de la subversion immédiate du capitalisme mondial, membres ou non du parti communiste grec et compagnons de route. En général, le différend au sein des démoticistes se développait entre les ailes idéaliste et matérialiste. Les idéalistes, dans leur meilleure version, s'inspirant de la notion de nation, étaient attachés à l'ethnocentrisme, à l'héritage national grec, à la tradition chrétienne orthodoxe grecque et à l'anticommunisme. Les matérialistes, dans leur meilleure version également, s'inspirant de la notion de classe sociale, acceptaient le rationalisme comme moyen de diffusion des idées modernistes dans la société grecque arriérée, et la lutte des classes marxiste comme facteur montrant les racines de la culture populaire saine, formulée au

cours des siècles, à la recherche d'une revalorisation de la société grecque actuelle dans l'ensemble des valeurs humaines.

Bien entendu, les Juifs ne prirent pas part au débat sur la langue néohellénique. Après l'incorporation de Salonique à l'État hellénique, en 1912, les radicaux juifs de la ville, tel que précité, posèrent la question de l'intégration politique du mouvement ouvrier dans le pays, en tant que facteur qui fonctionnerait comme un tissu liant les hommes à la place de la culture.

2. L'Association pour l'enseignement.

2.1. La situation jusqu'en 1926.

Loin de l'année de fondation en 1910, les membres de la Société de sociologie, éminents politiciens – et leurs proches –, gens de la finance, intellectuels (pas de prêtres), furent assimilés, s'étant retirés du mouvement de la langue et divisés en tendances exprimées par des partis politiques tels que l'Union démocratique ou le Parti agraire.

Ce retrait eut un contrecoup sur la situation financière de l'Association pour l'enseignement, qui était, d'ailleurs comme partout, mauvaise. Depuis 1911, le loyer des bureaux de l'association, situés à Athènes, au 4 de la rue Leka, et le salaire d'un employé coûtaient cher et rendaient le bilan déficitaire. La cotisation annuelle des membres était, en 1913, élevée pour les normes de l'époque en Grèce, à hauteur de 10 drachmes, le prix du *Bulletin de l'Association pour l'enseignement* étant pour les instituteurs et étudiants de 2 drachmes. En 1923, compte tenu de l'inflation et de la hausse des prix, la cotisation annuelle pour les instituteurs et étudiants s'élevait à 10 drachmes et la souscription au *Bulletin de l'Association pour l'enseignement* pour les instituteurs et étudiants à 10 drachmes. Les publicités des banques et des entreprises dans le *Bulletin* étaient sans importance. Les membres qui versaient régulièrement la cotisation étaient au nombre de 80 et ceux qui payaient le *Bulletin* 100. En 1925, 1 sur 2 ne versait pas la cotisation à l'Association pour l'enseignement ni la souscription au *Bulletin*. Certains préféraient acheter le *Bulletin* dans la librairie d'Eleftheroudakis et Bart, Place de la Constitution, et la librairie de Hestia au 44 de la rue Stadiou. Environ 50 personnes versaient chacune 200 drachmes pour couvrir le déficit annuel des loyers ; les hommes du noyau couvraient aussi le déficit budgétaire par des offres ou en empruntant des fonds pour subvenir aux dépenses incompressibles. Les revues de l'Association pour l'enseignement *Ergasia* [*Travail*], éditée de 1923 à 1925, et *Anagennisi* [*Renaissance*], débutée en septembre 1926, étaient noyées sous un constant problème financier.

La plupart des instituteurs démoticistes, dispersés dans les écoles du pays, de plus de six mille personnes, et même les cadres des syndicats du premier degré sur une base territoriale et les cadres du syndicat du deuxième degré (la Fédération de l'enseignement de Grèce), ne furent jamais inscrits à l'Association pour l'enseignement, compte tenu de la distance, souvent aussi faute d'une aisance financière pour répondre au versement de la cotisation.

Les démoticistes distingués, qui avaient une activité reconnue en faveur de la langue du peuple, possédaient, chacun parmi eux, dans leur majorité, la qualité de membre de l'Association pour l'enseignement pendant une période

comprise entre 1910, année de la fondation de l'association, et 1927, année de sa scission. D'autres démoticistes, distingués ou non, membres de l'Association pour l'enseignement, choisirent la non participation à l'action ; d'autres optèrent pour l'inertie et la non inscription à l'Association pour l'enseignement. Certains cas, pouvant être évoqués, sont les suivants. Parmi les intellectuels bourgeois-démocrates, Giannis Apostolakis, né en 1886, diplômé en lettres de l'université d'Athènes en 1908, continua ses études à Berlin, jusqu'en 1911. Il fut attaché au milieu socialiste de Konstantinos Chatzopoulos, sans rester fidèle à l'idéologie radicale, et, de retour en Grèce, il rompit ses liens avec le démoticisme en 1914. En 1926, il fut élu professeur de philologie grecque moderne à l'université de Thessalonique. Miltos Kountouras, diplômé en lettres de la faculté de philosophie de l'université d'Athènes, avec des études postuniversitaires en Allemagne jusqu'en 1926, directeur ensuite de l'École normale pour femmes de Thessalonique, était un ancien membre de la Société d'étudiants et un membre de l'Association pour l'enseignement ; il avait un lien de parenté avec Delmouzos, sans toutefois contribuer aux travaux de l'Association. L'architecte Dimitrios (Dimitris) Pikionis, professeur à l'école polytechnique d'Athènes, était membre de l'Association pour l'enseignement et entretenait un contact avec Delmouzos, sans s'immiscer dans les activités des démoticistes. Une autre personne, le jeune Ioannis Xirotyris, né en 1900, étudia les lettres à la faculté de philosophie de l'université d'Athènes jusqu'en 1924 et devint démoticiste ; il n'était pas membre de l'Association pour l'enseignement[117]. Parmi les socialistes, Platon Drakoulis, vétéran du socialisme modéré, fondateur, en Grèce, en 1910, d'un parti socialiste, ne fut jamais membre de l'Association pour l'enseignement. Le socialiste intellectuel et homme des lettres Panos Tagopoulos, fils du dirigeant de la revue *Noumas* Dimitrios Tagopoulos, n'eut également pas de lien avec l'organisation des démoticistes. Parmi les socialisants qui reconnaissaient l'importance du démoticisme mais avaient une vague relation avec le mouvement, Kleandros Lakon, né en 1878, militaire, poète utilisant le pseudonyme de K. Karthaios, rédacteur en chef de la revue *Noumas* en 1919-1920, fut inscrit comme membre de l'Association pour l'enseignement dans l'année de sa fondation, en 1910. Dimitrios Tagopoulos, médecin, homme de lettres et éditeur de la revue *Noumas*, décédé en 1926, fut inscrit comme membre de l'Association pour l'enseignement.

Parmi les radicaux, le problème des léninistes résidait dans la situation créée à l'intérieur du parti communiste concernant sa structure organisationnelle. Auparavant, la désignation d'une personne comme membre

[117] Cf. Ioannis Xirotyris, interview enregistrée, 6 décembre 1993.

se référait à un candidat qui avait demandé son adhésion au parti et avait donné à une organisation du parti une note écrite détaillant son parcours, en mentionnant également les raisons pour lesquelles il voulait être recruté. Après l'approbation de la demande par l'organisation du parti, par vote de ses membres, et la ratification de l'approbation par la direction du parti, le nouveau membre avait les obligations statutaires d'assister aux assemblées générales, de participer à l'action en appliquant le centralisme démocratique, de verser une cotisation mensuelle, et autres tâches. Mais, si, pendant les périodes normales, ces conditions pouvaient être remplies, les conditions anormales étaient toutefois la règle. La guerre et l'appel des membres aux armes, ou le chômage et le démantèlement subséquent des organisations syndicales et communistes sur les lieux de travail, étaient des exemples de la situation altérée et dégénérée. Pour la majorité des communistes, le statut de membre était imprécis, la plupart des organisations sur une base territoriale ayant été dissoutes au cours des guerres jusqu'en 1923. Les lieux de travail étaient un environnement instable en raison du chômage. Parmi les intellectuels, les enseignants s'éparpillaient sur de nouveaux lieux de travail. Les persécutions avaient pour résultat le déplacement par expulsion des militants communistes (environ 500 cadres). Le potentiel humain était une masse fluide, les membres étant inactifs et éloignés des rangs du parti sans qu'ait lieu un recensement des membres restants. On en arrivait à la perception qu'un individu avait la qualité de membre s'il avait précédemment participé à certaines procédures du parti ; en outre, le départ de plusieurs membres, pour des raisons de désaccord idéologique – surtout sur la question macédonienne –, et la radiation d'autres en raison des évolutions dans le mouvement ouvrier international et de la position prise par chaque cadre, étaient la cause d'une perte constante de membres. C'était le cas, comme nous le verrons, des démoticistes, cadres du parti, Eirini Komioti (Raïka), Spyros Komiotis, Georgios Doumas et Michaïl Iconomou. Dans ces circonstances, Galateia Kazantzaki, Nikos Kazantzakis, Markos Avgeris, Kostas Varnalis, Theodoros Vliziotis, Iordanis Iordanidis et d'autres démoticistes jouissaient de ce statut particulier en tant que membre sans cependant se conformer aux exigences statutaires. Après la chute de la dictature, en août 1926, qu'une recomposition des organisations du parti fut entreprise, une des tâches prioritaires fut l'entrée des intellectuels communistes dans les syndicats et associations et l'action en leur sein pour les influencer vers la voie révolutionnaire. Dans le cas des enseignants, les syndicats du premier degré sur une base territoriale et le syndicat du deuxième degré, la Fédération de l'enseignement de Grèce, étaient l'objectif pour une action immédiate. L'Association pour l'enseignement fut aussi une des ambitions ; compte tenu du fait que les forces communistes étaient, juste après la dictature, insuffisantes et inorganisées, incapables de réaliser un plan d'action, ainsi que du fait de l'impuissance économique des

nouveaux membres inscrits à verser les cotisations, obligation statutaire pour qu'ils aient le droit d'élire et d'être élu, la solution qui prévalut fut l'alliance avec les radicaux de l'association.

Une perte considérable pour le mouvement progressiste des intellectuels fut le changement de domicile de Myrsini Papadimitriou-Kleanthous, qui s'installa, en 1925, à Londres avec son époux Theodoros Papadimitriou. Kleanthous, issue d'une famille bourgeoise de la ville de Plovdiv en Bulgarie, termina ses études à la faculté de philosophie de l'université d'Athènes en 1909, à l'âge de 21 ans, et continua ses études pendant quatre ans en pédagogie en Suisse, à Zurich et à Genève, et à la Sorbonne à Paris. Rentrant à Athènes, elle participa en 1920 à l'Association pour l'enseignement et fut élue membre du conseil d'administration pendant la réorganisation de l'association en février 1921. À cette époque, elle était déjà partisane des idées communistes. Son activité éducative comprenait l'enseignement à l'École féminine supérieure, en 1921-1923, et la collaboration avec le sous-directeur de l'École normale d'enseignement primaire Marasleios, Michaïl Papamavros, en 1924.

Un avantage pour le mouvement fut le retour en Grèce de Konstantinos (Kostas) Varnalis, qui, en 1924, commença à enseigner à l'Académie pédagogique. Varnalis, originaire de la ville de Burgas en Roumélie orientale, diplômé en littérature de l'université d'Athènes, obtint une bourse et, en 1919, à l'âge de 35 ans, se rendit à Paris, où il suivit des cours de philosophie et de sociologie. Il était connu des milieux littéraires et politiques pour son ardeur révolutionnaire et sa combativité contre les anti-communistes. C'était bien connu, dans les milieux intellectuels, son comportement agressif en 1922, lorsqu'il se heurta au poète Kostis Palamas, une des personnes-symboles qui se trouvaient à la tête du nationalisme grec. L'antibolchevisme de Palamas s'exprima, cette année, dans son poème intitulé « Les loups », où il écrivit que les bolcheviks, accompagnant les bureaucrates et les autres « loups » corrompus, entrèrent dans l'appareil de l'État grec. Varnalis répondit à Palamas dans un langage dur, dans un poème ayant pour titre « Liberté », que les « loups » déchirèrent les poètes hébétés. Cependant, le différend idéologique ne s'évoluait en adversité personnelle. Une honnêteté s'exprimait dans le comportement des intellectuels, la rivalité politique et idéologique étant séparée de l'attitude de principes. Un exemple fut le comportement de Palamas, qui signa la pétition de défense de Varnalis, diffusée, en 1926, parmi les intellectuels après sa persécution pendant les « événements de Marasleios[118] ».

[118] Cf. Μαρία Ρεπούση, *Τα Μαρασλειακά, 1925-1927*, Πόλις, Αθήνα 2012.

Une place importante, au sein du démoticisme, était réservée au philologue Iordanis Iordanidis, un communiste qui faisait preuve d'un zèle excessif. Né à Istanbul, Iordanidis se lia en 1910, à l'âge de 25 ans, aux socialistes de la ville. Il alla, en 1919, en Égypte, où il travailla comme directeur de l'école communautaire de Zagazig. La ville de Zagazig, située sur le delta du Nil, ayant une communauté grecque florissante, était le centre local du commerce du coton et des céréales de la région. De grandes usines de coton élaboraient des produits pour l'exportation, et les bureaux de nombreux négociants européens étaient établis sur place, où les Grecs éduqués trouvaient un emploi avec un salaire satisfaisant. Iordanidis déploya une agitation communiste parmi les élèves, les Grecs et les employés des compagnies. Il fut licencié, en 1919, pour sa qualité d'adepte du bolchevisme et, ensuite, il se rendit à Alexandrie, où il trouva en 1920 un poste de professeur chargé de cours par intermittence au collège Victoria. Victoria College, établissement créé à Alexandrie par la banque commerciale britannique de Londres Barings Bank, détentrice d'importants investissements en Égypte, offrait des cours exclusivement en langue anglaise et se distinguait comme institution d'enseignement préférée par les élites arabe et juive et les riches grecs. Iordanidis continua de nouveau à propager, dans le collège, son idéologie et les élèves se plaignaient à leurs parents qu'il leur enseignait en classe les idées bolchevistes. En 1920, l'association Omilos Kinonikon Meleton [Groupe d'études sociales] fut fondée par Iordanidis et d'autres agitateurs grecs. Le club rassembla des personnes qui, sous l'influence de la révolution russe, se détachèrent du cadre idéologique dominant de la communauté grecque d'Égypte et s'intéressèrent à des idées avancées relatives aux problèmes sociaux de l'époque. Ils se rencontraient à la Bibliothèque Populaire Grecque, dans la rue Salah el Din, où ils se consacraient à un travail théorique, discutant sur la pédagogie de Maria Montessori, les idées du Groupe Clarté, le différend d'Henri Barbusse avec Romain Roland ; ils lisaient des œuvres d'André Gide, Georges Duhamel, Erich Maria Remarque, Jaroslav Hasek, et donnaient des conférences publiques. Ils publiaient la revue littéraire mensuelle *Grammata* [*Lettres*], avec des articles sur les conventions morales et sociales. Le club, ensuite, s'élargit à des agitateurs tels que le juif Joseph Rosenthal et sa fille Charlotte. Les hommes de l'association se rencontraient également au Syllogue scientifique hellénique Ptolémée, sur la Place Mohammed Ali, où ils faisaient la propagande auprès des Grecs et leur donnaient des livres communistes. Iordanidis fut recruté comme membre au parti socialiste égyptien, fondé en 1921, avec d'autres Grecs, parmi lesquels Maria Kriezi. Kriezi, née à Istanbul, étudia au collège américain Robert College of Istanbul, institution offrant des cours exclusivement en anglais aux minorités chrétiennes de l'Empire ottoman et aux étrangers demeurant en ville. En 1914, à l'âge de 17 ans, elle se déplaça à Batoumi en Géorgie dans l'Empire russe,

jusqu'en 1919 où elle retourna à Istanbul. Elle y travailla dans une société commerciale américaine, et, en 1920, elle s'installa à Alexandrie, où, et tant que multilingue, connaisseuse des langues grecque, turque, anglaise et russe, elle put trouver un travail dans le secteur commercial. En même temps, elle entra en contact avec les cercles intellectuels cosmopolites, musulmans, chrétiens et juifs. En 1923, année où le parti égyptien adhéra à l'Internationale communiste, Iordanidis et Kriezi se marièrent. L'activité d'Iordanidis, signalée, dès le premier moment, par les services britanniques de renseignements[119], eut pour effet le non renouvellement de son contrat de travail avec le collège Victoria. La solution à l'impasse fut donnée par Delmouzos, qui se trouvait de loin en contact avec Iordanidis ; le directeur de l'École normale d'enseignement primaire Marasleios, par une lettre, l'invita à aller à Athènes et à être embauché par l'institution. Le couple se déplaça à Athènes ; Iordanidis commença à travailler comme directeur des écoles-modèles de l'Académie pédagogique et Maria Kriezi-Iordanidou fut choisie, en qualité de polyglotte et communiste, pour un poste à l'ambassade soviétique d'Athènes. Iordanidis fut recruté comme membre au parti socialiste ouvrier (communiste) grec. Une nouvelle vie intellectuelle débuta ; le cercle d'amis qui fréquentaient leur maison se composait principalement de Delmouzos et des communistes Rosa Imvrioti, Petros Pikros, Gianis Kordatos et Serafeim Maximos. Un bébé, né en 1923, fut baptisé, en mars 1924, par Delmouzos ; le parrain, voulant donner à l'enfant le prénom « Giannis » en langue démotique et non le « Ioannis » en langue épurée, eut, sur place, une querelle avec le prêtre[120]. En mai 1924, les conservateurs chauvinistes colportèrent un bruit éclatant contre Iordanidis sur son identité communiste (prouvé d'ailleurs par le poste que son épouse détenait à l'ambassade soviétique) et sur le contenu de son enseignement dans la classe ; Delmouzos le protégea avec une vaillance remarquable, déclarant son attachement au droit à la liberté de l'idéologie, dans la mesure où il avait une marge face à l'agressivité des anticommunistes ; puis, cédant à la pression, il l'obligea, en mars 1925, à démissionner. Le nouveau poste d'Iordanidis lui fut octroyé dans l'éducation privée, au lycée de l'établissement scolaire Protypon Ekpaideftirion Athinon [Établissement éducatif modèle d'Athènes] d'Ilias Konstantinidis ; parallèlement, il écrivait des manuels scolaires. En septembre 1926, Iordanidis, pour des raisons personnelles dont il était lui-même le responsable (une jeune blonde étant immiscée dans sa vie), il cessa de vivre

---

[119] Cf. Public Record Office [PRO], Foreign Office [FO] 141/779, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Strictly Confidential, A. Beaman to Residency, Cairo 15-6-1921, 7 pp.

[120] Cf. Μαρία Ιορδανίδου, *Σαν τα τρελά πουλιά*, Βιβλιοπωλείον της Εστίας, Αθήνα 1980, passim.

avec sa famille, néanmoins maintenant une relation amicale et très solidaire. Le cercle des intellectuels, communistes ou non communistes, qui se réunissaient dans la maison du couple, fut, en outre, dissous, dans le climat des animosités idéologiques devenues évidentes après la chute de la dictature de Pangalos. En janvier 1927, dans l'environnement intellectuel idéologiquement alourdi avant la convocation de l'assemblée générale de l'Association pour l'enseignement, Iordanidis participa, avec Rosa Imvrioti et Theodoros Vliziotis, à l'édition d'une nouvelle revue intitulée *Nea Agogi* [*Nouvelle Éducation*].

Une autre personne, qui, comme nous le verrons, prit part à l'assemblée générale de l'Association pour l'enseignement en février 1927, fut Eirini Kountouri. Originaire de l'île de Kalymnos dans le Dodécanèse en mer Égée, membre des branches familiales locales Kountouris et Kindynis, appartenant à une famille de plusieurs enfants, Eirini Kountouri alla à Athènes pour faire des études à l'université, où elle fut recrutée par le parti socialiste ouvrier (communiste) en 1921 à l'âge de 20 ans. Là, elle fit la connaissance du cadre du parti Spyros Komiotis et l'épousa. Elle était autodidacte, ayant seulement participé aux cours de philosophie et de philologie de l'Anotera Gynaikeia Scholi [École féminine supérieure]. En 1924, la direction du parti ayant à sa tête Pouliopoulos la plaça au poste de membre du comité directeur de la ville d'Athènes et lui confia la responsabilité du travail communiste sur la question de la femme. En adoptant le pseudonyme de Raïka (une variante du nom d'Irène [Paix] dans les langues slaves), elle adopta un style anticonformiste d'apparence peu flamboyante, portant des vêtements usés de mauvaise qualité et esthétique et des chaussettes déchirées, avec un chapeau bosselé et froissé sur la tête, exposant à tous, hommes et femmes, sa conviction de la liberté sociale des femmes contre le patronage du système patriarcal. La question de la femme était prioritaire dans la propagande du parti en voie de bolchevisation ; d'abondantes références sur l'émancipation féminine étaient faites dans les imprimés communistes, parmi lesquelles un texte de l'Internationale communiste et un texte de l'institutrice Marthe Bigot sur le communisme et la femme (Bigot, cadre du communisme français depuis 1920, secrétaire de la propagande féminine pour le parti communiste français jusqu'en 1924, quitta en 1925 le parti et rejoignit les cadres dirigeants exclus en 1924 du parti à l'occasion d'une purge interne contre Boris Souvarine et autres éléments « gauchistes » du parti qui soutenaient Trotsky). La sœur de Spyros Komiotis, Ioanna Komioti, cadre du parti qui vivait avec l'avocat, ancien secrétaire du parti, Nikos Dimitratos, avait également écrit bon nombre de textes relatifs à la question féminine. Raïka fit la traduction du texte de la militante communiste Alexandra M. Kollontaï sur l'amour et les sexes, paru en langue russe sous le titre *La Nouvelle Morale et la classe ouvrière*. La position de Kollontaï, soutenue par Raïka, était que l'inégalité entre les sexes et

l'oppression des femmes se trouvait dans le capitalisme. Les institutions de la propriété privée engendraient l'inégalité économique et par là la dépendance de la femme et l'opposition des sexes. Par contre, déclarer la femme égale en droits ne signifiait pas la rendre égale. Les réformes politiques et économiques, avancées par la révolution communiste, étaient une condition indispensable pour la révision de la relation entre les sexes, en vue de créer le nouveau type de femme dans la société. En outre, Raïka communiquait avec Ruth Fischer, l'une des dirigeants du parti communiste allemand, qui, après 1924, n'appartenait pas non plus au groupe des cadres de la direction du parti ayant à sa tête Ernst Thälmann. Raïka resta au côté de Pouliopoulos, après son exclusion volontaire de son poste de secrétaire général du parti communiste (successeur du parti socialiste ouvrier [communiste]), et le suivit politiquement ; à cause de ce choix, à partir de la fin de 1926 et ; après la prise de la direction de l'organisation d'Athènes par Andronikos Chaïtas, elle se trouva hors du noyau des dirigeants du parti. À la recherche d'un front idéologique comme issue au manque d'activité, perpétrée antérieurement dans les tâches posées par le parti, elle suivit son époux Spyros Komiotis à l'immixtion dans les affaires de l'Association pour l'enseignement et y fut inscrite comme membre en septembre 1926. À l'époque de l'assemblée générale de l'Association pour l'enseignement, en février et mars 1927, les dirigeants communistes la maintenaient hors des procédures dans l'organisation de base du parti à laquelle elle appartenait ; elle ne fut pas élue déléguée de l'organisation d'Athènes au congrès du parti en mars 1927 et ne participa pas à l'affrontement entre les ailes opposantes dans lequel l'équipe pro-stalinienne ayant à sa tête le nouveau leader Andronikos Chaïtas prévalut. Suite à la radiation définitive de Pouliopoulos décidée par le congrès du parti, elle perdit le contact avec l'organisation du parti mais conserva un lien avec les membres du parti présents à l'Association pour l'enseignement sous la tutelle de Vliziotis, et participa à la liste de l'équipe de Glinos aux élections du nouveau conseil d'administration, le 24 mars 1927.

Georgios Doumas, Spyros Komiotis et Michaïl Ikonomou étaient d'anciens cadres du parti, expulsés lors de la confrontation entre les adeptes de l'Internationale communiste dirigés par Pouliopoulos et les membres de la structure sociale-démocrate initiale, essentiellement personnifiée par Kordatos, et furent impliqués, après septembre 1926, dans l'agitation radicale effectuée par Glinos au sein de l'Association pour l'enseignement. Ils participaient auparavant, dans les années 1910, à la première génération d'étudiants, qui formèrent l'aile radicale du mouvement socialiste d'Athènes. Parmi eux, Michaïl (Michalis) Ikonomou était diplômé en lettres originaire de l'île ionienne de Corfou, fils d'un instituteur venizéliste. Ikonomou alla, en 1911, à l'âge de 15 ans, à Athènes avec sa famille, où il termina l'établissement d'enseignement secondaire Varvakeion et travailla pendant peu de temps dans

le service des Postes, Télégraphes et Téléphones. En 1916, il entra dans la Jeunesse socialiste, organisation fondée par des étudiants marxistes, sous la direction de l'étudiant de la faculté physicomathématique, originaire de l'île de Corfou, Fragiskos Tzoulatis, où il y resta jusqu'en 1918. Dès 1917, il commença des études à la faculté de philosophie et obtint le diplôme en lettres en 1920. Les trois anciens amis Doumas, Komiotis et Ikonomou appartenaient, pendant leurs études universitaires, à une compagnie d'étudiants et à une organisation socialiste. La compagnie des jeunes socialistes se composait de Spyros Komiotis et Dimosthenis Ligdopoulos, étudiants en mathématique, Michail Ikonomou et Georgios Doumas, étudiants en lettres, l'élève du lycée Antonios Doumas (frère de Georgios Doumas), l'étudiant en droit Pavlos Chlomos, l'ouvrier Aristeidis Dimitratos (frère de Nikos Dimitratos), l'étudiant Argyriou, l'étudiant à la faculté polytechnique Panagiotis Katsanos et autres. Il s'agissait de jeunes éduqués, parlant le français et l'allemand, qui lisaient des livres marxistes allant de Kautsky jusqu'à Boukharine. Ils créèrent une organisation appelée Organisation socialiste ouvrière d'Athènes qui était hébergée dans une pièce au 14 de la rue Evripidou. Ils éditaient un journal appelé *Ergatikos Agon* [*Combat ouvrier*]. Leur culture comprenait des promenades et rencontres sur les bancs du jardin Zappeion, sous les colonnes de Zeus olympien et dans les cafés. Au début de 1918, une protestation fut formulée contre la participation à la conférence socialiste de Londres, aux buts antibolcheviques, de l'instituteur Panagis Dimitratos et des deux députés de la Fédération socialiste ouvrière de Salonique au parlement grec, Aristotelis Sideris et Albert Couriel[121]. L'appareil d'État trouva l'occasion de les poursuivre pour la traduction en grec, à partir de la traduction française, de l'œuvre de Kropotkine *Aux jeunes gens*[122], dans laquelle les jeunes étaient incités à rejoindre le socialisme, à combattre l'injustice et à soutenir la révolution du prolétariat. La traduction en langue grecque, après celle plus ancienne de Platon Drakoulis, fut remise par Georgios Doumas et Spyros Komiotis, avec la participation de Ligdopoulos. Sur ordre du ministre de l'Intérieur, Emmanouil Repoulis, les auteurs furent arrêtés et jugés devant la cours martiale. La structure entière des hommes et des organisations socialistes fut mobilisée pour tenter de les sauver[123], de la Fédération socialiste ouvrière de Salonique jusqu'aux députés socialistes Sideris et Couriel, hormis le père de Doumas, le cordonnier Nikolaos Doumas, qui était fier de la lutte révolutionnaire dans laquelle son fils se distinguait. En ce qui concerne

---

[121] Cf. A. Sidéris - A. Couriel - P. Dimitratos, *Rapport succinct sur le mouvement syndicaliste et socialiste en Grèce*, Londres 1918.
[122] Cf. Pierre Kropotkine, *Aux jeunes gens*, Temps Nouveaux, Paris 1904.
[123] Cf. Chara Tompra, nièce de Dimosthenis Ligdopoulos, renseignements, 2003.

Nikolaos Doumas, c'était un travailleur qui, dans sa jeunesse, fut influencé par le précurseur du socialisme grec Stavros Kallergis. Il émigra en Égypte, au Caire, où, malgré son éducation sociale seulement élémentaire, il se créa un profil d'anarchiste et rédigea en 1907 le journal *Ergatis* [*Ouvrier*] pour exposer ses idées subversives. Le journal fut interrompu en 1908. Poursuivi par les autorités, il rentra en 1912 en Grèce et se lia avec le socialiste Platon Drakoulis. Le fils de Nikolaos Doumas et les autres étudiants persécutés furent condamnés à quatre ans d'emprisonnement, et furent incarcérés dans la forteresse d'Itzédin en Crète. Cinq mois après, la grâce leur fut donnée par le premier ministre Venizélos, suite à l'intervention de la social-démocratie européenne et du dirigeant du parti travailliste anglais Arthur Henderson. Doumas, Komiotis et Ikonomou, qui se mêlèrent à l'affaire du démoticisme, étaient membres co-fondateurs du parti socialiste ouvrier (communiste), en 1918, responsables à divers postes de l'appareil du parti ; ils l'abandonnèrent, à la période entre 1923 et 1924, à l'époque du changement tumultueux du caractère révolutionnaire du parti vers l'internationalisme bolcheviste. Pendant la période suivant la chute de la dictature de Pangalos en août 1926 que nous étudions, Giorgos Doumas travaillait, en collaboration avec l'avocat, ancien secrétaire du parti communiste, Pantelis Pouliopoulos, sur la traduction en grec du premier volume de l'étude de Karl Marx *Le capital*, à partir de l'édition allemande de 1914 supervisée par Karl Kautsky (le livre, après l'édition originale allemande de 1867, en eut une deuxième en 1872, où furent incorporés certains changements effectués par l'auteur, et une troisième en 1883 contrôlée par lui-même, aboutissant à un texte achevé qui ne laissait pas de points de confusion possible parmi les lecteurs de la littérature marxiste). L'effort ne fut pas achevé, le résultat se limitant à la publication partielle du texte en 1927 par les Éditions Athina - A. I. Rallis, la même maison où la revue de Glinos *Anagennisi* était éditée. Les trois anciens amis Komiotis, Doumas et Ikonomou étaient membres de l'Association pour l'enseignement, inscrits le premier en 1925, avant la dictature de Pangalos, et les deux autres, diplômés en lettres, en septembre 1926[124].

La deuxième génération d'étudiants radicaux à l'université d'Athènes, au début des années 1920, succédant à la compagnie des années 1910, fut celle de tendance démocratique, au sein de laquelle certains s'orientèrent vers le socialisme. Dans la Société d'étudiants, Linos Politis, étudiant en lettres depuis 1922, était membre du conseil d'administration et, en 1925-1926, président de l'organisation. Les étudiants et amis Ioannis Sideris, Ioannis Anagnostaras,

[124] Cf. Michaïl Ikonomou, interview, *Το Βήμα*, 7 novembre 1978, ainsi que Κώστας Παλούκης, *Το Αρχείον του Μαρξισμού, 1919-1934*, διδακτορική διατριβή, Πανεπιστήμιο Κρήτης - Τμήμα Ιστορίας και Αρχαιολογίας, επιβλέπων Χρήστος Χατζηιωσήφ, 2016.

Efstratios (Stratis) Someritis devinrent radicaux et socialistes. En 1925, ils furent mêlés, en tant que militants de l'aile radicale du démoticisme, à l'affaire de l'Association pour l'enseignement.

Parmi les intellectuels communistes qui n'eurent pas de contact avec le démoticisme, nous pouvons faire allusion à certains cas identiques. Le journaliste Dimitrios Pournaras avait derrière lui un passé d'intrigant. Né dans le village de Megalo Chorio en Eurytanie en Grèce centrale, travaillant très tôt dans la presse grecque (au journal *Rizospastis* et pour d'autres imprimés), Pournaras alla à Paris, en 1919 à l'âge de 19 ans, comme correspondant des journaux *Rizospastis*, *Empros* [*En avant*] (directeur Dimitrios Kalapothakis) et *Ethnos* [*Nation*] (directeur Spyros Nikolopoulos), et fut accrédité comme journaliste à la Conférence de paix de Paris. Mêlé à l'agitation socialiste, il écrivait des articles dans la presse en interprétant l'opinion du parti socialiste ouvrier (communiste) grec et aussi des partis serbe et bulgare, mais en évitant son recrutement dans une quelconque organisation grecque. Il travailla comme rédacteur au journal socialiste *L'Humanité* et entra comme membre au parti socialiste français où il assuma ensuite les responsabilités de secrétaire de l'une des organisations de base du parti. En même temps, il entreprit des études universitaires en sciences politiques et économiques. Rentré en Grèce, il adhéra au parti grec et fit une intervention théorique et idéologique, sans aborder la version léniniste du communisme. Ensuite, par un article qu'il écrivit dans l'imprimé du parti *Kommounistiki Epitheorisi* [*Revue communiste*] en décembre 1922, il reprocha au mouvement bolchevique des crimes qu'il avait commis au nom de la révolution, et, en 1923, il se dissocia du parti. Avec l'aide de son frère Andreas Pournaras, il travailla à la traduction en grec du premier volume de l'œuvre de Marx *Le capital* à partir de l'édition française de 1926 (en France, la première publication du livre fut réalisée en 1875, systématiquement supervisée par Marx lui-même, parvenant à une traduction parfaite de l'allemand), effort qui aboutit à un texte rempli de fautes – malgré tout, utile –, qui fut publié en 1927. Un autre exemple de non participation à l'Association pour l'enseignement était celui de la famille, originaire de Corfou, de Dimitratos. Les deux frères Dimitratos, l'aîné Nikolaos (Nikos) et le cadet Aristeidis se rendirent, dans les années 1910, à Athènes, où ils établirent un contact avec le mouvement socialisant. Nikos étudia à la faculté de droit de l'université et Aristeidis s'occupa de divers travaux, la manipulation des feuilles du tabac incluse. Dans le mouvement politique, Nikos Dimitratos fut élu secrétaire du nouveau parti socialiste ouvrier unifié, en 1918 ; il partit en 1923, avec le groupe des cadres qui hésitaient à faire le pas décisif vers le bolchevisme. Aristeidis Dimitratos alla à Thessalonique et s'y installa. Le cousin des deux frères Dimitratos, l'instituteur Panagis Dimitratos, commença à Athènes sa carrière de socialiste en 1914 et entra en 1918 dans le parti socialiste ouvrier, préférant cependant le syndicalisme à la

place de l'activité purement politique. En 1924, il était président de la Fédération de l'enseignement de Grèce, à la tête des démoticistes, soit progressistes soit conservateurs, sans un contact direct avec le mouvement de la langue.

D'autres intellectuels, démoticistes progressistes, proches du mouvement communiste, restèrent hors du parti communiste et de l'organisation des démoticistes, l'Association pour l'enseignement. Lors d'un dépouillement, de telles personnalités peuvent y être distinguées. Ioannis (Giannis) Imvriotis, diplômé en lettres de l'université d'Athènes qui s'occupa de la psychologie d'après Freud et, à l'âge de 25 ans, publia en 1923 un article dans le *Bulletin de l'Association pour l'enseignement* sur la psychanalyse, était partisan du matérialisme ; son épouse, la pédagogue communiste Rosa Imvrioti, était un membre actif de l'Association pour l'enseignement[125]. L'institutrice Elli Alexiou, sœur de la communiste Galateia Kazantzaki-Alexiou, originaire de la ville d'Héraklion en Crète, diplômée de l'école pédagogique de la ville d'Héraklion, se rendit en 1920, à l'âge de 24 ans, à Athènes et commença des études universitaires à la faculté de philosophie. Elle n'était pas membre du parti communiste, malgré ses convictions politiques de gauche. L'instituteur et écrivain Leonidas Soureas, apparu dans la littérature sous le pseudonyme de Kostas Paroritis, fut un diplômé en lettres de l'université d'Athènes qui enseigna, au début du XXe siècle, comme directeur de l'école primaire dans l'île d'Hydra dans le golfe Argolique dans le Péloponnèse. Démoticiste convaincu, partisan de Giannis Psycharis, collaborateur du magazine *Noumas*, Paroritis embrassa l'idéologie communiste et la présenta dans ses œuvres, dans les années 1920, en attribuant à ses héros des positions d'orientation sociale. L'écrivain Dimosthenis Voutyras, originaire d'Istanbul, décrivit, dans son œuvre littéraire, la vie malheureuse et la psychologie déchirée du lumpenprolétariat et des autres pauvres dans le pays, et était en contact avec les intellectuels radicaux. Le pédagogue progressiste Epameinondas Papamichaïl et lui collaborèrent à la publication de textes scolaires ; un de leurs manuels scolaires, introduit dans les écoles primaires, fut aboli en 1925, pendant la dictature de Pangalos, par les services compétents du ministère de l'Éducation dirigé par Richardos Livathinopoulos. Malgré le contenu objectivement progressiste de ses livres, l'idéologie de Voutyras se caractérisait par l'absence d'un critère social, qui proposerait une issue à l'impasse des marginaux, et l'absence d'une philosophie fondée sur une théorie concrète. En ce qui concerne Dimitris Glinos, il restait à distance des communistes, ayant toutefois commencé à acquérir une conscience radicale en dehors des limites de l'idéologie démocratique et socialisante, et se consacra,

[125] Cf. Giannis Imvriotis, renseignements, Athènes 1977.

en 1925, à l'étude approfondie et systématique de la théorie marxiste. Dans le contenu du marxisme, qui avait pour base le facteur objectif (l'économie), il ne put percevoir la version léniniste, qui avait pour base le facteur subjectif (le parti), et sa conception du pouvoir et de l'appareil d'État, présentée dans une série d'œuvres traduites du russe en langues allemande et française[126], ainsi que dans des livres sur la théorie léniniste traduits du russe[127]. En septembre 1926, immédiatement après la chute de la dictature de Pangalos, fut créée par Glinos la revue *Anagennisi*, qui parut aux Éditions Athina - A. I. Rallis, une maison spécialisée dans les études sur la pédagogie[128]. Les marxistes et autres radicaux trouvèrent une tribune pour un dialogue théorique fécond sur les thèmes sociaux. L'intervention théorique de la revue, opposée généralement à l'ordre établi, se perdait au milieu des autres imprimés (la presse périodique en Grèce, pendant l'année 1926, comprenait 261 journaux et 179 périodiques). En ce qui concerne le démoticiste Giannis Genaropoulos (pseudonyme Petros Pikros), il était le meilleur, ou l'un des meilleurs théoriciens du parti communiste. Glinos subissait de loin un contrôle, quant à ses écrits et à son comportement politique et idéologique, de la part de l'appareil du parti communiste ; des cadres y travaillaient dans le secteur responsable pour le travail idéologique, qui avaient le profil de théoricien et pouvaient faire la critique ou approuver les textes théoriques de Glinos, et parmi eux Pikros fut chargé de cette tâche. Originaire de la région d'Istanbul, ayant vécu son enfance en Suisse et ayant réalisé des études de médecine en France et de biochimie en Allemagne, Pikros entra en 1919, à l'âge de 25 ans, dans les milieux du mouvement pacifiste *Clarté* sous la direction d'Henri Barbusse et dans le mouvement socialiste. Il alla, cette même année 1919, de Marseille en Grèce et se consacra à l'activité littéraire[129]. En 1921, il s'impliqua dans le

---

[126] Cf., par exemple, publications en allemand, N. Lenin, *Staat und Revolution. Die Lehre des Marxismus vom Staat und die Aufgaben des Proletariats in der Revolution*, Rote Fahne - Kommunistische Bibliothek Nr. 4, Berlin, 1919; *id*., *Die Diktatur des Proletariats und der Renegat K. Kautsky*, Vulkan Verlag, Leipzig 1919; *id*., *Der Imperialismus als jüngste Etappe des Kapitalismus*, Wien und Berlin Verlag für Literatur und Politik, Berlin 1926. Certaines traductions en français étaient les suivantes : N. Lénine, *L'État et la Révolution*, Librairie de L'Humanité - collection Bibliothèque communiste, Paris 1921 ; *id*., *L'Impérialisme, dernière étape du Capitalisme*, Librairie de L'Humanité, Paris 1925[2] ; *id*., *Que faire ?*, Librairie de L'Humanité - collection Bibliothèque communiste, Paris 1925.

[127] Cf., par exemple, I. Staline, *Le Léninisme théorique et pratique*, Librairie de L'Humanité, Paris 1925.

[128] Cf., par exemple, les œuvres John Dewey, *Το σχολείο και το παιδί*, *Μετάφραση από το γαλλικό Κ. Δ. Σωτηρίου*, Εκδοτική Εταιρεία Αθηνά - Α. Ι. Ράλλης και Σια, Αθήναι 1926, et Α. Δελμούζος, *Δημοτικισμός και παιδεία*. «Σειρά Σχολείο και Ζωή - Βιβλιοθήκη για δασκάλους και γονείς» N° 18, Εκδοτική Εταιρεία Αθηνά - Α. Ι. Ράλλης & Σια, [Αθήναι] 1926.

[129] Cf. Archives centrales de la Marine - France [ACM], 1BB7, 141, dossier Attaché naval en Grèce : Macé à Ministre de la Marine, N° 110, Athènes 11 octobre 1920, 1 p. et ci-joint « Notice

mouvement communiste et travailla comme journaliste du journal du parti communiste *Rizospastis*. En 1923, il s'inscrivit comme membre à l'Association pour l'enseignement, déclarant comme métier la qualité d'étudiant en médecine, sans renouveler ensuite son inscription. En 1923 et en 1924, il assuma les responsabilités de rédacteur en chef du journal *Rizospastis*. Aux élections parlementaires en novembre 1926, il se présenta comme candidat député de la région d'Ioannina en Épire, sur la liste du front électoral du parti communiste, et n'obtint que 311 votes.

2.2. L'assemblée générale de l'Association pour l'enseignement en février-mars 1927. Alex. Delmouzos et Dim. Glinos.

Après la chute de la dictature de Pangalos et la réouverture de l'Association pour l'enseignement, en automne 1926, le cercle des radicaux autour de Glinos commença à acquérir une cohérence, qui se renforçait à travers l'activité autour de la revue *Anagennisi*. Aux élections législatives du 7 novembre 1926, leur vote se dirigea vers le parti Union démocratique d'Alexandros Papanastasiou, le Parti agraire d'Alexandros Mylonas et, en second lieu, vers la Coalition des libéraux de Georgios Kafantaris et Andreas Michalakopoulos (le chef des libéraux, Venizélos, se trouvait à Paris). Certains électeurs préférèrent le bulletin de vote du front électoral du parti communiste (Front unifié des ouvriers, des paysans et des réfugiés).

Les élections législatives de 1926 posèrent un dilemme aux intellectuels progressistes de l'Association pour l'enseignement. Les hommes politiques bourgeois-démocrates éclairés et les autres personnes socialisantes, comme Kafantaris, Papanastasiou et Mylonas, étaient exposés politiquement en raison de leur tolérance ou de leur comportement inerte, en 1925, face au renversement du gouvernement Michalakopoulos par le général Pangalos, et ne s'offraient pas pour un vote progressiste, recherché non seulement par les radicaux mais aussi par les honnêtes intellectuels d'idéologie modérée. À ce moment, Kordatos intervint, en les conseillant de voter pour le parti communiste, la seule organisation politique, dans les conditions de l'époque, qui pouvait user de son influence, dans les évolutions politiques, en faveur de la société. Quant aux personnes, Pantelis Pouliopoulos jouissait en général de l'estime dans le milieu politique et les cercles des intellectuels, à cause de son attitude contre la dictature (il était l'un des inculpés dans l'affaire de la question macédonienne) ; en outre, son différend avec le parti communiste après septembre 1926 n'était pas largement connu. Pouliopoulos, ayant subi un

---

sur le mouvement ouvrier en Grèce », Athènes 11 octobre 1920, 12 pp. ; PRO, FO 286-826 : D-693, Greece, Communist activities, 28 June 1922, 4 pp.

choc psychologique quant aux positions communistes qu'il promouvait jusqu'alors, se retira, tel que précité, de sa fonction de secrétaire du parti. Lors des élections législatives imminentes, il fut nommé candidat député à Athènes et à Thessalonique. À Thessalonique, il aurait été certainement élu en raison de l'existence d'un élément communiste solide dans la ville. Le communisme avait pour appui les Juifs, avec une diffusion politique conséquente parmi les ouvriers chrétiens ; du point de vue électoral, les Juifs votaient sur des listes électorales séparées, mais ils exerçaient, parmi les chrétiens, une influence électorale accrue du parti communiste dans la ville et le district plus large. Pouliopoulos contacta les principaux cadres du parti et demanda l'annulation de sa candidature. Ils insistèrent sur sa candidature, et celui-ci les avertit qu'il aurait recours à l'autorité de l'État compétente ; en effet, à la fin, il retira son nom du bulletin de vote avec une déclaration personnelle du refus de sa candidature devant le tribunal de première instance de Thessalonique. Nul ne prit soin d'effacer le nom de Pouliopoulos du bulletin de vote d'Athènes, où il arriva en tête, aboutissant à un résultat remarquable pour les données communistes, 1.616 votes. Avec les démoticistes de l'Association pour l'enseignement, membres du parti communiste grec, comme Galateia Kazantzaki-Alexiou, son ex-époux Nikos Kazantzakis, Markos Avgeris (il vivait ensemble avec Galateia Kazantzaki depuis 1924), les autres progressistes de l'association Glinos, Sotiriou, Bertos, Lachanas, Zafeirakopoulos, le couple d'Ioannis Imvriotis et Rosa Imvrioti, le couple de Spyros Theodoropoulos et Avra Theodoropoulou, jetèrent dans l'urne le bulletin de vote du parti communiste avec comme choix de candidat la personne de Pouliopoulos. Le choix de ce candidat à Athènes était forcé, étant donné que l'éventail de la liste du front unifié électoral du parti communiste à Athènes était très restreint en ce qui concernait la représentation des hommes de la pensée. La seule personne qui disposait d'un profil culturel était Pouliopoulos, un fait qui s'inscrivit dans les résultats. Le reste des candidats obtinrent, Theophilos Saïdis 33 votes, Georgios Papadopoulos-Pavlis 95, Ilias Eleftheriadis 104 et Ioakeim Tsatsakos (imprimeur, cadre professionnel de l'appareil du parti), un peu mieux, 286 votes.

Au début de 1927, la divergence de vues des radicaux avec les ethnocentristes attint un point de rupture et, compte tenu de la convocation d'une assemblée générale et de la tenue d'élections pour le nouveau conseil d'administration de l'Association pour l'enseignement, des rencontres de personnes eurent lieu dans le milieu de l'association et ailleurs – environ 50 individus y participèrent –, avec des discussions sur la définition des positions relatives aux questions sociales et éducatives ; la sélection des candidats donna lieu à une agitation. Le poids du travail théorique et pratique fut principalement pris en charge par Glinos, ayant l'aide de Konstantinos

Sotiriou, Rosa Imvrioti, Avra Theodoropoulou, Stratis Someritis et quelques autres.

En face, la tendance des ethnocentristes réunissait la majorité des anciens membres. Delmouzos fut chargé, avec l'aide de Thracyvoulos Petmezas, des questions concernant la tactique contre les radicaux. Le professeur Thracyvoulos Petmezas jouissait d'un prestige accru parmi les libéraux. Jusqu'au 4 décembre 1926, il était ministre de l'Intérieur du gouvernement constitué par Georgios Kondylis, après le renversement de la dictature de Pangalos le 22 août 1926. Il était connu pour son respect des règles de la morale bourgeoise. Dans la phase de développement de la lutte bourgeois-démocratique contre les monarchistes, il était inspiré par les idées social-démocrates modérées. Dans un cas, lorsque Venizélos rechercha un contact avec le socialisme européen, et l'occasion fut trouvée, en 1918, par l'envoie de représentants des travailleurs grecs à la session du conseil national de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) à Paris, le ministère des Affaires étrangères proposa à Petmezas qu'il y représente, entre autres personnes, la bourse du travail du Pirée. La présence de Petmezas dans l'Association pour l'enseignement ratifiait définitivement les vues ethnocentriques.

En outre, il fut impossible de mobiliser Manolis Triantaphyllidis, l'une des personnes du triumvirat de l'Association pour l'enseignement (avec Delmouzos et Glinos), au-delà de son consentement pour enregistrer son nom, en tant que partisan de la plate-forme libérale-nationaliste, comme candidat aux élections du nouveau conseil d'administration de l'association. Le professeur Konstantinos D. Triantaphyllopoulos (ministre de la Justice jusqu'au 4 décembre 1926), fit preuve de la même inertie et donna seulement son nom comme candidat aux élections. Les deux hommes restèrent impartiaux et indifférents, lors des séances de l'assemblée générale et de la procédure électorale, sans être présents sur place.

D'autres personnes reconnues dans la société ne manifestèrent aucun intérêt à offrir leur aide aux ethnocentristes, bien qu'elles aient participé pendant des années à l'Association pour l'enseignement. Alexandros Mylonas, avocat, ministre à plusieurs reprises, fondateur du Parti agraire en 1926, député au parlement grec après les élections de 1926, était l'un des fondateurs de l'Association pour l'enseignement et membre actif jusqu'en 1926. Alexandros Diomidis (professeur en droit, ancien ministre dans divers ministères, directeur de la Banque nationale de Grèce depuis 1923) était l'un des fondateurs de l'Association pour l'enseignement en 1910 et membre jusqu'en 1926. Sa mère, Eleni Diomidous, était membre de l'Association pour l'enseignement en 1922-1927, sa sœur Lola Petsali-Diomidous en 1922-1926, son épouse Ioulia Diomidous en 1922-1925. Georgios Papandreou (ancien ministre de l'Économie nationale du gouvernement d'Andreas Michalakopoulos en 1924-

1925, député en exercice après les élections législatives du 7 novembre 1926) était un ancien membre de l'Association pour l'enseignement – depuis sa fondation, en 1910 – qui resta actif jusqu'à la dictature de Pangalos en 1925. Apostolos Doxiadis (médecin, ministre de l'Assistance sociale en 1924) était membre de l'Association pour l'enseignement en 1913-1927. Georgios M. Averof (député depuis 1895, élu également, en mai 1915, ministre de l'Éducation du gouvernement de Venizélos à Salonique en 1917) était membre de l'Association pour l'enseignement et participa à la remise en fonctionnement de l'association après août 1926 (il avait des problèmes de santé – il souffrait d'insuffisance rénale chronique –). Ioannis Athanasakis (ministre adjoint des Affaires militaires en 1918-1920) était membre de l'Association pour l'enseignement en 1922-1926 (il s'occupait des soins aux réfugiés, en tant que président de la Croix-Rouge grecque). Ioannis Lymperopoulos (ministre des Affaires ecclésiastiques et de l'Éducation publique en 1924) était un ancien membre (dès 1911), actif jusqu'en 1924. Panagiotis Aravantinos (ancien député au parlement grec – dès 1910– élu aussi en 1923, ministre de la Justice en 1924, professeur de droit civil, membre fondateur de la Société de sociologie en 1907) était représenté par son épouse, Eleni Aravantinou, membre de l'Association pour l'enseignement en 1920-1925. Spilios Agapitos (ingénieur, ancien député au parlement grec en 1910-1912) était membre de l'Association pour l'enseignement en 1921-1926. Le professeur de droit Alexandros Vamvetsos (cadre fondateur de la Société de sociologie) était membre de l'Association pour l'enseignement en 1921-1927 (son épouse, Katina Vamvetsou-Pangalou, était membre de l'association en 1921-1927). Kyriakos Varvaresos (professeur d'économie depuis 1918) était membre de l'Association pour l'enseignement en 1921-1927. Andreas Andreadis, professeur d'économie, était membre de l'Association pour l'enseignement en 1910-1925. Chrysos Evelpidis (agronome et diplômé en sciences politiques, professeur de politique, secrétaire général du ministère de l'Agriculture) était membre de l'Association pour l'enseignement en 1920-1925. Dimitrios Chondros (physicien, professeur de l'université) était membre en 1910-1926.

Parmi les meilleurs cas d'offre d'une aide efficace au groupe de Delmouzos, Georgios Sotiriadis (professeur à l'université de Thessalonique, académicien, qui avait causé le conflit d' « Oresteiaka » en 1903) et Alexandros Pachnos (avocat, venizéliste, député en exercice après les élections législatives de 1926), apparurent à l'Association pour l'enseignement en 1927 et votèrent, le 24 mars, aux élections.

Fut également laissée inexploitée la réserve d'Alexandros Papanastasiou, ancien premier ministre en 1924, ministre de l'Agriculture en exercice, après 1926, du gouvernement œcuménique de Zaimis, qui avait un contact personnel avec Delmouzos et Petmezas depuis la création de la Société de sociologie en

1907 et de l'Association pour l'enseignement en 1910, en tant que cofondateurs. La cause résidait dans le fait que, parmi les radicaux de l'Association pour l'enseignement, se trouvaient des individus progressistes, partisans du parti de Papanastasiou (Union démocratique), qui adoptaient des positions réformatrices avancées, révélées dans le programme du parti en rapport à la lecture sélective que chacun s'en faisait. En outre, Papanastasiou était en contact personnel avec Glinos lui-même (leur coopération était récente, en 1926, en vue d'élaborer le règlement constitutif de l'université de Thessalonique, une question que Glinos accomplit, ainsi qu'ensuite, la contribution consultative de Glinos pour sélectionner les premiers professeurs de la nouvelle institution). Un soutien à la faction politique et idéologique plus proche, celle de Delmouzos, devait être discret.

Le même problème apparaissait dans le cas de Georgios Kafantaris, membre fondateur de l'Association pour l'enseignement en 1910 – cependant sans activité ultérieure en faveur du démoticisme –. Kafantaris, ancien premier ministre en 1924, l'un des deux leaders (avec Andreas Michalakopoulos) du parti des libéraux lors des élections du 7 novembre 1926, ministre des Finances du gouvernement de Zaimis à partir de décembre 1926, avait des raisons d'éviter une position en faveur de Delmouzos sur la question de l'éducation et de la langue, éléments qui ne le préoccupaient pas activement, également obligé de prendre en compte les corrélations entre les radicaux et les ethnocentristes et les limites de leurs groupes qui étaient idéologiquement indéterminées. Ce n'était pas aux intérêts de Kafantaris et de Michalakopoulos de se tourner contre le socialisme. Dans leur équipe parlementaire, fut alors compris Georgios Georgiadis, l'un des dirigeants fondateurs, huit ans avant, du parti socialiste ouvrier. Un autre député, Thalis Tsirimokos, était le frère de l'étudiant en droit Ilias Tsirimokos, qui appartenait à l'aile socialiste de la Société d'étudiants.

Delmouzos et ses compagnons omirent de demander l'aide des personnalités de l'espace politique conservateur qui avaient participé à l'Association pour l'enseignement. Parmi les conservateurs célèbres, se trouvait Konstantinos Tsaldaris (juriste, député du Parti de la libre opinion au parlement après les élections de 1926), membre de l'Association pour l'enseignement en 1921-1924 ; Aristotelis I. Valaoritis (diplômé en droit, député du Parti de la libre opinion après les élections de 1926) était ancien membre de l'Association pour l'enseignement (depuis 1915), avec une présence continue jusqu'en 1926 ; Konstantinos Verriopoulos, juriste, préfet de Larissa en 1920-1922 (nommé par le gouvernement royaliste), fonctionnaire du ministère des Finances, personne ayant une activité politique, était membre de l'Association pour l'enseignement de 1920 jusqu'à la dictature de Pangalos.

De plus, les représentants de la grande bourgeoisie libérale, personnes ayant une influence sur la vie sociale et culturelle (Pinelopi Delta-Benaki, Natalia Mela-Dragoumi et les autres) n'agirent pas en faveur de Delmouzos.

Comme nous le verrons d'emblée ci-dessous, les hommes appartenant aux couches moyennes et petites bourgeoises, comme les enseignants, les gens des autres disciplines scientifiques, les personnes des lettres, environ 150 individus, se mobilisèrent avec peu de ferveur, par une présence disparate aux séances de l'assemblée générale de l'Association pour l'enseignement, en février et en mars 1927, en participant finalement aux élections en tant que candidats et électeurs. On tenta de faire appel à des personnes qui se trouvaient dans le cercle des contacts quotidiens de Delmouzos ; peu d'individus, des enseignants à l'École normale d'enseignement primaire Marasleios et des collaborateurs de Delmouzos (Katsoulis, Lefkaditis, Maragoudakis, Païdousis – il mobilisa aussi son épouse –) apparurent dans les procédures de l'assemblée générale.

En janvier 1927, approximativement 300 personnes restaient inscrites comme membres de l'Association pour l'enseignement, après la mise à jour des obligations statutaires. On constatait un nombre accru par rapport à celle des 240 membres en 1926.

L'information sur l'assemblée générale fut tenue par tous les membres de l'Association pour l'enseignement, qui reçurent une invitation expédiée par la poste, et aussi plus largement par les cercles des intellectuels du pays. Dans les procédures de l'assemblée générale, qui eurent lieu à partir de février jusqu'en mars 1927, et ensuite dans les faits de la scission qui, tels que nous les décrirons, se déroulèrent jusqu'en mai 1927, environ 200 personnes y participèrent. D'autres, membres de l'Association pour l'enseignement ou non, se rendaient dans la salle de l'association et suivaient les travaux de manière fragmentaire, sans être enregistrés comme membres de l'assemblée générale. D'autres, qui ne vinrent pas à l'assemblée générale, participèrent aux rencontres de l'équipe de Delmouzos, à la suite des élections du 24 mars 1927 et à la perte de contrôle de l'Association pour l'enseignement, qui aboutirent à la décision de la scission.

L'assemblée générale débuta le mercredi 16 février 1927 et fut poursuivie, par des séances successives (le mercredi 23 février, le jeudi 24 février, le lundi 28 février, le vendredi 4 mars, le jeudi 10 mars, le mardi 15 mars, le lundi 21 mars), jusqu'au jeudi 24 mars, jour où les propositions furent soumises et les élections se déroulèrent pour nommer les membres du nouveau conseil d'administration.

La présence des membres de l'une et de l'autre faction était insuffisante, sans impulsion pour le destin du démoticisme, indicative de la relation relâchée entre les personnes de l'Association pour l'enseignement après la

période de la dictature de Pangalos, marquant l'atténuation de l'intérêt des intellectuels pour le mouvement de la langue, qui était d'ailleurs diversifié.

Lors des élections du conseil d'administration, 37 candidatures se présentèrent pour les 15 places de membres réguliers du conseil d'administration (20 de Delmouzos, 16 de Glinos, 1 de Svolos) et 21 candidatures pour les 10 places de membres suppléants (10 de Delmouzos, 11 de Glinos). Les membres qui se présentèrent et votèrent furent au nombre de 114 (le nombre 116 fut incorrectement rapporté dans le procès-verbal).

Aux élections, fut constitué un bulletin de vote unique, sur lequel étaient enregistrés, en deux groupes, d'abord les noms des personnes de la faction de Delmouzos et puis, en bas, ceux de la faction de Glinos. Pour les places de membres réguliers du conseil d'administration, se trouvaient 16 candidats de la faction de Delmouzos. À la fin de la liste de la faction de Delmouzos, était écrit le nom de Svolos. Suivait la liste de la faction de Glinos, avec 20 candidats. Pour les places de membres suppléants du conseil d'administration, étaient présentés, dans la liste de Delmouzos, 10 candidats et, dans la liste de Glinos, 11 candidats. L'électeur avait la possibilité d'apposer plusieurs croix de préférence. Chaque électeur mit, sur son bulletin de vote, des croix à côté de chaque nom de sa préférence parmi les 37 candidats pour les places de membres réguliers du conseil d'administration (20 candidats du groupe de Glinos, 16 du groupe de Delmouzos et 1 la candidature de Svolos) et les 21 candidats pour les places de membres suppléants (11 du groupe de Glinos et 10 du groupe de Delmouzos). À la fin, furent classées, dans le dossier du compte rendu de l'assemblée générale, en tant que matériel de la procédure électorale, les feuilles de comptage des croix de préférence et la liste finale des candidats majoritaires[130].

Étant donné que sur le bulletin de vote unique, les deux factions (l'une dirigée par Delmouzos et l'autre par Glinos) étaient distinctes, celles-ci étaient mentionnées, dans les séances, par le terme « deux bulletins de vote »[131].

---

[130] Cf. annexe II, Collection de documents d'Alexandros Dagkas, Dossier de documents «Εκπ. Όμιλος. Πραχτικά της γενικής συνέλευσης 16 Φλεβάρη - 24 του Μάρτη 1927 [Assemblée générale 1927. Le compte rendu de l'assemblée générale, 16 février - 24 mars 1927]».

[131] Dans le contenu d'une lettre de réponse de Glinos à Pinelopi Delta, le 30 mars 1927 (Delta, par lettre en date du 25 mars 1927, exigea une réponse au fait de la non participation, aux élections pour le conseil d'administration, des membres absents par des votes par procuration, conformément aux statuts de l'association, en menaçant de demander l'annulation des élections), encore une fois le même terme fut utilisé, « bulletins de vote » (Glinos expliqua que, lors de la dernière séance, le 24 mars 1927, il y avait un accord entre les personnes des deux bulletins de vote sur la non participation des titulaires de procurations sans qu'une objection soit suscitée, et indiqua à Delta de demander des explications du titulaire de la procuration pour l'attitude que celui-ci observa, cf. *Αλληλογραφία της Π. Σ. Δέλτα, 1906-1940*, Ξενοφών Λευκοπαρίδης (éd.), Εστία, Αθήνα 1957, lettre de Glinos à Delta, 30 mars 1927, p. 378.

Treize personnes du groupe de Glinos furent élues au conseil d'administration composé de 15 membres, en qualité de membres réguliers, obtenant un maximum de 65 croix de préférence. Les candidats du groupe de Delmouzos, à l'exception de Petmezas qui reçut 56 croix de préférence et se présenta comme ayant le même chiffre, pour les 11e à 14e places, avec ceux des radicaux Doumas, Komiotis et Lachanas, reçurent un maximum de 53 croix de préférence. Kakouros occupa la dernière 15e place par un tirage au sort entre 6 ethnocentristes qui reçurent 53 croix de préférence (Delmouzos, Triantaphyllidis, Triantaphyllopoulos, Papamavros, Damaskinos et. Kakouros). Le nouveau conseil d'administration fut constitué de Glinos, Sotiriou, Bertos, Negreponti, Theodoropoulou, Agelopoulos, Alivizatos, Michaïl Ikonomou, Papaspyridi, Karouzos, Lachanas, Doumas, Petmezas, Komiotis, Kakouros.

Les hommes dans la salle comprirent que le groupe de Glinos permit au groupe de Delmouzos de réaliser l'élection de deux ethnocentristes dans le conseil d'administration comme membres réguliers.

Les membres suppléants du nouveau conseil d'administration, qui occupèrent les 10 places prévues, furent Papadopoulos (pseudonyme Markos Avgeris), Kazantzaki, Varnalis, Anagnostaras, Apostolatos, Georgakopoulos, Tegopoulos, Svolou, Papageorgiou, Kountouri.

Les chiffres concernant le vote montrèrent à ceux qui s'intéressaient au résultat électoral que la majorité suivit une tactique électorale, qui conduirait à la création non pas d'une administration composée d'une seule aile de l'association, mais d'une autre où la partie minoritaire serait aussi présente. Une complicité eut lieu entre les membres du noyau de l'aile de Glinos, et furent marquées, dans les bulletins de vote, trois croix de préférence en faveur de l'ethnocentriste Petmezas pour qu'il puisse entrer dans le conseil d'administration de 15 membres. Des croix de préférence, nécessaires pour occuper la quinzième place du conseil d'administration, furent également données à encore 6 personnes du groupe des ethnocentristes, qui participèrent ensuite au tirage au sort, avec la désignation de Kakouros comme 15e membre de l'administration. Ainsi, la faction minoritaire serait représentée dans l'administration avec 2 membres réguliers. Pour les membres des radicaux qui participeraient à la nouvelle administration, la partie majoritaire conduisit les croix de préférence en vue de l'élection de personnes choisies au préalable, laissant de côté des militants du noyau comme, par exemple, Varnalis et Theodoropoulou, qui furent votés seulement par eux-mêmes. Le système de votes guidés du groupe de Glinos ne fonctionna pas avec précision et, parmi les candidats, Miliadis ne reçut pas les croix de préférence exigées et resta en dehors de l'administration. Quant aux membres suppléants, une planification était faite, de la part de la majorité radicale, dans la tactique électorale, afin que tous lui appartiennent.

En ce qui concerne les membres de chaque aile, qui vinrent et votèrent aux élections du 24 mars 1927, ceux qui appartenaient au noyau de l'aile des radicaux étaient les suivants 45 membres :

Dimitrios Glinos,
Vasileios Agelopoulos,
Charalampos (Babis) Alivizatos,
Ioannis Anagnostaras,
Spyros Apostolatos,
Konstantinos Varnalis,
Theodoros Vliziotis,
Georgios Georgakopoulos,
Dimitrios Delipetros,
Dimitrios Doukas,
Georgios Doumas,
Dimitrios Zafeirakopoulos,
Spyros Theodoropoulos,
Avra Theodoropoulou-Drakopoulou,
Rosa Imvrioti-Ioannou,
Galateia Kazantzaki-Alexiou,
Eirini Komioti-Kountouri,
Dionysios Koutavas,
Elli Lampridou,
Vasileios Lachanas,
Ioannis Miliadis,
Dora Moatsou,
Nikolaos Bertos,
Zacharoula Nafpliotou,
Eleni Koryllou-Negreponti (pseudonyme littéraire Alkis Thrylos),
Michaïl Ikonomou,
Olga Ikonomou,
Panopoulou,
Katina Papa,
Vasileios Papageorgiou,
Georgios Papadopoulos (pseudonyme littéraire Markos Avgeris),
Epameinondas Papamichaïl,
Semni Papaspyridi,
Eleni Paraskevopoulou-Theotoki,
Alexandros Petrich,
Aristeidis Rouchotas,
Alexandros Svolos,
Maria Svolou-Desypri,

Ioannis Sideris,
F. Stathi,
Efstratios Someritis,
Konstantinos Sotiriou,
Stylianos Tegopoulos,
K. Chondromitros,
Antonios Chorafas.

Ceux qui appartenaient au noyau de l'aile des ethnocentristes étaient les suivants 47 membres :

Alexandros Delmouzos,
Dimitrios Anagnostopoulos,
Konstantinos Anagnostopoulos,
Dimosthenis Andreadis,
Marios Varvoglis,
Spyros Vasileiou,
Iakovos Vachaviolos,
Eleftheria Vourloumi,
Nikolaos Ginopoulos,
Dimitrios Damaskinos,
Anastasios Danas,
Alexandra Papadopoulou-Delta,
Smaragda Dimara-Raktivan,
Konstantinos Dimaras,
Amaryllis Dragoumi-Zannou,
Evagelos Ioannou (pseudonyme littéraire Telos Agras),
Pavlos Katsogiannis,
Ioannis Katsoulis,
Dimitrios Lampros,
Vertha Leka-Rousopoulou,
Athanasios Lefkaditis,
Leonidas Liokis,
Dimitrios Loukopoulos,
Ephi Mavridou-Maragou,
Theodoros Maragoudakis,
Sophia Mavrogordatou-Delta,
Georgios Megas,
Natalia Mela-Dragoumi,
Melpo Merlier-Logotheti,
Dimos Braesas,
Alexandra Naoum,
Dimitrios Nikitakis,
Eirini Païdousi,

Pantelis Païdousis,
Michail Papamavros,
Lampros Pararas,
Evagelos Paraschis,
Alexandros Pachnos,
Thracyvoulos Petmezas,
Philippos Siampanidis,
Ioannis Sykokis,
Georgios Sotiriadis,
Stavros Tzoumeleas,
Dimitrios Tsamasfyros,
Dimitrios Phokas,
Ageliki Chatzimichali,
Emmanouil Chrysis.

Les membres restants, qui n'appartenaient pas au noyau de l'une ou de l'autre aile de l'association et se présentèrent aux élections, furent au nombre de 22, comme suit :

Thalia Andreadou,
Antonios Antonakos,
Ioannis Arvanitakis,
Eleni Gerogianni,
Eleni Daskalaki,
Maria Edelstein,
G. Emmanouil,
Dimitrios Evagelidis,
M. Zarokosta,
Krokodeilou,
Lazarou,
Leonidas Maroulis,
Bouka,
Panagiotis Papageorgiou,
Chr. Papanastasiou,
V. Papas,
G. Rallis,
Stella Sklavounakou,
Arsinoï Tabakopoulou,
Thanos Floros,
Athanasios Chazapis,
Serafeim Chatzakis.

En évaluant le comportement électoral de ces 22 membres, chaque observateur concerné par le résultat de l'élection, disposant les données que les

candidats du groupe de Glinos reçurent, de la part des 114 membres présents, au maximum 65 croix de préférence et les candidats du groupe de Delmouzos 53, pouvait constater que les électeurs en question marquèrent des croix de préférence pour 6 candidats du groupe de Delmouzos et au maximum 20 candidats du groupe de Glinos. Dans la mesure où les 22 électeurs ne s'intégrèrent pas à une répartition organisée des croix de préférence, ils constituaient les sables mouvants de l'assemblée générale.

Le résultat de l'urne fit ressortir la négligence, montrée par certains membres, ou les problèmes individuels qui empêchèrent la participation à l'élection du conseil d'administration. Parmi ces individus, se trouvaient 7 candidats du bulletin de vote du groupe de Delmouzos (Manolis Triantaphyllidis, Konstantinos Triantaphyllopoulos, Evagelos Kakouros, Alexandros Phokas, M. Kalyvopoulos, Michaïl Stellakis, Photis Photiadis) et 2 du groupe de Glinos (Christos Karouzos, Spyros Komiotis). Les membres, qui, ayant auparavant participé aux travaux de l'assemblée générale, ne vinrent pas voter le jour de l'élection du nouveau conseil d'administration, étaient 4 du groupe de Glinos (Charalampos Theodoridis, Ioannis Kostantarakis, Emmanouil Michelidakis, Anna Papadimitriou) et 5 du groupe de Delmouzos (Panagis Zervos, Konstantinos Karavidas, Kaiti Katsogianni, Konstantinos Pasagiannis, Panagiotis Skouriotis).

Delmouzos perdit les élections par manque de mobilisation adéquate. Il y avait encore 12 membres actifs de l'Association pour l'enseignement, qui se conformaient aux exigences statutaires, ayant versé leur cotisation, et par conséquent avaient le droit de participer à la conférence en février-mars 1927[132]. Ces personnes étaient les suivantes :

Evdokia Athanasoula, membre actif de l'Association pour l'enseignement en 1927, était une littératrice, écrivaine de textes pour enfants.

Aglaïa Zannou, une des membres de la famille grand-bourgeoise Zannou, était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1922, membre actif en 1927.

Ioannis Theodoridis, médecin, était un membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1910, membre actif en 1927.

Kleareti Malamou-Dipla, née en 1898 dans la ville de Prévéza à l'embouchure du golfe Ambracique en Épire, était une littératrice, collaboratrice de la revue *Noumas*, qui écrivait des poèmes patriotiques. Elle

---

[132] Cf. Αλέξης Δημαράς, *Εκπαιδευτικός Ομιλος. Κατάλογος μελών 1910-1927. Σύνθεση - περιγραφή - εκτιμήσεις*, Εταιρεία Σπουδών Νεοελληνικού Πολιτισμού και Γενικής Παιδείας, Αθήνα 1994. Le livre offre une aide aux recherches, mais il est plein d'inexactitudes quant à la validité de l'information, car les données enregistrées aux sources utilisées ne furent pas vérifiées.

vivait dans l'île ionienne de Lefkas. Démoticiste, elle était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1922, membre actif en 1927.

Georgios Marsan, né en 1892 en Turquie, était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1921, membre actif en 1927.

Georgios Degiannis, né en 1888, originaire du village de Steni dans l'île d'Eubée en Grèce centrale, instituteur dans la ville de Chalkis à Eubée, parlant l'allemand, était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1920, membre actif en 1927.

Elmina Pantelaki, nom de jeune fille Zannou, née à Athènes en 1894, était une diplômée en lettres de la Sorbonne. Après ses études, elle rentra en Grèce en 1914 et, à partir de 1922, elle s'occupait des activités du Conseil national des femmes grecques et de la Ligue des femmes grecques pour les droits des femmes. Elle était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1922, membre actif en 1927.

I. Papadopoulos, était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1924, membre actif en 1927.

Apostolos Papathanasopoulos, né en 1899 au Pirée, était diplômé en lettres, professeur de l'enseignement secondaire. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1924, membre actif en 1927.

Konstantinos Romaios, né en 1874, était un archéologue réalisant des fouilles qui fit des études en Allemagne en 1901-1904. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1912, membre actif en 1927.

Lazaros Philippidis, né en 1891, était diplômé en lettres, enseignant la langue grecque dans l'enseignement primaire. Il était membre actif de l'Association pour l'enseignement en 1927.

Stelios Chiliadakis (Cheliadakis), né en 1895, diplômé en lettres, inspiré par son amour de la nature, était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1923, membre actif en 1927.

Par contre, il y avait seulement deux membres actifs favorables à la tendance de Glinos qui ne parurent pas à la conférence. Ils étaient les suivants :

Theofano Pappa (Papa), institutrice, était membre actif de l'Association pour l'enseignement en 1927.

Menos Filintas, linguiste autodidacte, né en 1870 en Turquie, dans la ville d'Artaki de Cyzique dans la mer de Marmara, alla à l'école dans la Salonique ottomane et ensuite travailla comme enseignant dans les écoles de divers endroits du pays. En 1914, il alla à Athènes et fit la connaissance des idées modernistes, fréquentant les cafés de rencontre des socialistes. C'était un collaborateur de la revue *Noumas*, en y publiant des études en linguistique, des nouvelles et des poèmes. Après 1917, il embrassa les idées bolchevistes et devint un ardent défenseur du pouvoir soviétique. C'était un démoticiste reconnu dans les milieux des intellectuels et s'inscrivit initialement comme

membre à l'Association pour l'enseignement en 1924, où il continua de verser la cotisation jusqu'en 1927 malgré son extrême pauvreté.

Une autre constatation, faite par tous, était que l'influence des léninistes était limitée. Leur représentant, Vliziotis, obtint 18 croix de préférence. Parmi les orientations idéologiques, théoriques et politiques au sein de l'aile radicale, divisée en démocrates, sociaux-démocrates, communistes marxistes, léninistes et autres, chaque tendance ayant une vision différente, la majorité tournait vers la tendance modérée, non vers l'extrême.

Les femmes du mouvement féminin suivirent la polarisation de l'Association pour l'enseignement et se divisèrent. Des collaboratrices, comme par exemple Leka et Theodoropoulou, fondatrices de l'École du dimanche des ouvrières[133], se trouvèrent dans des camps adversaires.

Le noyau du groupe des radicaux était constitué d'individus, actifs à l'assemblée générale, qui avaient soit une tendance à adopter une idéologie moderniste soit une préférence progressiste déjà consolidée. Dans la première catégorie, nous pouvons nous référer au cas de Katina Papa[134]. Papa était le secrétaire, dans l'œuvre *Kerkyraïki Anthologia* [*Anthologie corfiote*], pour la période 1915-1925, d'Eirini Dendrinou, personne qui avait développé un penchant idéologique vers la perspective socialiste et vers le démoticisme. Cependant, dans son effort pour entrer dans le cercle des intellectuels, Papa avait en même temps collaboré (par son travail dans le magazine *I diaplasis ton paidon* [*L'éducation des enfants*]) avec les fameux intellectuels Grigorios Xenopoulos et Dimitrios Gr. Kampouroglou, personnes qui, dans les années 1920, n'étaient pas liées au socialisme (Xenopoulos était venizéliste et Kampouroglou royaliste).

Les démocrates, les socialistes et socialisants, les communistes marxistes, les léninistes, formaient, en 1927, la majorité parmi les personnes du groupe de Glinos.

Nous avons déjà fait allusion aux léninistes Konstantinos (Kostas) Varnalis et Eirini Kountouri, à la triade des communistes marxistes Georgios Doumas, Spyros Komiotis et Michaïl Ikonomou, ainsi qu'à la triade des socialistes Ioannis Anagnostaras, Ioannis Sideris et Efstratios Someritis.

Le reste des léninistes étaient :

Theodoros Vliziotis, instituteur,

---

[133] Cf. Μαριάνθη Μπέλλα, *Η Ανωτέρα Γυναικεία Σχολή (1921-1923). Ένα προδρομικό παιδαγωγικό και πολιτικό εγχείρημα του Δημήτρη Γληνού*, Τόπος, Αθήνα 2018, passim.

[134] Cf. Μαργαρίτα Μέλμπεργκ, *Κατίνα Παπά, Η μεσοπολεμική πεζογραφία· Από τον πρώτο ως τον δεύτερο παγκόσμιο πόλεμο (1914-1939)*, Σοκόλης, Αθήνα 1993, pp. 8-26.

Galateia Kazantzaki-Alexiou, littératrice,

Dora Moatsou, diplômée de lettres françaises, professeure de lettres,

Georgios Papadopoulos (pseudonyme Markos Avgeris), médecin, inspecteur de la santé au ministère du Travail.

Les autres communistes marxistes étaient :

Charalampos Theodoridis, professeur de philosophie à l'université de Salonique,

Rosa Imvrioti-Ioannou, diplômé en lettres, éducatrice,

Christos Karouzos, éphore des antiquités,

Elli Lampridou, diplômé en lettres,

Nikolaos Bertos, archéologue,

Olga Ikonomou, institutrice,

Semni Papaspyridi, archéologue,

Konstantinos Sotiriou, diplômé en lettres, directeur de l'enseignement primaire au ministère de l'Éducation jusqu'en 1926.

Un autre encore, l'instituteur Konstantinos Th. Papanikolaou, né en 1901, membre du parti socialiste ouvrier (communiste) en 1921, avait la qualité de membre de l'Association pour l'enseignement pendant les années 1923-1926. Un autre marxiste, l'agronome Dimitrios Avrasoglou, originaire de la ville de Stenimachos en Roumélie orientale et résidant à Thessalonique, qui collaborait avec les communistes jusqu'en 1924 et se mêla au mouvement agraire, fut inscrit comme membre de l'Association pour l'enseignement sans une participation active en faveur du démoticisme.

Les autres socialistes et socialisants étaient les suivants :

Dimitrios Glinos, diplômé en lettres, éducateur,

Spyros Theodoropoulos, avocat,

Avra Theodoropoulou-Drakopoulou, professeure au conservatoire d'Athènes,

Vasileios Lachanas, notaire,

Ioannis Miliadis, diplômé en lettres, éphore des antiquités,

Katina Papa, professeure de lettres dans l'enseignement secondaire,

Epameinondas Papamichaïl, diplômé de philosophie,

Eleni Paraskevopoulou-Theotoki, activiste du mouvement féminin,

Aristeidis Rouchotas, instituteur,

Alexandros Svolos, juriste,

Maria Svolou-Desypri, inspectrice du travail au ministère de l'Économie nationale,

Antonios Chorafas, diplômé en lettres, professeur de l'enseignement secondaire, directeur de collège.

Parmi les démocrates de l'Association pour l'enseignement, qui exprimaient leur préférence idéologique, se trouvaient :

Charalampos /(Babis) Alivizatos, avocat, cadre de l'Union démocratique d'Alexandros Papanastasiou,

Eleni Koryllou-Negreponti, activiste du mouvement féminin.

Des membres du noyau des radicaux, qui avaient une tendance à adopter une idéologie moderniste ou une préférence idéologique non consolidée, étaient :

Vasileios Agelopoulos, instituteur,

Georgios Georgakopoulos chimiste.

Dimitrios Delipetros, maître d'école,

Dimitrios Doukas, maître d'école,

Dimitrios Zafeirakopoulos, instituteur, inspecteur des écoles primaires,

Ioannis Kostantarakis, diplômé en lettres, professeur de l'enseignement secondaire,

Emmanouil Michelidakis, professeur de l'enseignement secondaire,

Zacharoula Nafpliotou, institutrice,

Anna Papadimitriou, employée de banque,

Vasileios Papageorgiou, instituteur, inspecteur des écoles primaires,

Alexandros Petrich,

F. Stathi, membre de la Société d'étudiants.

2.3. La scission, mai 1927.

Glinos et les radicaux derrière lui créèrent la rupture définitive, au sein de la couche des intellectuels, contre le consensus que la plupart des intellectuels de tendance modérée, ayant à la tête l'ancien premier ministre Papanastasiou, avaient établi avec la classe sociale dominante. Le résultat fut la formation d'une tranchée, derrière laquelle les intellectuels radicaux ne se retireraient pas, ayant déjà acquis l'expérience politique, pendant la dictature de Pangalos, et l'esprit de l'action unifiée.

Après les élections dans l'Association pour l'enseignement, les deux ethnocentristes, Petmezas et Kakouros, qui furent élus comme membres du nouveau conseil d'administration, démissionnèrent ; leur place fut prise par les membres suppléants Papadopoulos (pseudonyme Markos Avgeris) et Galateia Kazantzaki. Les membres du conseil d'administration élurent Glinos, Theodoropoulou, Soririou et Lachanas aux places correspondantes de président, sous-président, secrétaire général et trésorier. Les bureaux de l'association furent transférés à la Galerie Apostolopoulou (à l'étage supérieur), au 6 de la rue Evripidou.

Par ailleurs, Delmouzos et certains des ethnocentristes de son groupe aboutirent, en un mois, à la décision de se retirer de l'Association pour l'enseignement. Par un texte signé par 43 membres, qui fut envoyé à Glinos, fut demandée leur radiation de l'Association pour l'enseignement. Parmi ces

personnes, était compris un candidat et dix votants du groupe de Delmouzos, qui étaient absents lors des élections du 24 mars 1927. Manolis Triantaphyllidis, candidat du groupe de Delmouzos, absent aux élections du 24 mars 1927, n'y était pas inclus.

En même temps, Delmouzos rendît public, par le biais de la presse, la décision du groupe, en envoyant le même texte au journal *Eleftheron Vima* [*La Tribune libre*]. Le journal, dans son édition du dimanche 8 mai 1927, classa la déclaration et les 43 noms des membres – avec des erreurs dans certains noms et prénoms –, par ordre de référence comme ci-dessous :

Thracyvoulos Petmezas,
Dimitrios Phokas,
Alexandros Delmouzos,
Kyriakos Varvaresos (membre absent aux élections du 24 mars 1927),
Pinelopi Delta-Benaki (membre absent aux élections du 24 mars 1927, qui envoya à sa place un titulaire de procuration),
Konstantinos Triantaphyllopoulos (membre absent aux élections du 24 mars 1927),
Dimitrios Damaskinos,
Iakovos Vachaviolos,
Dimitrios Tsamasfyros,
Michaïl Papamavros,
Vertha Leka,
Alexandros Vamvetsos (membre absent aux élections du 24 mars 1927),
Dimosthenis Andreadis,
Pavlos Katsogiannis,
Ageliki Chatzimichali,
Marios Varvoglis,
Stavros Tzoumeleas,
Lampros Pararas,
Smaragda Dimara-Raktivan,
Dimitrios Lampros,
Ioulia Dragoumi-Paspati (membre absent aux élections du 24 mars 1927),
Pantelis Païdousis,
Ioannis Katsoulis,
Evagelos Ioannou (pseudonyme Telos Agras),
Alexandra Naoum,
Dimitrios Anagnostopoulos,
Alexandros Zannas (membre absent aux élections du 24 mars 1927),
Mikes Mavrogordatos (membre absent aux élections du 24 mars 1927),
Dimitrios Nikitakis,
Konstantinos Dimaras,
Eleftheria Vourloumi,

Theodoros Maragoudakis,
Evagelos Kakouros (candidat absent lors des élections du 24 mars 1927),
Dimos Braesas,
Ephi Maragou,
Konstantinos Eleftheroudakis (membre absent aux élections du 24 mars 1927),
Dimitrios Loukopoulos,
Ioannis Doanidis (membre absent aux élections du 24 mars 1927),
Sophia Mavrogordatou,
Alexandros Phokas (membre absent aux élections du 24 mars 1927),
Alexandra Delta,
Leonidas Liokis,
Amaryllis Dragoumi-Zannou[135].

Glinos rédigea un texte en réponse et l'envoya au même journal le 12 mai 1927. Dans la lettre, furent annexées par Glinos les propositions qui furent votées par l'association. Sur un point des résolutions, il cita des éléments sur l'enseignement des cours d'instruction religieuse, ensuite sur la relation entre l'État et l'Église. Puis, le regrettant, il effaça ce dernier commentaire sur l'État. La publication de la lettre dans le journal, le jour suivant, 13 mai 1927[136], n'était pas accompagnée des propositions.

La mise à jour, de la part de l'équipe de Glinos, concernant la scission de l'Association pour l'enseignement et le départ de ses membres était que les personnes qui partirent correspondaient à 10% de l'ensemble. En fait, la moitié des démoticistes actifs abandonnèrent l'association.

Delmouzos et les autres ethnocentristes de son équipe, en quête d'une tribune pour s'exprimer dans le débat futur contre les radicaux, trouvèrent refuge dans la revue *Ellinika Grammata* [*Littérature grecque*], fondée le 15 juin 1927 par le journaliste Kostis Bastias. Bastias, cousin du professeur de philologie grecque moderne à l'université de Thessalonique Giannis Apostolakis, travaillait depuis 1923 dans des journaux d'Athènes et avait l'intention de placer sa revue comme tribune dédiée à la promotion du démoticisme ; la collaboration avec Delmouzos constituait l'appui dont il avait exactement besoin. C'était une personne instable et peu fiable, qui parcourait dans l'espace du socialisme athénien et des autres courants innovateurs, gardant un contact avec l'Association de l'enseignement, foyer de l'élite des lettres et de la richesse, pour y favoriser les bonnes relations, sans s'inscrire comme membre. Il suivit de loin les événements à l'intérieur de l'Association de l'enseignement en 1927, se rendant, une ou deux fois, sur le lieu où se

[135] Cf. *Ελεύθερον Βήμα* (Athènes), 8-5-1927, p. 3.
[136] *Ibid*., 13-5-1927, p. 5, « Lettres. La question de l'Association pour l'enseignement ».

déroulaient les séances de la conférence pour se renseigner sur l'évolution du conflit entre les deux équipes opposantes. Delmouzos, conscient du profil de son interlocuteur, n'avait toutefois pas d'autre alternative que celle d'une collaboration ambiguë, et fut obligé d'accepter cette première offre d'assistance.

Au temps des événements de la scission de l'Association pour l'enseignement, coïncida, en mai 1927, la scission de la Fédération de l'enseignement de Grèce, syndicat du deuxième degré des instituteurs du pays[137]. Par manque d'information adéquate et par perception erronée de l'événement, les hommes de l'équipe de Glinos crurent initialement qu'il s'agissait d'encore un heurt ayant des proportions semblables à la controverse des démoticistes. La réalité était, cependant, autre ; les enseignants, cadres syndicalistes partisans de la langue épurée, hostiles au démoticisme, abandonnèrent le syndicat unique, qui unissait la majorité écrasante (80%) des travailleurs dans l'enseignement publique, et formèrent leur propre syndicat du deuxième degré, procédant à de falses déclarations selon lesquelles parmi les démoticistes se dissimulait le communisme.

Il n'était pas paradoxal que le profil de Glinos reste, malgré la scission, intact pour un peu de temps. Des enseignants continuaient de demander son aide pour diverses questions personnelles, comme par exemple la requête pour un nouveau poste scolaire. Après l'Académie pédagogique, Glinos n'avait pas d'autres responsabilités dans l'éducation publique, mais il maintenait encore des contacts avec le pouvoir politique, l'ancien premier ministre Papanastasiou inclus. Les liens avec les dirigeants, en particulier avec certains d'entre eux, n'étaient pas complètement rompus.

En même temps, le parti communiste grec poursuivait en solitaire sa voie internationaliste, s'étant débarrassé des problèmes nationaux. En mars 1927, le congrès du parti, qui eut lieu à Athènes, aboutit à des résolutions qui approuvaient la position sur la question nationale, adoptée en 1924, et le mot d'ordre de la « Macédoine et Thrace unifiée et indépendante » ; cependant, le parti reconnut son erreur d'avoir mis la question nationale exclusivement au centre de son action, alors qu'il aurait du placer, en première ligne du combat, la lutte concrète contre toutes les mesures et les formes d'oppression nationale, y compris la langue. L'ancien dirigeant du parti Kordatos, qui fut définitivement radié par décision du congrès, ne s'y présenta pas. En mai 1927, il persistait, par des accusations graves d' « aventurisme », dans son opposition au mot d'ordre imposé par l'Internationale communiste. Glinos,

[137] Cf. *Διδασκαλικόν Βήμα* (Athènes), 3, N° 129, 15-5-1927.

ainsi que les autres démoticistes, anciens cadres communistes radiés, maintinrent un contact continuel avec Kordatos.

Après la scission, les personnes – des socialistes, des communistes et d'autres – qui avaient une activité remarquable, à côté de Glinos, dans l'Association pour l'enseignement, étaient Christos Chomenidis (avocat ayant continué ses études à Paris), Stratis Someritis, Vasileios Agelopoulos, Ioannis Sideris, Dionysios Koutavas, Vasileios Papageorgiou, Georgios Georgakopoulos, Georgios Zacharakopoulos (avocat ayant continué ses études en Allemagne, partisan de Kautsky), Ioannis Miliadis, Grigorios Kasimatis (étudiant en droit à l'université d'Athènes), Vasileios Lachanas, Ioannis Anagnostaras, Lampros Rakopoulos (avocat), Galateia Kazantzaki, G. Bountounas (avocat, ayant un frère éducateur), Dimitrios Zafeirakopoulos, Vasileios Dedousis (philologue), Panagiotis Gavreseas (étudiant en physique à l'université d'Athènes), K. Petouris (éducateur).

Au sein de l'association scindée, les membres communistes commencèrent à inciter les autres à la transformer en une organisation ouvertement attachée au communisme. Glinos, ayant ses opinions différenciées, soutint l'introduction des méthodes de l'école du travail, en soulignant que la même demande fut formulée par les éducateurs partisans de la langue pure et que la réforme linguistique et éducative exigeait une réforme sociale. L'intérêt de Glinos s'orienta vers l'étude de l'approche marxiste et du socialisme scientifique dans leur application en Union soviétique.

La non participation de Manolis Triantaphyllidis.

Triantaphyllidis prit ses distances face aux activités de l'Association pour l'enseignement après 1920 quand il alla de nouveau en Allemagne pour l'achèvement de ses études. Lorsqu'il en revint, en 1923, il s'occupa des recherches sur la langue, de loin des conflits sociaux, et, en 1926, il fut élu professeur à l'université de Thessalonique. Depuis lors, il se rendait très rarement à Athènes, en raison de la distance (quasiment 16 heures de train étaient nécessaires pour y aller).

À la fin de 1926, Delmouzos demanda l'aide de Triantaphyllidis pour faire face aux radicaux de l'Association pour l'enseignement, en vue du conflit qui était prévu d'avoir lieu à l'assemblée générale imminente. Au début de 1927, celui-ci accepta de se présenter comme un participant à la plate-forme de Delmouzos, afin que, grâce au poids de sa personnalité, il prête un prestige à la faction des ethnocentristes. Les sommes dues à l'association furent versées, afin qu'il ait le droit de participer en tant que membre de l'assemblée générale ; cependant, il n'apparut pas dans la salle de l'association au cours des deux mois de séances en février et mars 1927. Des commentaires ironiques

furent entendus contre lui sur son retour à l'association après une longue absence, un fait qui le força à répondre par écrit, en mars 1927, par une lettre envoyée de Thessalonique au président de l'assemblée générale. Dans ce texte, il déclara qu'en passant par Athènes, il s'informa des propos tenus contre sa personne et contre son comportement et sa disparition pendant la lutte pour le démoticisme et l'éducation, ainsi que contre sa présence actuelle inattendue aux côtés de Delmouzos. Il avoua que, depuis six ans, il se retira de l'œuvre de l'association et des responsabilités, qu'il accomplissait dans l'appareil de l'État, par manque général d'esprit de collaboration, et préféra agir individuellement dans son domaine de prédilection, le démoticisme. Ses aspects étaient bien connus des deux autres dirigeants de l'association, Delmouzos et Glinos, ceux-ci étant démontrés dans sa lettre du 8 décembre 1918, enregistrée par Glinos dans le compte rendu des réunions de l'association. La situation actuelle au sein de l'association et la divergence des positions scientifiques et idéologiques étaient le résultat de ce problème qui couvait depuis lors, extériorisé actuellement par l'intervention des communistes. Triantaphyllidis termina sa lettre en déclarant qu'il se sentit obligé de s'impliquer dans l'affaire de l'avenir de l'Association pour l'enseignement, convaincu qu'un effort purement éducatif et national, hors de la politique, était nécessaire pour la renaissance linguistique et éducative de la nation grecque et pour son relèvement spirituel[138].

Triantaphyllidis, dans sa lettre, pria le président de l'assemblée générale de communiquer son contenu aux membres de l'association. Il ne fut pas possible de la rendre publique pour des raisons de formalités, car le règlement interne concernant la procédure du déroulement des assemblées générales ne prévoyait pas de telle mesure.

Delmouzos informait son collègue et ami, au coup par coup, sur l'évolution de l'assemblée générale. Le 24 mars 1927, le nom de Triantaphyllidis apparut en tant que membre candidat de la nouvelle direction de l'association qui résulterait de l'élection, enregistré parmi les autres noms figurant sur le « bulletin de vote » (le groupe de noms dans un seul bulletin de vote) de la faction de Delmouzos. Les partisans de l'ethnocentrisme furent invités à voter pour lui, et il sortit à la 15e place par ordre de succession des candidats.

Delmouzos fournit à Triantaphyllidis des exemplaires des trois textes imprimés contenant les propositions soumises à l'assemblée générale, le 24

[138] Cf. Ιστορικό Αρχείο ΑΠΘ - ΙΝΣ - Αρχείο Μ. Τριανταφυλλίδη, Εκπαιδευτικός Όμιλος, brouillon manuscrit de la lettre adressée au président de l'assemblée générale [sans date (envoyée probablement pendant la deuxième semaine de mars 1927)], N° 10. En haut à droite, il y a une note manuscrite de Triantaphyllidis : « Je ne sais pas si une telle annonce se fit ».

mars 1927, par Glinos, par Svolos et par lui-même[139]. Dans le cas de l'imprimé des propositions de Svolos, Triantaphyllidis, en le lisant, remarqua le passage qui faisait allusion à la langue et écrivit, sur le dos de la page, la note « les étrang...[140] ». La note relevait de ses intérêts pour l'éducation linguistique des populations non-grécophones, sujet dont il se préoccupa pendant les années de son séjour à Thessalonique et en Macédoine, à l'époque du gouvernement de la Défense nationale en 1916-1917[141].

Le professeur de linguistique ne s'occupa plus de l'Association pour l'enseignement. En mai 1927, dans la lettre de retrait des 43 membres du groupe de Delmouzos, son nom n'était pas inclus.

---

[139] *Ibid*., N° 24 [cf. annexe II, 21. Η πρόταση («Δήλωση») Δημήτριου Γληνού (imprimée)] ; *ibid*., N° 25 [cf. Annexe, 19. Η πρόταση Αλέξανδρου Δελμούζου (imprimée)] ; *ibid*., N° 26 [cf. Annexe, 22. Η πρόταση Αλέξανδρου Σβώλου (imprimée)].

[140] *Ibid*., N° 26 [cf. annexe II, 22. Η πρόταση Αλέξανδρου Σβώλου (imprimée)].

[141] Cf. Μανόλης Τριανταφυλλίδης, «Το διάταγμα Θεσσαλονίκης και ο εξελληνισμός των ξενοφώνων», *Δελτίο του Εκπαιδευτικού Ομίλου*, t. 9, Αθήνα 1921. p. 137.

Épilogue

Qu'il nous soit permis d'évoquer, dans l'épilogue de notre étude, les points suivants qui ressortent nettement.

Les événements négatifs en Grèce, tels que la catastrophe en Asie mineure en 1922, le changement démographique après l'influx des réfugiés et l'aventurisme politique de la dictature de Pangalos en 1925-1926, eurent des retombées importantes sur la vie des hommes et une répercussion sur la partie de la société qui développait des vues hostiles contre l'ordre établi. Au milieu des controverses, parus au sein du mouvement culturel, l'aile radicale des intellectuels fit ombrage aux autres tendances, tant au mouvement conservateur traditionaliste et ethnocentriste qu'à la couche des libéraux modérés. La discussion argumentée, qui fut enregistrée dans les pages du compte-rendu de l'assemblée générale de l'Association pour l'enseignement, se généra par la différence d'opinion, par rapport à la question de l'éducation, entre les radicaux et les ethnocentristes et aboutit à une polémique entre les opposants qui sema une scission idéologique ; ce qui restait était la scission organisationnelle. Chacun des intellectuels donnait sa couleur personnelle distincte au différend des radicaux avec les ethnocentristes. Le socialiste Nikos Giannios critiquait, en 1927, l'Association pour l'enseignement, la considérant comme un nid du démoticisme nationaliste qui, sous l'influence de Delmouzos, de Glinos et de Triantaphyllidis, se tourna vers des perceptions plus démocratiques, mais restait toujours un levier de la bourgeoisie grecque et, plus spécialement, une tribune qui voulait donner des principes programmatiques au démoticisme bourgeois[142]. Par contre, l'ethnocentriste Manolis Triantaphyllidis affirmait que le socialisme, un système d'idées dépassant les frontières nationales, ne pouvait rien avoir de commun avec le démoticisme et ses prédications sur l'expression de la nation qu'il représentait[143]. À côté d'eux, les militants du mouvement idéologique pour le réveil social du peuple s'exprimaient par l'axiome de Gianis Kordatos que le triomphe final de la langue démotique était directement lié à la prévalence politique du prolétariat, à savoir le démoticisme se rapportait à l'imposition de la révolution sociale[144]. Face à cette divergence d'idées, constatées au cours de l'effort de l'Histoire sociale d'aborder les tournants cruciaux du tracé de l'Association pour l'enseignement, la « vérité » historique s'enferme discrètement, dissimulée derrière la diversité des objectivités des chercheurs et de leurs préférences idéologiques.

---

[142] Cf. N. Γιαννιού, *Δημοτικισμός*..., *op. cit*., p. 9.
[143] Cf. M. Τριανταφυλλίδης, *Δημοτικισμός*, Εστία, Αθήνα 1926, p. 18.
[144] Cf. I. K. Κορδάτος, *Δημοτικισμός και λογιωτατισμός*, Αθηνά, Αθήνα 1927, p. 355.

Annexe I

[Les débats au cours des neuf séances de l'assemblée générale de l'Association pour l'enseignement, du 16 février jusqu'au 24 mars 1927.]

[Les textes de Dimitrios Glinos concernant la scission en mai 1927.]

La convocation de l'assemblée générale de l'Association pour l'enseignement fut programmée pour le 16 février 1927. Tant le bilan de l'année 1926 et le budget prévisionnel pour l'année 1927 que le rapport de la commission de contrôle avaient été antérieurement préparés.

En ce qui concernait le bilan des recettes et des dépenses du 1er janvier au 31 décembre de l'année 1926, les dépenses se consacraient au loyer d'un local modeste dans la rue Lada, en plein centre d'Athènes (16.876,50 drachmes sur 28.299,15). Cette salle était sous-louée à un autre locataire, une personne exerçant une certaine activité commerciale, sans être gêné par le va et vient perpétuel du conseil d'administration de l'Association ; il s'accommodait d'un coin, ayant un petit bureau, deux chaises et une armoire pour ranger ses documents. Cette sous-location apportait plus de 7.000 drachmes à l'Association, soit plus du quart des dépenses. Il était évident pour tous que le recours à la sous-location montrait le problème économique permanent qui préoccupait l'Association.

D'autre part, deux personnes salariées étaient nécessaires. L'une était responsable du secrétariat, sachant dactylographier, qui coûtait 4.650 drachmes ; l'autre, un receveur, était payé au prorata des recettes, méthode fréquemment utilisée en Grèce, en parallèle à d'autres modes de paiement (au comptant ou par envoi postal ou bancaire). Cette activité apporta à la caisse 6.411 drachmes, dont 2.191 drachmes de cotisations de l'année 1926 et 4.220 drachmes de cotisations non versées à temps (c'est-à-dire le double de la somme par rapport aux cotisations versées à temps).

Quant aux dépenses générales, les sommes versées à la Compagnie des eaux Ulen étaient aussi très élevées, 1.175,20 drachmes, soit largement plus que le double de l'électricité. Le crédit consacré à l'éclairage était assez infime (444,10 drachmes). Le crédit à la propreté s'élevait à 132,50 drachmes, l'impression des invitations adressées aux membres pour la convocation de l'assemblée générale et les timbres postaux pour leur envoi à 150. L'annonce de l'assemblée générale dans le journal *Eleftheros Typos* coûtait 150 drachmes. Les fournitures (crayons, encre, papiers pour écrire) coûtaient 119,30 drachmes. Les dépenses imprévisibles qui étaient inscrites s'élevaient à 1.536,20 drachmes. Les dépenses pour le chauffage étaient minimes.

Hormis les cotisations, d'autres recettes étaient la vente du *Bulletin de l'Association pour l'enseignement* (425 drachmes) et les intérêts de dividendes (102 drachmes). Quant aux donations, elles s'élevaient à 200 drachmes. Glinos contribua à redresser la situation économique difficile de l'association en prêtant 1.000 drachmes à la caisse.

Le conseil d'administration prépara, tel qu'il était tenu par la loi, le budget prévisionnel de 1927. Il fût très optimiste, multipliant par trois les activités financières de 1926, 76.555 drachmes au lieu de 28.299,35. En ce qui concernait les recettes, la sous-location devait continuer et apporter à la caisse 12.048 drachmes, les arriérés des cotisations anciennes 750 drachmes, sommes auxquelles s'ajoutaient les intérêts des obligations de 12 emprunts forcés (73 drachmes). La somme escomptée correspondait à 6.000 drachmes pour les cotisations en retard et à 7.500 pour l'année 1927 ; une augmentation du nombre des membres était en outre attendue, 300 au lieu de 240. Quant au chiffre d'affaires représenté par les ventes du *Bulletin de l'Association pour l'enseignement*, pour les anciens et nouveaux numéros, le conseil estimait son montant à 4.500 drachmes (500 + 4.000).

En ce qui concernait les dépenses, on prévoyait, pour les dépenses incompressibles, pour le loyer des locaux 34.020 drachmes, pour l'éclairage 570 drachmes, pour les timbres 300 drachmes et pour l'impression des invitations 250 drachmes. Pour le personnel, 4.500 drachmes étaient destinés au secrétariat et 2.500 drachmes pour l'indemnisation du receveur. Pour les activités d'impression, les frais d'édition du *Bulletin de l'Association pour l'enseignement* coûtaient 25.000 drachmes, soit le tiers du budget. On espérait aussi rembourser le prêt de Glinos à l'association de 1.000 drachmes de l'année précédente. Malgré les différences d'approche, tous se montraient optimistes sur l'évolution de l'Association qui poursuivrait son cours sans obstacles significatifs.

Quant au rapport de la commission de contrôle, parmi les membres de la commission fut désigné le professeur à l'École Polytechnique d'Athènes Ioannis Doanidis, qui, s'efforçant d'éviter ce travail méticuleux et peu intéressant, envoya une note, manuscrite sur sa carte de visite, demandant si quelqu'un d'autre pourrait assumer les tâches de contrôleur. Le rapport de la commission de contrôle indiquait que le bilan de l'année 1926 présentait des recouvrements nets en drachmes de 26.859,10, avec un solde en 1925 de 28.299,15 drachmes soit un mouvement de caisse en numéraire de 28.299,15 drachmes. Les paiements (loyers, salaires et divers autres frais) s'élevaient à 207.053,80 drachmes. Il restait ainsi un solde en caisse en espèces de 45,35 drachmes et en obligations de 1.200 drachmes. Les livres tenus par la caisse et

les pièces justificatives sur les paiements et les recouvrements étaient, comme toujours, en bon ordre[145].

Le mercredi 16 février 1927, l'assemblée générale de l'Association commença à se tenir dans l'après-midi. Le président, Dimitrios Zafeirakopoulos, donna la parole à Dimitris Glinos pour qu'il présente le compte rendu des travaux du conseil d'administration de l'Association pour la période de 1924 jusqu'à 1927.

Glinos déclara que le compte rendu était à la fois facile et difficile. Facile parce qu'il pouvait se tenir en une phrase, selon laquelle l'Association pour l'enseignement n'avait rien fait pendant l'année précédente. Difficile parce qu'une telle phrase ne pouvait pas être dite en toute légèreté de conscience. Glinos estima que cela n'avait que peu d'importance, peut-être, pour justifier les causes de cette inertie, toutefois une attention devait être portée sur l'homogénéité du conseil d'administration afin qu'il puisse travailler. Lui-même pria les membres de l'Association de ne pas compter sur lui, parce que ses occupations d'éditeur ne lui permettaient pas de s'investir pleinement dans l'Association comme il le conviendrait.

Les membres Giannis Miliadis, Spyros Komiotis et Babis Alivizatos demandèrent, avant que le débat ne commence, de faire la lecture du compte rendu de l'assemblée générale précédente, pour qu'il soit validé. Les membres Alexandros Svolos et Kostas Sotiriou soutinrent que le compte rendu ne devait pas être validé par l'assemblée générale, parce qu'un an plus tard personne ne pouvait se souvenir de ce qui y avait été exactement dit ; cela relevait toutefois de la responsabilité du conseil d'administration. Face à l'insistance de Miliadis sur son point de vue, le président demanda l'avis des membres présents. À mains levées, la proposition de Miliadis fut réfutée.

Par la suite, le secrétaire Dimitrios Damaskinos lut le compte-rendu de l'année 1926, le rapport relatif de la commission de contrôle et le budget prévisionnel de l'année 1927.

Komiotis fit remarquer que le conseil d'administration devait rendre des comptes plus détaillés, notamment en recherchant les raisons pour lesquelles il n'avait pas pu mieux travailler pendant les trois dernières années.

Alivizatos accepta le point de vue de Komiotis ; comme il venait de l'apprendre, l'inertie de l'Association était due à un désaccord intérieur au sein du conseil d'administration et à des conceptions différentes, qui s'étaient révélées lors des discussions entre eux ; il croyait que les membres devaient les connaître pour pouvoir voter et il demanda aux membres Miliadis et Glinos d'expliquer la raison de leur démission de leur fonction de membres du conseil d'administration.

---

[145] Cf. annexe II, N° 1-3.

Glinos répondit qu'il démissionnait en tant que secrétaire, non pas comme membre du conseil d'administration, tout en y restant solidaire. Quant à l'inaction des membres du conseil d'administration, il précisa que, leur mandat de trois ans étant expiré, les sociétaires allaient procéder à l'élection d'une nouvelle équipe ; ce qui était plus important était de prêter attention à l'élection d'un nouveau conseil d'administration et de ne pas rechercher les responsabilités de l'ancien. La recommandation, qu'il avait auparavant faite, celle d'élire un bureau homogène, expliquait suffisamment, peut-être, la raison pour laquelle l'ancien bureau était resté inactif.

Miliadis mentionna que les discussions sur les différents principes avaient aussi eu lieu au conseil d'administration et que lui-même démissionnait parce que ce dernier n'était pas parvenu à une conclusion et n'avait pas convoqué d'assemblée générale pour présenter la situation et demander l'opinion des membres.

Svolos déclara que le conseil d'administration n'avait pas convoqué d'assemblée générale, parce qu'il espérait toujours pouvoir arriver à une certaine coordination des avis différents. De plus, la dictature de Pangalos en 1925-1926 avait largement obstrué et interrompu toute action de l'Association. La deuxième raison était que le conseil d'administration était continuellement préoccupé par le manque de crédits quant au loyer.

Eirini Kountouri, épouse de Spyros Komiotis, voulut savoir quels membres du conseil d'administration étaient en désaccord avec le programme de l'Association et quels étaient ceux qui restaient fidèles aux principes fixés par l'Association en 1914. Ainsi, les membres de l'Association pourraient-ils voter en conséquence.

Alivizatos exprima l'opinion que, ce soir-là, se posait la question des principes idéologiques et non pas des personnes et qu'une discussion détaillée devait s'ensuivre.

Svolos exposa que, si une telle discussion commençait, ce serait très difficile d'y mettre fin rapidement ; l'assemblée générale devait d'abord élire un conseil d'administration pour résoudre le problème économique urgent et, ensuite, le temps serait trouvé pour une discussion détaillée sur le programme.

Alivizatos suggéra de faire élire aussi un conseil d'administration composé de ceux qui avaient des opinions opposées, pour qu'il se penche sur le programme de l'Association.

À son tour, Alexandros Delmouzos clarifia certains points. En récapitulant l'action éducative de l'Association, il rapporta qu'elle se concentrait principalement sur l'action de Triantaphyllidis, de Glinos et de Delmouzos. Tant que les trois collaboraient entre eux, ils présentaient assez de travail ; puisque Triantaphyllidis se retira et que Glinos partait pour l'essentiel, ne restait que lui, le moins apte à une action associative. Pour cette raison et, en outre, faute d'une vie éducative systématique et riche en Grèce, Delmouzos

signala qu'il n'attendait aucun résultat de la part de l'Association. Son pessimisme quant à une action significative grandissait avec les dernières divergences présentées. Il fit référence aux efforts du conseil d'administration à établir un programme et aux divergences de vue qui en découlèrent. Ces désaccords se concentraient sur trois points, premièrement le religieux, deuxièmement le national et troisièmement le politique ou de classe. Le conseil d'administration se divisa en deux fractions opposées et les efforts de Glinos pour aplanir les oppositions échouèrent. Face à une telle situation, Delmouzos et certains autres suggérèrent la dissolution de l'Association, mais cette proposition ne fut pas acceptée. Le conseil d'administration décida alors d'écarter l'un des facteurs – au moins – responsables pour l'inertie, celui qui était réalisable en pratique, à savoir l'hétérogénéité de l'ancien conseil d'administration. Et, de cette manière, fut constitué un bulletin de vote de personnes qui étaient d'accord sur la refonte de l'Association, de membres dont l'avis était que, sur les trois points litigieux, l'Association devait suivre le même chemin suivi jusqu'alors. Les autres raisons auparavant mentionnées restaient les mêmes et les espoirs d'une action future étaient infimes. Dans le meilleur des cas, on assisterait à quelques conférences sporadiques et à l'édition du *Bulletin de l'Association pour l'enseignement*. En concluant, Delmouzos affirma qu'il ressentait ce pessimisme en tant que membre de l'Association, mais, qu'en tant que démoticiste et individu, il était optimiste, fidèle aux valeurs du démoticisme.

Spyros Theodoropoulos demanda l'arrêt de la discussion et un vote de l'assemblée générale sur la proposition « l'Association restera fidèle à l'ancien programme de 1914 et sera une association éducative ou elle changera de programme et de but ».

Miliadis demanda que soit soumise au vote la proposition de « remettre la séance à une autre soirée ». Le président soumit cette proposition au vote et le résultat fut négatif, avec 24 voix contre et 18 pour.

Miliadis prit la parole. Il se référa au discours de Delmouzos et blâma tout ce que ce dernier avait dit que l'action de l'Association s'était identifiée à l'action de Glinos, de Delmouzos et de Triantaphyllidis. L'action collaborative de l'Association eut un écho positif dans l'opinion publique ; sans elle, l'action de ces trois pédagogues n'aurait pas eu de résultats. Il s'opposa aussi à la vieille idée de la dissolution de l'Association. Il trouvait que les trois questions relevées par Delmouzos étaient superficielles. La proposition selon laquelle l'Association devait s'occuper de la politique avait été uniquement soutenue par un membre du conseil d'administration. La question religieuse n'avait pas été estimée comme fondamentale. Lui-même, Miliadis, était d'avis qu'une école innovante pouvait progresser même sans l'enseignement de la religion. Par ailleurs, la question nationale n'avait pas été posée. Le désaccord provenait de la conception selon laquelle un idéaliste voyait les choses différemment

d'un réaliste et cette divergence de vue se révéla lors de la rédaction du programme de l'Association.

Delmouzos répliqua que, sur la question de la nation et de l'action de l'Association, de nombreux désaccords étaient apparus et qu'il pensait que l'Association devait concevoir toutes les classes sociales comme un ensemble et ne pas chercher à s'appuyer sur une seule classe.

La séance prit fin pour être réitérée le mercredi suivant, le 23 février 1927.

Le 23 février, à 18h20, la séance commença. Les divers délégués des provinces furent annoncés. Une objection fut formulée sur la participation des nouveaux membres, inscrits à l'Association après le commencement de la première séance où fut discuté le compte-rendu du conseil d'administration, pour qu'ils n'influencent pas les décisions. Le secrétaire de l'Association, Glinos, informa que très peu de nouveaux membres avaient été inscrits ; par contre, d'anciens membres avaient payé leurs cotisations en retard. Il proposa que les membres inscrits après le 25 janvier 1927 ne votent pas. Le président, Zafeirakopoulos, demanda à l'audience si elle acceptait le vote des nouveaux membres inscrits après le 25 janvier ; l'assemblée générale rejeta la proposition.

Ensuite, le président donna la parole à Miliadis. L'orateur, au début de son intervention, critiqua Delmouzos car, lors de la séance précédente, le 16 février, il avait dit que, sur les trois personnes auxquelles l'action de l'Association s'était restreinte, il ne restait, à la fin, que lui. Un homme comme Delmouzos, qui avait vraiment œuvré pour l'Association, n'aurait pas du prononcer de telles paroles. La crise, que traversait à ce moment l'Association, avait commencé par le conseil d'administration. La tactique de Delmouzos était de garder l'Association loin de toute action. Ce choix n'allait pas dans la bonne voie, car plusieurs membres attendaient avec anxiété les lignes directrices de l'Association. Il fit allusion au Congrès national de l'enseignement, en avril 1925, dans lequel, alors que d'autres démoticistes avaient agi, l'Association n'avait pas réfuté les théories qui y avaient été entendues sur la patrie, la religion, la famille, la propriété, l'éducation et la langue ; en effet, Delmouzos n'avait pas laissé l'Association réaffirmer ses principes. En l'absence de Delmouzos, le conseil d'administration avait pris à la majorité une décision relative au Congrès national, mais, à la réunion suivante, Delmouzos avait provoqué son annulation. Delmouzos, en intervenant, déclara que cela s'était produit parce que le Congrès national s'était ridiculisé. Miliadis continua en affirmant que le conseil d'administration avait décidé, sur proposition de Svolos, de demander une collaboration limitée même avec les communistes ; il précisa qu'il le dit cela parce qu'on les appelait couramment – lui, Miliadis, et ses proches – des « hommes de gauche ». Delmouzos avait dit que l'École normale d'enseignement primaire Marasleios était menacée et qu'il ne voulait pas que

des démarches soient entreprises, et en effet on n'en fit pas. Quand, plus tard, l'École Marasleios fut attaquée, Delmouzos ne voulut rien faire, de peur qu'elle ne soit encore plus lésée. Quand le gymnaste, collaborateur des démoticistes venizéliste, Ioannis Chrysafis proposa la revalorisation de l'éducation physique et sportive en tant que discipline scolaire, de nouveau l'Association ne se manifesta pas dans le débat. Delmouzos voulait que l'Association restât toujours neutre. Tous les démoticistes aimaient l'École Marasleios, mais ils croyaient que l'Association ne devait pas se limiter seulement à cette institution. Les ultraconservateurs changeaient le caractère de l'Association ; les autres ressentaient l'obligation de la soutenir l'Association. Ils avaient été accusés comme membres ayant un intérêt en politique. Un grand événement se produisit quand le régime politique changea après la chute de la dictature de Pangalos. Les démoticistes ne pouvaient plus rester en dehors de la réalité et il fallait soutenir la République populaire et sa politique éducative. Pour cette raison, ils furent accusés de politicards. Mais il fallait se tourner vers la réalité ; l'Association devait se reconvertir et ne pas se limiter uniquement au domaine de la langue. À ce moment – Miliadis continua –, il fallait s'orienter vers la politique pour que les revendications de l'Association réussissent. L'école en Grèce devait s'appuyer sur les classes populaires et sur un gouvernement qui en serait issu, pouvant satisfaire les demandes populaires. L'Association se tournait vers la droite, alors qu'il fallait s'orienter naturellement vers la gauche. Le programme de 1914 devait changer. Des études afférentes avaient été récemment faites, qui, suivant une décision du conseil d'administration, seraient incorporées dans un programme. Ce thème fut présenté au conseil d'administration ; il y eut des désaccords et deux programmes différents furent formulés. Certains extraits du programme de gauche furent lus par Miliadis, à ce moment-là, en assemblée générale. Il ajouta que, contre ce programme, Delmouzos en présenta un autre au conseil d'administration ; la divergence au sein de l'association se présenta, cette fois, à cause de Delmouzos.

Glinos intervint et tenta de concilier les deux ailes. Delmouzos demanda de mettre l'accent, dans le programme, sur certains points, tels que la religion et l'éducation nationale ; Glinos n'accepta pas cette proposition. Le désaccord se trouvait entre Delmouzos et Glinos ; l'un conservateur, l'autre progressiste. Delmouzos voulait s'approprier l'Association ; mais il voulait la prendre en mains pour la fermer, selon ce qu'il leur avait dit dans son discours précédent. Il allait peut-être même demander la dissolution de l'Association.

Le membre Michaïl Papamavros prit la parole et affirma que l'école ne pouvait pas omettre de voir la réalité. Personne ne pouvait affirmer que l'élève ne devait pas connaître la réalité, mais, en même temps, l'école ne devait pas s'appuyer sur de nouvelles théories sans qu'elles aient été testées.

Alivizatos expliqua qu'il demanda la parole par devoir envers lui même et son idéologie. Il estimait et respectait Delmouzos pour ses combats, mais ce dernier croyait en la personnalité et non en l'action de groupe. Un autre problème était qu'une attention devait être portée sur les accusations formulées contre les communistes, des personnes ayant travaillé dans le passé. Delmouzos affirmait vouloir sauver l'Association des communistes. La question se posait de savoir qui étaient les communistes. Un scientifique ne devait pas prononcer de telles affirmations indéterminées. C'était à tort qu'on disait qu'il n'existait pas de différence entre le socialisme et le communisme, courants adoptés par certains membres ; il n'y avait pas d'identification entre les deux idéologies. En ce qui concernait le programme de 1914, il fallait le modifier, pour pouvoir avancer. Plusieurs membres ne le souhaitaient pas. Mais il fallait le faire, d'immenses changements étant intervenus après la Guerre européenne. Delmouzos voulait que l'Association fonctionne comme une entité purement éducative, loin de toute action politique. Mais aucune idéologie ne pouvait s'imposer sans s'appuyer sur une politique définie. L'école était, à ce moment-là, un outil de la classe bourgeoise. Pour que toute idéologie s'impose, il fallait de la puissance. La réforme éducative s'appliquerait en même temps que toutes les autres revendications progressistes. Elle s'imposerait uniquement par la prédominance des classes sociales qui avaient un tel intérêt. Ces éléments sociaux étaient les masses populaires. Delmouzos souhaitait un profil national pour l'éducation, exigence impérative car elle devait s'appuyer sur les spécificités nationales du pays. Selon les dires d'Alivizatos, Delmouzos souhaitait que l'éducation soit nationale et il ne pouvait pas en être autrement parce qu'elle s'appuyait sur les données du pays. Mais, il existait aussi quelques éléments qui n'étaient pas nationaux et, en ce sens, on devait sans doute y prêter attention. Quant aux cours de religion, l'éducation devait ne pas faire abstraction, là encore, de la réalité. La question des cours de religion n'était pas une question communiste ; elle était née dans la société bourgeoise. On exigeait que les besoins futurs y correspondent, ces derniers devant être compris dans le programme de l'Association afin qu'ils soient prescriptifs dans l'avenir. C'était ce qui faisait la différence entre Glinos et Delmouzos. Certes, parmi les compagnons de Glinos, il en existait quelques-uns qui appartenaient au camp très à gauche, mais cela ne devait faire peur à personne.

La parole fut ensuite donnée à Glinos. Glinos justifia avant tout sa décision de parler. Il était venu à la séance de l'assemblée générale, le 16 février, décidé à se retirer de l'administration de l'Association et avait prié les membres de ne pas compter sur lui lors de l'élection du nouveau conseil d'administration, car il était très occupé. De nombreuses raisons concouraient à sa décision. Tout d'abord, le combat en faveur du démoticisme éducatif et de ses buts, qui furent promus jusqu'à ce moment-là au sein de l'État, n'était pas fini. Bien au

contraire, il avait encore à surmonter d'immenses obstacles. Une scission de l'Association aurait pu avoir des effets regrettables. En outre, une grande partie du monde de l'éducation venait juste de s'orienter d'une manière à peu près stable quant à la réforme éducative. La scission de l'Association aurait apporté parmi ses instituteurs une confusion et un trouble psychologique ou de grandes hésitations. Il était de plus certain que les ennemis du démoticisme attendaient avec une joie mal contenue une telle évolution. Mais, hormis ce fait, l'opposition fatale à un collaborateur et ami, tel que Delmouzos, le faisait hésiter et penser qu'il aurait mieux valu que les différents mouvements d'idées, qui étaient apparus au sein de l'Association, soient manifestés d'une autre manière plutôt que par une scission soudaine de cette organisation. C'est pourquoi il recommanda aux membres de l'Association d'élire un nouveau conseil d'administration ayant une homogénéité idéologique. Toutefois, le discours de Delmouzos l'obligea à prendre la parole et à changer d'avis. Delmouzos relata brusquement et de façon inattendue à l'assemblée générale toutes les oppositions qui étaient apparues au conseil d'administration. Il déclara en outre qu'il était venu enterrer l'Association. Selon l'opinion de Glinos, il n'était pas possible, à ce moment crucial, que d'autres exposent ses conceptions sur les différents problèmes et que lui, bien que présent, se taise, ni il n'était possible, non plus, de laisser l'Association mourir afin qu'elle ne fasse pas obstacle à toute autre action de ses membres en dehors d'elle. Les mauvais effets de la scission se devaient d'être passagers, sinon la voie vers la réforme éducative n'aboutirait pas.

Glinos déclara qu'il ne s'agissait pas d'une opposition personnelle à Delmouzos. Ils avaient travaillé ensemble pendant quinze années, en soumettant toujours leur vie personnelle à l'idée qui les gouvernait. Les oppositions qui les séparaient à ce moment étaient également au-dessus de leurs personnes. Elles émanaient des choses. Le moment était historique, non pas parce que Delmouzos et lui s'opposaient mais parce que deux mondes idéologiques s'opposaient au sein de l'Association. Glinos précisa clairement qu'il était en désaccord avec ce que disait Delmouzos quant au rôle de l'Association et à l'action des personnes. L'Association pour l'enseignement était une organisation ayant une activité sociale. Son action n'était pas jugée par les actions des personnes, actions qui d'ailleurs n'eurent pas lieu en son sein. Dans une association, chacun agissait par le seul paiement de sa cotisation et en donnant son nom et en répondant « présent » sous un certain drapeau. En lisant les noms des fondateurs de l'Association, l'accent était mis sur le fait que, parmi eux, seuls un ou deux étaient des pédagogues. Les autres cependant, hommes politiques, journalistes, penseurs ou simples membres de la société, par leur seule présence et signature sous le kérygme du démoticisme éducatif, créèrent un événement très important pour la réalité grecque. Ces mêmes citoyens accompagnèrent, dans une atmosphère de stimulation morale,

Delmouzos en personne au procès de Nauplie en 1914 ; il n'était pas permis désormais que quelqu'un proclame que seuls trois hommes avaient travaillé dans l'Association. Il en existait tant d'autres que leur contribution ne devait pas être omise. Glinos, du moins, ne pensait pas avoir apporté un service exceptionnel au sein de l'Association.

En second lieu, Glinos considérait comme une erreur fondamentale le fait que l'Association pour l'enseignement soit confondue avec l'action de n'importe lequel de ses membres dans l'État et ailleurs. Cette confusion, existant consciemment ou non chez beaucoup, expliquait de nombreux points de leur conduite. L'Association n'était pas un accessoire de l'État ; c'était une organisation libre. Elle le fut dès ses débuts et devait toujours être une organisation intellectuelle d'avant-garde, qui instruisait la société et l'État lui-même si certaines conditions y concouraient.

Glinos présenta ensuite l'historique du désaccord auquel on faisait face. Depuis 1920, lorsque Delmouzos, Triantaphyllidis et Glinos démissionnèrent de l'État, Delmouzos et Triantaphyllidis partirent en Allemagne ; Glinos resta à Athènes et les travaux de l'Association prirent un nouvel essor. En dehors du *Bulletin de l'Association pour l'Enseignement* et des autres publications, des réunions eurent régulièrement lieu au siège de l'Association chaque semaine pendant cinq années. Cette activité, avec des conférences et des discussions, revêtait une importance accrue. Elle ne maintenait pas seulement vivant le problème de la réforme éducative au sein de la société et parmi les instituteurs, mais elle était également le prétexte donnant lieu à des enquêtes et débats qui maintenaient l'Association en contact direct avec l'évolution de la vie grecque. Ainsi l'Association était-elle toujours un centre d'effervescences intellectuelles n'ayant pas son pareil dans le pays. En 1923, Delmouzos revint d'Allemagne, où il s'était consacré à des études philosophiques et pédagogiques. Il ne prit pas une part active à cette vie de l'Association ; il ne fut présent que peu de fois. Il y fit alors un discours sur les courants pédagogiques contemporains en Allemagne. Son discours fut révélateur pour Glinos ; il comprit, au début, de façon indéterminée, que des différences fondamentales, qui pouvaient avec le temps évoluer en une pleine opposition, le séparaient de Delmouzos. Toutefois, l'œuvre commune dans l'État était si considérable qu'ils se sentaient obligés, tous les deux, de travailler ensemble. En 1923, Delmouzos obtint la direction de l'École normale d'enseignement primaire Marasleios et, en 1924, Glinos de l'Académie pédagogique. Les deux établissements travaillaient simultanément ; l'Académie pédagogique était surtout scientifique. Glinos avait posé pour principe de base de l'établissement la libre recherche scientifique. Lui-même enseignait la philosophie et la sociologie conformément à ses principes. Néanmoins quelques inquiétudes semblaient poindre chez Delmouzos quant à la voie pédagogique et idéologique prise par l'Académie pédagogique. C'est alors qu'il demanda lui

aussi à y enseigner. Il fit quelques conférences et, au cours de la dernière, où il devait donner les principes généraux de son système théorique, il invita aussi Glinos. Ce fut alors que, pour la seconde fois, Glinos attesta que les bases théoriques de son ami étaient très différentes des siennes. Il lui en fit part, sans toutefois qu'une discussion plus approfondie s'ensuivît.

En même temps, à savoir à la fin de 1924 et au début de 1925, commencèrent les réunions hebdomadaires de l'Association, dans lesquelles étaient discutées des questions liées à son programme. Certaines personnes demandèrent alors que le programme de 1914 soit révisé. D'autres demandèrent que l'Association se tournât entièrement vers une action sociale et politique. Certains communistes déclarèrent que, dans un régime bourgeois, aucune réforme éducative n'était possible. Delmouzos ne suivait pas ces discussions. Glinos fit alors cinq discours ayant pour thème « la société grecque et l'enseignement grec » ; il admit que les conditions objectives avaient changé depuis 1914 et qu'il était nécessaire que le programme de l'Association soit révisé, en adoptant un contenu plus essentiel et plus moderne. Il heurta cependant l'opinion des communistes, en soulignant surtout qu'il considérait comme inutile et stérile la tactique négative du communisme révolutionnaire, parce qu'il ne constatait pas encore de conditions objectives mûres, qui favoriseraient la transformation immédiate forte et réelle du régime économique d'une économie individuelle en celle collective, ainsi que la transformation correspondante du régime social. Delmouzos, qui assista à ce discours, demanda immédiatement qu'ait lieu une réunion du conseil d'administration de l'association et y exigea que cette discussion cessât parce qu'elle était nuisible au démoticisme adopté par l'État, se référant surtout au travail réalisé à l'École Marasleios. Il manifesta qu'il ne sacrifierait pas l'œuvre de sa vie à des discussions stupides de quelques jeunes. On pouvait comprendre que Delmouzos croyait que son travail à l'École Marasleios lui donnait le droit d'arrêter l'action de l'Association, du moment où il pensait que son œuvre serait menacée. L'erreur fondamentale d'identifier l'Association à son action personnelle l'y avait conduite. En effet, l'Association cessa ces rencontres, mais plus tard furent créés les dits « événements de Marasleios » pour des raisons complètement indépendantes de l'action de l'Association. Et lorsque, en 1926, la dictature de Pangalos renvoya les deux pédagogues, Delmouzos et Glinos, de leurs postes dans l'État et ordonna la fermeture de l'Académie pédagogique, Delmouzos ne se fâcha pas contre la réaction aveugle qui détruisait ses œuvres. Il se montra indifférent à l'égard de ses collaborateurs et rechercha parmi eux les responsables de son échec, puisqu'il ne voyait pas l'adversaire réel ; il ne le sentait plus. Si Delmouzos, au procès de Nauplie en 1914, était au fond un accusateur contre le régime social, lors des « événements de Marasleios » en 1925 il y était un accusé. Il était l'incompris, le méconnu ; il essayait de se

justifier. Glinos ressentit une profonde douleur pour l'Académie pédagogique sans toutefois rechercher les responsables parmi ses collaborateurs. La différence résidait dans le fait que, dans la conscience de Delmouzos, les collaborateurs progressistes étaient responsables de sa chute. Son changement de comportement expliquait d'emblée sa position ultérieure dans l'Association. De nouvelles réunions du conseil d'administration commencèrent en janvier et février 1926. Ce fut alors là, pendant les interventions de Glinos qui proposait une réorganisation de l'Association et une action intensive afin de reconquérir l'opinion publique quant à la réforme éducative, que Delmouzos, ainsi que Miliadis, commençant chacun par des points de départ et des buts différents, demandèrent d'élaborer un nouveau programme. Le conseil d'administration céda face à l'insistance de Delmouzos et remit à Miliadis le soin de rédiger un nouveau programme. Ce fut alors que se présentèrent les oppositions radicales, se résumant en trois points, a) sur la base sociale du programme d'enseignement de l'Association, b) sur le point de savoir si la culture du sentiment religieux, en tant que partie intégrante liée à la notion d'éducation, devait aussi être contenue dans le programme de l'Association, et c) sur la notion d'éducation nationale consciente. L'opposition apportait depuis lors la scission. Cependant, alors, pour tous les membres, la scission était considérée comme néfaste, dans le contexte de la tyrannie de la dictature, qui ne laissait pas de liberté à la discussion, et des calomnies pendantes contre la réforme éducative. Glinos prit alors l'initiative de formuler le programme en s'efforçant d'éviter l'opposition directe et en soulignant les points communs du combat sans accentuer les points controversés. La formulation du brouillon du programme de Glinos fut acceptée par la majorité du conseil d'administration, mais non par Delmouzos, par Evagelos Kakouros et par deux ou trois autres, ceux que Delmouzos appelait pédagogues dans un effort de monopoliser la pédagogie autour de ses propres conceptions ; en effet, Delmouzos ne classait pas Glinos et Kostas Sotiriou parmi les pédagogues, alors qu'il y rangeait d'autres personnes, par exemple Papamavros. La cause de ce désaccord mit fin aux discussions au sein du conseil d'administration. C'était le résultat de la perception de Delmouzos selon laquelle la politique éducative promue par l'Association devait s'identifier à sa propre œuvre personnelle et à ses propres idées pédagogiques. En outre, Delmouzos entendait donner à la société réactionnaire, qui le poursuivait, une preuve évidente selon laquelle les accusations d'anti-religiosité, d'antipatriotisme et de communisme, qu'on lui imputait, étaient erronées. Il croyait consciemment à ses idées pédagogiques, mais il n'avait pas le droit d'identifier l'Association à son travail. Il n'avait également pas le droit de concevoir que la pensée devait cesser en Grèce, pour qu'elle ne devienne pas un obstacle à sa propre action dans le système éducatif de l'État.

Ainsi l'Association cessa-t-elle toute action ; pendant l'année 1926, elle n'avança pas d'un pas. Lorsqu'à la fin, fut décidé un retrait tacite de Glinos, Delmouzos voulut créer une « épuration », comme il le disait, à savoir une séparation au sein de l'Association, avec le retrait des membres progressistes, même si, par la suite, l'Association cessa d'exister. L'intention de Delmouzos était que l'Association ne créa pas d'obstacle à son espoir de fonder sa troisième école, une ambition qui constituait le but de sa vie, tel qu'il l'affirmait lui-même.

Glinos ajouta une remarque importante. Le désaccord qui se manifesta au sein du conseil d'administration trouvait incontestablement ses racines dans la réalité sociopolitique ; il ne s'agissait pas du tout de questions personnelles. Les conditions avaient changé, dans le monde entier et en Grèce, pendant les années depuis la guerre mondiale et la révolution russe. Les âmes humaines furent profondément bouleversées et la face de la Terre changea ; au sein de la société grecque, de nombreux changements pouvaient également être attestés.

À la séance du jeudi 24 février 1927, à 18h30, Glinos, en continuant son discours de la veille, affirma que, tout comme hier le soutint-il, les questions engendrées au sein de l'Association avaient des racines plus profondes. Les personnes, dans leur action plus générale, étaient socialement déterminées ; par conséquent, c'était également dans la société et dans les maux sociaux que devaient être recherchées les causes réelles des désaccords qui préoccupaient tant le conseil d'administration et tourmentaient l'assemblée générale. Ces problèmes n'étaient ni spécifiques ni seulement grecs, bien au contraire en général ils préoccupaient tout le monde civilisé moderne et, pour mieux les comprendre, on devait les projeter dans le plus large cadre de la société européenne.

Glinos, en analysant ensuite la société européenne contemporaine et en mettant en parallèle la réalité actuelle avec la situation que l'Europe présentait cent ans auparavant, après la révolution française, dit qu'il trouvait de nombreuses similitudes entre d'un côté le romantisme de cette époque et de l'autre le néoromantisme du XXe siècle, à savoir la disposition de la classe dirigeante qui, témoignant d'une tendance au mysticisme, dominait en philosophie et ses manifestations intellectuelles dans leur ensemble. Le monde était partagé, après la guerre mondiale, en deux camps gigantesques. D'une part, la classe bourgeoise, après avoir dominé de façon absolue à travers ses longues luttes, devenait dorénavant de plus en plus conservatrice, en utilisant pour sa défense toutes les armes, soit matérielles soit intellectuelles ; d'autre part, se trouvait le prolétariat, la classe sociale qui, à partir de 1850 environ, commença à lutter pour sa libération et pour celle de toutes les couches sociales lésées, ainsi que pour la suppression de toute exploitation de l'homme par l'homme. Ce combat, qui, dans cette phase, était à la base de tous les phénomènes sociaux, divisa le monde intellectuel en deux camps. Par

conséquent, les manifestations du monde intellectuel avec toutes les variations infinies entre les théories, les systèmes et les idées pouvaient se référer à une analyse plus approfondie de cette divergence fondamentale. Quasiment toute la science officielle et la philosophie des universités, consciemment ou inconsciemment, se trouvait au service de la défense de la classe dirigeante et tentait de soutenir ses fondements moraux chancelants. Cela apparaissait clairement au niveau surtout de la philosophie et des sciences morales et spirituelles mais indubitablement aussi dans le domaine des sciences naturelles. La philosophie, après un stade critique similaire à la philosophie critique kantienne du XVIIIe siècle (néokantisme, néo-criticisme, pragmatisme, scepticisme, agnosticisme, recherches en nouvelles logiques) qui offrit un terrain légitime d'existence à différents systèmes métaphysiques, voguait à ce moment à l'aise sur les mers du subjectivisme, du néo-idéalisme, du néo-scolasticisme et de tous les autres systèmes similaires. La science était quelque chose de quasiment suspect ; son prestige lui était dénié, en la limitant, autant que possible, à un cercle plus étroit de phénomènes. Même à ce niveau-là, ses certitudes prenaient un caractère provisoire et relatif, alors que d'un autre côté tout était absolu dans le domaine métaphysique. On pouvait vraiment admirer le spectacle de ces fameux professeurs de philosophie, se hissant sur les ongles de leurs pieds et essayant, à l'aide de leurs recherches logiques obscures, d'épingler sur le firmament céleste métaphysique les valeurs morales absolues, au moment où, tout autour, l'exploitation régnait de façon insolente, la misère criait et l'humanité se noyait dans son sang. Le spectacle de ces fameux sages, qui rêvaient et glorifiaient la personnalité humaine bien que prêts à plier en mille plis leur ego moral absolu devant la première excellence féodale éventuelle, était remarquable. Les quatre-vingt-treize sages qui, pendant la durée de la guerre européenne, voulurent justifier la violence du Kaiser, étaient désormais neuf cent quatre-vingt-treize, envahissant à ce moment toutes les universités d'Europe, prêts à justifier la tyrannie bourgeoise. La gnoséologie, la métaphysique, la morale poussaient de tous côtés l'homme vers le mysticisme et vers un nouvel obscurantisme médiéval, afin de soutenir la domination chancelante du capitalisme, dont la guerre balaya tous les prétextes moraux, démasquant l'exploitation matérielle crue fondée sur tous les beaux idéaux qui, avec eux, conduisirent l'homme au massacre.

En outre, il existait également en Pédagogie des phénomènes semblables. L'idée de l'école du travail, conquête positive de la science pédagogique des années contemporaines surtout américaine, s'offrait enveloppée dans des emballages philosophiques et théoriques très variés et infinis ; ainsi trouvait-on, par cette vérité, un moyen de soutenir les différentes demandes restantes d'un monde indépendant, scélérat, moral et intellectuel, de fixer les idéaux de la personnalité absolue, du caractère moral absolu, des valeurs morales

absolues, de la Cité idéale, de l'éducation idéale. Une de ces telles idées était l'existence possible d'une éducation au-dessus des classes indépendamment des conditions objectives, parce que le pédagogue pouvait et devait se tourner vers l'enfant et seulement vers l'enfant. Pour lui, tous les enfants, indépendamment de leur origine, étaient semblables ; c'était des êtres humains. C'était certes une idée poétique très belle. Selon l'observation ironique de Glinos, le pédagogue avait besoin de porter à ses yeux des verres spéciaux, des lunettes spéciales transfigurant la réalité, pour parvenir à voir la même image chez un enfant qui était tombé dans des langes de soie et chez celui qui était né dans des haillons crasseux. Le pédagogue ne pouvait pas voir les mêmes possibilités de développement mental et naturel, à savoir d'éducation, chez un enfant qui, dès le premier jour de sa naissance, recevait l'influence d'un monde complètement différent de celui qui entourait l'autre. Il y avait une différence énorme entre l'enfant qui grandissait dans une riche maison bourgeoise, avec ses gouvernantes, ses instituteurs, ses salles de bains, ses voyages, ses abondants moyens culturels, mille supports autour de lui pour le présent et l'avenir, et l'enfant qui ne trouvait autour de lui que pauvreté, misère, un niveau moral inférieur, des insultes et des coups et de mauvais modèles, un environnement qui, de façon ininterrompue, le rabaissait, le jetait vers le bas et qui tombait le lendemain dans la vie, faible, sans aide, condamné à trimer dans la lutte pour gagner son pain. On ne pouvait pas voir les mêmes possibilités dans la formation de la personnalité chez un enfant qui, lui, arrivait à la porte de l'école pieds nus et affamé et chez celui qui, lui, arrivait en automobile. Dans le cas où le pédagogue adopterait la notion de l'inégalité, il ne serait pas libre d'appliquer un enseignement efficace. L'organisation des écoles, les programmes, la forme d'enseignement, ou, de plus, les idées qu'on enseignerait, étaient fixées par l'appareil d'État. L'État n'était pas vraiment au-dessus des classes, tant qu'il existait des classes sociales ; c'était en réalité un État de classe, qui s'appuyait sur certaines classes dont il était issu et dont il servait les intérêts par tous les moyens, y compris par l'éducation. Ce serait plaisant si le pédagogue se contentait d'un sermon, d'une leçon ou d'une disposition polie à convertir l'éducation de classe en une éducation au-dessus des classes. Malheureusement, la réalité sociale anéantissait les meilleures dispositions des pédagogues.

Glinos se référa ensuite à une autre théorie de la même pédagogie, qui affirmait que l'éducation avait pour but d'aider l'enfant à déployer et à modeler les capacités utiles cachées en lui. L'orateur l'approuva, bien que marquant son objection relative à l'idée que le sentiment religieux se trouvait, selon cette théorie, parmi les efforts utiles de l'enfant. Cette approche imposait au pédagogue de cultiver le sentiment religieux ; si ce dernier s'y refusait, il n'était pas digne de cette fonction. Ce concept justifiait de façon philosophique et pédagogique l'exigence que soit également inscrite, dans le programme de

l'Association pour l'enseignement, la culture du sentiment religieux. Pour accepter ce présupposé du programme, on devait examiner de façon critique et certifier scientifiquement la vérification de la disposition religieuse, dans le but de discerner si le sentiment religieux était un élément inné ou acquis, à quel moment il apparaissait et quels stades il traversait. Ensuite, on devait examiner ce que les partisans de cette théorie entendaient par le terme « sentiment religieux » ; sur ce point, Glinos prévoyait la même impasse, par un usage large du terme comme le faisaient à ce moment la plupart des philosophes pédagogues. Il prit l'exemple d'Eduard Spranger ; ce philosophe allemand définissait le sentiment religieux comme le sentiment qui naissait chez l'homme lorsqu'il percevait le monde en tant que totalité. Dans une telle définition très générale, la perception très nette du monde comme totalité y était certes également contenue ; la perception proprement scientifique contenait même aussi toute vision du monde. Ainsi pouvait-on en conclure que tant le matérialiste que le positiviste avaient un sentiment religieux, ainsi que tout autre qui considérait le monde dans son entier. L'approche ci-dessus parviendrait à la conclusion que les hommes qui avaient un moindre sentiment religieux en eux étaient ceux qui étaient dans l'impossibilité de considérer le monde dans sa totalité, à savoir la plupart du peuple. En parlant de religiosité et de religion dans une telle notion très générale, les partisans de Spranger conféraient ainsi la validité philosophique et scientifique aussi aux religions positivistes d'Auguste Comte, avec leurs dogmes et leur autre contenu mythologique qui était un moyen complètement spécifique de percevoir le monde, tout à fait différent de celui proprement philosophique ou scientifique. On pouvait dire que la confusion était intentionnelle.

Glinos continua son allocution en supposant que si toutefois on acceptait le terme de sentiment religieux dans sa notion très générale, la conséquence nécessaire serait peut-être que le cours de religion serait beaucoup moins approprié pour cultiver le sentiment religieux, alors que les cours naturalistes seraient plus convenables. Si, cependant, en disant « culture du sentiment religieux », on entendait le cours de religion comme il se faisait jusqu'à ce moment-là en Grèce, à savoir l'enseignement d'un certain dogme religieux, alors on ferait face à tous les problèmes de l'enseignement religieux. Une question naîtrait directement dans ce cas-là ; on s'interrogerait si l'enseignement religieux pouvait être présenté aux élèves par les instituteurs qui croyaient vraiment aux dogmes religieux et également par ceux qui le considéraient comme nécessaire. La réponse était négative, car la séparation de la forme et du fond, instaurée pour un certain dogme religieux qui devait être obligatoirement enseigné et être appuyé sur la foi, était impossible. Suivant cette pensée, on pouvait poser la question de l'utilité de la culture du sentiment religieux. Le point de vue de Glinos était que cette culture religieuse servait à

apaiser la souffrance des foules par le mysticisme et à leur faire accepter patiemment leur sort.

Ensuite Glinos examina le concept de « national », en supposant qu'au sein de la même tendance philosophique et pédagogique, se trouvait une autre théorie, celle qui unissait de façon intégrante la notion d'éducation à la culture consciente du nationalisme, à savoir à l'éducation morale. Mais là encore résidait une confusion indubitable. Le fait que la notion d'éducation juste soit étroitement liée à celle de l'ensemble auquel appartenait l'individu était correct. Mais l'ensemble n'était pas toujours une nation. L'ensemble était autrefois la famille, la descendance, la fratrie, la race, la cité. Les Grecs anciens de l'époque classique n'étaient pas parvenus à saisir une autre notion de l'ensemble ; ni Platon dans la Cité ni Aristote. Plus tard, l'ensemble devint plus large ; la notion d'État apparut (civis romanus sum [je suis citoyen romain]) ou la notion d'ensemble religieux (Ἡ ἐν Χριστῷ ἀδελφότης [la fraternité dans le Christ]). La notion de nation en tant qu'ensemble fut une création des temps modernes. On pouvait en déduire que la notion d'ensemble étant variable, il n'y avait aucune raison pour qu'on suppose que la notion d'ensemble national soit définitive et finale ; au contraire, on voyait déjà se former des notions d'entités supra-étatiques, comme la Fédération balkanique.

Si, d'un autre côté, on caractérisait, par la notion de « national », certains éléments de la civilisation d'un peuple, tels que la langue, les mœurs et coutumes, les traditions, était-il juste par conséquent que l'éducation doive se fonder sur ces éléments. Mais, sur ce point, on devait y faire attention, de peur que la conception étroite de « national » et la spécificité nationale créent une adhésion à des éléments morts ou un effort stérile de revenir sur des formes incompatibles avec les termes de la vie contemporaine.

Une autre question était que la notion d'ensemble national comme élément plus général s'opposait, selon un avis, à celle de classe, élément plus partiel ; il s'agissait en fait d'une erreur fondamentale.

Logiquement et psychologiquement, la notion de classe dépassait les limites de l'ethnicité. La conscience de classe, codifiée sous le mot d'ordre « prolétaires de tous les pays, unissez-vous » et se retrouvant dans des exemples historiques de la féodalité et du capitalisme, était supranationale. Elle unissait là où la nation divisait. On arrivait à la constatation que l'adhésion étroite et absolue à la notion d'éducation nationale pouvait constituer un empêchement à la formation d'une entité supranationale plus étendue. En élargissant cette pensée, on aurait pu concevoir que l'humanisme, prolongement de la notion d'ensemble dans l'humanité toute entière, puisse rencontrer un obstacle concernant la notion de nation ; l'ethnisme ainsi pouvait être non un précurseur mais un obstacle à l'humanisme.

Dans le cas où on entendrait, dans la notion d' « ethnisme », seulement l'autoconservation de l'ensemble, on devrait à nouveau analyser la notion

d'autoconservation. Nul n'avait proclamé que les Grecs devaient devenir Bulgares ou Serbes ou bien dire aux Bulgares et aux Serbes qu'ils viennent conquérir les Grecs. On devait prouver en quoi l'autoconservation était menacée par la formation d'une ethnicité supranationale, après avoir reconnu que l'éducation s'appuierait, au contraire, sur des éléments vivants de la civilisation de chaque peuple. Dans la notion d'autoconservation, était contenue la notion d'indépendance et d'autonomie absolue ; l'asservissement économique subi par le peuple grec n'était pas compatible avec cette notion.

Sur ce point, il était démontré qu'une affirmation absolue selon laquelle la notion d'éducation était indissolublement liée à l'introduction des cours d'éducation nationale dans le système éducatif, ne pouvait, en aucune façon, tenir debout.

Après ces remarques, Glinos constata qu'il n'était pas permis aux thuriféraires de l'ethnicité de monopoliser la notion de pédagogie en la limitant seulement aux conceptions analysées ci-dessus, et d'appeler non pédagogue mais sociologue celui qui aurait des conceptions pédagogiques différentes.

La pédagogie et la sociologie n'étaient pas deux sciences différentes. Il s'agissait de deux théories pédagogiques différentes, de deux manières de discerner les mêmes problèmes.

L'une, celle décrite ci-dessus, adoptant des idées similaires à celles restantes du mouvement philosophique de la classe dirigeante, conduisait directement au fascisme. Il ne s'agissait même pas de pédagogie bourgeoise libérale, mais d'un fascisme éducatif, identique du côté pédagogique de la bourgeoisie réactionnaire. Sur ce point, Glinos présenta les conceptions philosophiques, pédagogiques et sociologiques du fascisme et établit un parallèle à l'égard des conceptions qu'il avait décrites.

À ces idées, dont le point de départ sociologique était le revirement conservateur de la classe bourgeoise dans le monde entier, s'opposaient les théories philosophiques, scientifiques, sociales et pédagogiques qui avaient pour substrat social la lutte de la classe ouvrière dans le monde entier. Ces théories opposantes conduisaient à l'extrémité, à la transformation du régime social actuel en socialisme. Glinos ajouta que, lui-même personnellement, croyait en ces théories. Il ne lui était pas possible de donner, à cet instant-là, de façon détaillée, ses conceptions gnoséologiques, métaphysiques nationales sociologiques. Cependant, il était en mesure de donner, du moins, leur caractérisation générale ; il était socialiste et ressentait profondément qu'il ne pourrait pas être humaniste s'il n'était pas socialiste. Néanmoins, il souhaita donner des explications, tout d'abord à ceux qui se demanderaient pourquoi il affirmait ses idées de façon absolue, et ensuite à certains qui s'interrogeraient sur ses remarques critiques, en 1925, contre le communisme. Aux premiers, il tira au clair que, pour lui personnellement, la déclaration d'une conviction devait être mûrie et profondément acquise. C'était un processus de

murissement intérieur, non soumis à un questionnement personnel superficiel. C'était comme si on demandait à un philosophe ou à un poète pourquoi il avait écrit son œuvre à une certaine date et non dix ou vingt ans auparavant. Aux seconds, il répondit qu'il gardait encore, à ce stade, les mêmes réserves critiques qu'il avait alors sur le communisme. Il n'était pas adepte du socialisme révolutionnaire. Cette position ne signifiait pas qu'elle ne pourrait pas être changée dans l'avenir, s'il en était convaincu. Quant à lui, il ne se fixait pas de limites. Il ne posait surtout aucune limite vers la gauche. Il désirait être en accord complet avec son âme profonde. Mais on pourrait se demander, probablement, quel rapport toutes ces considérations avaient-elles avec la Grèce, l'éducation grecque et l'Association pour l'enseignement.

Le discours de Glinos étant terminé, le débat se poursuivit avec l'intervention de Delmouzos. Delmouzos exprima sa reconnaissance quant au discours de l'orateur précédent. Si Glinos – dit-il – avait parlé, deux ans auparavant, du problème qui tourmentait à ce moment l'assemblée générale, le différend aurait été résolu depuis lors et cette image belliqueuse n'aurait pas été présentée. Toutefois, Glinos n'en parla pas et l'aile de ses opposants regrettait d'être obligée, elle aussi, de recourir à la description des caractéristiques mentales afin de rétablir la vérité. Glinos, avec tous ses charismes intellectuels, était surtout – selon Delmouzos – un type de l'action ; l'action était la principale ligne de sa vie. En tant qu'homme de la pratique, il avait offert, jusqu'à ce moment, tant de services au démoticisme éducatif, mais, parfois, l'homme politique luttait en lui avec sa psychologie pertinente. Glinos était sincère lorsqu'il affirmait que, depuis que tous les deux avaient quitté l'État, il avait traversé une grande crise intérieure. Ce n'était pourtant pas une crise, comme celle décrite par Kant qu'il cita, mais quelque chose de plus simple ; pendant deux ans, il luttait en lui pour décider si l'homme politique primerait ou non, s'il ferait de la politique ou non, s'il dirait ce qu'il voulait dire. L'explication, donnée par Delmouzos, était que Glinos, avait traversé bien-sûr la crise religieuse beaucoup plus tôt, comme eux tous, mais sa volte-face était due au fait que la réaction conservatrice dans la politique semblait grande et de longue durée et qu'elle maintiendrait, peut-être, les démoticistes éloignés de l'action directe dans l'État. Dans ce cadre, les hésitations de Glinos et ses doutes étaient grands, se reflétant dans la revue *Anagennisi*, qui, depuis les derniers mois, était désormais menacée de faire naufrage sans aucune orientation. C'était des hésitations douloureuses pour mettre en valeur le travail créatif effectué, de peur que, peut-être, un pas vers la politique soit encore prématuré de faire. L'attaque violente impétueuse des jeunes membres de l'Association lors de la première séance de l'assemblée générale provoqua cependant la décision finale pour clarifier les positions des deux ailes. Chez Glinos prédomina définitivement l'homme politique ; il décida de parler. Conformément désormais à cette décision et à cette

psychologie, la situation changea, devenant méconnaissable. L'Association, qui, jusqu'à la veille, agissait en pratique, devint une association d'avant-garde, loin de l'action, sans aucun progrès désormais dans l'État bourgeois. Une activité apparut dans le domaine de la langue, bien que cela fût très douteux. L'Association embrassait les idéaux de la classe sociale qui montait, de la classe ouvrière. Les collaborateurs d'hier de Glinos, qui posèrent, à son avis, les fondements de la science pédagogique néohellénique, devenaient désormais des métaphysiciens ridicules. Des travaux, jusqu'à la veille pour lui-même très importants, ne devenaient dorénavant qu'une ombre linguistique. Lui-même, jusqu'à hier travailleur infatigable dans la pratique scolaire, devenait soudainement un précurseur utopiste. Tout changeait ; à cause de cela, fut présenté le point qui préoccupait les membres à partir des opinions pouvant émouvoir toute corde sensible. Dans la première partie du discours de Glinos, le problème était de savoir si l'Association autoriserait ou non la liberté de pensée et si elle ne serait qu'un troupeau de moutons sans volonté, entraînée là où un égoïste le voulait, comme membres non vivants et autonomes. Glinos soutenait que la cause du désaccord actuel était le tempérament de lui (Delmouzos), homme ayant une force terrible, qui soumettait tout à son idéal étroit, à son école, et paralysait tout mouvement de l'Association. Dans ce cas, la solution serait très facile ; il suffirait que lui, Delmouzos, s'éloigne pour que soient libérés les mille souffles créateurs opprimés de l'Association. Dans la seconde partie du discours de Glinos, le problème se transformait et se résumait en un dilemme tragique, celui du choix entre le passé et l'avenir, entre l'ancien monde d'un côté qui s'identifiait à l'idéologie de Kouloumvakis, innovant seulement dans la langue, et, de l'autre, le nouveau monde, le monde futur, le progrès.

La remarque de Delmouzos était, sur ce point, ironique, estimant qu'il fallait toucher les cordes sensibles. Mais, pour que l'assemblée générale juge correctement, il considéra qu'il était de son devoir de donner les dimensions de la situation actuelle telles qu'elles étaient. Il évoqua les anciens fondateurs de l'Association, qui, en écoutant le discours de Glinos et en voyant l'Association qu'il décrivait, ne reconnaissaient plus leur création. Ce que proposait Glinos était-il une association scientifique pour une recherche libre sur un tas de questions scientifiques et philosophiques ou bien un syndicat politique. Les fondateurs imaginèrent quelque chose de plus simple ; cela était évident dans les statuts et les autres documents de l'Association, qui montraient son but et son programme, un programme non indéfini mais ayant certains principes de base. Sur les trois points litigieux, le religieux, le national et l'exempt de toute politique, la réponse était affirmative. Ensuite, fut souligné par Delmouzos le fait que, par besoin et par manque de forces, l'action de l'Association s'identifiait à celle de ses membres dans l'État. Eux, par leur agissement étatique, suivaient la même tactique adoptée par l'Association. S'identifier

était une mauvaise solution, mais il ne pouvait pas en être autrement, faute de forces. Glinos lui-même, alors qu'il était secrétaire général au ministère de l'Éducation, conservait aussi le secrétariat de l'Association ; tous les membres rendaient compte à l'Association de leur action. L'identification du démoticisme associatif et étatique eut pour résultat la diffusion, partout, d'un démoticisme éducatif, d'un mouvement dans lequel étaient réalisées de nombreuses revendications de l'Association. ΐ cause des conditions, le seul travail positif présenté par le démoticisme, en dehors de l'élucidation des questions relatives à l'éducation, posées par les instituteurs, et des manuels scolaires, écrits en langue claire et vivante, était celui de l'École Marasleios et de l'Académie pédagogique. Cette œuvre commença à s'ébranler en raison du bavardage politique, sans direction aucune, lors des rencontres chaque lundi à l'Association. Delmouzos décrivit, ensuite, son intervention personnelle, en demandant que cessent les discussions inutiles, qui avaient obscurci l'atmosphère, et que Glinos détermine sa position. Glinos parla contre le communisme et sa position sur l'autonomie de la Macédoine, le qualifiant de mouvement utopiste et romantique ; après cette intervention, les discussions du lundi cessèrent. En outre – Delmouzos continua –, le conseil d'administration de l'Association, pendant deux ans, discutait de l'actualisation du programme dans un climat chaotique. « L'intervention tyrannique de Delmouzos avait mis fin à toute action », disait-on. Delmouzos admit que, tout comme dans les rencontres du lundi, il était également intervenu dans les discussions sur d'autres propositions. La remarque, formulée par Delmouzos, se référait au fait que tant de personnes, par ailleurs puissantes, reculaient facilement. L'explication résidait non dans sa force personnelle, mais dans le rassemblement, derrière sa personne, de toutes les forces du démoticisme éducatif, lorsqu'il affirmait que les travaux positifs ne devaient pas être menacés par l'impétuosité théorique, sociologique et politique de quelques jeunes, et que la présence vivante progressiste des intellectuels devait faire face à des théories telles que le programme de Miliadis.

Delmouzos traita ensuite de la question du conseil d'administration, qui, depuis deux ans, discutait du programme. Trois axes s'y distinguaient, ceux – selon la terminologie citée par Glinos – de droite, de centre et de gauche. Une tentative de conciliation de la part de Glinos échoua. Dans son discours, cependant, à l'assemblée générale, Glinos parla sans réserve, en s'opposant à ceux de droite et en embrassant les centristes et ceux de gauche.

La réponse de Delmouzos à Glinos, incluant un ou deux points des positions de l'aile de gauche, montra la différence fondamentale qui divisa le conseil d'administration.

Glinos et ses compagnons érigèrent une créature imaginaire métaphysique contre les hommes de droite, leur reprochant d'avoir manigancé un programme au-dessus des classes sociales, et voulurent imposer leurs idées sur la réalité,

tout en l'ignorant et en étant indifférents si elles pouvaient être appliquées ou non. Ceux de gauche répondaient que l'éducation était certes de classe et que les grands bourgeois, la classe dirigeante, maintenaient par intérêt le peuple aveugle par des préjugés linguistiques, religieux et nationaux. Dans un État bourgeois – disaient-ils –, il était impossible d'avoir une éducation populaire juste ; tout mouvement de progrès était irréalisable, car la classe bourgeoise était devenue conservatrice. C'était la raison pour laquelle l'Association, si elle voulait être progressiste, devait embrasser les idéaux de la classe ouvrière montante et des autres couches sociales opposées à la bourgeoisie. Ainsi ferait-elle un programme d'éducation scientifique, libre de préjugés.

A ces « progressistes » ou « réalistes crus » tels qu'ils s'auto-qualifiaient, les « métaphysiciens » (qualification adoptée par Delmouzos pour le groupe des démoticistes derrière lui) leur répondaient qu'ils n'étaient pas réalistes. La raison était que le monde du travail restait inorganisé et, si l'Association voulait l'organiser, elle deviendrait un syndicat politique. Si les progressistes insistaient pour mettre en avant les préjugés nationaux ou religieux de la même façon négative qu'on l'avait entendu dans le discours de Glinos, personne ne les suivrait. La classe ouvrière était encore inorganisée et sans psychologie uniforme. Seuls les communistes étaient organisés et, si l'Association souhaitait s'appuyer sur eux, elle se limiterait à nouveau à une proportion insignifiante, sans aucune influence sur le monde des travailleurs. Delmouzos démontra également que c'était une erreur néfaste de croire qu'une vraie éducation ne pouvait pas exister dans un régime bourgeois. Il apporta de nombreux exemples d'États étrangers et détermina le rôle des pédagogues, des syndicats d'enseignants ou des organisations politiques. Les Grecs n'avaient pas d'éducation bourgeoise, à savoir d'éducation de classe, mais simplement un manque d'éducation. Pour que l'éducation grecque puisse exister, il fallait d'abord changer les conditions moyenâgeuses. Un troisième argument de Delmouzos fut que c'était une erreur de dire que l'école constituait une simple annexe dans l'évolution sociale et qu'il fallait d'abord changer le régime social en vigueur pour obtenir une éducation juste. Ainsi empêchait-on toute tentative de progrès à l'école, on déplaçait l'intérêt éducatif sur celui politique et on faisait de l'instituteur un organe à finalités politiques. L'erreur deviendrait plus néfaste si on mettait aussi chez l'instituteur la morale du donnant-donnant, où il chercherait à obtenir un profit en contrepartie de ses efforts. Delmouzos, en réponse à Varnalis, continua son discours par la présentation de la position adoptée à l'École Marasleios sur la fonction de l'instituteur. Le dernier point qu'il posa pour être discuté était la question de l'absolu et du relatif des valeurs morales ; il dit que ce thème, lié au problème de l'éducation, avait une importance seulement théorique, et que l'éducation avait besoin de valeurs absolues, sinon un résultat positif du système de l'éducation deviendrait impossible.

Delmouzos expliqua ensuite longuement ce qu'exigeaient les métaphysiciens de droite. Il exposa comment les pédagogues devaient travailler correctement, comment organiser leur système et leur programme, et il en arriva aux métaphysiciens de l'Association. Ces derniers donnèrent également, comme les radicaux derrière Glinos, un programme à long terme, qui était le même que celui de la revue *Anagennisi* [*Renaissance*], mais ils désapprouvaient la formulation du programme et le fait de passer sous silence les trois thèmes litigieux (le religieux, le national et l'exempt de toute politique). Ils étaient en désaccord sur le fait que Glinos, dans la revue *Anagennisi*, donna seulement un programme maximaliste et soutint des demandes plus directes qui ne pouvaient pas être réalisées, ni même si aussitôt se produisait un renversement social. C'étaient des demandes purement utopiques ; les étapes intermédiaires, qui commenceraient dès la réalité actuelle et conduiraient au but, manquaient. Les métaphysiciens de l'Association réfléchissaient avant tout que l'Association était une entité à but éducatif afin de rehausser peu à peu la situation éducative du pays ; ils préféraient agir et ne pas théoriser dans le bureau. L'action et la réforme ne pouvaient se tenir sans lignes et orientations nettes. Ensuite, en examinant la situation de l'éducation néo-hellénique, ils constataient que le pays se trouvait au Moyen-âge, et qu'il n'avait pas du tout d'éducation parce que les conditions de base faisaient défaut. C'était pourquoi il fallait d'abord que les problèmes éducatifs non étudiés fassent l'objet d'une étude approfondie, et que toute la société soit instruite, parce que toutes les classes sociales avaient un intérêt à une éducation véritable, et telle était et serait aussi l'organisation de 1913, dans n'importe quel renversement social. Si une telle action en vue d'instruire la société n'était pas réalisée, c'était parce qu'ils n'avaient pas de vie riche et que Miliadis et ses compagnons ne se satisfaisaient que de discussions. Ainsi les métaphysiciens, sur le premier point litigieux répondaient-ils que l'Association devait devenir un syndicat à but éducatif, regarder l'ensemble et non les idéaux d'une seule classe et, avant tout, regarder le travail positif et vaincre le Moyen-âge grec.

Sur les deux autres points également, religieux et national, ils donnaient une réponse affirmative, parce que l'action éducative sans direction propre était impossible et, en outre, parce qu'ils croyaient que le sentiment religieux était précieux pour l'éducation et qu'on ne pouvait concevoir une éducation en Grèce qui ne soit pas nationale. Il existait bien-sûr de nombreux membres qui n'étaient pas d'accord sur le fait que le sentiment religieux était précieux pour l'éducation, mais tous admettaient que si l'Association créait une question religieuse, ce serait irréaliste. En plus, il existait encore tant de moyens pour qu'on développe l'intellect de l'enfant de sorte que sa logique ne soit pas mise en danger par les dogmes. La question religieuse ne se faisait pas par imitation, mais par pression : toutefois, une telle pression n'existait pas en Grèce. Il n'y

avait pas de cléricalisme comme en France ou en Espagne et on devait faire attention à ne pas tomber dans la transposition de situations étrangères, en agissant comme des adeptes de la langue épurée [« katharévousa »]. Toutefois, en tenant compte du fait que de nombreux membres ne croyaient pas que le sentiment religieux soit précieux pour l'éducation, ils n'auraient aucune objection à ne pas mettre l'accent sur ce point litigieux sauf si c'était nécessaire. Cela fut clairement exprimé lors des discussions entre les membres du conseil d'administration ; mais aussi le discours de Glinos montra que l'amour pour la raison, la douleur pour le peuple opprimé et aussi la conception selon laquelle le préjugé religieux le maintenait dans l'esclavage, créeraient rapidement une question religieuse. Puis, l'Association devait savoir où elle allait et ce qu'elle cherchait. Quant à l'éducation nationale, malgré tout ce que Glinos avait dit sur l'obstacle créé par la nation à l'humanisme et plus largement sur la formation, au sein de l'ensemble national, de la classe sociale, lui-même aussi admettait que, bien-sûr, c'étaient des discussions théoriques ; il ne pouvait pas être en désaccord avec le fait que, jusqu'à ce que la totalité devienne une humanité ou une seule classe sociale, une éducation nationale qui s'appuierait et soutiendrait l'autoconservation nationale et cultiverait le sentiment de l'ensemble national, une éducation, qui s'appuierait sur la liberté et l'amour et non sur la haine et la vengeance, était nécessaire. L'interrogation de Delmouzos portait sur ce que ferait l'Association après des siècles ; il ne le savait pas, mais, pour l'instant, une éducation nationale était nécessaire dans le sens qu'il l'avait exprimée.

En concluant, Delmouzos affirma qu'il était nécessaire que la situation soit clarifiée, afin que manque la méfiance justifiée de la société envers l'Association et qu'un travail positif puisse se faire. Il cita, sur ce point, le jugement de Glinos selon lequel, dans l'attaque des forces conservatrices réactionnaires faite contre l'École Marasleios, lui, Delmouzos, se présenta comme s'excusant, non pas comme accusateur, comme dans le cas de la même attaque faite contre son école dans la ville de Volos, ce qui était juste. Bien que, à cet instant, il était convaincu, et continuait de l'être, que ses détracteurs étaient des calomniateurs de mauvaise foi, il apparut comme s'excusant parce qu'il voyait avec anxiété, au moment où ils avaient quitté l'État, la mise peu à peu à l'écart, dans l'âme de Glinos, d'un collaborateur, d'un chef de file dans le mouvement réformateur, de l'intérêt éducatif par l'idéologie politique et craignait d'entendre de sa bouche ce qu'il avait finalement entendu. Selon Delmouzos, Glinos choisit d'expliquer l'hésitation de lui, son collaborateur, en lui reprochant d'être devenu plus conservateur et de s'identifier à la société bourgeoise. Cette opposition joua le rôle le plus considérable dans les discours qui y furent entendus dans l'assemblée générale. Ensuite, Delmouzos parla longuement du progrès et du conservatisme, en concluant enfin qu'il était nécessaire de clarifier les conceptions et la voie de l'Association. Il n'était pas

loisible à l'assemblée générale de décider entre deux associations telles que Glinos les imagina et les décrivit, mais entre deux associations telles qu'elles étaient présentées. D'un côté, il s'agissait d'une collectivité à but éducatif et non politique, qu'elle vît devant elle l'ensemble et non une seule classe sociale, d'une entité ayant certaines directions qui étudierait les problèmes d'éducation, essaierait d'instruire toute la société, préparerait des manuels et des programmes, testerait des méthodes en pratique et tenterait de vaincre le Moyen-âge spirituel grec ; un groupement non chimérique mais réaliste qui tenterait d'élever peu à peu le niveau éducatif, en présentant un esprit progressiste infini. De l'autre, on imaginerait une entité qui, le voulant ou non, deviendrait politique, et, effrayée par l'avenir et par l'idée du soi-disant progrès, oublierait le présent et compromettrait l'avenir ; une association sans principes définis, qui, selon le dogme de Glinos « aucun frein vers la gauche », serait sans cesse entraînée vers une politisation des débats, irréaliste, détruisant tout ce que l'Association avait fait de bien jusqu'à ce jour. A la fin, Delmouzos donna des explications à l'assemblée générale sur les raisons pour lesquelles, pour la première fois, il parla d'une façon si pessimiste.

L'orateur suivant, Glinos, affirma que lui avaient été adressées deux questions, auxquelles il voulait répondre. On lui demanda s'il condamnait, avec tout ce qu'il avait dit, la révolution ; il répondit qu'il en avait précédemment parlé qu'il ne se considérait ni lui-même comme mûr pour une telle déclaration, ni non plus ses proches collaborateurs. On lui demanda également, quelle était sa conception en matière de lutte des classes. Il répondit que la lutte des classes se faisait et se ferait toujours et que c'était le seul moyen du progrès social. Chacun menait une lutte des classes personnelle. Il continua ensuite en affirmant que la Grèce constituait un cas exceptionnel ; rien n'y avait été fait en matière de luttes sociales. Ce n'était pas scientifique de croire qu'il n'existait pas, dans le pays, ce qui était remarqué en Europe concernant les questions sociales. C'était une certitude que toutes les questions, qui étaient nées de conditions objectives, auraient aussi lieu en Grèce. Par conséquent, on ne pouvait pas dire que les événements qui se produisaient étaient fortuits ; on ne pouvait pas monopoliser une réalité néohellénique spécifique. La vie associative dans l'Association pour l'enseignement était également un élément de la réalité néohellénique. Tous les démoticistes se trouvaient ainsi dans la réalité. Chacun avait exposé son être ; la division idéologique était survenue. Glinos affirma que le démoticisme était un mouvement bourgeois ; lorsque la classe bourgeoise voulut conquérir les biens matériels et intellectuels, elle réclama la langue parlée. Historiquement, le mouvement en question s'était produit en Europe au XIVe siècle. Toutefois, la Grèce se trouvait depuis quatre cent ans dans l'asservissement. Elle luttait contre le despote étranger et ainsi fut-elle obligée de s'allier au prêtre et à l'instituteur. Dès que la classe bourgeoise se renforça,

elle en vint à revendiquer la langue ; en 1910, fut fondée l'Association pour l'enseignement, ayant adopté ce programme. Elle semblait alors une minorité. Peut-être qu'alors le mouvement semblait-il utopiste. C'était une association ayant un caractère d'avant-garde. Ce ne fut qu'ensuite qu'elle se trouva affaiblie pour agir, en raison du schisme national de la division politique de l'État en 1916. C'était la raison pour laquelle la simple réforme linguistique semblait dangereuse alors qu'elle ne l'était pas en 1910. L'Association était par voie de conséquence une collectivité réformatrice progressiste. Bien que la question fût présentée comme future, on fut contraint de créer, tout de suite, des programmes éducatifs. C'était sur ce point la cause du conflit. Si la classe bourgeoise avait adopté le programme de Delmouzos, cela aurait pu être bénéfique, car on y aurait gagné quelque chose sur le plan linguistique ou éducatif. Mais cela ne se fit même pas et l'Association dut adopter les idéaux des classes et couches sociales qui étaient opposées à la classe bourgeoise. Elle devait garder la voie ouverte vers la gauche ; tout obstacle vers la gauche conduisait à un suicide de l'Association en tant que collectivité d'avant-garde. Néanmoins, le programme de Delmouzos était une entrave, en conséquence un suicide ; en outre, il en était lui-même conscient. Le conseil de Glinos était, finalement, que l'Association adopte le programme qui lui laissait la voie ouverte vers la gauche. Glinos termina son discours par l'affirmation qu'il ne pouvait pas, lui, faire autrement. C'était eux, les membres de l'Association, qui décideraient de la voie à donner à ce groupement. Il y travaillerait de toute la force de son âme s'ils l'élisaient. Dans tous les cas, il s'avancerait dans cette voie.

La parole fut ensuite donnée à Alexandros Phokas, qui, par un esprit philosophique, affirma que, partout, s'était produit un malentendu, parce qu'on envisageait les positions et les événements de façon absolue, alors que tout était relatif. Il parla de l'instinct, en tant que composante de forces. Il évoqua un ego collectif, dont tous les hommes ressentaient le besoin et dans lequel il serait souhaitable que soit incluse l'humanité toute entière (Glinos fit la remarque que, cependant, dans l'immédiat, cet ego collectif comprenait la nation, qui devait pouvoir vivre, pour que les Grecs vivent, eux aussi). Phokas parla des pays voisins ennemis, ainsi que des réfugiés. A la fin, il affirma qu'il n'avait jamais imaginé que Delmouzos ait eu l'intention de dissoudre l'Association.

La parole fut ensuite donnée à Konstantinos Karavidas, qui réfuta d'abord les arguments de Glinos sur la Révolution française. Il affirma ensuite que chacun, ainsi que Glinos, constatait en Grèce un grand changement. Un million et demi de réfugiés, qui affluèrent pendant cet intervalle de temps, se nourrissaient de leur saindoux, mais ce dernier s'amenuisait et ils marcheraient vers la mort si l'Association ne regardait pas la vie devant elle et si elle se perdait en discussions. En outre, quelques tonnes de livres vinrent entretemps

d'Europe proposant des chimères, en leur faisant ne pas voir ce qui se passait sous leurs yeux. Il recommanda enfin des actes et non des paroles. Ensuite, en faisant allusion à Varnalis, qui déclarait qu'il était communiste sans que son idéologie n'ait aucune influence sur l'Association, il soutint que c'était la preuve que tous les membres pouvaient, jusqu'à ce jour, collaborer dans l'Association. Il fit montre ensuite, lui aussi, d'un esprit philosophique, évoquant ce qui était l'idéal et ce qui faisait l'individu.

Dimitrios Delipetros affirma que l'Association n'avait pas d'intérêt à poser la question religieuse dans le programme et il en analysa les raisons. Entretemps, il fut interrompu par Panagiotis Skouriotis, qui demanda sur quoi reposerait l'éducation s'il n'existait pas de cours de religion dans les écoles ; une discussion s'ensuivit. Dimitrios Nikitakis demanda le changement du président de l'assemblée générale, qui voulut céder sa place à un autre, mais les membres lui exprimèrent leur confiance et la discussion continua. Le président invita Delipetros à poursuivre son discours, ce qu'il ne voulut pas.

La proposition de Glinos en vue d'établir la liste des membres qui auraient le droit de vote fut acceptée et une commission fut élue pour ce travail, composée de l'ancien trésorier et du nouveau, de Glinos, de Damaskinos et d'Olga Ikonomou. Il fut enfin décidé de payer le loyer de l'Association à partir des perceptions et la séance fut interrompue pour le 10 mars 1927 à 18h00.

Damaskinos pria d'être remplacé à la commission qui contrôlerait les personnes ayant un droit de vote, pour qu'elle soit homogène. Glinos affirma que la commission devait rester jusqu'au vote afin de contrôler le temps d'inscription à l'Association de chaque participant à l'assemblée générale. De cette manière, l'assemblée générale déciderait du droit de vote de chacun une bonne fois pour toute, sans s'en occuper à plusieurs reprises. Damaskinos fut prié de rester dans la commission.

La parole fut ensuite donnée à Glinos qui, au début, fit appel aux membres de l'assemblée générale, les priant pour que la discussion se déroulât, lors de la séance, autant que possible dans le calme. Il exprima son regret quant à quelques phrases, qui furent prononcées lors de la séance précédente, et également sur le fait que Karavidas avait écrit un article dans la presse quotidienne sur l'assemblée générale avant que ne soient terminées les séances et, le pire, avait déformé les faits. Il exprima en outre sa tristesse parce que le ministère de l'Éducation avait émis une circulaire qui interdisait aux inspecteurs de l'éducation de recommander des manuels scolaires ; c'était des méthodes moyenâgeuses. Puis, il en arriva au sujet de son discours. L'Association, dit-il, ne pouvait pas s'identifier aux idées personnelles de quiconque ; les lignes générales de la tactique en matière d'éducation devaient être fixées. On ne pouvait pas clarifier les détails, pour lesquels des oppositions pouvaient exister même parmi ceux qui suivaient la même ligne. C'était la raison pour laquelle il insistait sur les deux points principaux, la

question des cours de religion et la question de l'ethnisme. Sur les cours de religion, le problème ne se posait pas par les radicaux de l'Association, qui assuraient qu'ils ne créeraient pas eux-mêmes une question sur la religion. L'Église avait posé en première place le thème de l'instruction religieuse incorporé à la réforme de l'enseignement. Il y avait des membres qui voulaient l'introduction, dans le programme de l'Association, de l'enseignement des textes sacrés du christianisme indissociablement lié à la notion d'éducation ; eux-mêmes l'avaient clairement posé à l'Association. La gauche ne la posait pas. Elle la refusait parce que, par les mots de sentiment religieux, était créé un jeu de mots. Certains considéraient le sentiment religieux comme nécessaire pour le pédagogue. Mais le principe, la base de la morale, était contestable, parce que les cours de religion étaient le dogme d'une certaine Église, d'un certain État, d'une certaine classe sociale. Skouriotis avait demandé, sur quoi s'appuierait la morale si on retirait les cours de religion des écoles. Lui, Glinos, croyait qu'elle s'appuierait sur ce que tous les États, qui les avaient enlevé de leurs écoles, l'appuyaient. Mais, de cette question, on entendait qu'on traiterait les cours de religion comme moyen ; s'ils n'avaient pas cependant la vérité en eux, l'interrogation était comment on pourrait appuyer la morale sur eux. En outre, plus essentiellement, il fallait souligner que la validation des valeurs morales se faisait soit selon les systèmes moraux hétéronomes soit selon les systèmes moraux autonomes ; par conséquent, l'État appuierait sa morale sur un certain système philosophique. La réponse à Delmouzos serait qu'on aurait certaines valeurs morales, sur lesquelles on appuierait la morale. En ce qui concernait l'ethnisme, Glinos dit que la question de l'enseignement de l'éducation nationale avait une réponse concrète ; lui et ses compagnons ne considéraient pas l'idée d'éducation nationale comme indissociablement liée à la question de l'éducation. La notion d'éducation devait être unie à la notion de l'ensemble comme celui-ci se formait historiquement. La nation n'existait pas toujours ; lorsqu'il y avait des éléments, dans lesquels l'homme était enraciné, on les prendrait en considération pour son éducation, mais ces éléments n'étaient pas éternels, subissant sans cesse une évolution (par exemple la langue, les mœurs et coutumes, les croyances). La notion de nation et de national était évoquée, dans les années plus récentes, pour exprimer la tendance irrésistible qu'apporta avec elle la dite culture bourgeoise, pour que coïncide la notion de nation et d'État. C'était le nationalisme, idée qui existait au XIXe siècle. Nul ne pouvait dire qu'il souhaitait une éducation nationale sans vouloir la nation et l'État. Mais la notion d'autoconservation nationale était toujours valable. Personne n'avait affirmé qu'on laisse les autres asservir le pays. Ni le communisme ne laisserait l'assujettir. Les Grecs étaient toutefois économiquement asservis. La question se posait de savoir où se trouvait l'idée d'autoconservation nationale. Alexandros Svolos affirma que chaque petit territoire national fédéré en Russie

avait voulu acquérir sa propre autonomie ; le communisme, représentant la libération de la valeur de l'homme, effacerait l'asservissement économique pour faire apparaître l'individu. En répondant ensuite à ce que Svolos avait dit, dans son discours, sur le déterminisme social, concept formulant l'hypothèse de la primauté de la société sur les comportements individuels, Glinos affirma que le déterminisme sociologique, scientifiquement, signifiait que les idées soutenues par tout homme représentaient des besoins de groupes sociaux différents ; néanmoins, la raison pour laquelle une âme devenait ainsi et l'autre autrement, constituant un thème de psychologie, n'était pas une question de déterminisme social.

Glinos continua en affirmant que, désormais, il se préoccuperait de questions plus pratiques ; il examinerait une conception prédominante, selon laquelle ce qui se passait à l'Association était sa modification en une collectivité politique et que lui-même s'était transformé en homme politique. Chaque pédagogue devait examiner certains problèmes, et, quand il les examinait, il n'était pas pédagogue mais un homme de sciences ; on pouvait comprendre que l'action du pédagogue était différente. S'il faisait ensuite son investigation et si les résultats de sa recherche le mettaient en opposition à l'opinion publique, il agirait de sorte qu'il transformerait ses idées en propositions et données publiquement accessibles, influençant la société. Cette activité était un sujet politique, mais non politique comme on le pensait en Grèce. Une politique éducative signifierait que quelqu'un transformerait les idées éducatives correctes en action éducative. Et celui qui admettait les choses telles qu'elles étaient, s'appuyait, lui aussi, sur une thèse politique. Par conséquent, lorsque Delmouzos, à Volos, voulut influencer la société par son école, il fit de la politique ; c'était une vision politique des choses. Glinos, à ce moment-là, s'interrogea sur le statut profond du démoticisme. L'Association avait promis qu'elle aiderait l'éducation à renaître. C'était clairement une position politique ; le contenu de ce mouvement était qu'on avait dans le pays un système éducatif misérable, dont une grande partie de la société avait demandé le changement. Autrement dit, certains hommes voulaient changer la forme de l'éducation grecque. On demandait désormais de changer la politique éducative, car ses représentants n'avaient pas pu la mettre en œuvre ; malgré leurs affirmations, ils l'avaient trahie. Sur ce point, il cita les événements de ce qui s'était passé en 1912, en 1913, en 1917, en 1920-1922 et termina son récit en disant que l'Association ne rechercherait plus la réforme éducative, mais qu'elle la ferait une question populaire. Néanmoins, les conditions avaient changé. Dès 1912 jusqu'à ce jour, il existait deux mondes, d'un côté les forces sociales du féodalisme et de l'autre les représentants de la classe bourgeoise intéressés aussi par la réforme éducative. Ce fut alors que commença un mouvement dans une certaine classe sociale – le nombre de ceux qui participaient à la lutte de classe ne jouait aucun rôle –, revendiquant les

exigences de la nouvelle situation en tant que demandes sociales. Il représentait les besoins intellectuels des hommes qui étaient opprimés par le régime éducatif moyenâgeux en vigueur. En ce qui concernait l'éducation, cette classe sociale emporterait avec elle les 80% du peuple grec. Le passage au crible, qui avait eu lieu, avait aussi tamisé les initiateurs de l'éducation. Manolis Triantaphyllidis avait abandonné la réforme éducative dès 1920, ses collaborateurs ne la voyant pas du même œil ; en 1922, se trouvant en Allemagne, il conseillait aux démoticistes d'abandonner l'effort et de se limiter à une ou deux écoles. La conséquence de ce fait fut que certaines questions, qui ne s'étaient pas alors présentées, émergeaient à ce jour. Glinos dit qu'il imaginait le retard moyenâgeux comme une forteresse que tous voulaient ensemble conquérir. À partir de 1920, certains démoticistes, membres de l'Association, avaient voulu y entrer par la porte et les autres avaient formé un front contre eux. La tactique devait changer. La politique éducative devait être populaire ; le peuple devait se réveiller pour faire valoir ses droits. Le programme en de nombreux points coïncidait. L'Association devait demander qu'il soit appliqué sans toutefois poser de limites à gauche. La question se posait toutefois de savoir quelle serait la place des instituteurs dans ce mouvement. D'un point de vue théorique concernant la relation des fonctionnaires avec l'État qu'ils servaient, l'instituteur devait se conformer aux lois de l'État et enseigner conformément à ces dernières ; cela ne voulait pas dire qu'on lui interdisait de penser et de contribuer au changement de l'État. La notion d'État devait être clarifiée ; c'était un État de violence d'une certaine classe sociale et, par conséquent, la question morale n'existait pas. Si l'État représentait encore l'ensemble des classes, il devait ne pas interdire à ses employés d'avoir leurs idées. D'autres soutenaient que, lorsqu'on proclamait les idées socialistes chez les instituteurs, ils deviendraient ouvriers face à l'État-employeur ; il s'agissait d'une conception sociale répandue selon laquelle le mode de fonctionnement de l'État n'avait aucun rapport économique mais seulement moral. Les instituteurs devaient ne pas revendiquer leurs droits, mais enseigner et être des hommes travaillant péniblement, des tâcherons. Lorsqu'on posait des interdictions, on s'avançait vers le fascisme. Dans ces conditions, des combats auraient lieu pour défendre l'autonomie des droits de l'instituteur face à la morale. Glinos termina son intervention en disant que, si ce qu'il avait affirmé s'appuyait sur la réalité, chacun devait prendre la position que lui indiquait sa conscience.

Le mardi 15 mars 1927, la séance commença par le discours de Damaskinos. Au début, Damaskinos évoqua la parole d'un pédagogue selon laquelle l'instituteur devait vivre pour les enfants. Un enseignant, tel qu'il l'était lui-même, pouvait ne pas être sage, mais il admettait cette phrase. Il examinerait tout ce qui y avait été dit dans la salle, divisant son discours en deux parties ; dans la première, il envisagerait ce que nombreux avaient dit

jusqu'au 10 mars 1927, dans la seconde ce qui avait été entendu du 10 mars et ensuite. Il demanda à ceux d'extrême-gauche leur opinion sur la participation des instituteurs à l'Association. S'il s'agissait de les soutenir dans leurs questions professionnelles, un tel besoin n'existait pas, parce qu'il y avait la Fédération de l'enseignement. Il existait plus de cent syndicats et une structure professionnelle très efficace. Si, avec elle, les instituteurs ne pouvaient pas protéger leurs demandes, le soutien de l'Association serait inutile et ils seraient dignes de leur sort. Les instituteurs n'étaient pas venus à l'Association pour demander une protection. Ce qu'ils avaient demandé, et ce qui leur avait été accordé jusqu'à ce jour, était le programme, les manuels, la langue et les connaissances scientifiques. Par contre, l'Association leur disait que le programme ne constituait pas sa cible. Les manuels, si elle les avait écrits comme les instituteurs le souhaitaient, n'auraient pas été acceptés par l'État. Son programme était d'application ultérieure ; l'Association était l'avant-garde d'une classe sociale qui montait. Quand les ouvriers prendraient le pouvoir, elle leur donnerait alors tout cela. Entretemps, les instituteurs devaient comprendre qu'une éducation véritable dans un État bourgeois était une chose impossible. L'issue que l'Association leur offrait n'était rien ; encore pire, elle leur faisait obstacle. Elle leur enseignait que le progrès était impossible de se réaliser dans un État bourgeois. Lorsque le soleil de la nouvelle classe sociale se lèverait, elle donnerait aux instituteurs ce dont ils avaient besoin ; elle leur donnerait la main et les inviterait à aller à la fenêtre pour qu'ils restent contempler « quelle était celle [la classe sociale] qui montait » (Damaskinos adopta un style ironique, faisant allusion aux vers initiaux d'un poème juvénile de Dionysios Solomos, écrit dans l'île ionienne de Zante, en 1820, à l'âge de 22 ans, « quelle est la jeune fille qui descend, vêtue d'une robe blanche, de la montagne »). L'Association les faisait ainsi sortir de l'école et les jetait dans la lutte des classes ; parce que, bien-sûr, elle attendait d'eux leur aide dans l'œuvre de renversement que la nouvelle classe sociale apporterait. Elle voulait, conformément à ses vues, qu'ils ne fassent rien à l'école et que le régime social actuel, cette école bourgeoise, tombe le plus vite possible. Elle les voulait pour la lutte et la haine des classes sociales, puisqu'elle n'avait rien d'autre à leur donner, jusqu'à ce que s'élève la classe qui montait. Ainsi, dans leur école, les instituteurs, à tout moment, se pencheraient, de temps à autres, à la fenêtre pour voir quelle était celle qui montait et, s'il leur restait du temps pour s'occuper de leurs enfants, ils les avertiraient de l'impossibilité de réaliser une éducation véritable dans un État bourgeois. Ils ne voulaient pas relever le niveau des enfants, mais les garder comme ils étaient. Lorsque la classe montante aurait le pouvoir, les instituteurs viendraient avec une nouvelle méthode et de nouveaux manuels, avec une éducation véritable. Les enfants demanderaient aux instituteurs ce qu'ils deviendraient eux-mêmes. Les instituteurs leur répondraient qu'ils s'en fichaient. Les élèves devaient regarder

celle qui montait ; dans l'avenir, ils auraient des enfants, des petits-enfants, des arrières petits-enfants et le régime prendrait soin d'eux. Pour le moment, ils y étaient bien dans ces écuries, sans éducation, sans aucune aide. C'était ainsi que devait être l'école bourgeoise, pour qu'elle tombe plus vite. Les enfants demanderaient à l'instituteur quelle était leur erreur, et lui leur répondrait que leur école était bourgeoise et que leur crime était qu'ils étaient nés dans de riches maisons, dans des berceaux aux draps de soie, qu'ils avaient été emmaillotés dans des langes de satin, qu'ils avaient bu dans des gobelets en or. Ils lui répondraient que ce n'était néanmoins pas le cas de tous. L'instituteur leur répliquerait qu'ils avaient l'avantage d'être dans le même régime bourgeois et d'aller à l'école bourgeoise, et que lui, il prendrait soin des enfants de la classe qui montait. Ils lui demanderaient alors s'il ne les aimait pas du tout. Lui, il s'esclafferait en disant qu'il ne les aimait pas et qu'il les détestait. D'après Damaskinos, tel était l'effet logique de tout ce qui fut dit jusqu'au 10 mars. Il demanda à la salle de trouver, parmi les dix mille instituteurs, combien d'entre eux seraient capables d'un tel comportement envers les enfants. Ensuite, il ajouta qu'il ne savait pas ce que disaient la Métaphysique ou la Science expérimentale et la Logique. Il existait une science qui ne se fondait pas sur des expériences et sur des modèles mathématiques. La sociologie disait que l'homme était un animal social, qui progressait moralement, et qu'il était parvenu à un point de définir son évolution sociale par amour et non par haine ; même les lois et la législation pénale avaient abandonné la loi du talion (cette loi [jus talionis], une des lois les plus anciennes, consistait en la réciprocité du crime et de la peine, symbolisée par l'expression « œil pour œil, dent pour dent ») et s'avançaient dans le sens où la peine devait avoir un but, celui de l'amélioration. De la punition, elle passait aux soins de l'individu. C'était en suivant cette ligne que l'humanité arriverait un jour à ne pas avoir de lutte des classes et de haine entre les hommes sans que, pour cela, elle ait besoin d'armées rouges et de révolution, d'aucune armée et d'aucune révolution. Elle avancerait avec amour, contre la gauche qui voulait la pousser vers la haine. Damaskinos ajouta qu'il n'évoquerait pas le sentiment national et ne s'interrogeait pas non plus si la nation était l'ennemie de l'humanisme et si elle était supérieure à la classe sociale. La réponse y avait été donnée par d'autres/ Ni il n'évoquerait le sentiment religieux, pour ne pas présenter, lui aussi, le spectacle « ailleurs le prêtre et ailleurs sa bure » (il s'agissait d'un proverbe utilisé pour la description des personnes étourdies et désordonnées qui ne prenaient pas bien soin de leurs affaires). Par la suite, il déclara qu'il terminerait la première partie des sujets qui furent abordés pendant le débat. Quant à la seconde partie, il serait bref. Il était d'accord, quasiment complètement, avec ce qui avait été dit le 10 mars 1927 et ultérieurement et il n'éprouvait pas de difficultés à le dire.

Ensuite, Delmouzos prit la parole pour une deuxième fois. Il constata qu'alors que, dans le premier discours de Glinos, l'Association était apparue comme divisée en deux vives oppositions, lors de son second discours ces différences faisaient défaut et c'était quasiment comme si tout allait bien. La situation ne pouvait en être autrement que la force des choses ne vainc tout aspect théorique contraire. Il justifia, ensuite, pourquoi c'était une nécessité de regarder de près certains points généraux qui préoccupaient les membres de l'Association à l'assemblée générale. En commençant par la politique, il dit qu'il la séparait de la notion de faire de la politique. Il cherchait lui-même la politique, à savoir la tactique, le choix approprié des moyens pour un but. Lorsqu'il fonda son école à Volos, il cherchait lui-même un but. Il repoussa l'allégation de Glinos selon laquelle il fut le premier, à Volos, à violer les lois de l'État lorsqu'il créa une école contre la volonté des parents et de la société. Puis, il réfuta tout ce que Glinos avait dit sur la liberté du fonctionnaire, en affirmant qu'une telle conception était anarchique et que Glinos, lui-même, en tant que haut fonctionnaire ayant un sentiment de responsabilité, avait agi alors contrairement à l'opinion qu'il formulait à ce moment. Les premiers fondateurs de l'Association firent de même de la politique, conformément à l'esprit de Glinos, lorsqu'ils demandaient à créer une école-modèle. Ils soupesèrent leurs forces, sondèrent la société et se contentèrent d'une école ; c'était une tactique juste. Glinos fit aussi de la politique à Thessalonique lorsqu'il persuada Venizélos d'imposer la langue démotique dans les écoles primaires. Peut-être tous les tourments, que les démoticistes traversaient en politique, y étaient dus en partie. Delmouzos ouvrit une parenthèse sur ce point et répondit à tout ce que Glinos avait dit, quant à l'abandon de la réforme par les deux autres personnes du triumvirat, par Triantaphyllidis et ensuite par lui-même. Il affirma que Triantaphyllidis avait vraiment abandonné la collaboration des trois, mais pas l'œuvre réformatrice à laquelle il avait consacré sa vie. Il cita ensuite l'essence plus profonde d'une lettre, qu'il avait envoyée d'Allemagne, où il affirmait que les clichés devaient prendre leur contenu profond, que la réforme s'enracine et qu'elle devienne telle qu'elle en vaille son nom. D'autres détails furent ajoutés par Delmouzos. Glinos et lui, lorsqu'ils retournèrent dans l'État et la fonction publique, suivirent en partie cette conception ; écartés du ministère de l'Éducation, ils se consacrèrent à l'Académie pédagogique et à l'École Marasleios, alors que Triantaphyllidis, en tant qu'inspecteur supérieur, suivit la voie des premières années. Delmouzos ajouta également que, dans son premier discours, il ne se référa pas à la politique comme tactique, mais comme action politique, suivant la notion incarnée par exemple dans le discours d'Aristeidis Rouchotas. Rouchotas, dans l'intérêt bien-sûr de l'œuvre de réforme, demanda à ce que la situation actuelle se perpétue, alors que les questions résolues dans l'esprit de chacun ne seraient pas résolues par la discussion. Il s'agissait simplement de savoir si

l'Association suivrait une certaine voie ou une autre. Puis, Delmouzos s'intéressa aux trois points litigieux. Sur la question de l'éducation nationale, il indiqua que, sur tout ce que Glinos avait énoncé dans son second discours, tous les deux étaient d'accord sur le fond. L'éducation nationale, telle que développée dans l' « école primaire comme éducation » n'était pas seulement des mots, mais, peu à peu, s'imposait aussi à l'État ; les derniers manuels d'enseignement devenaient de plus en plus humanistes. Ce combat était plus fructueux à cette époque où la nation et l'État coïncidèrent quasiment en Grèce. Delmouzos ajouta qu'il était d'accord avec Glinos sur le fait que le contenu de l'éducation nationale était de cultiver des éléments vivants que les hommes avaient en eux, de se connaître eux-mêmes, de cultiver une juste estime de soi et d'autrui, l'amour et non la haine ; en outre, il était d'accord sur le fait que la base fondamentale pour cela était l'autoconservation nationale. Toutefois, compte tenu qu'à l'Association, il y avait également des hommes de gauche qui insistaient sur leurs conceptions et voulaient peut-être, contrairement au sentiment de l'ensemble national, mettre l'accent sur le sentiment et la solidarité de la classe sociale indépendamment des frontières nationales, c'était la raison pour laquelle (et pour que l'Association sache où elle allait) il était juste de soumettre à l'assemblée générale la proposition si l'Association continuerait en matière d'éducation nationale la voie qu'elle avait choisie jusqu'à ce moment-là (le programme de 1914 et le reste des déclarations) ou si elle en changerait. Quant aux cours de religion, après ce que Glinos avait dit dans son second discours (il avait affirmé qu'il ne lui était jamais venu à l'idée de créer une question religieuse), tous les deux étaient d'accord. Dans son premier discours, lui, Delmouzos, affirma clairement que ceux qui croyaient que le sentiment religieux était précieux pour l'éducation, voulaient que la religion soit enseignée. Il affirma néanmoins qu'il y avait aussi des membres de l'Association qui n'avaient pas la même croyance que les premiers, mais qu'eux aussi acceptaient qu'un groupement devienne irréaliste – non seulement à ce jour – si la question religieuse était soulevée. À cause du fait, cependant, qu'il y avait des hommes d'extrême-gauche qui maintenaient leurs conceptions sur les préjugés religieux, la proposition de Delmouzos était que l'assemblée générale décida si l'Association continuerait, en matière d'éducation religieuse, la voie qu'elle avait suivie jusqu'à ce jour. Ainsi posée, la proposition n'opprimait la conscience de personne sauf le fait qu'on admettait les préjugés religieux. Delmouzos ne proposait pas que le sentiment religieux soit précieux pour l'éducation, mais simplement que l'Association suivrait la même voie qu'auparavant. Cette voie était claire. Pour tous ceux qui voulaient les cours de religion dans les écoles comme représentation de la réalité ambiante, cela se centrait sur le fait que l'Association n'avait pas posé de question religieuse. Pour les autres, y compris lui-même, cela se résumait à ce qu'on prit soin de faire le cours et le

programme des cours de religion comme on le pouvait le plus méthodiquement et fructueusement (sur ce point, Delmouzos évoqua la circulaire constitutive des fondateurs de 1910, le programme des écoles de 1912, l'activité du comité de rédaction de manuels d'enseignement et les cours effectués à l'École Marasleios). Si, le cas échéant, certains instituteurs non croyants ressentaient comme une contrainte le fait d'enseigner la religion (une telle conscience, cependant, jusqu'à ce jour, ne se manifesta nulle part chez les instituteurs grecs), ils devaient alors le manifester, si elle mûrissait en eux, et poser eux-mêmes le problème. Ils n'avaient pas besoin de tutelle. L'Association ne provoquerait jamais de question religieuse. Quant au troisième point litigieux, celui de l'ordre politique ou de classe, Delmouzos dit que, conformément au premier discours de Glinos, l'Association devait s'appuyer sur une certaine classe sociale, la classe ouvrière. Nonobstant, dans son second discours, il remplaça la classe par le peuple à éduquer, les gens lésés ayant le droit à l'éducation, à savoir – suivant ses estimations – les 80% de l'ensemble ; par conséquent, face aux opprimés, se trouvaient les opprimants d'un point de vue éducatif, c'est-à-dire 20%. Ces 80% étaient des ouvriers inorganisés ou très peu organisées, des paysans prolétaires ou un grand nombre de paysans ayant de petites propriétés, un grand nombre de petit-bourgeois ou encore des bourgeois des couches moyennes, constituant divers groupes politiques inorganisés aux intérêts économiques contradictoires. Il en résultait que la classe du premier discours de Glinos se perdait dans les 80% de l'ensemble. En examinant ensuite l'action éducative qui pourrait être exercée sur ces 80%, Delmouzos trouva que la proposition de Glinos afin que l'Association s'adonne à une activité éducative aboutirait simplement à l'éveil de la conscience des couches populaires sur la question de l'éducation – sauf si l'Association voulait devenir un syndicat politique qui prendrait en charge l'organisation politique des diverses couches sociales –. L'Association ne refusa jamais de développer une telle activité éducative, mais le résultat était insuffisant, à cause du fait que ses forces faisaient défaut. Même si cela se produisait dans l'avenir, on devait faire attention à ce que l'Association ne laisse pas son œuvre principale, le travail d'éducation positif (les manuels d'enseignement, la formation des instituteurs, les cursus scolaires, les écoles expérimentales, l'étude des problèmes de l'éducation ainsi que le reste de tels sujets). Un travail positif manquait, ce qui avait été donné étant peu, dérisoire face aux besoins qui existaient ; en outre, dans le travail positif, le plus grand obstacle était la manie des discussions et des débats. Delmouzos affirma qu'il était par conséquent d'accord sur l'éveil à l'éducation, mais il l'étendait à l'ensemble de la société, puisque l'Association donnerait un résultat éducatif fructueux et, toute demande éducative restant liée à l'autre, il prendrait soin de l'éducation primaire, secondaire et supérieure. Jusqu'au changement de la classe dirigeante en Grèce, à savoir jusqu'à ce que les 80% du peuple

s'organisent politiquement, l'Association, le voulant ou non, serait obligée de recourir à l'assistance des forces politiques au pouvoir, dans le but d'aider l'éducation grecque ; l'orientation serait un éveil à l'éducation à une échelle universelle. Par conséquent, selon l'opinion de Delmouzos, aucune différence substantielle n'existait avec la proposition de Glinos dans son second discours. Toutefois, il fallait prendre en compte qu'il y avait aussi des hommes d'extrême-gauche qui insistaient pour que l'Association s'appuie sur une certaine classe, la classe ouvrière. Ceux-ci pensaient que la conscience éducative populaire uniforme ne s'appuyait pas sur diverses classes sociales ayant des intérêts économiques contradictoires, mais sur une seule. En outre, ils pensaient que la principale condition pour toute éducation véritable était le renversement social et la conquête de l'État par la classe ouvrière (tout progrès, disaient-ils, était impossible avec le régime bourgeois, ni d'ailleurs il en allait de l'intérêt des bourgeois mais, au contraire, affaiblissait leur combat). En conséquence, tous les instituteurs et les syndicats de l'enseignement devraient avoir pour but principal, temporellement, le renversement social. Pour ces raisons énumérées, Delmouzos pensait utile de soumettre à l'assemblée générale la proposition, selon laquelle l'Association était une collectivité à but éducatif et non politique, à savoir qu'elle ne travaillait ni ne s'intéressait à aucun parti politique ou à aucune classe sociale, mais veillait à l'enseignement de l'ensemble. Dans sa tactique, elle s'appuierait sur le travail pour inculquer les valeurs de l'éducation à l'ensemble de la société et essaierait d'influencer tous les partis politiques. Avant de conclure, Delmouzos mit l'accent sur son opinion selon laquelle il était injuste que les besoins professionnels des instituteurs soient mêlés à l'Association et qu'elle exploite leur position économique. Les instituteurs étaient déjà suffisamment mûrs pour veiller eux-mêmes à leurs intérêts, à considérer comment ils organiseraient leur syndicat (la Fédération de l'enseignement) et à conquérir, dans la société, la place qui leur revenait. Ils trouveraient toujours, dans l'Association, un appui moral ; les instituteurs devaient demander à l'Association ce qu'ils ne pouvaient pas obtenir par eux-mêmes, à savoir notamment un travail éducatif pratique, et non demander à ce que l'Association devienne une annexe de la Fédération de l'enseignement. L'Association pour l'enseignement considérait l'éducation dans sa globalité et, avant tout, aiderait à ce que le Moyen-âge éducatif soit surmonté dans le pays. Delmouzos soumit par écrit au président de l'assemblée générale les trois propositions citées ci-dessus.

Epameinondas Papamichaïl, qui ensuite prit la parole, parla de la religion et du socialisme. Il dit que le sentiment religieux était la quête de la vérité ; c'était la tendance à réaliser les désirs de l'humanité pour libérer l'homme des chaînes de l'exploitation, sous toute forme manifestée par l'assujettissement, pour une union harmonieuse avec l'intarissable source de vie s'écoulant

éternellement. Conformément à cette conception, la culture du sentiment religieux relevait de la notion d'éducation. Sur la question de la nation, Papamichaïl déclara que l'enfant appartenait à une certaine société. Cependant aucune société n'étant indépendante des autres, c'était la raison pour laquelle chacune devait travailler pour sa propre prospérité et celle des autres. Ainsi la culture de l'ethnisme parallèlement à celle de l'humanisme relevait-elle aussi de la notion d'éducation. Ces deux sentiments devaient être cultivés dans les écoles dans tous les cours, dans l'esprit qui les régissait (la solidarité et l'amour, l'organisation de chaque classe en une communauté vivante et de toutes les classes en un ensemble qui travaillerait et poursuivrait des buts communs). En tant que chrétien rationnel, l'instituteur devait être aussi un socialiste évolutif. L'instituteur qui ne s'inspirait pas des principes du socialisme ne pouvait être ni chrétien ni patriote ; il était simplement une marionnette des quatre ou cinq tyrans de la Terre – du roi du fer, du charbon, du coton, du blé et des autres –, à l'époque où l'Europe était soumise à l'Amérique et l'Amérique aux tyrans et aux parasites derrière eux. Le résultat en était cette honte de la civilisation où des millions d'hommes mouraient de faim ; un cannibalisme raffiné prédominait. Contre cette situation, une association à but éducatif ne pouvait que rechercher l'éducation de l'ensemble des hommes par une égalité démocratique.

L'orateur suivant, Rouchotas, affirma qu'il était parmi les premiers membres de l'Association pour l'enseignement et que le programme, tel que rédigé en 1914, le satisfaisait, comme de même tout le monde enseignant, parce que, jusqu'à ce jour, il n'avait pas été achevé ; en outre, plusieurs dizaines d'années s'écouleraient et il serait nécessaire d'instruire l'opinion publique pour que le programme soit entièrement mis en œuvre. Ce programme n'était pas l'idéal, mais il devrait être appliqué pour que les Grecs puissent s'aligner sur les peuples européens. Puisque cela n'était pas réalisé, une grande marge de manœuvre s'offrait à l'Association pour le mettre en œuvre. La branche, à laquelle l'Association appartenait, ne connaissait, ni ne s'orientait vers n'importe quelle théorie qu'elle ne comprenait pas. C'était la raison pour laquelle Rouchotas pensait que le programme de l'Association, tel qu'il était à ce jour, était suffisant pour que s'unissent autour de lui toutes les forces du démoticisme en vue de rechercher son application ; en effet, si le progrès du démoticisme n'avait pas eu lieu jusqu'à ce moment-là, cela était du aux nombreuses fautes et notamment à la tactique, qui devait se transformer ; on devait intensifier la propagation du démoticisme en instruisant la société et l'opinion commune. Pour ce faire, il ne considérait pas une scission de l'Association comme le résultat d'une mûre réflexion ; ses membres, dispersés dans les provinces du pays, ne maîtrisaient pas les débats théoriques mis en avant comme prétexte du conflit qui se déroulait. Pour cette raison, craignant aussi qu'une campagne expliquant le différend adressée aux membres ne se fit

pas objectivement, il proposait la constitution d'une commission ayant un nombre égal de membres des deux parties idéologiquement opposées sur le programme, afin d'assurer une présentation objective des conceptions et du désaccord des deux côtés, pour que les membres de l'Association puissent ensuite, avec conscience, s'exprimer sur une scission après un laps de temps d'un semestre ou d'une année ou d'une plus longue durée.

Le même jour, le mardi 15 mars, à 6h20, l'assemblée générale continua ses travaux. Le président lut la liste où étaient inscrits les noms de ceux qui déclarèrent prendre la parole mais changèrent d'avis ; puis vint le tour de Papamavros, qui prit la parole. Papamavros, dans son intervention, cita les deux discours de Glinos avec lesquels il n'était pas d'accord. Il affirma que le second constituait une réfutation magistrale du premier. Premièrement, quant à la question religieuse, Glinos, dans son premier discours, affirma que la religion était une superstition, alors que, dans le second, il se limita à la question de savoir si le cours devait être enseigné ou non à l'école. Glinos, interrompant l'orateur, protesta qu'il n'avait pas utilisé le mot « superstition » pour la religion. Papamavros continua son discours affirmant que, pendant encore cinquante ans ou un siècle, l'État grec ne pourrait pas retirer les cours de religion de l'école et que l'Association ne devait pas soulever de question religieuse. Tous les instituteurs croyaient que le sentiment religieux chez l'enfant revêtait une grande importance et que, jusqu'à l'âge de douze ans, où la tendance dominante, qui donnerait à tout enfant sa forme, ne s'était pas encore démarquée, on devait transmettre aux élèves tous les biens de la culture et par conséquent les cours religieux. Au-delà, Papamavros affirma qu'il remettait en doute la suppression des cours de religion par tous les autres États, fait soutenu par Glinos ; seule la France l'avait fait pour se débarrasser du clergé. Cet avis provoqua, dans l'assemblée générale, les protestations de plusieurs participants à la séance, avec de vives discussions entre eux. Papamavros continua en déclarant qu'à l'opposé de Glinos qui n'admettait que le discours rationnel en tant que moyen, il adoptait aussi l'hypothèse, sur laquelle certains penseurs philosophiques faisaient le point, comme le mathématicien Henri Poincaré dans son ouvrage *La Science et l'Hypothèse* et le philosophe Émile Boutroux. Quant à l'éducation nationale, il convint avec Glinos que quelques traditions telles que la légende du « roi pétrifié » n'avaient plus de place, mais il trouvait que, sur ce point aussi, Glinos tombait dans la contradiction ; dans son premier discours, il affirma que la nation était un obstacle à la culture, mais, dans le second, il fut d'accord avec les idées de Delmouzos telles qu'il les exposa dans son livre *Démoticisme et éducation*. Papamavros croyait qu'il était impossible que la notion de nation n'existât pas dans l'éducation, parce que, tout d'abord, on devait éduquer les Grecs et puis les hommes. Quant au mouvement social, pour lequel Glinos affirma que le mouvement pédagogique devait suivre le mouvement social, Papamavros en

était d'accord, avec la seule différence qu'il soutenait que l'école ne pouvait pas suivre pas à pas l'évolution sociale mais essayer de raccourcir autant que possible la distance. Par conséquent, l'Association ne pouvait pas être d'avant-garde, parce que l'école suivait, elle ne créait pas la société. Glinos l'interrompit, à ce moment-là, en affirmant qu'il s'agissait d'une association, non d'une école. Papamavros admit ensuite que la réforme sans politique ne pouvait pas se faire ; on avait besoin d'une politique. Il fit remarquer que Glinos, dans son premier discours, avait voulu embrasser les idéaux du prolétariat, mais, dans le second, il avait abandonné non seulement les ouvriers mais aussi toutes les personnes laissées de côté par l'enseignement, à savoir les 80%, tandis que l'ambition devait être d'offrir une assistance à l'ensemble, à savoir aux 100% des hommes. Glinos était du côté des personnes lésées ; mais elles, les personnes lésées autour de Papamavros, étaient aussi des socialistes, qui voulaient travailler en tant qu'instituteurs dans la fonction publique.

Des débats s'engagèrent, par la suite, concernant les questions qui séparaient les deux ailes de l'Association. Le membre Papamichaïl, qui prit la parole, dit qu'il était d'accord avec Delmouzos sur le fait que le sentiment religieux était étroitement lié à l'éducation. Le sentiment religieux ne s'enseignait pas ; c'était le sentiment d'un dieu vivant. Toujours, là où finissait la science, le sentiment religieux était nécessaire pour aider ; la vie du Christ devait être enseignée. L'orateur trouvait très enfantins les arguments du marxisme sur la négation du sentiment religieux et croyait que, dans la notion d'éducation, étaient inclus les domaines religieux et national. Il n'était toutefois pas d'accord avec Delmouzos sur son idée que l'éducation était au-dessus des classes ; il pensait que l'âme du bourgeois et l'âme de l'ouvrier étaient différentes. La Grèce, à son avis, n'avait pas d'éducation valable et devait en acquérir une, en commençant par la base, par le peuple ; le pays devait s'appuyer sur le peuple. En concluant, il affirma que, premièrement, le pédagogue était un homme politique et que le progrès, même modeste, dans l'enseignement était du aux enseignants éclairés, et, deuxièmement, que la religion était morte depuis longtemps.

La parole fut ensuite prise par Delmouzos, qui revint sur les thèmes auparavant abordés. À la fin, il soumit des propositions écrites concernant le programme de l'Association, mais, comme cela n'était pas prévu par le règlement intérieur de l'Association, il demanda l'agrément de l'assemblée générale. Glinos, en répondant, affirma que, puisque la discussion sur le programme n'était pas inscrite sur la convocation, un tel document ne pouvait pas être soumis. Toutefois, les propositions pouvaient être acceptées comme éléments clarifiant chaque bulletin de vote ; sous cette logique, le dépôt du document n'était pas irrégulier. Quant au tour des orateurs, il déclara qu'il en reparlerait. Trois ou quatre orateurs présentèrent, dans leurs discours, qu'en huit jours, il avait changé d'opinion, reproche qu'il considérait comme une

invective morale ; pour cette raison, il demanda à l'assemblée générale l'autorisation de parler pour une troisième fois et mettre les choses à leur place. Une discussion animée s'ensuivit ; quelques-uns considérèrent comme irrégulier qu'il parle pour une troisième fois, mais la plupart le virent comme étant juste et nécessaire. Le président de l'assemblée générale, en répondant à certains qui étaient contrariés par la longueur des discussions, déclara que c'était nécessaire que tant de personnes aient parlé, afin de savoir pour qui et pour quoi on voterait. Nikitakis considéra l'exigence de Glinos de parler à nouveau comme violant les décisions de l'assemblée générale. Delmouzos proposa que l'assemblée générale soit dissoute ; quant à l'exigence de Glinos, il la considéra comme un manque de respect à l'égard de la première décision prise par l'assemblée générale et déclara que, si l'assemblée générale autorisait le troisième discours, il partirait et ne reviendrait que pour voter. Ioannis Kostantarakis dit qu'on ne pouvait pas être informé davantage sur l'idéologie et les positions de chaque aile de l'Association et qu'on devait procéder au vote. Glinos, de son côté, attribua aux précédents orateurs une intention de censure morale et demanda à l'assemblée générale qu'elle lui donne le droit de leur répondre. Il croyait que l'attitude de Delmouzos, ayant parlé trois fois, créait pour lui le même droit ; en outre, Delmouzos, dans son troisième discours, n'avait pas clarifié ses propres vues, mais avait déformé les idées de son adversaire. Svolos, qui prit la parole, trouva qu'au dernier moment, deux questions avaient surgi, une question de violation des limites du temps et une question formelle. Quant à la première, il recommanda à l'assemblée générale qu'en dépit de la fatigue ressentie par les membres, de donner davantage de liberté à la discussion. Sur la demande de Glinos, il ajouta que lui aussi aurait quelques mots à dire à l'assemblée générale, ajoutant que la question formelle résultait des propositions de Delmouzos, mais, sur ce problème, on ne devait pas regarder le cadre juridique mais le fond. De la façon dont Glinos posa la question, il semblait qu'il avait raison. Pour la première fois en Grèce était menée une discussion ayant une telle portée et ampleur ; une question si fondamentale ne pouvait pas être uniquement résolue par les formes. L'opinion de Svolos était que l'assemblée générale disposait des propositions écrites de Glinos et de lui-même, tout comme de Delmouzos, pour qu'elle ait leurs idées clairement exprimées ; il proposa que chaque bulletin de vote soit combinée avec ses idées fondamentales ou que l'assemblée générale ait trois textes écrits de Glinos, de Delmouzos et de lui, Svolos, afin que les électeurs disent ce qu'ils préféraient.

Le lundi suivant, le 21 mars 1927, dans les discours, des opinions furent présentées, fondées sur l'idée que l'Association devait prendre position en faveur des classes sociales populaires, parce que la classe dirigeante se battait contre la réforme. À ce jour, dans les classes populaires se trouvaient en même temps des ouvriers, des petit-bourgeois et des paysans ; la réforme intéressait

tout autant ces classes. On devait se tourner davantage vers le prolétariat, parce que cette classe embrasserait la réforme de manière absolue. L'Association devait devenir l'état-major éducatif du mouvement ouvrier et les bénéfices recueillis seraient réciproques dans la voie ultérieure. Puis, la parole fut donnée à Glinos. L'orateur remercia l'assemblée générale qui lui permettait de prendre la parole une fois encore, parce que diverses questions présentées exigeaient des clarifications. Lors de la dernière séance, Delmouzos avait dit qu'il était venu avec une disposition ironique qui ne cessa pas malgré l'incident qui s'était produit avec Sotiriou. Par son attitude, il voulait ironiser l'assemblée générale. Il voulait prouver (chose qu'il avait dite) que les participants à l'assemblée générale ne comprenaient pas le fond des choses et il essaya de le faire en leur faisant croire que lui, Glinos, se contredisait dans ses propres paroles. Delmouzos voulut ensuite affirmer qu'il ne faisait pas de politique ; cependant, il en faisait. Sur ce point, Glinos cita, en quelques mots, quel travail ils firent, tous les deux, lorsqu'ils furent écartés de la fonction publique. Lui, il s'occupa des conférences, tandis que Delmouzos voulut établir un programme. Lui, Glinos, s'y opposa sur certains points. Entre eux, existait un profond désaccord idéologique. Ils pouvaient peut-être alors se mettre d'accord, mais se mettre d'accord après la discussion qui eut lieu dans cette salle aurait été digne d'enfants, parce que ce désaccord était irréversible. Il parla ensuite des deux classes sociales, l'une bourgeoise et l'autre ouvrière. Il existait deux mondes, qu'il avait analysés dans son premier discours, pour lesquels il manifesta ses préférences idéologiques et les raisons de son choix. Il analysa ensuite les questions litigieuses. Les théories correspondantes ne furent pas présentées, ni les arguments qui les réfuteraient. Lorsqu'il parla pour la deuxième fois à cause de la mise en avant des questions pratiques, il prit position dans la réalité néohellénique de son époque. C'était la position d'un homme qui devait influencer cette réalité. Sur la question religieuse, il précisa que ce n'était pas l'équipe de gauche qui avait posé la question, mais l'Église, et, parallèlement, Delmouzos. A partir du moment où la question avait été invoquée, l'équipe de gauche se devait de l'envisager ; elle la poserait et, si cela devenait un objet de polémique, elle demanderait à ce que les cours de religion sortent de l'école et, par une action au sein du peuple, elle contribuerait à élucider les questions afférentes. Sur la question nationale, Glinos dit que, comme il l'avait auparavant démontré, on pouvait éduquer le peuple sans faire d'éducation nationale. Sur ce point, il résuma ce qu'il avait soutenu. L'autoconservation était un jeu. Un peuple libre se soumettait plus difficilement en comparaison d'un autre qui se trouvait enchaîné sous un régime féodal. Sur l'autre question, celle de l'éducation nationale, on devait naturellement s'appuyer sur des éléments vivants que le peuple avait en lui ; mais il faudrait faire attention à ne pas seulement garder les éléments du pseudo-romantisme. Parmi les éléments vivants, tous ceux qui étaient

réellement vivants soutenaient l'éducation nationale. L'identification de la notion de nation avec les intérêts d'une classe petite bourgeoise était impossible. La troisième question, celle de la politique, semblait être confuse. Glinos réitéra sa certitude que, lorsqu'on faisait face à la réalité, on faisait de la politique, qu'on le veuille ou non ; si on sortait de la réalité, on faisait de l'utopie. Sous un régime bourgeois, on ne pouvait pas appliquer les mêmes mesures pour tous les enfants ; c'était une utopie. Ce n'était que lorsque les conditions économiques de l'humanité changeraient qu'un pédagogue, dans ce seul cas, pourrait alors affirmer qu'il embrassait l'ensemble de ses élèves. Il cita des données statistiques d'enfants qui étudiaient dans les écoles et affirma que la plus petite proportion appartenait à la classe bourgeoise. Il présenta finalement des éléments sur le communisme et conclut en disant que ces idées correspondaient à ses convictions. Il recommanda à l'assemblée générale de préférer la position de la gauche et déposa des propositions. Il ajouta que, si ses déclarations étaient prises comme expliquant les positions du bulletin de vote de la gauche, la recommandation était de voter pour ses candidats. L'appel de Glinos aux membres les invitait à regarder en eux la vie qu'ils voulaient, et à voter en ne visant pas les personnes, parce que, s'il s'agissait de viser les personnes, il serait lui-même le premier à voter pour Delmouzos.

Alexandros Svolos déclara ensuite qu'il ne tentait pas de concilier les opinions opposées, parce que c'était des théories qui étaient incompatibles. Sa pensée se tournait vers le présent immédiat et non vers l'avenir plus éloigné. La question éducative était politique ; l'homme politique ne pouvait pas éviter l'étude du problème dans l'avenir et le présent. La réaction exprimée provenait des forces moyenâgeuses et non de la classe bourgeoise. Ce bastion de la réaction moyenâgeuse, pour qu'il soit vaincu, nécessitait une alliance ; il existait des points d'entente, sans toutefois de dogmatismes. Le but était que la forteresse moyenâgeuse soit démolie, même avec l'aide de la bourgeoisie éclairée, pour que soit donnée une réflexion intellectuelle aux personnes lésées. Puis Svolos déposa ses propositions et dit que si ces dernières étaient acceptées, on devait donner l'ordre à l'assemblée générale d'établir un programme détaillé.

L'orateur suivant, Theodoros Vliziotis, affirma, de la part des membres d'extrême-gauche (marxistes), que le groupe des gauches était d'accord avec les propositions orales de Glinos contenus dans son premier et troisième discours, cependant il n'était pas d'accord avec son second discours et les propositions qu'il avait soumises. La même aile déposa ses propres propositions, pour que seule la différence apparaisse sans les mettre au vote. Vliziotis déclara, de la part du groupe, que, puisque les propositions de Glinos étaient plus progressistes que celles de Delmouzos, le groupe lui donnerait un vote de tolérance.

Sur proposition de Miliadis, selon laquelle il ne fallait pas discuter sur les propositions puisqu'elles étaient le résultat de ce qui avait été dit jusqu'à ce moment-là, la discussion était considérée come close.

Le jeudi 24 mars 1927, des propositions écrites furent déposées, auprès de l'assemblée générale.

Les propositions de Delmouzos étaient, premièrement, que l'Association pour l'enseignement, quant à l'éducation religieuse et nationale, suivrait la voie qu'elle avait suivie jusqu'à ce jour, deuxièmement que l'Association était une collectivité à but éducatif et non politique, c'est-à-dire qu'elle ne s'intéressait, ni ne travaillait pour un certain parti ou une certaine classe sociale, mais veillait à l'éducation de tous, et troisièmement que, pour tracer sa tactique, elle s'appuierait sur l'élucidation des divers aspects de l'éducation, au sein de toute la société, et elle essaierait d'influencer, sur ses demandes, tous les partis politiques. Une déclaration explicative de Delmouzos sur ses propres propositions, présentée sur une feuille imprimée, donna aux membres de l'Association des éléments supplémentaires. Sur l'éducation religieuse, il fut noté qu'auparavant, se trouvaient à l'Association des membres, qui croyaient que le sentiment religieux était précieux pour l'éducation, et d'autres encore qui, bien qu'ils n'aient pas la même croyance que les premiers, pensaient qu'un groupement à but éducatif en Grèce devenait de plus en plus irréaliste si une question religieuse était créée. C'était la raison pour laquelle l'Association pour l'enseignement avait suivi jusqu'à ce moment une voie stable quant aux cours de religion dans les écoles. Une question religieuse n'avait jamais été soulevée ; en outre, l'Association veilla à ce que soit établi un programme, ainsi qu'un enseignement de la religion plus méthodique. Déjà dès la première circulaire, que les fondateurs envoyèrent en 1910, ils citèrent expressément le terme « instruction religieuse » et, en 1912, dans le programme de l'Association pour les écoles primaires et pour les établissements supérieurs pour jeunes filles, fut donné un programme détaillé des cours de religion beaucoup plus méthodique et élaboré que celui officiel. Les membres enseignants de l'Association suivirent la même voie dans la fonction publique en ce qui concernait les manuels d'enseignement de la commission pour l'édition des livres, l'enseignement dans l'École Marasleios et les autres activités éducatives. Sur l'éducation nationale, Delmouzos nota que l'Association pour l'enseignement n'avait pas l'intention de cultiver de chimères afin de conquérir des lieux étrangers, ou fournir un prétexte à n'importe quelle classe sociale pour qu'elle exploite les autres, ni même que le pays soit exclu de la civilisation de cette époque. Pour l'Association, l'éducation nationale du peuple ne signifiait pas seulement cultiver systématiquement les éléments fructueux et vivants de la civilisation hellénique, tous ces éléments qui ne contredisaient pas la morale, mais aussi se connaître soi-même, connaître et aimer son pays et travailler pour la prospérité

de l'ensemble avec un but idéal, celui de l'humanisme universel. C'était la raison pour laquelle la base de l'éducation nationale était l'autoconservation nationale, le respect aussi de l'auto-existence des autres groupes nationaux et la collaboration avec eux pour le même but ultime. En vue de l'autoconservation nationale, il était nécessaire d'élever toujours le sentiment de l'ensemble national au-dessus de l'intérêt, de la conscience et de la solidarité d'une classe sociale. Sur ces notes quant au programme de Delmouzos, Glinos fit ses propres remarques manuscrites, qu'il déposa au secrétariat.

Glinos déposa également, auprès de l'assemblée générale, des propositions concernant le profil de l'Association, où étaient illustrées les principales vues de l'aile de gauche. Premièrement, le but de l'Association pour l'enseignement restait le même, c'est-à-dire aider à réformer l'éducation grecque. Deuxièmement, l'Association pour l'enseignement n'était pas une collectivité politique, c'est-à-dire elle n'était affiliée à aucun parti politique. C'était une association qui étudiait les thèmes éducatifs et ensuite apportait son expérience à la société en vue d'élucider les problèmes insolubles. Par conséquent, elle déterminait et exerçait une certaine tactique éducative pour parvenir à la réalisation de son but. Troisièmement, toute réforme sociale importante, donc aussi éducative, se faisait par le biais de la lutte des classes sociales. La classe bourgeoise grecque, comme le montra jusqu'à ce jour l'expérience de l'Association pour l'enseignement, soit combattait directement soit ne recherchait pas sincèrement une réforme éducative essentielle. C'était la raison pour laquelle l'Association constatait que la réforme éducative populaire ne pouvait avoir d'autre émissaire social que les classes sociales lésées, qui prenaient clairement conscience des problèmes sociaux et luttaient pour la réalisation des réformes sociales, en obligeant la classe dirigeante à améliorer ses institutions. C'était pourquoi l'Association pour l'enseignement, en tant que collectivité d'avant-garde à but éducatif, avait le devoir de travailler pour exprimer les demandes éducatives et former la conscience éducative des classes populaires, ouvrière, paysanne et petite-bourgeoise. Quatrièmement, l'instituteur était l'artisan naturel et primordial de la réforme éducative. Par conséquent, l'Association pour l'enseignement pensait que l'instituteur, sans enfreindre les lois et les programmes de l'État, lors de l'exécution de son travail au sein de l'école, avait non seulement le droit à la libre pensée mais aussi le droit, comme individu et comme groupe, d'élucider les questions éducatives et de contribuer à la réforme de l'éducation. L'Association pour l'enseignement considérait comme de son obligation morale de protéger ces droits de l'instituteur. Cinquièmement, l'Association pour l'enseignement, en recherchant jusqu'à ce jour la réforme éducative, n'avait jamais créé de question d'enseignement religieux. Toutefois, parce qu'elle envisageait instamment, comme un obstacle à son œuvre, les accusations ininterrompues

d'athéisme, d'anti-religiosité, de menace contre la religion et d'accusations similaires, elle estimait de son devoir de proclamer qu'elle considérait le thème de la religion comme par excellence une question de liberté et, par conséquent, elle ne regardait pas l'enseignement des cours de religion dans les écoles comme étant indissociable de la notion d'éducation publique. Sixièmement, quant au problème de l'éducation nationale et des accusations d'antipatriotisme, auxquelles également elle faisait face, l'Association pour l'enseignement estimait de son devoir de proclamer que, comme contenu de la notion d' « éducation nationale », elle reconnaissait l'éducation s'appuyant sur des éléments vivants de la culture, constituant les caractéristiques du peuple grec, telles que ces dernières se formaient à chaque fois. Par conséquent, une exploitation de la notion d'ethnisme ou de la notion d'éducation nationale ne devait pas se produire par la culture du chauvinisme, et, de cette manière, la notion de nation ne devait pas s'identifier aux idéaux de la classe sociale dirigeante.

Svolos, la personne suivante qui déposa, auprès de l'assemblée générale, des propositions concernant la ligne directrice future de l'Association, signala, dans une feuille imprimée qu'il distribua aux membres, que l'Association, suite aux discours entendus à l'assemblée générale sur les principaux thèmes et aux avis qui générèrent diverses opinions opposées, pouvait suivre la voie tracée pour les questions d'éducation religieuse et nationale jusqu'à ce jour. À savoir, premièrement, l'Association n'avait pas pour but, ni il ne relevait de sa compétence, de créer une question religieuse. En tant que groupement à but éducatif, elle se limitait auparavant à rechercher le mode pédagogique approprié d'enseigner les religions à l'école. Pourtant, si la question de l'enseignement de la religion dans les écoles publiques se posait sérieusement, également en Grèce, soit par les instituteurs, soit par les parents, l'Association, conformément à ses principes en général libéraux, admettrait que la question religieuse relevait de la liberté de conscience et, pour cette raison, elle s'opposerait à l'enseignement obligatoire de la religion. Deuxième point, l'éducation devait être démocratique, nationale et humaniste ; en s'appuyant sur les éléments nationaux vivants et évolutifs, elle devait cultiver l'amour à l'égard de la liberté intérieure et extérieure du peuple, et promouvoir la solidarité des peuples et leur collaboration pour la civilisation, la paix et le maintien de l'idéal supérieur de l'éducation, de l'humanisme universel. Troisièmement, l'Association n'était affiliée à aucun parti politique. Elle ne dénierait pas d'influencer tous les partis pour appliquer son programme de réforme, toutefois elle croyait que, dans cette tentative, elle s'appuierait en permanence sur les classes sociales populaires (ouvrières, paysannes, petite-bourgeoises) ; pour ce faire, elle veillerait par les moyens appropriés (manuels, discours, feuillets, revues et autres moyens) à aider ces classes du peuple à prendre conscience de la nécessité de la réforme éducative comme l'un de ses

besoins les plus vitaux. Quatrièmement, l'assemblée générale devait demander au nouveau conseil d'administration de constituer un programme plus détaillé de l'Association, orienté vers les lignes directrices ci-dessus, et de le présenter lors d'une assemblée générale extraordinaire pour qu'il soit voté sur sa totalité. Cinquièmement, l'assemblée générale procéderait aux élections étant convaincue que toutes les personnes élues accepteraient et appliqueraient les lignes directrices ci-dessus, sur lesquelles elles pourraient, dans la lutte commune qui se déroulerait, pendant les années à venir, contre le conservatisme éducatif et intellectuel grec. Dans cette lutte, le conseil d'administration rencontrerait, avec une sincérité et un esprit d'entente, les forces politiques et éducatives progressistes de différentes origines idéologiques proches, pour lesquelles l'Association pourrait encore, à l'époque transitoire que le pays traversait, constituer un terrain allié pour une tentative éducative commune en faveur du peuple.

Par son document, déposé à l'assemblée générale, le groupe des communistes, représenté par Vliziotis, fit connaître ses propres thèses. Selon elles, l'Association pour l'enseignement, pure création de la classe bourgeoise, avait été fondée dans le but progressiste de libérer l'éducation des liens féodaux et de réaliser des idéaux éducatifs qui étaient alors plus proches des masses. En outre, en tant que collectivité agissant dans une société de classe, elle n'était restée ni ne pouvait rester hors de la lutte des classes. Finalement – selon les affirmations des communistes –, le développement socio-économique avait complètement changé les rapports de forces sociales. La classe bourgeoise était devenue réactionnaire ; elle s'était alliée avec les éléments féodaux et avait annulé les réformes minimes. Une nouvelle classe sociale, le prolétariat, montait sur la scène sociale comme la puissance qui représentait et incarnait tout idéal progressiste. Par conséquent, l'Association avait deux choix. L'un serait de refuser son caractère progressiste, de devenir réactionnaire et de continuer de s'appuyer sur la classe bourgeoise, dont elle n'avait rien à attendre quant à l'éducation populaire et à la classe ouvrière. Le second choix de l'Association était de rester cohérente dans sa ligne progressiste, en s'appuyant sur la classe ouvrière et en embrassant ses idéaux. Les communistes croyaient que l'Association pour l'enseignement devait respecter son histoire progressiste, rester dans sa ligne progressiste, s'appuyer sur les masses laborieuses, et embrasser leurs idéaux qui étaient aussi des idéaux de l'humanité entière. Assistée par ses forces sociales, elle imposerait à la classe sociale dominante les réformes éducatives réalisables, et elle aiderait au meilleur déroulement de la lutte pour la libération des travailleurs, qui était commune à tous. Pour l'instituteur, qui était en général un esclave de son salaire, un prolétaire intellectuel, les communistes soutenaient qu'il avait le droit non seulement à la libre pensée, mais aussi à l'action organisée pour la libération de l'école ; par conséquent, l'Association pour l'enseignement

devait se ranger solidairement à côté de lui dans son combat. Quant à la religion, elle avait été utilisée, au sein de la société de classe, comme un instrument pour imposer la domination des classes dirigeantes ; les communistes considéraient la religion comme une affaire personnelle et, pour cette raison, ils pensaient que l'enseignement religieux devait être exclu de l'école. Pour l'éducation nationale, ils admettaient, en premier lieu, que la notion de nation était apparue avec le développement de la classe bourgeoise sous l'influence de certaines causes économiques. Ensuite, au cours de l'avènement de la classe bourgeoise, l'idée nationale était progressiste et aidait au libre développement de chaque peuple, alors que, ultérieurement, identifiée au chauvinisme, elle était utilisée pour servir les buts impérialistes de la classe dirigeante, ne pouvant pas éviter ce caractère. Quant à l'éducation, les éléments comme la nation, la langue, les mœurs et coutumes et les autres caractéristiques similaires constituaient un objet indissociable et précieux pour elle, dans la mesure où ils gardaient, au fils du temps, leur vitalité et leur nécessité. Ainsi, alors que l'idée nationale qui servait sûrement comme instrument des buts impérialistes et empêchait la lutte de libération des masses laborieuses, devait être combattue, en parallèle les éléments nationaux, s'ils ne revêtaient pas de contenu réactionnaire, devaient être cultivés à l'école[146].

Le même jour, le jeudi 24 mars 1927, l'assemblée générale procéda à des élections d'un nouveau conseil d'administration. Les scrutateurs, qui furent nommés par l'assemblée générale, étaient Alivizatos et Papamavros. Les membres qui votèrent étaient au nombre de 116. L'ordre de réussite, selon les voix reçues par chacun, était le suivant :

Pour les membres réguliers du conseil d'administration,
Glinos, 65 voix
Sotiriou, 64
Bertos, 62
Negreponti, 62
Theodoropoulou, 61
Agelopoulos, 58
Alivizatos, 57
Michaïl Ikonomou, 57
Papaspyridi, 57
Karouzos, 57
Lachanas, 56
Doumas, 56
Petmezas, 56
Komiotis, 56

[146] Cf. annexe II, N° 4-23.

Delmouzos, 53
Triantaphyllidis, 53
Triantaphyllopoulos, 53
Damaskinos, 53
Papamavros, 53
Kakouros, 53
Païdousis, 52
Anagnostopoulos, 52
Chatzimichali, 52
Miliadis, 52
Leka, 51
Alexandros Phokas, 51
Kalyvopoulos, 51
Dimaras, 50
Stellakis, 50
Someritis, 45
Vliziotis, 18
Svolos, 4
Lampridou, 4
Tegopoulos, 3
Svolou, 1
Varnalis, 1
Vachaviolos, 1
Pour les membres suppléants,
Georgios Papadopoulos (Markos Avgeris), 61
Kazantzaki, 60
Varnalis, 59
Anagnostaras, 58
Apostolatos, 58
Georgakopoulos, 58
Tegopoulos, 58
Svolou, 57
Vasileios Papageorgiou, 57
Kountouri, 55
Vachaviolos, 51
Alexandra Delta, 51
Merlier, 51
Photiadis, 51
Liokis, 51
Loukopoulos, 51
Lefkaditis, 51
Siampanidis, 51

Katsoulis, 51
Nikitakis, 51
Svolos, 1
Doumas, 1.

Parmi elles, les quatorze premières personnes occupèrent les quatorze des quinze places des membres réguliers du conseil d'administration. Ensuite, tel que précité, eut lieu un tirage au sort pour la quinzième place des membres réguliers, pour laquelle les électeurs votèrent pour six personnes à égalité ; le sort désigna Kakouros comme le dernier membre régulier du conseil d'administration. Les scrutateurs et le président de l'assemblée générale Zafeirakopoulos apposèrent leur signature pour ratifier le procès-verbal[147].

Deux mois après, en mai 1927, la scission de l'Association pour l'enseignement étant survenue après le départ des quarante-trois membres du groupe de Delmouzos, Glinos répondit à leur lettre publiée dans le journal *Eleftheron Vima* par une autre, adressée à l'éditeur, où il expliqua son propre point de vue.

Les membres restants avaient l'opinion que la lettre des quarante-trois membres de l'Association pour l'enseignement, publiée dans le journal de dimanche dernier, le 8 mai 1927, évoquait vaguement la nouvelle « orientation » de l'Association, sous un ton suspicieux, et fournissait le prétexte pour émettre des remarques, de sorte que se répande, encore une autre fois, le courant calomnieux connu de l'obscurantisme. L'Association priait l'éditeur du journal, qu'elle qualifiait de remarquable, de publier les propositions votées lors de la dernière assemblée. Glinos ajoutait qu'à partir de celles-ci, tous les intéressés de bonne conscience seraient en mesure de constater quelle était la vérité. Toutefois, le conseil d'administration de l'Association visait à une communication plus large, pour expliquer en détail son programme. L'Association restait un syllogue à but purement éducatif, comme il l'était toujours. Les propositions qui furent votées étaient en annexe, sur une deuxième feuille. Conformément à ces dernières, le but de l'Association pour l'enseignement restait le même, c'est-à-dire l'Association demandait à concourir au renouveau de l'éducation nationale. C'était une collectivité qui étudiait les problèmes éducatifs et les expliquait au peuple sous un prisme social. Elle exerçait donc une certaine politique éducative, qui apporterait la matérialisation de son but. L'Association pour l'enseignement reconnaissait, après ses dix-sept années d'expérience, que la classe bourgeoise (la partie proprement réactionnaire, ainsi que la partie dite libérale) soit combattait directement soit ne poursuivait pas avec sincérité la réforme éducative. L'Association pour l'enseignement croyait qu'une véritable réforme

[147] *Ibid*., N° 24.

éducative populaire qui servirait les besoins en culture de la plus grande partie du peuple, à savoir de ceux qui se trouvaient à ce moment-là défavorisés, ne pouvait s'appuyer que sur les masses populaires, ouvrières, paysannes et petite-bourgeoises. Seuls ces éléments pourraient engendrer une politique de réforme éducative. L'Association pour l'enseignement, jusqu'à ce jour, n'avait pas posé de question d'enseignement de la religion dans les écoles. Mais, à cause du fait que la réforme éducative, de manière continue et insistante, était entravée par des accusations d'anti-religiosité, d'athéisme et autres éléments similaires et que la façon dont se déroulait l'éducation religieuse n'apportait aucun résultat, l'Association pour l'enseignement estimait que l'enseignement religieux devait être supprimé dans les écoles ; l'éducation religieuse devait rester une pure affaire de l'Église et des individus. L'Association pour l'enseignement estimait par conséquent que l'enseignement religieux à l'école n'était pas indissociable de la notion d'éducation nationale. La question religieuse tombait dans le domaine de la liberté de la conscience. Concernant la question nationale, l'Association pour l'enseignement jugeait, en conséquence, que ne devait pas avoir lieu d'exploitation de la notion de patriotisme et d'éducation nationale par la culture du chauvinisme et par l'identification de la notion de nation avec les intérêts de la classe dominante. L'éducation nationale, selon le credo de l'Association, signifiait que l'éducation s'appuyait sur les éléments vivants, qui constituaient les caractéristiques connues du peuple, telles que celles-ci se formaient par l'influence de la civilisation universelle intemporelle[148].

[148] *Ibid*., N° 25-27.

Annexe II

Compte rendu de l'assemblée générale de l'Association pour l'enseignement, du 16 février jusqu'au 24 mars 1927, et textes de Dimitrios Glinos relatifs à la scission en mai 1927 (textes originaux en grec).*

1. Bilan des recettes et des dépenses du 1er janvier au 31 décembre de l'année 1926.

2. Budget de l'année 1927.

3. Rapport de la commission de contrôle, note d'Ioannis Doanidis.

3.1. Carte de visite d'Ioannis Doanidis.

3.2. Rapport de la commission de contrôle.

4. Liste des membres présents à la première séance de l'assemblée générale, le 16 février 1927.

5. Compte rendu de la séance du 16 février 1927.

6. Compte rendu de la séance du 23 février 1927.

7. Compte rendu de la séance du 24 février 1927.

8. Premier texte du premier discours de Dimitrios Glinos.

9. Résumé du premier discours d'Alexandros Delmouzos à la séance du 28 février 1927.

10. Liste des membres présents à la séance du 4 mars 1927.

11. Extrait du compte rendu des séances du 4 et du 10 mars 1927.

[12-16. Séance du 15 mars 1927.]

12. Discours de Dimitrios Damaskinos.

13. Deuxième discours d'Alexandros Delmouzos.

14. Résumé du discours d'Epameinondas Papamichaïl.

15. Résumé du discours d'Aristeidis Rouchotas.

16. Compte rendu de la séance du 15 mars 1927.

17. Note de Dimitrios Glinos en réponse au deuxième discours d'Alexandros Delmouzos.

18. Extrait du compte rendu de la séance du 21 mars 1927, avec des textes des discours de Dimitrios Glinos (troisième discours), d'Alexandros Svolos et de Theodoros Vliziotis.

[19-24. Séance du 24 mars 1927.]

19. Proposition d'Alexandros Delmouzos.

20. Déclaration explicative d'Alexandros Delmouzos sur sa proposition.

21. La proposition de Dimitrios Glinos.

22. Proposition d'Alexandros Svolos.

23. Déclaration de Theodoros Vliziotis.

24. Élection du conseil d'administration.

24.1. Liste des membres qui votèrent.

24.2. Liste du décompte des votes.

24.3. Liste du classement des candidats sur la base des croix de préférence.

24.4. Procès-verbal de l'élection du conseil d'administration de l'Association pour l'enseignement, le 24 mars 1927, notes du tri des votes.

25. Réponse de Dimitrios Glinos à la lettre des 43 membres qui se retirèrent de l'Association pour l'enseignement.

26. Proposition de Dimitrios Glinos.

27. Proposition de Dimitrios Glinos (brouillon, texte, notes).

* Source : Collection de documents d'Alexandros Dagkas, Dossier de documents « Assemblée générale 1927. Le compte rendu de l'assemblée générale, 16 février - 24 mars 1927 ».

[Χαρτονένιο κάλυμμα, στην εμπρόσθια όψη του οποίου αναγράφεται:]

Γενική Συνέλευση
1927

[Εντός του χαρτονένιου καλύμματος, δεύτερο χαρτονένιο κάλυμμα, στην εμπρόσθια όψη του οποίου αναγράφεται:]
ΕΚΠ. ΟΜΙΛΟΣ
ΠΡΑΧΤΙΚΑ
ΤΗΣ
ΓΕΝΙΚΗΣ ΣΥΝΕΛΕΥΣΗΣ
16 Φλεβάρη - 24 του Μάρτη
1927

[1. Οικονομικός απολογισμός για το έτος 1926.]

Ἐκπαιδευτικός Ὅμιλος

Ἀπολογισμός τῶν ἐσόδων καί τῶν ἐξόδων τοῦ Ἐκπαιδευτικοῦ Ὁμίλου ἀπό 1ης Ἰανουαρίου ἕως 31 Δ/βρίου τῆς χρονιᾶς 1926

Ἔσοδα								***Ἔξοδα***
		Ἀποθεματικό κεφάλαιο ἀπό 1ης Ἰανουαρίου 1926	1440,05	Γιά	Νοῖκι Γραφείου		16876,50
	Ἀπό	Συνδρομές στόν Ὅμιλο τοῦ 1926	2191	Γιά	Φωτισμό		444,10
	»	» στό δελτίο τοῦ 1926	985	Γιά	Γραμματόσημα		150
	»	δωρεές στόν Ὅμιλο τοῦ 1926	200	»	Γραφική ὕλη		119,30
	»	καθυστερούμενες συνδρομές στόν Ὅμιλο καί στό Δελτίο	4220	»	Δημοσίευση στόν «Ἐλεύθερο Τύπο»		150
	»	Ἀπό εἰσφορές στό νοῖκι τοῦ Ὁμίλου	9285	»	Τυπωτικά προσκλήσεων Γεν. Συνέλευσης		140
	»	Πώληση Δελτίων	425	»	Φόροι στήν «Οὖλεν»		1175,20
	»	ὑπενοικίαση τόν ἀνάλογο φόρο γιά τήν «Οὖλεν»	509,10	»	Ἔξοδα καθαριότητας		132,50
	»	ὑπενοικίαση ἐνοικίου	7402	»	Ἔκτακτα ἔξοδα		1536,20
	»	Τοκομερίδια Ὁμολογιῶν	102	»	Μισθό προσωπικοῦ		4650
	»	δάνειον κ. Δ. Γληνοῦ	1000	»	Ποσοστά εἰσπράχτορα		1680
							27053,80
					Ὑπόλοιπο Δηλαδή εἰς Ὁμολογίας	1200	1245,35
					εἰς μετρητά στό Ταμεῖο	45,35	
						1245,35	
			28299,15				28299,15

[2. Προϋπολογισμός έτους 1927.]

Προϋπολογισμός Ἐκπαιδευτικοῦ Ὁμίλου

Χρονιά 1927

Ἔσοδα						Ἔξοδα					
Ἀπό	Ἰσολογισμό χρονιᾶς 1926 Ὁμολογίες	1200				Σέ	Νοῖκι 1926			6410	–
»	Μετρητά	45,	35	1245,	35	»	» 1927			34020	–
»	ὀφειλή Ὑπενοικιαστῆ			4016	–	»	Δάνειο κ. Γληνοῦ			1000	–
»	τόκους ὁμολογιῶν 12 ἀναγκ. δανείων			73	–	»	Φωτισμό			575	–
»	Συνδρομές καθυστερούμενες παλιές κλπ.			750	–	»	Ταχυδρομικά			300	–
»	» χρονιᾶς 1926 (240 μέλη)			6000	–	»	Δημοσιεύματα σέ Ἐφημερίδες			250	–
»	» χρονιᾶς 1927 (300 μέλη)			7500	–	»	Τυπωτικά, πρόσκληση κλπ.			250	–
»	» Δελτίου 1926			5500	–	»	Μικρά ἔξοδα, γραφική ὕλη κλπ.			1750	–
»	» » 1927			6750	–	»	Μισθός προσωπικοῦ			4500	–
»	Εἰδοποιήσεις, ρεκλάμες κλπ. μέσα στό Δελτίο			4000	–	»	Ποσοστά γιά τήν εἴσπραξη συνδρομ.			2500	–
»	Πούλημα παλιῶν δελτίων			500	–	»	Τύπωμα Δελτίου Τόμ. ΙΒ΄			25000	–
	Νοῖκι ὑπενοικιαστῆ			12048	–		.				
	συμμετοχή » στό φόρο Οὖλεν			510,	65						
	Τό ὅλο δρ.			48893,	00		Τό ὅλο δρ.			76555	–
	Ἔλλειμμα			27662	–						
				76555	–					76555	–

[3. Ἔκθεση εξελεγκτικής επιτροπής με καρφιτσωμένο σημείωμα του Ιωάννη Δοανίδη, καθηγητή του Πολυτεχνείου Αθηνών.]

[3.1. Επισκεπτήρια κάρτα (carte-visite) Ιωάννη Δοανίδη.]

Ι. Π. ΔΟΑΝΙΔΗΣ
ΚΑΘΗΓΗΤΗΣ ΕΝ ΤΩ ΠΟΛΥΤΕΧΝΕΙΩ

ΤΗΛ. 21 - 80 ΑΛΕΞ. ΣΟΥΤΣΟΥ 1

[Χειρόγραφη σημείωση επί της επισκεπτήριας κάρτας:]
Δέν νομίζετε πώς μπορεῖ
νά ἀναλάβῃ καί κανένας
ἄλλος [μία λέξη δυσανάγνωστη] τά καθήκοντα
τοῦ ἐλεγκτοῦ;

[3.2. Ἔκθεση εξελεγκτικής επιτροπής.]

Ἔκθεση τῆς Ἐξελεγκτικῆς Ἐπιτροπῆς
τοῦ Ἐκπαιδευτικοῦ Ὁμίλου τῆς χρονιᾶς 1926

Ὁ ἀπολογισμός τῆς χρονιᾶς πού μᾶς πέρασε τοῦ 1926 γιά τόν Ὅμιλο εἶχε καθαρές εἰσπράξεις δραχμές 26859,10 μαζί μέ τό ὑπόλοιπο τοῦ 1925 ἀπό δραχμάς 1440,05 ἡ ὅλη χρηματική κίνηση τοῦ ταμείου εἶναι δραχμές 28299,15.

Οἱ πληρωμές: ἐνοίκιο, μισθοί καί ἄλλα διάφορα ἔξοδα εἶναι δραχμές 27053,80. Μένει δέ ὑπόλοιπο σέ μετρητά στό Ταμεῖο δραχμές 45,35 καί σέ ὁμολογίες δραχμές 1200.

Τά βιβλία τοῦ ταμείου καί τά δικαιολογητικά γιά τίς πληρωμές καί τίς εἰσπράξεις εἶναι σέ καλή ὅπως πάντοτε τάξη.

Ἀθήνα 12 Φλεβ. 1927

Ἡ ἐξελεγκτική Ἐπιτροπή

[Ὑπογραφές: Ι. Δοανίδης, Γ. Καμπίρης]

[4. Δελτίο παρουσίας των μελών κατά την Α΄ συνεδρίαση της συνέλευσης στις 16 Φεβρουαρίου 1927.]

Γ. Συνέλευση τῆς 16 Φλεβ. 1927
Βιβλίον Παρουσίας

[Υπογραφές:]
1 [Ιωάννης Μ. Συκώκης]
2 [Αντώνιος Αντωνάκος]
3 [Θεόδωρος Μαραγκουδάκης]
4 [Δημήτριος Λουκόπουλος]
5 [Φίλιππος Κ. Σιαμπανίδης]
6 [Χαράλαμπος (Μπάμπης) Β. Αλιβιζάτος]
7 [Ελένη Νεγρεπόντη-Κορύλλου]
8 [Σεραφείμ Χατζάκης]
9 [Μάριος Βάρβογλης]
10 [Θωμάς Ζέρβας]
11 [Μ. Καλυβόπουλος]
12 [Αλέξανδρος Πέτριτς]
13 [Αριστείδης Ρουχωτάς]
14 [Υπογραφή αταυτοποίητη]
15 [Επαμεινώνδας Παπαμιχαήλ]
16 [Αθανάσιος Λευκαδίτης]
17 [Λάμπρος Παραράς]
18 [Σπύρος Θεοδωρόπουλος]
19 [Αλέξανδρος Φωκάς]
20 [Βέρθα Σ. Λέκα]
21 [Υπογραφή αταυτοποίητη]
22 [Υπογραφή αταυτοποίητη]
23 [Ιωάννης Μηλιάδης]
24 [Υπογραφή αταυτοποίητη]
25 [Παντελής Παϊδούσης]
26 [Μιχαήλ Παπαμαύρος]
27 [Αλέξανδρος Π. Δελμούζος]
28 [Αύρα Θεοδωροπούλου]
29 [Σέμνη Παπασπυρίδη]
30 [Μαρία Εδελστάιν]
31 [Νικόλαος Μπέρτος]
32 [Χρήστος Καρούζος]
33 [Σπύρος Κομιώτης]
34 [Ειρήνη Κουντούρη]
35 [Β. Παπάς]

36 [Δημήτριος Αναγνωστόπουλος]
37 [Ρόζα Ιμβριώτη-Ιωάννου]
38 [Κ. Στυλιανός]
39 [Βασίλειος Λαχανάς]
40 [Ιωάννης Κατσούλης]
41 [Αλέξανδρος Σβώλος]
42 [Υπογραφή αταυτοποίητη]
43 [Υπογραφή αταυτοποίητη]
44 [Αρσινόη Ταμπακοπούλου]
45 [Δήμος Μπραέσας]
46 [Γεώργιος Γεωργακόπουλος]
47 [Στέλλα Σκλαβουνάκου]
48 [Υπογραφή αταυτοποίητη]
49 [Δημήτριος Π. Δαμασκηνός]

[Η αρίθμηση στον κατάλογο συνεχίζει χωρίς υπογραφές έως τον αύξοντα αριθμό 57]

[5. Το πρακτικό της συνεδρίασης στις 16 Φεβρουαρίου 1927 (φύλλα τετραδίου 1-7, γραμμένα στην εμπρόσθια μόνο πλευρά, με παρένθετες σελίδες 2 που περιέχουν ομιλία του Αλέξανδρου Δελμούζου σε ιδιόγραφο υπογραμμένο σημείωμα αυτού). Στο τέλος του πρακτικού έχουν υπογράψει οι Δημήτριος Ζαφειρακόπουλος, Δημήτριος Γληνός, Αλέξανδρος Δελμούζος καί Ν. Δ. Ζερβός.]

Γενική Συνέλευση
τοῦ Ἐκπαιδευτικοῦ Ὁμίλου
Συνεδρία τῆς 16 Φλεβ. 1927

Παρόντα μέλη 50.

Ἀρχίζει ἡ Συνεδρία· πρόεδρος ἐκλέγεται ὁ κ. Δ. Ζαφειρακόπουλος καί γραμματέα χρέη ἀναλαμβάνει ὁ κ. Δαμασκηνός. Πρακτικογράφος ὁρίζεται ὁ κ. Κ. Στυλιανός.

Ὁ κ. Πρόεδρος δίνει τό λόγο στόν κ. Γληνό, γιά νά λογοδοτήση γιά τήν ἐργασία τῆς Δ. Ἐπιτροπῆς τοῦ Ὁμίλου ἀπό τό 1924 ἕως τό 1927.

Ὁ κ. Δ. Γληνός λέγει ὅτι ἡ λογοδοσία τῆς Δ. Ἐπιτροπῆς γιά τήν περασμένη χρονιά εἶναι καί εὔκολη καί δύσκολη συνάμα. Εὔκολη, γιατί συνίσταται σέ μιά φράση. Ὁ Ἐκπαιδευτικός Ὅμιλος δέν ἔκαμε τήν περασμένη χρονιά τίποτε. Δύσκολη γιατί βέβαια μιά τέτοια φράση δέν μπορεῖ νά εἰπωθῆ μέ ἐλαφριά συνείδηση. Φρονεῖ ὅτι δέν ἔχει τόση σημασία ἴσως νά ἐρευνηθοῦν τά αἴτια αὐτῆς τῆς ἀδράνειας, ὅσο τό νά δοθῆ προσοχή ὥστε ἡ Νέα Διοικητική Ἐπιτροπή νά ἔχη ὁμοιογένεια, γιά νά μπορέση νά δουλέψη.

Ὁ ἴδιος παρακαλεῖ νά μήν τόν ἔχουν ὑπ' ὄψη τους τά μέλη τοῦ Ὁμίλου γιά τή Νέα Διοικητική Ἐπιτροπή, γιατί οἱ ἐκδοτικές του ἀσχολίες δέν τοῦ ἐπιτρέπουν νά καταγίνη, ὅσο θά ἔπρεπε, μέ τόν Ὅμιλο.

Οἱ κ. Γ. Μηλιάδης, Σπ. Κομιώτης καί Μπ. Ἀλιβιζᾶτος πρίν ἀρχίση ἡ συζήτηση γιά τή λογοδοσία τῆς Ἐπιτροπῆς ζητοῦν νά διαβαστοῦν τά πρακτικά τῆς προηγούμενης Γ. Συνέλευσης γιά νά ἐπικυρωθοῦν. Οἱ κ. Σβῶλος Ἀλ. καί Κ. Σωτηρίου λέγουν ὅτι τά πρακτικά δέν τά ἐπικυρώνει ἡ Γ. Συνέλευση, γιατί ἔπειτα ἀπό ἕνα χρόνο οὔτε μπορεῖ νά θυμᾶται ἀκριβῶς τί εἰπώθηκε, οὔτε ἀπό τά ἴδια μέλη ἀποτελεῖται, ἀλλά τά ἐπικυρώνει ἡ Δ. Ἐπιτροπή.

Ἐπειδή ὁ κ. Γ. Μηλιάδης ἐπιμένει στήν ἄποψή του ὁ κ. Πρόεδρος ζητεῖ τή γνώμη τῶν παρόντων καί μέ ἀνάταση τῶν χεριῶν ἡ πρόταση τοῦ κ. Μηλιάδη δέν ἔγινε δεκτή.

Ὁ Γραμματέας κ. Δ. Δαμασκηνός διαβάζει τόν ἀπολογισμό τῆς χρονιᾶς 1926, τή σχετική ἔκθεση τῆς Ἐξελεγκτικῆς Ἐπιτροπῆς καί τόν προϋπολογισμό τῆς χρονιᾶς 1927.

Ὁ κ. Κομιώτης λέγει ὅτι πρέπει νά λογοδοτήσῃ ἡ ἐπιτροπή πιό λεπτομερειακά γιατί δέν μπόρεσε νά ἐργαστῇ καλύτερα στήν περασμένη τριετία.

Ὁ κ. Ἀλιβιζᾶτος δέχεται τήν ἄποψη τοῦ κ. Κομιώτη· ὅπως ἔμαθε ἡ ἀδράνεια, ποὺ ἔδειξε ὁ Ὅμιλος ὀφείλεται σέ ἐσωτερική διαφωνία τῆς Δ. Ἐπιτροπῆς καί σέ διαφορετικές ἀντιλήψεις, πού φανερώθηκαν στίς συζητήσεις ἀναμεταξύ τους· πρέπει νά τίς γνωρίζωμε γιά νά μποροῦμε νά ψηφίσωμε καί ζητεῖ νά ἐξηγήσουν οἱ κ. Μηλιάδης καί Γληνός γιατί παραιτήθηκαν ἀπό μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς.

Ὁ κ. Γληνός λέγει ὅτι παραιτήθηκε ἀπό Γραμματέας, ὄχι καί ἀπό μέλος τῆς Ἐπιτροπῆς καί παραμένει ἀλληλέγγυος μαζί της. Ὅσο γιά τήν ἀδράνεια τῆς Ἐπιτροπῆς λέγει ὅτι ἀφοῦ τέλειωσε ἡ τριετία της καί τά μέλη πρόκειται νά προβοῦν σέ ἐκλογή, περισσότερη σημασία ἔχει ἡ προσοχή στήν ἐκλογή τῆς νέας Διοικητικῆς Ἐπιτροπῆς παρά ἡ ζήτηση εὐθυνῶν ἀπό τήν παλαιά. Ἡ σύσταση, πού ἔκαμε πρωτύτερα νά ἐκλέξουν ἐπιτροπή μέ ὁμοιογένεια, ἐξηγεῖ ἴσως ἀρκετά τό λόγο πού ἀδράνησε ἡ παλαιά διοικητική ἐπιτροπή.

Ὁ κ. Μηλιάδης λέγει ὅτι οἱ συζητήσεις στίς διαφορετικές αὐτές ἀρχές ἔγιναν καί μέσα στήν Ἐπιτροπή· αὐτός παραιτήθηκε γιατί ἡ Ἐπιτροπή δέν κατέληξε σέ ἕνα πόρισμα καί δέν προσκάλεσε Γεν. Συνέλευση νά τό ἀναγγείλῃ καί νά ζητήσῃ τή γνώμη της.

Ὁ κ. Σβῶλος λέγει ὅτι δέν προσκάλεσε Γεν. Συνέλευση ἡ Ἐπιτροπή γιατί ὅλο καί ἤλπιζε νά πετύχῃ κάποιο συντονισμό τῶν διαφορετικῶν γνωμῶν· ἔπειτα ἡ Διχτατορική ἐποχή ἐμπόδισε ἀρκετά καί διέκοψε κάθε δράση τοῦ Ὁμίλου. Καί ἡ οἰκονομική καχεξία πού ἀπασχολοῦσε διαρκῶς τήν Ἐπιτροπή γιά τό ζήτημα τοῦ ἐνοικίου, τῆς ἔδιδε ἀδιάκοπους περισπασμούς.

Ἡ δ-ίδα Εἰρ. Κουντούρη ζητεῖ νά μάθει ποιά ἀπό τά μέλη τῆς Δ. Ἐπιτροπῆς διαφώνησαν μέ τό πρόγραμμα τοῦ Ὁμίλου καί ποιά παρέμειναν στίς ἀρχές πού τέθηκαν στόν Ὅμιλο ἀπό τό 1914, γιά νά δώσουν στά μέλη τοῦ Ὁμίλου τήν ἐτυμηγορία τους ἀναλόγως.

Ὁ κ. Ἀλιβιζᾶτος φρονεῖ πώς ἀπόψε τίθεται ζήτημα ἀρχῶν ἰδεολογικῶν καί ὄχι προσώπων καί πρέπει νά γίνη λεπτομερειακή συζήτηση.

Ὁ κ. Σβῶλος λέγει ὅτι τέτοια συζήτηση ἄμα ἀρχίση εἶναι δύσκολο νά τελειώσῃ γρήγορα· ἄς ἐκλέξῃ ἡ Συνέλευση Δ. Ἐπιτροπή γιά νά λυθῇ τό οἰκονομικό πρόβλημα καί ἔπειτα θά εὑρεθῇ ὁ καιρός γιά λεπτομερειακή συζήτηση ἐπάνω στό πρόγραμμα.

Ὁ κ. Ἀλιβιζᾶτος προτείνει νά ἐκλεγῇ καί μία ἐπιτροπή ἀπ' αὐτούς πού ἔχουν τίς ἀντίθετες γνῶμες γιά νά καταρτίσῃ τό πρόγραμμα τοῦ Ὁμίλου.

Ὁ κ. Δελμοῦζος λέγει:

[Ἰδιόχειρο σημείωμα του Αλέξανδρου Δελμούζου:]

Ὁ κ. Δελμοῦζος ἀνασκοπώντας τήν ἐκπαιδ. δράση τοῦ Ὁμίλου λέει ὅτι αὐτή συγκεντρώνεται κυρίως στή δράση τῶν κ. Τριανταφυλλίδη, Γληνοῦ καί

Δελ[μούζου]. Ὅσο συνεργάζονταν καί οἱ τρεῖς παρουσίαζαν ἀρκετή ἐργασία· ἐπειδή ὅμως ἀποτραβήχτηκε ὁ κ. Τριανταφ. [Τριανταφυλλίδης], τώρα τελευταῖα φεύγει κατ' οὐσίαν καί ὁ κ. Γλ. [Γληνός] κι ἔτσι μένει στόν ὅμιλο αυτός, πού εἶναι ὁ λιγώτερο κατάλληλος γιά σωματειακή δράση. Γι' αὐτό τό λόγο καί γιά τό ὅτι ἀκόμα λείπει ἡ πληθωρική συστηματική καί ἐκπαιδευτ. ζωή στόν τόπο μας, ὁ κ. Δελ. λέει πώς δέν περιμένει πολλά πράματα ἀπό τόν Ὅμιλο. Ἡ ἀπαισιοδοξία του αὐτή γιά τήν ἀξιόλογη δράση μεγάλωσε μέ τίς διαφωνίες πού παρουσιάστηκαν στή διοικητική ἐπιτροπή. Ἀναφέρει τίς προσπάθειες τῆς ἐπιτροπῆς γιά νά κάμει ἕνα πρόγραμμα καί τίς διαφωνίες πού γεννήθηκαν. Οἱ διαφωνίες αὐτές συγκεντρώνονταν σέ τρία σημεῖα: α) στό θρησκευτικό, β) στό ἐθνικό καί γ) στό πολιτικό ἤ ταξικό. Ἡ ἐπιτροπή χωρίστηκε σέ δύο ὁμάδες αντίθετες καί ἡ προσπάθεια τοῦ κ. Γληνοῦ νά ἐξομαλύνη τίς ἀντιθέσεις ἀπότυχε. Μέσα σέ τέτοια κατάσταση ὁ κ. Δελ. καί ἄλλοι πρότειναν τή διάλυση τοῦ Ὁμίλου, μά ἡ πρόταση δέν ἔγινε δεκτή. Ἡ ἐπιτροπή ἀποφάσισε νά ἀπομακρύνει τόν ἕνα τουλάχιστο λόγο τῆς ἀδράνειας – πού ἦταν στό χέρι της– δηλ. τήν ἀνομοιογένεια τῆς παλιᾶς ἐπιτροπῆς. Ἔτσι ἔγινε ἕνα ψηφοδέλτιο μέ ἀνθρώπους πού συμφωνοῦσαν στήν ἀνασύνθεση τοῦ ὁμίλου, ἔχουν δηλ. τή γνώμη πώς ὁ ὅμιλος πρέπει ν' ἀκολουθήση σχετικά μέ τά τρία ἐπίμαχα σημεῖα τό δρόμο πού εἶχε ἀκολουθήσει ὡς τώρα. Οἱ δυό ἄλλοι ὅμως λόγοι πού ἀνάφερε παραπάνω μένουν οἱ ἴδιοι καί ὅτι οἱ ἐλπίδες γιά μελλοντική δράση εἶναι ἐλάχιστες. Τό πολύ πού μπορεῖ νά γίνη εἶναι λίγες διαλέξεις καί ἴσως νά βγεῖ καί τό δελτίο. Τελειώνοντας ὁ κ. Δελμ. λέει πώς τήν ἀπαισιοδοξία του αὐτή τήν ἔχει ὡς μέλος τοῦ Ὁμίλου μόνο, ἐνῶ ὅτι [ως] δημοτικιστής καί ἄτομο εἶναι αἰσιόδοξος καί πιστεύει στίς ἀξίες τοῦ δημοτικισμοῦ.

[Μονογραφή Δελμούζου].

Ὁ κ. Θεοδωρόπουλος ζητεῖ νά λήξη ἡ συζήτηση καί νά προβῆ ἡ Συνέλευση σέ ψηφοφορία ἀπάνω στήν ἑξῆς πρόταση. Ὁ Ὅμιλος θά μείνη στό παλιό πρόγραμμα τοῦ 1914 καί θά εἶναι ἐκπαιδευτικό σωματεῖο ἤ θά ἀλλάξῃ πρόγραμμα καί σκοπό;

Ὁ κ. Μηλιάδης ζητεῖ νά τεθῇ σέ ψηφοφορία ἡ πρόταση «ν' ἀναβληθῆ ἡ συνεδρία γιά ἄλλη βραδυά».

Ὁ κ. Πρόεδρος θέτει τήν πρόταση σέ ψηφοφορία καί ἡ πρόταση τοῦ κ. Μηλιάδη δέν ἔγινε δεκτή (24 κατά, ὑπέρ 18).

Ὁ κ. Μηλιάδης λαβαίνει τό λόγο. Ἀναφέρεται στήν ὁμιλία τοῦ κ. Δελμούζου καί κακίζει τά ὅσα εἶπε ἐκεῖνος ὅτι ἡ δράση τοῦ Ὁμίλου προσωποποιήθηκε στή δράση τῶν κ. Γληνοῦ, Δελμούζου καί Τριανταφυλλίδη. Ἡ ὁμαδική δράση τοῦ Ὁμίλου, πού εἶχε καί ἐξωτερική ἐντυπωτική ἐμφάνιση ἦταν σπουδαία καί χωρίς αὐτή δέν θά εἶχε τό ἀποτέλεσμα πού εἶχε ἡ δράση τῶν τριῶν ἐκείνων παιδαγωγικῶν. Καταφέρεται δέ καί κατά τῆς παλαιᾶς ἰδέας νά διαλυθῇ ὁ Ὅμιλος. Βρίσκει ὅτι τά τρία ζητήματα πού παρουσίασε ὁ κ. Δελμοῦζος εἶναι

ἐπιφανειακά, ὅτι τήν πρόταση νά πολιτευθῇ ὁ ὅμιλος τήν ἔκανε ἕνα μονάχα μέλος τῆς Ἐπιτροπῆς, ὅτι τό θρησκευτικό ζήτημα δέν θεωρήθηκε ὡς βασικό, καί ὅτι ὁ ἴδιος εἶχε τή γνώμη ὅτι ἕνα νεωτεριστικό σχολεῖο μπορεῖ νά προοδεύει καί χωρίς τή διδασκαλία τῶν θρησκευτικῶν καί λέγει ὅτι ζήτημα ἐθνικό δέν δημιουργήθηκε. Ἡ διαφωνία βγῆκε ἀπό τήν ἀντίληψη, ὅτι ἕνας ἰδεαλιστής ἀλλιῶς βλέπει τά πράγματα καί ἀλλιῶς ἕνας ρεαλιστής καί ἡ διαφωνία αὐτή φάνηκε στήν σύνταξη τοῦ προγράμματος τοῦ Ὁμίλου.

Ὁ κ. Δελμοῦζος λέγει ὅτι γιά τό ἐθνικό ζήτημα καί τή δράση τοῦ Ὁμίλου φάνηκαν διαφωνίες ἀρκετές καί ὅτι ὁ ἴδιος ἔχει τήν ἰδέα πώς ὁ Ὅμιλος πρέπει νά ἀντιμετωπίζῃ ὅλες τίς τάξεις σάν ἕνα σύνολο καί ὄχι νά ζητᾷ νά βασίζεται σέ μιά τάξη μονάχα.

Ἡ συνεδρία διαλύεται γιά νά ξαναγίνῃ νέα τήν ἄλλη Τετάρτη [23 Φεβρουαρίου 1927].

[Ὑπογραφές: Α. Π. Δελμούζος, Δ. Ζαφειρακόπουλος, Δ. Γληνός, Ν. Δ. Ζερβός]

[6. Πρακτικά της συνεδρίασης στις 23 Φεβρουαρίου 1927 (φύλλα 8 μεγάλου σχήματος πολυγράφου). Τα φύλλα 1-4, σε χαρτί χρώματος μπλε, γραμμένα στην εμπρόσθια μόνο σελίδα τους από το γραμματέα της συνέλευσης, περιέχουν τις αγορεύσεις των Ιωάννη Μηλιάδη, Μιχαήλ Παπαμαύρου, Χαράλαμπου Αλιβιζάτου. Τα υπόλοιπα φύλλα (σελίδες 5-11), γραμμένα στις δύο όψεις του κάθε φύλλου, είναι ιδιόγραφα από το Δημήτριο Γληνό και περιέχουν το κείμενο της Α΄ ομιλίας αυτού.]

Φλεβάρη 23 ὥρα 6 καί 20΄.

Ἀρχίζει ἡ συνεδρίαση.

Ἀνακοινώνονται διάφορες ἀντιπροσωπεῖες τῶν ἐπαρχιῶν.

Γἵνεται ἔνσταση γιά νά μήν ἐπηρεάσουν τά νέα μέλη τοῦ ὁμίλου πού γραφτήκανε ὕστερα ἀπό τήν ἔναρξη τῆς πρώτης συνεδρίασης γιά τή λογοδοσία τῆς Δ. Ἐπιτροπῆς.

Ὁ κ. Γραμματέας τοῦ Ὁμίλου λέγει πώς νέα μέλη πολύ λίγα γραφτήκανε, μά πληρώσανε καθυστερούμενες συνδρομές παληά μέλη. Προτείνει νά μή ψηφίσουνε ὅσα μέλη γραφτήκανε γιά πρώτη φορά ὕστερα ἀπό τίς 25 τοῦ Γενάρη, ἡ πρόταση γίνεται δεκτή.

Ὁ κ. Πρόεδρος ῥωτάει τή συνέλευση ἄν δέχεται νά ψηφίσουν τά νέα μέλη, ὅσα γράφτηκαν μετά τίς 25 τοῦ Γενάρη. Ἡ συνέλευση ἀπόρριψε τήν πρόταση.

Ὁ κ. Πρόεδρος δίνει τό λόγο στόν κ. Μηλιάδη. Στήν ἀρχή τῆς ὁμιλίας του ο κ. Μηλιάδης κακίζει τόν κ. Δελμοῦζο γιατί στήν προηγούμενη συνεδρίαση εἶπε πώς ἀπό τά τρία πρόσωπα στά ὁποῖα εἶχε περιορισθεῖ ἡ δράση τοῦ Ὁμίλου στό τέλος ἔμεινε μόνον αὐτός. Ἄνθρωπος πού πραγματικά ἐργάστηκε σάν τόν κ. Δελμοῦζο δέν ἔπρεπε νά πῇ τέτοια λόγια. Ἡ κρίση πού περνάει ὁ Ὅμιλος σήμερα ἄρχισε ἀπό τή Δ. Ἐπιτροπή. Ἡ τακτική τοῦ κ. Δελμούζου ἦτο νά κρατάῃ τόν Ὅμιλο μακρυά ἀπό κάθε δράση· μά δέν ἔπρεπε νά γίνῃ ἔτσι· γιατί πολλοί μέ ἀγωνία περίμεναν νά δοῦν τίς κατευθυντήριες γραμμές τοῦ Ὁμίλου. Ἐνθυμίζει τό Ἐθνικό Συνέδριο πού ἐνῶ ἄλλοι δημοτικιστές κινήθηκαν ὁ Ὅμιλος δέν βγῆκε νά ἀντικρούση τίς θεωρίες, πού ἀκούστηκαν ἐκεῖ μέσα καί τοῦτο γιατί ὁ κ. Δελμοῦζος δέν ἄφινε [sic] τόν Ὅμιλο νά ἐκδηλωθῆ. Σέ ἀπουσία τοῦ κ. Δελμούζου ἀπό τή Δ. Ἐπιτροπή πάρθηκε μέ πλειοψηφία μία ἀπόφαση σχετικά μέ τό Συνέδριο, στήν ἄλλη συνεδρίαση ὁ κ. Δελμοῦζος ἐματαίωσε αὐτή τήν ἀπόφαση. (Ὁ κ. Δελμ. παρεμβαίνοντας λέγει «γιατί τό Συνέδριο εἶχε γελοιοποιηθῆ»). Εἶχε ἀποφασιστεῖ τότε κατά πρόταση τοῦ κ. Σβώλου νά φτάσουμε νά ζητήσουμε τήν περιωρισμένη συνεργασία καί αὐτῶν ἀκόμα τῶν κομμουνιστῶν καί τοῦτο τό λέγω γιατί συνήθως ἐμᾶς λέγουν ἀριστερούς. Ὁ κ. Δελμοῦζος ἐπειδή εἶπε ὅτι ἐκινδύνευε τό Μαράσλειο δέν ἤθελε νά γίνουν διαβήματα καί δέν γινήκανε· ὅταν ἀργότερα χτυπήθηκε τό Μαράσλειο δέν ἤθελε πάλι νά γίνει τίποτε γιά νά μή βλαφτεῖ περισσότερο. Ὅταν ὁ κ. Χρυσάφης ἤθελε νά κάνει τή ΔΕΦΑ πάλι ὁ

Ὅμιλος δέν κινήθηκε. Ὁ κ. Δελμοῦζος δέν ἤθελε νά κινεῖται ποτέ ὁ Ὅμιλος. Ὅλοι ἀγαπούσαμε τό Μαράσλειο μά δέν νομίζαμε πώς πρέπει νά περιοριστῆ ὁ Ὅμιλος μόνο σ' αὐτό! Οἱ ἄκροι συντηρητικοί ἀλλάζουν τόν χαρακτῆρα τοῦ Ὁμίλου. Ἐμεῖς οἱ ἄλλοι αἰσθανόμαστε πώς εἴμαστε ὑποχρεωμένοι νά ὑποστηρίξουμε τόν Ὅμιλο. Κατηγορηθήκαμε [ως] πολιτευόμενοι. Μεγάλο γεγονός συντελέστηκε μέ τήν πολιτειακή μεταβολή. Δέν μποροῦμε νά στεκώμαστε ἔξω ἀπό τήν πραγματικότητα. Ἔπρεπε νά ὑποστηρίξουμε τή Λαϊκή Δημοκρατία καί τήν ἐκπαιδευτική της πολιτική. Γι' αὐτό κατηγορηθήκαμε πώς θέλουμε νά πολιτικολογήσουμε. Μά ἔπρεπε νά προσανατολισθοῦμε στήν πραγματικότητα καί πρός αὐτή πρέπει νά κάμῃ ὁ Ὅμιλος τή στροφή του καί ὄχι νά περιοριστῆ μόνο στό γλωσσικό μέρος. Πρέπει νά προσανατολιστοῦμε στήν πολιτική γιά νά πετύχουμε τά αἰτήματά μας. Θά κάμουμε μιά ἐπιλογή μέσα στά πολιτικά κόμματα γιά νά ἔχουμε ποῦ νά κατευθυνθοῦμε γιά νά πιτύχουμε [sic] τά αἰτήματά μας. Τό σχολεῖο μας ἔπρεπε νά στηρίζεται στίς λαϊκές τάξεις καί μιά Κυβέρνηση ἀπό 'κεῖ προερχομένη θά μποροῦσε νά μᾶς ἱκανοποιήσει τά αἰτήματά μας. Τά ὅρια τά ἐθέταμε πρός τά δεξιά ἐνῶ πρός τά ἀριστερά ἔπρεπε φυσικά νά στρεφόμαστε. Τό πρόγραμμα τοῦ 1914 πρέπει νά ἀλλάξει. Γίνηκαν σχετικές μελέτες· οἱ μελέτες αὐτές ἀποφασίστηκε νά παρουσιασθοῦν σέ ἕνα πρόγραμμα. Παρουσιάστηκε τό ζήτημα στή Διοικητική Ἐπιτροπή· ὑπῆρξαν διαφωνίες καί γίνηκαν δύο διάφορα προγράμματα. (Διαβάζει μερικά ἀποσπάσματα ἀπό τό πρόγραμμά του ὁ κ. Μηλιάδης). Ἀντίθετα παρουσίασε ἕνα πρόγραμμα ὁ κ. Δελμοῦζος. Ἡ ἀντιγνωμία παρουσιάστηκε ἐξ αἰτίας τοῦ κ. Δελμούζου.

Ἐπεμβαίνει ὁ κ. Γληνός γιά νά συμβιβάση τά πράγματα. Ὁ κ. Δελμοῦζος ζήτησε νά τονισθοῦν μέσα στό πρόγραμμα μερικά πράγματα, ὅπως τά θρησκευτικά καί ἡ Ἐθνική ἀγωγή. Ὁ κ. Γληνός δέν δέχεται τοῦτο. Ἡ διαφωνία κεῖται μεταξύ Δελμούζου - Γληνοῦ. Ὁ ἕνας συντηρητικός ὁ ἄλλος προοδευτικός. Ὁ κ. Δελμοῦζος θέλει νά πάρει τόν Ὅμιλο στά χέρια του, μά θά τόν πάρῃ γιά νά τόν κλείσει σύμφωνα μέ ὅσα μᾶς εἶπε στήν προηγουμένη του ὁμιλία. Ὁ κ. Δελμοῦζος ἴσως ζητήση καί τήν διάλυση τοῦ Ὁμίλου. Ἀλλά ὁ Ὅμιλος δέν μπορεῖ νά διαλυθῆ.

Ὁ κ. Παπαμαῦρος λέγει ὅτι τό σχολεῖο δέν μπορεῖ νά παραβλέψει τήν πραγματικότητα. Δέν μπορεῖ νά πεῖ κανείς πώς ὁ μαθητής δέν πρέπει νά ξέρει τήν πραγματικότητα ἀλλά καί δέν μπορεῖ νά στηριχτῆ τό σχολειό ἐπάνω σέ νέα πράγματα ἀδοκίμαστα.

Ὁ κ. Ἀλιβιζᾶτος λέγει ὅτι ἐζήτησε τόν λόγο ἀπό καθῆκον πρός τόν ἑαυτόν του καί τήν ἰδεολογία. Ἐκτιμᾶ καί σέβεται τόν κ. Δελμοῦζο γιά τούς ἀγῶνες του, ἀλλά ὁ κ. Δελμοῦζος πιστεύει στήν προσωπικότητα καί ὄχι στήν ὁμαδική δράση. Πιό πολύ ὅμως πρέπει νά προσέξει κανείς σέ κατηγορίες πού λέχθηκαν ἐναντίον προσώπων πού ἐργαστήκανε στό παρελθόν. Ὁ κ. Δελμοῦζος λέγει ὅτι θά σώσει τόν Ὅμιλο ἀπό τούς κομμουνιστές. Τί θά πεῖ αὐτό; Ποιοί εἶναι οἱ κομμουνιστές; Ἕνας ἐπιστήμων δέν μπορεῖ νά λέει τέτοια ἀόριστα πράμματα. Μᾶς λένε πώς δέν ὑπάρχει διαφορά μεταξύ σοσιαλισμοῦ καί κομμουνισμοῦ. Ταὐτότητα μεταξύ τῶν δύο ἰδεολογιῶν δέν ὑπάρχει. Εἶναι ἀνάγκη νά μεταβληθῆ τό πρόγραμμα τοῦ

1914 γιά νά μπορέσουμε νά προχωρήσουμε. Πολλοί δέν τό θέλουν. Πρέπει ὅμως νά γίνει γιατί γενήκανε τεράστιες μεταβολές ὕστερα ἀπό τόν Εὐρωπαϊκό πόλεμο. Ὁ κ. Δελμοῦζος θέλει τόν Ὅμιλο καθαρά ἐκπαιδευτικό σωματεῖο μακρυά ἀπό κάθε πολιτική δράση. Δέν μπορεῖ ὅμως νά ἐπικρατήσει μιά ἰδεολογία ἄν δέν στηρίζεται σέ ὡρισμένη πολιτική. Τό σημερινό σχολειό εἶναι ὄργανο τῆς ἀστικῆς τάξης. Κάθε ἰδεολογία γιά νά ἐπιβληθεῖ χρειάζεται δύναμη. Ἡ ἐκπαιδευτική μεταρρύθμιση θά ἐφαρμοστεῖ μαζύ μέ ὅλα τά ἄλλα προοδευτικά αἰτήματα. Μόνο μέ τήν ἐπικράτηση τῶν στοιχείων πού ἔχουν συμφέρο νά τήν ἐπιβάλουν, θά ἐπικρατήσει ἡ μεταρρύθμιση. Καί αὐτά εἶναι οἱ λαϊκές μάζες. Ὁ κ. Δελμοῦζος θέλει τήν ἐκπαίδευση Ἐθνική καί δέν μπορεῖ παρά νά εἶναι τέτοια γιατί θά στηριχτεῖ στά στοιχεῖα τοῦ τόπου. Ἀλλά ἔχουμε καί μερικά στοιχεῖα πού δέν εἶναι ἐθνικά καί μέ αὐτήν τήν ἔννοια μᾶλλον πρέπει νά τά προσέξουμε. Ὅσο γιά τά θρησκευτικά ἡ ἀγωγή πρέπει νά ~~στηρίζεται στήν~~ μήν παραβλέπουμε καί ἐδῶ τήν πραγματικότητα. Τό ζήτημα τῶν θρησκευτικῶν δέν εἶναι ζήτημα κομμουνιστικό, γεννήθηκε μέσα στήν ἀστική κοινωνία. Ἀπαιτοῦμε νά ἀντικρισθοῦν οἱ ἀνάγκες οἱ μελλοντικές καί αὐτές πρέπει νά περιληφθοῦν στό πρόγραμμα γιά νά εἶναι κανονιστικές γιά τό μέλλον. Αὐτή εἶναι ἡ διαφορά μας μέ τόν κ. Δελμοῦζο. Ὑπάρχουν βέβαια στή μερίδα μας, εἶναι μερικοί, πού ἀνήκουν στό πολύ ἀριστερό στρατόπεδο μά αὐτό δέν πρέπει νά φοβίζει κανένα.

Ὕστερα δίδεται ὁ λόγος στόν κ. Γληνό:

[Ἰδιόγραφο Δημήτριου Γληνού:]

Ὁ κ. Γληνός στήν ἀρχή δικαιολογεῖ τήν ἀπόφασή του νά μιλήση. Στήν περασμένη συνέλευση εἶχε ἔρθει μέ τήν ἀπόφαση νά ἀποχωρήση ἀπό τή διοίκηση τοῦ Ὁμίλου καί παρακάλεσε νά μήν τόν ἔχουν ὑπ' ὄψη τους τά μέλη στήν ἐκλογή τῆς νέας Διοικητικῆς Ἐπιτροπῆς. Πολλοί λόγοι συντελοῦσαν στήν ἀπόφασή του αὐτή. Πρῶτα πρῶτα ὁ ἀγώνας τοῦ Ἐκπαιδευτικοῦ Δημοτικισμοῦ καί μέ τούς σκοπούς, πού ἔγιναν ἴσα μέ σήμερα μέσα στό κράτος, δέν τελείωσε. Ἀπεναντίας ἔχει νά ὑπερνικήση ἀκόμα τεράστια ἐμπόδια. Καί μιά διάσπαση τοῦ Ὁμίλου, θά μποροῦσε νά ἔχη δυσάρεστα ἀποτελέσματα. Ἔπειτα τώρα μόλις ἄρχισε ἕνα μεγάλο μέρος τοῦ ἐκπαιδευτικοῦ κόσμου νά προσανατολίζεται κάπως σταθερά πρός τήν ἐκπαιδευτική μεταρρύθμιση. Καί σ' αὐτούς τούς δασκάλους θά φέρη σύγχυση καί ψυχικό συγκλονισμό ἤ δισταγμούς μεγάλους ἡ διάσπαση τοῦ Ὁμίλου. Καί ἀκόμη εἶναι βέβαιο ὅτι οἱ ἐχθροί τοῦ δημοτικισμοῦ περιμένουν μέ ἀσυγκράτητη χαρά μιά τέτια [sic] εὐκαιρία. Ἀλλά καί ἐχτός ἀπό ὅλα αὐτά ἡ μοιραία σύγκρουση πρός ἕνα συνεργάτη καί φίλο, ὅπως ὁ κ. Δελμοῦζος, τόν ἔκαμε νά διστάζη καί νά φρονῆ, ὅτι τά διαφορετικά ῥεύματα τῶν ἰδεῶν, πού φανερώθηκαν μέσα στόν Ὅμιλο καλύτερο θά ἦταν νά ἐκδηλωθοῦν μέ ἄλλο τρόπο, παρά μέ μιά ἀπότομη διάσπαση μέσα στόν Ὅμιλο. Γι' αὐτό ἔκαμε τή σύσταση στά μέλη τοῦ Ὁμίλου νά ἐκλέξουν νέα Διοικητική Ἐπιτροπή μέ ἰδεολογική ὁμοιογένεια. Ἡ προχτεσινή ὅμως ὁμιλία τοῦ κ. Δελμούζου, τόν ἀνάγκασε νά ἀλλάξει ἀπόφαση. Ὁ κ. Δελμοῦζος ἔφερε ἀπότομα καί ἀπροσδόκητα στή Συνέλευση ὅλες τίς ἀντιθέσεις, πού εἶχαν φανερωθεῖ στή

Διοικητική Ἐπιτροπή. Καί δήλωσε ἀκόμη, ὅτι ἔρχεται νά κηδέψη τόν Ὅμιλο. Δέν εἶναι λοιπόν δυνατό νά ἐκθέτουν ἄλλοι τίς ἀντιλήψεις τοῦ κ. Γληνοῦ γιά τά διάφορα προβλήματα, καί ἐκεῖνος παρών νά σιωπᾶ, οὔτε εἶναι δυνατό νά ἀφεθεῖ ὁ ὅμιλος γιά νά νεκρωθεῖ, γιά νά μήν εἶναι ἐμπόδιο σέ ἄλλη οἱαδήποτε δράση μελῶν του ἔξω ἀπό τόν Ὅμιλο. Τά κακά ἀποτελέσματα τῆς διάσπασης θά εἶναι περαστικά, ἐνῶ ἀλλιῶς κλείνεται ὁ δρόμος στήν Ἐκπαιδευτική Μεταρρύθμιση.

Δέν πρόκειται γιά προσωπική ἀντίθεση μέ τόν κ. Δελμοῦζο. Ἐργαστήκαμε μαζί δεκαπέντε χρόνια ὑποτάζοντας πάντα τό ἐγώ μας στήν ἰδέα, πού μᾶς κυβερνοῦσε. Οἱ ἀντιθέσεις, πού μᾶς χωρίζουν σήμερα, εἶναι ἐπίσης ὑπεράνω ἀπό τά ἄτομά μας. Πηγάζουν ἀπό τά πράγματα. Ἡ στιγμή εἶναι ἱστορική. Ὄχι γιατί ἔρχονται ἀντιμέτωποι ὁ κ. Δελμ. καί ὁ κ. Γληνός ἀλλά γιατί ἔρχονται ἀντιμέτωποι μέσα στόν Ὅμιλο δύο ἰδεολογικοί κόσμοι. Διαφωνεῖ ὁ κ. Γληνός μέ ὅσα εἶπε ὁ κ. Δελμ. γιά τό ἔργο τοῦ Ὁμίλου καί τή δράση τῶν προσώπων. Ὁ ὅμιλος εἶναι σωματεῖο. Ἡ σωματειακή δράση δέν κρίνεται ἀπό τίς ἐνέργειες ἀτόμων, ἐνέργειες μάλιστα πού δέν ἔγιναν μέσα στόν ὅμιλο. Σ' ἕνα σωματεῖο δρᾶ κανείς καί μόνο πληρώνοντας τή συνδρομή του καί μόνο δίνοντας τόνομα του καί λέγοντας τό «παρών» κάτω ἀπό μιά ὡρισμένη σημαία. Διαβάζοντας τά ὀνόματα τῶν ἱδρυτῶν τοῦ ὁμίλου τονίζει, ὅτι μέσα σ' αὐτούς ἕνας ἤ δύο μόνο ἦταν παιδαγωγοί. Οἱ ἄλλοι ὅμως, πολιτικοί, δημοσιογράφοι, λόγιοι, ἤ ἁπλᾶ μέλη τῆς κοινωνίας μόνο μέ τήν παρουσία καί τήν ὑπογραφή τους κάτω ἀπό τό κήρυγμα τοῦ ἐκπαιδευτικοῦ Δημοτικισμοῦ, δημιουργήσαν ἕνα σημαντικώτατο γεγονός γιά τήν ἑλληνική κοινωνία. Αὐτοί συνωδεύσανε μέ μιάν ἀτμόσφαιρα ἠθικῆς τόνωσης τόν ἴδιο τόν κ. Δελμοῦζο στή δίκη τοῦ Ναυπλίου καί δέν ἐπιτρέπεται σήμερα νά κηρύττει κανείς ὅτι τρεῖς μόνο ἄνθρωποι ἐργαστήκανε στόν ὅμιλο. Ὑπῆρξαν καί τόσοι ἄλλοι, πού δέν πρέπει νά παραγνωρίζεται ἡ συμβολή τους. Ὁ κ. Γληνός τοὐλάχιστο δέ νομίζει, ὅτι πρόσφερε τίποτε τό ἐξαιρετικό μέσα στόν ὅμιλο.

Δεύτερο θεωρεῖ ὁ κ. Γληνός βασικώτατο σφάλμα, νά συγχέεται ὁ ἐκπαιδευτικός ὅμιλος μέ τή δράση οἱωνδήποτε μελῶν του μέσα στό Κράτος καί ἀλλοῦ. Ἡ σύγχυση αὐτή ὑπάρχοντας συνειδητά ἤ ὑποσυνείδητα σέ πολλούς, ἐξηγεῖ πάρα πολλά σημεῖα τῆς διαγωγῆς τους. Ὁ ὅμιλος δέν εἶναι ἐξάρτημα τοῦ Κράτους, εἶναι σωματεῖο ἐλεύθερο, ἦταν ἀπό τήν ἀρχή του καί πρέπει νά εἶναι πάντα σωματεῖο πνευματικῆς πρωτοπορείας, σωματεῖο διαφωτιστικό τῆς κοινωνίας καί τοῦ ἴδιου τοῦ Κράτους ἅμα συντρέχουν ὡρισμένοι ὅροι.

Ἐξετάζει ἔπειτα ὁ κ. Γληνός τό ἱστορικό τῆς τωρινῆς διαφωνίας. Ἀπό τό 1920, ὅταν οἱ κ. Δελμ. Τριαντ. καί Γληνός παραιτήθηκαν ἀπό τό Κράτος καί ὁ κ. Δελμοῦζος [και] ὁ κ. Τριανταφυλλίδης ἔφυγαν γιά τή Γερμανία καί ἔμεινε ἐδῶ ὁ κ. Γλ. οἱ ἐργασίες τοῦ Ὁμίλου πῆραν μιά νέα ζωή. Ἐκτός ἀπό τό Δελτίο καί κάποια ἄλλα δημοσιεύματα, ἔγιναν στόν Ὅμιλο ταχτικά κάθε βδομάδα συγκεντρώσεις ἐπί πέντε χρόνια. Οἱ συγκεντρώσεις αὐτές μέ διαλέξεις καί συζητήσεις, εἶχαν μεγάλη σημασία. Ὄχι μόνο κρατοῦσαν ζωντανό τό πρόβλημα τῆς ἐκπ. Μεταρρύθμισης μέσα στήν κοινωνία καί τούς δασκάλους, ἀλλά καί ἔδιναν ἀφορμή νά γίνονται διερευνήσεις καί συζητήσεις, πού κρατοῦσαν τόν

ὅμιλο σέ ἄμεση ἐπαφή μέ τήν ἐξέλιξη τῆς ἑλληνικῆς ζωῆς. Ἔτσι ὁ ὅμιλος ἦταν πάντα ἕνα κέντρο πνευματικῶν ζυμώσεων, πού δέν εἶχε τό ἀνάλογο του στόν τόπο μας. Στά 1923 γύρισε ὁ κ. Δελμ. ἀπό τή Γερμανία, ὅπου εἶχε καταγίνει σέ μελέτες φιλοσοφικοπαιδαγωγικές. Στή ζωή αὐτή τοῦ Ὁμίλου δέν πῆρε ἐνεργό μέρος. Ἐλάχιστες φορές παραβρέθηκε. Ἔκαμε τότε μιά ὁμιλία γιά τά σύγχρονα παιδαγωγικά ρεύματα στή Γερμανία. Ἡ ὁμιλία του αὐτή ἦταν ἀποκαλυφτική γιά τόν κ. Γληνό. Εἶδε, κάπως θολά στήν ἀρχή, ὅτι τόν χωρίζουν ἀπό τόν κ. Δελμοῦζο βασικώτατες διαφορές, πού μποροῦν νά ἐξελιχτοῦν μέ τόν καιρό σέ μιά πλέρια ἀντίθεση. Μά τό κοινό ἔργο μέσα στό Κράτος ἦταν τόσο σημαντικό καί τούς καλοῦσε καί τούς δυό νά δουλέψουν. Στά 1923 ὁ κ. Δελμ. παίρνει τό Μαράσλειο Διδασκαλεῖο, ὁ κ. Γλ. στά 1924 τήν Παιδαγωγική Ἀκαδημία. Τά δυό ἱδρύματα ἐργάζονταν παράλληλα. Τό δεύτερο ἦταν πρό πάντων ἐπιστημονικό. Ὁ κ. Γλ. εἶχε θέσει γιά βασική ἀρχή τοῦ ἱδρύματος τήν ἐλεύθερη ἐπιστημονική ἔρευνα. Ὁ ἴδιος δίδασκε φιλοσοφία καί κοινωνιολογία σύμφωνα μέ τίς ἀρχές του. Ἀλλά κάποιες ἀνησυχίες φαίνεται νά γεννήθηκαν στόν κ. Δελμ. γιά τό δρόμο τῆς Ἀκαδημίας. Καί τότε ζήτησε καί κεῖνος νά διδάξη. Ἔκαμε μερικές διαλέξεις καί στήν τελευταία ἀπό αὐτές, πού ἐπρόκειτο νά δώσει τίς γενικές ἀρχές τοῦ συστήματός του ὁ κ. Δελμ. κάλεσε καί τόν κ. Γληνό. Καί τότε γιά δεύτερη φορά πιστοποίησε ὁ κ. Γλ., ὅτι οἱ θεωρητικές βάσεις τοῦ κ. Δελμ. εἶναι πολύ διαφορετικές ἀπό τίς δικές του. Καί τό εἶπε στόν κ. Δελμ. μά δέν ἔγινε λεπτομερέστερη συζήτηση.

Τόν ἴδιο καιρό δηλ. τό τέλος τοῦ 1924 καί τίς ἀρχές τοῦ 1925 ἄρχισαν στίς βδομαδιάτικες συγκεντρώσεις τοῦ ὁμίλου νά συζητιοῦνται ζητήματα προγραμματικά. Κάποιοι ζητούσαν τότε ν' ἀναθεωρηθῆ τό πρόγραμμα τοῦ 1914. Ἄλλοι ζητοῦσαν νά στραφῆ ὁλοκληρωτικά ὁ ὅμιλος σέ δράση πολιτικοκοινωνική. Κάποιοι κομμουνιστές δήλωσαν, ὅτι μέσα στό ἀστικό καθεστώς καμιά ἐκπαιδευτική μεταρρύθμιση δέν εἶναι δυνατή. Ὁ κ. Δελμοῦζος δέν παρακολουθοῦσε τίς συζητήσεις αὐτές. Ὁ κ. Γληνός ἔκαμε τότε πέντε ὁμιλίες μέ θέμα «Ἑλληνική Κοινωνία καί Ἑλληνική Παιδεία». Δέχτηκε πώς οἱ ἀντικειμενικοί ὅροι ἄλλαξαν ἀπό τά 1914, ὅτι εἶναι ἀνάγκη νά ἀναθεωρηθῆ τό πρόγραμμα τοῦ ὁμίλου, νά πάρει οὐσιαστικώτερο καί πιό συγχρονισμένο περιεχόμενο. Ἀντίκρουσε ὅμως τήν ἄποψη τῶν κομμουνιστῶν, τονίζοντας πρό πάντων, ὅτι θεωρεῖ ἄσκοπη καί ἄγονη τήν ἀρνητική ταχτική τοῦ ἐπαναστατικοῦ κομμουνισμοῦ, γιατί δέν βλέπει ἀκόμα ὥριμους τούς ἀντικειμενικούς ὅρους πού θά κάμουν καί δυνατή καί πραγματική τήν ἄμεση μετατροπή τοῦ οἰκονομικοῦ καθεστῶτος ἀπό τήν ἀτομική στήν ὁμαδική οἰκονομία καί τήν ἀντίστοιχη μετατροπή τοῦ κοινωνικοῦ καθεστῶτος. Στήν ὁμιλία αὐτή παραβρέθηκε καί ὁ κ. Δελμ. καί αὐτός ἀμέσως ζήτησε νά γίνη συνεδρίαση τῆς Διοικητικῆς Ἐπιτροπῆς καί κεῖ ἀπαίτησε νά σταματήση αὐτή ἡ συζήτηση, γιατί εἶναι βλαβερή στόν Κρατικό Δημοτικισμό, ἐννοώντας κυρίως τό Μαράσλειο. Δέ θά θυσιάσω τό ἔργο τῆς ζωῆς μου εἶπε, στίς ἀνόητες συζητήσεις μερικῶν νέων. Ἐνόμιζε δηλ. ὁ κ. Δελμ. ὅτι ἡ ἐργασία του στό Μαράσλειο τοῦ ἔδινε τό δικαίωμα νά σταματήση τή δράση τοῦ Ἐκπ. Ὁμίλου, ἀπό τή στιγμή, πού θά νόμιζε, πώς ἦταν ἐπικίνδυνη στό

ἔργο του. Δηλαδή τόν παράσυρε σ' αὐτό ἡ βασική πλάνη νά ταυτίζη τόν ὅμιλο μέ τήν προσωπική του δράση. Ὁ ὅμιλος σταμάτησε τίς συγκεντρώσεις του καί ὅμως ἀργότερα δημιουργήθηκαν τά λεγόμενα «Μαρασλειακά» ἀπό λόγους ἐντελῶς ἀνεξάρτητους ἀπό τή δράση τοῦ ὁμίλου. Καί ὅταν ἡ διχτατορία ἔδιωξε ἀπό τό Κράτος καί τόν κ. Δελμοῦζο καί τόν κ. Γληνό καί ἔκλεισε τήν Παιδαγωγική Ἀκαδημία, ὁ κ. Δελμοῦζος δέν ὠργίστηκε ἐνάντια στήν τυφλή ἀντίδραση πού γκρέμιζε τά ἔργα αὐτά. Ἀδιαφόρησε ἐνάντια στούς συνεργάτες του καί μέσα σ' αὐτούς ἀναζητοῦσε τούς ἐνόχους τῆς ἀποτυχίας του, γιατί δέν ἔβλεπε τόν πραγματικό ἀντίπαλο, δέν τόν αἰσθανόταν πιά. Γιατί ἄν ὁ κ. Δελμ. στή Δίκη τοῦ Ναυπλίου ἦταν οὐσιαστικά κατήγορος, στά Μαρασλειακά ἦταν κατηγορούμενος. Γιατί εἶχε ταυτιστῆ ψυχικά μέ τούς κατηγόρους του. Ἦταν ὁ παρεξηγημένος, ὁ παραγνωρισμένος καί προσπαθοῦσε νά δικαιολογηθῆ. Καί ὁ κ. Γλ. αἰσθάνθηκε βαθιά ὀδύνη γιά τήν Παιδαγωγική Ἀκαδημία, μά δέν ἐζήτησε τούς ὑπεύθυνους μέσα στούς συνεργάτες του. Ἐνῶ στή συνείδηση τοῦ κ. Δελμούζου, τά προοδευτικά στοιχεῖα ἦταν ὑπεύθυνα γιά τήν πτώση του. Καί αὐτό ἐξηγεῖ τή στάση του αὐτή ἀμέσως μέσα στόν Ἐκπαιδευτικό Ὅμιλο. Ἄρχισαν νέες συσκέψεις στή Διοικητική Ἐπιτροπή τό Γεννάρη καί τό Φλεβάρη τοῦ 1926, πρίν ἀπό ἕνα χρόνο. Ἐκεῖ ἐνῶ ὁ κ. Γληνός ἐπρότεινε μιά ἀναδιοργάνωση τοῦ Ὁμίλου καί δράση ἐντατική γιά νά ξανακερδηθῆ ἡ κοινή γνώμη γιά τήν εκπαιδευτική μεταρρύθμιση, ὁ κ. Δελμ. ὅπως καί ὁ κ. Μηλιάδης, ξεκινώντας ὁ καθένας τους ἀπό διαφορετικές ἀφετηρίες καί σκοπούς, ζήτησαν νά γίνει νέο πρόγραμμα. Στήν ἐπιμονή τοῦ κ. Δελμ. ὑποχώρησε ἡ Δ. Ἐπ. καί ἀνέθεσε στόν κ. Μηλ. καί στόν κ. Δελ. νά συντάξουν ἀπό ἕνα πρόγραμμα. Τότες παρουσιάστηκαν οἱ ριζικές ἀντιθέσεις, πού συγκεντρώθηκαν σέ τρία σημεῖα. α) Στήν κοινωνική βάση τοῦ ἐκπαιδευτικοῦ προγράμματος τοῦ Ὁμίλου. β) Στό ἄν ἡ καλλιέργεια τοῦ θρησκευτικοῦ συναισθήματος, σάν ἀναπόσπαστα ἑνωμένη μέ τήν ἔννοια τῆς ἀγωγῆς, πρέπει νά περιέχεται καί στό πρόγραμμα τοῦ Ὁμίλου καί γ) Στήν ἔννοια τῆς συνειδητῆς ἐθνικῆς ἀγωγῆς. Ἡ ἀντίθεση θά ἔφερνε ἀπό τότε τή διάσπαση. Τή διάσπαση ὅμως τότε μέ τήν τυραννία τῆς διχτατορίας, πού δέν ἄφηνε ἐλευθερία στή συζήτηση καί μέ τίς συκοφαντίες κατά τῆς Μεταρρύθμισης ἐκκρεμεῖς, τή θεωρούσαμε ὅλοι ὀλέθρια. Ἀνέλαβε τότε ὁ κ. Γληνός νά διατυπώσει τό πρόγραμμα μέ τήν προσπάθεια νά ἀποφύγη τήν ἄμεση ἀντίθεση ἐξαίροντας τά κοινά σημεῖα τοῦ ἀγῶνα καί μήν τονίζοντας τά ἀμφισβητούμενα. Ἡ διατύπωση τοῦ κ. Γλ. ἔγινε δεχτή ἀπό τήν πλειοψηφία τῆς Διοικητικῆς Ἐπιτροπῆς, ὄχι ὅμως καί ἀπό τόν κ. Δελμοῦζο καί ~~τόν κ. Κακούρο~~ [διαγραφή τριών λέξεων] δυό ἤ τρεῖς ἄλλους, αὐτούς πού ὁ κ. Δελμ. ὠνόμασε παιδαγωγούς, μονοπωλώντας τήν Παιδαγωγική γύρω ἀπό τίς δικές του ἀντιλήψεις. Γιατί πρέπει νά λεχθῆ ὅτι μέσα στούς παιδαγωγούς ὁ κ. Δελμ. δέν κατατάσσει τόν κ. Γληνό καί τόν κ. Σωτηρίου, ἐνῶ κατατάσσει τόν κ. Παπαμαύρο λ.χ. Καί τότε ἐξ αἰτίας τῆς ἀσυμφωνίας δόθηκε τέλος στίς συζητήσεις τῆς Διοικητικῆς Ἐπιτροπῆς. Γιατί; Γιατί ὁ κ. Δελμ. ξεκινοῦσε ἀπό τή βασική ἐκείνη σύγχυση τοῦ Ἐκπ. Ὁμίλου μέ τό δικό του ἔργο τό προσωπικό καί τίς δικές του παιδαγωγικές ἰδέες. Γιατί ἐννοοῦσε νά δώση στήν κοινωνία τήν ἀντιδραστική, πού τόν καταδίωκε,

μιάν ὁλοφάνερη ἀπόδειξη, ὅτι οἱ κατηγορίες γιά ἀντιθρησκευτικότητα, ἀντιπατριωτισμό καί κομμουνισμό πού τοῦ ἔλεγαν ἦταν λανθασμένες. Δέν ἐνεργοῦσε βέβαια συνειδητά ἀπό ἁπλῆ σκοπιμότητα, γιατί πίστευε στίς ἰδέες αὐτές. Ἀλλά δέν εἶχε τό δικαίωμα νά ταυτίζη τόν ὅμιλο μέ τό ἔργο του. Δέν εἶχε τό δικαίωμα νά νομίζη, ὅτι ἔπρεπε νά σταματήση ἡ σκέψη στήν Ἑλλάδα, γιά νά μή γίνεται ἐμπόδιο στή δική του δράση μέσα στό Κράτος.

Ἔτσι σταμάτησε ὁ ὅμιλος κάθε ἐνέργεια, καί ὅλη τήν περασμένη χρονιά, δέν ἐκάμαμε οὔτε βῆμα. Καί ὅταν τέλος ἀποφασίστηκε μιά σιωπηρή ἀποχώρηση τοῦ κ. Γληνοῦ, ὁ κ. Δελμοῦζος θέλησε νά δημιουργήσει ἕνα ξεκαθάρισμα, ὅπως τό λέγει. Δηλ. ἕνα δημόσιο ἀποχωρισμό ἀπό τά προοδευτικά στοιχεῖα, ἔστω καί ἄν ὕστερ' ἀπ' αὐτό θά ἔπαυε νά ὑπάρχη ὁ ὅμιλος. Καί γιατί αὐτό; Γιατί ὁ ὅμιλος δέν πρέπει νά εἶναι ἐμπόδιο στό νά ἱδρύσει ὁ κ. Δελμοῦζος τό τρίτο του σχολεῖο, πού ἀποτελεῖ τό σκοπό τῆς ζωῆς του ὅπως εἶπε προχτές. Ἀλλά ἡ διαφωνία αὐτή, πού παρουσιάστηκε μέσα στή Διοικητική Ἐπιτροπή ἔχει πραγματικά τίς ρίζες της μέσα στά πράγματα; Ἀναμφισβήτητα ναί. Δέν πρόκειται καθόλου γιά προσωπικά ζητήματα. Κάτι ἄλλαξε στά τελευταῖα δεκαπέντε χρόνια καί στόν κόσμον ὅλο καί στήν Ἑλλάδα. Ἔγινε ὁ παγκόσμιος πόλεμος. Ἀναταράχτηκαν βαθιά οἱ ἀνθρώπινες ψυχές. Ἔγινε ἡ Ρωσσική ἐπανάσταση. Ἄλλαξεν ἡ ὄψη τῆς γῆς. Καί μέσα στήν ἑλληνική κοινωνία μποροῦν νά πιστοποιηθοῦν βαθιές ἀλλαγές.

[Ὑπογραφές: Ν. Δ. Ζερβός, Δ. Γληνός, Δημ. Κ. Ζαφειρακόπουλος]

[7. Πρακτικά της συνεδρίασης στις 24 Φεβρουαρίου 1927 (φύλλα 4 μεγάλου σχήματος, γραμμένα στις δύο σελίδες εκάστου). Συνέχεια της Α΄ ομιλίας του Δημήτριου Γληνού, σελίδες 1-8).]

Συνεδρίαση 24 του Φλεβάρη Ὥρα 6.30 μ.μ

Ὁ κ. Γληνός συνεχίζοντας τή χτεσινή του ὁμιλία λέει ὅτι ὅπως καί χτές ὑποστήριξε, τά ζητήματα πού γεννήθηκαν μέσα στόν Ὅμιλο ἔχουν βαθύτερα τίς ρίζες τους. Τά ἄτομα, στή γενικότερη δράση τους εἶναι κοινωνιολογικά καθωρισμένα καί ἑπομένως στήν κοινωνία καί τά προβλήματά της, πρέπει νά ἀναζητήσωμε τά πραγματικά αἴτια τῶν διαφωνιῶν πού ἀπασχόλησαν καί τή Διοικητική ἐπιτροπή καί τώρα ἀπασχολοῦν τή συνέλευση. Τά προβλήματα αὐτά δέν εἶναι εἰδικά καί μόνο ἑλληνικά, ἴσα ἴσα ἀνάγονται στά γενικά, πού ἀπασχολοῦν ὅλο τό σύχρονο [sic] πολιτισμένο κόσμο καί γιά νά τά κατανοήσωμε καλύτερα πρέπει νά τά διερευνήσωμε στό μεγάλο πλαίσιο τῆς εὐρωπαϊκῆς κοινωνίας.

Ἀναλύοντας ἔπειτα τή σύγχρονη εὐρωπαϊκή κοινωνία καί παραλληλίζοντας τή σημερινή κατάσταση μέ κείνη, πού παρουσίασε ἡ Εὐρώπη ἀκριβῶς πρίν ἑκατό χρόνια, μετά τή Γαλλική ἐπανάσταση, βρίσκει, πώς ὑπάρχουν μεγάλες ἀναλογίες ἀνάμεσα στό Ρωμαντισμό τῆς ἐποχῆς ἐκείνης καί τό σημερινό νεορωμαντισμό, τή μυστικοπαθή διάθεση, πού κυριαρχεῖ στή φιλοσοφία καί ὅλα τά πνευματικά φανερώματα τῆς ἄρχουσας τάξης. Ὁ κόσμος εἶναι μοιρασμένος σήμερα σέ δύο πελώρια στρατόπεδα. Ἀπό τή μιά μεριά ἡ ἀστική τάξη, ἀφοῦ κυριάρχησε ἀπόλυτα μέ τούς μακροχρόνιους ἀγῶνες της, σήμερα γίνεται ὁλοένα συντηρητικώτερη καί χρησιμοποιεῖ γιά τήν ἄμυνά της ὅλα τά ὅπλα, ὑλικά καί πνευματικά. Ἀπό τήν ἄλλη μεριά βρίσκεται τό προλεταριᾶτο, ἡ τάξη πού ἀπό τό 1850 περίπου ἄρχισε νά ἀγωνίζεται γιά τήν ἀπολύτρωσή της καί γιά τήν ἀπολύτρωση ὅλων τῶν ἀδικουμένων, γιά τήν κατάργηση κάθε ἐκμετάλλευσης τοῦ ἀνθρώπου ἀπό τόν ἄλλο ἄνθρωπο. Ὁ ἀγῶνας αὐτός, πού εἶναι σήμερα στή βάση ὅλων τῶν κοινωνικῶν φαινομένων ἔχει διαιρέσει τόν πνευματικό κόσμο σέ δύο στρατόπεδα. Καί τοῦ πνευματικοῦ κόσμου οἱ ἐκδηλώσεις μέ ὅλες τίς ἄπειρες παραλλαγές μεταξύ θεωριῶν, συστημάτων, ἰδεῶν κ.τ.λ. μπορεῖ νά ἀνάγωνται σέ μιά βαθύτερη ἀνάλυση, σ' ἐκείνη τή βασική διάσταση. Ὅλη σχεδόν ἡ ἐπίσημη ἐπιστήμη καί ἡ φιλοσοφία τῶν Πανεπιστημίων συνειδητά ἤ τό πιότερα ὑποσυνείδητα ἤ μή συνειδητά βρίσκεται στήν ἀμυντική ὑπηρεσία τῆς ἄρχουσας τάξης καί προσπαθεῖ νά τῆς στηρίξη τά κλονιζόμενα ἠθικά θεμέλια. Αὐτό φαίνεται ὁλοκάθαρα στό ἐπίπεδο πρό πάντων τῆς φιλοσοφίας καί τῶν ἠθικοπνευματικῶν ἐπιστημῶν, εἶναι ὅμως ἀναμφισβήτητα ὑποστατό καί μέσα στόν κύκλο τῶν φυσικῶν ἐπιστημῶν. Ἡ φιλοσοφία ὕστερα ἀπό ἕνα κριτικό στάδιο ἀνάλογο μέ τήν Καντιανή Κριτική φιλοσοφία τοῦ 18ου αἰῶνα (Νεοκαντιανισμός, Νεοκριτικισμός, Πραγματισμός,

Σκεπτικισμός, Ἀγνωστικισμός, Νέες λογικές ἔρευνες), πού ἄνοιξε νόμιμο ἔδαφος ὕπαρξης σέ διάφορα μεταφυσικά συστήματα, πλέει σήμερα ἄνετα μέσα στά πελάγη τοῦ ὑποκειμενισμοῦ, τοῦ νεοϊδεαλισμοῦ, τοῦ νεοσχολαστικισμοῦ καί ὅλων τῶν ἄλλων παρόμοιων συστημάτων. Ἡ ἐπιστήμη εἶναι κάτι σχεδόν ὕποπτο, τῆς ἀρνιοῦνται τό κῦρος της, τήν περιορίζουν ὅσο μποροῦν, σένα [sic] στενώτατο κύκλο φαινομένων. Καί ἐκεῖ ὅμως οἱ πιστοποιήσεις της ἔχουν χαραχτῆρα ὁλότελα προσωρινό καί σχετικό, ἐνῶ ἀπό τήν ἄλλη μεριά ὅλα εἶναι ἀπόλυτα στό μεταφυσικό κύκλο. Εἶναι ἀληθινά θαυμάσιο τό θέαμα τῶν περίφημων καθηγητῶν τῆς φιλοσοφίας, πού στυλώνονται στά νύχια τῶν ποδιῶν τους καί ἀγωνίζονται μέ τίς σκοτεινές λογικές διερευνήσεις νά καρφιτσώσουν στό οὐράνιο μεταφυσικό στερέωμα τίς ἀπόλυτες ἠθικές ἀξίες, τή στιγμή πού γύρω της γαυριᾶ ἡ ἐκμετάλλευση καί βοᾶ ἡ δυστυχία καί πνίγεται ἡ ἀνθρωπότητα στό αἷμα της. Εἶναι θαυμάσιο τό θέαμα τῶν περίφημων αὐτῶν σοφῶν, πού ὁραματίζονται καί ἐξυμνοῦν τήν ἀνθρώπινη προσωπικότητα καί ὅμως εἶναι ἕτοιμοι νά διπλώσουν σέ χίλιες τσάκισες τό ἀπόλυτο ἠθικό ἐγώ τους μπροστά στήν πρώτη τυχοῦσα φεουδαρχική excellenz. Οἱ 93 σοφοί πού κατά τή διάρκεια τοῦ εὐρωπαϊκοῦ πολέμου θέλησαν νά δικαιώσουν τήν Καϊζερινή βία, ἔγιναν σήμερα 993 καί πλημμύρισαν σήμερα ὅλα τά Πανεπιστήμια τῆς Εὐρώπης, ἕτοιμοι νά δικαιώσουν τήν ἀστική τυραννίδα. Γνωσιολογία, Μεταφυσική, Ἠθική, σπρώχνουν ἀπ' ὅλες τίς μεριές τόν ἄνθρωπο πρός τό μυστικισμό καί πρός ἕνα νέο μεσαιωνικό σκοταδισμό, γιά νά στηρίξουν τήν κλονιζόμενη κυριαρχία τῆς μεγάλης κεφαλαιοκρατίας, πού ὁ πόλεμος τῆς σάρωσε ὅλα τά ἠθικά προσχήματα καί ξεσκέπασε τήν ὠμή ὑλική ἐκμετάλλευση, στή βάση ὅλων τῶν ὡραίων ἰδανικῶν πού μ' αὐτά ὡδηγοῦσαν τόν ἄνθρωπο στή σφαγή.

Καί στήν Παιδαγωγική ὅμως ἔχομε ἀνάλογα φαινόμενα. Ἡ ἰδέα τοῦ Σχολείου Ἐργασίας, μιά θετική κατάχτηση τῆς Παιδαγωγικῆς Ἐπιστήμης τῶν νεωτέρων χρόνων, πρό πάντων τῆς Ἀμερικάνικης, προσφέρεται τυλιγμένη μέσα σέ ποικιλώτατα καί ἀτέλειωτα φιλοσοφικο-θεωρητικά ἔμπλαστρα, ἔτσι πού μαζί μέ τήν ἀλήθεια αὐτή νά βροῦν τρόπο νά στεριώσουν καί τά ἄλλα διάφορα αἰτήματα ἑνός ἀνεξάρτητου ἰδιώνυμου ἠθικοῦ καί πνευματικοῦ κόσμου, τά ἰδανικά τῆς ἀπόλυτης προσωπικότητας, τοῦ ἀπόλυτου ἠθικοῦ χαραχτῆρα, τῶν ἀπόλυτων ἠθικῶν ἀξιῶν, τῆς ἰδανικῆς πολιτείας, τῆς ἰδανικῆς ἀγωγῆς κ.τ.λ.

Μιά ἀπό τίς τέτιες [sic] ἰδέες, εἶναι ὅτι μπορεῖ ἀνεξάρτητα ἀπό τούς ἀντικειμενικούς ὅρους νά ὑπάρξει ἀγωγή ὑπεράνω τῶν τάξεων, γιατί ὁ παιδαγωγός μπορεῖ καί πρέπει νά ἀτενίζει τό παιδί καί μόνο τό παιδί. Γιατί γι' αὐτόν ὅλα τά παιδιά ἄσχετα μέ τήν κοινωνική τους προέλευση εἶναι τό ἴδιο πρᾶμα, εἶναι ὁ ἄνθρωπος. Ὡραιότατη βέβαια ποιητική ἰδέα. Ἀλλά τί εἴδους φακός, τί εἴδους μετατρεπτικά γιαλιά πρέπει νά φορῆ στά μάτια του ὁ παιδαγωγός ἐκεῖνος πού θά κατορθώση νά εἰδῆ τό ἴδιο πρᾶμα μέσα στό παιδί, πού ἔπεσε σέ μεταξωτά σπάργανα, καί στό παιδί, πού γεννήθηκε μέσα σέ βρώμικα κουρέλια; Πῶς μπορεῖ νά ἰδῆ τίς ἴδιες δυνατότητες ψυχικοῦ καί

φυσικοῦ σχηματισμοῦ, δηλαδή μόρφωσης μέσα στό παιδί, πού ἀπό τήν πρώτη μέρα, ποῦ θά γεννηθῆ θά δεχτῆ τήν ἐπίδραση ἑνός κόσμου ἐντελῶς διαφορετικοῦ, ἀπό κεῖνον, πού περιβάλλει τό ἄλλο; Τό παιδί, πού θά μεγαλώση σέ̈να πλούσιο ἀστικό σπίτι, μέ τίς παραμάνες, τίς δασκάλες, τά μπάνια, τά ταξίδια, τά ἄφθονα μορφωτικά μέσα, τά χίλια γύρω τά στηρίγματα γιά τό παρόν καί γιά τό μέλλον καί τό παιδί, πού θά βρῇ γύρω του φτώχεια, κακομοιριά, ἕνα κατώτερο ἠθικό ἐπίπεδο, βρισιές καί ξύλο καί κακά πρότυπα, ἕνα περιβάλλον, πού ἀδιάκοπα θά τό κατεβάζη, θά τό ρίχνει πρός τά χαμηλά καί πού θά πέση μεθαύριο στή ζωή ἀδύνατο, ἀβοήθητο, καταδικασμένο νά φθείρη τό εἶναι του στόν ἀγῶνα τοῦ ψωμιοῦ; Πῶς μπορεῖ νά ἰδῆ τίς ἴδιες δυνατότητες γιά τή μόρφωση προσωπικότητας στό παιδί, πού τοῦ ἔρχεται στήν πόρτα τοῦ σχολείου γυμνοπόδαρο καί πεινασμένο καί στό παιδί, πού τοῦ ἔρχεται μέσα σέ αὐτοκίνητο; Καί ἔπειτα καί ἄν ὁ ἴδιος τό θέλη εἶναι ἐλεύθερος νά τό κάμη; Δέν εἶναι ἄλλος πού τοῦ καθορίζει τήν ὀργάνωση τῶν σχολειῶν, τά προγράμματα, τό σχῆμα τῆς διδασκαλίας του ἀκόμη, τίς ἰδέες, πού θά διδάξη; Καί ὁ ἄλλος αὐτός, δηλαδή τό κράτος, εἶναι πραγματικά ἤ μπορεῖ νά εἶναι ὑπεράνω τῶν τάξεων, ὅσο ὑπάρχουν κοινωνικές τάξεις καί εἶναι ἀκριβῶς κράτος ταξικό, πού στηρίζεται σέ ὡρισμένες τάξεις ἀπ' αὐτήν πηγάζει καί αὐτῆς τό συμφέρον ὑπηρετεῖ μέ ὅλα τά μέσα, ἄρα καί μέ τήν παιδεία; Θά ἦταν πολύ εὐχάριστο ἄν ἀρκοῦσε ἕνα κήρυγμα, ἕνα δίδαγμα, μιά εὐγενικιά διάθεση νά μεταβάλη τήν ἀγωγή ἀπό ταξική, πού εἶναι σήμερα, σέ ὑπερταξική. Ἀλλά δυστυχῶς τά πράγματα εἶναι πολύ ἀνώτερα καί ἀπό τίς καλύτερες διαθέσεις μας.

Μιά ἄλλη θεωρία τῆς ἴδιας παιδαγωγικῆς, λέει, ὅτι ἡ μόρφωση ἔχει σκοπό νά βοηθήση τό παιδί νά ξετυλίξη, νά διαπλάση τίς ὠφέλιμες ἱκανότητες, πού ἔχει μέσα του. Πολύ καλά. Ὡς ἐδῶ σύμφωνοι. Ἀλλά μέσα σαὐτές τίς ὠφέλιμες προσπάθειες τοῦ παιδιοῦ, εἶναι κατά τή θεωρία αὐτή καί τό <u>θρησκευτικό συναίσθημα</u>. Ἄρα ἐπιβάλλεται στόν παιδαγωγό νά τό καλλιεργήση καί [αν] αὐτό]ς] ἀρνιέται, δέν εἶναι παιδαγωγός. Νά λοιπόν φιλοσοφικοπαιδαγωγικά δικαιολογημένη ἡ ἀπαίτηση νά γραφτῆ καί στό πρόγραμμα τοῦ Ἐκπαιδευτικοῦ Ὁμίλου, ἡ καλλιέργεια τοῦ θρησκευτικοῦ συναισθήματος. Ἀλλά ἡ κριτική ἐξέταση τῆς θεωρίας αὐτῆς θά ἀπαιτοῦσε πρῶτα πρῶτα νά πιστοποιηθῆ ἐπιστημονικά ἄν ὑπάρχη πραγματικά σόλα τά παιδιά ἡ θρησκευτική διάθεση ἤ τό θρησκευτικό συναίσθημα εἶναι κάτι ἐνδιάθετο ἤ ἐπίχτητο, πότε φανερώνεται, ποιά στάδια περνάει κ.λ.π. Ἔπειτα θά ἐξεταστῆ τό τί ἐννοοῦν μέ τή λέξη <u>θρησκευτικό συναίσθημα</u>, θά βρεθῆ, ὅτι κάνουν σήμερα, οἱ περισσότεροι ἀπό τούς φιλοσοφοπαιδαγωγούς, μιά γενικώτατη χρήση τοῦ ὅρου. Ἔτσι λ.χ. ὁ Spranger ὁρίζει τό θρησκευτικό συναίσθημα ὡς τό συναίσθημα πού γεννιέται στόν ἄνθρωπο ὅταν ἀντικρύζη τόν κόσμο σάν ὁλότητα. Σέ̈να τέτοιο γενικώτατο ὁρισμό περιέχεται βέβαια καί τό καθαρά λογικό ἀντίκρυσμα τοῦ κόσμου σάν ὁλότητας, τό καθαρά ἐπιστημονικό καί ἀκόμα περιέχεται τοῦ κάθε εἴδους ἡ κοσμοθεωρία καί ἔτσι βγαίνει τό συμπέρασμα ὅτι καί ὁ ὑλιστής ἔχει

θρησκευτικό συναίσθημα καί ὁ θετικιστής, καί κάθε ἄλλος, πού θεωρεῖ τόν κόσμο ὁλόκληρο. Καί τότε θά φτάναμε ἴσως στό συμπέρασμα ὅτι ἐκεῖνοι, πού ἔχουν λιγώτερο θρησκευτικό συναίσθημα μέσα τους εἶναι ὅσοι ἀδυνατοῦν νά θεωρήσουν ἔτσι τόν κόσμο, δηλαδή ὁ πολύς λαός. Μά μιλώντας γιά θρησκευτικότητα, καί θρησκεία σέ μιά τέτια [sic] γενικώτατη ἔννοια, δίνουν ἔτσι τό κῦρος τῆς φιλοσοφικῆς καί ἐπιστημονικῆς συγκατάθεσης καί στίς θετικές θρησκεῖες, μέ τά δόγματά τους καί τό ἄλλο τους μυθολογικό περιεχόμενο, πού εἶναι ἕνας ἐντελῶς εἰδικός τρόπος ἀντικρίσματος τοῦ κόσμου, πολύ διαφορετικός ἀπό τόν καθαρό φιλοσοφικό ἤ τόν ἐπιστημονικό. Θά ἔλεγε κανείς, πώς ἡ σύγχυση γίνεται σκόπιμα.

Ἄν ὅμως δεχτοῦμε τόν ὅρο θρησκευτικό συναίσθημα στή γενικώτατη ἔννοια του, ἀναγκαία συνέπεια εἶναι, ὅτι ἴσως τό μάθημα τῶν θρησκευτικῶν εἶναι τό λιγώτερο κατάλληλο γιά νά τό καλλιεργήση καί ἴσως πολύ καταλληλότερα τά φυσιογνωστικά μαθήματα, ἄν ὅμως λέγοντας καλλιέργεια τοῦ θρησκευτικοῦ συναισθήματος ἐννοοῦμε τό μάθημα τῶν θρησκευτικῶν δηλαδή τή διδασκαλία ὡρισμένου θρησκευτικοῦ δόγματος, τότε ἔχουμε μπροστά μας ὅλα τά προβλήματα τῆς θρησκευτικῆς διδασκαλίας. Γιατί τότε γεννιέται ἄμεσα ἡ ἐρώτηση. Πιστεύουν λοιπόν ἀληθινά στά θρησκευτικά δόγματα, καί σέ ὅλο τό ἄλλο περιεχόμενο τῆς θρησκευτικῆς διδασκαλίας ὅσοι διδάσκουν τά θρησκευτικά ἤ ὅσοι τά θεωροῦν ἀπαραίτητα; Γιατί ὁ χωρισμός τύπου καί οὐσίας ὑφισταμένου [υφιστάμενος] γιά ὡρισμένο θρησκευτικό δόγμα [το οποίο] ὑποχρεωτικά πρέπει νά διδαχτῆ καί νά στηρίζεται στήν πίστη, εἶναι ἀδύνατος.

Μά ἄν λείψη καί αὐτό τό θεμέλιο τῆς πίστεως ἀπό ποιά ἔποψη εἶναι πολύτιμη ἡ καλλιέργεια τοῦ θρησκευτικοῦ συναισθήματος;

Ἴσως γιατί χρησιμεύει γιά νά μορφινίζωνται τά πλήθη μέ τό μυστικισμό καί νά δέχωνται ὑπομονετικά τή σκληρή μοίρα τους.

Μέσα στήν ἴδια φιλοσοφοπαιδαγωγική τάση βρίσκομε καί τήν ἄλλη θεωρία, πού ἑνώνει ἀναπόσπαστα τήν ἔννοια τῆς ἀγωγῆς μέ τή συνειδητή καλλιέργεια τοῦ ἐθνικισμοῦ, δηλ. μέ τήν ἐθνική ἀγωγή. Μά καί ἐδῶ γίνεται μιά σύγχυση ἀναμφισβήτητη γύρω στήν ἔννοια τοῦ «ἐθνικοῦ».

Τό ὅτι ἡ ἔννοια τῆς ὀρθῆς ἀγωγῆς εἶναι στενά ἑνωμένη μέ τήν ἔννοια τοῦ συνόλου, ὅπου ἀνήκει τό ἄτομο, εἶναι σωστό. Μά τό σύνολο δέν εἶναι πάντα ἔθνος.

Τό σύνολο ἦταν κάποτε οἰκογένεια, γένος, φατρία, φυλή, πόλη (ἄστυ). Οἱ ἀρχαῖοι Ἕλληνες τῆς κλασικῆς ἐποχῆς δέν κατώρθωσαν νά συλλάβουν ἄλλην ἔννοιαν συνόλου. Οὔτε ὁ Πλάτων στήν Πολιτεία του, οὔτε ὁ Ἀριστοτέλης. Ἀργότερα τό σύνολο γίνεται πλατύτερο ἀλλά τί; ἤ ἔννοια κράτος (Ρωμαῖος πολίτης εἰμί. Civis Romanus) ἤ ἔννοια θρησκευτικῆς ὁλότητας (Ἡ ἐν Χριστῷ ἀδελφότης). Ἡ Ἔννοια τοῦ Ἔθνους ὡς συνόλου ἦταν δημιούργημα τῶν νεωτέρων χρόνων. Ἄρα ἡ ἔννοια τοῦ συνόλου εἶναι μεταβλητή καί δέν ὑπάρχει λόγος νά ὑποθέση κανείς, ὅτι ἡ ἔννοια τῆς ἐθνικῆς ὁλότητας εἶναι ἡ ὁριστική

καί τελευταία. Ἴσα ἴσα ἀπό τώρα βλέπουμε νά διαμορφώνονται ἔννοιες ὑπερεθνικῶν ἑνοτήτων (Πανευρώπη, Βαλκανική ὁμοσπονδία κ.τ.λ.).

Ἄν πάλι μέ τήν ἔννοια τοῦ ἐθνικοῦ χαραχτηρίση κανείς ὡρισμένα στοιχεῖα τοῦ πολιτισμοῦ ἑνός λαοῦ (γλῶσσα, ἤθη, ἔθιμα, παραδόσεις), τότε εἶναι βέβαια σωστό, ὅτι ἡ ἀγωγή πρέπει νά θεμελιώνεται ἐπάνω σαὐτά τά στοιχεῖα. Μά κι ἐδῶ χρειάζεται προσοχή μή τυχόν ἡ στενή ἀντίληψη τοῦ ἐθνικοῦ καί τῆς ἐθνικῆς ἰδιοτυπίας δημιουργήση μιά προσκόλληση σέ νεκρά στοιχεῖα, ἤ μιάν ἄγονη προσπάθεια ἐπιστροφῆς πρός μορφές ἀσυμβίβαστες μέ τούς ὅρους τῆς σύγχρονης ζωῆς.

Ἀλλά τήν ἔννοια τῆς ἐθνικῆς ὁλότητας ἀντιτάσσουν ἀκόμη ὡς κάτι γενικώτερο, πρός τήν ἔννοια τῆς τάξης, πού εἶναι τό μερικώτερο. Καί ἐδῶ ὅμως γίνεται ἕνα θεμελιῶδες σφάλμα.

Καί λογικά καί ψυχολογικά ἡ ἔννοια τῆς τάξης ὑπερβαίνει τά ὅρια τῆς ἐθνότητας. Ἡ ταξική συνείδηση (προλετάριοι ὅλου τοῦ κόσμου ἑνωθῆτε, ἱστορικά παραδείγματα καί γιά τή φεουδαρχία καί γιά τήν ἀστική τάξη) εἶναι ὑπερεθνική. Αὐτή ἑνώνει ἐκεῖ ὅπου τό ἔθνος χωρίζει. Κάθε λοιπόν στενή καί ἀπόλυτη προσκόλληση στήν ἔννοια τῆς ἐθνικῆς ἀγωγῆς μπορεῖ νά ἀποτελέση ἕνα σταμάτημα στή διαμόρφωση πλατύτερης ὑπερεθνικῆς ἑνότητας. Καί ὁ ἀνθρωπισμός πού εἶναι μιά ἐπέκταση τῆς ἔννοιας τῆς ὁλότητας στήν ἀνθρωπότητα ὁλόκληρη, μπορεῖ νά βρῆ ἕνα ἐμπόδιο στήν ἔννοια τοῦ ἔθνους. Ἔτσι ὁ ἐθνισμός μπορεῖ νά εἶναι πολύ καλά ὄχι προβαθμίδα, ἀλλά ἐμπόδιο τοῦ ἀνθρωπισμοῦ.

Ἄν πάλι μέσα στήν ἔννοια τοῦ ἐθνισμοῦ νοήσωμε μόνο τήν αὐτοσυντηρησία τοῦ συνόλου, πρέπει καί πάλι νά ἀναλυθῆ τί ἐννοοῦμε λέγοντας αὐτοσυντηρησία. Μήπως κανείς διακήρυξε, ὅτι οἱ Ἕλληνες πρέπει νά γίνουν Βούλγαροι ἤ Σέρβοι ἤ νά πῆ στούς Βούλγαρους καί τούς Σέρβους ἐλᾶτε νά μᾶς καταχτήσετε; Πρέπει νά ἀποδειχτῆ κατά τί κινδυνεύει ἡ αὐτοσυντηρησία ἀπό τή διαμόρφωση μιᾶς ὑπερεθνικῆς ἐθνότητας, ἀφοῦ ἀναγνωρίζομε, ὅτι ἡ ἀγωγή θά στηριχτῆ ἴσα ἴσα στά ζωντανά στοιχεῖα τοῦ πολιτισμοῦ κάθε λαοῦ. Ἄν μέσα στήν ἔννοια τῆς αὐτοσυντηρησίας περιέχεται ἡ ἔννοια τῆς ἀπόλυτης ἀνεξαρτησίας καί αὐτονομίας, τότε θά μποροῦσε νά ἐρωτήση κανείς ἡ οἰκονομική ὑποδούλωση, πού ἐπιζοῦμε σήμερα ὡς λαός, πῶς συμβιβάζεται μέ αὐτή τήν ἔννοια;

Ὥστε καί ἐδῶ ἀποδείχνεται, ὅτι μέ κανένα τρόπο δέν μπορεῖ νά σταθῆ μιά ἀπόλυτη βεβαίωση, ὅτι ἡ ἔννοια τῆς ἀγωγῆς εἶναι ἀναπόσπαστα ἑνωμένη μέ τήν καλλιέργεια τῆς ἐθνικῆς ἀγωγῆς.

Ὕστερα ἀπ' αὐτά κατανοοῦμε ἄν ἐπιτρέπεται νά μονοπωλῆ κανείς τήν ἔννοια τῆς παιδαγωγικῆς περιορίζοντας την μόνο στίς ἀντιλήψεις πού ἀναλύθηκαν παραπάνω. Καί νά ὀνομάζη μή παιδαγωγό, ἀλλά κοινωνιολόγο ἐκεῖνον, πού θά εἶχε διαφορετικές παιδαγωγικές ἀντιλήψεις.

Δέν πρόκειται γιά δυό διάφορα πράματα ἤ παιδαγωγική ἤ κοινωνιολογία. Πρόκειται γιά δυό διάφορες παιδαγωγικές θεωρίες. Δυό τρόποι, νά βλέπη κανείς τά ἴδια προβλήματα.

Ποῦ ὁδηγεῖ ὁ ἕνας; Αὐτός, πού ζωγραφίστηκε παραπάνω παράλληλα μέ ὅλη τήν ἄλλη φιλοσοφική κίνηση τῆς ἄρχουσας τάξης; Ὁδηγεῖ κατ' εὐθεῖαν στό φασισμό. Εἶναι ἐκπαιδευτικός φασισμός. Εἶναι ἡ παιδαγωγική πλευρά τῆς ἀστικῆς ἀντίδρασης. Ἀναπτύσσει ἐδῶ ὁ κ. Γληνός τίς παιδαγωγικές καί κοινωνιολογικές ἀντιλήψεις τοῦ φασισμοῦ καί κάνει τόν παραλληλισμό πρός τίς φιλοσοφικοπαιδαγωγικές ἀντιλήψεις πού διαγράφηκαν παραπάνω. Δέν πρόκειται κάν γιά φιλελεύθερη ἀστική παιδαγωγική.

Ἀπέναντι σαὐτές [sic] τίς ἰδέες, πού ἡ κοινωνιολογική τους ἀφετηρία εἶναι ἡ συντηρητική στροφή τῆς ἀστικῆς τάξης σέ ὅλο τόν κόσμο, ἀντιτάσσονται οἱ φιλοσοφικές, ἐπιστημονικές, κοινωνικές καί παιδαγωγικές θεωρίες, πού ἔχουν γιά κοινωνικό ὑπόστρωμα τόν ἀγῶνα τῆς ἐργατικῆς τάξης σέ ὅλο τόν κόσμο. Οἱ θεωρίες αὐτές ὁδηγοῦν στό ἀντίθετο ἄκρο στή μετατροπή τοῦ σημερινοῦ καθεστῶτος, στό σοσιαλισμό. Καί ὁ κ. Γληνός προσθέτει, ὅτι αὐτός προσωπικά πιστεύει αὐτές τίς θεωρίες. Δέν εἶναι δυνατό βέβαια να δώση αὐτή τή στιγμή ἀναλυτικά οὔτε τίς Γνωσιολογικές οὔτε τίς Μεταφυσικές οὔτε τίς Ἐθνικές οὔτε τίς Κοινωνιολογικές του ἀντιλήψεις. Δίνει ὅμως τό γενικό τους χαρακτηρισμό. Καί προσθέτει. Εἶμαι σοσιαλιστής. Αἰσθάνομαι βαθύτατα, ὅτι δέν θά μποροῦσα νά εἶμαι ἀνθρωπιστής, ἄν δέν ἤμουν σοσιαλιστής. Ἐπιθυμεῖ ὅμως νά δώση ἐπεξηγήσεις, πρῶτα σέ κείνους, πού θά ἀποροῦσαν, γιατί τώρα μόνο διακηρύττει ἔτσι ἀπόλυτα τίς ἰδέες του καί ἔπειτα σέ κείνους, πού θά ἀποροῦσαν, γιατί στά 1925 ἔκαμε κριτικές παρατηρήσεις ἐνάντια στόν κομμουνισμό.

Στούς πρώτους ἀπαντᾶ, ὅτι γιά νά διακηρύξη κανείς μιά πεποίθηση πρέπει νά ἔχη αὐτή ὡριμάσει καί ἀφομοιωθεῖ ὅσο μπορεῖ συστηματικότερα μέσα του. Ὁ καιρός, πού θά γίνη αὐτό δέν ὑπόκειται σέ ἐξωτερικό ἔλεγχο. Εἶναι κάτι ἐσωτερικό. Εἶναι τό ἴδιο σά νά ἐρωτοῦσε κανείς ἕνα φιλόσοφο ἤ ἕνα ποιητή, γιατί ἔγραψε ἕνα ἔργο του σήμερα καί δέν τό ἔγραψε δέκα ἤ εἴκοσι χρόνια πρωτύτερα.

Στούς δεύτερους ἀπαντᾶ, ὅτι τίς ἴδιες κριτικές ἐπιφυλάξεις πού εἶχε τότε γιά τόν κομμουνισμό, τίς ἔχει καί σήμερα. Δέν εἶναι ὀπαδός τοῦ ἐπαναστατικοῦ σοσιαλισμοῦ. Αὐτό δέ σημαίνει ὅτι δέ μπορεῖ νά γίνη στό μέλλον, ἐάν πειστῆ. Στόν ἑαυτό του δέ θέτει ὅρια. Δέν ὑψώνει πρό πάντων κανένα ὅριο πρός τά ἀριστερά. Μόνο ἔτσι μπορεῖ κανείς νά εἶναι ἀπόλυτα συνεπής μέ τόν ἑαυτό του. Μά θά ρωτοῦσε ἴσως κανείς τί σχέση ἔχουν ὅλα αὐτά μέ τήν Ἑλλάδα, τήν ἑλληνική παιδεία καί τόν ἐκπαιδευτικό ὅμιλο;

Γίνεται διάλειμμα 10 λεπτῶν

[Ὑπογραφές: Ν. Δ. Ζερβός, Δημ. Κ. Ζαφειρακόπουλος, Δ. Γληνός]

[8. Το πρώτο κείμενο της Α΄ ομιλίας του Δημήτριου Γληνού, γραμμένο από τον πρακτικογράφο, διορθωμένο από το Γληνό (σελίδες 5-14, μεγάλου σχήματος).]

[Συνεδρίαση στις 23 Φεβρουαρίου 1927]

[Έγγραφο με διαγραμμίσεις, πρόχειρο, του πρακτικογράφου.]

[...] νά μή μέ εἴχατε ὑπ' ὄψει [sic] γιά τή νέα Διοικητική Ἐπιτροπή, γιατί εἶχα πολλές ἀσχολίες.

([Στο περιθώριο αριστερά, προσθήκη Γληνού:] Ἡ προχτεσινή ὅμως ὁμιλία τοῦ κ. Δελμούζου μέ ἀναγκάζει νά λάβω τό λόγο καί ν' ἀλλάξω τήν ἀπόφασή μου. Εἴχαμε συμφωνήσει στή Διοικητική Ἐπιτροπή νἀφήσωμε νά ἐκλεγῆ μιά νέα Διοικητική Ἐπιτροπή, πού νά συμφωνῆ μέ τίς ἰδέες του γιά νά μή γίνει διάσπαση. Μέ αὐτό τό πνεῦμα μίλησα προχτές. Ὅμως ὁ κ. Δελμοῦζος δέν ἔμεινε στήν ἀρχική συμφωνία μας.)

Εἶχαν γεννηθῆ προγραμματικές διαφορές μέσα στόν Ὅμιλο, μά φανταζόμουνα πῶς μποροῦσαν νά ὑπάρχουν χωρίς νά διασπασθῆ ὁ Ὅμιλος. Ἔχει ὁ Ὅμιλος ἀκόμη τόσο πολλές ἀντιθέσεις καί ἀγῶνες, ὡς πού νά ἐπιβληθῆ τελειωτικά, ὥστε συλλογιζόμουνα ὅτι ἡ διάσπαση θά ἦταν γιά τόν ἐκπαιδευτικό κόσμο ἕνας συγκλονισμός βαθύτατος. Συλλογιζόμουνα ἀκόμη ὅτι τή διάσπαση τήν περιμέναν οἱ ἐχθροί τοῦ δημοτικισμοῦ μέ χαρά ἀφάνταστη. Μά εἶχα καί λόγο καθαρά προσωπικό, ὅτι θά ἀναγκαζόμουνα νά ῥθῶ ἀντιμέτωπος πρός ἄνθρωπο, πού συνεργαστήκαμε μαζί δεκαπέντε χρόνια πιστά, μέ τόσο ἐνθουσιασμό γιά ἕνα ἔργο κοινό. Γιαὐτό εἶχα ἀποφασίσει, ἀντικρίζοντας οἱεσδήποτε κατηγορίες καί μομφές, νά σιωπήσω γιά νά δοθῆ μιά ἐνιαία διοίκηση. Μά ὅταν ἔφυγα προχτές ἀπό τή συνέλευση σκέφτηκα, πῶς ἔκαμα λάθος νά ἀφήσω τόν Ἐκπαιδευτικό Ὅμιλο στά χέρια πού διακήρυξαν ὅτι τό[ν] παίρνουν γιά νά τόν κηδέψουν. Δέν μπόρεσα νά ἡσυχάσω. Καί εἶπα πῶς πρέπει νά μιλήσω, ὅσο ὀδυνηρό καί ἄν μοῦ εἶναι. Τά κακά ἀποτελέσματα, ἀπό τή διάσπαση, θά εἶναι ἐφήμερα

([Στο περιθώριο αριστερά, προσθήκη Γληνού:] ἐνῶ τό θάψιμο τῆς ἐκπαιδευτικῆς Μεταρρύθμισης εἶναι κακό πολύ μεγαλύτερο καί οὐσιαστικώτερο.)

Γι' αὐτό ἀποφάσισα νά μιλήσω.

Θά βρεθῶ ἴσως καί ἔντονα ἀντιμέτωπος πρός τόν κ. Δελμοῦζο, πού πάντα θά τόν σέβωμαι. Ἀλλά τά πράγματα εἶναι ἀνώτερα ἀπό τήν προσωπική [προσωπική] μας θέληση. Εἶναι ἱστορική ἡ στιγμή αὐτή· ὄχι γιατί προσωπικά χωρίζομαι ἀπό τόν κ. Δελμοῦζο, ἀλλά γιατί δύο αντιλήψεις [ἀντιλήψεις] ῥιζωμένες στά πράγματα ἔρχονται ριζικά ἀντιμέτωπες. Διαφωνῶ ([στο περιθώριο αριστερά, προσθήκη Γληνού:]μέ ὅσα εἶπε ὁ κ. Δελμοῦζος) γιά τό ἔργο τοῦ Ὁμίλου ὡς τώρα. Ὁ κ. Δελμοῦζος εἶπε στήν περασμένη του ὁμιλία ότι [ὅτι] τρία πρόσωπα κινοῦσαν τόν Ὅμιλο· ὁ ἕνας ἔφυγε στά 1920, ὁ ἄλλος

φεύγει τώρα καί ὁ κ. Δελμοῦζος δέν εἶναι ἱκανός γιά δράση. Ἄρα ὁ Ὅμιλος θά ταφῆ. Μά δέν εἶν' ἔτσι, ([Στο περιθώριο αριστερά, προσθήκη Γληνού:] Δέ μπορεῖ νά κρίνεται ἔτσι ἕνα ὁμαδικό ἔργο, ἕνα σωματεῖο.) Καί μόνο ἡ παρουσία ἑνός μέλους καί μόνο ἡ πληρωμή τῆς συνδρομῆς του συντελεῖ γιά νά συνεισφέρη κανείς στό ἔργο τοῦ σωματείου αὐτοῦ. Διαβάζει τά ὀνόματα τῶν ἱδρυτῶν τοῦ Ὁμίλου καί προσθέτει ὅτι ὁ Ὅμιλος καί ἄν δέν εἶχε τότε παιδαγωγική δράση, ~~εἶχε ὅμως θέση~~ [διαγραφή 3 λέξεων].

([Στο περιθώριο αριστερά, προσθήκη Γληνού:] μόνο μέ τήν παρουσία τῶν προσώπων αὐτῶν ἀποτελοῦσε μιά μεγάλη κοινωνική δύναμη. Αὐτή δημιούργησε τήν ἀτμόσφαιρα ἐκείνη τῆς ἠθικῆς τόνωσης, πού συνώδεψε τόν κ. Δελμοῦζο στό Ναύπλιο. Καί μόνο ἡ παρουσία τῶν προσώπων αὐτῶν γύρω ἀπό τήν ἀόριστη τότε ἀκόμα ἰδέα τῆς ἐκπαιδευτικῆς μεταρρύθμισης, ἀποτελοῦν κάτι θετικό, μιά βούληση κοινωνική, μιά δύναμη κατευθυντήρια. Δέν πρέπει λοιπόν νά ὑποτιμοῦμε τό ἔργο κανενός.)

Γι' αὐτό ἐγώ τοὐλάχιστο θά ἐπιθυμοῦσα νά ἐξαιρεθῶ ἀπό τήν τριάδα, πού ἀνέφερε ὁ κ. Δελμοῦζος. Δέν ἔκαμα τίποτε τό ἐξαιρετικό. Ἴσως γιατί δέν ἀφοσιώθηκα ὁλότελα στόν Ὅμιλο. Ἴσως γιατί δέν εἶχα ἀρκετή δύναμη. Γιατί εἶναι βασικώτατο λάθος νά συγχέωμε τόν Ἐκπαιδευτικό Ὅμιλο μέ τό Κράτος ἤ μέ ὁποιαδήποτε ἄλλη ἐργασία, πού κάμαμε ἔξω ἀπό τόν Ὅμιλο. ~~Ἡ σύγχυση μεταξύ τοῦ ἔργου στόν Ὅμιλο καί στό Κράτος εἶναι κακή~~ [διαγραφή]. Ὁ Ὅμιλος δέν εἶναι ἐξάρτημα τοῦ Κράτους. Εἶναι σωματεῖο πρωτοπορείας διανοητικῆς, διαφωτιστικό τῆς κοινωνίας καί τοῦ Κράτους. Ἀλλιῶς δέν ἔχει ἄλλον λόγο ὑπάρξεως. Ἀπό τό 1920 ἡ δράση τοῦ Ὁμίλου διαμορφώθηκε ὡς ἑξῆς: Ἐγίνονταν συγκεντρώσεις καί συζητήσεις στόν Ὅμιλο· συζητήσεις σέ θέματα ἐκπαιδευτικά. Οἱ συζητήσεις αὐτές εἶχαν σημασία γιά τό σωματεῖο, ἦταν ζύμωση πνευματική. Γίνονταν ἔτσι μιά ἑστία πνευματική ὁ Ὅμιλος. Στά δυό χρόνια ἀπάνω γύρισε ὁ κ. Δελμοῦζος ἀπό τή Γερμανία.

Ὁ κ. Δελμοῦζος εἶχε κάμει στόν Ὅμιλο τότε μιά ὁμιλία γιά τά σύγχρονα παιδαγωγικά ῥεύματα στή Γερμανία. Ἀπό κείνη τή στιγμή κατάλαβα ὅτι πολλές βασικές θεωρητικές διαφορές μέ χωρίζουν ἀπό τόν κ. Δελμοῦζο. Ἀναλάβαμε μαζύ ἕνα κοινό ἔργο. Μαράσλειο - Ἀκαδημία. Δεύτερο γεγονός πού παρουσίασε τήν ἀντίθεση: Ὁ κ. Δελμοῦζος εἶχε πεῖ πῶς δέν θά δίδασκε στήν Ἀκαδημία. Ὕστερα ἀπό δυό μῆνες, ἄρχισε νά διδάσκει. Μέ παρεκάλεσε καί παρευρέθηκα σέ μιά του διάλεξη. Ἐπιστοποίησα γιά δεύτερη φορά τή διαφωνία. Τοῦ τό εἶπα. Εἶχαν ὅμως γεννηθῆ ἀμφιβολίες στήν ψυχή του πῶς διδάσκονται διαφορετικά μερικά πράγματα ἐκεῖ μέσα καί γιά τοῦτο ἠθέλησε νά κάμει τή διάλεξη γιά νά πεῖ τίς ἰδέες του στούς Ἀκαδημίτες. Τρίτο γεγονός πού φανερώνει τήν ἀντίθεση: Ἐπίμονα ἐζητήθηκε νά γείνει συζήτηση στό πρόγραμμα τοῦ Ὁμίλου. Τό δέχτηκα. Γιατί τό νόμισα πῶς ἔπρεπε νά γείνει. Ἄρχισε λοιπόν ἡ συζήτηση. Ἔλαβα τέσσαρες φορές τό λόγο γιά νά πῶ τήν ἀντίληψή μου. Τήν τελευταία φορά ἦλθε ὁ κ. Δελμοῦζος γιά νά σταματήσει ἡ συζήτηση αὐτή. Γιατί ὁ κ. Δελμ. ἐνόμιζε πῶς τό Μαράσλειο καί ὁ Ὅμιλος εἶναι

τό ἴδιο πρᾶμμα, καί ἡ κακόπιστη ἐκμετάλλευση ἀπ' ἔξω θά ἔβλαπτε τό Μαράσλειο. Ἡ σύγχιση [σύγχυση] αὐτή ἐγίνετο διαρκῶς στό πνεῦμα τοῦ κ. Δελμούζου. Ἐγώ ἀπέκρουσα ἔντονα τήν ἰδέα τοῦ πολιτικοῦ χρωματισμοῦ τοῦ Ὁμίλου. Ἐδημιουργήθηκε τό ζήτημα τοῦ Μαρασλείου. Ἐπίδραση σ' αὐτό δέν ἐξήσκησε ἡ συζήτηση τοῦ Ὁμίλου. Ὁ κ. Δελμοῦζος αἰσθάνθηκε κάποια δυσφορία. Εἶπε μάλιστα ὅτι δέν θά χαλάσουν ἔργα γιά τά ὁποῖα ἀφιέρωσε τή ζωή του γιά μερικές ἀνοησίες μερικῶν νέων. Δέν ἐπετρέπετο ὅμως νά χαλάσει τήν πορεία τοῦ Ὁμίλου γιά νά μήν κλείσει τό Μαράσλειο, ~~τό ὁποῖον θά ὑπεστήριζε ἀτομικῶς~~ [λέξεις διαγραμμένες]. Μᾶς ἔκλεισαν καί τό Μαράσλειο καί τήν Ἀκαδημία. Ὀδύνη αἰσθανθήκαμε καί οἱ δυό, ἀλλά ἐγώ δέν ἐζήτησα εὐθύνη ἀπό κανένα ἀπό τούς Ἕλληνες διανοουμένους συνεργάτες μου, ἔστω καί οὐτοπιστές. Ὁ κ. Δελμοῦζος στή δίκη τοῦ Ναυπλίου (πού κι ἄν τήν ἔχανε ἦταν ἠθικά κερδισμένος) ἦταν κατήγορος τῆς κοινωνίας· στό Μαράσλειο αἰσθάνθηκε πώς πρέπει νά ἀπολογηθεῖ. Γιατί εἶχε ταυτισθεῖ ψυχικά μέ τήν κοινωνία ἡ ὁποία μόνον τόν παρεγνώριζε. Λίγο μετά τό κλείσιμο ἔρχεται στόν Ὅμιλο τό ζήτημα τοῦ προγράμματος μέ κίνηση διαφωτιστική καί χτυπητή κατά τῶν ἀντιλήψεων τῆς κοινωνίας ἡ ὁποία μᾶς ἔρριξε, ἀπάνω στό πρόγραμμα τοῦ 1914 καί τότε ἀνεπήδησε τό ζήτημα τοῦ Μηλιάδη-Δελμούζου. Δέν τό ἤθελα γιατί προέβλεπα τήν ἀποψινή βραδυά. Ὁ κ. Μηλιάδης ἐπέμεινε νά γείνῃ πρόγραμμα. Ὁ κ. Δελμοῦζος εἶπε ὅτι πρέπει στό πρόγραμμα τοῦ Ὁμίλου νά μποῦν τά θρησκευτικά καί ἡ Ἐθνική Ἀγωγή. Ἐγώ νόμιζα πῶς δέν ἔπρεπε νά ἀνακινηθῆ τέτοιο ζήτημα γιατί ποτέ δέν εἶχε ἀνακινηθῆ στόν Ὅμιλο. Μά ὁ κ. Δελμοῦζος ἐπέμενε γιατί ἤθελε νά δώσει μιά ἀπόδειξη στήν Κοινωνία πού τόν κατηγόρησε, ἀπό πεποίθηση, γιατί τό πιστεύει, ὄχι ἀπό σκοπιμότητα.

Λοιπόν ἤ πρόγραμμα ἤ τίποτε. Λοιπόν πρέπει νά σταματήσουμε. Τά ἀναλογίσθηκα ὅλα. Εἶπα νά ἀποχωρήσω μέ ὅλο τό βάρος πού θά 'παιρνα ἀπάνω μου. Ἀλλά ὁ κ. Δελμοῦζος ἐπιδιώκει τήν τελική ξεκαθάριση, νομίζοντας ὅτι ἤ πρέπει νά μήν ὑπάρχει ὁ Ὅμιλος ἤ ἄν θά ὑπάρξει νά ὑποστηρίξει τό τρίτο σχολειό του. Προσωπικοί λόγοι δέν μᾶς χωρίζουν μέ τόν κ. Δελμοῦζο· αὐτό πρέπει νά τό ἀποκλείσετε· δέν πρόκειται γιά μικρότητες· ὑπάρχει κάτι βαθύτερο[,] οὐσιαστικώτερο. Γιατί ἄλλαξαν πολλά πράγματα στόν κόσμο καί στήν Ἑλλάδα ἑπομένως. Ἄλλαξε ἡ μορφή τοῦ κόσμου. Ἔγεινε ἡ Ρωσσική ἐπανάσταση. Κανείς δέν μπορεῖ νά ὑπακούει σέ αἰώνιες ἀρχές πού ποτέ δέν μεταβάλλονται. Καί ἔγειναν καί στήν Ἑλλάδα γεγονότα.

Στό σημεῖο τοῦτο διακόπτεται ἡ συνεδρίαση γιά νά ἐπαναληφθῆ τήν ἑπομένη στίς 6 μ.μ.

Φλεβάρη 24 ὥρα 6 καί 30΄ μ.μ.
Ξαναρχίζει ἡ συνεδρίαση

Ὁ κ. Γληνός συνεχίζει: Χθές προσπάθησα νά ἐξηγήσω τή βαθύτερη αἰτία τῆς ῥιζικῆς διαφωνίας πού κατέληξε σέ μιά διάσπαση μέ τίς συνέπειές της. Ἡ

βαθύτερη μεταβολή εἶναι ἡ ἑξῆς: Ἡ σύγχρονη κοινωνία εἶναι δημιούργημα πολιτισμοῦ πού βγῆκε ἀπό μιά ὡρισμένη τάξη πού θέλησε νά ἀνατρέψει μιά παληά τάξη καί αὐτή εἶναι ἡ ἀστική τάξη ἡ ὁποία ἔφτασε στό κορύφωμά της λίγο πρό τοῦ Εὐρωπαϊκοῦ πολέμου ἴσως. Ἀγῶνες πολλούς ἔκαμε κατά τοῦ θρησκευτικοῦ καί τοῦ πνευματικοῦ καθεστῶτος. Ὁ ἀγῶνας αὐτός ἄν ἀνατρέξουμε στό παρελθόν μᾶς δίνει τά κλειδιά νά ἰδοῦμε τί γίνεται σήμερα. Ἄς πάρουμε γιά παράδειγμα τή Γαλλική Ἐπανάσταση. Ἡ φιλοσοφική ἐκδήλωση τοῦ ῥωμαντισμοῦ στό βάθος της ἤτανε μιά ἀντίδραση στή φεουδαρχική τάξη. Ὁ Selling [Schelling] εἶπε[:] ὅταν ἐγώ φτιάνω τόν κόσμο μέ τό νοῦ μου καί ἡ φύση φτιάνει ἄλλον κόσμο ἀντίθετα, τό ἄδικο τό ἔχει ἡ φύση. Αὐτός εἶναι ὁ ὑποκειμενισμός. Ἡ φιλοσοφία αὐτή ἡ ῥωμαντική εἶναι πολύ χαρακτηριστική. Ἀπό τά μέσα τοῦ 19ου αἰῶνα ὡς μέ σήμερα ἐξελίσσεται ἡ ἐπιστήμη καί πρόοδοι παρουσιάζονται. Ἀλλά ἀπό τό 1848 γεννιέται τό προλεταριᾶτο. Μέ τή διδασκαλία τοῦ Μάρξ μέ τόν ἱστορικό ὑλισμό ἐπί 50 χρόνια συνεχίζεται ὁ ἀγῶνας. Κρίσεις οἰκονομικές ἀναγκάζουν τήν ἀστική τάξη νά κάνει πολέμους ἐξωτερικούς καί ἐσωτερικούς ἐναντία στό προλεταριᾶτο. Ὁ παγκόσμιος πόλεμος εἶναι τοῦ κεφαλαιοκρατισμοῦ ἀποτέλεσμα. Τό ξεσκέπασμα τῆς ἀστικῆς τάξης στίς ἠθικές ἀρχές πού διεκήρυττε τήν ἐκλόνισε πολύ. Ἦταν ὑποχρεωμένη νά κάμει πνευματικές στροφές. Φιλοσοφία ἐργάζεται σέ ὅλα τά Πανεπιστήμια τῆς Εὐρώπης πού μποροῦμε νά τήν ποῦμε νεορωμαντική ἀντίδραση. [Ο Γληνός σημειώνει ερωτηματικό στο περιθώριο.] Ἡ ἐπιστήμη, λένε, δέν γνωρίζει τό εἶναι τῶν πραγμάτων. 1) γνωσιολογία κτυπᾷ τήν ἐπιστήμη 2) ἡ μεταφυσική εἶναι δυνατή· νέοι τρόποι τῶν συστημάτων αὐτῶν γιά νά δοθῆ διέξοδος σέ δυνάμεις πού πρέπει νά λάβουν ζωή στή γῆ. 3) Στήν Ἠθική. Εἶναι θαυμάσιο τό θέαμα τῶν σοφῶν πού θέλησαν νά δικαιώσουν τόν Κάϊζερ. Δέν ἀκοῦν γύρω τους τήν ἀνηθικότητα πού συντελεῖται σήμερα στόν κόσμο. Καί ἀκόμα ἔχουμε τέτοιου εἴδους κινήματα καί στήν Παιδαγωγική. Οἱ Ἀμερικανοί μέ τήν θεωρία τοῦ σχολείου τῆς ἐργασίας, κάνουν μεγάλη κατάκτηση στήν Παιδαγωγική ἐπιστήμη. Ἡ θεωρία αὐτή νοθεύεται στή Γερμανία (Kelsensteiner) [(Kerschensteiner)]. Οἱ κυριώτερες ἰδέες πού προσπαθοῦν νά στηρίξουν στήν κοινωνία εἶναι ὅτι ἡ ἀγωγή μπορεῖ νά εἶναι ὑπεράνω τῶν τάξεων· αρκεί να κλεισθεῖς μέσα στό παιδί, νά πεῖς ὅτι ὅλα τά παιδιά εἶναι γιά μένα τα ἴδια. Καί ἔτσι ἐτέθη ἡ ἀγωγή ὑπεράνω τῶν τάξεων. Τό παιδί πού ἔπεσε σέ μεταξωτά σπάργανα καί σέ ῥάκη εἶναι τό ἴδιο; Ὄχi [Ὄχι] βέβαια. Καί ἀπό ὅταν τό παίρνεις τό παiδί [παιδί] στά χέρια σου δέν εἶναι τό ἴδιο πρᾶμμα γιατί τοῦτο εἶναι κοινωνιολογικῶς ἀδύνατο. Τό κράτος θέλει τήν ἐπικράτηση ὡρισμένης κοινωνικῆς τάξης. Μέ ἕνα κήρυγμα δέν μπορεῖ νά διακηρυχθῆ ὅτι ἡ ἀγωγή εἶναι ὑπεράνω πάντων. Εἶναι ἀδύνατη ἡ πραγμάτωση μιᾶς τέτοιας θεωρίας. –Καί μιά ἄλλη ἀκόμα θεωρία: Μέσα στό παιδί εἶναι ῥιζωμένες ὡρισμένες ἱκανότητες πού μᾶς ἐπιβάλλουν νά τοῦ διδάξουμε ὡρισμένα πράγματα συνυφασμένα μέ τήν ἀγωγή. Ὡς ἕνα σημεῖο, μάλιστα, συμφωνοῦμε. Ἀλλά μέσα λένε σ' αὐτές τίς ἱκανότητες εἶναι καί τό

θρησκευτικό συναίσθημα, καί δέν εἶναι παιδαγωγός ὅποιος τό ἀρνεῖται. Ἐγώ πιστεύω ὅτι ὅλα πρέπει νά ὑποβάλλωνται σέ μιά ἀμείλικτη κριτική. Τί συμβαίνει στήν προκειμένη περίπτωση; Ἐπειδή εἶναι ὑποχρεωμένοι νά δώσουν ὁρισμό πού νά σταθῆ, λένε: Θρησκευτικό συναίσθημα εἶναι ὁ τρόπος πού ἀντικρύσει ὁ ἄνθρωπος συνολικά τόν κόσμο (Spranger). Ἀλλά πόσοι τρόποι εἶναι πού μπορεῖ κανείς νά ἀντικρύσει συνολικά τόν κόσμο; Λένε ὁ θρησκευτικός· ἀλλά δέν εἶναι καί ὁ λογικός; Λένε καί ὁ ἐπιστήμονας πιστεύει στήν θρησκεία. Ἀλλά τότε: α΄) Θρησκεία δέν ἔχουν ὅσοι δέν ἀντικρύζουν συνολικά τόν κόσμο (δηλ. ὁ πιό πολύς κόσμος). Ἀλλά τότε μέ ποιά μαθήματα θά τό καλλιεργήσουμε τό θρησκευτικό συναίσθημα; Πιό πολύ μέ ἱστορία καί φυσική. [β΄)] Ἀλλά τότε τό μάθημα τῶν θρησκευτικῶν τί ρόλο παίζει; Καί τότε, ὅταν σοῦ τό δώσουν ἔτσι μπορεῖς, κύριε Φιλόσοφε, νά πιστεύεις κάθε δόγμα; Τόν θέλεις τότε τόν δάσκαλο γιά νά μορφινίζει τά πλήθη.

Ἔχουμε ὅμως καί ἄλλο ἐπίμαχο σημεῖο πού συζητεῖται στήν Ἐπιστήμη. Τό μάθημα τῆς ἱστορίας κατά πόσο θά εἶναι μάθημα ἐθνικιστικό ἤ ἀλήθεια ἱστορική. Αὐτοῦ τοῦ εἴδους ἡ παιδαγωγική λέγει ὅτι ἡ ἔννοια τῆς ἀγωγῆς εἶναι ἀναπόσπαστα ἑνωμένη μέ τό ζήτημα τοῦ Ἐθνισμοῦ. Δέχομαι ὅτι ἡ συνείδηση τῆς ὁλότητας παίζει καί πρέπει νά παίζει σπουδαῖο ρόλο στό ζήτημα τῆς ἀγωγῆς. Ἀλλά ἡ ὁλότητα ὑπῆρξε πάντα ἔθνος; Ἡ ὁλότητα πολλές φορές δέν ἐννοοῦσε τίποτε ἄλλο ἀπό τήν οἰκογένεια, τήν φυλή[,] τήν πόλη. Ὁ Πλάτωνας ἔφτασε μέχρι τῆς πόλης. Δηλαδή κανένας νοῦς δέν μπορεῖ νά ξεπεράσει τά ὅρια τῆς ἐποχῆς του. Ὕστερα γίνηκε τό κράτος τό ῥωμαϊκό, ὕστερα ἡ ἔννοια τοῦ Χριστιανοῦ αἰσθανότανε τήν ὁλότητα χωρίς διάκριση Ἔθνους. Εἶναι καθαρά μεταβλητή ἔννοια τό Ἔθνος. Μποροῦμε λοιπόν νά τήν χρησιμοποιοῦμε; Βέβαια ὄχι. Ἡ ἔννοια τῆς τάξης σήμερα ἀκόμα ὑπερβαίνει τά ὅρια τοῦ Ἔθνους. Ἑπομένως ἀφοῦ τόσο μεταβλητή εἶναι ἡ ἔννοια τῆς ὁλότητος μέ ποιό δικαίωμα θά δεχτοῦμε τόν Ἐθνισμό; Πῶς μποροῦμε νά ἐννοήσουμε πῶς ἡ ἔννοια τῆς Ἀγωγῆς εἶναι συνυφασμένη μέ τόν Ἐθνισμό; Αἱ [sic] παραδόσεις δέν παίζουν τό ρόλο πού θέλουν νά δώσουν. Αὐτές θά ὑπάρχουν παντοτεινά ὅποια δήποτε εἶναι ἡ ἔννοια τῆς ὁλότητας; – Ὑπάρχει καί ἄλλο ζήτημα πού ἀντιτάσσεται στήν ἔννοια τοῦ Ἐθνισμοῦ. Ἡ ἔννοια τῆς τάξεως εἶναι πλατύτερη ἀπό τήν ἔννοια τοῦ Ἔθνους. Ἡ ἔννοια τοῦ Ἔθνους χωρίζει τούς ἀνθρώπους, ἡ ἔννοια τῆς τάξης τούς ἑνώνει. Τό Ἔθνος εἶναι ἐμπόδιο στόν ἀνθρωπισμό. Αὐτή εἶναι μιά ἀνάλυση θεωρητική, γιά νά μή νομισθῆ πῶς εἶναι δόγματα. Δέν μπορεῖ ὁ παιδαγωγός νά πεῖ ὅτι εἶμαι παιδαγωγός καί δίν εἶμαι κοινωνιολόγος. Δέν μπορεῖ κανείς νά μονοπωλεῖ τήν ἔννοια τῆς ἐπιστήμης. Ὑπάρχει ἀντίληψη πού φέρνει σέ ἄλλους δρόμους. Ποῦ ὁδηγεῖ; Εἰς τόν Φασισμό κατ' εὐθεῖαν. Ἐδῶ ἀναπτύσσει σύντομα ὁ κ. Γληνός τί εἶναι Φασισμός καί ἀναφέρει ἄρθρο πού δημοσιεύθηκε τελευταῖα[,] Ὑφυπουργοῦ τῆς Ἰταλίας[,] καί συνεχίζει: Ἐάν πρόκειται νά κάμω προσωπικῶς ἐγώ μιά κατάταξη ἡ προσωπική μου ἄποψη εἶναι διαφορετική! Στή γνωσιολογία εἶμαι ὁπαδός τοῦ κριτικοῦ ἐμπειρισμοῦ· στή Μεταφυσική: δέν δέχομαι μεταφυσικά παραμύθια,

φτάνω ὡς ἐκεῖ πού μέ βοηθάει ἡ ἐπιστημονική γνώση μου. Στήν Ἠθική δέν δέχομαι ἀπόλυτες ἠθικές ἀξίες. Στήν Παιδαγωγική παίρνω ὅτι μᾶς δίνει ἡ ψυχολογία καί ἡ παιδαγωγική. Θά παιδαγωγήσουμε μέ τήν πίστη. Ποῦ ὁδηγοῦν οἱ δικές μου ἀρχές; Στό Σοσσιαλισμό! [Σοσιαλισμό] Αἰσθάνομαι ὅτι [ὅτι] εἶναι ἡ βαθύτερη πίστη πού ἔχω μέσα μου ὁ σοσσιαλισμός. Ἄν δέν ἤμουν σοσσιαλιστής δέν θά μποροῦσα νά εἶμαι ἀνθρωπιστής. – Στό σημεῖο αὐτό ὅμως μποροῦσε κανείς νά μέ ῥωτήσει: 1) Γιατί ὡς τώρα δέν διεκήρυξες τίς ἰδέες σου αὐτές; Καί τοῦ ἀπαντῶ ὅτι στόν ἄνθρωπο πού δέν θέλει ἁπλῶς νά μιμηθῆ μά θέλει νά ἀποκτήσει δικές του πεποιθήσεις χρειάζεται μιά ἐσωτερική ἐπεξεργασία πού νά μήν ἀφήσει τίποτα ἀνεξέταστο καί ὕστερα ἀπ' αὐτό μπορεῖ ὁ ἄνθρωπος νά πεῖ μέ πεποίθηση: ἐδώ [ἐδῶ] θέτω τόν ἑαυτό μου. 2) Στά 1925 ἔκαμες παρατηρήσεις[,] κριτική ἀντίκρυ στόν Κομμουνισμό. Τώρα πῶς διακηρύττεις αὐτές τίς ἀρχές; Μά τίς παρατηρήσεις πού ἔκαμα τότε τίς ἐπαναλαμβάνω καί τώρα καί λέγω πῶς ὁ Ὅμιλος δέν μπορεῖ νά στραφεῖ στόν Κομμουνισμό. Κομμουνισμός εἶναι ἡ ἐπαναστατική ἐκδήλωση τοῦ Σοσσιαλισμοῦ καί ἐγώ δέν εἶμαι κήρυκας τοῦ κομμουνισμοῦ εἴτε γιατί καί ἐγώ δέν εἶμαι μέσα μου ἑτοιμασμένος γιά μιά τέτοια ἐκδήλωση εἴτε γιατί δέν εἶναι αὐτό τό περιβάλλο [περιβάλλον] ἑτοιμασμένο γι' αὐτή. Τί μπορεῖ [...]

[9. Ὑποφάκελλος, με περίληψη της Α΄ ομιλίας του Αλέξανδρου Δελμούζου στη συνεδρίαση στις 28 Φεβρουαρίου 1927, σε μισόφυλλα σχήματος τετραδίου, γραμμένα στην εμπρόσθια μόνο σελίδα, σελίδες 1-11.]

28/2/1927

Περίληψη τῆς Α΄ ὁμιλίας
Α. Δελμούζου

Ὁ κ. Δελμ. ἐκφράζει τήν εὐγνωμοσύνη του γιά τήν ὁμιλία τοῦ κ. Γλ. Ἄν ὁ κ. Γληνός μιλοῦσε ἐδῶ καί δυό χρόνια, τό πρόβλημα πού βασανίζει τώρα τή Γ. Συνέλευση θά εἶχε λυθεῖ ἀπό τότε καί δέ θά παρουσιάζαμε τό σημερινό θέαμα. Καί ὅμως ὁ κ. Γληνός δέ μίλησε. Γιατί; Λυπᾶται λέει, πού κι αὐτός εἶναι ὑποχρεωμένος νά καταφύγει στήν ψυχογραφία, γιά νά ἀποκαταστήσει τά πράγματα: ὁ κ. Γληνός μέ ὅλα τά πνευματικά του χαρίσματα εἶναι κυρίως τύπος πού δρᾶ. Ἡ δράση εἶναι ἡ κύρια γραμμή στή ζωή του. Στόν πραχτικό αὐτόν τύπο μᾶς πρόσφερε ὡς τώρα τόσες ὑπηρεσίες στόν ἐκπ. δημοτικισμό ἀπό μιά φορά παλεύει μέσα του καί ὁ πολιτικός μέ τή σχετική ψυχολογία. Εἶχε δίκιο ὁ κ. Γλ. ὅταν λέει πώς ἀπό τότε πού φύγαμε ἀπό τό κράτος πέρασε ἐσωτερική κρίση μεγάλη. Δέν ἦταν ὅμως κρίση, ὅπως τοῦ Kant πού ἀνάφερε, μά κάτι πιό ἁπλό: ἐπί δύο χρόνια πάλευε μέσα του ἄν θά ὑπερισχύσει ὁ πολιτικός ἤ ὄχι, ἄν θά πολιτευτῆ ἤ ὄχι, ἄν θά εἰπεῖ ὅ,τι ἤθελε νά εἰπεῖ. Γιατί; βέβαια τή θρησκευτική κρίση τήν εἶχε περάσει πολύ νωρίτερα, ὅπως ὅλοι μας. Ἡ στροφή τοῦ κ. Γλ. ὀφείλεται στό ὅτι ἡ ἀντίδραση φαίνεται μεγάλη καί γιά χρόνια θά μᾶς κρατήση ἴσως μακριά ἀπό τήν ἄμεση δράση στό κράτος. Καί ὅμως οἱ δισταγμοί καί ἡ ἀμφιβολία του εἶναι μεγάλοι κι ἕνα καθρέφτισμα εἴχαμε στήν Ἀναγέννηση, πού θαλασσοδέρνεται μῆνες τώρα χωρίς κατεύθυνση καμιά. Εἶναι δισταγμοί ἀπό πόνο καί ὠδύνη γιά τό ἔργο πού εἴχαμε κάνει, ἀπό τό φόβο μήπως εἶναι ἀκόμα πρόωρα γιά τέτοιο ἔργο. Τήν ὁριστική ἀπόφαση ὅμως τή δίνει ἡ βίαια ὁρμητική ἐπίθεση τῶν νέων στήν Α΄ συνεδρίαση τῆς Συνέλευσης. Στόν κ. Γλ. ὑπερίσχυσε ὁριστικά ὁ πολιτικός, ἀποφάσισε νά μιλήσει. Σύμφωνα πιά μέ τήν ἀπόφαση καί τήν ψυχολογία αὐτή τά πράγματα ἀλλάζουν καί χρωματίζονται ἔτσι πού γίνονται ἀγνώριστα. Ὁ Ὅμιλος πού ὡς τά χτές δροῦσε μέσα στήν πράξη γίνεται σωματεῖο προδρομικό, μακριά ἀπό τή δράση. Καμιά πιά πρόοδος μέσα στό ἀστικό κράτος. Ἴσως μόνο κάτι γιά τή γλῶσσα κι αὐτό ἀμφίβολο πολύ. Ὁ ὅμιλος ν' ἀγκαλιάσει τά ἰδανικά τῆς τάξης πού ἀνεβαίνει! Χτεσινοί συνεργάτες του πού ἔβαλαν κατά τή γνώμη του τά θεμέλια τῆς νεοελ. παιδαγωγ. ἐπιστήμης, γίνονται σήμερα ἀστεῖοι μεταφυσικοί. Ἔργα ὡς χτές γιά τόν ἴδιον πολυσήμαντα γίνονται τώρα μόνο γλωσσική σκιά. Ὁ ἴδιος ὡς χτές ἀκούραστος ἐργάτης μέσα στή σχολική πράξη γίνεται ἔξαφνα οὐτοπιστής πρόδρομος. Ὅλα ἀλλάζουν. Καί παρουσιάζεται τό πρόβλημα πού

σᾶς ἀπασχολεῖ ἀπό τίς ἀπόψεις πού μποροῦν νά συγκινήσουν κάθε εὐαίσθητη χορδή. Στό Α΄ μέρος τῆς ὁμιλίας του τό πρόβλημα εἶναι: ἄν ὁ Ὅμιλος θά ἐπιτρέπει τήν ἐλευθερία τῆς σκέψης ἤ ὄχι· ἄν θά εἶναι κοπάδι ἀπό ἄβουλα πρόβατα καί τά σέρνει ὅπου θέλει ἕνας ἐγωιστής ὡς μή μέλη ζωντανά, αὐθύπαρκτα. Αἰτία στή σημερινή διάσταση εἶναι ἡ ψυχοσύνθεση τοῦ ὑποφαινομένου: ἕνας ἄνθρωπος μέ τρομερή δύναμη πού τά ὑποτάσσει ὅλα στό στενό του ἰδανικό, στό σχολειό του καί παραλύει κάθε κίνηση τοῦ σωματείου. Ἄς ἦταν ἔτσι ἡ λύση εὐκωλότατη: δέ θά εἶχα παρά ν' ἀπομακρυνθῶ γιά νά λυτρωθεῖ ἡ πιεζόμενη χιλιόπλευρη δημιουργική πνοή τοῦ ὁμίλου. Στό Β΄ μέρος τῆς ὁμιλίας του τό πρόβλημα μεταμορφώνεται καί συγκεντρώνεται σ' ἕνα δίλημμα τραγικό: διαλέξετε ἤ τό παρελθόν ἤ τό μέλλον. Ὁ παλιός κόσμος ἀπό τή μιά μεριά πού ταυτίζεται μέ τήν ἰδεολογία τοῦ Κουλαυριβάκη [Κουλουμβάκης] καί καινοτομεῖ μόνο στή γλῶσσα καί ἀπό τήν ἄλλη: ὁ νέος, ὁ μελλοντικός, ἡ πρόοδος!

Ἔτσι βέβαια θίγονται εὐαίσθητες χορδές καί τά πράγματα ἀλλάζουν. Καί γιά νά κρίνει σωστά ἡ Συνέλευση, θεωρεῖ χρέος του ὁ κ. Δελ. νά δώσει τά πράγματα ὅπως εἶναι. Καί φέρνει τούς παλιούς ἱδρυτές τοῦ Ὁμίλου πού ἀκούοντας τήν ὁμιλία τοῦ κ. Γληνοῦ καί βλέποντας τόν Ὅμιλο πού ζωγραφίζει δέν ἀναγνωρίζουν πιά τό σωματεῖο τους. Ὅ,τι προτείνει ὁ κ. Γλ. ἤ εἶναι σωματεῖο ἐπιστημονικό γιά τήν ἐλεύθερη ἔρευνα σέ χίλια δυό ἐπιστημ. καί φιλοσοφικά ζητήματα ἤ σωματεῖο πολιτικό. Αὐτοί φαντάστηκαν κάτι πιό ἁπλό. Καί διαβάζοντας τό καταστατικό κ. ά. τοῦ Ὁμίλου δείχνει τό σκοπό καί τό πρόγραμμά του, ἕνα πρόγραμμα ὄχι ἀόριστο μά μέ ὡρισμένες βασικές ἀρχές. Ἔτσι καί στά τρία ἐπίμαχα σημεῖα στό θρησκευτικό, τό ἐθνικό καί τό ἔξω ἀπό κάθε πολιτική ἡ ἀπάντηση εἶναι καταφατική. Δείχνει ἔπειτα πώς ἀπό ἀνάγκη καί ἀπό ἔλλειψη δυνάμεων ἡ δράση τοῦ Ὁμίλου ταυτίζεται μέ τή δράση τῶν ἐκπαιδευτικῶν του στό κράτος, οἱ ὁποῖοι στήν κρατική τους ἐνέργεια ἀκολουθοῦν τήν ἴδια ταχτική. Κακός βέβαια ὁ ταυτισμός, μά δέν μποροῦσε νά γίνει ἀλλιῶς γιατί ἔλειπαν οἱ δυνάμεις. Ὁ ἴδιος ὁ κ. Γλ. ἐνῶ εἶναι Γεν. Γραμματέας στό Ὑπουργεῖο κρατᾶ καί τή γραμματεία τοῦ Ὁμίλου καί ὅλοι τους λογοδοτοῦν στόν Ὅμιλο γιά τή δράση τους. Ἔτσι δημιουργεῖται ὁλόκληρος ἐκπαιδ. δημοτικισμός, κίνημα ὅπου πραγματοποιοῦνται πολλά βασικά αἰτήματα τοῦ Ὁμίλου. Καί ἡ μόνη θετική ἐργασία πού παρουσιάζει ὁ δημοτικισμός εἶναι αὐτός ἐκτός ἀπό τό διαφωτισμό τῶν δασκάλων, τά βιβλία καί ἡ γλῶσσα τους, τό Μαράσλειο καί ἡ Ἀκαδημία. Καί ὅμως τά ἔργα αὐτά ἀρχίζουν νά κλονίζωνται ἀπό τίς πολιτικολογίες πού ἀρχίζουν χωρίς κατεύθυνση καμιά στίς Δευτέρες τοῦ Ὁμίλου. Τότε ἐπεμβαίνει ὁ κ. Δελμ. καί ζητᾶ νά σταματήσουν οἱ ἄσκοπες συζητήσεις πού εἶχαν θολώσει τήν ἀτμόσφαιρα καί ὁ κ. Γλ., νά καθορίσει τή στάση του. Ὁ κ. Γλ. μιλάει κατά τοῦ κομμουνισμοῦ καί κατά τῆς αὐτονομίας τῆς Μακεδονίας, τόν χαρακτηρίζει ὡς κίνημα οὐτοπιστικό καί ρομαντικό καί οἱ Δευτέρες σταματοῦν. Ἔπειτα ἡ Διοικ. Ἐπιτροπή ἐπί δύο χρόνια σχεδόν συζητεῖ για τό πρόγραμμα τοῦ Ὁμίλου, κι

ἐκεῖ ἡ ἴδια χαωτική κατάσταση. Τήν κάθε ἐνέργεια τή σταματοῦσε, λένε, ἡ τυραννική ἐπέμβαση τοῦ κ. Δελμ. Εἶναι ἀλήθεια ὅτι ὅπως στίς συζητήσεις τῆς Δευτέρας ἔτσι καί σέ ἄλλες προτάσεις ἐπέμβηκε. Μά γιατί τόσο εὔκολα ὑποχωροῦσαν τόσοι ἄνθρωποι καί ἄνθρωποι μάλιστα δυνατοί; Ἦταν ἡ ἀτομική δύναμη τοῦ Δελμ. ἤ μήπως πίσω ἀπό τό ἄτομό του, ὅταν ἔλεγε ὅτι δέν ἔπρεπε νά κινδυνεύουν ἀπό τή θεωρητική κοινωνιολ. καί πολιτική ὁρμή λίγων νέων τά θετικά ἔργα πού γίνονταν, μήπως πίσω ἀπό τό ἄτομό του στεκόταν ὅλος ὁ ἐκπαιδ. δημοτικισμός, ἕνα ζωντανό παρόν ἐμπρός σέ θεωρίες σάν τό πρόγραμμα τοῦ κ. Μηλιάδη;

Ἔρχεται ἔπειτα στή διοικητική ἐπιτροπή πού δυό χρόνια συζητεῖ γιά τό πρόγραμμα. Σ' αὐτή ξεχωρίζουν τρεῖς κατευθύνσεις: καί μιλώντας τή γλῶσσα του, τίς ὀνομάζει: οἱ δεξιοί, οἱ κεντρικοί καί οἱ ἀριστεροί. Προσπάθεια συμβιβαστική τοῦ κ. Γλ. ἀποτυχαίνει. Στήν ὁμιλία του ὅμως στή Γ. Συνέλευση ὁ κ. Γλ. μίλησε ἐλεύθερα, στάθηκε ἀντιμέτωπος στούς δεξιούς καί ἀγκάλιασε κεντρικούς καί ἀριστερούς. Ἔτσι ἀπαντώντας στόν κ. Γληνό καί παίρνοντας μόνο ἕνα δυό σημεῖα ἀπό τούς ἀριστερούς θά δείξω τή βασική διαφορά πού χώρισε τήν ἐπιτροπή.

Στή θέση τῶν δεξιῶν ὕψωσε ὁ κ. Γλ. καί οἱ ἄλλοι ἕνα μεταφυσικό πλᾶσμα τῆς φαντασίας πού λέει πώς σκαρώνει ἕνα ὑπερταξικό πρόγραμμα καί θέλει νά τό ἐπιβάλη στήν πραγματικότητα πού τήν ἀγνοεῖ καί ἀδιαφορεῖ ἄν μπορῆ νά εφαρμοστῆ ἤ ὄχι. Οἱ ἀριστεροί ἀπαντοῦν πώς ἡ παιδεία καί σέ μᾶς εἶναι ταξική, οἱ μεγαλοαστοί, ἡ ἄρχουσα τάξη κρατεῖ ἀπό συμφέρον τυφλό τό λαό μέ τή γλωσσική, τή θρησκευτική καί τήν ἐθνική πρόληψη. Στό ἀστικό κράτος ἀδύνατο νά ἔχωμε λαϊκή παιδεία σωστή, ἀδύνατη κάθε προοδευτική κίνηση, γιατί ἡ ἀστική τάξη ἔγινε συντηρητική. Γι' αὐτό ὁ Ὅμιλος ἄν θέλη νάναι προοδευτικός πρέπει ν' ἀγκαλιάση τά ἰδανικά τῆς ἐργαστικῆς τάξης πού ἀνεβαίνει, καί ἄλλοι τοῦ ἐργαζόμενου λαοῦ καί ἄλλοι τῶν τάξεων πού εἶναι ἀντίθετοι στόν ἀστισμό. Ἔτσι θά κάνει ἕνα ἐκπαιδ. πρόγραμμα ἐπιστημονικό, ἐλεύθερο ἀπό προλήψεις.

Στούς προοδευτικούς αὐτούς ἤ τούς ὠμούς ρεαλιστές, ὅπως αὐτοχαρακτηρίζονται ἀπαντοῦν οἱ μεταφυσικοί:

α) Ὅτι εἶναι ἀνεδαφικοί. Γιατί ὁ ἐργαζόμενος λαός εἶναι ἀνοργάνωτος καί ἄν θέλη ὁ Ὅμιλος νά τόν ὀργανώση θά γίνη παμπολιτικό σωματεῖο. Καί ἄν προβάλουν τήν ἐθνική ἤ θρησκ. πρόληψη ὅπως τήν ἀκούσαμε στήν ὁμιλία τοῦ κ. Γληνοῦ καί ὅπως τήν ὑποστηρίζουν καί οἱ ἀριστεροί δέ θά τούς ἀκολουθήση κανείς. Εἶναι ἀνοργάνωτη καί χωρίς ἑνιαία ψυχολογία καί αὐτή ἀκόμα ἡ ἐργατική τάξη. Οἱ μόνοι ὠργανωμένοι εἶναι οἱ κομμουνιστές καί ἄν θελήση ὁ Ὅμιλος νά στηριχτῆ σ' αὐτούς, πάλι θά περιοριστῆ σέ ἐλάχιστο ἔδαφος καί ὁ ἐργαζόμενος λαός θά ἐξατμιστῆ.

β) ἀποδείχνει ὅτι εἶναι ὀλέθρια πλάνη πώς παιδεία ἀληθινή δέν μπορεῖ νά σταθεῖ στό ἀστικό καθεστώς. Φέρνει πολλά σχετικά παραδείγματα ἀπό ξένα κράτη καί καθορίζει τό ρόλο παιδαγωγῶν, ἐκπαιδ. σωματείων ἤ πολιτικῶν

ὀργανώσεων. Ἐμεῖς δέν ἔχομε ἀστική, ταξική παιδεία, ἀλλά ἀνυπαρξία παιδείας. Γιά νά σταθῆ ἑλλ. παιδεία πρέπει πρῶτα νά νικήσωμε τό μεσαιῶνα μας.

γ) Εἶναι πλάνη ὅτι τό σχολεῖο εἶναι ἁπλό παράρτημα στήν κοινων. ἐξέλιξη καί ὅτι πρέπει πρῶτα ν' ἀλλάξωμε τό καθεστός γιά νάχομε παιδεία σωστή. Ἔτσι ἐμποδίζομε κάθε προοδευτ. προσπάθεια στό σχολεῖο, μετατοπίζομε τό ἐκπαιδ. ἐνδιαφέρον στό πολιτικό καί κάνομε τό δάσκαλο ὄργανο πολιτικῶν σκοπῶν. Καί ἡ πλάνη γίνεται πιό ὀλέθρια ἄν βάλωμε καί στό δάσκαλο τήν ἠθική τοῦ δοῦναι καί λαβεῖν. (Ἐδῶ ἀναπτύσσει τό πραχτικό τοῦ Μαρασλείου γιά τή θέση τοῦ δασκάλου, ἀπαντώντας στόν κ. Βάρναλη). Καί δ) εἶναι πλάνη ὅτι στηρίζονται στήν ἐπιστήμη, ὑποδουλώνουν τήν ἐπιστήμη στήν πολιτική ἤ πέφτουν στή μεταφυσική, ὅπως τό ἔπαθε ὁ κ. Γληνός. Μιλάει ἔπειτα γιά τό ἀπόλυτο καί τό σχετικό τῶν ἠθικῶν ἀξιῶν, λέει πώς αὐτό τό ζήτημα γιά τό πρόβλημά μας ἔχει θεωρητική σημασία καί τό κύριο εἶναι μετά καί αὐτοί οἱ σχετικιστές ἄν θέλουν νά μορφώσουν ἀληθινά τό παιδί, θά δώσουν τίς ἀξίες πού τίς νομίζουν σχετικές, γιά ἀπόλυτο κῦρος· ἀλλιῶς ἡ ἀγωγή εἶναι ἀδύνατη.

Ἔπειτα ἀναπτύσσει τί ζητοῦν οἱ μεταφυσικοί δεξιοί. Ἐκθέτει πῶς ἐργάζεται ἕνας παιδαγωγός σωστός, πῶς κάνει τό σύστημα καί τό πρόγραμμά του καί ἔρχεται στούς μεταφυσικούς τοῦ ὁμίλου. Κι αὐτοί δίνουν ἕνα πρόγραμμα ἀπώτατο. Εἶναι τό ἴδιο μέ τῆς Ἀναγέννησης. Διαφωνοῦν μ' αὐτό μόνο στή διατύπωση καί στό ὅτι ἀποσιωπᾶ τά 3 ἐπίμαχα σημεῖα. Διαφωνοῦν ἔπειτα στό ὅτι ὁ κ. Γλ. στήν Ἀναγέννηση, δίνει μόνο ἕνα ἀπώτατο πρόγραμμα καί ὅ,τι λέει ἀμεσώτερα αἰτήματα δέν μποροῦν νά πραγματοποιηθοῦν οὔτε ἄν αὔριο κιόλας γίνει κοινωνική ἀνατροπή. Εἶναι αἰτήματα καθαρά οὐτοπιστικά. Οἱ ἐνδιάμεσοι σταθμοί πού θ' ἀρχίσουν ἀπό τή σημερινή πραγματικότητα καί θά ὁδηγοῦν στό σκοπό λείπουν. Οἱ μεταφυσικοί τοῦ Ὁμίλου συλλογίζονται πρῶτα πώς ὁ Ὅμιλος εἶναι ἐκπαιδ. σωματεῖο μέ σκοπό νά ὑψώνει σιγά σιγά τήν ἐκπαιδ. κατάσταση τοῦ τόπου· μέ σκοπό τή δράση καί ὄχι τή θεωρία τοῦ γραφείου, καί πώς δράση καί μεταρρυθμ. γενικά κίνηση χωρίς καθαρές γραμμές καί κατευθύνσεις δέν μπορεῖ νά σταθῆ. Ἔπειτα ἐξετάζοντας τή νεοελ. ἐκπαιδ. κατάσταση βλέπουν ὅτι βρισκόμαστε σέ μεσαιῶνα, ὅτι δέν ἔχομε καθόλου παιδεία, γιατί λείπουν οἱ βασικοί γι' αὐτό ὅροι. Γι' αὐτό πρέπει πρῶτα νά μελετηθοῦν τά ἀμελέτητα ἐκπαιδ. προβλήματα καί νά γίνη διαφωτισμός σέ ὅλη τήν κοινωνία, γιατί ὅλες οἱ τάξεις ἔχουν συμφέρον γιά μιά παιδεία ἀληθινή. Τό ἴδιο ὅλες οἱ τάξεις ἔχουν συμφέρον γιά μιά σωστή ὀργάνωση τῆς παιδείας καί τέτοια εἶναι καί θά εἶναι καί μέ ὅποια κοινωνική ἀνατροπή ἡ ὀργάνωση τοῦ 1913. Ἄν δέν ἔγινε κοινωνικός διαφωτισμός, αὐτό εἶναι γιατί δέν ἔχομε πληθωρική ζωή στόν Ὅμιλο καί ὁ κ. Μηλ. [Μηλιάδης[καί οἱ ἄλλοι ἱκανοποιοῦνται μόνο μέ συζητήσεις. Ἔτσι οἱ μεταφυσικοί στό Α΄ ἐπίμαχο σημεῖο ἀπαντοῦν πώς ὁ Ὅμ. πρέπει νά γείνει σωματεῖο ἐκπαιδευτικό, νά κοιτάξη τό σύνολο καί ὄχι τά ἰδανικά μιᾶς μόνο τάξης, καί πρῶτα ἀπ' ὅλα νά κοιτάξη τή θετική δουλειά καί πῶς θά νικήσωμε τό μεσαιῶνα μας.

Καί στ' ἄλλα δυό σημεῖα τό θρησκ. καί ἐθνικό δίνουν καταφατική ἀπάντηση. α) γιατί ἐκπαιδ. δράση χωρίς καθαρή κατεύθυνση εἶναι ἀδύνατη· καί β) γιατί πιστεύουν πώς τό θρησκ. συναίσθημα εἶναι πολύτιμο γιά τήν ἀγωγή καί ὅτι δέν μπορεῖ νά νοηθῆ παιδεία σέ μᾶς μάλιστα πού νά μήν εἶναι ἐθνική. Ὑπάρχουν βέβαια πολλά μέλη πού δέ συμφωνοῦν ὅτι τό θρησκευτικό συναίσθημα εἶναι πολύτιμο γιά τήν ἀγωγή, μά ὅλοι δέχονται πώς ἄν ὁ Ὅμιλος δημιουργήση θρησκευτικό ζήτημα, θά γίνει ἀνεδαφικός. Καί ἀκόμα ὅτι ὑπάρχουν τόσα μέσα γιά ν' ἀναπτύξωμε τήν κρίση τοῦ παιδιοῦ ὥστε δέν κινδυνεύει ἡ λογική του μόρφωση ἀπό τά δόγματα. Τό θρησκευτικό ζήτημα δέ γίνεται ἀπό μίμηση, μά ἀπό πίεση, τέτοια ὅμως πίεση δέν ἔχομε δά στήν Ἑλλάδα. Ἐδῶ δέν ἔχομε κληρικοκρατία ὅπως στή Γαλλία ἤ τήν Ἰσπανία καί πρέπει νά προσέξωμε μήπως πέφτομε στή μεταφορά ξένων καταστάσεων, δηλ. σέ καθαρευουσιανισμό. Ἐπειδή ὅμως πολλά μέλη δέν πιστεύουν ὅτι τό θρησκ. συναίσθημα εἶναι πολύτιμο γιά τήν ἀγωγή, δέ θά εἴχαμε καμιά ἀντίρρηση νά μή τονίσωμε τό ἐπίμαχο αὐτό σημεῖο, ἄν δέ βρισκόμαστε ἐμπρός στήν ἀνάγκη. Καί στή Διοικητ. Ἐπιτροπή εἰπώθηκε καθαρά, μά καί ἡ ὁμιλία τοῦ κ. Γληνοῦ ἔδειξε καθαρά πώς ἡ ἀγάπη γιά τόν ὀρθό λόγο καί ὁ πόνος γιά τόν πιεζόμενο λαό καί ἡ ἀντίληψη πώς στή σκλαβιά τόν κρατεῖ καί ἡ θρησκευτική πρόληψη, πώς ὅλα αυτά γρήγορα θά δημιουργήσουν θρησκευτικό ζήτημα. Ἔπειτα πρέπει νά ξέρει ὁ Ὅμιλος ποῦ πάει καί τί γυρεύει. Ὅσο γιά τήν ἐθνική μόρφωση παρ' ὅλα ὅσα καί ἄν εἶπε ὁ κ. Γληνός πώς τό ἔθνος εἶναι ἐμπόδιο στόν ἀνθρωπισμό καί πλατύτερα ἀπό τό ἐθνικό σύνολο ἀρχίζει κιόλας νά σχηματίζεται ἡ κοινωνική τάξη, καί ὁ ἴδιος δέχεται βέβαια πώς αὐτά εἶναι θεωρητικές συζητήσεις καί δέν μπορεῖ νά διαφωνήσει πώς ὅσο νά γίνη ἡ ὁλότητα ἀνθρωπότητα ἤ μιά μόνο κοινωνική τάξη, χρειάζεται μιά ἐθνική ἀγωγή πού θά στηρίζεται καί θά στηρίζη τήν ἐθνική αὐτοσυντήρηση καί θά μορφώνη τό αἴσθημα τοῦ ἐθνικοῦ συνόλου, μιά ἀγωγή πού θά στηρίζεται στήν ἐλευθερία καί τήν ἀγάπη καί ὄχι στό μῖσος καί τήν ἐκδίκηση· τί θά κάμη ὁ Ὅμιλός μας ὕστερα ἀπό αἰῶνες δέν ξέρω, γιά τώρα χρειάζεται ἡ ἐθνική ἀγωγή μέ τό νόημα πού εἶπα.

Τελειώνοντας ὁ κ. Δελμ. εἶπε πώς εἶναι ἀπαραίτητο νά ξεκαθαρίση ἡ κατάσταση γιά νά λείψη ἡ δικαιολογημένη δυσπιστία στήν κοινωνία καί γιά νά μπορέση νά γίνη θετική ἐργασία. Κι ἐδῶ ἀναφέρω ὅτι εἶναι σωστή ἡ διάγνωση τοῦ κ. Γλ. πώς στήν ἐπίθεση πού ἔκαμαν κατά τοῦ Μαρασλείου ὁ κ. Δελμ. παρουσιάστηκε σάν ἀπολογούμενος καί ὄχι σάν κατήγορος ὅπως στό Βόλο. Ἄν καί τώρα εἶχε τήν πεποίθηση καί ἐξακολουθεῖ νά τήν ἔχη ὅτι οἱ κατήγοροί του ἦταν κακοηθέστατοι συκοφάντες. Τώρα ἦταν σάν ἀπολογούμενος, γιατί ἔβλεπε μέ ἀγωνία ἀπό τή στιγμή πού φύγαμε ἀπό τό κράτος νά παραμερίζη σιγά σιγά στήν ψυχή ἑνός συνεργάτη καί πρωτεργάτη στή μεταρ. κίνηση τό ἐκπαιδ. ἐνδιαφέρον στό πολιτικό καί φοβόταν πώς θ' ἀκούση ἀπό τό στόμα του ὅσα ἄκουσε προχτές.

Τό δισταγμό μας αὐτό ζήτησε ὁ κ. Γλ. νά τόν ἐξηγήση λέγοντας ὅτι ἔγινα πιά συντηρητικός καί ταυτίστηκα μέ τήν κοινωνία. Ἡ ἀντίθεση αὐτή ἔπαιξε τό σπουδαιότερο ρόλο στίς ὁμιλίες πού ἀκούστηκαν ἐδῶ. Καί ὁ κ. Δελμ. μιλάει διεξοδικά γιά τήν πρόοδο καί τή συντηρητικότητα καί στό τέλος καταλήγει πώς εἶναι ἀπαραίτητο νά ξεκαθαρίσουν οἱ ἀντιλήψεις καί ὁ δρόμος τοῦ Ὁμίλου.

Ἡ συνέλευση δέν ἔχει ν' ἀποφασίση μεταξύ δύο Ὁμίλων ὅπως τούς φαντάστηκε καί τούς ζωγράφισε ὁ κ. Γληνός, ἀλλά μεταξύ δύο ὁμίλων τέτοιων [(εννοείται:) που παρουσιάζονται]. Ἀπό τή μιά μεριά: ἕνα σωματεῖο ἐκπαιδ. καί ὄχι πολιτικό πού θ' ἀντικρύζει ἐμπρός του τό σύνολο καί ὄχι μόνο μιά τάξη. Σωματεῖο μέ ὡρισμένες κατευθύνσεις πού θά μελετᾶ τά ἐκπαιδ. προβλήματα, θά προσπαθῆ νά φωτίζη ὅλη τήν κοινωνία, θά ἑτοιμάζη βιβλία καί προγράμματα, θά δοκιμάζη μεθόδους στήν πράξη καί θά προσπαθῆ νά νικήση τόν ψυχικό μεσαιῶνα μας. Ἕνα σωματεῖο ἐδαφικό πού θά προσπαθῆ νά ὑψώνη σιγά σιγά τήν ἐκπαιδ. κατάσταση, ἕνα σωματεῖο μέ ἄπειρη προοδευτικότητα.

Ἀπό τήν ἄλλη μεριά ἕνα σωματεῖο πού θέλοντας καί μή θά γίνη πολιτικό. Πού τρομοκρατημένο ἀπό τό μέλλον καί ἀπό τήν ἰδέα τῆς δῆθεν προόδου, ξεχνᾶ τό παρόν καί τινάζει τό μέλλον στόν ἀέρα. Ἕνα σωματεῖο χωρίς ὡρισμένες ἀρχές πού μέ τό δόγμα τοῦ κ. Γληνοῦ «κανένα φραγμό πρός τ' ἀριστερά» ἀδιάκοπα θά παρασύρεται καί θά πολιτικολογῆ. Ἕνα σωματεῖο ἀνεδαφικό πού θά χαλάση ὅ,τι καλό ἔκαμε ὡς τώρα ὁ Ὅμιλος.

Στό τέλος δίνει ἐξηγήσεις στή Συνέλευση γιατί γιά πρώτη φορά μίλησε ἔτσι ἀπαισιόδοξα.

[10. Δελτίο παρουσίας μελών κατά τη συνεδρίαση της 4ης Μαρτίου 1927.]

Συνεδρία στίς 4 Μαρτίου 1927

[Υπογραφές:]

1. [Υπογραφή αταυτοποίητη]
2. [Θεόδωρος Μαραγκουδάκης]
3. [Όλγα Οικονόμου]
4. [Λεωνίδας Μαρούλης]
5. [Βασίλειος Αγγελόπουλος]
6. [Δημήτριος Γληνός]
7. [Αλέξανδρος Πέτριτς]
8. [Θάλεια Ανδρεάδου]
9. [Δημοσθένης Ανδρεάδης]
10. [Γρ. Ζερβός]
11. [Ιωάννης Κατσούλης]
12. [Μέλπω Merlier-Λογοθέτη]
13. [Αριστείδης Ρουχωτάς]
14. [Επαμεινώνδας Παπαμιχαήλ]
15. [Σπύρος Βασιλείου]
16. [Παπαδημητρίου]
17. [Κωνσταντίνος Πασαγιάννης]
18. [Ιωάννης Μ. Συκώκης]
19. [Κ. Καραδήμας]
20. [Χρ. Παπαναστασίου]
21. [Κωνσταντίνος Δ. Καραβίδας]
22. [Ιωάννης Μηλιάδης]
23. [Καίτη Κατσογιάννη]
24. [Μιχαήλ Οικονόμου]
25. [Υπογραφή αταυτοποίητη]
26. [Β. Παπάς]
27. [Αρσινόη Ταμπακοπούλου]
28. [Στέλλα Σκλαβουνάκου]
29. [Δημήτριος Λουκόπουλος]
30. [Σταύρος Τζουμελέας]

31. [Εμμανουήλ Μιχελιδάκης]
32. [Δημήτριος Στάθης]
33. [Νικόλαος Μπέρτος]
34. [Ὑπογραφή αταυτοποίητη]
35. [Κώστας Οικονόμου] [και προσθήκη, ολογράφως:] Κώστας Οἰκονόμου
36. [Θάνος Γ. Φλώρος]
37. [Βέρθα Σ. Λέκα]
38. [Αλέξανδρος Φωκάς]
39. [Γεώργιος Α. Μέγας]
40. [Ιωάννης Κωσταντάρακης]
41. [Παναγής Δ. Ζερβός]
42. [Ελένη Κ. Γερογιάννη]
43. [Ὑπογραφή αταυτοποίητη]
44. [Ὑπογραφή αταυτοποίητη]
45. [Ιάκωβος Βαχαβιόλος]
46. [Γαλάτεια Καζαντζάκη-Αλεξίου]
47. [Χρήστος Καρούζος]
48. [Αθανάσιος Λευκαδίτης]
49. [Κωνσταντίνος Βάρναλης]
50. [Παναγιώτης Παπαγεωργίου]
51. [Μιχαήλ Παπαμαύρος]
52. [Ιωάννης Αρβανιτάκης]
53. [Μαίρη Πολυχρονιάδου]
54. [Κατίνα Παπά]
55. [Γεώργιος Δούμας]
56. [Ζαχαρούλα Ναυπλιώτου]
57. [Ευστράτιος Ρ. Σωμερίτης]
58. [Ιωάννης Αναγνωσταράς]
59. [Κωνσταντίνος Παπαγεωργίου]
60. [Κενό (παραλήφθηκε)]
61. [Σπύρος Κομιώτης]
62. [Μαρία Εδελστάιν]
63. [Ξενοφών Κ. Σάρρας]
64. [Παναγιώτης Σκουριώτης]
65. [Δ. Δούκας]
66. [Δ. Μωραΐτης]

67. [Σεραφείμ Χατζάκης]
68. [Δημήτριος Νικητάκης]
69. [Χαράλαμπος Θεοδωρίδης]
70. [Ελένη Νεγρεπόντη-Κορύλλου]
71. [Ειρήνη Κουντούρη]
72. [Έλλη Λαμπρίδη]
73. [Μαρία Σβώλου-Δεσύπρη]
74, [Άννα Παπαδημητρίου]
75, [Αύρα Θεοδωροπούλου]

[Η αρίθμηση στον κατάλογο συνεχίζει χωρίς υπογραφές έως τον αύξοντα αριθμό 101]

[11. Απόσπασμα πρακτικών συνεδριάσεων. στις 4 και 10 Μαρτίου 1927, σελίδες 15-27, (στις 10 Μαρτίου, Β΄ ομιλία του Δημήτριου Γληνού). Το χειρόγραφο είναι του γραμματέα της συνέλευσης, και έχει θεωρηθεί καί διορθωθεί από το Γληνό με σημειώσεις καί συμπληρώσεις στο περιθώριο.]

Γίνεται διακοπή 5 λεπτῶν

Ἐπαναλαμβάνεται ἡ συνεδρίαση. Ὁ κ. Γληνός λέγει ὅτι τοῦ διετυπώθησαν κατά τό διάλειμμα δύο ἐρωτήσεις στίς ὁποῖες θέλει νά ἀπαντήση. Ῥωτήθηκε ἄν καταδικάζει μέ ὅσα εἶπε τήν ἐπανάσταση: Ἀπαντᾶ ὅτι σχετικά εἶπε προηγουμένως ὅτι οὔτε τόν ἑαυτό του θεωρεῖ ὥριμο γιά μιά τέτοια ἐκδήλωση οὔτε καί τό ἀμεσώτερο περιβάλλον [στο περιθώριο αριστερά, σημειώνεται από το Γληνό ένα ερωτηματικό (;)]. Ρωτήθηκε ἐπίσης ποιά εἶναι ἡ ἀντίληψή του σχετικά μέ τήν πάλη τῶν τάξεων. Ἀπαντᾷ ὅτι ἡ πάλη τῶν τάξεων γίνεται καί θά γίνεται παντοτεινά καί εἶναι τό μόνο μέσο τῆς κοινωνικῆς προόδου. Καθένας ἀγῶνα τάξεως διεξάγει.

Ὕστερα συνεχίζει: Ἡ Ἑλλάδα ἀποτελεῖ κάτι ἐξαιρετικό. Τίποτε δέν ἔγινε ἐδῶ σχετικά μέ κοινωνικούς ἀγῶνες. Εἶναι ἀντιεπιστημονικό νά πιστεύει κανείς πῶς δέν ὑπάρχουν καί στή χώρα μας ὅσα παρατηροῦνται στήν Εὐρώπη σχετικά μέ τά κοινωνικά ζητήματα. Ὅλα λοιπόν τά ζητήματα πού γεννῶνται ἀπό ἀντικειμενικούς ὅρους, θά γίνουν καί στήν Ἑλλάδα. Ἑπομένως δέν μποροῦμε νά ποῦμε πώς κανένα πρᾶγμα ἀπ' ὅσα γίνονται εἶναι τυχαῖο. Ἑπομένως δέν μπορεῖ κανείς νά μονοπωλήσει μιά ἰδιότυπη νεοελληνική πραγματικότητα. Καί τό ὅτι ζοῦμε στόν Ὅμιλο εἶναι κάτι καί αὐτό ἀπό τήν νεοελληνική πραγματικότητα. Βρεθήκαμε λοιπόν στήν πραγματικότητα. Καθένας ἐξέθεσε τό εἶναι του. Ἐπῆλθε ὁ χωρισμός.

Ὁ δημοτικισμός εἶναι κίνημα ἀστικό. Ὅταν ἡ ἀστική τάξη ἤθελε νά κατακτήσει τά ὑλικά καί πνευματικά ἀγαθά ἐζήτησε τήν ὁμιλούμενη γλῶσσα. Γίνηκε ἡ σχετική κίνηση στήν Εὐρώπη τόν 14^{ο} αἰῶνα. Ἡ Ἑλλάδα ὅμως βρίσκονταν 400 χρόνια στή δουλεία. Εἶχε ἀγῶνα ἐναντίο [sic] ξένου δεσπότη καί ἔτσι ἀναγκάστηκε νά κάμῃ συμμαχία μέ τόν παπᾶ καί μέ τό δάσκαλο. Μόλις ὅμως ἐδυνάμωσε ἡ ἀστική τάξη ἦλθε νά διεκδικήσει τή γλῶσσα καί στά 1910 ἱδρύθηκε ὁ Ἐκπαιδευτικός Ὅμιλος. Καί μ' αὐτό τό πρόγραμμα ἱδρύθηκε. Τότε φαινότανε μιά μειοψηφία. Καί μήπως δέν φαινότανε τότε ἡ κίνηση οὐτοπιστική. Ἦτο λοιπόν ὁ Ὅμιλος χαρακτῆρος προδρομικοῦ. Ὕστερα βρέθηκε σέ ἀδυναμία γιά νά δράσει ἕνεκα τοῦ πολιτικοῦ διχασμοῦ τοῦ Κράτους [στο περιθώριο αριστερά, σημειώνεται από το Γληνό ένα ερωτηματικό (;)]. Γι' αὐτό καί ἡ ἁπλῆ γλωσσική μεταρρύθμιση φαίνεται ἐπικίνδυνη σήμερα ὅσο δέν ἤτανε στά 1910. Ὁ Ὅμιλος λοιπόν ἦταν ἕνα μεταρρυθμιστικό προοδευτικό σωματεῖο. Ἐνῶ παρουσιάζεται μελλοντικό τό ζήτημα ἔχουμε καί νά καταρτίσουμε προγράμματα ἐκπαιδευτικά. Ἐδῶ εἶναι ἡ αἰτία τῆς συγκρούσεως. Εὐτύχημα

θά ἦτο ἄν ἡ ἀστική τάξη ἀγκάλιαζε τό πρόγραμμα τοῦ κ. Δελμούζου, γιατί κάτι θά κερδίζαμε γλωσσικῶς ἤ σχετικά μέ τό σχολειό. Ἀλλά δέν θά γείνει οὔτε αὐτό. Πρέπει λοιπόν ὁ Ὅμιλος νά ἀγκαλιάσει τά ἰδανικά τῶν τάξεων πού εἶναι ἀντίθετες πρός τήν ἀστική. Πρέπει νά κρατήσει τό δρόμο ἀνοιχτό πρός τά ἀριστερά· κάθε φραγμός εἶναι αὐτοκτονία τοῦ Ὁμίλου, ὡς σωματείου πρωτοπορείας. Ἀλλά τό πρόγραμμα τοῦ κ. Δελμούζου εἶναι φραγμός, ἄρα αὐτοκτονία. Τό εἶπε ἄλλως καί ὁ ἴδιος. Ἑπομένως συμβουλεύω νά κρατήσει ὁ Ὅμιλος τό πρόγραμμα πού τοῦ ἀφήνει ἀνοιχτό τό δρόμο πρός τά ἀριστερά.

Ἐγώ δέν μπορῶ νά κάμω διαφορετικά. Σεῖς θά ἀποφασίσετε τί δρόμο θά δώσετε στό σωματεῖο αὐτό. Θά ἐργασθῶ μέ ὅλη τή δύναμη τῆς ψυχῆς μου ἄν μέ ἐκλέξετε. Καί ἄν δέν εἶμαι ἐδῶ, ὁπουδήποτε καί ἄν εἶμαι, πρός τό δρόμο ἐκεῖνο θά βαδίσω.

Ὕστερα δίδεται ὁ λόγος εἰς τόν κ. Φωκᾶν ὁ ὁποῖος λέγει ὅτι παντοῦ γίνεται παρεξήγηση γιατί παίρνουμε τά πράγματα ἀπόλυτα ἐνῶ ὅλα εἶναι σχετικά. Ὁμιλεῖ γιά τό ἔνστικτο πού εἶναι συνισταμένη δυνάμεων. Ὁμιλεῖ γιά ἕνα ὁμαδικό ἐγώ τοῦ ὁποίου τήν ἀνάγκη αἰσθανόμεθα ὅλοι οἱ ἄνθρωποι καί στό ὁποῖο εὐχῆς ἔργον θά ἦτο νά συμπεριλάμβανε ὁλόκληρη τήν ἀνθρωπότητα.

([Προσθήκη στα αριστερά του χειρογράφου:] Πρός τό παρόν ὅμως τό ὁμαδικό αὐτό ἐγώ περιλαμβάνει τό Ἔθνος μας πού πρέπει νά μπορέση νά ζήση γιά νά ζήσωμε καί μεῖς καί νά κάνωμε κάτι.)

Ὁμιλεῖ περί τῶν ἐχθρῶν γειτόνων μας καθώς καί περί προσφύγων. Στό τέλος λέγει πώς δέν φαντάστηκε ποτέ πώς ὁ κ. Δελμοῦζος ἤθελε νά διαλύσει τόν Ὅμιλο.

Ὕστερα δόθηκε ὁ λόγος στόν κ. Καραβίδα ([προσθήκη στην αριστερή πλευρά του χειρογράφου:] ὁ ὁποῖος ἀναιρεῖ πρῶτα τά ἐπιχειρήματα τοῦ κ. Γληνοῦ γιά τή Γαλλική ἐπανάσταση, ὕστερα λέει πώς καθείς καί ὁ κ. Γληνός βλέπει στήν Ἑλλάδα μιά μεγάλη ἀλλαγή, ἡ ἀλλαγή αὐτή εἶναι α) ὅτι ἦλθαν στό διάστημα αὐτό 1½ ἑκατομμύριο πρόσφυγες πού τρέφονται ἀπό τό ξύγκι τους ἀλλά τό ξύγκι ἐλιγόστεψε καί θά πεθάνουν ἄν δέν κοιτάξουμε τή ζωή ἐμπρός μας καί χανόμαστε σέ συζητήσεις καί β) ὅτι ἦλθαν ἐν τῶ μεταξύ ἀπό τήν Εὐρώπη μερικοί τόννοι βιβλίων καί μᾶς κάνουν νά μή βλέπουμε τί γίνεται μπρός στά μάτια μας. Συστήνει τέλος νά γείνει δουλειά καί ὄχι λόγια.) καί ὕστερα στόν κ. Βάρναλη ὁ ὁποῖος κάνει τή δήλωση πώς εἶναι κομμουνιστής, χωρίς ἡ ἰδεολογία του αὐτή νά ἔχει καμμιά ἐπήρεια στόν Ὅμιλο, τοῦτο δέ εἶναι και ἀπόδειξη πώς μποροῦσαν ἕως τώρα νά συνεργάζωνται ὅλα τά στοιχεῖα στόν Ὅμιλο. Ὕστερα ἀναπτύσσει τί εἶναι ἰδανικό καί τό τί κάνει τό ἄτομο.

[Κενό δύο σελίδων, με σημείωση στο περιθώριο των αριθμών 18-19.]

[...] λέγει ὅτι δέν συμφέρει νά τεθεῖ ζήτημα θρησκευτικῶν στό πρόγραμμα τοῦ Ὁμίλου καί ἀναπτύσσει γιατί· στό ἀναμεταξύ διακόπτεται ἀπό τόν κ. Σκουργιώτη [Σκουριώτης] ὁ ὁποῖος ρωτάει ποῦ θά στηριχτῆ ἡ ἀγωγή ὅταν δέν ὑπάρχουν τά θρησκευτικά στά σχολεῖα, γίνεται διαλογική συζήτηση, παρουσιάζεται ἀπό τόν κ. Νικητάκη ζήτημα Προέδρου, ὁ κ. Πρόεδρος θέλει νά

παραχωρήση τή θέση του σέ ἄλλον, ἡ συνέλευση ἐκφράζει τήν ἐμπιστοσύνη της στόν κ. Πρόεδρο καί συνεχίζεται ἡ συζήτηση. Ὁ κ. Πρόεδρος καλεῖ τόν κ. Δεληπέτρο νά συνεχίση τήν ὁμιλία του, ὁ ὁποῖος δέν θέλει νά συνεχίση.

Γίνεται δεκτή πρόταση τοῦ κ. Γληνοῦ καί ἐκλέγεται ἐπιτροπή γιά νά ἐξελέγξη τά μέλη πού θά ἔχουν δικαίωμα ψήφου. Ἡ ἐπιτροπή γίνηκε ἀπό τόν πρώην καί τόν νῦν ταμία, ἀπό τόν κ. Γληνό, τόν κ. Δαμασκηνό και τήν $δ^{α}$ Οἰκονόμου. Ἀποφασίζεται τέλος νά πληρωθῆ τό νοίκι τοῦ Ὁμίλου ἀπό τίς εἰσπράξεις καί διακόπτεται ἡ συνεδρίαση γιά τίς 10 τοῦ Μάρτη στίς 6 μ.μ.

10 Μαρτίου 6 καί 40′ μ. μ.

Ἐπαναλαμβάνεται ἡ συνεδρίαση.

Ὁ κ. Δαμασκηνός παρακαλεῖ νά ἀντικατασταθῆ στήν ἐπιτροπή πού θά ἐξελέγξη ποῖοι θά ἔχουν δικαίωμα ψήφου καί νά γείνη ἡ ἐπιτροπή ὁμοιογενής. Ὁ κ. Γληνός λέγει ὅτι πρέπει νά παραμείνη ἡ ἐπιτροπή μέχρι τῆς ψηφοφορίας προκειμένου νά ἐξελεγχθῆ πότε καθένας γράφτηκε καί ἄν ἔχη δικαίωμα ψήφου. Γιά νά μήν ἀπασχοληθῆ ἐπί πολλές φορές ἡ συνέλευση νά ἀποφασίση μιά καί καλή στό τέλος. Ὁ κ. Δαμασκηνός παρακαλεῖται νά μείνῃ στήν ἐπιτροπή.

Ὕστερα δίδεται ὁ λόγος στόν κ. Γληνό ὁ ὁποῖος στήν ἀρχή κάνει ἔκκληση στή Συνέλευση καί παρακαλεῖ τά μέλη νά διεξάγουν τή συζήτηση στή συνεδρίαση ὅσο μποροῦν ψυχραιμότερα. Ἐκφράζει τήν λύπη του γιά μερικές φράσεις πού λεχτήκανε στήν περασμένη συνεδρίαση, ἐπίσης γιατί ὁ κ. Καραβίδας ἔγραψε σέ κάποια ἐφημερίδα σχετικά μέ τή συνέλευση πρίν ἀκόμη τελειώσουν οἱ συνεδρίες, καί, τό χειρότερο, διέστρεψε τά πράγματα. Ἐπίσης ἐκφράζει τή λύπη του γιατί τό Ὑπουργεῖο ἐξέδωκε τελευταῖα μιά ἐγκύκλιο πού ἀπαγορεύει στούς ἐπιθεωρητές νά συνιστοῦν βιβλία. Αὐτά εἶναι μεσαιωνικές μέθοδοι.

Ὕστερα ἔρχεται στό θέμα τῆς ὁμιλίας του. Ὁ Ὅμιλος, λέγει, δέν μπορεῖ νά ταυτισθῆ μέ τίς προσωπικές ἰδέες κανενός. Πρόκειται νά ξεχωρισθοῦν γενικές γραμμές ἐκπαιδευτικῆς τακτικῆς. Λοιπόν δέν μποροῦμε νά ξεκαθαρίσουμε τίς λεπτομέρειες στίς ὁποῖες καί μέσα σέ 'κείνους πού ἀκολουθοῦν τήν αὐτή γραμμή μπορεῖ νά ὑπάρχουν ἀντιθέσεις. Γι' αὐτό ἐπιμένει στά κύρια σημεῖα: α) Στό ζήτημα τῶν Θρησκευτικῶν καί $β^{ον}$) στό ζήτημα τοῦ Ἐθνισμοῦ. Στό α): Τό ζήτημα τῶν θρησκευτικῶν δέν τό θέτουμε ἐμεῖς ([στο περιθώριο αριστερά, προσθήκη από το Γληνό:] οὔτε θά δημιουργήσουμε ἐμεῖς θρησκευτικό ζήτημα). Τό ζήτημα τῆς διδασκαλίας τῶν θρησκευτικῶν μέ τήν ἐκπαιδευτική μεταρρύθμιση τό ἔθεσε ἡ ἐκκλησία κατά πρῶτον λόγον. Στόν ὅμιλο τό ἔθεσαν ἐκεῖνοι πού θέλουν στό πρόγραμμα τήν διδασκαλία τῶν ἱερῶν ἀναπόσπαστα συνδεδεμένη μέ τήν ἔννοια τῆς ἀγωγῆς. Ἡ ἀριστερά δέν τό θέτει, ἀλλά καί δέν τό ἀποκρούει. Ἀρνιέται, γιατί μέ τίς λέξεις θρησκευτικό συναίσθημα κ.λ.π. γεννιέται ἕνα λογοπαίγνιο. Μερικοί τό θεωροῦν ἀπαραίτητο γιά τόν

παιδαγωγό. Ἀλλά ἡ ἀρχή, ἡ βάση τῆς ἠθικῆς εἶναι ἀποκρουστέον [υπάρχει, σε αυτό το σημείο του κειμένου, ένα ερωτηματικό (;)] γιατί [τά] θρησκευτικά εἶναι δόγμα ὡρισμένης ἐκκλησίας, ὡρισμένου Κράτους, ὡρισμένης τάξης. Ἀλλά ὁ κ. Σκουριώτης ῥώτησε προχτές «καί πού θά στηρίξης τήν ἠθική σου ἄν βγάλης τά θρησκευτικά ἀπό τά σχολεῖα;[»] Τοῦ ἀπαντῶ: θά τήν στηρίξω ἐκεῖ πού τήν στηρίζουν ὅλοι ὅσοι βγάλανε τά θρησκευτικά ἀπό τά σχολειά τους. Ἀλλά αὐτή ἡ ἐρώτηση λέγει ὅτι θά μεταχειρισθῆ κανείς τά θρησκευτικά ὡς μέσον· ἄν δέν ἔχουν ὅμως ἀλήθεια μέσα τους πῶς θά στηρίξω σ' αὐτά τήν ἠθική; Ἀλλά καί οὐσιαστικώτερα: Ἡ κύρωση τῶν ἠθικῶν ἀξιῶν γίνεται ἤ κατά τά ἑτερόνομα ἠθικά συστήματα ἤ κατά τά αὐτόνομα ἠθικά συστήματα· ἑπομένως τήν ἠθική μου ὡς Κράτος θά τήν στηρίξω σέ ἕνα ὡρισμένο σύστημα φιλοσοφικό. Στόν κ. Δελμοῦζο λέγω ὅτι θά ἔχει κανείς ὡρισμένες ἠθικές ἀξίες στίς ὁποῖες θά στηρίξη τήν ἠθική.

Στό Β΄.): Τοῦ Ἐθνισμοῦ. Τό ζήτημα τῆς διδασκαλίας τῆς Ἐθνικῆς ἀγωγῆς ἔχει τήν ἀπάντηση: Δέν θεωροῦμε τήν ἰδέα τῆς Ἐθνικῆς ἀγωγῆς ἀναπόσπαστα συνδεδεμένη μέ τό ζήτημα τῆς Ἀγωγῆς. Ἡ ἔννοια τῆς Ἀγωγῆς πρέπει νά εἶναι ἑνωμένη μέ τήν ἑκάστοτε ἔννοια τοῦ συνόλου. Ἀλλά τοῦτο δέν ὑπῆρξε πάντα τό Ἔθνος. Ὅταν ἔχω στοιχεῖα στά ὁποῖα εἶναι μέσα ριζωμένος ὁ ἄνθρωπος θά λάβω ὑπ' ὄψη τά ἐπακτά ψυχικά συστατικά του καί θά μοῦ χρησιμεύσουν στήν ἀγωγή του. Ἀλλά δέν εἶναι αὐτά αἰώνια, ἐκτυλίσσονται (πδχ. γλῶσσα, ἤθη, ἔθιμα, δοξασίες κ.τ.λ.).

Ἡ ἔννοια Ἔθνος καί ἐθνικός στούς νεωτέρους χρόνους λέγεται γιά νά ἐκφράση τήν ἀκατανίκητη τάση πού ἔφερε μαζί του ὁ λεγόμενος ἀστικός πολιτισμός, νά συμπέση ἡ ἔννοια Ἔθνους καί Κράτους. <u>Αὐτός εἶναι ὁ Ἐθνικισμός, ἰδέα πού ἔζησε στόν 19ο αἰῶνα.</u> Δέν μπορεῖ λοιπόν κανείς νά πῆ ὅτι θέλει ἐθνική ἀγωγή μά δέν τά θέλει αὐτά. Μά ἡ ἔννοια τῆς Ἐθνικῆς αὐτοσυντηρησίας; ... Μά εἶπε κανείς πῶς θά ἀφήσω τούς ἄλλους νά μέ ὑποτάξουν;... Οὔτε ὁ κομμουνισμός δέν ἀφίνει νά πᾶνε νά τόν ὑποδουλώσουν. Εἴμεθα ὅμως ὑποδουλωμένοι οἰκονομικῶς. Ποῦ λοιπόν ἡ ἔννοια τῆς Ἐθνικῆς αὐτοσυντηρησίας; Ὁ κ. Σβῶλος εἶπε πώς κάθε Ἐθνάριο πού εἶναι μέσα στή Ῥωσσία ἠθέλησε ὀντότητα. Κομμουνισμός εἶναι ἡ ἀπολύτρωση τῆς ἀξίας τοῦ ἀνθρώπου. Θά σβύσει τήν οἰκονομική ὑποδούλωση γιά νά φανῆ ἡ ἀτομιστική ὀντότητα.

Ἀπαντῶντας ὕστερα σέ ὅσα εἶπε ὁ κ. Σβῶλος στήν ὁμιλία του σχετικά μέ τόν κοινωνιολογικό καθορισμό λέγει ὅτι κοινωνιολογικός καθορισμός ἐπιστημονικά θά πῆ ὅτι οἱ ἰδέες πού ὑποστηρίζει κάθε ἄνθρωπος ἐκπροσωποῦν ἀνάγκες διαφόρων κοινωνικῶν ὁμάδων. Γιατί ὅμως ἡ α! ψυχή γίνηκε ἔτσι καί ἡ ἄλλη ἀλλοιῶς δέν εἶναι ζήτημα κοινωνιολογικοῦ καθορισμοῦ, εἶναι ζήτημα ψυχολογίας.

Γίνεται διάλειμμα 5 λεπτῶν.

Ἐπαναλαμβάνεται ἡ συνεδρίαση καί ὁ κ. Γληνός συνεχίζει: Τώρα λέγει θά ἀσχοληθῆ μέ ζητήματα πρακτικώτερα. Θά ἐξετάσει μιά ἀντίληψη πού

ἐπικρατεῖ κατά τήν ὁποία αὐτό πού γίνεται στόν Ὅμιλο εἶναι μεταβολή τοῦ Ὁμίλου σέ σωματεῖο πολιτικό καί ὅτι ὁ ἴδιος μετεβλήθη σέ πολιτικό. Κάθε παιδαγωγός πρέπει νά διερευνήση ὡρισμένα προβλήματα. Ὅταν διερευνᾶ δέν εἶναι παιδαγωγός μά εἶναι ἐπιστήμονας. Ἄλλη λοιπόν εἶναι ἡ ἐνέργεια τοῦ παιδαγωγοῦ. Ἀλλά ὅταν κάμη τή διερεύνησή του καί ἡ ἔρευνά του τόν φέρη σέ ἀντίθεση μέ τήν κοινή γνώμη; Θά ἐνεργήση ὥστε νά μεταβάλη ἰδέες σέ πράγματα ἐπηρεάζοντας τήν κοινή βούληση. Αὐτό τό ζήτημα εἶναι πολιτική. Ὄχι πολιτική ὅπως τήν νομίζουμε στήν Ἑλλάδα. Πολιτική λοιπόν ἐκπαιδευτική θά πῆ ἰδέες ἐκπαιδευτικές καί ὀρθές νά μεταβάλλη κανείς σέ πράγματα. Καί 'κεῖνος πού δέχεται τά πράγματα ὅπως εἶναι στηρίζεται καί αὐτός σέ μιά πολιτική. Καί τότε ὅταν ὁ κ. Δελμοῦζος στό Βόλο ἤθελε νά ἐπηρεάση μέ τό σχολειό του ἔκανε πολιτική, ἤτανε πολιτικό ἀντίκρυσμα τῶν πραγμάτων. Καί ἐρωτῶ: ὁ Ὅμιλος τί ἤτανε; Ὁ Ὅμιλος εἶπε ὅτι θά βοηθήση νά ἀναγεννηθῆ ἡ Ἐκπαίδευση. Αὐτό ὅμως ἤτανε πολιτική. Ποιά ἦταν αὐτή; Εἴχαμε ἕνα ἄθλιο ἐκπαιδευτικό σύστημα τοῦ ὁποίου μεγάλο μέρος τῆς Ἑλληνικῆς κοινωνίας ἐζήτησε τή μεταβολή. Δηλαδή: ὡρισμένοι ἄνθρωποι ἤθελαν νά ἀλλάξουν τήν μορφή τῆς Ἑλληνικῆς παιδείας. Σήμερα ἐμεῖς ζητοῦμε νά ἀλλάξη ἡ ἐκπαιδευτική πολιτική γιατί οἱ φορεῖς αὐτῆς τῆς ἐκπαιδευτικῆς πολιτικῆς δέν μπόρεσαν νά τήν ἐκτελέσουν ἐνῶ ἔλεγαν πῶς τήν θέλουν· λοιπόν τήν ἐπρόδοσαν. Ἐδῶ ἀναφέρει ἱστορικῶς τί ἔγεινε στά 1912, 1913, 1917, 1920-1922 καί καταλήγει τήν ἀφήγηση λέγοντας «δέν θά ζητιανεύουμε πιά τήν ἐκπαιδευτική μεταρρύθμιση, θά τήν κάνουμε ζήτημα λαϊκό[»]. Ἄλλαξαν ὅμως οἱ προϋποθέσεις. Εἴχαμε ἀπό τά 1912 ἕως τώρα δύο κόσμους: 1) τόν φορέα τοῦ συστηματικοῦ φεουδαρχισμοῦ καί 2) τόν φορέα τοῦ ἀστισμοῦ μέσα στόν ὁποῖον καί ἡ ἐκπαιδευτική μεταρρύθμιση. Τώρα ἄρχισε μιά κίνηση μέσα σέ μιά ὡρισμένη τάξη (δέν παίζει ῥόλο ὁ ἀριθμός) καί τίς ἀνάγκες τῆς νέας καταστάσεως τίς διεκδικεῖ ὡς αἰτήματα. Στίς πνευματικές ἐκπροσωπεῖ τίς ἀνάγκες ὅλων τῶν ἀνθρώπων πού πιέζονται ἀπό τό σημερινό μεσαιωνικό ἐκπαιδευτικό καθεστώς. Αὐτή λοιπόν θά συνεπάρη μαζύ της καί ὅλους ὅσοι καταπιέζονται ὑπό τούς αὐτούς ὅρους· προκειμένου δέ γιά τήν ἐκπαίδευση εἶναι τά 8/10 τοῦ ἑλληνικοῦ λαοῦ. Τό ξεκοσκίνισμα πού ἔγεινε ἐξεκοσκίνησε καί τούς πρωτεργάτες τῆς ἐκπαίδευσης. Ὁ κ. Τριανταφυλλίδης ἔχει ἐγκαταλείψει τήν ἐκπαιδευτική μεταρρύθμιση ἀπό τά 1920. Οἱ συνεργάτες δέν τήν βλέπουν μέ τό ἴδιο μάτι καί στά 1922 μᾶς ἐδίδετο ἡ συμβουλή ἀπό τή Γερμανία νά τήν ἐγκαταλείψουμε καί νά περιορισθοῦμε σέ ἕνα-δυό σχολειά. Συνέπεια τοῦ γεγονότος εἶναι καί ὅτι μερικά ζητήματα πού δέν παρουσιάσθηκαν τότε παρουσιάζονται τώρα. Τό μεσαιωνισμό φαντάζομαι σάν ἕνα φρούριο πού θέλουμε ὅλοι μαζί νά τό πάρουμε· ἀπό τοῦ 1920 ἄλλοι θέλησαν νά μποῦν ἀπό τήν πόρτα καί ἄλλοι ἔστρεψαν τό μέτωπο ἐναντίον μας. Θά ἀλλάξη λοιπόν ἡ τακτική. Λοιπόν θά ἦταν ἀστεῖο νά κάμουμε ζήτημα θρησκευτικό ἐμεῖς· θά εἴμαστε παιδιά! – Ἡ ἐκπαιδευτική πολιτική θά εἶναι λαϊκή· πρέπει νά ξυπνήσει ὁ λαός νά διεκδικήση τά δικαιώματά του. Τό

πρόγραμμα σέ πολλά συμπίπτει. Θά ζητήσουμε νά ἐφαρμοσθῆ χωρίς ὅμως νά θέσουμε ὅρια στά ἀριστερά. Γεννιέται ὅμως τό ἐρώτημα: Ποιά θά εἶναι ἡ θέση τοῦ δασκάλου μέσα σ' αὐτή τήν κίνηση;

Α΄ θεωρητικά. Ποία ἡ σχέσις τοῦ δημοσίου ὑπαλλήλου μέ τό Κράτος τό ὁποῖον ὑπηρετεῖ. Ὀφείλω νά συμμορφώνομαι μέ τούς νόμους τοῦ Κράτους καί νά διδάσκω σύμφωνα μέ αὐτούς· ἀλλά μοῦ ἀπαγορεύεται νά σκέπτομαι; καί νά συνεισφέρω στή μεταβολή τοῦ Κράτους; Ἀλλά τί εἶναι τό Κράτος; Εἶναι κράτος βίας ὡρισμένης κοινωνικῆς τάξεως; Τότε ἠθικό ζήτημα δέν ὑφίσταται. Ἄν τό Κράτος πάλιν ἀντιπροσωπεύει ὅλας τάς τάξεις γιατί ἀπαγορεύει σέ ὑπαλλήλους του νά ἔχουν τίς ἰδέες τους; Ἀλλά λέγουν ὅταν κηρύξουμε τίς σοσιαλιστικές ἰδέες στόν δάσκαλο τόν κάνουμε ἐργάτη ἀπέναντι τοῦ ἐργοδότου-Κράτους. Αὐτό ὅμως εἶναι καθολική κοινωνική ἀντίληψη. Τό εἶδος τῆς λειτουργίας πού ἔχει μέσα στό κράτος δέν ἔχει σχέσι οἰκονομικῶς [ερωτηματικό (;) στο περιθώριο αριστερά]· πρόκειται ὅμως περί ἠθικῆς σχέσεως. Δέν πρέπει νά διεκδικῶ τά δικαιώματά μου ἀλλά πρέπει νά διδάσκω καί νά εἶμαι αἰώνιος πενέστης, ἀποχειροβίωτος; Ὅταν θέσουμε ἀπαγορεύσεις βαδίζουμε πλησίστιοι πρός τό Φασισμό. Τότε δέ ἔχουμε ἀγῶνες καί γιά τά ἠθικά δικαιώματα τοῦ δασκάλου.

Ἄν αὐτά πού εἶπα στηρίζονται στήν πραγματικότητα ἄς πάρη καθένας τή θέση πού τοῦ δείχνει ὁ ἐσωτερικός ἄνθρωπος.

Διακόπτεται ἡ συνεδρίαση γιά τήν Τρίτη.

<Τήν Τρίτη [15 Μαρτίου 1927] ἀπουσίασα – (Μίλησε ὁ κ. Δελμοῦζος, Παπαμαῦρος, Παπαμιχαήλ κ.λ.π.).

[12-16. Τρίτη 15 Μαρτίου 1927.]

[12. Ιδιόγραφο σημείωμα (σελίδες 1-6) της ομιλίας του Δημήτριου Δαμασκηνού σε χαρτί τετραδίου.]

Δ. Δαμασκηνός. Κάποιος παιδαγωγός εἶπε: «Ἐλᾶτε νά ζήσωμε γιά τά παιδιά:». Μπορεῖ ἕνας δημοδιδάσκαλος, ὅπως εἶμαι ἐγώ, νά μήν εἶναι σοφός, αὐτό ὅμως τό ἐννοεῖ καί τό δέχεται· κ ἐπάνω [sic] σ' αὐτό καί μέ αὐτό θά ἐξετάσω ὅσα ἀκούστηκαν ἐδῶ μέσα. Καί θά ξεχωρίσω τήν ὁμιλία μου σέ δύο μέρη· στό α΄ θ' ἀντικρύσω, ὅσα εἴπανε πολλοί, ὡς τίς 10 Μαρτίου· στό δεύτερο ὅσα ἀκούστηκαν ἀπό τίς 10 Μαρτίου κ' ἔπειτα.

Κ' ἐρωτῶ τούς ἄκρους ἀριστερούς: Τούς δασκάλους ἐμᾶς τί μᾶς θέλετε στόν Ὅμιλο; Τί λέτε πού θά μᾶς δώσετε; Ὑποστήριξη στά ἐπαγγελματικά μας ζητήματα; Εὐχαριστοῦμε. Ἔχομε τήν Ὁμοσπονδία μας γι' αὐτά· ἔχομε περισσότερους ἀπό 100 Συλλόγους καί ἀρτιώτατη ὀργάνωση ἐπαγγελματική. Ἄν μέ αὐτήν δέν μποροῦμε νά προστατεύσωμε τά ζητήματά μας, ἄς μᾶς λείπη ἡ ὑποστήριξή σας· θά εἴμεθα ἄξιοι τῆς τύχης μας.

Αὐτά δέν ἤλθαμε νά ζητήσωμε στόν Ὅμιλο· ὅ,τι ζητήσαμε καί ὅ,τι μᾶς ἔδωσε ὡς τώρα ὁ Ὅμιλος ἦταν, τό πρόγραμμα, τά βιβλία, ἡ γλώσσα και οἱ ἐπιστημονικές γνώσεις. Τώρα μᾶς λέτε σεῖς ὅτι ὁ Ὅμιλος δέν ἀποτελεῖ τό πρόγραμμά του· βιβλία ἄν τά ἔγραφε, ὅπως τά θέλομε, δέν θά γίνουν δεκτά στό κράτος· τό πρόγραμμά μας εἶναι μελλοντικό· εἴμεθα ἡ πρωτοπορεία μιᾶς τάξης, πού ἀνεβαίνει. Ὅταν ἀνεβῇ τότε θά σᾶς δώσωμε ἀπό ὅλα αὐτά. Στό μεταξύ καταλάβατέ το: Ἐκπαίδευση ἀληθινή σέ ἀστικό κράτος εἶναι ἀδύνατο πρᾶγμα.

Τί μᾶς δίνετε λοιπόν;

Τίποτε· ἤ κάτι χειρότερο· μᾶς ἐμποδίζετε. Ἔτσι μᾶς διδάσκετε, κάθε πρόοδο, ἀφοῦ ἡ πρόοδος εἶναι ἀδύνατο νά γίνῃ σέ ἀστικό κράτος. Ὅταν ἀνατείλῃ ὁ ἥλιος τῆς νέας τάξης, τότε θά μᾶς δώσετε ὅτι καί τώρα μᾶς χρειάζεται· στό μεταξύ μᾶς δίνετε τά χέρια καί μᾶς καλεῖτε στό παράθυρο γιά νά μένωμε νά ἰδοῦμε «ποιά εἶν' ἐκείνη πού ἀνεβαίνει;».

Μᾶς βγάζετε ἔτσι ἀπό τό σχολειό καί μᾶς ρίχνετε στόν ἀγῶνα τῶν τάξεων· γιατί βέβαια θά μᾶς θέλετε βοηθούς στό ἔργο τῆς ἀνατροπῆς, πού θά φέρῃ τή νέα τάξη. Θέλετε κι εἶστε συνεπεῖς, νά μή κάνωμε τίποτε στό σχολειό καί νά πέσῃ γληγορότερο τό καθεστώς πού σ' ἔχει τώρα, τό ἀστικό αὐτό σχολειό. Μᾶς θέλετε γιά τήν πάλη καί γιά τό μῖσος τῶν τάξεων· γιά τίποτε ἄλλο, ἀφοῦ τίποτε ἄλλο δέν ἔχετε νά μᾶς δώσετε, ὡσότου ἀνεβῇ ἡ τάξη ποῦ ἀνεβαίνει.

Κι ἔτσι στό σχολειό μας μέσα, ἐμᾶς κάθε λίγο καί λιγάκι θά σκύφτουμε ἔξω ἀπό τό παράθυρο νά βλέπωμε ποιά εἶν' ἐκείνη πού ἀνεβαίνει κι ἄν γυρνοῦμε στά παιδιά θά τά λέμε:

– Τί θέλετε ἐδῶ; Παιδεία ἀληθινή καί ἀστικό κράτος εἶναι ἀδύνατο. Δέν θέλω νά ἐνισχύσω τή θέση σας. Νά μείνετε ὅπως εἶστε· δέν θά σᾶς δώσω ὅπλα γιά νά τυραννῆτε τούς ἀδικουμένους· εἶστε αὐτοί ἐσεῖς. Ὅταν θά ἔλθῃ ἡ τάξη

πού ἀνεβαίνει θά ἔλθω μέ νέα μέθοδο, νέα βιβλία, με ἀληθινή παιδεία. Θά μοῦ τά δώση τότε ὁ Ὅμιλος.

– Κι' ἐμεῖς τί θά γίνωμε; θά λένε τά παιδιά.

– Δέ μέ νοιάζει. Κοιτάξτε αὐτή πού ἀνεβαίνει· θά ἔχουν παιδιά, ἐγγόνια, δισέγγονα· γι' αὐτά θά φροντίσω· ἐσεῖς στό καθεστώς αὐτό μέσα, καλά εἶστε ἐδῶ στ' ἀχούρια αὐτά, χωρίς μόρφωση, χωρίς καμιά βοήθεια. Ἔτσι πρέπει νά εἶναι τό ἀστικό σχολεῖο, γιά νά πέση γληγορότερα.

– Μά ποιό εἶναι τό σφάλμα μας;

– Εἶναι ἀστικό τό σχολειό σας κ' ἔγκλημά σας εἶναι πού γεννηθήκατε σέ σπίτια ἀψηλά, σέ κούνιες μέ μεταξωτά σεντόνια, σέ σπάργανα τυλιχτήκατε ἀτλαζένια· ἤπιατε σέ χρυσά κύπελα...

– Ὄχι ὅλα ὅμως!

– Στό ἀστικό ἴδιο καθεστώς κι ἔρχεστε στό ἀστικό σχολεῖο. Θά φροντίσω γιά τά παιδιά τῆς τάξης πού ἀνεβαίνει.

– Ἐμᾶς δέ μᾶς ἀγαπᾷς καθόλου;

– Τί ἄν σᾶς ἀγαπῶ; ἐσᾶς! ἐσᾶς! Σᾶς μισῶ!

Αὐτή εἶναι ἡ λογική συνέπεια τῶν ὅσων εἰπώθηκαν ὡς τίς 10 Μαρτίου. Βρεῖτε μές τίς 10.000 δασκάλους, πόσοι εἶναι ἱκανοί νά κρατήσουν αὐτή τή γλώσσα.

Καί τώρα δέν ξέρω τί λέγει ἡ Μεταφυσική ἤ ἡ πειραματική ἐπιστήμη καί τό λογικόν. Ὑπάρχει ἐπιστήμη πού δέ βασίζεται σέ πειράματα καί σέ μαθηματικούς τύπους. Ἡ κοινωνιολογία μᾶς λέγει ὅτι ὁ ἄνθρωπος εἶναι ζῷο κοινωνικό καί ἠθικῶς προοδεύει· ἔφθασε σέ ἕνα βαθμό νά ὁρίζῃ τήν κοινωνική του ἐξέλιξη στήν ἀγάπη καί ὄχι στό μῖσος· ἀκόμη καί οἱ νόμοι καί ἡ ποινική νομοθεσία ἀφῆκαν τόν νόμο τοῦ «ἀντιπεπονθότος» καί προχωροῦν στήν ἔννοια ὅτι ἡ ποινή πρέπει νά ἔχῃ σκοπό τή βελτίωση. Ἀπό τήν τιμωρία περνᾷ στήν φροντίδα τοῦ ἀτόμου. Ἀκολουθῶντας τή γραμμή αὐτή θά φτάσῃ μιά μέρα ἡ ἀνθρωπότητα νά μήν ἔχῃ τήν πάλη τῶν τάξεων καί τό μῖσος ἀνάμεσό τους χωρίς γι' αὐτά νά ἔχῃ ἀνάγκη ἀπό ἐρυθρούς στρατούς καί ἀπό ἐπανάσταση· ἀπό κανένα στρατό καί ἀπό καμιά ἐπανάσταση. Μέ τήν ἀγάπη θά προχωρήση, ὅσο σεῖς θέλετε νά τή σπρώξετε γιά τό μῖσος.

Δέν θά μιλήσω γιά τό ἐθνικό συναίσθημα κι ἄν τό ἔθνος εἶναι ἐχθρός τοῦ ἀνθρωπισμοῦ κι εἶναι ἀνώτερο ἀπό τήν τάξη. Σ' αὐτό δόθηκε ἀπ' ἄλλους ἡ ἀπάντηση· οὔτε γιά τό θρησκευτικό συναίσθημα, γιά νά μή παρουσιάσω κι ἐγώ τό θέαμα «ἀλλοῦ ὁ παπᾶς κι ἀλλοῦ τά ράσα του». Κι ἔτσι τελειώνω τό πρῶτο μέρος τῶν ὅσων θά ἔλεγα. Γιά τό δεύτερο μέρος θά εἶναι πάρα πολύ σύντομος. Μέ ὅσα εἰπώθηκαν στίς 10 Μαρτίου κ' ἔπειτα, εἶμαι, δέ δυσκολεύομαι νά τό πῶ, σύμφωνος· σχεδόν ἐντελῶς σύμφωνος. Τόσο μόνον.

[Μονογραφή.]

[13. Ιδιόγραφη περίληψη της Β΄ ομιλίας του Αλέξανδρου Δελμούζου (σχήμα μικρό τετραδίου, σελίδες 1-9), μονογραμμένη από τον ίδιο.]

[15/3/1927]

Περίληψη Β΄ ὁμιλίας
Ἀ. Δελμούζου

Ὁ κ. Δελμοῦζος λέει πώς ἐνῶ μέ τήν Α΄ ὁμιλία τοῦ κ. Γληνοῦ φάνηκε πώς ὁ Ὅμιλος χωρίζεται σέ δύο ὀξύτατες ἀντιθέσεις, μέ τή Β΄ ὁμιλία οἱ ἀντιθέσεις αὐτές ἔλειψαν καί σχεδόν σά νά μή παρουσιάζεται καμιά διαφωνία. Καί δέν μποροῦσε νά γίνη ἀλλιῶς, παρά νά νικήση ἡ δύναμη τῶν πραγμάτων κάθε ἀντίθετο θεωρητικό ἐνδιαφέρον. Ἔπειτα δικαιολογεῖ γιατί εἶναι ἀνάγκη νά κοιτάξει ἀπό κοντά μερικά κύρια σημεῖα πού ἀπασχόλησαν τά μέλη τοῦ Ὁμίλου στή Γ. Συνέλευση. Καί ἀρχίζοντας ἀπό τήν <u>πολιτική</u> τήν ξεχωρίζει ἀπό τήν ἔννοια τοῦ πολιτεύεσθαι. <u>Πολιτική</u>, δηλαδή ταχτική, δηλ. κατάλληλη ἐκλογή τῶν μέσων γιά ἕνα σκοπό ἔψαχνε ὁ ἴδιος ὅταν στό Βόλο ἵδρυε τό σχολειό του. Κι ἐδῶ ἀντικρούει τόν ἰσχυρισμό τοῦ κ. Γλ. ὅτι ὁ κ. Δελμ. στό Βόλο πρῶτος παράβηκε τούς νόμους τοῦ κράτους, ὅταν ἔφτιανε σχολεῖο ἐναντίον στή θέληση τῶν γονιῶν, τῆς κοινωνίας, τῶν νόμων κτλ. Ἔπειτα ἀνασκευάζει ὅσα εἶπε ὁ κ. Γλ. γιά τήν ἐλευθερία τοῦ δημόσιου ὑπαλλήλου λέγοντας πώς τέτοια ἀντίληψη εἶναι ἀναρχική καί ὁ ἴδιος ὁ κ. Γλ. ὡς ὑπεύθυνος ἀνώτερος ὑπάλληλος ἐνεργοῦσε ἄλλοτε ἀντίθετα μέ τή γνώμη πού διατύπωσε τώρα. Πολιτική σύμφωνα μέ τό πνεῦμα τοῦ κ. Γλ. ἔκαναν καί οἱ πρῶτοι ἱδρυτές τοῦ Ὁμίλου ὅταν ζητοῦσαν νά κάμουν ἕνα πρότυπο σχολειό. Ζύγιασαν τά πράγματα, τίς δυνάμεις τους, σφυγμομέτρησαν τήν κοινωνία καί περιωρίστηκαν [sic] σέ ἕνα σχολειό. Μιά ταχτική σωστή. Πολιτική ἔκανε καί ὁ κ. Γλ. στή Θ/νίκη [Θεσσαλονίκη] ὅταν ἔπειθε τό Βενιζέλο νά βάλη τή δημοτική στά δημοτικά σχολεῖα. Καί ἴσως νά ὀφείλονται καί σ' αὐτή ἐν μέρει ὅσα μαρτύρια περνούσαμε μέ τήν πολιτική. Ἐδῶ ἀνοίγει μιά παρένθεση καί ἀπαντᾶ σέ ὅσα εἶπε προχτές ὁ κ. Γληνός σχετικά μέ τήν ἐγκατάλειψη τῆς μεταρρύθμισης ἀπό τόν κ. Τριανταφυλλίδη κι ἔπειτα ἀπό τόν κ. Δελμ. Καί λέει ὅτι ὁ κ. Τριαντ[αφυλλίδης] ἀλήθεια ἐγκατέλειψε κάτι, μά ὄχι τό μεταρρυθμιστικό ἔργο πού τοῦ ἔχει ἀφιερώσει τή ζωή του, ἀλλά τή συνεργασία τῶν τριῶν. Ἀναφέρει ἔπειτα τή βαθύτερη οὐσία τοῦ γράμματος πού εἶχε στείλει ὁ κ. Δελ. ἀπό τή Γερμανία· σκοπός του: οἱ ἁπλοί τύποι νά πάρουν περιεχόμενο, ἡ μεταρρύθμιση νά ριζώση καί νά γίνη ἔτσι πού ν' ἀξίζει τ' ὄνομά της. Καί τήν ἀντίληψη αὐτή, ὅταν ξαναπῆγαν στό Κράτος, τήν ἀκολούθησαν ἐν μέρει ὁ κ. Γληνός καί Δελμοῦζος ὅταν ἀποτραβηγμένοι ἀπό τό Ὑπουργεῖο ἀφιερώθηκαν στήν Π. Ἀκαδημία καί τό Μαράσλειο, ἐνῶ ὁ κ. Τριαντ. ἀκολουθοῦσε ὡς ἀν. [ανώτατος] ἐπόπτης τό δρόμο τῆς πρώτης τριετίας. Στήν Α΄ ὁμιλία ὁ κ. Δελμ. δέν ἐννοοῦσε πολιτικά, δηλ. ταχτικά, ἀλλά τό πολιτεύεσθαι, ὅπως ἐνσαρκώθηκε π.χ. στό λόγο

τοῦ κ. Ρουχωτᾶ. Ὁ κ. Ρουχ. γιά τό συμφέρον βέβαια τοῦ μεταρρυθμιστικοῦ ἔργου ζήτησε νά διαιωνιστῆ ἡ τωρινή κατάσταση, ἐνῶ δέν πρόκειται νά λυθοῦν μέ συζήτηση πράγματα λυμένα στό μυαλό τοῦ καθενός. Πρόκειται ἁπλά ἄν ὁ Ὅμιλος θ' ἀκολουθήση τή μία ἤ τήν ἄλλη ὡρισμένη κατεύθυνση.

Ἔπειτα παίρνει τά 3 ἐπίμαχα σημεῖα. [Α.] Στό ζήτημα γιά τήν ἐθνική μόρφωση, [διπλή ὑπογράμμιση], εἶπε πώς μέ ὅσα εἶπε ὁ κ. Γληνός στή Β΄ ὁμιλία του συμφώνησαν βασικά. Ἡ ἐθνική μόρφωση ὅπως ἀναπτύσσεται στό «Δημοτικό ὡς Παιδεία» δέν εἶναι λόγια μόνο, μά σιγά σιγά μέ ἀγῶνες ἐπιβάλλεται καί στό κράτος, καί τά τελευταῖα διδακτικά βιβλία ὅσο πᾶνε γίνονται πιό ἀνθρωπιστικά. Κι ὁ ἀγῶνας αὐτός εἶναι γονιμώτερος τώρα πού σχεδόν ἔχουν συμπέσει ἔθνος καί κράτος σέ μᾶς.

Συμφωνεῖ λοιπόν μέ τόν κ. Γληνό ὅτι περιεχόμενο τῆς ἐθνικῆς ἀγωγῆς εἶναι νά καλλιεργήση τά ζωντανά στοιχεῖα πού ἔχομε [sic] μέσα μας, νά γνωρίσωμε τόν ἑαυτό μας, νά καλλιεργήσωμε τήν σωστή ἐκτίμηση τοῦ ἑαυτοῦ μας καί τῶν ἄλλων, τήν ἀγάπη καί ὄχι τό μῖσος· καί ἀκόμα συμφωνεῖ ὅτι ἀπαραίτητη βάση γι' αὐτό εἶναι ἡ ἐθνική αὐτοσυντηρησία. Ἐπειδή ὅμως στόν Ὅμιλο ἔχομε καί ἀριστερούς πού ἐπιμένουν στίς ἀντιλήψεις τους καί θά θελήσουν ἴσως ἀντίθετα μέ τό αἴσθημα τοῦ ἐθνικοῦ συνόλου νά τονίσωμε τό αἴσθημα καί τήν ἀλληλεγγύη τῆς κοινωνικῆς τάξης ἀνεξάρτητα ἀπό ἐθνικά σύνορα, γι' αὐτό καί γιά νά ξέρη ὁ Ὅμιλος ποῦ πάει εἶναι σωστό νά ὑποβληθῆ στή Γ. Συνέλευση ἡ πρόταση: ἄν ὁ Ὅμιλος θά ἐξακολουθήση σχετικά μέ τήν ἐθνική ἀγωγή τό δρόμο πού εἶχε ὡς τώρα ἤ θαλλάξη δρόμο (Πρόγραμμα 1914 κτλ.).

Β. Καί ὡς πρός τό μάθημα τῶν θρησκευτικῶν συμφωνοῦν ὕστερα ἀπ' ὅσα εἶπε ὁ κ. Γληνός στή Β΄ ὁμιλία. Γιατί εἶπε ὅτι δέν τοῦ ἦρθε ποτέ στό νοῦ νά δημιουργήση θρησκευτικό ζήτημα. Στήν Α΄ του ὁμιλία ὁ κ. Δελμ. εἶπε καθαρά ὅτι ὅσοι πιστεύουν πώς τό θρησκευτικό συναίσθημα εἶναι πολύτιμο γιά τήν ἀγωγή, θέλουν νά διδάσκωνται τά θρησκευτικά. Εἶπε ὅμως πώς εἶναι καί μέλη τοῦ Ὁμίλου πού δέν ἔχουν τήν ἴδια πίστη μέ τούς πρώτους, ἀλλά κι αὐτά δέχονται πώς ἕνα σωματεῖο γίνεται ἀνεδαφικό ὄχι μόνο γιά σήμερα ἄν δημιουργήση θρησκευτικό ζήτημα. Ἐπειδή ὅμως εἶναι οἱ ἄκροι ἀριστεροί πού ἐπιμένουν στήν ἀντίληψή τους γιά τή θρησκευτική πρόληψη, γι' αὐτό προτείνει ν' ἀποφασίση ἡ Γ. Συνέλευση ἄν ὁ Ὅμιλος θ' ἀκολουθήση σχετικά μέ τή θρησκευτική μόρφωση τό δρόμο πού εἶχε ἀκολουθήσει ὡς τώρα. Ἔτσι βαλμένη ἡ πρόταση δέν πιέζει τή συνείδηση κανενός ἐκτός ἄν δέχεται τή θρησκευτική πρόληψη. Δέν προτείνει «ὅτι τό θρησκευτικό συναίσθημα εἶναι πολύτιμο γιά τή μόρφωση», μά ἁπλά πώς θ' ἀκολουθήσωμε τόν ἴδιο δρόμο ὅπως καί πρίν. Ὁ δρόμος αὐτός εἶναι καθαρός. Γιά ὅσους θέλουν τά θρησκευτικά στά σχολεῖα ἀπό ἀντίκρυσμα τῆς δικῆς μας πραγματικότητας, συγκεντρώνεται στό ὅτι ὁ Ὅμιλος δέ δημιούργησε θρησκευτικό ζήτημα. Γιά τούς ἄλλους, τούς πρώτους καί γιά τόν ἴδιον στό ὅτι κοίταξε νά κάμη τό μάθημα καί τό πρόγραμμα τῶν θρησκευτικῶν ὅσο μποροῦσε μεθοδικώτερο καί γονιμώτερο (ἱδρυτική ἐγκύκλιο ἱδρυτῶν 1910, πρόγραμμα σχολείων 1912, διδακτικά βιβλία συντακτικῆς

Ἐπιτροπῆς, Μαράσλειο). Ἄν τυχόν δάσκαλοι πού δέν πιστεύουν τό αἰσθάνονται σάν καταναγκασμό νά διδάσκουν τά θρησκ. (– τέτοια ὅμως συνείδηση ὡς τώρα δέν ἐκδηλώθηκε πουθενά στούς ἕλ[ληνες] δασκάλους –), τότε ἄς τό ἐκδηλώσουν αὐτοί ἅμα ὡριμάση μέσα τους καί ἄς προκαλέσουν οἱ ἴδιοι ζήτημα. Δέν ἔχουν ἀνάγκη ἀπό κηδεμονία. Ὁ Ὅμιλος πάντα δέ θά προκαλέση ζήτημα θρησκευτικό.

Γ. Τρίτο σημεῖο εἶναι τό πολιτικό ἤ ταξικό. Σύμφωνα μέ τήν Α΄ ὁμιλία τοῦ κ. Γληνοῦ ὁ Ὅμιλος πρέπει νά στηριχτῆ σέ ὡρισμένη κοινωνική τάξη, τήν ἐργατική. Στή Β΄ ὅμως ὁμιλία του, τήν τάξη τήν ἀντικατάστησε ὁ ἀδικούμενος ἐκπαιδευτικός λαός, δηλ. τά 8/10 τοῦ συνόλου ὅπως εἶπε ὁ κ. Γληνός, καί ἀπέναντί του εἶναι οἱ ἐκπαιδ. ἀδικοῦντες, δηλ. τά 2/10. Τά 8/10 ὅμως εἶναι ἐργάτες ἀνοργάνωτοι ἤ ἐλάχιστα ὀργανωμένοι, ἀγρότες προλετάριοι ἤ ἀγρότες πλῆθος μέ μικροϊδιοκτησίες, πλῆθος μικροαστοί ἤ ἀκόμα καί μεσαῖοι ἀστοί, δηλ. διάφορες ἀνοργάνωτες πολιτικές τάξεις μέ συγκρουόμενα οἰκονομ. συμφέροντα. Ὥστε ἡ τάξη τῆς Α΄ ὁμιλίας χάθηκε μέσα στά 8/10 τοῦ συνόλου. Ἐξετάζοντας ἔπειτα τί ἐνέργεια σχετικά μέ τήν ἐκπαίδευση μπορεῖ νά γίνη στά 8/10 αὐτά, βρίσκει ὅτι ἡ πρόταση τοῦ κ. Γλ. γιά νά ξυπνήση ὁ Ὅμ. λαϊκή ἐκπαιδ. συνείδηση καταλήγει ἁπλούστατα στόν ἐκπαιδευτ. διαφωτισμό –ἐκτός ἄν θελήση ὁ Ὅμ. νά γίνη ἕνα παμπολιτικό σωματεῖο πού θ' ἀναλάβη τήν πολιτική ὀργάνωση διαφόρων κοινωνικῶν τάξεων. Τέτοιο διαφωτισμό δέν τόν ἀρνήθηκε ποτέ ὁ Ὅμιλος μόνο πού ἔλειψαν οἱ δυνάμεις. Ἀλλά καί πάλι ἄν γίνη στό μέλλον πρέπει νά προσέξη μήπως ἀφήση τό κύριο ἔργο του: τή θετική δηλ. ἐκπαιδευτ. ἐργασία (βιβλία διδακτικά, δασκάλων, προγράμματα, πρότυπα σχολεῖα, μελέτη ἐκπαιδευτικῶν προβλημάτων κτλ.). Θετική δουλειά μᾶς λείπει, ὅ,τι δόθηκε εἶναι ἐλάχιστο, ἀσήμαντο ἐμπρός στίς ἀνάγκες πού ὑπάρχουν, καί στή θετική δουλειά τό πιό μεγάλο ἐμπόδιο εἶναι ἡ ὁμιλική συζητητομανία. Συμφωνεῖ λοιπόν γιά τό διαφωτισμό, μόνο πού τόν ἁπλώνει καί στά 9/10· ἡ διαφορά ἐλάχιστη ἀφοῦ ἄλλωστε σέ ὅποια τάξη καί ἄν σταθῆ ὁ Ὅμιλος θά δώση ἐκπαιδ. σύνολο, γιατί τό κάθε ἐκπαιδ. αἴτημα εἶναι στενά δεμένο μέ τό ἄλλο· ἔτσι σύγχρονα θά φροντίση καί γιά δημοτική καί μέση καί ἀνώτερη παιδεία. Καί ὅσο ν' ἀλλάξη ἡ σημερινή ἄρχουσα τάξη –ὅσο νά ὀργανωθοῦν δηλ. τά 8/10 πολιτικά– θέλοντας ἤ μή θά καταφύγωμε σ' αὐτή γιά νά βοηθήση γιά τήν ἑλληνική παιδεία. Καθολικός λοιπόν διαφωτισμός ἐκπαιδευτικός.

Ἑπομένως στό βάθος καμιά σχεδόν διαφορά μέ τήν πρόταση τοῦ κ. Γλ. στή Β΄ ὁμιλία. Ἐπειδή ὅμως ἔχουμε καί ἄκρους ἀριστερούς, πού ἐπιμένουν νά στηριχτῆ ὁ Ὅμιλος σέ μιά ὡρισμένη τάξη, τήν ἐργατική· ἐπειδή αὐτοί νομίζουν πώς λαϊκή ἐκπαιδ. συνείδηση ἑνιαία δέ στέκεται σέ διάφορες κοινων. τάξεις μέ ἀντίθετα οἰκονομ. συμφέροντα ἀλλά μόνο σέ μία· καί ἐπειδή ἀκόμα κύρια προϋπόθεση γιά κάθε ἀληθινή παιδεία νομίζουν τήν κοινωνική ἀνατροπή καί τήν κατάχτηση τοῦ κράτους ἀπό τήν ἐργατική τάξη (κάθε πρόοδος, λένε, ἀποκλείεται, εἶναι ἀδύνατη μέ τό ἀστικό καθεστώς οὔτε ἄλλωστε τούς συμφέρει μά ἀδυνατίζει τόν ἀγῶνα τους), ἑπομένως ὅλοι καί δάσκαλοι καί

ἐκπαιδευτικά σωματεῖα κύριο σκοπό πρέπει πρός τό παρόν νάχουν τήν κοινωνική ἀνατροπή, γι' αὐτούς τούς λόγους νομίζομε σκόπιμο νά ὑποβάλωμε στή Συνέλευση τήν ἀκόλουθη πρόταση:

«Ὁ Ὅμιλος εἶναι ἐκπαιδευτικό καί ὄχι πολιτικό σωματεῖο. Δέν ἐργάζεται δηλ. οὔτε ἐνδιαφέρεται γιά ὡρισμένο πολιτικό κόμμα ἤ γιά ὡρισμένη μόνο κοινων. τάξη, ἀλλά φροντίζει γιά τήν ἐκπαίδευση τοῦ συνόλου. Στήν ταχτική του θά στηρίζεται σέ διαφωτισμό ὅλης τῆς κοινωνίας καί θά προσπαθῆ νά ἐπηρεάζη ὅλα τά κόμματα.»

Πρίν τελειώση ὁ κ. Δελμ. τονίζει ὅτι δέν εἶναι σωστό νά μπλέκωνται μέ τόν Ὅμιλο ἐπαγγελματικές ἀνάγκες τῶν δασκάλων καί νά γίνεται ἐκμετάλλευση τῆς οἰκονομικῆς τους θέσης. Οἱ δάσκαλοι εἶναι πιά ὥριμοι ἀρκετά γιά νά φροντίσουν μόνοι τους γιά τά συμφέροντά τους, νά κοιτάξουν πῶς θά ὀργανώσουν τήν ὁμοσπονδία τους καί θά καταχτήσουν στήν κοινωνία τή θέση πού τούς ἀξίζει. Στόν Ὅμιλο θά βρίσκουν πάντα μιά δύναμη ἠθική. Καί ἀπό τόν Ὅμιλο οἱ δάσκαλοι πρέπει νά ζητοῦν ὅ,τι αὐτοί δέν μποροῦν νά τό κερδίσουν μόνοι τους, δηλαδή θετική κυρίως ἐκπαιδ. δουλειά, καί ὄχι νά ζητοῦν νά γίνη ὁ Ὅμιλος παράρτημα τῆς δημοδιδασκαλικῆς Ὁμοσπονδίας. Ὁ Ἐκπ. Ὅμιλος κοιτάζει ὅλη γενικά τήν ἐκπαίδευση καί πρῶτα ἀπ' ὅλα νά βοηθήση γιά νά ὑπερνικηθῆ ὁ ἐκπαιδευτικός μεσαιῶνας τοῦ τόπου μας.

Ἔτσι τίς ὑποβάλλει ὁ κ. Δελμ. στό προεδρεῖο τίς τρεῖς προτάσεις πού ἀνέφερε παραπάνω.

[Μονογραφή, Αλ. Δ.]

[14. Περίληψη της ομιλίας του Επαμεινώνδα Παπαμιχαήλ, γραμμένη καί υπογεγραμμένη από τον ίδιο (φύλλα 2, γραμμένα στην εμπρόσθια μόνο πλευρά).]

Ἐπ. Παπαμιχαήλ

Θρησκευτικό συναίσθημα εἶναι ἡ ἔρευνα τῆς ἀλήθειας· ἡ τάση γιά τήν ἐκπλήρωση τῶν πόθων τῆς ἀνθρωπότητας γιά τήν ἐλευθερία τοῦ ἀτόμου ἀπό τά δεσμά τῆς ἐκμετάλλευσης μ' ὅποια μορφή κι ἄν παρουσιάζεται γιά μιάν ἁρμονική ἕνωση μέ τήν ἀείρροη καί ἀστείρευτη Πηγή τῆς Ζωῆς. (Τά πάντα ρεῖ – αἰώνιος καί ἀδιάκοπος μεταμορφισμός).

Σύμφωνα μέ αὐτή τήν ἀντίληψη ἡ καλλιέργεια τοῦ θρησκευτικοῦ συναισθήματος ὑπάγεται στήν ἔννοια τῆς ἀγωγῆς. Τό παιδί ἀνήκει σέ μιάν ὡρισμένη κοινωνία. Ὅμως καμιά κοινωνία δέν εἶναι ἀνεξάρτητη ἀπό τίς ἄλλες. Γι' αὐτό καί ἡ καθεμιά πρέπει νά ἐργάζεται γιά τήν εὐημερία τή δική της καί τῶν ἄλλων. Ἔτσι στήν ἔννοια τῆς ἀγωγῆς ὑπάγεται καί ἡ καλλιέργεια τοῦ ἐθνισμοῦ παράλληλα μέ τήν καλλιέργεια τοῦ ἀνθρωπισμοῦ.

Τά δύο αὐτά συναισθήματα καλλιεργοῦνται στά σχολεῖα μέ ὅλα τά μαθήματα καί κυρίως μέ τό πνεῦμα πού τά διέπει. (Ἀλληλεγγύη καί ἀγάπη. Ὀργάνωση κάθε τάξης σέ ζωντανή κοινότητα καί ὅλων τῶν τάξεων σέ μιά ὁμοσπονδία πού συνεργάζεται καί ἐπιδιώκει κοινούς σκοπούς).

Ὡς ὀρθολογιστής χριστιανός ὁ δάσκαλος ὀφείλει νά εἶναι καί ἐξελικτικός σοσιαλιστής. Δάσκαλος πού δέν ἐμπνέεται ἀπό τίς ἀρχές τοῦ σοσιαλισμοῦ, οὔτε χριστιανός οὔτε πατριώτης μπορεῖ νά εἶναι· εἶναι ἁπλή μαριονέτα τῶν τεσσάρων ἤ πέντε τυράννων τῆς γῆς – τοῦ βασιλιᾶ τοῦ σίδερου, τοῦ κάρβουνου, τοῦ βαμπακιοῦ, τοῦ σιταριοῦ κ.τ.λ.

Ἡ Εὐρώπη σήμερα εἶναι ὑποταγμένη στήν Ἀμερική καί ἡ Ἀμερική στούς 4-5 τυράννους. Ἀπ' αὐτούς τυραννιοῦνται μιά σειρά μεγάλη τυραννίσκων καί παράσιτων καί εἶναι τό αἶσχος τοῦ σημερινοῦ πολιτισμοῦ νά πεθαίνουν ὁλόκληρα ἑκατομμύρια ἀνθρώπων ἀπό τήν πεῖνα. Ἐπικρατεῖ ἕνας ραφιναρισμένος κανιβαλισμός.

Ἕνα ἐκπαιδευτικό σωματεῖο δέν μπορεῖ παρά νά ἐπιδιώκη τή μόρφωση τοῦ συνόλου μέ δημοκρατική ἰσότητα.

Ἐπ. Παπαμιχαήλ

[15. Περίληψη της ομιλίας του Αριστείδη Ρουχωτά, ιδιόγραφη, σε φύλλο αλληλογραφίας με τον τίτλο ΕΚΠΑΙΔΕΥΤΙΚΟΣ ΟΜΙΛΟΣ.]

Γενική Συνέλευση 1927

Ἀρ. Ρουχωτᾶς

Λέγει ὅτι εἶναι ἀπό τά πρῶτα μέλη τοῦ Ἐκπαιδ. Ὁμίλου καί ὅτι τό Πρόγραμμα τοῦ Ὁμίλου, ὡς εἶχε συνταχθῇ κατά τό 1914, τόν ἱκανοποιεῖ καθώς καί ὁλόκληρον τόν διδασκαλικόν κόσμον, διότι ὄχι μόνον μέχρι σήμερον δέν ἐξηντλήθη, ἀλλά θά παρέλθουν ἀρκετές δεκαετηρίδες καί θά χρειασθῇ μακρός διαφωτισμός τῆς κοινῆς γνώμης διά νά τεθῇ ἐξ ὁλοκλήρου εἰς ἐφαρμογήν.

Τό πρόγραμμα βεβαίως αὐτό δέν εἶναι ἴσως τό ἰδανικόν, ἀλλά θά ἔπρεπε νά ἐφαρμοσθῇ διά νά δυνάμεθα νά συγκαταλεχθῶμεν καί ἡμεῖς εἰς τήν οὐράν [sic] τῶν λαῶν τῆς Εὐρώπης. Ἐφ' ὅσον τοῦτο δέν πραγματοποιεῖται ἀπομένει μεγάλον περιθώριον νά κινηθῇ ὁ Ἐκπαιδ. Ὅμιλος διά τήν ἐφαρμογήν του. Ὁ κλάδος εἰς τόν ὁποῖον ἀνήκει δέν γνωρίζει οὔτε ἔχει προσανατολισθῇ εἰς θεωρίας οἱασδήποτε τάς ὁποίας οὐδέ κἄν ἐννοεῖ. Διά τοῦτο νομίζει ὅτι τό πρόγραμμα τοῦ Ὁμίλου, ὡς ἔχει σήμερον, εἶναι ἀρκετόν διά νά συνενώσει πέριξ του ὅλας τάς δυνάμεις τοῦ δημοτικισμοῦ πρός ἐπιδίωξιν τῆς ἐφαρμογῆς του, ἡ ὁποία ἄν δέν συνετελέσθη μέχρι σήμερον, πολλά ἴσως νά εἶναι τά σφάλματά μας καί <u>κυρίως</u> ἡ <u>τακτική</u> μας, ἡ <u>ὁποία πρέπει νά μεταβληθῇ νά ἐνταθῇ εἰς τόν διαφωτισμόν τῆς Κοινωνίας καί τῆς Κοινῆς γνώμης. Διά τοῦτο δέν θεωρεῖ ὥριμον τήν διαίρεσιν τοῦ Ὁμίλου</u>, διότι τά μέλη του οὐδέ τάς θεωρητικάς διαφωνίας κἄν κατέχουν, αἵτινες προβάλλονται ὡς ἀφορμή τῆς σημερινῆς διαιρέσεως, ὡς εἶναι ταῦτα εἰς τάς ἐπαρχίας διεσπαρμένα. Διά τοῦτο καί ἐπειδή φοβεῖται ὅτι ἴσως δέν γίνει ὁ διαφωτισμός τῶν μελῶν ἐπί τῆς διαφωνίας ἀντικειμενικῶς προτείνει τόν καταρτισμόν ἐπιτροπῆς μέ ἰσάριθμα μέλη καί ἀπό τάς δύο μερίδας τάς ἰδεολογικῶς ἀντιτιθεμένας ἐπί τοῦ προγράμματος, διά νά ἐξασφαλισθῇ μακρά ἀντικειμενική ἑκατέρωθεν ἀνάπτυξις τῶν ἀντιλήψεων καί τῆς διαφωνίας, διά νά δυνηθοῦν τά μέλη τοῦ Ὁμίλου κατόπιν αὐτῆς συνειδητά πλέον νά ἀποφανθοῦν ἐπί τῆς διαιρέσεως μετά ἕνα χρονικόν διάστημα ἑνός ἐξαμήνου ἤ ἔτους ἤ καί μακρότερον.

[Μονογραφή, ΑΡ]

[16. Πρακτικά της 15ης Μαρτίου 1927 (σελίδες 1-6, μεγάλου σχήματος, χαρακωμένες, με την υπογραφή της πρακτικογράφου Κατίνας Παπά).]

Συνεδρίαση (;)

Στις 15 Μαρτίου ἡμέρα Τρίτη καί ὥρα 6.20 ἀρχίζει ἡ Συνεδρίαση.

Ὁ κ. Πρόεδρος διαβάζει τόν κατάλογο πού εἶναι γραμμένα τά ὀνόματα ἐκείνων πού δήλωσαν πώς θά μιλοῦσαν, ἀλλά παραιτοῦνται καί ἔρχεται ἡ σειρά τοῦ κ. Παπαμαύρου, πού παίρνει τό λόγο.

Ὁ κ. Παπαμαῦρος στήν ὁμιλία του ἀναφέρεται στίς δύο ὁμιλίες τοῦ κ. Γληνοῦ πού δέν τόν βρίσκουν σύμφωνο. Λέει πώς ἡ β΄ ἤτανε ἀριστοτεχνική ἀναίρεση τῆς α΄. Πρῶτο ὡς πρός τό θρησκευτικό ζήτημα. Στήν α΄ ὁμιλία του ὁ κ. Γληνός εἶπε, πώς ἡ θρησκεία εἶναι πρόληψη, ἐνῶ στή δεύτερη περιωρίστηκε στό ζήτημα: ἄν πρέπῃ τό μάθημα νά διδάσκεται ἤ ὄχι στό σχολεῖο.

(Ὁ κ. Γληνός διαμαρτύρεται ὅτι εἶπε τή λέξη «πρόληψη» γιά τή θρησκεία.)

Ἡ γνώμη τοῦ κ. Παπαμαύρου εἶναι πώς γιά 50 ὡς 100 ἀκόμα χρόνια τό ἑλληνικό κράτος δέ μπορεῖ νά βγάλη τά θρησκευτικά ἀπό τό σχολεῖο καί ὅτι ὁ Ἐκπαιδ. Ὅμιλος δέν πρέπει νά κάμῃ θρησκευτ. ζήτημα. Πώς ὅλοι οἱ δάσκαλοι πιστεύουν πώς τό θρησκευτικό συναίσθημα στό παιδί ἔχει μεγάλη σημασία, πώς ἴσαμε τά 12 χρόνια, πού ἀκόμα ἡ κυρίαρχη τάση πού θά δώσῃ στό κάθε παιδί τόν τύπο του, δέν ἔχει ξεχωρίσει, πρέπει νά δώσουμε στά παιδιά ὅλα τά ἀγαθά τοῦ πολιτισμοῦ, ἑπομένως καί τά θρησκευτικά.

Ἀργότερα ὁ ὀλιγώτερο διαδομένος τύπος εἶναι ὁ θρησκευτικός, ἀλλά δέν θεωρεῖ πώς ὅλοι οἱ τύποι πρέπει νά διδαχθοῦν τά θρησκευτικά, γιατί στόν κάθε ἕνα ἄνθρωπο εἶναι ἔμφυτο τό θρησκευτ. συναίσθημα.

Προχωρῶντας ὁ κ. Παπαμαῦρος, λέει, πώς ἀμφιβάλλει ἄν τά ἄλλα κράτη κατάργησαν τά θρησκευτικά, πρᾶγμα πού ὑποστήριξε ὁ κ. Γληνός καί ὅτι μόνον ἡ Γαλλία τό ἔκαμε γιά νά ἀπαλλαγῇ ἀπό τόν κλῆρο (οἱ ἄλλοι διαμαρτύρονται διαλογικά).

Ὁ κ. Γληνός ὡς ἐπιστημονικό μέσο δέχεται μόνο τόν ὀρθό λόγο ἀλλά ὁ κ. Παπαμαῦρος δέχεται καί τήν ὑπόθεση ὅπως ἄλλως τε καί ὁ Poincaré «Ἐπιστήμη ὡς ὑπόθεση» καί ὁ Boutroux.

β) ὡς πρός τήν ἐθνική ἀγωγή. Συμφωνεῖ μέ τόν κ. Γληνό ὅτι μερικές παραδόσεις σάν τόν «Μαρμαρωμένο Βασιλιά» κλπ. δέν ἔχουν πιά θέση σήμερα· ἀλλά βρίσκει πώς καί ἐδῶ ὁ κ. Γληνός ἔπεσε σέ ἀντίφαση: στήν α΄ ὁμιλία εἶπε πώς τό ἔθνος εἶναι ἐμπόδιο στόν πολιτισμό, στή β΄ συμφώνησε μέ τίς ἰδέες τοῦ κ. Δελμούζου ὅπως τίς ἐκθέτει στό βιβλίο του «Παιδεία καί Δημοτικισμός» [*Δημοτικισμός και παιδεία*].

Ὁ κ. Παπαμαῦρος πιστεύει πώς εἶναι ἀδύνατο νά μή ὑπάρχῃ ἔθνος στήν ἀγωγή, γιατί πρῶτα θά μορφώσωμε Ἕλληνες καί ὕστερα ἀνθρώπους.

γ΄) ὡς πρός τήν κοινωνική κίνηση. Ὁ κ. Γληνός λέει πώς ἡ παιδαγωγική κίνηση πρέπει νά παρακολουθῇ τήν κοινωνική. Ὁ κ. Παπαμαῦρος συμφωνεῖ σ' αὐτό, μόνο πού ἰσχυρίζεται πώς τό σχολεῖο δέν μπορεῖ νά παρακολουθῆ βῆμα μέ βῆμα τήν κοινωνική ἐξέλιξη ἀλλά νά προσπαθῇ νά βραχύνῃ ὅσο τό δυνατό τήν ἀπόσταση. Ἑπομένως ὁ Ἐκπαιδευτ. Ὅμιλος δέν μπορεῖ νά πρωτοπορεύεται· γιατί τό σχολεῖο ἕπεται, δέν δημιουργεῖ κοινωνία.

Ὁ κ. Γληνός διακόπτει: Ἐδῶ εἶναι Ὅμιλος δέν εἶναι σχολεῖο!

Παραδέχεται [ο Παπαμαύρος] πώς μεταρρύθμιση χωρίς πολιτική δέ μπορεῖ να γίνῃ. Ἡ πολιτική χρειάζεται καί θά ὑπάρχῃ.

Παρατηρεῖ πώς ὁ κ. Γληνός στήν α΄ του ὁμιλία θέλησε ν' ἀγκαλιάση τά ἰδανικά τοῦ προλεταριάτου ἀλλά στή δεύτερη ἀνακρούει πρύμναν· [εγκαταλείπει] ὄχι μόνο τούς ἐργάτες ἀλλά ὅλους τούς ἀδικουμένους ἀπό τήν ἐκπαίδευση, δηλ. τά 8/10, ἐνῶ ὁ κ. Παπαμαῦρος ζητάει νά ἀπελευθερώσῃ καί τά 10/10. Ὁ κ. Γληνός εἶναι μέ τούς ἀδικουμένους, λέει ὁ κ. Παπαμαῦρος, ἀλλά ἐμεῖς οἱ ἀδικούμενοι μέ ποιόν εἴμαστε; και μεῖς σοσιαλισταί είμαστε κι ἐννοοῦμε νά ἐργαστοῦμε σά δάσκαλοι μέσα στό κράτος.

Ὁ κ. Πρόεδρος διαβάζει τά ὀνόματα ἄλλων ὁμιλητῶν πού παραιτοῦνται[,] ὕστερα παίρνει τό λόγο ὁ κ. Δαμασκηνός.

Κ^{ος} Δαμασκηνός.

Μιλεῖ γιά τά καλά πού ἔδωσε ὁ ὅμιλος στούς δασκάλους: γλῶσσα, ἀναγνωστικά καί σχολεῖα. Καί πώς οἱ δάσκαλοι μόνο ἐκπαιδευτική καθαρή βοήθεια πρέπει νά ζητοῦν ἀπό τόν Ὅμιλο κιὄχι [sic] ἐπέμβαση σέ ἐπαγγελματικά ἤ ὑπηρεσιακά ζητήματα, γιατί γιαὐτά ὑπάρχουν οἱ Σύλλογοι καί οἱ δασκαλικές ἑνώσεις.

Χωρίζει τήν ὁμιλία του σέ δύο χρονικά σημεῖα: α΄) στά πρό 10^{ης} Μαρτίου καί β΄) στά μετά τήν 10^{η}.

α΄) Μέλη τοῦ ὁμίλου μέ ἀριστερές ἰδεολογίες ἰσχυρίζονται πώς σέ ἀστικό καθεστώς ἀδύνατο νά ὑπάρξῃ ἕλλην. παιδεία[·] ὡς τότε οἱ δάσκαλοι πέφτουν σέ ἀμηχανία γιατί ἤ πρέπει νά βοηθήσουν νά πέσῃ τό ἀστικό καθεστώς ἤ νἀρνηθοῦν [sic] νά δώσουν παιδεία στά σχολειά τους, πού τά παιδιά εἶναι παιδιά ἀστῶν.

Λέει πώς ἡ γνώμη τοῦ δημοδιδασκάλου εἶναι πώς θά σταθοῦν σιμά στόν Ὅμιλο ἄν ὁ Ὅμιλος βοηθήση τήν ἀστική παιδεία, ἄν ὅμως αὐτός ἀρνηθῆ λέγοντας πώς βοηθῶντας παλεύει τό ἀστικό καθεστώς, τότε οἱ δάσκαλοι δέν εἶναι μαζί του.

Ὁ κ. Ἀγγελόπουλος διαμαρτύρεται.

Τό θρησκευτικό ζήτημα δέ θέλει νά τό θίξῃ κι' ἔρχεται στό ἐθνικό. Ὅτι τό ταξικό σχολεῖο θᾶναι γενικότερο, ἀνώτερο κλπ. εἶναι ἰδέες πού τίς ἄκουσε στόν Ὅμιλο μά πού δέν τίς δέχεται. Ἄκουσε ἐπίσης πώς τό ἀστικό σχολειό εἶναι ταξικό, λοιπόν κατά τή γνώμη τοῦ ἴδιου εἶναι ἀνώτερο.

Ὕστερα μιλεῖ γιά τήν κοινωνική ἠθική ἐξέλιξη καί ὁ κ. Μπέρτος διακόπτοντας λέει πώς ὁ ὁμιλητής εἶναι ἐκτός θέματος, ὁ κ. Δαμασκηνός

συνεχίζοντας λέει πώς ὅσοι θέλουν νά παραβιάσουν τήν ἠθική κοινωνική ἐξέλιξη θά ἐργαστοῦν ἐπαναστατικά. Οἱ ἄλλοι θά τήν προαγάγουν.

β΄) Τώρα, δηλ. μετά τήν 10 Μαρτίου, βρίσκει ὅτι τά μέλη τοῦ Ὁμίλου δέν τά χωρίζει πιά τίποτα.

Ὁ κ. Μηλιάδης ζητεῖ νά διαπιστωθῇ ἄν ὁ κ. Δαμασκηνός μίλησε ἐκ μέρους τῶν δημοδιδασκάλων τοῦ Ὁμίλου.

Τό αὐτό ῥωτάει καί ὁ κ. Πρόεδρος.

Ὁ κ. Δαμασκηνός ἀπαντάει πώς ὅ,τι εἶπε εἶναι ἡ προσωπική του γνώμη· ἀλλά ὅτι ὡς δημοδιδάσκαλος ἔχει κάποια ἀντιπροσωπεία.

Γίνεται διαλογική συζήτηση περί τοῦ ποιός θά μιλήσῃ καί τόν λόγον παίρνει ὁ κ. Παπαμιχαήλ.

Συμφωνεῖ μέ τόν κ. Δελμοῦζο ὅτι τό θρησκευτικό συναίσθημα εἶναι στενά συνδεδεμένο μέ τήν ἀγωγή. Τό θρησκευτικό συναίσθημα δέ διδάσκεται· εἶναι συναίσθημα ἑνός ζωντανοῦ θεοῦ· ἤ καλύτερα ἑνός ζωντανοῦ. Πάντα ἐκεῖ πού τελειώνει ἡ ἐπιστήμη θά χρειάζεται τό θρησκευτικό συναίσθημα γιά νά βοηθῆ. Ἀλλά τό θρησκευτ. συναίσθημα ζῆ καί τά παιδιά θ' ἀκολουθοῦν τό δάσκαλο μέ τή μίμηση.

Ὁ βίος τοῦ Χριστοῦ πρέπει νά διδαχτῆ. Τά ἐπιχειρήματα τοῦ Μαρξισμοῦ γιά τήν κατάρριψη τοῦ θρησκευτ. συναισθήματος τά βρίσκει πολύ παιδικά. Πιστεύει πώς μέσα στήν ἔννοια ἀγωγή ὑπάρχει καί ἡ θρησκευτική καί ἡ ἐθνική. Δέν συμφωνεῖ ὅμως μέ τόν κ. Δελμοῦζο στό ὅτι ἡ παιδεία εἶναι «ὑπεράνω τῶν τάξων»· βρίσκει πώς ἄλλη εἶναι ἡ ψυχή τοῦ ἀστοῦ καί ἄλλη ἡ ψυχή τοῦ ἐργάτη. Ἡ Ἑλλάδα, κατά τή γνώμη του, δέν ἔχει παιδεία καί πρέπει ν' ἀποχτήσῃ ἀρχινῶντας ἀπό κάτω ἀπό τό λαό καί σ' αὐτόν πρέπει νά στηριχτῇ. Καί τελειώνοντας λέει πώς

α΄) ὁ παιδαγωγός εἶναι καί θά εἶναι πολιτικός καί πώς τό ὀλίγο ἄνθισμα στήν παιδεία ὀφείλεται στούς φωτισμένους δημοδιδασκάλους καί

β΄) ἡ θρησκεία εἶναι πρό πολλοῦ πεθαμένη. Ὅ,τι ἐδίδαξε τό δίδαξε ὀρθολογικά, γι' αὐτό μπορεῖ νά τοποθετηθῆ καί στήν ἀρχαία θρησκεία ἀκόμα.

Ἐδῶ τελειώνει ὁ κ. Παπαμιχαήλ καί γίνεται διακοπή 5 λεπτῶν. Ὕστερα ἀπό τή διακοπή τό λόγο παίρνει ὁ κ. Δελμοῦζος καί λέει σέ περίληψη.

...

Στό τέλος ὁ κ. Δελμοῦζος ὑποβάλλει γραπτές προγραμματικές προτάσεις, ἀλλά ἐπειδή ἡ ὑποβολή τέτοιων αἰτημάτων εἶναι τυπικά παράτυπη ζητεῖ τήν ἔγκριση τῆς συνέλευσης.

Ὁ κ. Γληνός, ἀπαντῶντας, λέει, πώς ἐφόσον δέν γράφεται στήν πρόσκληση ὁ καθορισμός προγράμματος, δέν μπορεῖ νά ὑποβληθῆ τέτοιο πρᾶμα. Ὅμως οἱ προτάσεις μπορούν νά γίνουν δεχτές σάν διαφωτιστικές τοῦ κάθε ψηφοδελτίου καί ἔτσι δέν εἶναι παράτυπες. Ὡς πρός τή σειρά τῶν ὁμιλητῶν δηλώνει πώς θά ξαναμιλήσῃ· τρεῖς ἤ τέσσερις ὁμιληταί τοῦ παρουσίασαν στίς ὁμιλίες τους ὅτι μέσα σέ ὀχτώ μέρες ἄλλαξε γνώμη· αὐτό τό θεωρεῖ σάν ἠθική κατάκριση καί

ζητεῖ ἀπό τή συνέλευση τήν ἄδεια νά μιλήσῃ γιά τρίτη φορά, γιά νά βάλῃ τά πράματα στή θέση τους.

Γίνεται ζωηρή διαλογική συζήτηση· μερικοί θεωροῦν παράτυπο νά μιλήσῃ καί τρίτη φορά, ἀλλά οἱ περισσότεροι τό θεωροῦν δίκαιο καί ἀναγκαῖο.

Ὁ κ. Πρόεδρος ἀπαντῶντας σέ μερικούς πού δυσανασχετοῦν γιά τήν ἔκταση πού πῆραν οἱ συζητήσεις, λέει πώς ἤτανε ἀναγκαῖο νά μιλήσουν τόσοι, γιά νά ξέρουμε ποιούς καί τί ψηφίζουμε.

Ὁ κ. Νικητάκης θεωρεῖ ἔκβαση νόμου τήν ἀπαίτηση τοῦ κ. Γληνοῦ νά μιλήσῃ καί πάλι.

Ὁ κ. Δελμοῦζος: προτείνει νά διαλυθῆ ἡ συνέλευση· ὅσο γιά τήν ἀπαίτηση τοῦ κ. Γληνοῦ, τή θεωρεῖ ἔλλειψη σεβασμοῦ πρός τήν α΄ ἀπόφαση πού πῆρε ἡ συνέλευση, καί δηλώνει πώς ἄν ἡ συνέλευση ἐπιτρέψη τη καί τρίτη ὁμιλία αὐτός θά φύγῃ καί θἀρθῆ μόνο στήν ψηφοφορία.

Ὁ κ. Κωσταντάρακης λέει πώς δέν εἶναι δυνατό νά διαφωτιστοῦμε περισσότερο καί πρέπει νά ψηφίσουμε.

Ὁ κ. Γληνός. Ἀποδίδει πρόθεση ἠθικῆς μομφῆς στούς προηγουμένους ὁμιλητές καί ζητεῖ ἀπό τή Συνέλευση τό δικαίωμα νά τήν ἀποσείσῃ. Ἄλλως τε καί ὁ κ. Δελμοῦζος ἐτριτολόγησε, ἔχει λοιπόν καί αὐτός τό ἴδιο δικαίωμα, ἀφοῦ μάλιστα στή γ΄ ὁμιλία του ὁ κ. Δελμοῦζος δέν διασάφησε δικά του πράγματα, ἀλλά διέστρεψε τήν ὁμιλία τοῦ κ. Γληνοῦ.

Ὁ κ. Σβῶλος βρίσκει πώς τήν τελευταία στιγμή ξεφύτρωσαν δυό ζητήματα: α΄) ζήτημα ἐκτάσεως καί β΄) ζήτημα τυπικό.

α΄) Ὡς πρός τό πρῶτο συσταίνει στή συνέλευση νά τροποποιηθῇ ἡ πρόταση καί παρά τόν κάματο πού φυσικά αἰσθάνεται, νά δώσει περισσότερη ἐλευθερία στή συζήτηση. Γιατί στό αἴτημα τοῦ κ. Γληνοῦ προσθέτει πώς κι αὐτός θά εἶχε ἀκόμα κάτι καλό νά πῇ στή Συνέλευση.

β) Τό τυπικό ζήτημα προέκυψε ἀπό τίς προτάσεις τοῦ κ. Δελμούζου ἀλλά βρίσκει πώς ἐδῶ δέ βλέπουμε νομικούς τύπους ἀλλά οὐσίες.

Ὅπως θέτει τό ζήτημα ὁ κ. Γληνός φαίνεται νἄχη δίκηο [sic]· γιά πρώτη φορά στήν Ἑλλάδα διεξάγεται συζήτηση μέ τέτιο [sic] πλάτος καί βάθος καί ἕνα ζήτημα τόσο βασικό δέν πρέπει νά λυθῇ μόνο με τύπους.

Βρίσκει πώς θά ἦταν σωστό ἡ Συνέλευση νά εἶχε γραπτές καί τίς προτάσεις τοῦ κ. Γληνοῦ καί τοῦ κ. Σβώλου, ὅπως καί τοῦ κ. Δελμούζου, γιά νά ἔχη τίς ἰδέες τοῦ ἑνός καί τοῦ ἄλλου ξεκαθαρισμένες, καί προτείνει ἤ νά συνδυαστῆ κάθε ψηφοδέλτιο μέ τίς βασικές του ἰδέες ἤ ἡ συνέλευση νἄχει τίς διατυπώσεις τοῦ κ. Γληνοῦ, τοῦ κ. Δελμούζου, τοῦ κ. Σβώλου, καί νά πεῖ τί προτιμᾶ.

Ὁ κ. Βάρναλης ἐρωτᾷ ἄν θά ψηφιστῇ πρῶτα τό πρόγραμμα καί ὕστερα τό ψηφοδέλτιο.

Ἡ συνεδρίαση διακόπτεται καί ἀναβάλλεται γιά τήν ἑπόμενη Δευτέρα [21 Μαρτίου 1927]. Ὥρα 10 μ.μ.

15 Μαρτίου 1927 Ἡ πρακτικογράφος

[Ὑπογραφή, Κατίνα Παπᾶ]

[17. Ιδιόγραφο σημείωμα του Δημήτριου Γληνού με τα κύρια σημεία του λόγου του σε απάντηση της δευτερολογίας του Αλέξανδρου Δελμούζου (φύλλο, μεγάλο σχήμα χαρτιού πολυγράφου, δισέλιδο).]

– Νά εὐλογοῦμε τή συζήτηση γιατί ξεκαθαρίζει τή σύγχυση[·] μᾶς ἐπιτρέπει νά δοῦμε τά πράματα καθαρώτερα sine ira et studio [χωρίς οργή και βιασύνη], ὅπως ἀξίζει σεμᾶς

– Ἤδη ὁ δεύτερος λόγος τοῦ κ. Δελμούζου σημειώνει σχετική πρόοδο, εἶχε λιγώτερο συναισθηματισμό, ἀποκλειστικότητα, ἀπολυτότητα. Προσπαθεῖ νά ἰδεῖ τά πράματα[.]

– Ἀπότυχε ὅμως, γιατί ἔμεινε μέσα στή σύγχυση τοῦ [δύο λέξεις δυσανάγνωστες].

– Δέν εἶναι ἀνάγκη νά ξεκαθαρίσωμε τίς διαφορές τῆς προσωτικῆς μας ἰδεολογίας

[Στο αριστερό περιθώριο, σημείωση Γληνού:]

ὄχι ἰδεολογικός ρασιοναλισμός ἀλλά <u>ἐμπειριοκριτικός ἰντελλεκτουαλισμός</u> (ἀνθρωπισμός)

Δέν εἶναι ἀνάγκη νά τηρήσουν [δύο λέξεις δυσανάγνωστες]

κῦρος ἀξιῶν - καταγωγή ἀξιῶν

Ἐθνική ἀγωγή - <u>Παιγνίδι μέ τή λέξη ἔθνος</u>.

– Σημασία τῆς προσωπικῆς ἰδεολογίας.

– Ὅμιλος καί κρατισμός μέ πρόσωπα

– Εἶναι ὅμως ἀπολύτως ἀνάγκη νά ξεκαθαρίσουμε μερικές συγχύσεις.

– Ὅλη ἡ πολεμική τοῦ Δελμούζου στηρίχτηκε στήν ἔννοια <u>«πολιτική»</u>

– Τό βασικό ἤ μᾶλλον τό μόνο του ἐπιχείρημα.

– Καί [μία λέξη δυσανάγνωστη] τῆς ἔννοιας.

– Καθαρά παιδαγωγοῦσα ἐνέργεια. <u>Δάσκαλος - σχολειό</u>

– <u>Ἐπιστημονική παιδαγωγική ἐνέργεια</u> - Διερεύνηση καί καθορισμός σκοπῶν και μέσων της παιδείας.

– Διαφωτισμός <u>δασκάλων - κοινωνίας</u> ὡς πρός τό <u>παιδαγωγικό δέον γενέσθαι.</u> Πῶς θά τ' ὀνομάσωμε αὐτό; - Ἐκπαιδευτική πολιτική

– <u>Πολιτική</u>. Ἡ ἐνέργεια γιά νά μετατραποῦν μέ κοινή συγκατάθεση (δυναμική) ὡρισμένες ἰδέες – σέ θεσμούς - πράματα - καθεστῶτα.

– Ἕνα ἐκπαιδευτικό καθεστώς θά μετατραπεῖ σέ ἄλλο ἐκπαιδευτικό καθεστώς μόνο μέ μιά <u>ἐκπαιδευτική πολιτική</u> ἐνέργεια. Παραδείγματα. Ἕνα 6τάξιο σχολειό μπορεῖ νά γίνει πραγματικότητα.

– Σύγχυση λοιπόν ἐννοιῶν καί πρό πάντων ἐκπαιδευτικῆς πολιτικῆς.

– Κάθε ἐκπαιδευτική πολιτική ἔχει τίς προϋποθέσεις της.

([Στο αριστερό περιθώριο, σημείωση:]

Wundt - Πολιτική Πολιτικῆς

Ἐπειδή τά ἀνθρώπινα πράγματα βρίσκονται σέ ἕνα [μία λέξη δυσανάγνωστη] γίγνεσθαι

Δέν ὑπάρχει καθαρά στατικό ἀντίκρυσμα χωρίς πολιτικές προϋποθέσεις.)

– Ὑπάρχουν πολλές ἐκπαιδευτικές πολιτικές

– Ὅμιλος ὡς τώρα τί ἦταν; - Σωματεῖο ἐκπαιδευτικῆς πολιτικῆς.

Ἀπόδειξη.

Τί πρόκειται νά γίνει τώρα. Ἀναθεώρηση τῆς ἐκπαιδευτικῆς του πολιτικῆς.

([Στο αριστερό περιθώριο, σημείωση:]

Ὁ θεσμός τοῦ δασκάλου καί ἡ ἐκπαιδευτική πολιτική.

Δάσκαλος καί κράτος.

Ἡ Ἠθική σχέση. Ἡ ἐπαγγελματική σχέση κτλ.)

Γιατί; Τρεῖς λόγοι: Α΄. Ἀποτυχία τῆς ὡς τώρα πολιτικῆς του - φενακισμός ἀπό τούς πολιτικούς κτλ.

Β΄. Ὑπερνίκηση τῆς πολιτικῆς του. Ξεπέρασμα τους ἀπό τίς ἀντικειμενικές πραγματικότητες.

Γ΄. Ἡ διαγωγή τῶν συντηρητικῶν,

Αὐτά εἶναι τά πραγματικά αἴτια καί ὄχι ἡ δική [μου] ἀπόφαση νά γίνω πολιτικός.

– Ἀλλαγή πρός ποιά κατεύθυνση; Τά θεωρητικά προγράμματα καί ἡ ἄμεση δράση.

– Τί πρόκειται νά γίνη;

– Θά κάμη ὁ Ὅμιλος καθεστωτική πολιτική, ἐργατική πολιτική κτλ.

– Ὄχι. Θά κάμη καθαρή ἐκπαιδευτική πολιτική. Μέ ἀναθεωρημένες τίς προϋποθέσεις της.

– Θά τήν πλατύνη καί θά τή στηρίζη.

– Δέ θά ζητιανέψη τήν ἐκπαιδευτική μεταρρύθμιση στούς ἀντιθάλαμους τῶν πολιτικῶν, θά τήν ἐπιβάλη. Δέν κάνει οὐτοπία, εἶναι ἐδαφικώτατος, πραγματικώτατος. Δέν θά βυζαντινολογήση.

[18. Απόσπασμα πρακτικών της συνεδρίασης στις 21 Μαρτίου 1927, σελίδες 30-33, μεγάλου σχήματος, με κείμενα ομιλιών των Δημήτριου Γληνού (Γ΄ ομιλία), Αλέξανδρου Σβώλου καί Θεόδωρου Βλιζιώτη.]

Ὁ Ὅμιλος πρέπει νά ταχθῆ μέ τήν τάξη τή λαϊκή γιατί ἡ ἄλλη πολεμάει τή μεταρρύθμιση. Σήμερα μέσα στίς λαϊκές τάξεις εἶναι καί ἐργάτες καί μικροαστοί καί ἀγρότες. Μά αὐτές τίς τάξεις τίς ἐνδιαφέρει τό ἴδιο ἡ μεταρρύθμιση. Στό προλεταριᾶτο πρέπει νά στρεφώμαστε πιό πολύ γιατί αὐτή ἡ τάξη θά ἐγκολπωθῆ ἀπόλυτα τή μεταρρύθμιση. Πρέπει ὁ Ὅμιλος νά γείνει [sic] τό Ἐκπαιδευτικό Ἐπιτελεῖο μέσα στήν κίνηση αὐτή πού θά συμπαρασύρη καί 'μᾶς.

Ὕστερα δίδεται ὁ λόγος στόν κ. Γληνό ὁ ὁποῖος εὐχαριστεῖ τή συνέλευση πού τοῦ ἐπέτρεψε νά μιλήσει ἀκόμη μιά φορά γιατί παρουσιάστηκαν διάφορα ζητήματα. Στήν προχτεσινή συνεδρίαση ὁ κ. Δελμοῦζος εἶπε πώς ἔρχεται μέ εἰρωνική διάθεση ἡ ὁποία δέν τοῦ κόπηκε μ' ὅλο τό ἐπεισόδιο πού συνέβηκε μέ τόν κ. Σωτηρίου. Ποιόν ἤθελε νά εἰρωνευθῆ; Τή συνέλευση. Θέλησε νά ἀποδείξη (πρᾶμμα [sic] πού τό 'χε πεῖ) πῶς ἐκεῖνοι πού εἶναι στή συνέλευση δέν καταλαβαίνουνε καί θέλησε νά τό κάμη κάνωντάς τους νά πιστέψουν πῶς ὁ Γληνός ἀντιφάσκει μέ τόν ἑαυτό του! Ὕστερα ἤθελε νά πῆ πῶς δέν πολιτεύεται καί ὅμως ἐπολιτεύετο. Τήν συνεργασία πού εἶπε ὁ κ. Δελμοῦζος τήν ἀποδίδει σέ εἰρωνική διάθεση· γιατί κατάλαβε τί εἶχε πεῖ. Ἀναφέρει μέ λίγα λόγια τί ἐργασία ἔκαμαν ὅταν πετάχτηκαν ἀπό τό κράτος. Ἐγώ ἔκαμα μιά ἐργασία μέ διαλέξεις[,] ὁ κ. Δελμοῦζος ἤθελε πρόγραμμα. Ἀντιτάχθηκα στά ὡρισμένα σημεῖα. Μεταξύ μας ὑπάρχει ἕνας βαθύς ἰδεολογικός χωρισμός. Μπορούσαμε ἴσως νά συμφωνήσουμε τότε, μά νά συμφωνήσουμε ὕστερα ἀπό τή συζήτηση πού γίνηκε δῶ πέρα θά ἦταν ἄξιο γιά παιδιά· μά δέν εἶν' ἔτσι τό πρᾶμμα [sic] γιατί μᾶς χωρίζει βαθύς ἰδεολογικός χωρισμός. Ὁμιλεῖ ὕστερα γιά τίς δυό τάξεις, τήν ἀστική καί τήν ἐργατική. Ὑπάρχουν δύο κόσμοι πού τούς ἀνέλυσε στήν πρώτη του ὁμιλία καί εἶπε ποῦ βρίσκεται καί γιατί. Ὕστερα ἀνέλυσε τά ἐπίμαχα ζητήματα. Δέν ἀντιτάχθηκαν ἀντίστοιχες θεωρίες οὔτε ἐπιχειρήματα πού νά τίς ἀναιροῦν. Ὅταν ἐδευτερολόγησε ἐπειδή ἐπροβλήθηκαν πρακτικά ζητήματα ἐπῆρε θέση μέσα στή σύγχρονη νεοελληνική πραγματικότητα καί πῆρε θέση ἀνθρώπου πού ἔπρεπε νά τήν ἐπηρεάση. Καί στό θρησκευτικό ζήτημα, προσθέτει, εἶπε πώς δέν θέσαμε ἐμεῖς τό ζήτημα μά ἡ Ἐκκλησία, κατά δεύτερον δέ λόγον ὁ κ. Δελμοῦζος. Ἀπό τή στιγμή λοιπόν πού ἀντικρύζουμε τό ζήτημα θά τό θέσουμε τό ζήτημα καί ἄν μᾶς γείνει αὐτό πολεμικῆς στήριγμα θά ζητήσουμε νά βγοῦν ἀπό τά σχολεῖα τά θρησκευτικά καί θά διαφωτίσουμε σχετικῶς τό λαό.

Εἰς τό Ἐθνικό ζήτημα. Ἀπέδειξα ὅτι δέν μπορεῖ κανείς νά πῆ πώς δέν μπορεῖ νά παιδαγωγήση ἄν δέν κάμη Ἐθνική ἀγωγή. Καί συνοψίζει τί εἶπε

ἐκεῖ. Καί ἡ αὐτοσυντηρησία εἶναι παιγνίδι. Ὁ ἐλεύθερος λαός δυσκολότερα ὑποτάσσεται ἀπό ἕνα[ν] ὑποδουλωμένο σ' ἕνα φεουδαρχικό καθεστώς. – Στό ἄλλο ζήτημα. Ἡ Ἐθνική ἀγωγή φυσικά πρέπει νά στηρίζεται στά ζωντανά στοιχεῖα πού ἔχει μέσα του ὁ λαός· νά προσέξουμε μονάχα μήπως θελήσουμε νά κρατήσουμε τά στοιχεῖα τοῦ ψευτορωμαντισμοῦ. Στά ζωντανά, ὅσα πραγματικά εἶναι ζωντανά, τήν στηρίζουν τήν ἐθνική ἀγωγή. Ταυτισμός τῆς ἐννοίας τοῦ ἔθνους μέ τά συμφέροντα μιᾶς μικροαστικῆς τάξης δέν δύναται νά ὑπάρξη. Τό τρίτο ζήτημα: Ἐδῶ φαίνεται ὅτι εἶναι ἡ σύγχυση. Λέγει (ὁ κ. Γληνός) πώς ἀνέπτυξε τό ζήτημα πώς ὅταν ἀντικρύση κανείς τήν πραγματικότητα πολιτεύεται θέλει δέν θέλει. Ἐάν βγῆς ἀπό τήν πραγματικότητα κάνεις οὐτοπία. Μέ ἀστικό καθεστώς δέν μπορεῖ κανείς νά ἐφαρμόση τά ἴδια μέτρα γιά ὅλα τά παιδιά, εἶναι οὐτοπία. Μόνον ὅταν ἀλλάξη ἡ οἰκονομική σύσταση τῆς ἀνθρωπότητας τότε μόνο μπορεῖ νά πῆ κανείς παιδαγωγός πώς ἀγκαλιάζει καί τά 10/10. Ἀναφέρει στατιστικούς ἀριθμούς παιδιών πού φοιτοῦν στά σχολεῖα καί λέγει πώς ἐλάχιστο ποσοστό ἀνήκει στήν ἀστική τάξη. Ἀναπτύσσει τά περί κομμουνισμοῦ καί στό τέλος λέγει πώς αὐτές εἶναι οἱ πεποιθήσεις του. Συνιστᾶ στή συνέλευση νά πάρη μιά θέση. Στό τέλος καταθέτει τίς ἑξῆς προτάσεις: «.....» καί τελειώνει λέγοντας ὅτι· «ἄν θά θεωρηθοῦν οἱ δηλώσεις ἐπεξηγηματικές καί τοῦ ψηφοδελτίου συνιστᾶ νά ψηφίσουν ὅσους ἔχει τό ψηφοδέλτιο. Νά κοιτάξουν μέσα τους τή ζωή πού θέλει τό εἶναι τους καί ἐκεῖ νά ψηφίσουν, νά μήν ἀποβλέψουν σέ πρόσωπα γιατί ἄν πρόκειται νά ἀποβλέψουν σέ πρόσωπα πρῶτος αὐτός θά ἐψήφιζε τόν κ. Δελμοῦζο. –

Ὕστερα ὁ κ. Σβῶλος δηλώνει πώς δέν κάνει ἀπόπειρα συμβιβασμοῦ τῶν ἀντιθέτων ἀπόψεων. Γιατί εἶναι θεωρίες πού δέν συμβιβάζονται. Ἡ σκέψη μου στρέφεται πρός τό ἄμεσο παρόν καί ὄχι στό ἀπώτερο μέλλον. Τό ζήτημα τό ἐκπαιδευτικό εἶναι πολιτικό. Καί ὁ πολιτικός δέν μπορεῖ νά ξεφύγη ἀπό τό ἀντίκρυσμα τοῦ ἀμέσου μέλλοντος καί τοῦ παρόντος. Ἡ ἀντίδραση εἶναι ἀντίδραση τοῦ μεσαιωνισμοῦ καί ὄχι τῆς ἀστικῆς τάξης. Τό φρούριο αὐτό τό μεσαιωνικό γιά νά παρθῆ χρειάζεται μιά συμμαχία καί ὑπάρχουν σημεῖα συνεννοήσεως χωρίς ὅμως δογματισμούς. Νά γκρεμιστῆ τό φρούριο τοῦ μεσαιωνισμοῦ, ἔστω ἐν ἀνάγκῃ καί μέ τή βοήθεια τοῦ ἀστισμοῦ γιά νά δοθῆ πνευματικό φῶς στούς ἀδικημένους. Ὕστερα καταθέτει ὁ κ. Σβῶλος τίς ἀκόλουθες προτάσεις του: «.....» καί λέγει ὕστερα ὅτι ἄν γείνουν δεκτές αὐτές πρέπει νά δοθῆ ἐντολή στή συνέλευση γιά λεπτομερειακό πρόγραμμα.

Ὁ κ. Βλησιώτης [Βλιζιώτης] ὕστερα ἐκ μέρους τῶν ἄκρως ἀριστερῶν (μαρξιστικῶν) μελῶν τοῦ ὁμίλου λέγει ὅτι ἡ ὁμάδα τῶν ἀριστερῶν συμφωνεῖ μέ τίς προφορικές δηλώσεις τοῦ κ. Γληνοῦ στήν πρώτη καί τρίτη ὁμιλία του, διαφωνεῖ ὅμως μέ τή δεύτερη ὁμιλία του καί μέ τίς προτάσεις πού ὑπέβαλε. Ἡ ἴδια ὁμάδα καταθέτει τίς δικές της προτάσεις μόνο γιά νά φανῆ ἡ διαφορά χωρίς νά τίς βάζη σέ ψηφοφορία καί δηλώνει ἐκ μέρους τῆς ὁμάδας ὅτι ἐπειδή

οἱ προτάσεις τοῦ κ. Γληνοῦ εἶναι προοδευτικώτερες ἀπό τίς προτάσεις τοῦ κ. Δελμούζου ἡ ὁμάδα τῶν ἀριστερῶν θά δώση στόν κ. Γληνό ψῆφον ἀνοχῆς.

Ὕστερα ἀπό πρόταση τοῦ κ. Μηλιάδη πώς δέν πρέπει νά γείνη συζήτηση ἐπάνου στις προτάσεις ἀφοῦ εἶναι καταστάλαγμα ὅσων ἐλέχθησαν ἕως τώρα ἡ συζήτηση θεωρεῖται περαιωμένη.

Διακόπτεται ἡ συνεδρίαση γιά τίς 24 τοῦ Μάρτη στίς 6 μ. μ.

[Μονογραφή.]

[19-24. Συνεδρίαση στις 24 Μαρτίου 1927. Προτάσεις, εκλογή διοικούσας επιτροπής.]

[19-23. Προτάσεις.]

[Χάρτινο κάλυμμα:]
ΣΥΖΗΤΗΣΗ 1927
Οἱ Προτάσεις

[19. Η πρόταση Αλέξανδρου Δελμούζου (έντυπη).]

ΕΚΠΑΙΔΕΥΤΙΚΟΣ ΟΜΙΛΟΣ
Γ. ΣΥΝΕΛΕΥΣΗ
ΣΥΝΕΔΡΙΑ 24 ΜΑΡΤΙΟΥ

Προτάσεις κ. Ἀλ. Δελμούζου

1) Ὁ Ἐκπαιδ. Ὅμιλος σχετικά μέ τή θρησκευτική καί ἐθνική ἀγωγή θ' ἀκολουθήση τό δρόμο, πού εἶχε ἀκολουθήσει ὡς τώρα.

2) Ὁ Ὅμιλος εἶναι ἐκπαιδευτικό σωματεῖο καί ὄχι πολιτικό, δηλαδή δέν ἐνδιαφέρεται οὔτε ἐργάζεται γιά ὡρισμένο κόμμα ἤ ὡρισμένη κοινωνική τάξη, ἀλλά φροντίζει γιά τήν ἐκπαίδευση τοῦ συνόλου.

Σ. [Σημείωση.] Στήν ταχτική πού θά στηρίζεται σέ ἐκπαιδευτικό διαφωτισμό ὅλης τῆς κοινωνίας καί θά προσπαθῆ νά ἐπηρεάζη γιά τά αἰτήματά του ὅλα τά κόμματα.

[20. Ερμηνευτική δήλωση Αλέξανδρου Δελμούζου πάνω στην πρότασή του (έντυπη), με ιδιόγραφες παρατηρήσεις του Δημήτριου Γληνού στο περιθώριό της.]

ΣΗΜΕΙΩΣΗ ΣΤΗΝ Α΄ ΠΡΟΤΑΣΗ Α. ΔΕΛΜΟΥΖΟΥ

α΄ Γιά τή θρησκευτική μόρφωση.

Ἀπό μιά φορά ἦταν στόν Ὅμιλο μέλη πού πίστευαν πώς τό θρησκευτικό συναίσθημα εἶναι πολύτιμο γιά τήν ἀγωγή, καί ἄλλα πάλι πού δέν ἄν καί δέν εἶχαν τήν ἴδια πίστη μέ τούς πρώτους, νόμιζαν μόλα ταῦτα πώς ἕνα ἐκπαιδευτικό σωματεῖο στήν Ἑλλάδα γίνεται ὁλότελα ἀνεδαφικό ἅμα δημιουργήση θρησκευτικό ζήτημα. Γι' αὐτό ὁ Ἐκπ. Ὅμιλος ἀκολούθησε ὡς τώρα ἕνα δρόμο σταθερό σχετικά μέ τά θρησκευτικά στά σχολεῖα. Ὄχι μόνο δέ δημιούργησε θρησκευτικό ζήτημα ποτέ του, παρά φρόντισε νά γίνη τό πρόγραμμα καί ἡ διδασκαλία τῶν θρησκευτικῶν ὅσο μποροῦσε πιό μεθοδική. Ἀπό τήν πρώτη κιόλας ἐγκύκλιο πού ἔστειλαν οἱ ἱδρυτές του στά 1910 ἀναφέρουν ρητά «τή θρησκευτική διδασκαλία» καί στά 1912 στό πρόγραμμά του γιά τά δημοτικά σχολεῖα καί τ' ἀνώτερα Παρθεναγωγεῖα δόθηκε ἀναλυτικό πρόγραμμα τῶν θρησκευτικῶν πολύ πιό μεθοδικό καί πιό καλό ἀπό τό ἐπίσημο. Τόν ἴδιο δρόμο ἀκολούθησαν τά ἐκπαιδευτικά μέλη τοῦ Ὁμίλου καί μέσα στό κράτος (διδακτικά βιβλία τῆς Σ. Ἐπιτροπῆς, Μαράσλειο Διδασκαλεῖο).

β΄ Γιά τήν ἐθνική μόρφωση.

Μέ τήν ἐθνική ἀγωγή δέν ἐννοεῖ ὁ Ἐκπ. Ὅμιλος νά καλλιεργηθοῦν καταχτητικά ὄνειρα ἤ νά δοθῆ ἀφορμή σέ ὅποια κοινωνική τάξη γιά νά ἐκμεταλλεύεται τίς ἄλλες, οὔτε καί ν' ἀποκλειστοῦμε ἀπό τό σύγχρονο πολιτισμό. Γιά τόν Ὅμιλο ἐθνική ἀγωγή δέ σημαίνει μόνο νά καλλιεργήσωμε συστηματικά τά ζωντανά καί γόνιμα στοιχεῖα τοῦ πολιτισμοῦ μας, ὅσα δέν ἀντιμάχονται τήν ἠθική· ἀλλά καί νά γνωρίσωμε τόν ἑαυτό μας, νά γνωρίσωμε τόν τόπο μας καί νά τόν ἀγαπήσωμε, καί νά ἐργαστοῦμε γιά τήν προκοπή τοῦ συνόλου μέ ἰδανικό σκοπό τόν καθολικό ἀνθρωπισμό. Γι' αὐτό βάση της εἶναι ἡ ἐθνική αὐτοσυντήρηση, ὁ σεβασμός στήν αὐθυπαρξία καί τῶν ἄλλων ἐθνικῶν ὁμάδων καί ἡ συνεργασία μαζί τους γιά τόν ἴδιο ἀπώτερο σκοπό. Γιά τήν ἐθνική αὐτοσυντήρηση εἶναι ἀπαραίτητο ἀπάνω ἀπό τό συμφέρον, τή συνείδηση καί τήν ἀλληλεγγύη μιᾶς κοινωνικῆς τάξης νά ὑψώνεται πάντα τό αἴσθημα τοῦ ἐθνικοῦ συνόλου.

([Ιδιόγραφες παρατηρήσεις του Δ. Γληνού στο δεξιό περιθώριο.]

[Ὑπογραμμίσθηκε το εδάφιο «... δέ σημαίνει μόνο νά καλλιεργήσωμε συστηματικά τά ζωντανά καί γόνιμα στοιχεῖα τοῦ πολιτισμοῦ μας, ὅσα δέν

ἀντιμάχονται τήν ἠθική· ἀλλά καί νά γνωρίσωμε τόν ἑαυτό μας, νά γνωρίσωμε τόν τόπο μας καί νά τόν ἀγαπήσωμε...»:] ταὐτολογία

[Ὑπογραμμίσθηκε το εδάφιο «... νά γνωρίσωμε τόν ἑαυτό μας, νά γνωρίσωμε τόν τόπο μας καί νά τόν ἀγαπήσωμε, καί νά ἐργαστοῦμε γιά τήν προκοπή τοῦ συνόλου μέ ἰδανικό σκοπό τόν καθολικό ἀνθρωπισμό...» και οι λέξεις «... ἡ ἐθνική αὐτοσυντήρηση...»:] πῶς; ἀφοῦ στήν προκοπή τοῦ συνόλου ἀντιστρατεύεται ἡ ἄρχουσα τάξη; Ἄρα θά τή χτυπήσωμε γιά νά ἐργαστοῦμε γιά τήν προκοπή τοῦ συνόλου.)

[21. Η πρόταση («Δήλωση») Δημήτριου Γληνού (έντυπη).]

ΕΚΠΑΙΔΕΥΤΙΚΟΣ ΟΜΙΛΟΣ

Γ . ΣΥΝΕΛΕΥΣΗ
ΣΥΝΕΔΡΙΑ 24 ΜΑΡΤΙΟΥ

Δήλωση τοῦ κ. Δ. Γληνοῦ

1) Σκοπός τοῦ Ἐκπαιδευτικοῦ Ὁμίλου παραμένει ὁ ἴδιος, δηλ. νά βοηθήση ν' ἀναμορφωθῆ ἡ Ἑλληνική Παιδεία.

2) Ὁ Ἐκπαιδευτικός Ὅμιλος δέν εἶναι πολιτικό σωματεῖο, δηλ. δέν εἶναι προσκολλημένος σέ κανένα πολιτικό κόμμα. Εἶναι σωματεῖο μελέτης τῶν ἐκπαιδευτικῶν προβλημάτων καί κοινωνικοῦ διαφωτισμοῦ ἐπάνω σ' αὐτά. Ἑπομένως καθορίζει καί ἀσκεῖ ὡρισμένη ἐκπαιδευτική πολιτική, γιά νά πετύχη τήν πραγματοποίηση τοῦ σκοποῦ του.

3) Κάθε σημαντική κοινωνική μεταρρύθμιση, ἄρα καί ἡ ἐκπαιδευτική, γίνεται μέ μέσο τήν πάλη τῶν κοινωνικῶν τάξεων. Ἡ Ἑλληνική ἀστική τάξη, ὅπως ἔδειξεν ἡ ὡς τώρα πεῖρα τοῦ Ἐκπαιδευτικοῦ Ὁμίλου ἤ καταπολεμεῖ ἄμεσα ἤ δέν ἐπιδιώκει εἰλικρινά μιάν οὐσιαστική ἐκπαιδευτική μεταρρύθμιση. Γι' αὐτό ὁ Ὅμιλος βλέπει, ὅτι ἡ λαϊκή ἐκπαιδευτική μεταρρύθμιση δέ μπορεῖ νά ἔχη ἄλλο κοινωνικό φορέα καί πρόμαχο, παρά τίς κοινωνικές ἐκεῖνες τάξεις, πού, σάν ἀδικημένες, συνειδητοποιοῦν καθαρά τά κοινωνικά προβλήματα καί ἀγωνίζονται γιά τήν πραγματοποίηση κοινωνικῶν μεταρρυθμίσεων, ἀναγκάζοντας ἔτσι καί τήν ἄρχουσα τάξη νά βελτιώση τούς θεσμούς της.

Γι' αὐτό ὁ Ἐκπαιδευτικός Ὅμιλος, σάν σωματεῖο ἐκπαιδευτικῆς πρωτοπορείας, ἔχει χρέος νά ἐργάζεται γιά νά ἐκφράζη τά ἐκπαιδευτικά αἰτήματα καί νά διαμορφώνη τήν ἐκπαιδευτική συνείδηση τῶν λαϊκῶν τάξεων, ἐργατικῆς, ἀγροτικῆς, μικροαστικῆς.

4) Φυσικός καί κύριος ἐργάτης τῆς ἐκπαιδευτικῆς μεταρρύθμισης εἶναι ὁ δάσκαλος. Ἑπομένως ὁ Ἐκπαιδευτικός Ὅμιλος φρονεῖ, ὅτι ὁ δάσκαλος χωρίς νά παραβαίνη τούς νόμους καί τά προγράμματα τοῦ Κράτους κατά τήν ἐκτέλεση τοῦ ἔργου του μέσα στό σχολεῖο, ἔχει ὄχι μόνον τό δικαίωμα τῆς ἐλεύθερης σκέ-ψης, ἀλλά καί τό δικαίωμα καί σάν ἄτομο καί σάν ὁμάδα νά διαφωτίζη τήν κοινωνία καί νά συντελῆ στήν ἀναμόρφωση τῆς παιδείας. Ὁ Ἐκπαιδευτικός Ὅμιλος θεωρεῖ ἠθική ὑποχρέωσή του νά προστατέψη τά δικαιώματα αὐτά τοῦ δασκάλου.

5) Ὁ Ἐκπαιδευτικός Ὅμιλος ἐπιδιώκοντας ὡς τώρα τήν ἐκπαιδευτική μεταρρύθμιση ποτέ δέ δημιούργησε ζήτημα διδασκαλίας θρησκευτικῶν. Ἐπειδή ὅμως ἀντικρίζει ἐπίμονα ὡς ἐμπόδιο στό ἔργο του ἀδιάκοπες κατηγορίες γιά ἀθεΐα, ἀντιθρησκευτικότητα, ἐπιβουλή κατά τῆς θρησκείας κ.λ.π. θεωρεῖ χρέος του νά διακηρύξη, ὅτι τό θρησκευτικό ζήτημα τό θεωρεῖ κατ' ἐξοχήν ζήτημα

ἐλευθερίας τῆς συνείδησης καί ἑπομένως δέ θεωρεῖ ἀναπόσπαστη ἀπό τήν ἔννοια τῆς δημόσιας ἀγωγῆς τή διδασκαλία θρησκευτικῶν μαθημάτων στά Σχολεῖα.

6) Ὡς πρός τό πρόβλημα τῆς ἐθνικῆς ἀγωγῆς καί τές [sic] κατηγορίες γιά ἀντεθνικότητα, πού ἐπίσης ἀντίκρισε, ὁ Ὅμιλος θεωρεῖ χρέος του νά διακηρύξη, ὅτι ὡς περιεχόμενο τῆς ἐννοίας «ἐθνική ἀγωγή» ἀναγνωρίζει μόνο τό νά στηρίζεται ἡ παιδεία στά ζωντανά στοιχεῖα τοῦ πολιτισμοῦ, πού ἀποτελοῦν τά χαρακτηριστικά γνωρίσματα τοῦ λαοῦ μας, ὅπως αὐτά κάθε φορά διαμορφώνονται. Ἑπομένως δέν πρέπει νά γίνεται ἐκμετάλλευση τῆς ἔννοιας τοῦ ἐθνισμοῦ, εἴτε καί τῆς ἐθνικῆς ἀγωγῆς, μέ τήν καλλιέργεια σωβινισμοῦ, οὔτε γι' αὐτό νά ταυτίζεται ἡ ἔννοια τοῦ ἔθνους μέ τά συμφέροντα τῆς ἄρχουσας τάξης.

[22. Η πρόταση Αλέξανδρου Σβώλου (έντυπη).]

ΕΚΠΑΙΔΕΥΤΙΚΟΣ ΟΜΙΛΟΣ

Γ. ΣΥΝΕΛΕΥΣΗ
ΣΥΝΕΔΡΙΑ 24 ΜΑΡΤΙΟΥ

Προτάσεις κ. Ἀλ. Σβώλου

Ἡ Γεν. Συνέλευση ὕστερα ἀπό τίς ὁμιλίες, πού ἄκουσεν ἐπάνω στά θέματα, γιά τά ὁποῖα ἐγεννήθηκαν μέσα στόν Ὅμιλο, διάφορες ἀντίθετες γνῶμες νομίζει πῶς ὁ Ὅμιλος ἠμπορεῖ νά ἐξακολουθήση τό δρόμο, πού εἶχε χαράξει στά ζητήμα-τα τῆς θρησκευτικῆς καί τῆς ἐθνικῆς ἀγωγῆς ἕως τώρα. Δηλαδή:

1) Ὁ Ὅμιλος δέν ἔχει σκοπό, οὔτε εἶναι ἔργο του νά δημιουργήση θρησκευτικό ζήτημα. Σάν ἐκπαιδευτικό σωματεῖο περιορίστηκε ὡς τώρα νά ἐπιδιώκη, ὥστε νά γίνεται κατά τόν σωστό παιδαγωγικό τρόπο ἡ διδασκαλία τῶν θρησκευτικῶν στά σχολεῖα.

Ἄν ὅμως τεθῆ σοβαρά καί στήν Ἑλλάδα τό ζήτημα τῆς ὑποχρεωτικῆς διδασκαλίας τῶν θρησκευτικῶν στά σχολεῖα τοῦ Κράτους, εἴτε ἀπό τούς δασκάλους, εἴτε ἀπό τούς γονεῖς, ὁ Ὅμιλος, σύμφωνα μέ τίς γενικά φιλελεύθερες ἀρχές του, παραδέχεται, ὅτι τό ζήτημα τῶν Θρησκευτικῶν ἀνάγεται στήν ἐλευθερία τῶν συνειδήσεων καί γι' αὐτό θά ἦταν ἀντίθετος πρός τήν ὑποχρεωτική διδασκαλία των.

2) Ἡ ἀγωγή πρέπει νά εἶναι δημοκρατική, ἐθνική καί ἀνθρωπιστική. Στηριγμένη στά ζωντανά καί ἐξελίξιμα ἐθνικά στοιχεῖα νά καλλιεργῆ τήν ἀγάπη πρός τήν ἐσωτερική καί τήν ἐξωτερική ἐλευθερία τοῦ Λαοῦ, καί νά προάγῃ τήν ἀλληλεγγύη τῶν λαῶν καί τήν συνεργασία των γιά τόν πολιτισμό, γιά τήν εἰρήνη καί γιά τήν ἐπικράτηση τοῦ ἀνωτάτου ἰδανικοῦ τῆς παιδείας, τοῦ καθολικοῦ ἀνθρωπισμοῦ.

3) Ὁ Ὅμιλος δέν ἀνήκει σέ κανένα πολιτικό κόμμα. Δέν θά ἀρνηθῆ νά ἐπηρεάζη ὅλα τά κόμματα γιά τήν ἐφαρμογή τοῦ μεταρρυθμιστικοῦ του προγράμματος, αἰσθάνεται ὅμως καί πιστεύει πώς στήν προσπάθειά του αὐτή θά στηριχθῆ μόνιμα καί κύρια στίς λαϊκές τάξεις (ἐργατικές, ἀγροτικές, μικροαστι-κές) καί γι' αὐτό θά φροντίση μέ τά κατάλληλα μέσα (βιβλία, ὁμιλίες, φυλλάδια, περιοδικό κ.ἄ.) νά συνειδητοποιήση στίς τάξεις αὐτές τοῦ Λαοῦ τήν ἀνάγκη τῆς ἐκπαιδευτικῆς ἀναμόρφωσης, σά μιάν ἀπό τίς πιό ζωτικές ἀνάγκες των.

4) Ἡ Γεν. Συνέλευση δίνει ἐντολή στή νέα Δ. Ἐπιτροπή νά καταρτίση λεπτομερειακώτερα τό πρόγραμμα τοῦ Ὁμίλου, προσανατολισμένο στίς παραπάνω ὁδηγητικές γραμμές καί νά τό παρουσιάσῃ σέ μιά ἔκτακτη Γεν. Συνέλευση γιά νά ψηφιστῆ συνολικά.

5) Ἡ Γεν. Συνέλευση προβαίνει στίς ἀρχαιρεσίες, μέ τήν πεποίθηση ὅτι ὁποιαδήποτε πρόσωπα ἐκλεχτοῦν θά παραδέχονται καί θά ἐφαρμόσουν τίς παραπάνω ὁδηγητικές γραμμές, ἐπάνω στίς ὁποῖες ἠμποροῦν καί ἐπιβάλλεται, στόν κοινόν ἀγῶνα πού θά διεξαχθῆ αὐτά τά χρόνια ἐναντίον τοῦ ἑλληνικοῦ πνευματικοῦ καί ἐκπαιδευτικοῦ παρόντος, νά συναντηθοῦν μέ εἰλικρίνεια καί συνεννόηση προοδευτικές πολιτικές καί ἐκπαιδευτικές δυνάμεις ἀπό διάφορες συγγενικές ἰδεολογικές καί κοσμοθεωρητικές προελεύσεις, γιά τίς ὁποῖες ὁ Ὅμιλος ἠμπορεῖ ἀκομη στήν μεταβατική ἐποχή, πού περνάει ἡ Ἑλλάδα, νά ἀποτελέση συμμαχικό ἔδαφος γιά μιά κοινή ἐκπαιδευτική προσπάθεια χάριν τοῦ λαοῦ.

[23. Η δήλωση Θεόδωρου Βλιζιώτη (δακτυλογραφημένη σε ψιλό χαρτί).]

Δήλωση τοῦ κ. Βλιζιώτη

1) Ὁ Ἐκπαιδευτικός Ὅμιλος γέννημα καθαρό τῆς ἀστικῆς τάξης ἱδρύθηκε μέ τόν προοδευτικό σκοπό, τήν ἀπελευθέρωση τῆς Παιδείας ἀπό τά φεουδαρχικά δεσμά καί τήν πραγματοποίηση τῶν ἐκπαιδευτικῶν ἰδανικῶν, πού ἦταν τότε πιό κοντά στίς μάζες.

2) Σάν ὀργανισμός πού ζῆ καί δρᾶ σέ ταξική κοινωνία, οὔτε ἔμεινε οὔτε μπορεῖ νά μείνη ἔξω ἀπό τή [sic] ταξική πάλη.

3) Το κοινωνικοοικονομικό ξετύλιγμα ἄλλαξε ὁλότελα τίς σχέσεις τῶν κοινωνικῶν δυνάμεων, ἡ ἀστική τάξη γένηκε ἀντιδραστική, συμμάχησε μέ τά φεουδαρχικά στοιχεῖα καί παίρνει πίσω τίς λίγες μεταρρυθμίσεις. Καινούργια κοιν. τάξη, τό προλεταριᾶτο ἀνεβαίνει στή κοιν. σκηνή σάν φορέας καί ἐνσαρκωτής κάθε προοδευτικοῦ ἰδανικοῦ. Συνεπῶς ὁ ὅμιλος πρέπει.

α) Ἤ νά ἀρνηθῆ τόν προοδευτικό του χαραχτῆρα[,] νά γίνη ἀντιδραστικός καί νά ἐξακολουθήση στηριζόμενος στή [sic] ἀστική τάξη ἀπό τήν ὁποία τίποτε δέν ἔχει νά περιμένη σχετικά μέ τή λαϊκή παιδεία καί τόν ἐργάτη της ἤ,

β) νά φανῆ συνεπής στή προοδευτική του γραμμή, νά στηριχθῆ στήν ἐργατική τάξη καί νά ἀγκαλιάση τά ἰδανικά της.

Παραδεχόμαστε ὅτι ὁ Ἐκπαιδ. Ὅμιλος πρέπει νά σεβαστῆ τήν προοδευτική του ἱστορία, νά μείνη μέσα στή [sic] προοδευτική του γραμμή, νά στηριχθῆ στίς ἐργαζόμενες μᾶζες, νά ἐγκολπωθῆ τά ἰδανικά τους, πού εἶναι καί πανανθρώπινα ἰδανικά, καί ἀποσπώντας μέ τή βοήθεια τῶν κοινων. του δυνάμεων ἀπό τή [sic] κυρίαρχη τάξη τίς δυνατές ἐκπαιδ. μεταρρυθμίσεις, νά τίς βοηθήση στή καλύτερη διε-ξαγωγή τοῦ ἀπελευθερωτικοῦ της ἀγῶνα, πού εἶναι τέτοιος καί γιά ὅλην τήν ἀνθρωπότητα.

Γιά τό δάσκαλο παραδεχόμαστε ὅτι εἶναι (γενικά [λέξη συμπληρωμένη μέ μολύβι]) μισθόδουλος, διανοούμενος προλετάριος, ἔχει τό δικαίωμα ὄχι μόνο στήν ἐλεύθερη σκέψη ἀλλά καί στήν ὀργανωμένη δράση γιά τήν ἀπελευθέρωση τοῦ σχολειοῦ. Συνεπῶς ὁ Ἐκπαιδ. Ὅμιλος πρέπει νά ταχτῆ ἀλληλέγκυος μέ τόν ἀγῶνα του.

Γιά τή θρησκεία. Ἐπειδή ἡ θρησκεία στή ταξική κοινωνία χρησιμοποιήθηκε καί χρησιμοποιεῖται σάν ὄργανο γιά τήν ἐπιβολή τῆς κυριαρχίας, καί ἐπειδή τή θρησκεία τή θεωροῦμε ὡς ὑπόθεση ἀτομική, γι' ἀφτό νομίζομε πώς ἡ θρησκευτική διδασκαλία πρέπει νά ἀποκλειστῆ ἀπό τό σχολεῖο.

Γιά τήν ἐθνική ἀγωγή. Παραδεχόμαστε α) ὅτι ἡ ἔννοια τοῦ ἔθνους ἐμφανίστηκε μέ τήν ἀνάπτυξη τῆς ἀστικῆς τάξης κάτω ἀπό τήν ἐπίδραση ὁρισμένων οἰκονομικῶν αἰτίων. β) Στή [sic] περίοδο τοῦ ἀνεβάσματος τῆς ἀστικῆς τάξης ἡ ἐθν. ἰδέα ἦταν προοδευτική καί ὑποβοηθοῦσε τό ἐλεύθερο ξετύλιγμα κάθε λαοῦ, ἐνῶ σήμερα, ταυτιζόμενη μέ τό σωβινισμό χρησιμοποιεῖται γιά τήν ἐξυπηρέτηση τῶν ἰμπεριαλιστικῶν σκοπῶν τῆς

ἄρχουσας τάξης, καί οὔτε εἶναι δυνατό νά ἀποφύγη τό χαραχτῆρα της αὐτόνα. γ) Ὅτι τά ἐθνικά στοιχεῖα γλῶσσα, ἤθη, παραδόσεις κ.τ.λ. ἀποτελοῦν ἀναπόσπαστο καί πολύτιμο στοιχεῖο γιά τήν ἀγωγή, ὅσο διατηροῦν στό πέρασμα τοῦ χρόνου τή ζωντάνια τους καί τήν ἀναγκαιότητα [sic (δεν ετέθη ο δευτερεύων τόνος)] τους. Ἔτσι ἐνῶ πρέπει νά καταπολεμηθῆ ἡ ἐθνική ἰδέα πού χρησιμεύει μοιραία σάν ὄργανο τῶν ἰμπεριαλιστικῶν σκοπῶν καί στέκεται στόν ἀπελευθερωτικό ἀγῶνα τῶν ἐργαζομένων μαζῶν, παράλληλα πρέπει νά καλλιεργοῦνται στό σχολεῖο τά ἐθνικά στοιχεῖα ἐφόσο [sic (εφόσον)] δέν παίρνουν ἀντιδραστικό περιεχόμενο.

[24. Εκλογή διοικούσας επιτροπής (δύο τετρασέλιδα μεγάλου σχήματος και δύο μονόφυλλα, υπογραμμένα από τους διαλογείς των ψήφων).]

[Χάρτινο κάλυμμα:]
Ἐκλογές

[Δεύτερο χάρτινο κάλυμμα:]
Πραχτικό
Ἐκλογῆς
24 τοῦ Μάρτη 1927

[24.1. Λίστα ψηφοφόρων (φύλλο μεγάλου σχήματος, γραμμένο στις δύο σελίδες του).]

1 Πέτριτς [Αλέξανδρος Πέτριτς]
2 Παράσχης [Ευάγγελος Παράσχης]
3 Ὄ. Οἰκονόμου [Όλγα Οικονόμου]
4 M. Merlier [Μέλπω Λογοθέτη-Merlier]
5 Ἰ. Κατσούλης [Ιωάννης Κατσούλης]
6 Χωραφᾶς [Αντώνιος Χωραφάς]
7 Μαρούλης [Λεωνίδας Μαρούλης]
8 Γληνός [Δημήτριος Γληνός]
9 Β. Παπαγεωργίου [Βασίλειος Παπαγεωργίου]
10 Παπαμιχαήλ [Επαμεινώνδας Παπαμιχαήλ]
11 Φ. Στάθη [παραπλεύρως, σημείωση:] Φοιτ. Συντρ [Φοιτητική Συντροφιά]
12 K^{α} Γερογιάνη [Ελένη Κ. Γερογιάννη]
13 $Δ^{ις}$ Δέλτα [Αλεξάνδρα Δέλτα-Παπαδοπούλου]
- Δεσύπρη [Μαρία Δεσύπρη-Σβώλου (άνευ αρίθμησης, επαναλαμβάνεται με αύξοντα αριθμό 111]
14 Μπέρτος [Νικόλαος Μπέρτος]
15 Βάρναλης [Κωνσταντίνος Βάρναλης]
16 Δελμοῦζος [Αλέξανδρος Δελμούζος]
17 Β. Παπᾶς
18 Φλῶρος [Θάνος Γ. Φλώρος]
19 Λουκόπουλος [Δημήτριος Λουκόπουλος]
20 Τζουμελέας [Σταύρος Τζουμελέας]
21 Συκώκης [Ιωάννης Μ. Συκώκης]
22 Σκλαβουνάκου [Στέλλα Σκλαβουνάκου]
23 Σβῶλος [Αλέξανδρος Σβώλος]
24 Παπαγεωργίου [Παναγιώτης Παπαγεωργίου]
25 Εὐαγγελίδης [Δημήτριος Ευαγγελίδης]

26 Κ^{α} Λέκα [Βέρθα Σ. Λέκα]
27 Κ^{α} Ν. Μελᾶ [Ναταλία Μελά-Δραγούμη]
28 Καζαντζάκη [Γαλάτεια Αλεξίου-Καζαντζάκη]
29 Κ^{α} Νεγρεπόντη [Ελένη Νεγρεπόντη-Κορύλλου]
30 Ἀ. Δραγούμη [Αμαρυλλίς Ζάννου-Δραγούμη]
31 Σωτηριάδης [Γεώργιος Σωτηριάδης]
32 Σκλαβουνάκου [ενεγράφη δις, με αύξοντα αριθμό 22 και 32]
33 Δ. Φωκᾶς [Δημήτριος Φωκάς]
34 Κ. Δημαρᾶς [Κωνσταντίνος Δημαράς]
35 Λαζάρου
36 Χονδρομῆτρος [Κ. Χονδρομήτρος]
37 Κ^{ος} Σωτηρίου [Κωνσταντίνος Δ. Σωτηρίου]
38 Ἀναγνωσταρᾶς [Ιωάννης Αναγνωσταράς]
39 Πετμεζᾶς [Θρασύβουλος Γ. Πετμεζάς]
40 Δούμας [Γεώργιος Δούμας]
41 Παϊδούσης [Παντελής Παϊδούσης]
42 Ἀγγελόπουλος [Βασίλειος Αγγελόπουλος]
43 Ἐδελστάϊν [Μαρία Εδελστάιν]
44 Λευκαδίτης [Αθανάσιος Λευκαδίτης]
45 Μηλιάδης [Ιωάννης Μηλιάδης]
46 Ἰμβριώτη [Ρόζα Ιμβριώτη-Ιωάννου]
47 Βάρβογλης [Μάριος Βάρβογλης]
48 Μ. Ζαρόκωστα
49 Κ^{α} Μαυροκορδάτου [Σοφία Δέλτα-Μαυρογορδάτου]
50 Ἀ. Ναούμ [Αλεξάνδρα Ναούμ]
51 Σωμερίτης [Ευστράτιος Ρ. Σωμερίτης]
52 Μπραέσας [Δήμος Μπραέσας]
53 Ναυπλιώτου [Ζαχαρούλα Ναυπλιώτου]
54 Πανοπούλου
55 Τσαμασφῦρος [Δημήτριος Τσαμασφύρος]
56 Σιδέρης [Ιωάννης Σιδέρης]
57 Παπαμαῦρος [Μιχαήλ Παπαμαύρος]
58 Δασκαλάκη [Ελένη Δασκαλάκη]
59 Θεοδωροπούλου [Αύρα Θεοδωροπούλου]
60 Παπασπυρίδη [Σέμνη Παπασπυρίδη]
61 Οἰκονόμου [Μιχαήλ Οικονόμου]
62 Μαραγκουδάκης [Θεόδωρος Μαραγκουδάκης]
63 Χαζάπης [Αθανάσιος Χαζάπης]
64 Ταμπακοπούλου [Αρσινόη Ταμπακοπούλου]
65 Ἀρβανιτάκης [Ιωάννης Αρβανιτάκης]
66 Βληζιώτης [Θεόδωρος Βλιζιώτης]
67 Κ. Παπᾶ [Κατίνα Παπά]

68 Μέγας [Γεώργιος Α. Μέγας]
69 Παρασκευοπούλου [Ελένη Θεοτόκη-Παρασκευοπούλου]
70 Δ. Ανδρεάδης [Δημοσθένης Ανδρεάδης]
71 Ἀ. Χατζημιχάλη [Αγγελική Χατζημιχάλη]
72 Δ. Μοάτσου [Δώρα Μοάτσου]
73 Δεληπέτρος [Δημήτριος Δεληπέτρος]
74 Ἰωάννου [Ευάγγελος Ιωάννου (ψευδώνυμο Τέλος Άγρας)]
75 Δ^ις Μαραγκού [Ἔφη Μαραγκού]
76 Λιώκης [Λεωνίδας Λιώκης]
77 Δούκας [Δημήτριος Ι Δούκας]
78 Σαμπανίδης [Φίλιππος Σιαμπανίδης]
79 Θ. Ἀνδρεάδου [Θάλεια Ανδρεάδου]
80 Λαμπρίδου [Ἔλλη Λαμπρίδου]
81 Κροκοδείλου
82 Γκινόπουλος [Νικόλαος Γκινόπουλος]
83 Βουρλούμη [Ελευθερία Βουρλούμη]
84 Λαχανᾶς [Βασίλειος Λαχανάς]
85 Ἀλεβιζᾶτος [Χαράλαμπος /(Μπάμπης) Β. Αλιβιζάτος]
86 Ἀντωνᾶτος [Αντώνιος Αντωνάκος]
87 Κουταβᾶς [Διονύσιος Σ. Κουταβάς]
88 Βασιλείου [Σπύρος Βασιλείου]
89 Χατζάκης [Σεραφείμ Χατζάκης]
90 Κατσογιάννης [Παύλος Κατσογιάννης]
91 Ρουχωτᾶς [Αριστείδης Ρουχωτάς]
92 Βαχαβιόλος [Ιάκωβος Βαχαβιόλος]
93 Γεωργακόπουλος [Γεώργιος Γεωργακόπουλος]
94 Κουντούρη [Ειρήνη Κουντούρη]
95 Ράλλης [Τ. Ράλλης]
96 Παχνός [Αλέξανδρος Παχνός]
97 Δάνας [Αναστάσιος Δάνας]
98 Δημαρᾶ [Σμαράγδα Ρακτιβάν-Δημαρά]
99 Μπούκα
100 Δ. Λάμπρος [Δημήτριος Λάμπρος]
101 Δ. Ἀναγνωστόπουλος [Δημήτριος Αναγνωστόπουλος]
102 Γ. Παπαδόπουλος [Γεώργιος Παπαδόπουλος]
103 Ἐμ. Χρύσης [Εμμανουήλ Χρύσης]
104 Ἀποστολᾶτος [Σπύρος Αποστολάτος]
105 Εἰρ. Παϊδούση [Ειρήνη Παϊδούση]
106 Σ. Θεοδωρόπουλος [Σπύρος Θεοδωρόπουλος]
107 Δ. Δαμασκηνός [Δημήτριος Δαμασκηνός]
108 Παραρᾶς [Λάμπρος Παραράς]
109 Ζαφειρακόπουλος [Δημήτριος Κ. Ζαφειρακόπουλος]

110 Κ. Ἀναγνωστόπουλος [Κωνσταντίνος Λ. Ἀναγνωστόπουλος]
111 Κ$^{\alpha}$ Σβώλου [Μαρία Δεσύπρη-Σβώλου]
112 Χρ. Παπαναστασίου
113 Γ. Ἐμμανουήλ
114 Νικητάκης [Δημήτριος Νικητάκης]
115 Τεγόπουλος [Στυλιανός Αθ. Τεγόπουλος]

[24.2. Λίστα καταμέτρησης ψήφων (τετρασέλιδο μεγάλου σχήματος, με σημειωμένους αριθμούς, παραπλεύρως του κάθε ονόματος).]

Τακτικά μέλη

Βαχαβιόλος 1
Ἀλ. Δελμοῦζος [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 53]
Μ. Τριανταφυλλίδης [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 53]
Θ. Πετμεζᾶς [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 56]
Κ. Τριανταφυλλόπουλος [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 53]
Μ. Παπαμαῦρος [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 53]
Π. Παϊδούσης [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 52]
Δ. Ἀναγνωστόπουλος [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 52]
Δ. Δαμασκηνός [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 53]
Β. Λέκα [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 51]
Κ$^{\alpha}$ Χατζημιχάλη [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 52]
Ἀ. Φωκᾶς [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 51]
Κ. Δημαρᾶς [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 50]
Ε. Κακοῦρος [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 53]
Μ. Καλυβόπουλος [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 51]
Μ. Στελλάκης [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 50]
Σβῶλος [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 4]

Τεγόπουλος [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 3]
Σωμερίτης [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 45]
Λαμπρίδη [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 4]
Νεγρεπόντη [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 62]
Δ. Γληνός [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 65]
Κ. Σωτηρίου [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 64]
Ν. Μπέρτος [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 62]
Γ. Μηλιάδης [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 52]
Χρ. Καροῦζος [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 57]
Σ. Παπασπυρίδη [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 57]
Β. Λαχανᾶς [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 56]

Β. Ἀγγελόπουλος [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 58]
Βληζιώτης [Βλιζιώτης] [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 18]
Μ. Ἀλεβιζᾶτος [Αλιβιζάτος] [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 57]
Γ. Δούμας [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 56]
Σ. Κομιώτης [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 56]
Μ. Οἰκονόμου [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 57]
Α. Θεοδωροπούλου [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 61]
Βάρναλης 1
Σβώλου 1

Ἀναπληρω[ματικά]

Ἰ. Βαχαβιόλος [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 51]
Ἀ. Δέλτα [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 51]
Κ^{α} Μερλιέ [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 51]
Φ. Φωτιάδης [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 51]
Λ. Λιόκης [Λιώκης] [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 51]
Δ. Λουκόπουλος [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 51]
Ἀ. Λευκαδίτης [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 51]
Φ. Σιαμπανίδης [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 51]
Ἰ. Κατσούλης [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 51]
Δ. Νικητάκης [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 51]

Γ. Παπαδόπουλος [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 61]
Κ. Βάρναλης [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 59]
Ἰ. Ἀναγνωσταρᾶς [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 58]
Σ. Ἀποστολᾶτος [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 58]
Γ. Γεωργακόπουλος [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 58]
Σ. Τεγόπουλος [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 58]
Κουντούρη [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 55]
Γ. Καζαντζάκη [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 60]
Σβώλου [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 57]
Β. Παπαγεωργίου [παραπλεύρως, αρίθμηση από το 1 έως το 57]
Δούμας 1
Σβῶλος 1

[24.3. Λίστα κατάταξης των υποψηφίων βάσει των σταυρών προτίμησης (μονόφυλλο μεγάλου σχήματος).]

[24.4. Κείμενο πρακτικών της εκλογής διοικούσας επιτροπής. του Εκπαιδευτικού Ομίλου, στις 24 Μαρτίου 1927, χειρόγραφο, υπογραμμένο από την εφορευτική επιτροπή, με συνημμένα τα σημειώματα της διαλογής των ψήφων (τετρασέλιδο μεγάλου σχήματος).]

Πραχτικό
Ἐκλογῆς Δ. Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐκπαιδ. Ὁμίλου

Σήμερα, 24 Μαρτίου 1927, ἡμέρα Πέμτη [sic] & ὥρα 8 τ' ἀπόγευμα ἡ Γ. Συνέλευση ἔκαμε ἀρχαιρεσίες γιά τήν ἐκλογή νέας Δ. Ἐπιτροπῆς τοῦ 1927-1930. Ψηφολέχτες ὡρίστηκαν ἀπό τή Συνέλευση οἱ κ. Μπ. Ἀλιβιζᾶτος & Μ. Παπαμαῦρος. Ἐψήφισαν 116 μέλη κι' ἔλαβαν ψήφους μέ σειρά ἐπιτυχίας οἱ ἀκόλουθοι:

Μέλη ταχτικά τῆς Δ. Ἐπιτροπῆς

Δ. Γληνός	ψ.	65
Κ. Σωτηρίου	»	64
Ν. Μπέρτος	»	62
Ἑλ. Νεγρεπόντη	»	62
Αὔρα Θεοδωροπούλου	»	61
Β. Ἀγγελόπουλος	»	58
Μπ. Ἀλεβιζᾶτος	»	57
Μιχ. Οἰκονόμου	»	57
Σέμνη Παπασπυρίδου	»	57
Χρ. Καροῦζος	»	57
Β. Λαχανᾶς	»	56
Γ. Δούμας	»	56
Θ. Πετμεζᾶς	»	56
Σ. Κομιώτης	»	56
Ἀλ. Δελμοῦζος	»	53
Μ. Τριανταφυλλίδης	»	53
Κ. Τριανταφυλλόπουλος	»	53
Δ. Δαμασκηνός	»	53

Μ. Παπαμαῦρος	»	53
Εὐάγγ. Κακοῦρος	»	53
Π. Παϊδούσης	»	52
Δ. Ἀναγνωστόπουλος	»	52
Ἀγγ. Χατζημιχάλη	»	52
Γ. Μηλιάδης	»	52
Β. Λέκκα	»	51
Ἀλ. Φωκᾶς	»	51
Μ. Καλυβόπουλος	»	51
Κ. Δημαρᾶς	»	50
Μ. Στελλάκης	»	50
Στρ. Σωμερίτης	»	45
Θ. Βληζιώτης	»	18
Ἀλ. Σβῶλος	»	4
Ἔλλη Λαμπρίδου	»	4
Σ. Τεγόπουλος	»	3
Μαρία Σβώλου	»	1
Κ. Βάρναλης	»	1
Ἰ. Βαχαβιόλος	»	1

Καί ὡς ἀναπληρωματικά μέλη.

Γ. Παπαδόπουλος	»	61
Γαλ. Καζαντ[ζ]άκη	»	60
Κ. Βάρναλης	»	59
Ἰ. Ἀναγνωσταρᾶς	»	58
Σπ. Ἀποστολᾶτος	»	58
Γ. Γεωργακόπουλος	»	58
Σ. Τεγόπουλος	»	58
Μαρ. Σβώλου	»	57
Β. Παπαγεωργίου	»	57
Εἰρ. Κουντούρη	»	55
Ἰ. Βαχαβιόλος	»	51
Ἀλ. Δέλτα	»	51

Μέλπ. Μερλιέ	»	51
Φ. Φωτιάδης	»	51
Λ. Λιώκης	»	51
Δ. Λουκόπουλος	»	51
Ἀ. Λευκαδίτης	»	51
Φ. Σιαμπανίδης	»	51
Ἰ. Κατσούλης	»	51
Δ. Νικητάκης	»	51
Ἀλ. Σβῶλος	»	1
Γ. Δούμας	»	1

Ἔτσι μέλη τῆς Δ. Ἐπιτροπῆς βγήκανε κατά σειρά:

Ταχτικά 1) Δ. Γληνός 2) Κ. Σωτηρίου, 3) Ν. Μπέρτος· 4) Ἑλ. Νεγρεπόντη· 5) Αὔρα Θεοδωροπούλου· 6) Βασ. Ἀγγελόπουλος· 7) Μπ. Ἀλεβιζᾶτος· 8) Μ. Οἰκονόμου· 9) Σέμνη Παπασπυρίδου· 10) Χρ. Καροῦζος· 11) Β. Λαχανᾶς· 12) Γ. Δούμας· 13) Θρ. Πετμεζᾶς & 14) Σπ. Κομιώτης

και Ἀναπληρωματικά 1) Γ. Παπαδόπουλος· 2) Γαλ. Καζαντζάκη· 3) Κ. Βάρναλης· 4) Ἰ. Ἀναγνωσταρᾶς· 5) Σπ. Ἀποστολᾶτος· 6) Γ. Γεωργακόπουλος· 7) Στ. Τεγόπουλος· 8) Μαρία Σβώλου· 9) Β. Παπαγεωργίου & 10) Εἰρήνη Κουντούρη.

Ἐπειδή γιά τήν 15η θέση τῶν ταχτικῶν μελῶν ἰσοψήφισαν οἱ Ἀλ. Δελμοῦζος, Μ. Τριανταφυλλίδης, Κ. Τριανταφυλλόπουλος, Μ. Παπαμαῦρος, Θ. Δαμασκηνός καί Εὐαγγ. Κακοῦρος, ἔγινε κλήρωση καί βγῆκε ὁ κ. Εὐάγγελος Κακοῦρος, δέκατο πέμτο [sic] μέλος τῆς Δ. Ἐπιτροπῆς.

Πρός ἐπίρωση ὑπογράφεται τό πραχτικό αὐτό ἀπό τούς ψηφολέχτες καί τόν Πρόεδρο τῆς Γ. Συνέλευσης.

Ὁ Πρόεδρος
[υπογραφή: Δημ. Κ. Ζαφειρακόπουλος]
Οἱ ψηφολέχτες
[υπογραφές:
Μ. Παπαμαῦρος
Μπ. Ἀλιβιζάτος]

[25. Απάντηση του Δημήτριου Γληνού (ιδιόγραφο πρωτότυπο σε χαρτί του περιοδικού *Αναγέννηση*) στην επιστολή των 43 μελών που αποχώρησαν από τον Εκπαιδευτικό Όμιλο μετά από την απόρριψη της πρότασης Δελμούζου.]

ΑΝΑΓΕΝΝΗΣΗ

ΜΗΝΙΑΙΟ ΠΕΡΙΟΔΙΚΟ

ΔΙΕΥΘΥΝΤΗΣ
Δ. Α. ΓΛΗΝΟΣ

ΑΘΗΝΑΙ, 12 Μαΐου 1927

Κύριε Διευθυντά,

Ἐπειδή ἡ ἐπιστολή τῶν 43 μελῶν τοῦ Ἐκπαιδευτικοῦ Ὁμίλου, πού δημοσιεύσατε στό φύλλο τῆς περασμένης Κυριακῆς μέ τήν ἀοριστία καί τόν καχύποπτο τόνο, πού μιλοῦσε γιά τή νέα «κατεύθυνση» τοῦ Σωματείου, ἔδωκε ἀφορμή, ὥστε νά ξεχυθῆ ἄλλη μιά φορά τό γνωστό συκοφαντικό ρεῦμα τοῦ συσκοτισμοῦ, σᾶς παρακαλῶ πολύ νά δημοσιεύσετε στήν ἀξιόλογη ἐφημερίδα σας τίς προτάσεις, πού ψηφίστηκαν στήν τελευταία γενική συνέλευση. Ἀπ' αὐτές θά ἰδοῦν ὅλοι οἱ καλοσυνείδητοι ἐνδιαφερόμενοι, ποιά εἶναι ἡ ἀλήθεια.

Ὡστόσο ἡ Διοικητική Ἐπιτροπή τοῦ Ὁμίλου σκοπεύει μέ μιά πλατύτερη ἀνακοίνωση της νά ἐξηγήση λεπτομερῶς τό πρόγραμμα τοῦ Ὁμίλου, πού παραμένει σωματεῖο καθαρά ἐκπαιδευτικό, ὅπως ἦταν πάντα.

Μέ μεγάλη τιμή
Δ. Γληνός

Οἱ προτάσεις, πού ψηφίστηκαν εἶναι οἱ ἀκόλουθες:

[26. Το ιδιόγραφο της πρότασης του Δημήτριου Γληνού (προσχέδιο, κείμενο και σημειώσεις), σε χαρτί του περιοδικού *Αναγέννηση* (1 φύλλο - 2 σελίδες).]

ΑΝΑΓΕΝΝΗΣΗ
ΜΗΝΙΑΙΟ ΠΕΡΙΟΔΙΚΟ
ΔΙΕΥΘΥΝΤΗΣ
Δ. Α. ΓΛΗΝΟΣ –
ΑΘΗΝΑΙ
ΟΔΟΣ ΕΥΡΙΠΙΔΟΥ 4

Δηλώσεις

1) Ὁ σκοπός τοῦ Ἐκπαιδευτικοῦ Ὁμίλου παραμένει ὁ ἴδιος, δηλ. ὁ Ὅμιλος ζητεῖ νά βοηθήση τήν ἀναγέννηση τῆς Παιδείας μας.

2) Ὁ Ἐκπαιδευτικός Ὅμιλος εἶναι σωματεῖο μελέτης τῶν ἐκπαιδευτικῶν προβλημάτων καί κοινωνικοῦ διαφωτισμοῦ· ἐπάνω σαυτά ἀσκεῖ ἑπομένως ὁρισμένη ἐκπαιδευτική πολιτική, πού θά φέρη τήν πραγματοποίηση τοῦ σκοποῦ του.

3) Ὁ Ἐκπαιδευτικός Ὅμιλος ἀναγνωρίζει μετά τήν δεκαεφτάχρονη πεῖρα του, ὅτι ἡ ἀστική τάξη (καί ἡ καθαρά συντηρητική καί ἡ λεγόμενη φιλελεύθερη) ἤ καταπολεμεῖ ἄμεσα, ἤ δέν ἐπιδιώκει εἰλικρινά τήν Ἐκπαιδευτική Μεταρρύθμιση.

4) Ὁ Ἐκπαιδευτικός Ὅμιλος πιστεύει, ὅτι ἀληθινά λαϊκή ἐκπαιδευτική Μεταρρύθμιση, πού νά διακονήση τίς μορφωτικές ἀνάγκες τοῦ μεγαλύτερου μέρους τοῦ λαοῦ, πού σήμερα ἀδικέται, δέ μπορεῖ νά στηριχτῆ παρά στίς λαϊκές μάζες, ἐργατικές, ἀγροτικές, μικροαστικές. Καί αὐτός μόνο μπορεῖ νά εἶναι ὁ κοινωνικός φορέας τῆς μεταρρυθμιστικῆς ἐκπαιδευτικῆς πολιτικῆς.

5) Ὁ Ἐκπαιδευτικός Ὅμιλος δέν ἔθεσεν ὥς τώρα ζήτημα διδασκαλίας τῶν θρησκευτικῶν στά σχολεῖα. Ἐπειδή ὅμως ἐξακολουθητικά καί ἐπίμονα παρεμποδίζεται ἡ Ἐκπαιδευτική Μεταρρύθμιση ἀπό κατηγορίες περί ἀντιθρησκευτικότητας, ἀθεΐας καί τά ὅμοια, καί ἐπειδή, ὅπως πραγματικά διεξάγεται σήμερα ἡ θρησκευτική μόρφωση δέ φέρνει κανένα ἀποτέλεσμα, ὁ Ἐκπαιδευτικός Ὅμιλος φρονεῖ, ὅτι μπορεῖ καί πρέπει νά καταργηθῆ ἡ διδασκαλία τῶν θρησκευτικῶν ἀπό τά Σχολεῖα (καί νά μείνη ἡ θρησκευτική ἀγωγή καθαρή ὑπόθεση τῆς Ἐκκλησίας καί τῶν ἀτόμων).

6) Ὁ Ἐκπαιδευτικός Ὅμιλος φρονεῖ ὅτι ἑπομένως δέν πρέπει νά γίνεται ἐκμετάλλευση τῆς ἔννοιας τοῦ ἐθνισμοῦ καί τῆς ἐθνικῆς ἀγωγῆς μέ τήν καλλιέργεια τοῦ σωβινισμοῦ μέ τό νά ταυτίζεται ἡ ἔννοια τοῦ ἔθνους μέ τά συμφέροντα τῆς ἄρχουσας τάξης.

<u>Ἐθνική ἀγωγή</u> σημαίνει νά στηρίζεται ἡ παιδεία μας στά ζωντανά στοιχεῖα, πού ἀποτελοῦν τά χαραχτηριστικά γνωρίσματα τοῦ λαοῦ μας, ὅπως αὐτά διαμορφώνονται μέ τήν ἐπίδραση τοῦ καθολικοῦ ἄχρονου πολιτισμοῦ.

[27. Ἕτερο ιδιόγραφο της πρότασης του Δημήτριου Γληνού (προσχέδιο, κείμενο και σημειώσεις), σε χαρτί του περιοδικού *Αναγέννηση* (2 φύλλα - 3 σελίδες).]

ΑΝΑΓΕΝΝΗΣΗ
ΜΗΝΙΑΙΟ ΠΕΡΙΟΔΙΚΟ
ΔΙΕΥΘΥΝΤΗΣ
Δ. Α. ΓΛΗΝΟΣ –
ΑΘΗΝΑΙ
ΟΔΟΣ ΕΥΡΙΠΙΔΟΥ 4

1)

2) Ὁ Ἐκπαιδευτικός Ὅμιλος δέν εἶναι πολιτικό Σωματεῖο. Εἶναι Σωματεῖο μελέτης τῶν ἐκπαιδευτικῶν προβλημάτων καί κοινωνικοῦ διαφωτισμοῦ ἀπάνω σαὐτά. Ἑπομένως καθορίζει καί ἀσκεῖ ὡρισμένη ἐκπαιδευτική πολιτική πού θά φέρη στήν πραγματοποίηση τοῦ σκοποῦ του.

3) Κάθε σημαντική κοινωνική μεταρρύθμιση, ἄρα καί ἡ ἐκπαιδευτική, γίνεται μέ μέσο τήν πάλη (τόν ἀνταγωνισμό) τῶν κοινωνικῶν τάξεων. Ἡ ἑλληνική ἀστική τάξη, ὅπως ἔδειξε ἡ ὡς τώρα πείρα τοῦ Ἐκπαιδευτικοῦ Ὁμίλου ἤ καταπολεμεῖ ἤ δέν ἐπιδιώκει εἰλικρινά οὐσιαστική λαϊκή ἐκπαιδευτική μεταρρύθμιση. Γιαὐτό ὁ Ὅμιλος πιστεύει, ὅτι ἡ Ἐκπ. Μεταρρύθμιση δέ μπορεῖ νά ἔχη ἄλλο κοινωνικό φορέα, παρά τίς κοινωνικές ἐκεῖνες τάξεις, πού σάν ἀδικημένες, ἀναγκάζονται νά συνειδητοποιοῦν τά κοινωνικά προβλήματα ἤ νά ἀγωνίζονται ἔντονα γιά τήν πραγματοποίηση τῶν κοινωνικῶν μεταρρυθμίσεων ἀναγκάζοντας ἔτσι τήν ἄρχουσα τάξη νά βελτιώνη τούς θεσμούς της. Γιαὐτό ὁ Ἐκπαιδευτικός Ὅμιλος σάν σωματεῖο πνευματικῆς πρωτοπορείας ἐπιδιώκει νά συνειδητοποιῆ [sic] τά ἐκπαιδευτικά προβλήματα στίς λαϊκές τάξεις, ἐργατική, ἀγροτική καί μικροαστική.

4) Φυσικός κυριότερος ἐργάτης τῆς λαϊκῆς ἐκπαιδευτικῆς μεταρρύθμισης εἶναι ὁ δάσκαλος. Ἑπομένως ὁ Ἐκπαιδευτικός Ὅμιλος φρονεῖ, ὅτι ὁ δάσκαλος χωρίς νά παραβαίνη τούς νόμους τοῦ κράτους κατά τήν ἐκτέλεση τοῦ ἔργου του, ἔχει ὄχι μόνο τό δικαίωμα τῆς σκέψης ἀλλά καί τό δικαίωμα καί ὡς ἄτομο καί ὡς ὁμάδα νά διαφωτίζη τήν κοινωνία ἀπάνω στίς ἰδέες του καί [να] συντελῆ στή βελτίωση τῶν ἐκπαιδευτικῶν θεσμῶν. Καί ὁ Ἐκπαιδευτικός Ὅμιλος θεωρεῖ ἠθική ὑποχρέωση νά προστατεύση τά δικαιώματα αὐτά τοῦ δασκάλου.

Ὁ Ἐκπαιδευτικός Ὅμιλος θεωρεῖ καί ἑπομένως ὄχι ἀναπόσπαστη ἀπό τήν ἔννοια τῆς δημόσιας ἀγωγῆς τή διδασκαλία τῶν θρησκευτικῶν μαθημάτων εἰς τά [sic] σχολεῖα. Τό θρησκευτικό ζήτημα ἑπομένως [είναι] ζήτημα ἐλευθερίας συνειδήσεως ~~και ρυθμίσεως των σχέσεων Κράτους και εκκλησίας~~. [διαγραφή επτά λέξεων].

<u>Ἐθνικό ζήτημα</u>.

Annexe III

Noms des 153 personnes, membres de l'Association pour l'enseignement, qui participèrent aux travaux de l'assemblée générale de février-mars 1927 et à la scission en mai 1927 (par ordre alphabétique en grec).

Αγγελόπουλος, Βασίλειος (Agelopoulos, Vasileios), instituteur, enseignant dans les écoles-modèles de l'École normale d'enseignement primaire Marasleios sous la direction de Delmouzos. Il était directeur de la revue *Ergasia*. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1921, candidat de la tendance de Glinos aux élections du 24 mars 1927.

Αλιβιζάτος, Χαράλαμπος [Μπάμπης] Β. (Alivizatos, Charalampos [Babis] V.), né en 1902 dans l'île de Céphalonie. Il fit des études de droit à l'université d'Athènes, et s'occupa comme cadre dans l'organisation de la jeunesse du parti politique Union démocratique d'Alexandros Papanastasiou en 1924. De 1924 jusqu'en 1926, il fit des études postuniversitaires en France, se spécialisant en politique agricole. Il retourna en 1926 à Athènes et travailla comme avocat. Il collabora, en 1926, à l'Association pour l'enseignement, avec les radicaux et il était candidat de la tendance de Glinos aux élections du 24 mars 1927.

Αναγνωσταράς, Ιωάννης (Anagnostaras, Ioannis), membre de la Société d'étudiants. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1926, candidat de la tendance de Glinos aux élections du 24 mars 1927.

Αναγνωστόπουλος, Δημήτριος (Anagnostopoulos, Dimitrios), né en 1884, diplômé en lettres, professeur de l'enseignement secondaire, enseignant à l'École normale d'enseignement primaire Marasleios sous la direction de Delmouzos. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1924, candidat de la tendance de Delmouzos aux élections du 24 mars 1927, s'étant retiré en mai 1927.

Αναγνωστόπουλος, Κωνσταντίνος Λ. (Anagnostopoulos, Konstantinos L.), né en 1874, instituteur depuis 1893. Il appartenait à la tendance de Delmouzos, présent aux élections du 24 mars 1927.

Ανδρεάδης, Δημοσθένης Μ. (Andreadis, Dimosthenis M.), né en 1869 à Tyrnavos en Thessalie, instituteur, auteur de livres pour enfants. Il travailla après 1893 comme instituteur et, après 1914, comme inspecteur des écoles primaires. De 1917 jusqu'en 1920, il servit comme inspecteur des écoles primaires d'Athènes. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1922, appartenant à la tendance de Delmouzos, présent aux élections du 24 mars 1927, s'étant retiré en mai 1927.

Ανδρεάδου, Θάλεια (Andreadou, Thalia). Elle était présente aux élections du 24 mars 1927.

Αντωνάκος, Αντώνιος (Antonakos, Antonios), diplômé en lettres, professeur de l'enseignement secondaire, étudiant à l'Académie pédagogique de 1924 jusqu'en 1926. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1924, présent aux élections du 24 mars 1927.

Αποστολάτος, Σπύρος (Apostolatos, Spyros). Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1926, candidat de la tendance de Glinos aux élections du 24 mars 1927.

Αρβανιτάκης, Ιωάννης (Arvanitakis, Ioannis), né en 1881, maître d'école. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1924, présent aux élections du 24 mars 1927.

Βαμβέτσος, Αλέξανδρος (Vamvetsos, Alexandros), né en 1880 à Trikala en Thessalie, juriste ayant fait des études en Allemagne. C'était un homme politique, membre fondateur de la Société sociologique en 1907, ainsi que membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1921, élu membre du conseil d'administration de l'association après la réorganisation cette année [son épouse Katina Vamvetsou [Κατίνα Βαμβέτσου], nom de jeune fille Pangalou [Παγκάλου], était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1921]. Il appartenait à la tendance de Delmouzos, absent à l'assemblée générale de février-mars 1927, s'étant retiré en mai 1927.

Βαρβαρέσος, Κυριάκος (Varvaresos, Kyriakos), né en 1884 à Athènes, originaire de Vatika en Laconie. Il fit des études de droit à Athènes et continua en faisant des études d'économie en Allemagne. Il enseigna comme professeur d'économie politique à l'université d'Athènes depuis 1918, fut démis de ses fonctions en tant que partisan de Venizélos en 1920 et y revint en 1923. Depuis lors, il travaillait en même temps comme conseiller dans des organismes publics. En 1921, il était cofondateur de l'École supérieure féminine. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1921, appartenant à la tendance de Delmouzos en 1927, absent à l'assemblée générale de février-mars 1927, s'étant retiré en mai 1927.

Βάρβογλης, Μάριος (Varvoglis, Marios), musicien, né en 1885 à Bruxelles, ayant des racines familiales dans la région de Serrès sous l'Empire byzantin (ses ancêtres étaient ministres de l'État hellénique au XIXe siècle). Il grandit à Athènes, il fit des études après 1902 au Conservatoire de Paris et à la Schola Cantorum de Paris, et continua de vivre jusqu'en 1920 à Paris, à Montmartre, dans la mouvance des milieux d'avant-garde (il apparut dans le dernier tableau de Modigliani ayant pour titre *Le beau Marius*), composant de la musique pour orchestre influencée par le style français. Il était collaborateur de la revue *Noumas* [*Νουμάς*] depuis 1909. Il retourna à Athènes en 1920, et il enseigna, dès 1924, au Conservatoire d'Athènes, la composition et l'histoire de la musique, tout en étant professeur à l'École normale d'enseignement

primaire Marasleios sous la direction de Delmouzos. Il appartenait à la tendance de Delmouzos, présent aux élections du 24 mars 1927, s'étant retiré en mai 1927.

Βάρναλης, Κωνσταντίνος (Varnalis, Konstantinos), né en 1884 à Bourgas (Pyrgos) en Bulgarie, diplômé en lettres. Il obtint son diplôme à l'université d'Athènes, poursuivit ses études à Paris, de 1919 jusqu'en 1923, et enseigna à l'Académie pédagogique de 1924 jusqu'en 1926. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1910, candidat de la tendance de Glinos aux élections du 24 mars 1927.

Βασιλείου, Σπύρος (Vasileiou, Spyros), né en 1903 à Galaxidion en Phocide en Grèce centrale, il étudia de 1921 jusqu'en 1926 à Athènes à l'École des beaux-arts de l'École polytechnique d'Athènes. Il exposa ses œuvres en 1926. Il appartenait à la tendance de Delmouzos, présent aux élections du 24 mars 1927.

Βαχαβιόλος, Ιάκωβος (Vachaviolos, Iakovos), né en 1868, diplômé en lettres, éducateur, nommé comme membre du Comité pour l'éducation depuis 1911. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1921, candidat de la tendance de Delmouzos aux élections du 24 mars 1927, s'étant retiré en mai 1927.

Βλιζιώτης, Θεόδωρος Α. (Vliziotis, Theodoros A.), né en 1897, diplômé en lettres. Il fut recruté au parti communiste en 1923, et, en tant qu'instituteur à Hermoupolis dans l'île de Syros en mer Égée, fut victime de persécutions en raison de ses idées radicales. Il fit des études postuniversitaires à l'Académie pédagogique en 1925. Il fut licencié comme communiste mais fut acquitté par décision et retourna dans le service à la fin de 1926. En janvier 1927, il participa à la publication de la revue *Nea Agogi*. Il était candidat de la tendance de Glinos aux élections du 24 mars 1927.

Βουρλούμη, Ελευθερία (Vourloumi, Eleftheria), née en 1883. Elle était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1921, appartenant à la tendance de Delmouzos, présente aux élections du 24 mars 1927, s'étant retirée en mai 1927.

Γερογιάννη, Ελένη Κ. (Gerogianni, Eleni K.). Elle était présente aux élections du 24 mars 1927.

Γεωργακόπουλος, Γεώργιος (Georgakopoulos, Georgios), chimiste. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1926, candidat de la tendance de Glinos aux élections du 24 mars 1927.

Γκινόπουλος, Νικόλαος Σ. (Ginopoulos, Nikolaos S.), diplômé en lettres, littérateur, auteur de matériau scolaire. Né en 1875 dans la ville d'Argos dans le Péloponnèse, il fit des études de lettres à la faculté de philosophie de l'université d'Athènes et travailla comme professeur dans l'enseignement secondaire. Son premier livre était, en 1899, un guide culinaire. Il était

membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1913, appartenant à la tendance de Delmouzos, présent aux élections du 24 mars 1927.

Γληνός, Δημήτριος (Glinos, Dimitrios), né en 1882 dans la ville de Smyrne, diplômé en lettres, éducateur. Il étudia à la faculté de philosophie de l'université d'Athènes de 1900 jusqu'en 1905 et en Allemagne de 1908 jusqu'en 1911. Il était directeur de l'Académie pédagogique de 1924 à 1926 où il fut licencié. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1911, en tête de la tendance des radicaux en 1926, candidat aux élections du 24 mars 1927.

Δαμασκηνός, Δημήτριος Π. (Damaskinos, Dimitrios P.), né en 1872, maître d'école, journaliste. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1921, candidat de la tendance de Delmouzos aux élections du 24 mars 1927, s'étant retiré en mai 1927.

Δάνας, Αναστάσιος Ν. (Danas, Anastasios N.), né en 1880, physicien. Il fit des études à la faculté physicomathématique de l'université d'Athènes et travailla initialement comme professeur en 1905 au lycée Trabantzeion de la ville de Siatista, en Macédoine occidentale sous domination ottomane. Ensuite il fut professeur de l'enseignement secondaire en Grèce, devenu en 1923 inspecteur général de l'éducation secondaire. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1925, appartenant à la tendance de Delmouzos présent aux élections du 24 mars 1927.

Δασκαλάκη, Ελένη (Daskalaki, Eleni) [son époux était Dimitrios Daskalakis (Δημήτριος Δασκαλάκης), professeur de l'enseignement secondaire], employée au ministère de l'Économie nationale. Elle était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1921, présente aux élections du 24 mars 1927.

Δεληπέτρος, Δημήτριος (Delipetros, Dimitrios), maître d'école. Il appartenait à la tendance de Glinos, présent aux élections du 24 mars 1927.

Δελμούζος, Αλέξανδρος Π. (Delmouzos, Alexandros P.), né en 1880 à Amphissa en Phocide en Grèce centrale, pédagogue, ayant fait des études postuniversitaires en Allemagne pendant les périodes 1904-1907 et 1921-1923. Il était membre fondateur de la Société sociologique en 1907 et de l'Association pour l'enseignement en 1910, et il fut directeur de l'École normale d'enseignement primaire Marasleios de 1924 à 1926, moment où il fut écarté en raison des « événements de Marasleios ». À l'assemblée générale de l'Association pour l'enseignement en 1927, il était en tête de la tendance des bourgeois-démocrates, candidat aux élections du 24 mars 1927, s'étant retiré en mai 1927.

Δέλτα, Αλεξάνδρα (Delta, Alexandra), née en 1900 à Alexandrie en Égypte, descendante d'une famille de la grande-bourgeoisie [fille de Pinelopi Delta (Πηνελόπη Δέλτα)] [son époux était Antonios Papadopoulos (Αντώνιος Παπαδόπουλος), propriétaire terrien, fils d'Anna Mela-Papadopoulou (Άννα

Μελά-Παπαδοπούλου), sœur du héros Pavlos Melas (Παύλος Μελάς)], littératrice. Elle était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1911, candidate de la tendance de Delmouzos aux élections du 24 mars 1927, s'étant retirée en mai 1927.

Δέλτα, Πηνελόπη (Delta, Pinelopi), nom de jeune fille Benaki [Μπενάκη], née en 1874 à Alexandrie en Égypte, descendante d'une famille de la grande-bourgeoisie, littératrice. Elle était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1910, appartenant à la tendance de Delmouzos, absente à l'assemblée générale de février-mars 1927, s'étant retirée en mai 1927.

Δημαρά, Σμαράγδα (Dimara, Smaragda), nom de jeune fille Raktivan (Ρακτιβάν), née en 1877 [mère de Konstantinos Dimaras (Κωνσταντίνος Δημαράς)]. Elle fit ses études à l'École supérieure féminine pendant les années 1921-1923. Elle était cadre des associations Union des femmes grecques et Conseil national des femmes grecques. Elle était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1921, appartenant à la tendance de Delmouzos, présente aux élections du 24 mars 1927, s'étant retirée en mai 1927.

Δημαράς, Κωνσταντίνος Θ. (Dimaras, Konstantinos Th.), né en 1904 à Athènes [fils de Smaragda Dimara-Raktivan], étudiant en lettres. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1923, candidat de la tendance de Delmouzos aux élections du 24 mars 1927, s'étant retiré en mai 1927.

Δοανίδης, Ιωάννης Π. (Doanidis, Ioannis P.), né en 1872, minéralogiste, ingénieur métallurgiste, professeur à l'École polytechnique d'Athènes. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1913, appartenant à la tendance de Delmouzos, absent à l'assemblée générale de février-mars 1927, s'étant retiré en mai 1927.

Δούκας, Δημήτριος Ι. (Doukas, Dimitrios I.), maître d'école, membre suppléant du conseil administratif de la Fédération de l'enseignement de Grèce. Il appartenait à la tendance de Glinos, présent aux élections du 24 mars 1927.

Δούμας, Γεώργιος (Doumas, Georgios), né en 1896, diplômé en lettres. Il fut délégué au second congrès du Parti socialiste ouvrier de Grèce en 1920, élu membre du comité central [le parti changea de nom et devint le Parti socialiste ouvrier de Grèce (communiste)], et se retira en 1923. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1926, candidat de la tendance de Glinos aux élections du 24 mars 1927.

Δραγούμη, Αμαρυλλίς (Dragoumi, Amaryllis), nom de jeune fille Zannou [Ζάννου], née en 1896, descendante d'une famille de la grande-bourgeoisie. Elle était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1921, appartenant à la tendance de Delmouzos, présente aux élections du 24 mars 1927, s'étant retirée en mai 1927.

Δραγούμη, Ιουλία (Dragoumi, Ioulia), nom de jeune fille Paspati [Πασπάτη], née en 1858, descendante d'une famille de la grande-bourgeoisie, littératrice. Elle était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1916, appartenant à la tendance de Delmouzos, absente à l'assemblée générale de février-mars 1927, s'étant retirée en mai 1927.

Εδελστάιν, Μαρία (Edelstein, Maria), née en 1906 à Odessa dans l'Empire russe. Elle se trouva en Égypte en 1910 et alla à Athènes en 1921. Elle étudia à l'École normale d'enseignement primaire Marasleios et fut nommée par Delmouzos, en 1924, comme enseignante dans les écoles-modèles de l'École normale d'enseignement primaire Marasleios. En 1925, elle étudiait à l'université d'Athènes, dans le département des sciences naturelles. Elle était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1926, présente aux élections du 24 mars 1927.

Ελευθερουδάκης, Κωνσταντίνος (Eleftheroudakis, Konstantinos), né en 1877 à Athènes, libraire, éditeur. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1910, appartenant à la tendance de Delmouzos, absent à l'assemblée générale de février-mars 1927, s'étant retiré en mai 1927.

Εμμανουήλ, Γ. (Emmanouil, G.). Il était présent aux élections du 24 mars 1927.

Ευαγγελίδης, Δημήτριος (Evagelidis, Dimitrios), né en 1886 à Plesivitsa, village de l'Épire ottomane en Thesprotie, étudia à la faculté de philosophie de l'université d'Athènes. Il travailla, après 1908, au service archéologique sur des sites archéologiques, à la tête de fouilles. Depuis 1915, il occupait un poste d'éphore des antiquités. Il était présent aux élections du 24 mars 1927.

Ζάννας, Αλέξανδρος (Zannas, Alexandros), né en 1892, homme politique à Salonique. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1921, appartenant à la tendance de Delmouzos, absent à l'assemblée générale de février-mars 1927, s'étant retiré en mai 1927.

Ζαρόκωστα, Μ. (Zarokosta, M.). Elle était présente aux élections du 24 mars 1927.

Ζαφειρακόπουλος, Δημήτριος Κ. (Zafeirakopoulos, Dimitrios K.), inspecteur des écoles primaires dans la ville de Karditsa en Thessalie. Il appartenait à la tendance de Glinos, présent aux élections du 24 mars 1927.

Ζέρβας, Θωμάς Β. (Zervas, Thomas B.), mathématicien, professeur à l'École militaire des cadets. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1923.

Ζερβός, Γρ. (Zervos, Gr.).

Ζερβός, Ν. Δ. (Zervos, N. D.).

Ζερβός, Παναγής Δ. (Zervos, Panagis D.), mathématicien, professeur de l'enseignement secondaire. Il appartenait à la tendance de Delmouzos.

Θεοδωρίδης, Χαράλαμπος (Theodoridis, Charalampos), né en 1883 à Césarée en Cappadoce en Asie mineure, diplômé en lettres, ayant fait des

études postuniversitaires en Allemagne pendant la période 1915-1919. Il était membre fondateur de l'École supérieure féminine en 1921. Il enseigna en tant que professeur d'histoire à l'Académie pédagogique de 1924 à 1925 et fut élu professeur de philosophie à l'université de Thessalonique en 1926. Il était partisan du matérialisme historique, membre de l'Association pour l'enseignement et membre du conseil d'administration de l'association après la réorganisation en 1921, appartenant à la tendance de Glinos.

Θεοδωρόπουλος, Σπύρος (Theodoropoulos, Spyros), né en 1875 à Sparte dans le Péloponnèse, juriste, journaliste. Il participa à la fondation de la Bourse du travail d'Athènes et, en tant que partisan de Venizélos, il fut élu député au parlement à maintes reprises (des élections de 1910 à celles de 1923 incluses). Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1911, appartenant à la tendance de Glinos, présent aux élections du 24 mars 1927.

Θεοδωροπούλου, Αύρα (Theodoropoulou, Avra), nom de jeune fille Drakopoulou (Δρακοπούλου), née en 1880 à Andrinople en Thrace orientale [épouse de Spyros Theodoropoulos], professeure au Conservatoire d'Athènes, cadre fondateur de la Ligue des femmes grecques pour les droits des femmes. Elle était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1921, candidate de la tendance de Glinos aux élections du 24 mars 1927.

Ιμβριώτη, Ρόζα (Imvrioti, Rosa), nom de jeune fille Ioannou [Ιωάννου], née en 1898 à Athènes [son époux était Ioannis Imvriotis (Ιωάννης Ιμβριώτης), diplômé en lettres intéressé à la science de la psychologie, non membre de l'Association pour l'enseignement], éducatrice. Elle finit en 1914 ses études secondaires à l'établissement éducatif Arsakeion, où elle apprit le français, et étudia ensuite la philosophie à l'université d'Athènes de 1914 à 1916. En 1917, elle fut nommée à un poste dans l'enseignement public. Après 1920, elle travailla au Protypon Ekpaideftirion Athinon d'Ilias Konstantinidis. En 1921, elle s'inscrivit comme membre à l'Association pour l'enseignement, désignée à son conseil d'administration en 1923. En 1924 et 1925, elle enseigna l'histoire à l'École normale d'enseignement primaire Marasleios sous la direction de Delmouzos, ayant une approche matérialiste, qui provoqua un conflit (« les événements de Marasleios ») et son licenciement en 1926. Elle était présidente de la Ligue des femmes grecques pour les droits des femmes. En janvier 1927, elle participa à la publication de la revue éducative *Nea Agogi*. Elle apprenait la langue allemande et se préparait à faire des études approfondies en Allemagne. À l'Association pour l'enseignement, elle en était membre depuis 1921, appartenant à la tendance de Glinos, présente aux élections du 24 mars 1927.

Ιωάννου, Ευάγγελος (Ioannou, Evagelos), pseudonyme littéraire Tel[l]os Agras (Τέλ[λ]ος Άγρας), né en 1899 à Kalambaka en Thessalie, littérateur, poète. Il étudia le droit de 1916 à 1923, et fut nommé dans la fonction publique

en 1924. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1921, appartenant à la tendance de Delmouzos, s'étant retiré en mai 1927.

Καζαντζάκη, Γαλάτεια (Kazantzaki, Galateia), nom de jeune fille Alexiou (Αλεξίου), née en 1881 à Héraklion en Crète [en 1911, elle se maria au juriste et écrivain Nikos Kazantzakis (Νίκος Καζαντζάκης) et en 1926 elle en divorça], littératrice. Elle suivit sa scolarité à l'école française des sœurs d'Héraklion. Elle fit son apparition en littérature en 1906. Elle fut recrutée comme membre du parti communiste en 1924. Elle était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1926, candidate de la tendance de Glinos aux élections du 24 mars 1927.

Κακούρος, Ευάγγελος (Kakouros, Evagelos), né en 1886 à Gythion en Laconie dans le Péloponnèse, diplômé en lettres, ayant fait des études en Suisse. En 1922, il occupait des postes supérieurs au ministère de l'Éducation et, en 1926, sous la dictature de Pangalos, en tant que directeur, il fut contraint de démissionner. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1923, candidat de la tendance de Delmouzos aux élections du 24 mars 1927 (absent au vote), s'étant retiré en mai 1927.

Καλυβόπουλος, Μ. (Kalyvopoulos M.), instituteur, collaborateur de Dimitrios Damaskinos. Il était candidat de la tendance de Delmouzos aux élections du 24 mars 1927 (absent au vote).

Καμπίρης, Ιωάννης (Kampiris, Ioannis), directeur au ministère des Affaires sociales. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1913, absent à l'assemblée générale de février-mars 1927, ayant seulement signé le rapport de la commission de contrôle de l'association.

Καραβίδας, Κωνσταντίνος Δ. (Karavidas, Konstantinos D.), né en 1890 dans l'île ionienne de Céphalonie. Il fit des études de droit à l'université d'Athènes, et il était membre de la Société d'étudiants de 1908 à 1912. En 1917, il servit dans le bureau politique de Venizélos et, en 1922, il travailla au Haut Commissariat de Smyrne. À partir de 1926, il servait au ministère des Affaires étrangères comme chef de service du Nord de la Grèce, étant responsable des questions d'établissement des réfugiés. Il appartenait à la tendance de Delmouzos.

Καραδήμας, Κ. (Karadimas, K.).

Καρούζος, Χρήστος Ι. (Karouzos, Christos I.), né en 1900 à Athènes. Il étudia à la faculté de philosophie de l'université d'Athènes en 1916-1921, travaillant après 1919 comme cadre du Service Archéologique. En 1925, il était éphore des antiquités. Marxiste, il traduisit l'ouvrage de Karl Korsch *Marxismus und Philosophie* et, en 1927, il s'occupa de la traduction de l'œuvre de Friedrich Engels *Anti-Dühring*. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1923, candidat de la tendance de Glinos aux élections du 24 mars 1927 (absent au vote).

Κατσογιάννη, Καίτη (Katsogianni, Kaiti) [sœur d'Eleni Moschovaki (Ελένη Μοσχοβάκη), qui était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1923] [épouse de Pavlos Katsogiannis]. Elle étudia à l'École supérieure féminine en 1922-1923. Elle était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1921, appartenant à la tendance de Delmouzos.

Κατσογιάννης, Παύλος (Katsogiannis, Pavlos), avocat. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1922, appartenant à la tendance de Delmouzos, présent aux élections du 24 mars 1927, s'étant retiré en mai 1927.

Κατσούλης, Ιωάννης Ε. (Katsoulis, Ioannis E.), né en 1870, maître d'école depuis 1894, enseignant à l'École normale d'enseignement primaire Marasleios sous la direction de Delmouzos. Il était membre de l'Association pour l'enseignement en 1927, candidat de la tendance de Delmouzos aux élections du 24 mars 1927, s'étant retiré en mai 1927.

Κομιώτης, Σπύρος (Komiotis, Spyros), né en 1896, mathématicien, professeur de l'enseignement secondaire. Il était membre fondateur au premier congrès du Parti socialiste ouvrier de Grèce en 1918, membre élu de la commission de contrôle du parti. En 1919, il fut délégué au premier Conseil national du parti, où fut décidé le retrait du parti de l'Internationale socialiste et son adhésion à l'Internationale communiste. En 1920, il était délégué au second congrès du parti et fut élu membre de la commission de contrôle [le parti changea de nom et devint Parti socialiste ouvrier de Grèce (communiste)]. Il se retira du parti en 1923. Il était étudiant à l'Académie pédagogique en 1924-1926, membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1925, candidat de la tendance de Glinos aux élections du 24 mars 1927 (absent au vote).

Κουντούρη, Ειρήνη (Kountouri Eirini) [épouse de Spyros Komiotis], née en 1901 dans l'île de Kalymnos dans le Dodécanèse, journaliste (connue sous le nom de Raïka). C'était une communiste passionnée, spécialisée en matière des droits de la femme, écrivant des articles relatifs à la question des femmes, en 1925, dans le journal du parti *Rizospastis*. Elle était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1926, candidate de la tendance de Glinos aux élections du 24 mars 1927.

Κουταβάς, Διονύσιος Σ. (Koutavas, Dionysios S.). Dans l'Association pour l'enseignement, il appartenait à la tendance de Glinos, présent aux élections du 24 mars 1927.

Κροκοδείλου (Krokodeilou). Elle était présente aux élections du 24 mars 1927.

Κωσταντάρακης, Ιωάννης (Kostantarakis, Ioannis), né en 1890, diplômé en lettres, professeur de l'enseignement secondaire. Il était chef de service au ministère de l'Éducation, jusqu'en 1926, moment où il fut contraint de démissionner. Il appartenait à la tendance de Glinos.

Λαζάρου (Lazarou), personne présente aux élections du 24 mars 1927.

Λαμπρίδη [Λαμπρίδου], Έλλη (Lampridi [Lampridou], Elli), née en 1898 à Athènes, diplômé en lettres. Elle fit une thèse en philosophie à Zurich, où elle se lia à Nikos Kazantzakis en 1917-1918. Elle avait une vie personnelle libre et prit position en faveur des droits des femmes. En 1925, elle était membre de la Société d'étudiants. Elle était membre de l'Association pour l'enseignement à partir de 1925, candidate de la tendance de Glinos aux élections du 24 mars 1927.

Λάμπρος, Δημήτριος (Lampros, Dimitrios), juriste. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1921. Il appartenait à la tendance de Delmouzos, présent aux élections du 24 mars 1927, s'étant retiré en mai 1927.

Λαχανάς, Βασίλειος (Lachanas, Vasileios), né en 1893, notaire. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1924, candidat de la tendance de Glinos aux élections du 24 mars 1927.

Λέκα (Λέκκα), Βέρθα Σ. (Leka ou Lekka, Vertha S.), nom de jeune fille Rousopoulou [Ρουσοπούλου], née en 1870. Après avoir terminé ses études secondaires à l'École Arsakeion, elle étudia en 1901 à la faculté de médecine de l'université d'Athènes. Membre actif de l'Association des femmes en faveur de l'éducation de la femme et membre du conseil d'administration du Conseil national des femmes grecques, elle s'occupa de l'École supérieure féminine en 1922. Elle était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1910, candidate de la tendance de Delmouzos aux élections du 24 mars 1927, s'étant retirée en mai 1927.

Λευκαδίτης, Αθανάσιος (Lefkaditis, Athanasios), né en 1872 dans la ville d'Argostolion dans l'île de Céphalonie, gymnaste. Il était professeur de gymnastique depuis 1899, cadre fondateur du Corps des scouts grecs en 1910, enseignant à l'École normale d'enseignement primaire Marasleios sous la direction de Delmouzos. Il était membre de l'Association pour l'enseignement το 1927, candidat de la tendance de Delmouzos aux élections du 24 mars 1927.

Λιώκης, Λεωνίδας (Liokis, Leonidas), physicien, professeur à l'École normale d'enseignement primaire Marasleios sous la direction de Delmouzos. Il était candidat de la tendance de Delmouzos aux élections du 24 mars 1927, s'étant retiré en mai 1927.

Λουκόπουλος, Δημήτριος (Loukopoulos, Dimitrios), né en 1874 à Artotina, village de montagne en Doride en Grèce centrale, maître d'école, folkloriste, employé aux Archives Folkloriques de l'Académie d'Athènes en 1926. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1921, candidat de la tendance de Delmouzos aux élections du 24 mars 1927, s'étant retiré en mai 1927.

Μαραγκού, Έφη (Maragou, Ephi), née en 1906 [son époux, Konstantinos Mavridis (Κωνσταντίνος Μαυρίδης), ingénieur, était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1921], peintre. Elle était membre de l'Association

pour l'enseignement depuis 1921, appartenant à la tendance de Delmouzos, présente aux élections du 24 mars 1927, s'étant retirée en mai 1927.

Μαραγκουδάκης, Θεόδωρος (Maragoudakis, Theodoros), professeur de travaux manuels à l'École normale d'enseignement primaire Marasleios sous la direction de Delmouzos et à l'Académie pédagogique. À l'Association pour l'enseignement, il appartenait à la tendance de Delmouzos, présent aux élections du 24 mars 1927, s'étant retiré en mai 1927.

Μαρούλης, Λεωνίδας (Maroulis, Leonidas), maître d'école. C'était un cadre du syndicalisme des enseignants de l'école primaire, membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1923, présent aux élections du 24 mars 1927.

Μαυρογορδάτος, Μιχαήλ [Μικές] (Mavrogordatos, Michaïl [Mikes]), né en 1891 à Marseille, descendant des familles aristocratiques de l'île de Chios en mer Égée, Mavrogordatos et Rallis [Ράλλης]. Partisan de la langue démotique, il appartenait, à l'Association pour l'enseignement, à la tendance de Delmouzos, absent à l'assemblée générale de février-mars 1927, s'étant retiré en mai 1927.

Μαυρογορδάτου, Σοφία (Mavrogordatou, Sophia), née en 1896, appartenant aux couches sociales de la grande-bourgeoisie [fille de Pinelopi Delta, épouse de Mikes Mavrogordatos]. Partisane de la langue démotique, elle était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1921, appartenant à la tendance de Delmouzos, présente aux élections du 24 mars 1927, s'étant retirée en mai 1927.

Μέγας, Γεώργιος Α. (Megas, Georgios A.), folkloriste, professeur de l'université. Né en 1893 à Mesimvria en Roumélie orientale dans l'Empire ottoman, il fit des études en lettres à l'université d'Athènes en 1910-1913. En 1914 et jusqu'en 1920, il enseigna en Macédoine comme professeur du grec. Il fut détaché aux Archives du folklore d'Athènes et en 1925 fut élu professeur à la faculté de philosophie de l'université d'Athènes. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1924, appartenant à la tendance de Delmouzos, présent aux élections du 24 mars 1927.

Μελά, Ναταλία (Mela, Natalia), nom de jeune fille Dragoumi [Δραγούμη], née en 1872 à Kifisia en Attique, issue des couches sociales de la grande-bourgeoisie [fille de l'ancien premier ministre Philippos Dragoumis (Φίλιππος Δραγούμης), sœur d'Ion Dragoumis (Ιων Δραγούμης), épouse du héros Pavlos Melas]. À l'Association pour l'enseignement, il appartenait à la tendance de Delmouzos, présente aux élections du 24 mars 1927.

Μερλιέ, Μέλπω (Merlier, Melpo), nom de jeune fille Logotheti [Λογοθέτη], née en 1889 à Xanthi en Thrace occidentale [épouse, à partir de 1923, d'Octave Merlier, helléniste, cadre de l'Institut Français d'Athènes], musicologue. Après avoir étudié à la Sorbonne, elle retourna en Grèce en 1925 où elle s'occupa des arts folkloriques. Elle était membre de l'Association pour

l'enseignement depuis 1911, candidate de la tendance de Delmouzos aux élections du 24 mars 1927.

Μηλιάδης, Ιωάννης (Miliadis, Ioannis), né en 1895 à Athènes, diplômé en lettres, professeur. Il étudia à l'université d'Athènes (il était lié à Elli Lampridou) et continua en Autriche et en Allemagne. En 1925, il était employé comme éphore des antiquités. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1924, candidat de la tendance de Glinos aux élections du 24 mars 1927.

Μιχελιδάκης, Εμμανουήλ (Michelidakis, Emmanouil), professeur de l'enseignement secondaire, étudiant à l'Académie pédagogique en 1924-1926. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1925, appartenant à la tendance de Glinos.

Μοάτσου, Δώρα (Moatsou, Dora), née en 1895 à Istanbul. Elle fit des études de lettres françaises à l'université d'Athènes et continua en 1919 à la Sorbonne (elle y connut, alors, sur place, Kostas Varnalis). Elle enseignait, en tant que professeure de lettres, à Athènes, en contact avec les milieux des lettres, s'adonnant à la poésie. À l'Association pour l'enseignement, elle appartenait à la tendance de Glinos, présente aux élections du 24 mars 1927.

Μπέρτος, Νικόλαος (Bertos, Nikolaos), né en 1885, archéologue. Il enseigna comme professeur à l'Académie pédagogique en 1924-1925 et servit comme employé supérieur au ministère de l'Éducation. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1926, candidat de la tendance de Glinos aux élections du 24 mars 1927.

Μπούκα (Bouka). Elle était présente aux élections du 24 mars 1927.

Μπραέσας, Δήμος (Braesas, Dimos), né en 1882 à Aitolikon (près de Missolonghi) en Étolie-Acarnanie en Grèce centrale, peintre. Il étudia à Athènes à l'École supérieure des beaux-arts, et il peignit des paysages et des natures mortes sous l'influence de l'impressionisme français. Il eut une activité syndicale et participa en 1910 à l'Association des artistes grecs. Il enseigna à l'École normale d'enseignement primaire Marasleios sous la direction de Delmouzos, et à l'Académie pédagogique en 1924-1926. À l'Association pour l'enseignement, il appartenait à la tendance de Delmouzos, présent aux élections du 24 mars 1927, s'étant retiré en mai 1927.

Μωραΐτης, Δ. (Moraïtis, D.).

Ναούμ, Αλεξάνδρα (Naoum, Alexandra). Elle était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1921, appartenant à la tendance de Delmouzos, présente aux élections du 24 mars 1927, s'étant retirée en mai 1927.

Ναυπλιώτου, Ζαχαρούλα (Nafpliotou, Zacharoula), institutrice. Elle était présidente du Syndicat des maîtres d'école du Pirée en 1919 (l'association se scinda en raison de la majorité des femmes à l'administration, avec le retrait des hommes et le changement subséquent du nom en Syndicat des institutrices

du Pirée). Elle exerça une activité syndicale dans la Fédération de l'enseignement de Grèce, élue membre de l'administration en 1922-1923 (Eleni Stergiopoulou [Ελένη Στεργιοπούλου] lui succéda), agissant également, en 1926-1927, comme membre de la Ligue des femmes grecques pour les droits des femmes. Elle appartenait à la tendance de Glinos, présente aux élections du 24 mars 1927.

Νεγρεπόντη, Ελένη (Negreponti, Eleni) (pseudonyme littéraire Alkis Thrylos [Άλκης Θρύλος]), née en 1896 à Athènes, dans les couches de la grande-bourgeoisie [descendante d'une famille de la grande-bourgeoisie ayant des branches dans l'île de Chios, à Alexandrie, à Londres, en Roumanie (son père était Miltiadis Negrepontis [Μιλτιάδης Νεγρεπόντης], économiste, député de 1910 à 1920, ministre de l'Économie sous le gouvernement de Défense nationale en 1916 et par conséquent dans le gouvernement de Venizélos à Athènes jusqu'en 1920)] [son époux était Polyvios Koryllos (Πολύβιος Κορύλλος), médecin, professeur en chirurgie], auteure d'essais littéraires. Elle fut membre active de la Ligue des femmes grecques pour les droits des femmes, en 1918, et présidente de l'Association des femmes en faveur de l'éducation de la femme. Elle était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1921, candidate de la tendance de Glinos aux élections du 24 mars 1927.

Νικητάκης, Δημήτριος (Nikitakis, Dimitrios), diplômé en lettres, professeur de l'enseignement secondaire. Il était membre de l'Association pour l'enseignement en 1927, candidat de la tendance de Delmouzos aux élections du 24 mars 1927, s'étant retiré en mai 1927.

Οικονόμου, Κώστας (Ikonomou, Kostas).

Οικονόμου, Μιχαήλ (Ikonomou, Michaïl), né en 1896, diplômé en lettres, membre fondateur au premier congrès du Parti socialiste ouvrier de Grèce en 1918, délégué au second congrès du parti en 1920 [le parti changea de nom et devint le Parti socialiste ouvrier de Grèce (communiste)] et au congrès extraordinaire pour les élections en 1920. Il se retira du parti en 1923. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1926, candidat de la tendance de Glinos aux élections du 24 mars 1927.

Οικονόμου, Όλγα (Ikonomou, Olga), institutrice, active dans le syndicalisme des enseignants, féministe (elle était membre du Conseil national des femmes grecques, également membre de la Ligue des femmes grecques pour les droits des femmes). Dans l'Association pour l'enseignement, elle appartenait à la tendance de Glinos, présente aux élections du 24 mars 1927.

Παϊδούση, Ειρήνη (Païdousi, Eirini). Elle appartenait à la tendance de Delmouzos, présente aux élections du 24 mars 1927.

Παϊδούσης, Παντελής (Païdousis, Pantelis), né en 1886, éducateur, enseignant à l'École normale d'enseignement primaire Marasleios sous la direction de Delmouzos, directeur de l'école-modèle en 1926. Il était membre

de l'Association pour l'enseignement en 1927, candidat de la tendance de Delmouzos aux élections du 24 mars 1927, s'étant retiré en mai 1927.

Πανοπούλου (Panopoulou). Elle appartenait à la tendance de Glinos, présente aux élections du 24 mars 1927.

Παπά, Κατίνα (Papa, Katina), née en 1900, professeure de lettres dans l'enseignement secondaire. En 1924-1925, elle fut étudiante à l'Académie pédagogique. À l'Association pour l'enseignement, elle appartenait à la tendance de Glinos présente aux élections du 24 mars 1927.

Παπαγεωργίου, Βασίλειος Γ. (Papageorgiou, Vasileios G.), instituteur, en 1915 inspecteur de l'Enseignement publique, en 1924 inspecteur des écoles primaires de l'île de Céphalonie. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1926, candidat de la tendance de Glinos aux élections du 24 mars 1927.

Παπαγεωργίου, Κωνσταντίνος (Papageorgiou, Konstantinos), professeur de l'enseignement secondaire.

Παπαγεωργίου, Παναγιώτης (Papageorgiou, Panagiotis), maître d'école enseignant le grec. Il était présent aux élections du 24 mars 1927.

Παπαδημητρίου (Papadimitriou), personne présente à la séance du 4 mars 1927.

Παπαδημητρίου, Άννα (Papadimitriou, Anna), employée de banque. Elle s'occupa de l'École supérieure féminine en 1922 et était membre de la Ligue des femmes grecques pour les droits des femmes en 1925. À l'Association pour l'enseignement, elle appartenait à la tendance de Glinos.

Παπαδόπουλος, Γεώργιος (Papadopoulos, Georgios) [pseudonyme littéraire Markos Avgeris (Μάρκος Αυγέρης)], né en 1884 à Ioannina en Épire. Il suivit sa scolarité à l'École Zosimaia et étudia la médecine à l'université d'Athènes. Il travailla comme médecin et comme médecin militaire jusqu'en 1922. Après 1926, il fut employé comme inspecteur de la santé au ministère du Travail. Il écrivit à partir de 1904 de la poésie et de la littérature, en contact avec le milieu de Nikos Kazantzakis et de Kostas Varnalis, étant idéologiquement un radical libéral jusqu'en 1922. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1926, candidat de la tendance de Glinos aux élections du 24 mars 1927.

Παπαμαύρος, Μιχαήλ (Papamavros, Michaïl), né dans l'île de Chios en mer Égée, en 1891, éducateur. Il apprit l'allemand à Athènes en 1909-1911 et, en 1913-1919, fit des études avec une bourse dans des universités allemandes, dans les domaines de la philosophie, de la pédagogie et des lettres. De 1919 jusqu'à la défaite en Asie mineure, il fut employé dans des postes publics. À Athènes, en 1923, il avait la fonction de sous-directeur à l'École normale d'enseignement primaire Marasleios – enseignant aussi à l'Académie pédagogique –, jusqu'en 1926 où il fut écarté en raison des « événements de Marasleios ». Il était directeur de la revue *Ergasia* en 1923-1925. Il était

membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1923, candidat de la tendance de Delmouzos aux élections du 24 mars 1927, s'étant retiré en mai 1927.

Παπαμιχαήλ, Επαμεινώνδας Γ. (Papamichaïl, Epameinondas G.), né en 1871 à Vourvoura, village de montagne en Arcadie dans le Péloponnèse. Il étudia la philosophie et la pédagogie à Athènes ; il fit des études postuniversitaires en Allemagne et travailla dans l'enseignement primaire. Il écrivit des manuels scolaires pour les élèves du primaire (en 1918 avec Andreas Karkavitsas [Ανδρέας Καρκαβίτσας] et en 1924 avec Dimosthenis Voutyras [Δημοσθένης Βουτυράς]). Il s'occupa de littérature à partir de 1910, et de poésie. Il était membre de l'Association pour l'enseignement en 1927, appartenant à la tendance de Glinos, présent aux élections du 24 mars 1927.

Παπαναστασίου, Χρ. (Papanastasiou, Chr.), présent aux élections du 24 mars 1927.

Παπάς, Β. (Papas, V.). Il était présent aux élections du 24 mars 1927.

Παπασπυρίδη, Κλεοσέμνη [Σέμνη] (Papaspyridi, Kleosemni [Semni]), née en 1898 à Tripolis en Arcadie dans le Péloponnèse, archéologue. Elle était étudiante du professeur d'archéologie à l'université d'Athènes Christos Tsountas [Χρήστος Τσούντας], employée depuis 1922 à Athènes au Musée national d'archéologie comme spécialiste en poteries. En 1927, elle écrivit un guide du musée (Semni Papaspyridi, *Guide du Musée National : marbres, bronzes et vases*, Musée archéologique national d'Athènes - Éditions Rallis, Athènes 1927). Elle se trouva en contact, en 1924, avec le milieu de Nikos Kazantzakis et par la suite avec le couple Ioannis Imvriotis et Rosa Imvrioti. Elle était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1924, liée personnellement à Christos Karouzos, et candidate de la tendance de Glinos aux élections du 24 mars 1927.

Παραράς, Λάμπρος Α. (Pararas, Lampros A.), né en 1893 à Vourla près de Smyrne. Dans l'enseignement secondaire, il était élève de Glinos au Lycée gréco-allemand de Kyriakos Giannikis à Smyrne en 1907. Il étudia les lettres à l'université d'Athènes, où il finit ses études en 1916. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1922, appartenant à la tendance de Delmouzos, présent aux élections du 24 mars 1927, s'étant retiré en mai 1927.

Παρασκευοπούλου, Ελένη (Paraskevopoulou, Eleni), nom de jeune fille Theotoki (Θεοτόκη), née en 1883 dans l'île de Corfou en mer Ionienne, descendante d'une famille de notables [le père était le comte Markos Theotokis (Μάρκος Θεοτόκης) et ses frères l'historien Spyridon Theotokis (Σπυρίδων Θεοτόκης), membre de l'Association pour l'enseignement, et le littérateur, socialiste et partisan de la langue démotique Konstantinos Theotokis (Κωνσταντίνος Θεοτόκης)]. Elle était infirmière de la Croix rouge, volontaire lors de la Première Guerre mondiale en France, installée avec son époux [Panagiotis Paraskevopoulos (Παναγιώτης Παρασκευόπουλος), docteur

en épidémiologie, ayant étudié à Paris], après 1918, dans la ville de Volos en Thessalie. Elle s'occupa d'œuvres de charité et de soins aux refugiés et fut élue en 1923 membre de l'administration du Lycée des femmes grecques de Volos. À l'Association pour l'enseignement, elle appartenait à la tendance de Glinos, présente aux élections du 24 mars 1927.

Παράσχης, Ευάγγελος (Paraschis, Evagelos), instituteur, membre du conseil administratif de la Fédération de l'enseignement de Grèce, Il appartenait à la tendance de Delmouzos, présent aux élections du 24 mars 1927.

Πασαγιάννης, Κωνσταντίνος (Pasagiannis, Konstantinos), né en 1872 à Androusa en Messénie dans le Péloponnèse. Il termina ses études à la faculté de droit de l'université d'Athènes en 1900 ; il servit dans la branche judiciaire en 1900-1912, il démissionna et s'occupa de journalisme. En 1916, il suivit Venizélos à Thessalonique et travailla au ministère de l'Économie nationale. S'occupant depuis 1892 de littérature, il était partisan de la langue démotique, membre fondateur de l'Association pour l'enseignement en 1910, appartenant à la tendance de Delmouzos.

Παχνός, Αλέξανδρος (Pachnos, Alexandros), né en 1890 dans l'île de Chios en mer Égée, avocat. Sous le gouvernement de Stylianos Gonatas, il fut nommé préfet de Drama-Kavalla en Macédoine orientale, en 1922-1923. Il fut élu député de l'île de Chios aux élections législatives de 1926 comme candidat venizéliste démocrate indépendant. À l'Association pour l'enseignement, il appartenait à la tendance de Delmouzos, présent aux élections du 24 mars 1927.

Πετμεζάς, Θρασύβουλος Γ. (Petmezas, Thracyvoulos G.), né en 1874 à Nauplie dans le Péloponnèse, descendant d'une famille aristocratique, juriste. Il enseignait comme professeur de droit commercial à la faculté de droit de l'université d'Athènes depuis 1912. Il fut élu député au parlement grec en 1910 et 1911 et fut nommé ministre de l'Intérieur en 1926 dans le gouvernement de Georgios Kondylis. Il était membre fondateur de la Société sociologique, en 1907, et de l'Association pour l'enseignement en 1910. Il était candidat de la tendance de Delmouzos aux élections du 24 mars 1927, s'étant retiré en mai 1927.

Πέτριτς, Αλέξανδρος (Petrich, Alexandros). Il appartenait à la tendance de Glinos, présent aux élections du 24 mars 1927.

Πολυχρονιάδου, Μαίρη (Polychroniadou, Mairi). Elle était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1921.

Ράλλης, Τ. (Rallis, T.), maître d'école. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1921, présent aux élections du 24 mars 1927.

Ρουχωτάς, Αριστείδης (Rouchotas, Aristeidis), né en 1884, instituteur. Il était conseiller en éducation élu, ayant une activité syndicale dans la Fédération de l'enseignement de Grèce, élu président en 1925. Dans

l'Association pour l'enseignement, il appartenait à la tendance de Glinos, présent aux élections du 24 mars 1927.

Σάρρας, Ξενοφών Κ. (Sarras, Xenophon K.), diplômé en lettres, employé aux Archives des Arts folkloriques en 1918-1926.

Σβώλος, Αλέξανδρος (Svolos, Alexandros), né en 1892 à Krousovo (Krouchevo) en Macédoine occidentale septentrionale, juriste. En 1917-1920, il était directeur du Travail au ministère de l'Économie nationale, puis administrateur civil à Brousse en Asie mineure en 1921-1922. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1921, appartenant à la tendance de Glinos, candidat (indépendant) aux élections du 24 mars 1927.

Σβώλου, Μαρία (Svolou, Maria), nom de jeune fille Desypri (Δεσύπρη), née en 1895 à Athènes [épouse de Svolos]. Elle étudia la langue française et travailla comme inspectrice du travail au ministère de l'Économie nationale jusqu'à son mariage en 1923. Elle était depuis 1920 secrétaire générale de la Ligue des femmes grecques pour les droits des femmes, membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1926. Elle était candidate de la tendance de Glinos aux élections du 24 mars 1927.

Σιαμπανίδης, Φίλιππος (Siampanidis, Philippos), né à Istanbul, maître d'école, dans le milieu d'Alexandros Pallis [Αλέξανδρος Πάλλης]. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1925, candidat de la tendance de Delmouzos aux élections du 24 mars 1927.

Σιδέρης, Ιωάννης (Sideris, Ioannis), né en 1898 à Athènes, diplômé en lettres, professeur de l'enseignement secondaire s'intéressant au théâtre. À l'Association pour l'enseignement, il appartenait à la tendance de Glinos, présent aux élections du 24 mars 1927.

Σκλαβουνάκου, Στέλλα (Sklavounakou, Stella), écrivaine de livres pour enfants. Elle était présente aux élections du 24 mars 1927.

Σκουριώτης, Παναγιώτης (Skouriotis, Panagiotis), docteur en droit, cadre du parti des libéraux (préfet de Drama-Kavalla en Macédoine orientale en 1915 sous le gouvernement de Venizélos). Ancien membre de l'Association pour l'enseignement – depuis 1911, en action jusqu'en 1927 –, il appartenait à la tendance de Delmouzos.

Στάθη, Φ. (Stathi, F.), membre de la Société d'étudiants. À l'Association pour l'enseignement, elle appartenait à la tendance de Glinos, présente aux élections du 24 mars 1927.

Στάθης, Δημήτριος (Stathis, Dimitrios), maître d'école.

Στελλάκης, Μιχαήλ (Stellakis, Michaïl), avocat. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1910 (cofondateur), absent à l'assemblée générale de février-mars 1927, candidat de la tendance de Delmouzos aux élections du 24 mars 1927 (absent au vote).

Στυλιανός, Κ. (Stylianos, K.).

Συκώκης, Ιωάννης Μ. (Sykokis, Ioannis M.), né en 1871, maître d'école de catégorie B΄ à partir de 1892 et instituteur à partir de 1909. Il écrivit un abécédaire en 1923 et collabora avec Konstantinos Pasagiannis à la rédaction d'un manuel scolaire en 1925. Dans l'Association pour l'enseignement, il appartenait à la tendance de Delmouzos, présent aux élections du 24 mars 1927.

Σωμερίτης, Ευστράτιος Ρ. (Someritis, Efstratios P.), né en 1901 à Calcutta en Inde, juriste. Il partageait l'idéologie socialiste et était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1924, candidat de la tendance de Glinos aux élections du 24 mars 1927.

Σωτηριάδης, Γεώργιος (Sotiriadis, Georgios), né en 1852 à Demirhisar (Sidirokastron) dans la région de Serrès en Macédoine orientale, historien, archéologue réalisant des fouilles. Il étudia à Athènes et en Allemagne ; en 1912, il fut élu professeur d'histoire à l'université d'Athènes et en 1926 professeur d'histoire (et premier recteur) à l'université de Thessalonique. Il fut également élu membre de l'Académie d'Athènes. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1910, appartenant à la tendance de Delmouzos, présent aux élections du 24 mars 1927.

Σωτηρίου, Κωνσταντίνος Δ. (Sotiriou, Konstantinos D.), né en 1889 à Markopoulon en Attique, diplômé en lettres. Il étudia à l'université d'Athènes en 1909-1912 et à l'École normale de l'enseignement secondaire en 1912-1913. Il travailla dans l'enseignement secondaire en 1914-1915 et ensuite partit faire des études postuniversitaires, en 1916-1920, en Suisse. Il était membre fondateur de l'École supérieure féminine en 1921 et enseignant de cet établissement pendant les années 1921-1923. En 1924, il enseigna en 1924 à l'Académie pédagogique. Il occupait la fonction, en 1924-1926, de directeur de l'enseignement primaire au ministère de l'Éducation. Il était partisan du matérialisme historique, membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1913. La sœur de son épouse, Vasiliki (Kiki) Pipinopoulou, [Βασιλική (Κική) Πιπινοπούλου], institutrice, née en 1886, était aussi membre de l'Association pour l'enseignement. Il était candidat de la tendance de Glinos aux élections du 24 mars 1927.

Ταμπακοπούλου, Αρσινόη (Tabakopoulou, Arsinoï), partisane de la langue démotique. Elle collabora avec Theoni Drakopoulou [Θεώνη Δρακοπούλου] (pseudonyme Myrtiotissa [Μυρτιώτισσα]), et publia en 1926 le livre *Un guide pour la première lecture selon la méthode de Montessori* [*Ένας Οδηγός για την Πρώτη Ανάγνωση κατά το σύστημα Μοντεσσόρι*]. À l'Association pour l'enseignement, elle était présente aux élections du 24 mars 1927.

Τεγόπουλος, Στυλιανός Αθ. (Tegopoulos, Stylianos Ath.). Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1925, candidat de la tendance de Glinos aux élections du 24 mars 1927.

Τζουμελέας, Σταύρος Γ. (Tzoumeleas, Stavros G.), diplômé en lettres, né en 1875 à Itylon en Laconie dans le Péloponnèse, instituteur depuis 1900. Il servit en tant que professeur de l'enseignement secondaire à partir de 1905, et en tant qu'inspecteur général de l'enseignement secondaire à partir de 1923. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1922, appartenant à la tendance de Delmouzos, présent aux élections du 24 mars 1927, s'étant retiré en mai 1927.

Τριανταφυλλίδης, Μανόλης Α. (Triantaphyllidis, Manolis A.), né en 1883, originaire de Kozani en Macédoine occidentale et d'Émathie en Macédoine centrale, linguiste. Il étudia à la faculté de philosophie de l'université d'Athènes et continua en Allemagne en 1907-1909, 1912 et 1920-1923. En 1926, il fut nommé professeur à l'université de Thessalonique. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1913 ; il figura comme candidat sur la liste de Delmouzos aux élections du 24 mars 1927 sans être présent.

Τριανταφυλλόπουλος, Κωνσταντίνος Δ. (Triantaphyllopoulos, Konstantinos D.), né en 1881 à Karpenision en Eurytanie en Grèce centrale, professeur de droit, membre fondateur de la Société sociologique en 1907 et de l'Association pour l'enseignement en 1910. Il était absent à l'assemblée générale de février-mars 1927, candidat de la tendance de Delmouzos aux élections du 24 mars 1927 (absent au vote), s'étant retiré en mai 1927.

Τσαμασφύρος, Δημήτριος Ν. (Tsamasfyros, Dimitrios N.), né en 1871 dans l'île de Skiathos en mer Égée, physicien. Il était instituteur depuis 1890, professeur de l'enseignement secondaire depuis 1914, inspecteur après 1923. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1921, appartenant à la tendance de Delmouzos, présent aux élections du 24 mars 1927, s'étant retiré en mai 1927.

Φλώρος, Θάνος Γ. (Floros, Thanos G.). Il était présent aux élections du 24 mars 1927.

Φωκάς, Αλέξανδρος (Phokas, Alexandros), médecin microbiologiste. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1911, candidat de la tendance de Delmouzos aux élections du 24 mars 1927 (absent au vote), s'étant retiré en mai 1927.

Φωκάς, Δημήτριος (Phokas, Dimitrios), né en 1886, officier de la marine. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1910 (cofondateur), appartenant à la tendance de Delmouzos, présent aux élections du 24 mars 1927, s'étant retiré en mai 1927.

Φωτιάδης, Φώτης (Photiadis, Photis), né en 1849, médecin. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1910 (cofondateur), absent à l'assemblée générale de février-mars 1927, candidat de la tendance de Delmouzos aux élections du 24 mars 1927 (absent au vote).

Χαζάπης, Αθανάσιος (Chazapis, Athanasios), instituteur. Il était présent aux élections du 24 mars 1927.

Χατζάκης, Σεραφείμ Κ. (Chatzakis, Serafeim K.), né en 1873 à Athènes, maître d'école depuis 1893. Il était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1922, présent aux élections du 24 mars 1927.

Χατζημιχάλη, Αγγελική (Chatzimichali, Ageliki), née en 1895 à Athènes, folkloriste. Elle était membre de l'Association pour l'enseignement depuis 1921, candidate de la tendance de Delmouzos aux élections du 24 mars 1927, s'étant retirée en mai 1927.

Χονδρομήτρος, Κ. (Chondromitros, K.). Il appartenait à la tendance de Glinos, présent aux élections du 24 mars 1927.

Χρύσης, Εμμανουήλ (Chrysis, Emmanouil), instituteur, membre du conseil administratif de la Fédération de l'enseignement de Grèce. Il appartenait à la tendance de Delmouzos, présent aux élections du 24 mars 1927.

Χωραφάς, Αντώνιος Ν. (Chorafas, Antonios N.), né en 1874, diplômé en lettres, professeur de l'enseignement secondaire depuis 1898, directeur de collège depuis 1923. C'était un cadre du syndicalisme des professeurs de l'enseignement secondaire. À l'Association pour l'enseignement, il appartenait à la tendance de Glinos, présent aux élections du 24 mars 1927.

Sources : Collection de documents d'Alexandros Dagkas, Dossier de documents « Assemblée générale 1927. Le compte rendu de l'assemblée générale, 16 février - 24 mars 1927 » ; témoignages, interviews ; renseignements issus de sources bibliographiques (cf. dans la bibliographie, instruments de travail).

Annexe IV

Publication, dans la presse, des noms des membres de l'Association pour l'enseignement qui partirent en mai 1927 (en grec).

Θρ. Πετμεζάς [Θρασύβουλος Γ. Πετμεζάς]
Δ. Φωκάς [Δημήτριος Φωκάς]
Αλ. Δελμούζος [Αλέξανδρος Π. Δελμούζος]
Κ. Βαρβαρέσος [Κυριάκος Βαρβαρέσος] [membre absent aux élections du 24 mars 1927]
Π. Δέλτα [Πηνελόπη Μπενάκη-Δέλτα] [membre absent aux élections du 24 mars 1927 (elle envoya un mandataire, auquel on ne permit pas de voter)]
Κ. Τριανταφυλλόπουλος [Κωνσταντίνος Τριανταφυλλόπουλος] [membre absent aux élections du 24 mars 1927]
Δ. Δαμασκηνός [Δημήτριος Δαμασκηνός]
Ιάκ. Βαχαβιόλος [Ιάκωβος Βαχαβιόλος]
Δημ. Τσαμασφύρος [Δημήτριος Τσαμασφύρος]
Μ. Παπαμαύρος [Μιχαήλ Παπαμαύρος]
Β. Λέκα [Βέρθα Σ. Λέκα (Λέκκα)]
Δ. Βαμβέτσος (erreur dans l'initiale du prénom) [Αλέξανδρος Βαμβέτσος] [membre absent aux élections du 24 mars 1927]
Δημ. Ανδρεάδης [Δημοσθένης Ανδρεάδης]
Β. Κουτσογιάννης (erreur dans le nom et prénom) [Παύλος Κατσογιάννης]
Αγ. Χατζημιχάλη [Αγγελική Χατζημιχάλη]
Μ. Βάρβογλης [Μάριος Βάρβογλης]
Σ. Τζουμελέας [Σταύρος Τζουμελέας]
Μ. Παραράς (erreur dans l'initiale du prénom) [Λάμπρος Παραράς]
Σμ. Δημαρά [Σμαράγδα Ρακτιβάν-Δημαρά]
Δ. Λάμπρος [Δημήτριος Λάμπρος]
Ιουλ. Δραγούμη [Ιουλία Πασπάτη-Δραγούμη] [membre absent aux élections du 24 mars 1927]
Παντ. Παϊδούσης [Παντελής Παϊδούσης]
Ι. Κατσούλης [Ιωάννης Κατσούλης]
Τέλος Άγρας (pseudonyme) [Ευάγγελος Ιωάννου]
Αλ. Ναούμ [Αλεξάνδρα Ναούμ]
Δ. Αναγνωστόπουλος [Δημήτριος Αναγνωστόπουλος]
Α. Ζάνας [Αλέξανδρος Ζάννας] [membre absent aux élections du 24 mars 1927]
Μ. Μαυρογορδάτος [Μικές Μαυρογορδάτος] [membre absent aux élections du 24 mars 1927]

Δ. Νικητάκης [Δημήτριος Νικητάκης]

Κ. Δημαράς [Κωνσταντίνος Δημαράς]

Ε. Βουρλούμη [Ελευθερία Βουρλούμη]

Κ. Μαραγκουδάκης (erreur dans l'initiale du prénom) [Θεόδωρος Μαραγκουδάκης]

Ευάγ. Κακούρος [Ευάγγελος Κακούρος] [candidat absent lors des élections du 24 mars 1927]

Μπραέσας [Δήμος Μπραέσας]

Έφη Μαραγκού [Έφη Μαραγκού-Μαυρίδου]

Κ. Ελευθερουδάκης [Κωνσταντίνος Ελευθερουδάκης] [membre absent aux élections du 24 mars 1927]

Δ. Λουκόπουλος [Δημήτριος Λουκόπουλος]

Α. Δοανίδης (erreur dans l'initiale du prénom) [Ιωάννης Π. Δοανίδης] [membre absent aux élections du 24 mars 1927]

Σοφ. Μαυρογορδάτου [Σοφία Δέλτα-Μαυρογορδάτου]

Α. Φωκάς [Αλέξανδρος Φωκάς] [membre absent aux élections du 24 mars 1927]

Αλ. Δέλτα [Αλεξάνδρα Δέλτα-Παπαδοπούλου]

Λεων. Λιόκης [Λεωνίδας Λιώκης]

Αμ. Δραγούμη [Αμαρυλλίς Ζάννου-Δραγούμη]

Source : *Ελεύθερον Βήμα*, 13-5-1927, p. 5, « Lettres. La question de l'Association pour l'enseignement ».

Bibliographie

1. Sources inédites.

1.1. Archives.

1.1.1. Sources officielles.

1.1.1.1. Archives nationales.
Πρακτικά Συνεδριάσεων της Βουλής, 1927.
Archives de la Cour d'appel de Thessalonique, 1925.

1.1.1.2. Archives internationales.
Archives centrales de la Marine - France [ACM].
Public Record Office [PRO], Foreign Office [FO].

1.1.2. Sources non officielles.

1.1.2.1. Archives nationales.
Collection de documents d'Alexandros Dagkas, Dossier de documents «Εκπ. Όμιλος. Πραχτικά της γενικής συνέλευσης 16 Φλεβάρη - 24 του Μάρτη 1927 [Assemblée générale 1927. Le compte rendu de l'assemblée générale, 16 février - 24 mars 1927]».
Αρχείο Κομμουνιστικού Κόμματος Ελλάδας [Archives du Parti communiste de Grèce], συλλογή Λεωνίδα Στρίγγου, Βουκουρέστι [collection de Leonidas Strigos, Bucarest].
Ιστορικό Αρχείο Αριστοτελείου Πανεπιστημίου Θεσσαλονίκης - Ινστιτούτο Νεοελληνικών Σπουδών - Αρχείο Μανόλη Τριανταφυλλίδη [Archives historiques de l'Université Aristote de Thessalonique - Institut des études néohelléniques - Archives de Manolis Triantaphyllidis], Εκπαιδευτικός Όμιλος [Association pour l'enseignement].

1.1.2.2. Archives internationales.
Karl-Marx-Universität Archiv, Universitätsarchiv Leipzig (UAL).
Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis - Amsterdam.

1.2. Sources documentaires.
Eduard Bernsteins Briefwechsel mit Karl Kautsky (1912-1932), Eva Bettina Görtz (Hg.) [International Instituut voor Sociale Geschiedenis Amsterdam], Campus Verlag, Frankfurt etc. 2011.

Sidéris, A. - Couriel, A. - Dimitratos, P., *Rapport succinct sur le mouvement syndicaliste et socialiste en Grèce*, Londres 1918.

Αλληλογραφία της Π. Σ. Δέλτα, 1906-1940, Ξενοφών Λευκοπαρίδης (επιμέλεια), Εστία, Αθήνα 1957.

1.3. Sources orales.

1.3.1. Interviews enregistrées.

Δίγκας-Χαρδαλιάς, Νικόλαος [Digkas-Chardalias, Nikolaos] (né en 1925), fils de Dimosthenis Chardalias, Thessalonique, 11 juillet 2018.

Ξηροτύρης Ιωάννης [Xirotyris Ioannis] (1900-2004), 6 décembre 1993.

1.3.2. Renseignements.

Γεωργιάδου-Κατσουλάκου, Αγγελική [Katsoulakou-Georgiadou, Ageliki] (1921-2014), fille de Georgios Georgiadis, Athènes 1992.

Γιαννιού, Μυρτώ [Gianniou, Myrto] (1914-), fille de Nikos Giannios et d'Athina Gaïtanou-Gianniou, Athènes 1992.

Ιμβριώτης, Γιάννης [Imvriotis, Giannis] (1898-1979), Athènes 1977.

Καστρινός, Στρατής [Kastrinos, Stratis] (1908-2003), frère de Nikos Kastrinos, Athènes 1981.

Κορδάτος, Αλέξανδρος [Kordatos, Alexandros] (1931-2007), fils de Gianis Kordatos, témoignage, Athènes 1995.

Ρούσος, Πέτρος [Rousos, Petros] (1908-1992), témoignage, Athènes 1980.

Σκλάβος, Κώστας [Sklavos, Kostas] (1901-), témoignage, Athènes 1989.

Τόμπρα, Χαρά [Tompra, Chara], nièce de Dimosthenis Ligdopoulos, témoignage, Athènes 2003.

2. Sources éditées.

2.1. Statistiques.

Ministère de l'Économie nationale - Statistique Générale de la Grèce - Section VI, *Statistique de l'enseignement pendant l'année scolaire 1926-1927. Partie A - Enseignement primaire, Volume I - Écoles - institutions d'enseignement*, Imprimerie Nationale, Athènes 1931.

Ministère de l'Économie nationale - Statistique Générale de la Grèce - Section VI, *Statistique de l'enseignement pendant l'année scolaire 1926-1927. Partie A - Enseignement primaire, Volume II - Personnel enseignant - élèves*, Imprimerie Nationale, Athènes 1931.

Ministère de l'Économie nationale - Statistique Générale de la Grèce - Section VI, *Statistique de l'enseignement pendant l'année scolaire 1926-1927. Partie B - Enseignement Secondaire*, Imprimerie Nationale, Athènes 1932.

Ministère de l'Économie nationale - Statistique Générale de la Grèce, *Statistique de la presse périodique hellénique pendant l'année 1927,* Imprimerie Nationale, Athènes [1931].

2.2. Mémoires écrits.

Οικονόμου, Μιχαήλ [Ikonomou, Michaïl], *Το Βήμα* (Athènes), 7 novembre 1978.

Μπεναρόγια, Αβραάμ [Benaroya, Avraam], *Το Βήμα* (Athènes), 7 novembre 1978.

3. Presse.

3.1. Presse nationale.

3.1.1. Journaux.

Διδασκαλικόν Βήμα (Αθήναι [Athènes])
Ελεύθερον Βήμα (Αθήναι [Athènes])
Το Φως (Θεσσαλονίκη [Thessalonique])

3.1.2. Revues.

Αναγέννηση (Αθήνα [Athènes])
Δελτίο του Εκπαιδευτικού Ομίλου (Αθήνα [Athènes])

3.2. Presse internationale.

3.2.1. Journaux.

L'Humanité (Paris)
Basler Vorwärts (Basel)

3.2.2. Revues.

Correspondance internationale des jeunesses (Vienne)
International Socialist Review (Chicago)
L'école émancipée (Paris)
La correspondance internationale (Vienne)
Le Bulletin communiste (Vienne)
Le Courrier UNESCO (Paris).
The Class Struggle (Brooklyn, N.Y.)

4. Ouvrages, articles, études.

4.1. Thèses de doctorat.

Fragoudaki, Anna, *Réforme pédagogique et intellectuels libéraux*, thèse de doctorat sous la direction de Viviane Isambert-Jamati, Université René Descartes - Paris V, Faculté des sciences de l'éducation, 1975.

Rasis, Spyridon P., *Demetres Glenos and Educational Demoticism in Greece*, Thesis / University of Illinois, Urbana (Illinois) 1980.

Terzis, Nikolaos, *Die reformpädagogische Bewegung Griechenlands zwischen Traditionalismus und Modernisierung (1902-1920): Der erzieherische Demotikismus*, Peter D. Lang, Frankfurt a.M. etc. 1980.

Αθανασιάδης, Θεοχάρης, *Η διδασκαλική ομοσπονδία Ελλάδος (ΔΟΕ) στο μεσοπόλεμο: η ίδρυση και η πορεία της*, διδακτορική διατριβή, επιβλέπων Χαράλαμπος Νούτσος, Πανεπιστήμιο Ιωαννίνων. Φιλοσοφική Σχολή, Τμήμα Φιλοσοφίας, Παιδαγωγικής και Ψυχολογίας, 1999.

Μελετιάδης, Χαράλαμπος, *Δημήτρης Γληνός: παιδαγωγική θεωρία και πράξη*, διδακτορική διατριβή - επιβλέπων Χρήστος Φράγκος, Αριστοτέλειο Πανεπιστήμιο Θεσσαλονίκης, 1989.

Μπουμπούς, Γιώργος, *Η ελληνική κοινωνία στην πρώιμη μαρξιστική σκέψη: Γ. Σκληρός - Γ. Κορδάτος (1907-1930)*, διδακτορική διατριβή, επιβλέπουσα Ρένα Σταυρίδη-Πατρικίου, Πάντειο Πανεπιστήμιο Κοινωνικών και Πολιτικών Επιστημών - Τμήμα Πολιτικής Επιστήμης και Διεθνών Σπουδών, 1996.

Παλούκης, Κώστας, *Το Αρχείον του Μαρξισμού, 1919-1934*, διδακτορική διατριβή, Πανεπιστήμιο Κρήτης - Τμήμα Ιστορίας και Αρχαιολογίας, επιβλέπων Χρήστος Χατζηιωσήφ, 2016.

Σπανάκου, Ζωή, *Η έννοια της ιστορικής νομοτέλειας στο μεσοπολεμικό έργο του Γιάννη Κορδάτου*, διδακτορική διατριβή, επιβλέπων Αύγουστος Μπαγιώνας, Αθήνα, Πάντειο Πανεπιστήμιο, 1991.

4.2. Ouvrages, articles, études de la période jusqu'aux années 1920.

Barbusse, Henri, *Les Bourreaux. Dans les Balkans - La Terreur Blanche - Un formidable procès,* Ernest Flammarion, Paris 1926.

Bauer, Otto, *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*, Verlag der Wiener Volksbuchhandlung Ignaz Brand, Wien 1907.

Boukharine, N., *ABC du communisme*, Librairie de l'Humanité, Paris 1925.

Brand, E. - Valetsky, H., *Le Communisme et Pologne*, Librairie de l'Humanité, Paris 1024.

Bryant, Louise, *Six Red Months in Russia. An Observers Account of Russia Before and During the Proletarian Dictatorship*, George H. Doran Company, New York 1918.

Bucharin, N. - Preobraschensly, E., *Das ABC des Kommunismus. Populäre Erläuterung des Programms der Kommunistischen Partei Rußlands (Bolschewiki)*, Verlag des Kommunistischen Internationale, Hamburg 1921.

Chamberlin, William Henry, *Soviet Russia. A Living Record and a History*, Little, Brown, and Company, Boston 1930.

Dewey, John, *Impressions of Soviet Russia and the revolutionary world*, New Republic Inc., New York 1929.

Frœlich, P., *La Terreur blanche en Allemagne*, Librairie de l'Humanité, Paris 1924.

Glebov, A., *Les Syndicats russes et la Révolution*, Librairie de l'Humanité, Paris 1923.

Hilferding, Rudolf, "Das Finanzkapital. Eine Studie über die jüngste Entwicklung des Kapitalismus", *Marx-Studien, Blätter zur Theorie und Politik des wissenschaftlichen Sozialismus*, herausgegeben von Dr. Max Adler und Dr. Rudolf Hilferding, Band III, Wiener Volksbuchhandlung, Wien 1923[2].

Kautsky, Karl, *Das Erfurter Programm in seinem grundsätzlichen Teil*, J. H. W. Dietz, Stuttgart 1899[3].

- *Die Internationale und Sowjet-Russland*, Dietz Verlag, Berlin 1925.

Kertjenzev, *Les Alliés et la Russie*, Librairie de l'Humanité, Paris 1923.

Kollontaï, *L'Ouvrière et la Paysanne dans la République Soviétique*, Librairie de l'Humanité, Paris 1923.

- *La Famille et l'État Communiste*, Librairie de l'Humanité, Paris 1923.

Kropotkine, Pierre, *Aux jeunes gens*, Temps Nouveaux, Paris 1904.

Leder, Z., *L'Offensive du Capital et l'unité du front prolétarien*, Librairie de l'Humanité, Paris 1923.

Lenin, N., *Staat und Revolution. Die Lehre des Marxismus vom Staat und die Aufgaben des Proletariats in der Revolution*, Rote Fahne - Kommunistische Bibliothek Nr. 4, Berlin, 1919.

- *Die Diktatur des Proletariats und der Renegat K. Kautsky*, Vulkan Verlag, Leipzig 1919.

- *Der Imperialismus als jüngste Etappe des Kapitalismus*. Wien und Berlin Verlag für Literatur und Politik, Berlin 1926.

Lénine, N., *L'État et la révolution*, Librairie de l'Humanité - collection Bibliothèque communiste, Paris 1921.

- *L'Impérialisme, dernière étape du Capitalisme*, Librairie de L'Humanité, Paris 1925[2].

- *La Maladie infantile du Communisme* Librairie de l'Humanité, Paris 1921.

- *La Révolution prolétarienne*, Librairie de l'Humanité, Paris 1921.

- *Le rôle de la Jeunesse Communiste*. Librairie de l'Humanité, Paris 1921.

- *Les Problèmes du pouvoir des Soviets* Librairie de l'Humanité, Paris 1921.

- *Les Bolchéviks et les Paysans* Librairie de l'Humanité, Paris 1921.

- *Lettre aux Ouvriers Américains* Librairie de l'Humanité, Paris 1921.

- *Sur la Route de l'Insurrection* Librairie de l'Humanité, Paris 1922.

- *Que faire ?*, Librairie de L'Humanité - collection Bibliothèque communiste, Paris 1925.

Luxemburg, Rosa, *Die Akkumulation des Kapitals. Ein Beitrag zur ökonomischen Erklärung des Imperialismus*. Vorwärts, Berlin 1913.

- *Le Programme Communiste*, Librairie de l'Humanité, Paris 1925.

Radek, Karl, *La Tactique communiste et l'Offensive du capital*, Librairie de l'Humanité, Paris 1923.

Ransome, Arthur, *Russia in 1919*, B. W. Huebch, New York 1919.

Souvarine, B., *Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste*, Librairie de l'Humanité, Paris 1923.

Staline, I., *Le Léninisme théorique et pratique*, Librairie de L'Humanité, Paris 1925.

Strong, Anna Louise, *Children of Revolution. Story of the John Reed Children's Colony on the Volga, which is as well a story of the whole great structure of Russia*, Pigott printing concern, Seattle 1925.

- *The First Time in History. Two Years of Russia's New Life*, *Introduction by Leon Trotsky*, Boni and Liveright, New York 1925.

Trotsky, L., *1905*, Librairie de l'Humanité, Paris 1922.

- *Entre l'Impérialisme et la Révolution*, Librairie de l'Humanité, Paris 1922.

- *La Commune de Paris et la Russie des Soviets*, Librairie de l'Humanité, Paris 1922.

- *La crise du Parti communiste français*, Librairie de l'Humanité, Paris 1923.

- *La Nouvelle politique économique des Soviets et la Révolution mondiale*. Librairie de l'Humanité, Paris 1922.

- *Le Communisme en France et l'Internationale*, Librairie de l'Humanité, Paris 1924.

- *Le Salut du Parti communiste français*, Librairie de l'Humanité, Paris 1923.

- *Le Terrorisme*, Librairie de l'Humanité, Paris 1924.

- *Nouvelle Étape*, Librairie de l'Humanité, Paris 1024.

- *Terrorisme et Communisme*, Librairie de l'Humanité, Paris 1923.

Trotski, Léon, *Cours nouveau*, Librairie du Travail, Paris 1924.

Trotsky, Leon, *Literature and Revolution*, International Publishers, New York 1925.

- *The Lessons of October 1917*, Labour Publishing Co., London 1925.

Varga, E., *La Dictature du Prolétariat*, Librairie de l'Humanité, Paris 1923.

Zetkin, C., *Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne*, Librairie de l'Humanité, Paris 1924.

Zinoviev, G., *L'Internationale Communiste au Travail*, Librairie de l'Humanité, Paris 1923.

- *La Tactique du front unique*, Librairie de l'Humanité, Paris 1922.

- *Les Problèmes de la Révolution Allemande*, Librairie de l'Humanité, Paris 1922.

- *N. Lénine*, Librairie de l'Humanité, Paris 1923.

Γιαννιού, Ν., *Δημοτικισμός και σοσιαλισμός*, Τυπογραφείον «Κοινωνίας», Αθήνα 1927.

Δελμούζος, Α., *Δημοτικισμός και παιδεία*. «Σειρά Σχολείο και Ζωή - Βιβλιοθήκη για δασκάλους και γονείς» N° 18, Εκδοτική Εταιρεία Αθηνά - Α. Ι. Ράλλης & Σια, [Αθήναι] 1926.

Δελμούζος, Αλέξανδρος, *Οι ξένοι κι' εμείς*, Δ. Δημητράκου, Θεσσαλονίκη 1930.

Dewey, John, *Το σχολείο και το παιδί*, *Μετάφραση από το γαλλικό Κ. Δ. Σωτηρίου*, Εκδοτική Εταιρεία Αθηνά - Α. Ι. Ράλλης και Σια, Αθήναι 1926.

Κορδάτος, Ι. Κ., *Δημοτικισμός και λογιωτατισμός*, Αθηνά, Αθήνα 1927.

Τριανταφυλλίδης, Μ., *Δημοτικισμός*, Εστία, Αθήνα 1926.

Бухарин, Николай И., *Мировое хозяйство и империализм (экономический очерк)* [*Économie mondiale et impérialisme (Essai économique)*], Коммунистический Университет Зиновьева, Москва 1922[2].

4.3. Ouvrages, articles, études publiés

Austro-Marxism: The Ideology of Unity. Vol. 1 (*Austro-Marxist Theory and Strategy*), Mark E. Blum - William Smaldone eds., Haymarket, London etc. 2017.

Chamberlain, Lesley, *Lenin's Private War. The Voyage of the Philosophy Steamer and the Exile of the Intelligentsia*, Picador - Macmillan, London 2008[2].

Corney, Frederick C., "Introduction. Anatomy of a Polemic", *Trotsky's Challenge: The Literary Discussion of 1924 and the Fight for the Bolshevik Revolution*, Frederick C. Corney (ed.), Haymarket Books, Chicago 2017, pp. 1-84.

Corney, Frederick C., *Telling October. Memory and the Making of the Bolshevik Revolution*, Cornell University Press, New York 2004.

Cuénot, Alain, « *Clarté* (1919-1928) : du refus de la guerre à la révolution », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, N° 123, 2014, pp. 115-136.

Empire, Education, and Indigenous Childhoods. Nineteenth-Century Missionary Infant Schools in Three British Colonies, Helen May - Baljit Kaur - Larry Prochner (eds.), Routledge, London etc. 2014.

Engerman, David C., "John Dewey and the Soviet Union. Pragmatism Meets Revolution", *Modern Intellectual History*, 3, N° 1, April 2006, pp. 33-63.

Fitzpatrick, Sheila, *The Commissariat of Enlightenment: Soviet Organization of Education and the Arts under Lunacharsky, October 1917-1921*, Cambridge University Press, Cambridge 2002.

Frajerman, Laurent, « Le rôle de l'Internationale des Travailleurs de l'Enseignement dans l'émergence de l'identité communiste enseignante en France (1919-1932) », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, N° 85, 2001, pp. 111-126.

Gronow, Jukka, *On the Formation of Marxism. Karl Kautsky's Theory of Capitalism, the Marxism of the Second International and Karl Marx's Critique of Political Economy*, Brill, 2016.

Ilicak, Sükrü, “Jewish Socialism in Ottoman Salonica”, *Journal of Southeast European and Black Sea Studies*, vol. 3, N° 3, September 2002, pp. 115-146.

Karakatsani, Despina - Théodorou, Vassiliki, « Processus d’introduction des principes de l’éducation nouvelle en Grèce au début du XXe siècle: enjeux idéologiques et enjeux de savoir », *Paedagogica Historica. International Journal of the History of Education*, Vol. 45, N° 4-5, 2009, pp. 515-533.

Karl Marx - Friedrich Engels Werke [*MEW*], Dietz Verlag, Berlin 1973-1978.

Keenan, Roger - Kenny, Thomas, *Socialism Betrayed. Behind the Collapse of the Soviet Union*, International Publishers, New York 2004.

Kengor, Paul. *Dupes. How America's Adversaries Have Manipulated Progressives for a Century*, Intercollegiate Studies Institute Books, Wilmington (Delaware) 2010.

Lénine, V., *Œuvres*, Éditions Sociales, Paris 1958.

Mayo, Peter, “Gramsci, Hegemony and Educational Politics”, *Antonio Gramsci: A Pedagogy to Change the World*, Nicola Pizzolato - John Holst (eds.), Springer, Berlin etc. 2017, pp. 35-47.

Mandel, David, *The Petrograd Workers in the Russian Revolution, February 1917 - June 1918*, Brill, Leiden 2005.

Marquit, Erwin, “The Need for a Balanced Reappraisal of the USSR. A Review Essay”, *NST (Nature, Society, and Thought)*, 16, N° 4, 2003, pp. 473-506.

Mazower, Mark, *Salonica. City of Ghosts*, Harper Collins, London 2004, pp. 285-290.

Morel, Jean-Pierre, *Le Roman insupportable. L'Internationale littéraire et la France (1920-1932)*, Gallimard, Paris 1985.

Mussienko, Natalja - Vatlin, Aleksandr Ju, *Schule der Träume: die Karl-Liebknecht-Schule in Moskau (1924-1938)*, Verlag Julius Klinkhardt, Bad Heilbrunn 2005.

Pavlidis, Periklis, “Socialism, Labour and Education: from Marx to Makarenko”, *International Journal of Educational Policies*, Vol. 11, N° 1, 2017, pp. 3-16.

Ponting, Clive, *Progress and Barbarism. The World in the Twentieth Century*, Chatto & Winddus, London 2011.

Richer, Renée, *L’itinéraire de Georges Théotokas*, Belles Lettres, Paris 1979.

Small, Robin, *Marx and Education*, Routledge 2005.

Tosstorff, Reiner, *Profintern. Die Rote Gewerkschaftsinternationale 1921-1937*, Ferdinand Schöningh, Paderborn 2004.

Trotsky, Léon, *De la révolution*, Collection « Arguments » N° 15, Les éditions du minuit, Paris 1963.

Twomay, Christina, “Atrocity Narratives and Inter-Imperial Rivalry. Britain, Germany and the treatment of ‘Native Races’, 1904-1939”, *Evil, Barbarism and Empire: Britain and Abroad, c.1830-2000*, Bertrand Taithe - Tom Crook - Rebecca Gill (eds.), Palgrave Macmillan, London etc. 2011.

Ιορδανίδου, Μαρία, *Σαν τα τρελά πουλιά*, Βιβλιοπωλείον της Εστίας, Αθήνα 1980.

Κόκκινος, Γιώργος - Μπογιατζής, Βασίλης, *Αναζητώντας «ιερό καταφύγιο». Ο Αλέξανδρος Δελμούζος και η σύγχρονή του ελληνική διανόηση,* Ταξιδευτής, Αθήνα 2017.

Κόκκινος, Γιώργος, «Το λυκόφως των ειδώλων, αναγκαίος όρος της ιστορικής αυτοσυνειδησίας; Επαναφορά στην παλιά συζήτηση για τις ιδεολογικές συντεταγμένες της σκέψης του Αλέξανδρου Δελμούζου (1880-1956)», *Εκατό χρόνια από τη γλωσσοεκπαιδευτική μεταρρύθμιση του 1917*, Αριστοτέλειο Πανεπιστήμιο Θεσσαλονίκης, Θεσσαλονίκη 12-13 Μαΐου 2017 (πρακτικά υπό έκδοση).

Μέλμπεργκ, Μαργαρίτα, *Κατίνα Παπά, Η μεσοπολεμική πεζογραφία· Από τον πρώτο ως τον δεύτερο παγκόσμιο πόλεμο (1914-1939)*, Σοκόλης, Αθήνα 1993.

Μπέλλα, Μαριάνθη, *Η Ανωτέρα Γυναικεία Σχολή (1921-1923). Ένα προδρομικό παιδαγωγικό και πολιτικό εγχείρημα του Δημήτρη Γληνού*, Τόπος, Αθήνα 2018.

Ρεπούση, Μαρία, *Τα Μαρασλειακά, 1925-1927*, Πόλις, Αθήνα 2012.

Τερζής, Νίκος Π., «Εισαγωγή στη θεματική του Συνεδρίου», *Εκατό χρόνια από τη γλωσσοεκπαιδευτική μεταρρύθμιση του 1917*, Αριστοτέλειο Πανεπιστήμιο Θεσσαλονίκης, Θεσσαλονίκη 12-13 Μαΐου 2017 (πρακτικά υπό έκδοση).

Χαραλάμπους, Δημήτρης Φ., *Ο εκπαιδευτικός όμιλος. Η ίδρυση, η δράση του για την εκπαιδευτική μεταρρύθμιση και η διάσπασή του*, Αφοί Κυριακίδη, Θεσσαλονίκη 1987.

Резник, Александр В., *Троцкий и товарищи. Левая оппозиция и политическая культура РКП(б)* [*Trotsky et les camarades. L'Opposition de gauche et la culture politique dans le Parti communiste de Russie (bolchevik)*], Изд-во Европейского университета в Санкт-Петербурге, Санкт-Петербург 2017.

5. Instruments de travail.

5.1. Encyclopédies.

Εγκυκλοπαιδικόν Λεξικόν Ελευθερουδάκη, Ελευθερουδάκης, Αθήναι 1927-1931.

Μεγάλη Ελληνική Εγκυκλοπαιδεία Πυρσός, Μακρής, Αθήναι 1927-1929.

5.2. Dictionnaires.

Bottomore, Tom, *A dictionary of Marxist thought*, Harvard University Press, Cambridge 1983.

Dictionnaire critique du marxisme (sous la direction de Georges Labica et Gérard Bensussan), PUF, Paris 1985.

Komintern : L'Histoire et les Hommes. Dictionnaire biographique de l'Internationale communiste, Éditions de l'Atelier, Paris 2001.

5.3. Bases de données.

Pandektis, People employed in Further, Secondary and Primary Education (19th c.),
http://pandektis.ekt.gr/dspace/handle/10442/23165 (consulté le 8 septembre 2017).

5.4. Livres.

Abendroth, Wolfgang, *Sozialgeschichte der europäischen Arbeiterbewegung*, Suhrkamp Verlag, Frankfurt 1966.

Chronik der deutschen Sozialdemokratie, Franz Osterroth - Dieter Schuster (Hg.), Dietz Verlag, Berlin 1975.

Routledge Handbook of Marx's Capital. A Global History of Translation, Dissemination and Reception, Marcello Musto - Babak Amini (eds.), Routledge, London 2018.

Δημαράς, Αλέξης, *Εκπαιδευτικός Ομιλος. Κατάλογος μελών 1910-1927. Σύνθεση - περιγραφή - εκτιμήσεις*, Εταιρεία Σπουδών Νεοελληνικού Πολιτισμού και Γενικής Παιδείας, Αθήνα 1994.

Νούτσος, Παναγιώτης, *Η σοσιαλιστική σκέψη στην Ελλάδα από το 1875 ως το 1974*, Γνώση, Αθήνα 1990.

Index général

Agapitos, 129, 327
Agelopoulos, 133, 134, 141, 145, 197, 285, 327
agriculteurs, 111
Albanie, 20
Alexandrie, 117, 288, 289, 297
Alexiou, 124, 127, 134, 140, 292, 327
Alivizatos, 133, 134, 141, 153, 154, 158, 197, 285, 327
Allemagne, 18, 26, 28, 31, 33, 34, 36, 38, 47, 48, 49, 51, 56, 58, 64, 100, 114, 125, 138, 145, 160, 180, 183, 286, 288, 291, 296, 299, 302, 303, 311, 312
alphabétisation, 93
Amantos, 24, 327
Anagnostaras, 122, 133, 134, 139, 145, 198, 285, 327
Anagnostopoulos, 135, 142, 198, 285, 327
analphabétisme, 71, 91, 109
Ancienne Grèce, 30
Andreadis, 129, 135, 142, 285, 327
Andreadou, 136, 286, 327
Angleterre, 35
antibolchevisme, 18, 116
Antonakos, 136, 286, 327
Apostolakis, 114, 143, 327
Apostolatos, 133, 134, 198, 286, 327
Aravantinos, 129, 327
Aravantinou, 129, 327
Argyriou, 121, 327
Artaki, 138
Arvanitakis, 136, 286, 327
Asie mineure, 21, 22, 61, 107, 110, 149, 290, 298, 301
Associacion générale de Maestros, 100
Athanasakis, 129, 327
Athanasoula, 137, 327
Athènes, 1, 7, 19, 26, 28, 29, 32, 39, 58, 61, 63, 106, 107, 110, 113, 114, 116, 118, 119, 120, 122, 123, 124, 125, 127, 138, 140, 143, 144, 145, 146, 151, 152, 160, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 308, 309, 333
Aulard, 62
Australie, 35
austromarxisme, 41, 46
autodiscipline, 64, 99
autonomistes, 59, 108
Autriche, 35, 40, 296
Averof, 129, 327
Avgeris, 31, 115, 127, 133, 134, 140, 141, 198, 298, 331
Avrasoglou, 140
Bakirtzis, 30
Balkans, 19, 31, 37, 39, 48, 59, 310
banques, 13, 16, 113
Barbusse, 19, 99, 117, 125, 310
Barings Bank, 117
Barth, 28
Batoumi, 117
Bauer, 46, 47, 310
Bebel, 38, 45
Belgique, 35
Belgrade, 19
Benaroya, 105, 107, 309
Béotie, 61
Berdiaev, 81

Berlin, 9, 17, 28, 33, 39, 50, 52, 114, 125, 311, 314, 316
Bernstein, 36, 38, 45
Bertos, 127, 133, 134, 140, 197, 296, 330
Bethe, 28
Bigot, 119
Bildungsgemeinschaft, 47
Bohémiens, 90
bolcheviks, 18, 48, 51, 52, 55, 59, 66, 69, 70, 79, 80, 81, 94, 95, 116
bolchevisation, 48, 50, 51, 54, 61, 63, 100, 105, 108, 119
bonapartisme, 14, 19, 21, 49
Boris III, 20
Borodin, 83
Bosnie, 40
Boudin, 69
Bouka, 136, 296, 330
Boukharine, 17, 53, 69, 70, 71, 74, 75, 76, 79, 81, 121, 310
Boulanger, 15
Bountounas, 145, 330
bourgeois-démocrates, 10, 20, 23, 32, 111, 114, 126, 288
Braesas, 135, 143, 296, 330
Broydo, 105
Bryant, 64, 310
Bucarest, 19, 63, 307
Buisson, 62
Bulgarie, 19, 39, 59, 116, 287
Bund, 105
bureaucratie, 38, 54
Burgas, 116
capitalisme, 13, 14, 15, 20, 21, 25, 29, 33, 38, 40, 45, 47, 60, 70, 74, 79, 95, 104, 111, 120, 164, 167
cartels, 13, 16
centralisation du capital, 13, 16, 48
centralisme démocratique, 48, 51, 115
césarisme, 14, 15, 21
Chaïnoglou, 108, 332
Chaïtas, 106, 120, 332
Chalki, 33, 109
Chalkis, 138
Chamberlin, 90, 310
Chardalias, 28, 31, 32, 308
Charlakov, 43
Chatzakis, 136, 304, 332
Chatzimichali, 136, 142, 198, 304, 332
Chatzivasiliou, 107
Chatzopoulos, 34, 114
chauvinisme, 23, 42, 103, 195, 197, 200
Chazapis, 136, 303, 332
Chiliadakis, 138, 332
Chlomos, 121, 332
Chondromitros, 135, 304, 332
Chondros, 129, 332
Chorafas, 135, 140, 304, 332
Chrysanthe, 33
Chrysis, 136, 304, 332
classe bourgeoise, 14, 20, 21, 25, 29, 38, 43, 49, 53, 60, 65, 71, 103, 105, 158, 163, 168, 172, 175, 179, 192, 194, 196, 199
classe ouvrière, 56, 57
Cohen, 26
Columbia, 89
Condylis, 21
conservateurs, 10, 21, 22, 23, 24, 25, 43, 62, 111, 118, 124, 130
Constantinescu, 43
Constantinople, 30
continuités, 3, 13
coopératives, 36, 38, 42
Copenhague, 21
Corfou, 120, 123, 299
couches sociales, 110
Couriel, 22, 107, 121, 308
Crète, 122, 124, 292
Croatie, 40
Croix-Rouge, 65, 129
Cyzique, 138
Damaskinos, 4, 133, 135, 142, 153, 177, 180, 198, 201, 288, 292, 328

Danas, 135, 288, 328
Danemark, 21, 35
Daskalaki, 136, 288, 328
débolchevisation, 54
Dédéagach, 108
Dedousis, 145, 328
Degiannis, 138, 333
Delipetros, 134, 141, 177, 288, 328
Delta, 131, 132, 135, 142, 143, 198, 288, 289, 295, 328, 330
démoticisme, 9, 27, 28, 30, 57, 105, 109, 111, 114, 117, 122, 123, 130, 131, 139, 140, 143, 144, 146, 149, 155, 158, 159, 161, 169, 175, 179, 187
démoticistes, 3, 9, 23, 32, 38, 43, 109, 111, 113, 115, 124, 127, 143, 144, 145, 156, 169, 175, 180, 183
Dendrinou, 139, 328
Deuxième Guerre balkanique, 20
Deuxième Internationale, 56, 57
Dewey, 45, 85, 94, 95, 96, 97, 98, 125, 311, 313
Digkas, 31, 32, 308
Dimara, 135, 142, 289, 331
Dimaras, 24, 135, 142, 198, 289, 328
Dimitratos, 107, 119, 121, 123, 308, 328
Diomidis, 128, 328
Diomidous, 128, 328, 332
Dipla, 137, 330
Doanidis, 4, 143, 152, 201, 289, 328
Dodécanèse, 119, 293
Dostoïevski, 83
Doukas, 134, 141, 289, 328
Doumas, 115, 120, 133, 134, 139, 197, 199, 289, 328
Doxiadis, 129, 328
Drakoulis, 114, 121, 328
Dreyfus, 38, 62
Dzerjinski, 81
école du travail, 27, 76, 78, 85, 97, 101, 145, 164
école laïque, 25, 38, 100
Edelstein, 136, 290, 328
Éditions Athina - A. I. Rallis, 122, 125, 337
Eftychiadis, 106, 328
Église, 25, 29, 68, 73, 81, 84, 88, 143, 178, 191, 200
Égypte, 117, 122, 288, 289, 290
Eisner, 26
Elasson, 107
Eleftheriadis, 127, 328
Eleftheroudakis, 113, 143, 290, 328, 337
Élide, 107
émigration, 13
Emmanouil, 121, 136, 137, 141, 290, 296, 304, 328, 330, 331, 332
Empire ottoman, 33, 39, 117, 295
Empire russe, 117, 290
enfants, 44, 63, 69, 72, 75, 76, 81, 84, 85, 88, 89, 90, 100, 101, 102, 109, 110, 119, 137, 139, 165, 180, 191, 285, 301, 337
Engels, 9, 15, 34, 36, 45, 58, 292, 314
Entente, 19, 84
Épire, 126, 137, 290, 298
Espagne, 19, 100, 174
État capitaliste, 17, 73
États-Unis, 43, 65, 89
Eubée, 109, 138
Eucken, 27
Eurytanie, 123, 303
Evagelidis, 136, 290, 328
Evelpidis, 129, 328
famine, 65, 84, 89, 99
Faucons rouges, 64
Fédération socialiste ouvrière, 41, 42, 121
femmes, 109
Filintas, 138, 332
Finlande, 18, 35
Fischer, 120
Fitsios, 108

fleuve Hevros, 108
Floros, 136, 303, 332
France, 14, 25, 35, 38, 51, 58, 99, 100, 101, 123, 125, 174, 188, 285, 299, 307, 312, 313, 314
Freie Lehrergewerkschaft, 100
Freinet, 101, 102, 103
frères Grimm, 87
Frimu, 43
Frossard, 51
Gaïtanou, 30, 105, 308
Galiev, 106
Gavreseas, 145, 327
Genève, 37, 106, 116
Georgakopoulos, 133, 134, 141, 145, 198, 287, 327
Georgiadis, 107, 130, 308
Géorgie, 106, 117
Gerogianni, 136, 287, 327
Gevgeli, 28
Giannikis, 58, 299
Giannios, 30, 104, 105, 149, 308
Giatsopoulos, 108
Gide, 117
Ginopoulos, 135, 287, 328
Glücksburg, 21
golfe Ambracique, 137
golfe Argolique, 124
Göttingen, 28
Grande École de la nation grecque, 104, 108, 337
Grande Idée, 21
Grèce centrale, 106, 108
Greenwich Village, 64, 90
Guépéou, 81
Guillaume II, 73
Hasek, 117
Hecker, 89
Hegel, 27
Heinze, 28
Henderson, 122
Héraklion, 124, 292
Herbart, 27
Herriot, 63
Hestia, 113
Hilferding, 16, 36, 311
Hohenzollern, 20
Hongrie, 18, 40
Hydra, 124
idéalisme, 27, 32, 164
Iéna, 27, 28, 33, 34
Ikonomidis, 24, 107, 330
impérialisme, 15, 17, 313
Imvrioti, 118, 124, 127, 128, 134, 140, 291, 299, 329
Imvriotis, 124, 127, 291, 299, 308, 329
industrie, 13, 37, 44, 68, 77, 87, 98
Internationale communiste, 18, 47, 50, 51, 55, 56, 59, 63, 83, 103, 105, 108, 118, 119, 120, 144, 293, 316
Internationale socialiste, 14, 16, 21, 37, 38, 39, 42, 47, 56, 293
internationalisme, 23, 33, 122
Ioannina, 126, 298
Iordanidis, 30, 115, 117, 329
Irlande, 35
Istanbul, 30, 104, 107, 108, 117, 124, 296, 301
Italie, 19, 34, 35
Jaurès, 42
Jeunes Turcs, 41
jeunesse, 9, 24, 57, 63, 93, 103, 106, 107, 122, 285
journaux, 57
Juifs, 19, 41, 42, 112, 127
Jungmann, 28
Kafantaris, 126, 130
Kakouros, 133, 137, 141, 143, 162, 198, 199, 292, 329
Kakridis, 24, 329
Kalapothakis, 123
Kallergis, 122, 329
Kalymnos, 119, 293
Kalyvopoulos, 137, 198, 292, 329
Kamenev, 53, 55

Kampouroglou, 139, 329
Kant, 26, 28, 169, 232
Kapp, 47
Karageorgévitch, 20
Karavidas, 137, 176, 177, 292, 329
Karouzos, 133, 137, 140, 197, 292, 299, 329
Karthaios, 114, 330
Kasimatis, 145, 329
Kastrinos, 30, 31, 308, 329
Katayama, 69
katharévousa, 57, 109, 174
Katsogianni, 137, 293, 329
Katsogiannis, 135, 142, 293, 329
Katsoulis, 131, 135, 142, 199, 293, 329
Kautsky, 36, 43, 45, 46, 50, 58, 121, 125, 145, 307, 311, 313
Kazantzaki, 115, 124, 127, 133, 134, 140, 141, 145, 198, 292, 327
Kazantzakis, 115, 127, 292, 294, 298, 299
Kémal, 20
Kerschensteiner, 27, 229
Kienthal, 42
Kindynis, 119
Kirkov, 43
Kleanthous, 116, 329
Kolarov, 43
Kollontaï, 58, 69, 119, 311
Kolozof, 108
Komioti, 115, 119, 134, 329
Komiotis, 115, 119, 120, 133, 137, 139, 153, 154, 197, 293, 329
Konstantinidis, 118, 291
Kordatos, 51, 57, 58, 61, 63, 105, 107, 118, 120, 126, 144, 149, 308, 329
Koronis, 39, 329
Kostantarakis, 137, 141, 190, 293, 329
Kougeas, 24, 329
koulaks, 67, 70, 72
Kouloumvakis, 24, 170, 329
Kountouras, 114, 329
Kountouri, 119, 133, 134, 139, 154, 198, 293, 329
Kountouris, 119
Koutavas, 134, 145, 293, 329
Kozani, 31, 303
Kriezi, 117
Krokodeilou, 136, 293
Kropotkine, 121, 311
Kroupskaïa, 93, 101
Krumbacher, 26
KUTV, 105
Lachanas, 127, 133, 134, 140, 141, 145, 197, 294, 332
Ladas, 62
laïcité, 62
Lamia, 106, 108
Lamprecht, 27
Lampridou, 134, 140, 198, 294, 296, 329
Lapathiotis, 31, 329
Larissa, 130
Lausanne, 33, 37
Lawrence, 52
Lazarou, 136, 293, 329
Lebedev, 106
Lefkaditis, 131, 135, 198, 294, 330
Lefkas, 138
Leipzig, 27, 28, 34, 125, 307, 311
Leka, 113, 135, 139, 142, 198, 294, 331
Lénine, 17, 18, 37, 49, 51, 52, 58, 66, 67, 80, 81, 93, 94, 96, 101, 125, 311, 312, 314
libéralisme, 13, 21, 30
libération nationale, 39, 59
libéraux, 7, 10, 21, 22, 23, 24, 30, 42, 57, 111, 126, 128, 130, 149, 195, 301, 310
Liebknecht, 18, 43, 99, 314
Liokis, 135, 143, 198, 294, 330
Lipps, 28
Lituanie, 105
Livathinopoulos, 124, 330

loi scélérate, 19, 22, 23
Londres, 116, 117, 121, 297, 308
Lorentzatos, 24, 330
Loukopoulos, 135, 143, 198, 294, 330
Lounatcharski, 87, 94, 97
Löwenstein, 64
lumpenprolétariat, 124
lutte des classes, 9, 25, 36, 38, 111, 175, 181, 194, 196
Lyberopoulos, 24
Lymperopoulos, 129, 330
Macédoine, 28, 41, 56, 60, 61, 63, 109, 110, 144, 147, 288, 295, 300, 301, 302, 303
Makarenko, 64, 314
Manhattan, 64, 90
manipulation, 21, 123
Maragou, 135, 143, 294, 330
Maragoudakis, 131, 135, 143, 295, 330
Marasleios, 116, 118, 131, 156, 160, 161, 171, 172, 174, 183, 193, 285, 287, 288, 290, 291, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 337
Marbourg, 26
Maridakis, 24, 330
Maroulis, 136, 295, 330
Marsan, 138, 330
Marseille, 125, 295
Marx, 9, 13, 15, 16, 25, 28, 34, 36, 45, 46, 58, 64, 83, 122, 123, 307, 311, 313, 314, 316
mathématiques, 73, 85, 88, 182
Mavrogordatos, 142, 295, 330
Mavrogordatou, 135, 143, 295, 328
Maximos, 108, 118
Megalo Chorio, 123
Megas, 135, 295, 330
Mela, 131, 135, 288, 295, 328, 330
mencheviks, 105
mercantilisme, 44
Merlier, 135, 198, 238, 273, 295, 330
métropoles, 15, 25
Meumann, 28
Michaïlidis, 107, 330
Michalakopoulos, 24, 126, 128, 130, 330
Michelidakis, 137, 141, 296, 330
Milan, 34
Miliadis, 133, 134, 140, 145, 153, 154, 155, 156, 162, 171, 173, 193, 198, 296, 330
Moatsou, 134, 140, 296, 330
monopole, 17, 67, 70, 72, 104
mont Pilion, 58, 106
Montessori, 102, 117, 302
Moscou, 33, 51, 59, 61, 69, 81, 82, 85, 89, 92, 99, 101, 104, 105, 108
mouvement ouvrier, 3, 9, 18, 21, 22, 32, 33, 37, 39, 42, 46, 47, 48, 49, 55, 56, 63, 66, 103, 111, 112, 115, 126, 191
mouvement social, 56
mouvement social-démocrate, 56
Munich, 26
Mylonas, 39, 126, 128, 331
Myrivilis, 31, 333
Nafpliotou, 134, 141, 296, 330
Naoum, 135, 142, 296, 330
Napoléon, 15
nationalisme, 15, 27, 40, 116, 167, 178
Natorp, 26
Nauplie, 31, 160, 161, 300
Negreponti, 133, 134, 141, 197, 297, 330
néo-kantisme, 26
New York, 51, 52, 55, 64, 69, 81, 83, 89, 90, 94, 310, 311, 312, 313, 314
Nikitakis, 135, 142, 177, 190, 199, 297, 330
Nikolis, 109
Nikolopoulos, 123
Norvège, 35
Odessa, 30, 108, 290
oligopole, 13
Oresteiaka, 129

ouvriers, 110, 111
Pachnos, 129, 136, 300, 331
Païdousis, 131, 136, 142, 198, 297, 330
palais Karapanou, 24, 337
Palamas, 116
Pangalos, 21, 24, 35, 61, 108, 111, 119, 122, 124, 126, 128, 129, 130, 132, 141, 149, 154, 157, 161, 292
Panopoulou, 134, 298, 330
Pantelaki, 138, 330
Papa, 134, 138, 139, 140, 298, 331
Papageorgiou, 133, 134, 136, 141, 145, 198, 298, 331
Papamavros, 116, 133, 136, 142, 157, 162, 188, 197, 198, 298, 331
Papamichaïl, 4, 124, 134, 140, 186, 189, 201, 299
Papandreou, 24, 39, 128, 331
Papanikolaou, 140
Papas, 136, 299, 331
Papaspyridi, 133, 134, 140, 197, 299
Papathanasopoulos, 138, 331
Pappa, 138, 331
Pararas, 136, 142, 299, 331
Paraschis, 136, 300, 331
Pareto, 34
Paris, 7, 18, 19, 25, 49, 54, 58, 62, 71, 99, 100, 104, 106, 116, 121, 123, 125, 126, 128, 145, 286, 287, 300, 309, 310, 311, 312, 314, 315, 316
Paroritis, 124
parti bolchevique, 52, 55, 95, 106
parti communiste allemand, 47, 120
parti communiste bulgare, 19, 59
parti communiste français, 19, 47, 51, 100, 101, 119
parti social-démocrate bulgare, 40, 43
parti socialiste allemand, 16
parti socialiste-ouvrier grec, 107
Pasagiannis, 137, 300, 302, 331
Paspati, 142, 290, 331
Pavlis, 127, 331
Pays-Bas, 35
Péloponnèse, 107, 124, 287, 291, 292, 299, 300, 303
petite bourgeoisie, 22
Petmezas, 23, 29, 39, 111, 128, 129, 133, 136, 141, 142, 197, 300, 331
Petouris, 145, 331
Petrich, 134, 141, 300, 331
Pétrograd, 64, 86
Petsopoulos, 30
Philippidis, 33, 138, 332
Phokas, 136, 137, 142, 143, 176, 198, 303, 332
Photiadis, 137, 198, 303, 332
Phthiotide, 106, 108
Pikionis, 114
Pikros, 109, 118, 125, 331
Piliotis, 106, 331
Plastiras, 21, 30
Ploumpidis, 107
Plovdiv, 116
Politis, 24, 122, 331
Polygenis, 24, 331
Pouliopoulos, 61, 105, 108, 119, 120, 126, 331
Pournaras, 123
Première Guerre mondiale, 14, 20, 32, 35, 56, 59, 299
Preobrajenski, 71, 74, 75, 76, 79, 81
Profintern, 100, 314
prolétariat, 34, 47, 53, 59, 74, 79, 80, 100, 121, 149, 163, 189, 191, 196
propagande, 36, 55, 57, 60, 70, 75, 80, 87, 93, 94, 103, 107, 117, 119
Psycharis, 24, 104, 124
Puissances centrales, 20
Pyrgos, 107, 287
question macédonienne, 55, 58, 63, 108, 115, 126
Radek, 58, 81, 94, 312
Raïka, 115, 119, 293
Rakopoulos, 145, 331
Rallis, 136, 295, 299, 300, 331

Ransome, 81, 312
Reed, 64, 89, 312
réformes, 20, 26, 29, 71, 78, 120, 194, 196
réformisme, 10
réfugiés, 110
Reich, 27
Rein, 27
Remarque, 117
Repoulis, 121, 331
Révolution française, 15, 23, 62, 176
Ribbeck, 28
Roland, 117
Romaios, 138, 331
Rosenthal, 117
Rouchotas, 4, 134, 140, 183, 187, 201, 300, 331
Roumanie, 19, 39, 297
Roumélie orientale, 109, 116, 140, 295
Rousos, 108, 308
royalistes, 22, 42, 57
royauté, 21, 32
rue Evripidou, 121, 141
rue Lada, 151
rue Stadiou, 24, 113
Ruhr, 47
ruptures, 3, 11, 13
Russie, 18, 32, 33, 37, 40, 47, 49, 52, 53, 55, 57, 58, 64, 67, 69, 71, 74, 80, 81, 83, 85, 87, 89, 90, 94, 96, 99, 100, 101, 103, 105, 178, 311, 312, 315
Rutgers, 69
Saïdis, 127, 331
Saint-Pétersbourg, 105
Sakarelos, 106, 331
Salonique, 28, 31, 41, 42, 47, 56, 112, 121, 129, 138, 140, 290
Sarafis, 30
Saxe-Cobourg, 20
sécularisation, 25
Seferiadis, 24, 332
Selepina, 81
séparatistes, 59
SFIO, 128
Shumyatski, 106
Siampanidis, 136, 198, 301, 332
Simons, 43, 45
Sindacato Magistrale Italiano, 100
Sklavounakou, 136, 301, 332
Skliros, 33, 34
Skouriotis, 137, 177, 178, 301, 332
slavomacédoniens, 59
Slovénie, 40
Smyrne, 34, 58, 288, 292, 299
social-démocratie, 18, 22, 26, 29, 32, 33, 35, 37, 38, 41, 47, 50, 57, 64, 108, 122
socialisme, 1, 3, 7, 15, 21, 22, 26, 30, 32, 33, 34, 35, 36, 38, 39, 42, 43, 44, 46, 48, 50, 55, 58, 72, 76, 98, 105, 111, 114, 121, 122, 128, 130, 139, 143, 145, 149, 158, 168, 186
socialistes utopistes, 40
sociaux-démocrates, 21, 22, 34, 35, 36, 38, 40, 42, 50, 51, 56, 139
Société d'étudiants, 24, 58, 114, 122, 130, 141, 285, 292, 294, 301
Société sociologique, 29, 286, 288, 300, 303, 337
Someritis, 123, 128, 135, 139, 145, 198, 302, 332
Sorbonne, 62, 116, 138, 295, 296
Sotiriadis, 129, 136, 302, 332
Sotiriou, 37, 127, 128, 133, 135, 140, 153, 162, 191, 197, 302, 332
Souvarine, 51, 52, 59, 119, 312
soviétique, 3, 22, 49, 52, 53, 55, 57, 59, 64, 66, 69, 71, 75, 76, 78, 79, 80, 83, 89, 90, 94, 96, 98, 99, 100, 101, 105, 107, 118, 138, 145
sport, 3, 103
Spranger, 27, 166, 222, 230
Staline, 53, 55, 125, 312
Stathi, 135, 141, 301, 332

Staudinger, 26
Stavridis, 108
Stellakis, 137, 198, 301, 332
Stockholm, 42
Strong, 83, 85, 87, 89, 312
Sud-Est européen, 19, 29, 39
Suède, 35
Suisse, 35, 37, 42, 116, 125, 292, 302
Svolos, 4, 5, 32, 39, 132, 134, 140, 147, 153, 154, 156, 178, 190, 192, 195, 198, 199, 201, 301, 332
Svolou, 133, 134, 140, 198, 301, 328
Sykokis, 136, 302, 332
Syndicat des instituteurs du Luxembourg, 100
syndicats, 57
Tabakopoulou, 136, 302, 332
Tagopoulos, 114, 332
Tchekhov, 83
Tchernychevski, 83
Tegopoulos, 133, 135, 198, 302, 332
Telos Agras, 135, 142, 329
terreur blanche, 18, 34
Thälmann, 120
Thasos, 110
théâtre Dionysia, 24
Thèbes, 61
Theodoridis, 30, 137, 140, 290, 329
Theodoropoulos, 127, 134, 140, 155, 291, 329
Theodoropoulou, 127, 128, 133, 134, 139, 140, 141, 197, 291, 328
Theos, 106, 329
Theotokas, 24, 329
Theotoki, 134, 140, 299, 329
Thessalie, 58, 106, 107, 285, 286, 290, 291, 300
Thessalonique, 30, 61, 114, 123, 127, 129, 130, 140, 143, 145, 146, 147, 183, 291, 300, 302, 303, 307, 308, 309
Thrace, 41, 61, 63, 106, 108, 110, 144, 291, 295
Thumb, 26
Tikhon, 69, 81
Tolstoï, 83, 98
Traité de Lausanne, 23
Traynine, 106
Trébizonde, 33
Triantaphyllidis, 3, 24, 26, 30, 33, 34, 47, 51, 111, 128, 133, 137, 142, 145, 146, 149, 154, 155, 160, 180, 183, 198, 303, 307, 332
Triantaphyllopoulos, 23, 29, 39, 128, 133, 137, 142, 198, 303, 332
Trotsky, 51, 52, 53, 54, 55, 58, 66, 69, 81, 83, 119, 312, 313, 314, 315
Tsaldaris, 130, 332
Tsamasfyros, 136, 142, 303, 332
Tsankov, 19
Tsatsakos, 127, 332
Tsirimokos, 24, 130, 332
Turquie, 20, 138
Tzoulatis, 121, 332
Tzoumeleas, 136, 142, 303, 332
Ukraine, 22, 108
Union démocratique, 113, 126, 130, 141, 285, 337
Union des instituteurs communistes hollandais, 100
Vachaviolos, 135, 142, 198, 287, 327
Valaoritis, 130, 327
Vamvetsos, 129, 142, 286, 327
Vamvetsou, 129, 286, 327
Varnalis, 115, 116, 133, 134, 139, 172, 177, 198, 287, 296, 298, 327
Varvakeion, 120
Varvaresos, 129, 142, 286, 327
Varvoglis, 135, 142, 286, 327
Vasileiou, 135, 287, 327
Veis, 24, 327
venizélisme, 30, 62
Venizélos, 21, 22, 23, 29, 42, 122, 126, 128, 129, 183, 286, 291, 292, 297, 300, 301
Veria, 31

Vernochet, 19, 101
Victoria College, 117
Vilna, 105
Vliziotis, 4, 5, 115, 119, 120, 134, 139, 192, 196, 198, 201, 287, 327
Vojvodine, 41
Volga, 87, 89, 312
Volkelt, 28
Völkerpsychologie, 28
Vorländer, 26
Vourloumi, 135, 142, 287, 327
Voutyras, 124, 299, 327
Weimar, 47
Wundt, 27, 28, 260
Xenopoulos, 139, 330
Xirotyris, 114, 308, 333
YMCA, 89
Yougoslavie, 19, 60
Zachariadis, 106, 328
Zafeirakopoulos, 127, 134, 141, 145, 153, 156, 199, 290, 328
Zagazig, 117
Zaimis, 129, 130
Zannas, 142, 290, 328
Zannou, 135, 137, 138, 143, 289, 328
Zappeion, 121
Zarokosta, 136, 290, 328
Zervos, 137, 290, 328
Zevgos, 109
Zimmerwald, 42
Zinoviev, 50, 53, 55, 58, 312
Zogou, 20
Zurich, 37, 116, 294

Index des mots grecs
(par ordre alphabétique en grec).

1. Index des noms de personne

Αβέρωφ, Γεώργιος Μ. [Averof, Georgios M.]
Αγαπητός, Σπήλιος [Agapitos, Spilios]
Αγγελόπουλος, Βασίλειος [Agelopoulos, Vasileios]
Αθανασάκης, Ιωάννης [Athanasakis, Ioannis]
Αθανασούλα, Ευδοκία [Athanasoula, Evdokia]
Αλεξίου-Καζαντζάκη, Γαλάτεια [Kazantzaki-Alexiou, Galateia]
Αλιβιζάτος, Χαράλαμπος (Μπάμπης) Β. [Alivizatos, Charalampos (Babis) B.]
Άμαντος, Κωνσταντίνος [Amantos, Konstantinos]
Αναγνωσταράς, Ιωάννης [Anagnostaras, Ioannis]
Αναγνωστόπουλος, Δημήτριος [Anagnostopoulos, Dimitrios]
Αναγνωστόπουλος, Κωνσταντίνος Λ. [Anagnostopoulos, Konstantinos L.]
Ανδρεάδης, Ανδρέας [Andreadis, Andreas]
Ανδρεάδης, Δημοσθένης Μ. [Andreadis, Dimosthenis M.]
Ανδρεάδου, Θάλεια [Andreadou, Thalia]
Αντωνάκος, Αντώνιος [Antonakos, Antonios]
Αποστολάκης, Γιάννης [Apostolakis, Giannis]
Αποστολάτος, Σπύρος [Apostolatos, Spyros]
Αραβαντινός, Παναγιώτης [Aravantinos, Panagiotis]
Αραβαντινού, Ελένη [Aravantinou, Eleni]
Αρβανιτάκης, Ιωάννης [Arvanitakis, Ioannis]
Αργυρίου [Argyriou]
Βαλαωρίτης, Αριστοτέλης Ι. [Valaoritis, Aristotelis I.]
Βαμβέτσος, Αλέξανδρος [Vamvetsos, Alexandros]
Βαμβέτσου-Παγκάλου, Κατίνα [Vamvetsou-Pangalou, Katina]
Βαρβαρέσος, Κυριάκος [Varvaresos, Kyriakos]
Βάρβογλης, Μάριος [Varvoglis, Marios]
Βάρναλης, Κωνσταντίνος [Varnalis, Konstantinos]
Βασιλείου, Σπύρος [Vasileiou, Spyros]
Βαχαβιόλος, Ιάκωβος [Vachaviolos, Iakovos]
Βέης, Νίκος [Veis, Nikos]
Βερροιόπουλος, Κωνσταντίνος [Verriopoulos, Konstantinos]
Βλιζιώτης, Θεόδωρος Α. [Vliziotis, Theodoros A.]
Βουρλούμη, Ελευθερία [Vourloumi, Eleftheria]
Βουτυράς, Δημοσθένης [Voutyras, Dimosthenis]
Γαβρεσέας, Παναγιώτης [Gavreseas, Panagiotis]
Γερογιάννη, Ελένη Κ. [Gerogianni, Eleni K.]
Γεωργακόπουλος, Γεώργιος [Georgakopoulos, Georgios]

Γκινόπουλος, Νικόλαος Σ. [Ginopoulos, Nikolaos S.]
Γληνός, Δημήτριος [Glinos, Dimitrios]
Δαμασκηνός, Δημήτριος Π. [Damaskinos, Dimitrios P.]
Δάνας, Αναστάσιος Ν. [Danas, Anastasios N.]
Δασκαλάκη, Ελένη [Daskalaki, Eleni]
Δασκαλάκης, Δημήτριος [Daskalakis, Dimitrios]
Δεδούσης, Βασίλειος [Dedousis, Vasileios]
Δεληπέτρος, Δημήτριος [Delipetros, Dimitrios]
Δελμούζος, Αλέξανδρος Π. [Delmouzos, Alexandros P.]
Δέλτα-Μαυρογορδάτου, Σοφία [Mavrogordatou-Delta, Sophia]
Δέλτα-Παπαδοπούλου, Αλεξάνδρα [Papadopoulou-Delta, Alexandra]
Δενδρινού, Ειρήνη [Dendrinou, Eirini]
Δεσύπρη-Σβώλου, Μαρία [Svolou-Desypri, Maria]
Δημαράς, Κωνσταντίνος Θ. [Dimaras, Konstantinos Th.]
Δημητράτος, Αριστείδης [Dimitratos, Aristeidis]
Δημητράτος, Νίκος [Dimitratos, Nikos]
Διομήδης, Αλέξανδρος [Diomidis, Alexandros]
Διομήδους, Ελένη [Diomidous, Eleni]
Διομήδους, Ιουλία [Diomidous, Ioulia]
Δοανίδης, Ιωάννης Π. [Doanidis, Ioannis P.]
Δοξιάδης, Απόστολος [Doxiadis, Apostolos]
Δούκας, Δημήτριος Ι. [Doukas, Dimitrios I.]
Δούμας, Αντώνιος Doumas Antonios]
Δούμας, Γεώργιος [Doumas, Georgios]
Δούμας, Νικόλαος [Doumas, Nikolaos]
Δραγούμη-Μελά, Ναταλία [Mela-Dragoumi, Natalia]
Δραγούμης, Ίων [Dragoumis, Ion]
Δραγούμης, Φίλιππος [Dragoumis, Philippos]
Δρακοπούλου, Θεώνη (Μυρτιώτισσα) [Drakopoulou Theoni (pseudonyme Myrtiotissa)]
Δρακοπούλου-Θεοδωροπούλου, Αύρα [Theodoropoulou-Drakopoulou, Avra]
Δρακούλης, Πλάτων [Drakoulis, Platon]
Εδελστάιν, Μαρία [Edelstein, Maria]
Ελευθεριάδης, Ηλίας [Eleftheriadis, Ilias]
Ελευθερουδάκης, Κωνσταντίνος [Eleftheroudakis, Konstantinos]
Εμμανουήλ, Γ. [Emmanouil, G.]
Ευαγγελίδης, Δημήτριος [Evagelidis, Dimitrios]
Ευελπίδης, Χρυσός [Evelpidis, Chrysos]
Ευτυχιάδης, Κώστας [Eftychiadis, Kostas]
Ζαΐμης, Αλέξανδρος [Zaïmis, Alexandros]
Ζάννας, Αλέξανδρος [Zannas, Alexandros]
Ζάννου, Αγλαΐα [Zannou, Aglaïa]
Ζάννου-Δραγούμη, Αμαρυλλίς [Dragoumi-Zannou, Amaryllis]
Ζαρόκωστα, Μ. [Zarokosta, M.]
Ζαφειρακόπουλος, Δημήτριος Κ. [Zafeirakopoulos, Dimitrios K.]
Ζαχαρακόπουλος, Γεώργιος [Zacharakopoulos, Georgios]
Ζαχαριάδης, Νίκος [Zachariadis, Nikos]
Ζέρβας, Θωμάς Β. [Zervas, Thomas B.]
Ζερβός, Γρ. [Zervos, Gr.]
Ζερβός, Ν. Δ. [Zervos, N. D.]
Ζερβός, Παναγής Δ. [Zervos, Panagis D.]
Θεοδωρίδης, Ιωάννης [Theodoridis, Ioannis]

Θεοδωρίδης, Χαράλαμπος [Theodoridis, Charalampos]
Θεοδωρόπουλος, Σπύρος [Theodoropoulos, Spyros]
Θέος, Κώστας [Theos, Kostas]
Θεοτοκάς, Γεώργιος [Theotokas, Georgios]
Θεοτόκη-Παρασκευοπούλου, Ελένη [Paraskevopoulou-Theotoki, Eleni]
Θεοτόκης, Κωνσταντίνος [Theotokis, Konstantinos]
Θεοτόκης, Μάρκος [Theotokis, Markos]
Θεοτόκης, Σπυρίδων [Theotokis, Spyridon]
Ιμβριώτης, Ιωάννης [Imvriotis, Ioannis]
Ιορδανίδης, Ιορδάνης [Iordanidis, Iordanis]
Ιωάννου, Ευάγγελος (Τέλ[λ]ος Άγρας) [Ioannou, Evagelos (pseudonyme Tellos ou Telos Agras)]
Ιωάννου-Ιμβριώτη, Ρόζα [Imvrioti-Ioannou, Rosa]
Κακούρος, Ευάγγελος [Kakouros, Evagelos]
Κακριδής, Θεοφάνης [Kakridis, Theofanis]
Καλλέργης, Σταύρος [Kallergis, Stavros]
Καλυβόπουλος, Μ. [Kalyvopoulos, M.]
Καμπίρης, Ιωάννης [Kampiris, Ioannis]
Καμπούρογλου, Δημήτριος Γρ. [Kampouroglou, Dimitrios Gr.]
Καραβίδας, Κωνσταντίνος Δ. [Karavidas, Konstantinos D.]
Καραδήμας, Κ. [Karadimas, K.]
Καρκαβίτσας, Ανδρέας [Karkavitsas, Andreas]
Καρούζος, Χρήστος Ι. [Karouzos, Christos I.]
Κασιμάτης, Γρηγόριος [Kasimatis, Grigorios]
Καστρινός, Νίκος [Kastrinos. Nikos]
Κατσάνος, Παναγιώτης [Katsanos, Panagiotis]
Κατσογιάννη, Καίτη [Katsogianni, Kaiti]
Κατσογιάννης, Παύλος [Katsogiannis, Pavlos]
Κατσούλης, Ιωάννης Ε. [Katsoulis, Ioannis E.]
Κλεάνθους-Παπαδημητρίου, Μυρσίνη [Papadimitriou-Kleanthous, Myrsini]
Κομιώτη, Ιωάννα [Komioti, Ioanna]
Κομιώτης, Σπύρος [Komiotis, Spyros]
Κορδάτος, Γιάνης [Kordatos, Gianis]
Κορύλλος, Πολύβιος [Koryllos, Polyvios]
Κορώνης, Σπύρος [Koronis, Spyros]
Κουγέας, Σωκράτης [Kougeas, Socratis]
Κουλουμβάκης, Ευστράτιος [Kouloumvakis, Efstratios]
Κουντουράς, Μίλτος [Kountouras, Miltos]
Κουντούρη-Κομιώτη, Ειρήνη [Komioti-Kountouri, Irini]
Κουταβάς, Διονύσιος Σ. [Koutavas, Dionysios S.]
Κροκοδείλου [Krokodilou]
Κωσταντάρακης, Ιωάννης [Kostantarakis, Ioannis]
Λαζάρου [Lazarou]
Λάκων, Κλέανδρος (Κ. Καρθαίος) [Lakon, Kleandros (pseudonyme K. Karthaios)]
Λαμπρίδη (Λαμπρίδου), Έλλη [Lampridi ou Lampridou, Elli]
Λάμπρος, Δημήτριος [Lampros, Dimitrios]
Λαπαθιώτης, Λεωνίδας [Lapathiotis Leonidas]
Λαπαθιώτης, Ναπολέων [Lapathiotis Napoleon]
Λαχανάς, Βασίλειος [Lachanas, Vasileios]

Λευκαδίτης, Αθανάσιος [Lefkaditis, Athanasios]
Λιβαθινόπουλος, Ριχάρδος [Livathinopoulos, Richardos]
Λιγδόπουλος, Δημοσθένης [Ligdopoulos, Dimosthenis]
Λιώκης, Λεωνίδας [Liokis, Leonidas]
Λογοθέτη-Μερλιέ, Μέλπω [Merlier-Logotheti, Melpo]
Λορεντζάτος, Παναγής [Lorentzatos, Panagis]
Λουκόπουλος, Δημήτριος [Loukopoulos, Dimitrios]
Λυμπερόπουλος, Ιωάννης [Lymperopoulos, Ioannis]
Μαλάμου-Δίπλα, Κλεαρέτη [Dipla-Malamou, Kleareti]
Μαραγκουδάκης, Θεόδωρος [Maragoudakis, Theodoros]
Μαραγκού-Μαυρίδου, Έφη [Mavridou-Maragou, Ephi]
Μαριδάκης, Γεώργιος [Maridakis, Georgios]
Μαρούλης, Λεωνίδας [Maroulis, Leonidas]
Μαρσάν, Γεώργιος [Marsan, Georgios]
Μαυρίδης, Κωνσταντίνος [Mavridis, Konstantinos]
Μαυρογορδάτος, Μιχαήλ (Μικές) [Mavrogordatos, Michail (Mikes)]
Μέγας, Γεώργιος Α. [Megas, Georgios A.]
Μελά-Παπαδοπούλου, Άννα [Mela-Papadopoulou, Anna]
Μελάς, Παύλος [Melas, Pavlos]
Μηλιάδης, Ιωάννης [Miliadis, Ioannis]
Μιχαηλίδης, Γιάννης [Michaïlidis, Giannis]
Μιχαλακόπουλος, Ανδρέας [Michalakopoulos, Andreas]
Μιχελιδάκης, Εμμανουήλ [Michelidakis, Emmanouil]
Μοάτσου, Δώρα [Moatsou, Dora]
Μοσχοβάκη, Ελένη [Moschovaki, Eleni]
Μπενάκη-Δέλτα, Πηνελόπη [Delta-Benaki, Pinelopi]
Μπέρτος, Νικόλαος [Bertos, Nikolaos]
Μπούκα [Bouka]
Μπουντούνας, Γ. [Bountounas, G.]
Μπραέσας, Δήμος [Braesas, Dimos]
Μυλωνάς, Αλέξανδρος [Mylonas, Alexandros]
Μυριβήλης, Στρατής [Myrivilis, Stratis]
Μωραΐτης, Δ. [Moraitis, D.]
Ναούμ, Αλεξάνδρα [Naoum, Alexandra]
Ναυπλιώτου, Ζαχαρούλα [Nafpliotou, Zacharoula]
Νεγρεπόντη-Κορύλλου, Ελένη (Άλκης Θρύλος) [Koryllou-Negreponti, Eleni (pseudonyme Alkis Thrylos)]
Νεγρεπόντης, Μιλτιάδης [Negrepontis, Miltiadis]
Νικητάκης, Δημήτριος [Nikitakis, Dimitrios]
Ντεγιάννης, Γεώργιος [Degiannis, Georgios]
Ξενόπουλος, Γρηγόριος [Xenopoulos Grigorios]
Ξηροτύρης, Ιωάννης [Xirotyris, Ioannis]
Οικονομίδης, Ιωάννης [Ikonomidis, Ioannis]
Οικονόμου, Κώστας. [Ikonomou, Kostas]
Οικονόμου, Μιχαήλ [Ikonomou, Michaïl]
Οικονόμου, Όλγα [Ikonomou, Olga]
Παϊδούση, Ειρήνη [Païdousi, Irini]
Παϊδούσης, Παντελής [Païdousis, Pantelis]
Πάλλης, Αλέξανδρος [Pallis, Alexandros]
Πανοπούλου [Panopoulou]
Παντελάκη, Ελμίνα [Pantelaki, Elmina]

Παπά, Κατίνα [Papa, Katina]
Παπαγεωργίου, Βασίλειος Γ. [Papageorgiou, Vasileios G.]
Παπαγεωργίου, Κωνσταντίνος [Papageorgiou, Konstantinos]
Παπαγεωργίου, Παναγιώτης [Papageorgiou, Panagiotis]
Παπαδημητρίου [Papadimitriou]
Παπαδημητρίου, Άννα [Papadimitriou, Anna]
Παπαδημητρίου, Θεόδωρος [Papadimitriou, Theodoros]
Παπαδόπουλος, Αντώνιος [Papadopoulos, Antonios]
Παπαδόπουλος, Γεώργιος (Μάρκος Αυγέρης) [Papadopoulos, Georgios (pseudonyme Markos Avgeris)]
Παπαδόπουλος, Ι. [Papadopoulos, I.]
Παπαδόπουλος-Παυλής, Γεώργιος [Papadopoulos-Pavlis, Georgios]
Παπαθανασόπουλος, Απόστολος [Papathanasopoulos, Apostolos]
Παπαμαύρος, Μιχαήλ [Papamavros, Michail]
Παπαμιχαήλ, Επαμεινώνδας Γ. [Papamichail, Epameinondas G.]
Παπαναστασίου, Αλέξανδρος [Papanastasiou, Alexandros]
Παπαναστασίου, Χρήστος [Papanastasiou, Christos]
Παπανδρέου, Γεώργιος [Papandreou, Georgios]
Παπάς, Β. [Papas, V.]
Παπασπυρίδη, Κλεοσέμνη (Σέμνη) [Papaspyridou, Kleosemni (Semni)]
Παππά (Παπά), Θεοφανώ [Pappa ou Papa, Theofano]
Παραράς, Λάμπρος Α. [Pararas, Lampros A.]
Παρασκευόπουλος, Παναγιώτης [Paraskevopoulos, Panagiotis]
Παράσχης, Ευάγγελος [Paraschis, Evagelos]
Πασαγιάννης, Κωνσταντίνος Pasagiannis, Konstantinos]
Πασπάτη-Δραγούμη, Ιουλία [Dragoumi-Paspati, Ioulia]
Παχνός, Αλέξανδρος [Pachnos, Alexandros]
Πετμεζάς, Θρασύβουλος Γ. [Petmezas, Thracyvoulos G.]
Πετούρης, Κ. [Petouris, K.]
Πέτριτς, Αλέξανδρος [Petrich, Alexandros]
Πετσάλη-Διομήδους, Λόλα [Petsali-Diomidous, Lola]
Πικρός, Πέτρος [Pikros, Petros]
Πιπινοπούλου, Βασιλική (Κική) [Pipinopoulou, Vassiliki (Kiki)]
Πολίτης, Λίνος [Politis, Linos]
Πολυγένης, Κωνσταντίνος [Polygenis, Konstantinos]
Πολυχρονιάδου, Μαίρη [Polychroniadou, Mairi]
Πουλιόπουλος, Παντελής [Pouliopoulos, Pantelis]
Πυλιώτης, Διονύσης [Piliotis, Dionysis]
Ρακόπουλος, Λάμπρος [Rakopoulos, Lampros]
Ρακτιβάν-Δημαρά, Σμαράγδα [Dimara-Raktivan, Smaragda]
Ράλλης, Τ. [Rallis, G.]
Ρέπουλης, Εμμανουήλ [Repoulis, Emmanouil]
Ρουσοπούλου -Λέκα (Λέκκα), Βέρθα [Leka ou Lekka - Rousopoulou, Vertha]
Ρουχωτάς, Αριστείδης [Rouchotas, Aristeidis]
Ρωμαίος, Κωνσταντίνος [Romaios, Konstantinos]
Σαΐδης, Θεόφιλος [Saïdis, Theophilos]
Σακαρέλος, Δημήτριος [Sakarelos, Dimitrios]
Σάρρας, Ξενοφών Κ. [Sarras, Xénophon K.]

Σβώλος, Αλέξανδρος [Svolos, Alexandros]
Σεφεριάδης, Στυλιανός [Seferiadis, Stylianos]
Σιαμπανίδης, Φίλιππος [Siampanidis, Philippos]
Σίδερης, Αριστοτέλης [Sideris, Aristotelis]
Σιδέρης, Ιωάννης [Sideris, Ioannis]
Σκλαβουνάκου, Στέλλα [Sklavounakou, Stella]
Σκουριώτης, Παναγιώτης [Skouriotis, Panagiotis]
Στάθη, Φ. [Stathi, F.]
Στάθης, Δημήτριος [Stathis, Dimitrios]
Στελλάκης, Μιχαήλ [Stellakis, Michaïl]
Στεργιοπούλου, Ελένη [Stergiopoulou, Eleni]
Στυλιανός, Κ. [Stylianos, K.]
Συκώκης, Ιωάννης Μ. [Sykokis, Ioannis M.]
Σωμερίτης, Ευστράτιος Ρ. [Someritis, Efstratios R.]
Σωτηριάδης, Γεώργιος [Sotiriadis, Georgios]
Σωτηρίου, Κωνσταντίνος Δ. [Sotiriou, Konstantinos D.]
Ταγκόπουλος, Δημήτριος [Tagopoulos, Dimitrios]
Ταγκόπουλος, Πάνος [Tagopoulos, Panos].
Ταμπακοπούλου, Αρσινόη [Tabakopoulou, Arsinoï]
Τεγόπουλος, Στυλιανός Αθ. [Tegopoulos, Stylianos Ath.]
Τζουλάτης, Φραγγίσκος [Tzoulatis, Fragiskos]
Τζουμελέας, Σταύρος Γ. [Tzoumeleas, Stavros G.]
Τριανταφυλλίδης, Μανόλης Α. [Triantaphyllidis, Manolis A.]
Τριανταφυλλόπουλος, Κωνσταντίνος Δ. [Triantaphyllopoulos, Konstantinos D.]
Τσαλδάρης, Κωνσταντίνος [Tsaldaris, Konstantinos]
Τσαμασφύρος, Δημήτριος Ν. [Tsamasfyros, Dimitrios N.]
Τσατσάκος, Ιωακείμ [Tsatsakos, Ioakeim]
Τσιριμώκος, Ηλίας [Tsirimokos, Ilias]
Τσιριμώκος, Θαλής [Tsirimokos, Thalis]
Τσούντας, Χρήστος [Tsountas, Christos]
Φιλήντας, Μένος [Filintas, Menos]
Φιλιππίδης, Λάζαρος [Philippidis, Lazaros]
Φλώρος, Θάνος Γ. [Floros, Thanos G.]
Φωκάς, Αλέξανδρος [Phokas, Alexandros]
Φωκάς, Δημήτριος [Phokas, Dimitrios]
Φωτιάδης, Φώτης [Photiadis, Photis]
Χαζάπης, Αθανάσιος [Chazapis, Athanasios]
Χαΐνογλου, Τάσος [Chaïnoglou, Tasos]
Χαϊτάς, Ανδρόνικος [Chaïtas, Andronikos]
Χατζάκης, Σεραφείμ Κ. [Chatzakis, Serafeim K.]
Χατζημιχάλη, Αγγελική [Chatzimichali, Ageliki]
Χιλιαδάκης (Χελιαδάκης), Στέλιος [Chiliadakis ou Cheliadakis, Stelios]
Χλωμός, Παύλος [Chlomos, Pavlos]
Χονδρομήτρος, Κ. [Chondromitros, K.]
Χόνδρος, Δημήτριος [Chondros, Dimitrios]
Χρύσης, Εμμανουήλ [Chrysis, Emmanouil]
Χωμενίδης, Χρήστος [Chomenidis, Christos]
Χωραφάς, Αντώνιος Ν. [Chorafas, Antonios N.]

2. Index des choses traduites du grec en français

Αναγέννηση, *Renaissance*
Ανωτέρα Γυναικεία Σχολή, École féminine supérieure
Δελτίο Εκπαιδευτικού Ομίλου, *Bulletin de l'Association pour l'enseignement*
Δημοκρατική Ένωσις, Union démocratique
Διδασκαλείο Μέσης Εκπαίδευσης, École normale de l'enseignement secondaire
Διδασκαλική Ομοσπονδία Ελλάδος, Fédération de l'enseignement de Grèce
Διονύσια Dionysia
Εθνικό Συμβούλιο Ελληνίδων, Conseil national des femmes grecques
Εκδόσεις Αθηνά - Α. Ι. Ράλλης, Éditions Athina - A. I. Rallis
Εκπαιδευτικός Όμιλος, Association pour l'enseignement
Ελεύθερον Βήμα, *La Tribune libre*
Ελευθερουδάκης και Μπαρτ, Eleftheroudakis et Bart
Ελληνικά Γράμματα, *Littérature grecque*
Ενιαίο Μέτωπο Εργατών, Αγροτών και Προσφύγων, Front unifié des ouvriers, des paysans et des réfugiés
Ένωσις Ελληνίδων, Union des femmes grecques
Εργασία, *Travail*
Εργατικός Αγών, *Combat ouvrier*
Εταιρεία Κοινωνικών και Πολιτικών Επιστημών, Société des sciences sociales et politiques
Ζωσιμαία Σχολή, École Zosimea
Η διάπλασις των παίδων, *L'éducation des enfants*
Κερκυραϊκή Ανθολογία, *Anthologie corfiote*
Κοινωνιολογική Εταιρεία, Société sociologique
Κυριακόν σχολείον Εργατριών, École du dimanche des ouvrières
Λύκειον Ελληνίδων Βόλου, Lycée des femmes grecques de Volos
Μαράσλειον Διδασκαλείον, École normale d'enseignement primaire Marasleios
Μεγάλη του Γένους Σχολή, Grande École de la nation grecque
μέγαρο Καραπάνου, palais Karapanou
Νέα Αγωγή, *Nouvelle Éducation*
Όμιλος Κοινωνικών Μελετών, Groupe d'études sociales
Παιδαγωγική Ακαδημία, Académie pédagogique
πρότυπα σχολεία Μαρασλείου Διδασκαλείου, écoles-modèles de l'École normale d'enseignement primaire Marasleios
Πρότυπον Εκπαιδευτήριον Αθηνών, Établissement éducatif modèle d'Athènes
Ριζοσπάστης, *Radical*
Σοσιαλιστική Εργατική Οργάνωσις Αθηνών, Organisation socialiste ouvrière d'Athènes
Σοσιαλιστικόν Εργατικόν Κόμμα Ελλάδος (Κομμουνιστικόν), Parti socialiste ouvrier de Grèce (communiste)
Σύλλογος Γυναικών υπέρ της Γυναικείας Παιδεύσεως, Association des femmes en faveur de l'éducation de la femme
Σύνδεσμος Διδασκαλισσών Πειραιώς, Syndicat des Institutrices du Pirée
Σύνδεσμος Δημοδιδασκάλων Πειραιώς, Syndicat des maîtres d'école du Pirée

Σύνδεσμος Ελληνίδων υπέρ των Δικαιωμάτων της Γυναικός, Ligue des femmes grecques pour les droits des femmes

Φοιτητική, *Journal des étudiants*

Φοιτητική Συντροφιά, Société d'étudiants